ANNUAIRE
DU MONDE MUSULMAN

ANNUAIRE

DU

MONDE MUSULMAN

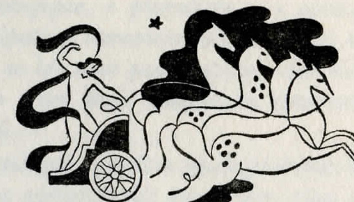
STATISTIQUE, HISTORIQUE
SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

RÉDIGÉ PAR

Louis MASSIGNON

4e édition, revisée et mise à jour avec le concours de V. MONTEIL

1954



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

—

1955

DÉPOT LÉGAL
1re édition .. .. .. 1er trimestre 1955

PRÉFACE

Munira, Le Caire, 15 janvier 1955.

Ici, en plein centre de la transformation accélérée qui sculpte son nouveau visage à une métropole musulmane, fondée, il y a mille ans bientôt, par le grand mouvement d'émancipation sociale des Fatimites, — notre présent travail apparaît situé dans le no man's land de l'observateur impartial ; à mi-chemin entre les grandes enquêtes analytiques des Occidentaux axées sur une mise en exploitation des valeurs — et les naissants essais défensifs d'introspection collective de l'élite musulmane encerclée.

Tout se passe comme si, à la manière de Heisenberg, tout progrès dans la mise au point d'une méthode destinée à améliorer le niveau de vie du monde musulman, coïncidait avec un recul aux frontières communes, une perte du contact mental, du « common touch » avec les âmes musulmanes.

Nous avons si souvent oublié de tenir la parole donnée qu'ils ne croient plus qu'aux livraisons de matériel technique qu'ils nous commandent. Et nous sommes si sceptiques sur leurs capacités de s'en servir sans nous, que nous n'espérons plus rien pour nous, ni pour eux, d'une prolongation du dialogue.

Alors que la présence géographique de l'Islam, en troisième force entre le capitalisme atlantique et le marxisme russe, devrait nous suggérer une attitude plus psychologique, « pluraliste », « sociographique », « expérimentale », de participation humaine aux solutions des problèmes sociaux : dans les termes *où se les sont posés, depuis dix siècles, les Usûliyûn, les « fondamentalistes » d'un droit musulman communautaire, international et interconfessionnel.*

Ce que certaine critique appelle « inadaptabilité » de la foi musulmane à la vie moderne, nous apparaîtrait alors, non plus comme une répugnance prélogique indigne de notre examen, mais comme l'opposition de la logique stoïcienne à la logique formelle, un signal d'alarme méritant de notre part toute notre attention, nous ramenant à des vérités oubliées : le devoir des États envers une transcendance divine souveraine qui ne doit pas être tue ; les résultats funestes des sociétés anonymes, des prêts usuraires, des impôts

indirects, et des emprunts d'État ; le rappel du caractère sacré du droit d'asile et de l'hospitalité, du devoir de juste guerre en faveur des opprimés (mustad'afîn) : tous ces invariants *de la pensée musulmane doivent être présents à notre esprit pour feuilleter utilement cet Annuaire.*

*Notre reconnaissance va aux lecteurs musulmans de nos éditions précédentes : à Ahmad Zéki Pacha qui voulait placer une traduction arabe de l'édition de 1923 dans sa Dâr al-'Arûba au Caire ; à l'émir Chékib Arslan, qui, dans sa critique de Lothrop Stoddard (ici, p. 358), attribuait nos chiffres « minimisés » pour le Yémen et la Chine à l'utilisation d'une documentation anti-musulmane, tentant de réserver, en terre musulmane, des « lacunes » destinées à former des « hérissons » chrétiens, documentation qui nous choque autant que lui ; à mon ami marocain Ahmed Bennani, qui voulut bien reconnaître que si l'*Annuaire *avait pu fournir (bien contre mon gré) un outil de pénétration à certains coloniaux, son auteur était parvenu à la certitude de la mission salvatrice de la grande réserve de foi monothéiste adorante de l'Islam dans le monde actuel : de sa revendication d'un assainissement de la vie sociale internationale par un minimum de sacralisation.*

Notre reconnaissance nous fait un devoir d'expliquer comment cette 4e édition d'un Annuaire *naguère triennal (1923, 1926, 1929) a pu être menée à bien après tant d'années ; depuis cette année de deuil, 1940, où le concours de B. Nikitine et surtout de Mlle O. Popovitch venait de permettre de terminer complètement une mise à jour que deux deuils privés, en 1931 et 1935, avaient interrompue. Reprise en 1945, avec engagement du* Centre national de la Recherche scientifique *d'en assurer la publication, c'est grâce à l'amitié de Vincent Monteil, que le manuscrit de 1939 a pu être refondu et mis au point, tenant compte de nos incessants déplacements dans l'ensemble des pays musulmans. Vincent Monteil pense, comme moi, qu'entre l'Islam et la France, il y a une parole donnée, et nous entendons la faire respecter.*

Ces détails devaient être rappelés, en tête de cette 4e édition, qui n'est pas une simple coupe horizontale, dans le temps, d'une grande communauté de vivants ; elle amalgame verticalement, en profondeur, des données remontant à 5 reprises, de trois en trois ans, jusqu'à trente ans d'ici ; éléments stabilisés, plus nombreux qu'on ne pense, jalonnant une évolution impressionnante, comme les marches d'un escalier.

Nos Indices I, II, III, IV *contiennent, par mots-souches, les éléments spécifiquement musulmans des principales* questions actuelles ; *en se référant aux pages où des solutions pratiques, plus ou moins précaires, ont été apportées aux* problèmes invariants *que l'Islam pose aux sociétés temporelles.*

I. — Islam démographique. — *La carte ethnique donne, sur un total de 400 millions de Musulmans, 50 Arabes et arabisés, 50 Iraniens et iranisés, 60 Turcs, 100 Hindous, 20 Chinois, 70 Malais et Indochinois, 40 Somalis, swahilis, Éthiopiens, 5 dans les Balkans et la Diaspora (Jâliya). Les 2/3 des Turcs, tous les Chinois, 1/10 des Iranisés sont de l'autre côté du rideau de fer, et 2/5 des Hindouisés hors du Pakistan.*

Depuis le XVe siècle, d'ailleurs, la Communauté musulmane s'est trouvée graduellement démantelée par l'offensive de la chrétienté occidentale : encerclement commercial par les flottes portugaise et hollandaise, pénétration coloniale anglaise, française et russe, exploitation bancaire par des banques de crédit « internationales », créées à la fin du IXe siècle de notre ère par des jahbadhis israélites à Bagdad, puis au Caire et à Cordoue, centres d'arbitragisme monétaires mis d'abord au service de l'expansion coloniale et du recrutement du travail forcé des États musulmans, puis transférés en Europe chrétienne au service des mêmes intérêts économiques ; processus qui a culminé durant le dernier siècle, de l'occupation du Caire par Bonaparte en 1798, à l'occupation de Constantinople par les Alliés en 1918.

Mais, depuis 1918, c'est une reconstruction infra-politique qui se dessine, grâce à la découverte de richesses naturelles inouïes ; dans un monde musulman qui se rééquipe individuellement par l'école, et collectivement par l'usine et le syndicat ; en périphérie et sur le littoral des mers, puisque la population sortie d'une grande bande de déserts qui va du Sahara de Mauritanie jusqu'à la Mongolie, n'a pu se condenser que sur les marges fertiles de ces déserts.

Les enquêtes démographiques (cf. Ann. démographique des Nations Unies depuis 1948) *montrent que ce peuplement des pays musulmans est un peuplement de jeunes, en pleine montée d'espérance. Qui ne se laissera pas indéfiniment mater par un système d'exploitation rationnelle plus ou moins paternaliste ; il sait qu'il arrivera, s'il travaille avec ténacité, à reconquérir sur les consortiums européens, chrétiens et juifs, la libre exploitation de ses richesses naturelles, terre, caoutchouc, étain, manganèse, pétrole surtout ; et des détroits internationaux, Tanger, Bosphore, Suez, Aden, Singapore. Les méthodes de dissociation utilisées par l'impérialisme européen, opposant race à race, dialecte à dialecte, méthodes dénoncées par la propagande soviétique dans sa radio, se heurtent de plus en plus au vieux réflexe communautaire des masses, que leur foi simple libère de nos basses ruses : « Ana muslin », me répondait, en 1907, un petit débardeur d'Aden à qui j'essayais de faire dire s'il était yéménite ou somali, et qui me répondait son* « civis Romanus sum ». *Les « colour-mosques » que d'ingénieux missionnaires ahmadis ont créées à Chicago et à Détroit, à l'instar des « colour-churches » qui sont la honte du christianisme américain, ne sont qu'une concession tactique, qui ne saurait asservir l'égalitarisme musulman foncier au* colour-bar *raciste.*

Au surplus, l'Islam est bien forcé d'être contre la nationalisation des travailleurs, et des personnes déplacées, avec l'U. R. S. S. en cela contre les Atlantiques ; pas plus que les proscrits, les pèlerins religieux ne sauraient être enfermés dans leur soi-disant nationalité d'origine. Et, si nous avons forcé le Hedjaz, en 1923, à renoncer, contre sa conscience, à l'internationalité des pèlerins de La Mekke, par un revirement curieux, nous autorisons l'O. N. U. à doter de passeports supranationaux des itinérants qui ne sont, hélas, ni des proscrits, ni des pèlerins authentiques.

*De même que le faisceau ethnique, le faisceau culturel de l'Islam ne sera pas rompu par les savants procédés de dissociation utilisés à leur encontre, tant par la propagande soviétique (qui est plus efficace) que par la propagande européenne (qui est percée à jour). L'unité musulmane, marquée par une liturgie en arabe, et un ensemble de termes culturels de profil arabe, survivra au virus nationaliste que l'Europe du XIX*e *siècle a inoculé aux nouvelles « nations » musulmanes, en les dressant contre « l'exclusivisme » de la Ligue des Nations arabes.*

On le voit, en Turquie même, et en Iran. Dès l'origine, le Prophète a voulu l'égalité sociale entre croyants, 'arab, *et* 'ajam *(non arabes), tels que son « client » persan, Salmân, patron de toutes les corporations des travailleurs artisanaux ; l' « humanisme ethnique » russe échouera là-contre, aussi bien que le « phylétisme régionaliste » atlantique.*

Le Pakistan (et peut-être l'Indonésie) prétend devancer l'Égypte pour organiser, dans le monde musulman, la préservation de la langue arabe comme langue de culture internationale, afin qu'elle reprenne son rôle médiéval, même vis-à-vis de l'Europe.

J'avais pensé un instant, de 1928 à 1931, devant le succès de la réforme de Kemal Ataturk latinisant l'alphabet, qu'elle pourrait être généralisée à l'Iran, et peut-être à la Syrie (cf. Annuaire, *de 1929, p. 32-33), mais je me suis rendu compte depuis (cf. Séances de l'Académie Arabe du Caire, 17-1-1953) que latiniser l'alphabet arabe détruirait la structure originale de la grammaire arabe, l'*i'râb, *et ferait perdre son âme à la culture arabe ; que cette langue sémitique très pure était une langue de « témoignage », à sauver à tout prix intact, pour influencer la formation vraiment œcuménique de la future langue internationale. Et que l'abandon de l'alphabet arabe entraînerait la déchéance de la calligraphie arabe, qui est l'*art abstrait de l'Islam, *et qui revit en ce moment à Bagdad et à Alep.*

Il est probable que, dans le monde musulman, on s'acheminera, comme pour le calendrier, à un doublement, pour la vie pratique, de l'alphabet culturel arabe par un « latindji », comme le calendrier liturgique lunaire hégirien s'est trouvé doublé, dès la prise de Madaïn, par des calendriers fiscaux solaires, pour faire coïncider la levée des impôts avec les récoltes saisonnières. D'ailleurs, l'État Israëli tient ferme à une grammaire hébraïque traditionnelle de type arabe, et à un alphabet sémitique carré, pour sauvegarder son originalité culturelle ; et il serait étrange que les nations arabes musulmanes voisines soient moins soucieuses que leur rival de leur propre honneur culturel, et le sacrifient à la « facilité » commerciale.

II. — Islam juridique et pédagogique. — *La langue arabe, du fait de son rôle culturel millénaire, présente des implications philosophiques et théologiques que maintient, à travers tout le monde musulman, l'école primaire où s'enseigne le Coran, cette édition singulièrement abrégée, mais semée de percées profondes, destinée aux descendants d'Ismaël, fils de la double hégire, exil d'Agar, et expatriement de Muhammad, à Médine. Tant que la révélation coranique gardera son emprise sociale, et l'Islam ne disjoint pas le spirituel du temporel, la civilisation arabe maintiendra non seulement une certaine grammaire, un certain art abstrait, mais une rhétorique condensée, celle du* tadmîn *(involution du symbole) et du* taqdîr *(sous-entendu), et une conception abstraite et infinitiste de la recherche mathématique, celle-là même qui a fait démarrer, au Moyen Age, la science moderne, hors des formes harmonieuses et finitistes de la pensée grecque, et une forme canonique de la vie communautaire, et même une « philosophie du droit »,* usûl al-fiqh, *d'une remarquable originalité.*

Au point de vue des rites juridiques, les quatre rites sunnites comptent respectivement 180 millions (hanafites : *Turcs, Pakistanais), 100 millions* (shafi'ites : *Égypte, Indonésie, Yémen, Inde), 75 millions* (malikites : *Maghreb, Afrique soudanaise, Côte des Pirates), 7 millions* (hanbalites : *Arabie Séoudite) ; les shi'ites imâmites (XII imâms) sont 30 millions (Perse, Tadjikistan, Syrie, Liban, Albanie), les shi'ites* ismaëliens *(VII imâms) sont 8 millions (Inde, Pamir, Syrie), les* khârijites, *1 million (Mzab, Dj. Nefousa, Djerba, Oman, Zanzibar).*

Les divergences entre ces rites portent sur des détails quant aux prescriptions de l'Islam, qui restent remarquablement invariables ; les cinq devoirs d'obligation, attestant une volonté tenace de vivre ensemble : prière (salât) *orientée cinq fois par jour vers la Qibla (de La Mekke), pèlerinage à La Mekke* (hajj), *sorte de Congrès international annuel des croyants, qui marque tous les participants, une* rihla *comme celle du maghribin Ayyâshî l'atteste, d'une marque d'universalité ; — jeûne* (siyâm, Ramadân) ; — *dîme aumônière* (zakât) ; — *témoignage que Dieu est Un* (shahâda : *index droit levé en mourant). — On a commencé à dresser par régions des atlas de la pratique religieuse musulmane, suivant la méthode de G. Le Bras pour le catholicisme. Voici quelques sondages : depuis mille trois cent soixante ans, il y a chaque année à 'Arafât* (waqfa *du hajj) environ 150.000 pèlerins de tous pays et, dans un village d'Égypte, il y a, au plus, 15 % d'anciens pèlerins (dont 1/5 de femmes), tandis que, dans un village de France, il peut y avoir 15 % de pascalisants (dont 4/5 de femmes). En face du baptême, les Musulmans ont la circoncision (pacte abrahamique ; cf. pour l'excision, Ibn al-Qayim, Rawda, 320, Evliyâ, I, 605)*

avec 85 % de circoncis (contre 75 % de baptisés). Pour le jeûne, la participation musulmane est de 70 % (contre 20 % pour la chrétienne). Pour la prière publique du vendredi musulman, 40 % (contre 10 % de messés chrétiens). Pour la shahâda *du musulman agonisant, 90 % (contre 50 % d'extrémisés chrétiens).*

En face du personnel du culte chrétien (1/1.000 de prêtres en Chrétienté), les « agents » du culte musulman (imâms) *ont le même pourcentage. Et il y a 1/100 de « voués religieux », en Islam comme en chrétienté, avec cette différence qu'en Chrétienté, les 3/4 sont des femmes, tandis qu'en Islam, il n'y a pas 1/10 de femmes.*

Tout ceci est très externaliste, et ne prouve pas grand-chose sur l'adhésion réelle de l'âme au culte. On remarquera qu'un peu partout, la moyenne de libre loyauté fiscale ne dépasse pas 3 %, et que le pourcentage de 7 % pour la prostitution patentée ne sous-entend pas la vertu du résidu (93/100).

La formation des nouveaux États musulmans a eu comme corollaire, au point de vue pédagogique, la création d'un enseignement d'État, de type européen, laïcisant (type turc), nationaliste et « bourgeois de gauche ». Les milieux croyants se sont rendu compte de la nécessité de créer des établissements confessionnels musulmans modernes, pour suppléer aux vieux centres universitaires médiévaux, que, malgré de multiples réformes, les nouveaux États n'arrivent pas à adapter à la vie moderne : al-Azhar, en Égypte, la Zituna à Tunis, Qayrawiyîn à Fès, représentent cette vieille tradition. C'est dans l'Inde (voir notices Pakistan, p. 141, 143, et Inde, p. 148, 152, 153) que ces « universités » privées nouvelles se sont formées les premières. Et l'on connaît, en Algérie, le mouvement des Ulémas réformistes. La tendance des Salafiya *unifie théoriquement la majorité de ces fondations.*

Quoique les enquêtes européennes n'aient pas, à mon sens, suffisamment signalé l'importance de ce mouvement, qu'il suffise de rappeler ici notre Liste des centres d'étude linguistique et culturelle des peuples islamiques (A. M. M., *éd. 1926, p. 374-379), où étaient énumérés, dans 159 cités, 720 centres, en immense majorité non musulmans (et « coloniaux »), chaires d'enseignement universitaire, bibliothèques et archives, musées, sociétés savantes (avec périodiques) ; — et de la comparer à la* Hawliyé *(Annuaire culturel) publiée par le Pr Sate' al-Husry depuis 1948, pour les seuls pays arabes, malheureusement, où sont énumérés les centres créés et dirigés par des pédagogues musulmans (dont Sate' fut un des premiers, très laïcisant d'ailleurs, en Irak, puis en Syrie, avant de diriger au Caire le Centre d'Études de la Ligue Arabe).*

Parallèlement, on trouve des essais de séminaires de missionnaires musulmans, dont le prototype avait été le Dâr al-Da'wa wa'l irshâd fondé par Réchid Ridâ à Rôda (Caire) en 1913. Les Ahmadiya sont les seuls à y procéder méthodiquement dans tout le monde musulman (mais leur hétérodoxie, même latente, inquiète) ; et les Frères Musulmans, plus orthodoxes,

ont eu leurs essais paralysés par leur enseignement avoué du recours à la guerre sainte (cf. Hasan Bannâ, Risâlat al-Jihâd, *Caire, 1953).*

La pression grandissante de l'incompréhension méprisante des Européens sur l'opinion publique musulmane a fait surgir, par contre-coup, des écrivains musulmans, croyants convaincus, tels que Qasîmî (« Voilà notre carcan »), *et Malek Bennabi, un Séoudien et un Algérien ; dont l'originalité, plutôt négative pour l'historien des religions, est de nous apprendre, ce qui est capital, comment l'Islam de toujours pose les problèmes sociaux.*

Il y a des revues islamiques, en nombre croissant, où tout n'est pas négligeable (cf. Index général de la presse musulmane, ap. A. M. M., *1926, p. 352-370, où sont énumérés 1.279 journaux et revues, paraissant dans 288 villes). Il n'y a toujours pas d'agence de presse musulmane, pour rectifier les erreurs péjoratives, commises dans la presse européenne, à l'encontre de l'Islam. L'*Annuaire *de 1929 a donné des extraits des* Abstracta Islamica *qui paraissent depuis 1927 dans la* Revue des Études Islamiques *à Paris (10 séries, jusqu'en 1953 : 1.107 pages, avec 10.000 références examinées).*

III. — Islam social : *la Communauté (travail, ressources, institutions). — Les « fondamentalistes » du droit musulman envisagent 5 qualifications canoniques des actes humains ; ces qualifications ne concernent pas du dedans la conscience de leur auteur, comme dans la théologie morale chrétienne, mais la portée sociale, saine ou malsaine, de l'attitude qu'y assume le responsable. Car l'Islam est contre la responsabilité collective (et se tait, un peu, sur le péché originel), mais il admet que nous devons être jugés sur le caractère de témoignage (véridique ou mensonger) que notre comportement nous fait rendre devant la Loi de Dieu.*

Pour le Musulman, l'argent a de l'odeur, et, de même qu'une mouche morte pourrit le pot d'onguent, de même la présence d'un seul saint, parmi les pèlerins, à Arafat, le 9 de Dhûlhijja (où est dédié le sacrifice abrahamique, qui sera consommé le lendemain à Mina), suffit pour que le Pardon jubilaire annuel du Hajj rende son innocence à toute la Communauté islamique. L'Islam forme donc réellement une Communauté ecclésiale, comme Maïmonide lui-même l'a reconnu.

L'Islam, de par ses origines patriarcales, est fondé sur un foyer familial, mais ouvert : un foyer d'hospitalité (ijâra, dakhâla). *L'hospitalité envers l'étranger, cette vertu humaine essentielle (et* théologale, *car elle implique, à la fois, foi, espérance et charité), si méconnue chez les chrétiens modernes, singulièrement chez les colonisateurs en pays musulman, explique tout ce qui les choque d' « arriéré » dans la vie sociale musulmane traditionnelle, depuis l'infériorité légale de la femme, jusqu'à la guerre sainte.*

Malgré saint Paul, les chrétiens sont arrivés à niveler la situation légale de la femme et celle de l'homme : comme si leurs physiologies étaient de

même niveau ; c'était par réaction contre la tyrannie misogyne des « siècles barbares ». Mais par cela même ils ont exclu la femme de cette promotion finale où la femme, comme l'enseignent les Musulmans ismaëliens, libérée par une catéchèse d'initiation, réalisera le prix de sa souffrance séculaire de parturiente, et se trouvera élevée au-dessus de l'infériorité sexuelle, au-dessus du commun des hommes. A ce niveau, que lui importe que son témoignage ne soit que d'un demi, et sa part d'héritage aussi ? La priorité des droits du père et du mari, elle aussi, s'évanouira alors. Reste, en statut personnel, la validité de la polygamie, que le Coran soumet à l'obligation d'égal traitement des co-épouses ; le divorce au choix du mari seul, inégalité mitigée en droit shafi'ite ; le mariage prématuré, qui se raréfie ; l'esclavage domestique, qui se raréfie comme tel ; — car, s'il subsiste çà et là pour le travail forcé, les chrétiens d'Afrique du Sud sont pires, qui ont fait admettre par l'O. N. U. leur inhumaine convention du Mozambique (ici, p. 366). Quant à la traite des blanches, ses repaires au Maroc, en terre musulmane (où ce genre de prison est interdit par le Coran, 24, 33) n'y ont été tolérés en 1949 par l'O. N. U., que grâce à un mensonge diplomatique.

Dans la tente de l'Islam primitif, la femme est la première hôtesse étrangère. S'il est très vrai qu'un chrétien ne peut épouser une musulmane, tandis qu'un musulman peut épouser une chrétienne, j'estime qu'il n'y a pas là un obstacle sérieux à la stabilisation d'une vie commune, d'une espérance commune entre chrétiens et musulmans ; la base de la vie sociale n'est pas l'union conjugale, mais la fraternité d'idéal, l'amitié, cette forme si efficace de l'hospitalité réalisée. Au début de l'Islam, la Communauté n'a pas recouru à l'intermariage pour admettre les Mawâlî, *étrangers convertis, à égalité avec les croyants de race arabe ; il a suffi du pacte de clientèle hospitalière. Et celui-ci a été étendu, par la « sauvegarde du Prophète »* (dhimma) *aux « gens de la Bible » (juifs et chrétiens) ; un régime de « capitulations » s'est ainsi instauré, qui a duré treize siècles, depuis la convention de Nedjrân jusqu'à Montreux ; plus longtemps, certes, que le droit international européen, né à Oliva (1660) et disparu avec le pacte Kellogg de 1929.*

N'importe quelle guerre est admise depuis 1940, entre Européens, guerre préventive, ou guerre pour l'espace vital, alors que l'indiscrimination entre innocents et coupables, également frappés par les armes modernes, condamne désormais, en principe, toute guerre. Il n'y a plus de juste guerre. Et cela condamne, dans un temps de technique de guerre moderne, la guerre sainte musulmane. Mais cela n'autorise pas les polémistes européens à déclarer qu'il n'y a pas de paix possible avec un Islam qui tue (et est tué) à la guerre sainte. D'abord, parce que la guerre sainte est, par définition, destinée à obliger toute l'humanité à reconnaître qu'elle doit adorer le Dieu d'Abraham, ce qui est d'un autre ordre que la guerre pour l'espace vital. Et qu'il n'y a plus de paix loyale possible entre les hommes. Que des Musulmans, acculés au désespoir par les paix bâtardes, pourries par la vente des consciences et les prêts usuraires, exécutent sommairement, au nom de la guerre sainte, ceux de leurs chefs qui les ont vendus, cela les rapproche des révolutionnaires qui exécutent le « tyran ». Quand la paix et la guerre sont également désécrées par l'hypocrisie cynique de certaine finance internationale, et ce qui est encore plus atroce, par l'athéisme communiste qui nie tout pacte d'hospitalité n'inféodant pas au parti, l'attitude belliqueuse des partis musulmans qui en appellent au Jihâd représente une prise de position sincère, mais inefficace et périmée. Et bien des Musulmans orthodoxes, qui ont opté en 1947 pour l'Inde, contre le Jihâd du Pakistan, ont compris que le dernier recours de l'Islam pour faire triompher les droits de Dieu était la non-violence, le Jihâd Akbar, *l'abnégation patiente jusqu'à la mort, qui n'est pas l'arme des lâches, mais des héros.*

L'Islam met l'accent sur le respect de la personne humaine, en tant que témoin oral responsable, et le témoin unique vaut, tant en Tradition (khabar al-ahad) *qu'au Tribunal (liberum veto : l'opposition d'un seul infirme le consensus général des docteurs,* ijmâ'). *Les métiers infâmes sont exclus du rôle des témoins professionnels (contre le laxisme européen). L'Islam est contre la responsabilité collective, cette ruse juridique de la colonisation. L'Islam est pour la propriété privée, et le capital commercial, limités par la priorité du bien de mainmorte constitué d'utilité publique* (waqf). *Il est pour l'égalité devant l'impôt, dîme du revenu (l'impôt foncier était en principe dû par les seuls non-Musulmans). Il est contre le capital bancaire, contre les emprunts d'État, contre le marchand de vin (scandale de l'Algérie musulmane), contre l'envoi de la femme à l'usine, au dancing ou à la caserne (cf. les polémiques analogues en Israël).*

Pour l'organisation du travail, j'avais cru longtemps à la possibilité du maintien, en pays musulmans, de corporations artisanales élargies en coopératives. Mais, depuis 1927, le mouvement syndical a gagné de façon décisive. Il est d'autant plus significatif de constater que des syndicalistes musulmans algériens de Paris (et certains en Afrique du Nord) persistent à refuser de s'inféoder aux marxistes de la C. G. T. (aussi bien que de F. O.) et s'inscrivent à la C. F. T. C. (malgré l'orientation à droite de sa majorité). Ils sentent que « les droits de Dieu » sont à sauvegarder dans le milieu des travailleurs (position, en cela, symétrique de celle des prêtres ouvriers, qui « partagent l'espérance », et pas seulement la sueur et le pain).

IV. — Islam sacral. — *La topographie annuelle du monde musulman est sillonnée de lignes de force, les chemins des pèlerins à La Mekke. Nos cartes murales d'enseignement, qui devaient paraître ici même (se reporter, en attendant, à la carte n° 55 publiée par la Présidence du Conseil, à Paris) répartissent les pays musulmans des deux côtés d'un axe central, le méridien de La Mekke ; c'est une géographie spirituelle « dynamique ». Pareillement l'année hégirienne, tourne autour des 4 mois sacrés, spécialement autour des mois du pèlerinage (les deux derniers). On trouvera les* calendriers

musulmans *analysés dans l'*Annuaire *de 1929 (y ajouter, p. 14, d'autres calendriers agricoles, du Yémen et de Madagascar (Ferrand,* J. A. P., *1905, 2-222, 1932, 2, 325) ; et les* fêtes *khârijites ; 'Ashûrâ, 'Ideïn, Ziyâra (circoncision du Prophète : un lundi) ; Mawlid, Bara'a).*

*Quant aux événements des années écoulées depuis celles dont les éditions précédentes de l'*Annuaire *ont donné le sommaire, se référer à* Oriente Moderno *(Rome) et aux* Cahiers de l'Orient contemporain *(Paris).*

Le Hajj est un devoir d'obligation « conditionnelle », c'est donc une sorte de vœu de sacralisation collective pour la Communauté (on peut y avoir un substitué). Dieu, le Dieu d'Abraham, en est l'objet formel : « Bénis Muhammad et les siens comme Tu as béni Abraham et les siens. » La présence divine que ce vœu « fait descendre » est « sacrificielle », à la fois « compatiente » envers les hommes, et « théopathique » vis-à-vis de la Loi divine et de la Grâce.

Les « pèlerinages » spirituels affiliant des religieux à des maîtres vénérés, et à des lieux sacrés dont l'Index IV fournit une liste, dérivent tous, même le Prophète Muhammad et Médine et l'Aqçä, du patriarche de tous les croyants, Abraham, « l'ami de Dieu », comme le rappelle le tahlîl *gravé sur une des portes de Jérusalem.*

Trois seuls pèlerinages sont légaux : La Mekke, Médine, Jérusalem ; mais Hébron est recommandé. Et si les pèlerinages aux tombes de saints, fondateurs d'ordres, ne sont pas reconnus par l'Islam strict, ils soutiennent (en la compromettant, parfois) la vie de prière de la masse des croyants sunnites. Chez les shi'ites, le pèlerinage aux Imâms vénérés prend le nom de ziyâra, *et s'approfondit spirituellement, en se tournant vers une espérance du Mahdi, ce Chef inspiré, qui doit rétablir toute justice avant la fin du monde. Beaucoup de Sunnites pensent, les modernistes surtout, qu'il n'y aura pas de Mahdi, que c'est un dédoublement de Jésus et de son Retour. Les Ahmadiya prétendent même que ce retour a déjà eu lieu, sous la forme de leur fondateur, Ghulâm Ahmad († 1891), ce qui est une solution de compromis tactique, où, malgré A. Toynbee, je ne vois rien d'acceptable.*

Les masses musulmanes, et surtout les femmes shi'ites, persistent à pressentir, de plus en plus, qu'il y aura un Mahdi musulman, distinct de Jésus ; et, que, de même que Jésus, fils de Marie, est inséparable de sa mère dans son second avènement, de même le Mahdi sera « Fâtimi », c'est-à-dire inséparable de Fâtima, l'aïeule de tous les Imâms, la première des opprimées qui ont souffert pour la Justice, et qui est morte de deuil filial, soixante-quinze jours après son père.

Louis MASSIGNON.

ASIE

- ARABIE
- U. R. S. S.
- CHINE
- MALAIS (• INDONÉSIE...)
- INDE
- AFGHANISTAN
- IRAN
- TURQUIE
- LEVANT

ARABIE

NOTICES : **Arabie Saʿoudite**
Yémen
ʿAden (Colonie et Protectorats)
ʿOmân
Côte des pirates
Qatar
Bahreïn
Koweït

ARABIE

Historiquement et ethniquement le terme d'Arabie, Djazîrat elʿArab *s'étend non seulement à la presqu'île proprement dite, mais à tout le désert arabe, jusqu'aux confins des deux glacis qui le flanquent au nord-ouest et nord-est : glacis syrien et glacis mésopotamien. Il comprend donc : Arabie Saʿoûdite* (Hedjaz, Nedjd *et dépendances*), Yémen, Aden *(Colonie et Protectorats)*, ʿOman *et* Mascate, Cote des Pirates, Qatar, Bahreïn, Koweït. *C'est l'ensemble de cette aire (3 millions de km²) que le nationalisme panarabe des Wahhâbites a tenté d'unifier.*

L'unité ethnique n'est pas complète. On sait, en effet, que les tribus arabes se divisent suivant deux ancêtres : Ismaël et Qahtan. Les Qahtanides *ou* Yéménites, *originaires du sud, ont essaimé dans le nord. Les Ismaéliens, eux, ont deux subdivisions :* Modar *et* Rabîʿa. *Des rabîʿides, les plus connus sont les* ʿAnaza. *Des modarides, ce sont les* Qeïs, *les* Tamîm *et les* Qoreïsh. *Or, Qeïs et Tamîm ont fait souvent bloc avec les rabîʿides, contre Qoreïsh et les Yéménites. C'est, encore aujourd'hui, le conflit entre Hedjâz et Nedjd.*

L'unité linguistique est beaucoup plus avancée : la langue arabe classique est le dialecte de Tamîm, modifié dans le sens du dialecte de Qoreïsh, parce que le Qor'ân emploie ce dernier dialecte.

L'unité religieuse n'est pas achevée. Certes, il n'y a presque plus d'arabes juifs (Yémen, Aden) ou chrétiens (Jordanie), et presque tous sont musulmans. Mais l'islamisation a été très lente (les Ahl Morra sont musulmans depuis peu), et les dissidences sont vives entre l'orthodoxie sunnite et les vieilles sectes, Shîʿites (zeïdites, ismaéliens) et Khâridjites, et surtout entre les réformateurs wahhâbites *du pur sunnisme et les autres sunnites.*

L'unité des voies et communications n'existe pas, et les États arabes, échelonnés à la périphérie du désert central, ne communiquent facilement que par mer. Dans ces conditions, les congrès d'émirs arabes que le Malek du Hedjaz avait essayé de convoquer n'ont abouti à rien, et ces 10 millions d'habitants suivent encore des chefs rivaux.

Historiquement, l'assiette de l'impôt canonique, au IXᵉ siècle, période de pleine prospérité, nous indique l'importance relative, économique et sociale des diverses zones de l'Arabie : Yémen-Hadramôt, 600.000 dînârs ; Nedjd-Ahsâ, 510.000 ; ʿOmân, 300.000 ; Hedjaz, 100.000 (Qodâma). Aujourd'hui, la terre sainte de l'Islam, visitée chaque année par 200.000 pèlerins, est encore celle où a pris forme et s'est appliqué dans sa

rigueur le réformisme religieux. Au berceau des Arabes et de l'arabisme, un État théocratique s'est constitué, qui est aussi l'un des fondateurs de la « Ligue des Nations arabes ». Immense champ de pétrole, les milliards s'y investissent, et les « royalties » rendent possible la mise en valeur des déserts ; le rail détruit de Damas à Médine — waqf international, nécessaire aux pèlerins — va revivre grâce au rail de Riyâdh au golfe Persique — nécessaire au pétrole. Zone traditionnelle d'influence britannique, son importance économique nouvelle et sa position stratégique l'ont fait passer dans la sphère des intérêts américains et des dollars. L'unité et le destin de l'Arabie dépendront du sort de ces quatre facteurs.

BIBLIOGRAPHIE : *On sait que la cartographie de l'Arabie comporte encore de vastes blancs, inexplorés. Les cartes de Musil pour le nord-ouest, du ministère de la Guerre britannique, au 1/1.500.000 (1917), pour l'ouest et le sud, de Philby (1922) sont de simples canevas, complétés par renseignements. La géographie arabe médiévale de l'Arabie est monographiée dans la* Sifat Djazîrat al ʿArab *de Hamdânî (éd. D. H. Müller) (1891). D. Hogarth, l'auteur de* The penetration of Arabia (1905), *a travaillé pendant la guerre à la coordination des données hétérogènes du S. R. britannique, en* Handbooks *officiels, par régions. Ils sont inappréciables, et malgré leurs lacunes (omission, par exemple, des travaux de Musil pour le nord, et de Maltzan et Landberg, pour le sud), ils constituent la première base solide d'un inventaire détaillé, que les U. S. A. vont achever.*

Pour les derniers ouvrages parus, voir les notices régionales.

ARABIE SAʿOÛDITE

(Al-Mamlaka Al-ʿArabiyya Al-Saʿûdiyya)

Royaume constitué, sous ce nom, par décret du 18 septembre 1932. C'est la réunion de 4 États : Hedjâz, Nedjd, Ahsâ et ʿAsîr, sous le sceptre de l'Imâm-Roi, ʿAbd-ul-ʿAzîz ibn Saʿûd (depuis 1926). Monarchie absolue, égalitaire et théocratique.

Il y a trois capitales : *Riyâdh* (résidence de la cour), *La Mekke* (administrative et religieuse) et *Djedda* (diplomatique). Chaque État fait l'objet d'une notice spéciale. Le pèlerinage est traité avec le Hedjâz et le pétrole avec l'Ahsâ.

La superficie totale du Royaume a été évaluée à très approximativement 1 à 2 millions de km² ; la population totale ne peut être qu'estimée (en l'absence de recensement) : entre 3 et 6 millions d'habitants, selon les sources.

Les ressources du pays sont les impôts et les taxes (et notamment celles sur les pèlerins), le produit des mines d'or, mais surtout le montant des redevances versées par les compagnies concessionnaires du pétrole. Le budget saʿoûdite est ainsi passé de 3 millions de £ en 1938 à 55 millions de £ en 1951. Monnaie (depuis 1928) : le *riyâl* (= 10 £ or) ; depuis 1948, change (théorique) fixé à 1 *souverain* pour 62 *riyâls*.

Relations extérieures : traité de « Fraternité arabe et d'alliance » avec l'Irâq (1936) ; traité « d'amitié et de bon voisinage » avec la Jordanie (1933), malgré les revendications saʿoûdites sur Maʿân et Akaba ; déclaration commune égypto-saʿoûdite (1946) ; accord frontalier avec le Yémen (1937) ; accord de bon voisinage avec Koweït (1942). Adhésion à la Ligue arabe (1945) ; envoi de combattants en Palestine (1948). Différend avec ʿOman au sujet de l'oasis de Boreymi (1949-52).

BIBLIOGRAPHIE. — Mhd. Shukri Alussy, *Tarikh Najd*, Caire, 1.343 h.

ʿAbdallah ʿAli Qasîmî, *Al Thawrat al Wahhâbiya*, Caire, 1936.

ʿAbdelmunʿim Shuʿayb, *Jamâʿat Ansâr al Hajj*, Caire, 1938 (194 pp.). cf. sur le Hajj : Hafiz Amer, *Hac ferizasi*, Istanbul, 1935 (en turc : trad. arabe, Alexandrie, 1935) ; et J. Jomier, *Le mahmal*, Paris, 1952.

Twitchell (Karl S.) et Jarji (E. J.), *Saudi Arabia*, 1947 ; Philby

(H. St-John B.), *Arabia*, 1930 ; *The Empty Quarter*, 1933 ; *A pilgrim in Arabia*, 1946 ; *Arabian Days*, 1948 ; *Arabian Highlands*, 1952.

Ettore Rossi, *Documenti su l'origine e gli sviluppi della questione araba* (1875-1944), Rome, 1944.

Rushdi Melhès, *Muʿjam al buldân al-ʿarabiya*, Mekke, 1949.

G. de Gaury, *Arabian journey*, 1950.

Docum. Franç., 1948 et surtout nº 1529 du 10 sept. 1951 ; traduction intégrale du nº 1320 du 19 juillet 1950 du journal mecquois *Omm-al-Qora*.

Documentation de l'Aramco (1951-52).

Statesman's Year-Book, 1952.

I. — VICE-ROYAUTÉ DU HEDJAZ

(Union avec le Nedjd depuis le 19-12-1925)

I. — PEUPLEMENT

Situation, superficie, statistique, villes principales. — Ce nom caractérise depuis l'occupation ottomane le hinterland du littoral occidental de l'Arabie entre les 29º 30 et 20º de lat. nord ; limité au nord par l'émirat de Transjordanie (ligne Shôbak-Ouâdî Moûsâ), à l'est par le Shammâr et le Nedjd ; au sud, par l'ʿAsîr. Le Hedjaz, contenant les lieux saints de l'Islam, a été petit à petit, par une extension du « harâm », interdit aux non musulmans, qui ne pouvaient dépasser, au sud, avant la guerre, la ligne Madaïn Salih-Wedjh et l'enceinte de Djedda.

L'acte unilatéral du gouvernement britannique détachant, en juin 1925, Akaba et Maʿân du Hedjaz — pour les annexer à la Transjordanie — a soulevé les protestations répétées du Hedjaz.

300.000 km², en trois bandes parallèles, allant du nord au sud : *a)* Un littoral sablonneux, abrité de récifs coralliens, et qui devient de plus en plus large en descendant vers le sud ; *b)* Une ligne de collines, dont l'altitude tombe de 2.000 m. à 600 m. (Djebel Ridwâ, près Yanboʿ) ; *c)* Le plateau intérieur qui culmine au nord entre 1.500 et 2.500 m., avec les champs de laves du Hisma, ʿOweïrid et de Kheïbar *(harra)*, mais qui se trouve effondré à une altitude de 300 m. entre Médine et La Mekke (ouadis Hamd et Sheïba), et aux alentours de La Mekke (ouadis Safra et Fâtima). — Le climat est lourd et insalubre sur la côte et dans les vallées. Tâïf est la seule ville salubre. Les pluies, fort rares, sont de courts orages.

Population totale (1947) de 2 millions d'habitants, dont 17 % dans les villes : La Mekke (80 à 200.000) ; Médine (40.000) ; Djedda (50.000) ; Tâïf (8 à 30.000) ; El ʿAla (3.000) ; Yanboʿ (10.000) ; Kheïbar (2.500) ; Wedjh (2.000) ; Teïma (2.000) ; en *Djôf*, Sakâka.

L'islamisation : origine, intensité, pourcentage. — C'est au Hedjaz que l'Islam s'est fondé, et c'est au Hedjaz que les cérémonies annuelles du pèlerinage canonique ou haddj, rassemblent le monde musulman tout entier depuis treize cents ans. C'est de La Mekke à Médine qu'eut lieu l'*hégire* de Mohammed en juillet ou septembre 622 ; c'est de Médine qu'il dirigea contre l'aristocratie commerciale qoreïchite cette curieuse série de razzias *(sarâyâ)* qui, attestant une connaissance si parfaite du terrain et une telle maîtrise de la stratégie du désert,

l'amenèrent à rentrer triomphalement huit ans après à La Mekke. C'est à Médine que résidèrent les 4 premiers califes ; La Mekke et Médine sont encore aujourd'hui les *Harameïn*, les deux premiers « lieux saints » de l'Islam, quoique l'on y insère parfois Jérusalem, avant Médine.

Toute la population est de race *arabe*, nomade pour les 5/6, de descendance *modaride*, sauf ce qui reste des immigrés *qahtanides* d'antan (*Ansâr* de Médine, *Djoheïna* d'*Yanbo'*). Il y a également une population *étrangère* (1937) d'environ 435.000 personnes : *Mawâli* (Arabes sans ascendance tribale), 150.000 ; *Nègres*, 200.000 ; *Esclaves*, 20.000 ; *Indonésiens*, 25.000 ; *Indiens* et *Afghans*, 20.000, etc. Certaines tribus hedjaziennes ont essaimé au dehors au VII[e] siècle en Palestine (qahtanides *Djodham 'Amila*), en Égypte (*Balî*) ; les *Hilâl* (fraction des *Hawâzin*) et *Soleïm*, qui conquirent la lisière désertique du Maghreb au XIII[e] siècle, sont des Modarides (Qeïsites) qui avaient quitté le nord-est de La Mekke au IX[e] siècle ; de même, certains clans *Djoheïna* ont poussé jusqu'au lac Fittri, près du Tchad.

Pays d'origine de la caste alide (non seulement qoreïchite hachémite) dite des chérifs « descendants du Prophète » (*ashraf, seyyid, chorfa*) issus de ses petits-fils (*hasanides* et *hoceïnides*), on y trouve encore une quinzaine de clans chérifiens.

La population de La Mekke et Djedda est fortement métissée par suite de l'immigration due au pèlerinage : de *Javanais*, *Hindous*, *Persans*, *Nègres*, et même *Turcs*.

Le sunnisme, de rite *shâfi'ite*, règne au Hedjaz ; mais on y trouve aussi quelques *hanéfites* et *malikites*, dans les villes ; des *hanbalites* à tendances *wahhâbites* (vers Khorma), ou *salafiya* (à Djedda). Enfin, le *shî'isme* est représenté par la population sédentaire des faubourgs de Médine ; par les nomades Djahm (sous-tribu des Harb ; au For', au sud-est de Médine) ; et par quelques *zeïdites*, à La Mekke. Quelques non Musulmans, Juifs et Grecs, sont tolérés à Djedda.

Le dialecte local dérive du dialecte *qoreïchite*, auquel le Qor'ân a fait acquérir, en arabe classique, la suprématie. Snouck Hurgronje l'a étudié, dans ses proverbes.

II. — GOUVERNEMENT

CONSTITUTION ET MODE DE GOUVERNEMENT.

Le Hedjâz, siège du khalifat de Médine (632-661) demeura durant trois cents ans sous la domination directe des califes sunnites de Damas (Omayyades), et de Bagdad ('Abbassides). Pillé en 930 par les Qarmates, il tomba, en 968, avec l'Égypte au pouvoir du califat ismaélien des Fâtimites. Et depuis, il est constamment resté tributaire économiquement de l'Égypte (avec de rares interruptions, dues à des incursions yéménites, XIII-XV[e] siècles). En 968, les Fâtimites reconnurent comme leur vassal, à La Mekke (il y eut à Médine une autre lignée éphémère) le chérif hasanide Dja'far-ibn-Mohammad († 980), tige de la dynastie *Moûsawi* (968-1062 ; avec deux usurpations des *Soleïmanis* 1011-1012 et 1061-1062). La seconde fut celle des *Hawâshim* (1062-1201), qui rétablirent dès 1070 la khotba sunnite 'abbasside à La Mekke. Puis vint Qatâda (1201-1221), dont les descendants ont gouverné La Mekke jusqu'à ce jour. D'abord ballottés entre l'Yémen et l'Égypte, qui triompha, ils firent prononcer la khotba au nom des sultans ottomans (1517-1918) à partir de l'ambassade, puis du règne d'Aboû Nomay II (1525-66). Ce chérif, qui repoussa les Portugais de Djedda (1541), est l'ancêtre des clans qui ont alterné, depuis, au pouvoir, selon le caprice des sultans : *Dhowi Zeïd* (1631-66, 1666-72, 1684-87, 1689-93, 1694-1701, 1704-05, 1711-17, 1719-21, 1723-1827, 1851-56, 1880-82 ; notamment Soroûr 1772-87 et Ghâlib (1787-1813) ; *Dhowi Barakât* (Barakât 1672-82 ; 1682-84, 1705-11, 1717-19, 1721-23, et un moment en 1770) ; et *'Abâdila* ('Abdallâh 1630-31 ; 1827-51, 1856-80, 1882 à 1925 ; les derniers ont été 'Awn al Rafîq 1882-1905, 'Alî 1905-08, Hoceïn 1908-24 et 'Alî II 1924-25).

L'émirat de La Mekke, à demi-héréditaire dans un des clans hasanides des descendants du Prophète (« chérifs »), émancipé depuis le 30 mai 1916, de la suzeraineté politique ottomane, et depuis le 21 janvier 1918, de son obédience califale était devenu un « Royaume du Hedjaz », embryon d'un futur « Royaume des Arabes », lorsque le sultan du Nedjd s'en empara (La Mekke, 13 octobre 1924 ; Djedda, 18 déc. 1925). Le Hedjaz est uni, complètement, au Nedjd (1953).

La Khotba *wahhâbite* mentionne simplement, sans le nommer, *l'émir-roi*.

LISTE DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT CENTRAL (1952). — Le sultan du Nedjd, 'Abdal 'Aziz-ibn-Sa'oûd, s'est proclamé roi du Hedjaz le 9 janvier 1926 (= 24-6-1344). « Constitution » du 31-8-1926 — précisée par la « loi fondamentale » du 26-6-1928. Le roi conserve le contrôle direct des affaires religieuses, militaires et diplomatiques, — et délègue (en partie) les Affaires Étrangères à un vice-roi (*naïb 'âmm* : son second fils, Faysal), l'Intérieur (et le pèlerinage), à l'émir 'Abdallâh, les Finances à son vieux compagnon, le « roi sans couronne » 'Abdallâh Al-Soleymân Al-Hamdân (de qui dépend aussi le pétrole), — et d'un conseil royal privé (dont fait partie Sir St-John 'Abdallâh Philby). La théorique *Chambre consultative* ne joue, en fait, aucun rôle. *L'Assemblée des chefs de tribus* se réunit chaque année à Riyâdh.

9 novembre 1953 : avènement du prince Sa'oûd, à la mort de son père, il constitue huit ministères, présidés par le prince Faysal (17-8-54) : Intérieur, Santé, Extérieur, Finances, Défense, Communications, Instruction, Agriculture.

Corps diplomatique (à Djedda) : ambassade des États-Unis ; légations de France, Égypte, Irâq, Indonésie, Iran, Turquie, Syrie, Liban, Italie, Pakistan et Jordanie ; consulat général de l'Inde ; consulats de Belgique et de Hollande.

Les capitulations ont été pratiquement supprimées (1927), et une loi sur la nationalité territoriale hedjazienne a soulevé des protestations consulaires (2-1-1928).

Les traités anglo-hedjaziens de 1915 (caduc) et du 18 mai 1923, négociés par le Malek Hoceïn, de l'ancienne dynastie, ont été remplacés par le traité de Bahra-Hadda (3 novembre 1925) et celui de Djedda (20 mai 1927), signés par Ibn Sa'oûd avec Sir Gilbert Clayton.

III. — ADMINISTRATION

ADMINISTRATION CENTRALE. — Les gouverneurs des provinces et dépendances du Nedjd, dépendent directement du vice-roi du Nedjd. Chacun des 4 États du Royaume est administré d'une manière quasi indépendante.

BUDGET. — Passe de 4 millions de $ à 100 millions (1953) grâce aux 40 des *royalties* et aux 40, représentant l'impôt américain sur les sociétés que lui reverse l'*Aramco*.

ADMINISTRATION PROVINCIALE. — Il y a (théoriquement) 19 « sous-émirats », rattachés au ministère de l'Intérieur. Mais, en réalité, Ibn Sa'oûd n'a pas réussi à établir une administration homogène, et doit se borner à une politique de tribus. Les principales fractions sont, du nord au sud :

Howeïtât et *'Aliya* parents des 'Anaza (confédérés : 1.600 hommes).
Hoteïm (5.000) et *Shârârât* (3.000) (non arabes).
Mawâhib, réduits à quelques tentes (400 hommes) ; d'origine rabî'ide (Anaza).
Foqarâ, à Teïma (section des 'Anaza, O. 'Ali), peu nombreux.
Beni Wahhâb (section des 'Anaza, O. 'Ali), peu nombreux.
Billi (anciens *Balî*, qahtanides) quasi indépendants autour de Wedjh, sous leur cheïkh Soleïman ibn Refâda (2.400).
Djoheïna, à Yanbo' (2.000) ; ancienne tribu qahtanide, amalgamée à sa tribu sœur, les *'Odhra*, dont les poètes inventèrent l'amour courtois.
Harb (modarides : anciens *Mozaïna*) entre Médine et La Mekke (22.000).
'Oteïba, modarides, très puissants également, de Taïf au Nedjd (20.000).
Beni Thaqîf au sud-ouest de Taïf, qahtanides (7.000).
Hodheïl, entre La Mekke et Taïf ; modarides.
Djohâdila, vers Lîth (4.000).
Le *Djôf*, autrefois rattaché au Nedjd, est maintenant un des 19 « sous-émirâts » du Hedjâz (1943).

Après un essai inabouti de conseils représentatifs locaux, le roi a institué en 1928, des *conseils municipaux* (consultatifs) auprès des *qaïmmaqâms* de La Mekke (10 membres), Médine, Djedda (6), Yanbo' et Taïf. Il y a des *conseils de nâhiyè* dans les villages et les tribus.

ARMÉE. — Petite armée régulière au Hedjâz (quelques milliers d'hommes), instruite (de 1947 à 1951) par une Mission militaire britannique de 40 membres. Participation à la Campagne de Palestine (1948-49) en secteur égyptien (Gaza).

DIPLOMATIE. — Certains ambassadeurs (1948) sont d'origine étrangère : le Cheikh Hâfiz Wahba (Londres) est un Égyptien d'ascendance nejdienne et le Cheikh Fu'âd Hamza (Ankara) est un Druze du Liban.

ADMINISTRATION CULTUELLE. — Ibn Sa'oûd veut unifier graduellement l'organisation ancienne des *cadis* et *muftis* (suivant les 4 rites). Aumôniers militaires *(mutawwi'a)*. *Grand mufti hanbalite :* Mohammed b. Ibrahim (5-1-1954).

Projet de *Code* (2-9-1927).

Le *Congrès du Khalifat*, tenu à La Mekke du 7-6-1926 au 5-7-1926, avait institué (cf. *Annuaire de 1926*, pp. 386-391) une organisation musulmane internationale qui a dû se dissoudre le 26-5-1927.

L'*Institut islamique (ma'had sa'oûdî)* s'est ouvert à La Mekke le 11-4-1927.

WAQFS. — Le chemin de fer (détruit) du Hedjâz (nécessaire aux pèlerins) est un *waqf* international (réaffirmation au Congrès musulman international de Jérusalem en 1931). — Direction générale des waqfs, siège à La Mekke, branches à Médine, Djedda et Tâif ; *waqf* des 2 *harâm* ; autonomie financière ; location des immeubles pour une durée maximum de trois ans. Pas d'administration des *waqfs* au Nedjd.

ENSEIGNEMENT. — En 1941 (selon *Al-Misri*), 90 % d'illettrés au Hedjaz. (D'après les statist. off. de 1950) : 72 écoles primaires, avec 8.000 élèves et 285 instituteurs ; 10 écoles secondaires, avec 796 élèves et 111 professeurs. Écoles rattachées au Département de l'Instruction publique. Grande influence égyptienne : maîtres, missions scolaires ; 250 étudiants en Égypte (dont 74 à l'Université du Caire, 23 à l'Univ. d'Alexandrie et 117 dans divers instituts et écoles du Caire). Quatre écoles privées subventionnées. École de Théologie (1944) : *Dâr-al-Tawhîd*, à Tâif ; Faculté de Droit musulman (1949) ; 30 étudiants à Al-Azhar.

CONGRÉGATIONS. — A part les *Senoussiya*, dont la zaouïa-mère, sise sur le mont Aboû Qobeïs, domine La Mekke (*mawlid* du fondateur le 12 redjeb), elles sont en pleine décadence.

Voici, pour la fin du XIXe siècle, leur rang d'importance (Le Châtelier), avec total de 150 zaouïas pour 25 ordres : *Khalwatiya Sammâniya*, influents à Java, 25 zaouïas ; *Beïoumiya* d'Égypte, 20 ; *Châdeliya*, 13 ; *Senoussiya*, 12 ; *Qâdiriya*, 10 ; *Derqâoua* (et *Rahmâniya* hedjaziens), 5 ; *Badawiya*, 5 ; *Rifâ'iya*, 4 ; on compte encore quelques *Naqshabandiya*, hindous et bokhariotes. Sauf pour les *Senoussiya*, la hiérarchie de ces zaouïas est assujettie à un délégué gouvernemental, *cheïkh al toroûq*, et leurs *tekkiés* sont annexés à l'administration des Waqfs.

PÈLERINAGE. — Les voies d'accès des pèlerins sont : par air (aérodrome de Djedda) ; par mer, *via* Djedda, après filtrage des malades aux lazarets des îles Abou-Sa'ad et Warta. Et, par terre, trois caravanes principales : celle du Caire (accompagnant *mahmal* et *kiswa* : suppr. 1927) par le Sinaï, le pays de Madian, Yanbo' ou Médine ; celle de Damas, par voie ferrée jusqu'à Médine (avant 1914) ; et celle de Bagdad, *via* Nedjef-Haïl-Médine, ou Samâwa-'Oneïza-Taïf (*id.*). Le pourcentage total n'a jamais été établi. La majorité absolue arrive maintenant par terre (1949). Selon les statistiques officielles de Djedda (1950), il y a

eu 95.000 pèlerins en 1949, dont 11.500 arrivés par avion et 10.000 débarqués au port de Djedda (donc 73.500 seraient arrivés par voie de terre). Le maximum a été de 300.000 en 1912 et de 225.000 en 1927 (Rathjens, *Die Pilgerfahrt nach Mekka*, Hamburg, 1948, p. 105).

Le fléchissement de la guerre fut le plus marqué en 1941 : 23.000 pèlerins. Depuis, les chiffres ont remonté à peu près régulièrement, et celui de 1949 (95.000) dépasse un peu celui de 1929 (90.000).

Quoique le *haddj* soit d'obligation canonique pour tout Musulman (pourvu de provisions et d'une monture, *zâd wa râhila*) une fois dans sa vie — il fut boycotté par la majorité des Musulmans de 1916 à 1926, à cause de la rébellion du Malek. La Turquie l'a interdit (1929). Abstention soviétique (depuis 1920, sauf en 1945 : 200 pèlerins dont 15 femmes) et chinoise (depuis 1949) : en 1911, il y avait eu 10.000 pèlerins « bokhariotes et turcs orientaux ». Le Haddj tend à centraliser la politique de l'Islam.

Le système quarantenaire des lazarets, réglé au Congrès de Paris (1893), dépendait du Conseil supérieur de Santé de Constantinople, de l'administration sanitaire ottomane et du Conseil sanitaire maritime d'Alexandrie. Le projet de traité de Sèvres (1920), en son article 428, instituait une Commission de Coordination quarantenaire des Pèlerinages, contrôlée par le Conseil de la Société des Nations.

Voici le tableau officiel des droits perçus (1951) par le gouvernement sur chaque pèlerin (qui doit, en outre, s'acquitter, auprès des particuliers, de ses frais de logement, nourriture, porteur, etc.) :

Taxe de pèlerinage et frais de guide *(motawwif)*	28 £
Quarantaine	25 –
Transport (Djedda-La Mekke-ʿArafât-Médine et retour) ..	10 –
TOTAL DES TARIFS OFFICIELS	63 £

auquel les Indonésiens, Malais et Philippins doivent ajouter 20 £ pour la contre-valeur de leur hébergement sous la tente à La Mekke.

En 1944, le gouvernement saʿoudite estimait les revenus du pèlerinage à 10.300.000 *riyâls* seulement, soit 3.100.000 $ (au taux du change officiel) : 80 $ par pèlerin. — Département du Pèlerinage (depuis 1946), à Djedda, La Mekke et Médine.

Le *haram* (territoire sacré où s'accomplit le pèlerinage, où l'on revêt l'*ihrâm*) est délimité par un cercle de 100 km. de rayon, ayant La Mekke au centre, et jalonné par les *mîqât* de Dhoû'l Holeïfa (vers Médine), Tan'im (mosquée de l'arbre ; vers la Syrie), Dhât ʿIrq (actuellement Dariba vers l'Irak), Qarn (près Taïf ; « El Sel » de la carte Huber ; vers le Nedjd) et Yalamlam (vers le Yémen). On connaît les cérémonies ; les processions *(tawâf)* autour de la Kaʿba, les 7 parcours Safa-Merwa, la nuit d'ʿArafât, les trois jours (10-12 dhoû'l hiddja) pour le sacrifice propitiatoire, à Mina, et la lapidation des tas de pierres. La Kaʿba ou « Pierre Noire » est au centre du parvis de la mosquée, avec (aux 4 angles), les « maqâm » des 4 rites sunnites, et le puits Zemzem. La clef du parvis appartient héréditairement à la famille des B. Sheïba (malgré la tradition Shiʿite, Jârullâh, *Washîʿa*, 214).

PRESSE. — *Omm-al-Qura* (hebdo ; La Mekke ; journal officiel et d'information) ; *Al-Bilâd Al-Saʿûdiya* (bi-hebdo ; La Mekke) ; *Al-Madîna* (hebdo ; Médine) ; *Al-Manhal* (mensuel, culturel) ; *Al-Hajj* (bi-mensuel ; La Mekke ; destiné aux pèlerins).

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL. — Principal port, Djedda. *Importations* (pour vendre aux pèlerins) : soiries syriennes, tapis turcs et persans, cuivres hindous et égyptiens. — Droits : 25 à 30 %. — *Exportations* insignifiantes.

COMMERCE INTÉRIEUR. — Le commerce et le crédit sont aux mains des *Hindous* (taux de l'intérêt jusqu'à 50 %) et des *Hadramis*. Viennent ensuite les *Yéménites* et les *Javanais*. On connaît la corporation des *Zemzemis* (vendeurs de l'eau du puits consacré), et celle des *Motâwifs* (cicérones et cornacs des pèlerins). Principales sociétés nationalisées : Transports automobiles des pèlerins (capital : 1 million de £) ; Épargne et économie (base coopérative ; possède 2 petits vapeurs pour les importations) ; Société économique nationale (fusion des ateliers d'artisans de La Mekke) ; Édition et publication, Électricité de Tâif.

L'AGRICULTURE. — Grenades et raisins des jardins, à Taïf. On récolte à Médine *(sokkarî, tchelebi)* et à ElʿAlâ *(haloû)* des variétés de dattes fort estimées. — Pour son ravitaillement, surtout en temps de pèlerinage, le Hedjaz a constamment été tributaire de l'Égypte.

L'INDUSTRIE. — Gisements (52 dont 10 exploitables) de minerai d'or et d'argent. Contrat avec le *Saudi Arabian Mining Syndicate* (américain) en 1934. Exploitation des mines de *Mahad Dhahab* (400 km. nord-est de Djedda) ; laboratoire d'analyses à Djedda (1951) ; traitement du minerai aux États-Unis. Production 1948 en métal pur : 68.700 onces d'or et 64.500 onces d'argent.

MONNAIES, POIDS ET MESURES. — *Monnaie argent :* turque, hindoue (roupie), persane (qrân), thaler de Marie-Thérèse, et les monnaies de compte fictives (1 thaler ʿOmla = 40 rezin = 28 piastres mauvaises = = 1.120 divani). Nouvelle monnaie (2-1-1928) : *riyalʿarabi* (= 1/10 de £). En pratique, la monnaie d'échange et de base est la pièce d'or anglaise *(souverain)*.

Banques : de l'Indochine, du Middle East, de Jérusalem (arabe), du Pakistan à Djedda.

Le sâʿ varie de 1 l. 1/2 à 3 l. Coudée : 0 cm. 50.

COMMUNICATIONS. — Le rail Damas-Médine, *waqf* international, a été détruit pendant la première guerre mondiale. Voie ferrée Dammâm-

Riyâd (366 miles) : sera prolongée *via* La Mekke et Médine, vers Damas. Pistes carrossables de Djedda à Rabegh, Yambo' et Wedjh. Aérodrome de Djedda (*Saudi Arabian Air Lines*, compagnie nationalisée avec pilotes saudi, égyptiens et américains). — Le port de Djedda est en cours d'agrandissement (1950).

Exploration, tourisme. — Ruines thamoudéennes. Plusieurs Européens ont visité La Mekke, déguisés (voir Ralli, *Christians at Mecca*, 1909). Le tourisme est embryonnaire : Taïf manque d'eau, et le mont Ridwâ est peu sûr (brigands Billi).

II. — ÉMIRAT DU NEDJD (QASIM ET 'ARID)

(Augmenté du SHAMMAR, annexé en 1922, et du DJOF, annexé en 1923)

I. — PEUPLEMENT

Situation, superficie, statistique, villes principales. — Haute steppe, parsemée d'oasis ; située sur la pente, doucement inclinée vers l'Orient, de l'Arabie centrale, au sud du 27° de lat. nord entre 43° et 47° de long. est.

1.000.000 km² (ce chiffre, invérifiable, paraît comprendre l'immense « quart désertique » — *Rob' Khâli*). — Cette steppe, en forme de croissant de lune au premier quartier, est enserrée entre les deux chapelets de dunes qui rejoignent le Nefoûd au Rob'Khâli par ses bords est et ouest ; elle comprend :

a) A la pointe nord-ouest, touchant par le désert du Nefoud au Djôf (nord-ouest) et à Teïma-Kheïbar (Hedjaz septentrional), le plateau du Djebel Shammar ; c'est une steppe très salubre, dominée par les éperons granitiques parallèles des « deux monts de *Tayy* » (d'où le nom ancien des Arabes en syriaque, persan et chinois : *Ta-chi*, persan moderne *Tâzi*) ; *b)* Au nord, la vallée basaltique de l'Ouadi Romma (Qasîm) ; *c)* Au centre, un plateau crayeux de 600 m. d'altitude, s'achevant en forme de promontoire tourné sud-ouest-nord-est, le Dj. Toweïq (Sodeïr, Woshm, 'Arid) ; *d)* Au sud, les bassins constitués sur le versant est-sud-est de ce plateau par des ouadis (ou *shi'b*) parallèles, Hanifa (Khardj), Madjma (Harîq), Birk, Batin al Hamar (Afladj), Maqran et Dawâsir ; ce dernier draine, à l'extrême-sud, les dernières pentes de l''Asîr (O. Ranya, Bîsha et Tathlîth). — Le climat, évidemment désertique, et plus tropical qu'au Shammâr, devient très chaud dans la troisième zone. Cependant Philby a découvert trois petits lacs permanents en Aflâdj, près de Leïla (Omm al djibâl, Omm al habâb, Omm al Admân).

Sur 1 à 4 millions d'hab., 45 % sont concentrés dans les villes, savoir : Riyâd, la capitale (50 à 90.000 hab.) ; Dar'îya ; Sodoûs, Horeïmila (2.500) ; Manfoûha (5.000), Dilam (8.000), Yamâma, Harîq (3.000), Hilla ou Hawta (10.000), Leila (4.500), Hamar (2.500), Dâm (3.000), Oseïl (2.500), Qoweïz, Thamâmiya, Shaqra (5.500), Modhnib (2.000), Madjma' (3.500), Zilfi (3.000), Djalâdjil. Puis en *Qasîm* : Boreïda (30.000), 'Oneïza (25.000), Rass (3.500), Khabra (3.000), 'Oyoûn (4.000), Qoseïba (2.500) ; Haïl (10.000) en *Shammâr*.

L'islamisation. — Ce « nedjd », ce « haut pays » par excellence pour les pèlerins de La Mekke, a pour véritable nom *Yamâma*. Son islamisation commence en 633, cinquante ans après l'écroulement de l'État fondé chez les rabî'ides *Asad* (*'Anaza* actuels) par une dynastie qahtanide de *Kinda*,

L. MASSIGNON

celle du prince-poète Imrolqeïs — lorsque Aboû Bakr fit détruire un nouvel État, à tendances monothéistes qui se fondait chez les *B. Hanîfa* (fraction des rabî'ides *Bakr*). Le fond de la population est composé depuis treize cents ans par les *Beni Tamîm* (unis aux *Ribâb, Dabba* et *'Abdmanât*, et aux *Djad'a*), qui ont chassé vers le nord les *Bakr* et *Taghlib*, et vers le nord-est les *Bâhila*. Presque tous les *B. Tamîm* sont maintenant sédentarisés dans les villes.

La haine de clan de ces tribus en majorité rabî'ides contre les khalifes qoreïchites issus de Modar, a duré. Sur les 40 témoins de Zobeïr et Talha contre 'Ali au jour du Hawab (656), il y en eut 19 de *Dabba* et de ses alliés, *Tamîm* et *'Abs*. Presque toutes les révoltes khâridjites trouvèrent un appui au Nedjd ; de même les insurrections qarmates, à la suite desquelles le Yamâma resta près de huit cents ans dépendant de l'Ahsâ (Ismaëliens englobant des cryptochrétiens à Hofhuf et au Nedjrân) ; jusqu'au mouvement wahhâbite, renouveau religieux d'importance mondiale.

La population est de pur sang arabe : croisé de *modaride* avec les *Bani Tamîm* (50.000 rien qu'en Qasîm ; et en Shammâr), *B. Khâlid* (nomades) et *Dawâsir* ; franchement *rabî'ide* avec *'Anaza du Sud* (en 'Arid). Au sud-ouest, on trouve les *Qahtan*, arabes qahtânides, peut-être même la tribu souche des autres fractions éparses de ce nom (cf. 'Asîr). La population demi-serve des *B. Khadir* est de sang moins pur. Les *Shammâr* ne sont qu'un ancien clan des *Tayy* (cf. ici *Syrie*), tribu qahtanide installée là depuis deux mille ans, à qui se sont mêlés des modarides (*Ghatafân* et *Ghanî*, *'Abs* et *Hawâzin*) et rabî'ides (*Taghlib*). On signale 3 ou 4 obscures familles de descendants du Prophète venues du Hedjaz. Il y a un certain nombre d'émigrants du Nedjd en Hasâ. Tous sont musulmans *Wahhâbites* et d'une vive ferveur.

Pour mettre fin aux luttes intertribales, mettre en valeur le pays et créer une armée de réserve, près d'un tiers des nomades du Nedjd ont été sédentarisés (à partir de 1919), par la création de colonies militaires agricoles ou *higra* (150 en 1939). Les nouveaux sédentaires prennent le nom d'*ikhwân* (« frères ») et constituent une sorte de milice wahhâbite de moines cultivateurs et guerriers.

Le dialecte arabe du pays est originairement le dialecte de Tamîm, célèbre pour sa pureté ; dialecte classique de la poésie, que le dialecte qoreïchite du Qor'ân n'a pu supplanter que petit à petit.

II. — GOUVERNEMENT

CONSTITUTION ET MEMBRES. — Émirat théocratique issu de la réforme religieuse de Mohammed-ibn-'Abd-al-Wahhâb, hanbalite extrémiste, admirateur du fameux Ibn Taymiya († 1328) ; né à 'Uyayna en 1703, mort en 1791. On sait qu'il convertit à ses idées, en 1745, l'émir du Nedjd Mohammed-ibn-Sa'oûd († 1765) ; et que, de 1803 à 1810, le wahhâbisme envahit le Hedjaz, l'Yémen, l'Oman et la Mésopotamie.

(1952) L'émir actuel de Riyâd, appartenant à la dynastie dite des *Ibn Sa'oûd* issue du clan Moqrin (masâlîkh) des 'Anaza, est le 19e : 'Abd-al'Azîz-ibn 'Abdal Rahmân (1902), qui, à l'âge de 15 ans, a libéré le pays d'une occupation shammâr prolongée. C'est la plus forte personnalité politique d'Arabie. Il peut mobiliser 80.000 combattants. Adversaire des Turcs, il a signé en 1915 et 1921 des traités avec la Grande-Bretagne, qui lui accorda, de 1917 à 1923, une subvention totale de 542.000 £, avec le titre de *sultan* ; devenu le 9-1-1926 par droit de conquête, roi du Hedjaz, il se proclama le 29 janvier 1927 *roi* du Nedjd. Il a signé un traité, conclu le 5 mai 1922 à Mohammera, avec l''Irâq ; traité dont l'article 1er lui abandonne le pays Shammâr (cf. protocole d'Oqeïr, 2-12-1922).

Depuis 1922, il a conquis le Djôf (aujourd'hui administré par le Hedjâz), le Hedjâz, l''Asîr nord (Ebha), et s'efforce de faire reconnaître son hégémonie par le Yémen. Il a traité avec la Turquie (1923), et, par le traité de Bahra (3 nov. 1925), la Grande-Bretagne lui a reconnu ses nouvelles frontières.

Avant 1927, le pouvoir de l'émir était absolu, à peine tempéré par l'ascendant religieux et moral de son vieux père († 1928). Il avait comme conseillers un *cadi (wâ'iz)* et un *wakil beït al mâl* pour organiser la perception des impôts.

Ses réformes modernisantes l'obligèrent à se justifier devant les notables au congrès de Riyâd (avril 1927), puis la création d'une *assemblée permanente* de notables (réactionnaires) lui fut imposée en juillet 1928.

Son fils aîné, le prince héritier Sa'oûd, vice-roi du Nedjd et de ses dépendances, a été proclamé roi le 9 novembre 1953.

III. — ADMINISTRATION

L'administration provinciale, centralisée, selon les principes wahhâbites, consiste en un *émir* et un conseil élu *(madjlis)* par ville. Cinq *provinces*, administrées par des gouverneurs (1943) : 1. *Nedjd* ou *'Aridh* (Hawta, Dawâsir, Sodeir), sous le commandement direct du vice-roi ; 300.000 hab. ; 2. *Qasîm* ('Oneiza, Boreida) ; 500.000 hab. ; 3. *Shammâr* (Hâil, Teimâ, Khaybar) ; gouverneur : 'Abdul'Azîz b. Mosâ'id ; 200.000 hab. ; 4. *Ahsâ* (Hofoûf, Qatîf, Djebeïl) ; gouverneur : Sa'oûd b. 'Abdallah b. Djlêwî ; 500.000 hab. ; 5. *'Asîr* (Ebhâ, Nedjrân, Tihâma) ; gouverneur : Torkî b. Sidari ; 150.000 hab.

L'impôt comporte une taxe de 10 % sur les importations et les cultures d'irrigation, et de 5 % sur les cultures usant de puits. La puissante organisation de colonies militaires, les *Ikhwân* (fondée vers 1919), consolide les nouvelles conquêtes du Nedjd ; mais son puritanisme intransigeant devient une menace pour le souverain, jugé trop modernisant. Dans tous les pays où le wahhabisme subsiste (Mésopotamie, 'Asîr, côte des Pirates, 'Omân, Penjâb), et dans toutes les villes où son austérité doctrinale lui attire les sympathies théoriques des *Salafiya* (Bagdad, Damas, Bhôpâl), le wahhabisme possède des adhérents que l'on croit inféodés aux *Ikhwân*.

Les livres wahhâbites s'impriment au Caire.

Pas d'administration des *waqfs*.

En 1929, le nombre des pèlerins à La Mekke, exceptionnellement, a été de 25.000.

Enseignement. — (Statist. offic. 1950) : 53 écoles primaires, avec 7.330 élèves et 229 instituteurs (pour le Nedjd seul, *non*-compris 'Asîr et Ahsâ). Le total des 5 provinces (1950) est de 90 écoles, avec 10.935 élèves et 313 instituteurs.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

Sociétés *américaines* : *Aramco* (pétrole), *Bechtel* (travaux publics), *Sams* (mines d'or).

Tout est importé ; on n'exporte que dattes, *ghi* (beurre clarifié), quelques chevaux arabes vers Bombay et, chaque année, des chameaux vers la Syrie et l'Égypte. Les gens du Qasîm sont des caravaniers renommés ; la société semi-initiatique des *'Oqeïl* (Ageyl), ou caravaniers du désert, a toujours pour chef un Arabe de Boreïda ; son centre a été transporté à Bagdad.

On trouve des travaux de poterie et de vannerie rudimentaires à 'Oneïza. Les gens de Boreïda ont essayé de fixer leurs dunes avec des plantations d'éthel.

Les monnaies sont rares (cf. *Hedjaz*) ; le troc est souvent employé, avec, comme base, des mesures de dattes. La coudée est de 0 m. 495.

Importations (surtout par Djedda). — Cotonnades, céréales, thé, café, sucre, riz, automobiles. — La piste de La Mekke à Dhahrân, par Riyâdh, est empruntée par les camions et les autos. — Chemins de fer Riyâdh à Dammâm (sur le golfe Persique) par les champs de pétrole (terminé fin 1951) : 5.700 km. en huit heures (fin 1952), marchandises et voyageurs. — Aérodrome de Riyâdh. — Le pipe-line transarabique (du golfe Persique à la Méditerranée) traverse tout le nord du pays.

Tourisme et archéologie. — Cimetières primitifs de Firzân, en Khardj (Philby).

La route des pèlerins de Perse *(Darb Zobeïda)* est interrompue ; elle traversait le Shammâr, *via* Leïna.

III. — PROVINCE D'AHSA (HASA)

(Occupé par le Nedjd depuis 1913)
et Annexe sur le Rob' Khâli

I. — PEUPLEMENT

Situation, superficie, statistique. — Littoral occidental du golfe Persique du 29° au 27° lat. nord (du Koweït au Qatar). *Al-Ahsâ* signifie « les puits ».

50 à 100.000 km². Plaine basse *(tihâma)* de 60 km. de large, criblée d'oasis et de lacs temporaires *(sebkhas)* ; où les sources, provenant du drainage souterrain du plateau central arabique, sont si nourries, qu'elles forment deux lacs permanents, Birkat el Asfar, Birkat Omm al Mahza. Il y a un certain nombre de sources thermales (Omm al Saba', 'Ain Nadjm, Omm al Harrâsîn).

Sur 500.000 habitants la moitié sont sédentaires. Les villes principales sont : Hofoûf (30.000), au centre de la plus grande oasis (200.000 sédentaires) du Royaume, divisée en trois quartiers *(Koût, Na'âthil, Rofeï'iya)* et Mobarraz (8.000) ; Qatîf (10.000) avec son port, 'Oqeïr ; *Dhahrân*, la cité du pétrole (15.000) et le grand port pétrolier de *Dammâm* ; on compte 2.000 Américains et 3.000 Italiens (évacués d'Érythrée, sans aumôniers). La densité atteint 10 hab. par km².

L'islamisation.

L'Islam apparut à Hadjar dès 630. La tribu rabî'ide des *'Abdal Qeïs*, subdivisée en Laboû et Afsâ (Shann et Loqeïz), possédait dès lors le pays, avec quelques *B. Tamîm* et *B. Bakr*. Restés d'abord fidèles aux Omayyades (contre les khâridjites) et aux 'Abbasides, les 'Abdal Qeïs soutinrent, de 868 à 883, le mouvement insurrectionnel des *Zandj* ; où ces esclaves nègres, employés par milliers, comme terrassiers *(shoûrdjîya)* au déblaiement des dépôts nitreux encroûtant à la surface les terres cultivables des environs de Basra, essayèrent de briser le joug de leurs employeurs. Et ce furent eux, en 899, qui, sous les ordres du missionnaire communiste ismaélien Aboû Saïd Djannâbî, fondèrent en Ahsâ le centre d'un gouvernement qarmate indépendant. Ce gouvernement, doté d'une constitution démocratique fort curieuse, manifesta jusqu'au bout sa défiance envers les prétentions du khalifat fâtimite ; il terrorisa les 'Abbasides, et domina toute l'Arabie durant plus de soixante ans ; la Ka'ba, enlevée à La Mekke en 930, resta jusqu'en 951 en Ahsâ. La capitale qarmate d'alors, Mouminiya, devait s'élever aux lieu et place de Hadjar, dans l'emplacement actuel de Hofoûf.

L'État communiste qarmate, issu de la propagande initiatique de la maçonnerie

ismaélienne, tomba en décadence au XIIe siècle, et ne fut qu'un moment restauré au XVIIIe siècle. Il avait su donner, en plein pays bédouin, aux corporations de métiers, une organisation politique et un essor industriel qui ne sont pas encore complètement abolis.

Dynasties locales : les *B. Zoweïl* (jusqu'en 1446) ; puis, après l'occupation turque, les *B. Khâlid* (1688-1882), soumis, tantôt au Nedjd, tantôt aux Montéfiq.

Socialement, l'Ahsâ demeure, encore aujourd'hui, un des pays les plus civilisés d'Arabie, premier bénéficiaire, aussi, de l'*Aramco*.

La population se compose d'agriculteurs sédentaires, les *Bahârina* (100.000) de souche arabe ou pré-arabe, mal déterminée ; et de bédouins nomades, dont les principales tribus sont les *'Adjmân* (35.000 : cheïkh Dhaydân-b. Hithlayn, † 1929), les *Bani Khâlid* (10.000) et les *Ahl Morra* (7.000), représentants d'une population très curieuse, venant du Rob' Khâlî (voir plus loin).

L'arabe est parlé et écrit partout.

Tous sont musulmans : il y a une majorité sunnite, de *hanbalites* semi-wahhabites (*'Adjmân, Ahl Morra*) et de mâlikites *(B. Khâlid)*. Mais les *shi'ites qarmates* sont encore près de 60.000 (25.000 en Hasâ ; 26.000 à Qatif), et ont une grande mosquée à Na'âthil (Hofoûf).

Enseignement (1950) : 17 écoles primaires, avec 58 maîtres et 1.598 élèves.

II-III. — GOUVERNEMENT

L'Ahsâ, après une courte occupation turque (1872-1913), est redevenu une province, ou plutôt une colonie d'exploitation, pour l'émirat du Nedjd. La taxe sur les dattiers produit au moins 25.000 £.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'industrie textile est importante à Hofoûf : tentes noires pour les nomades, *'abâs* de laine et soie, et coton, avec broderies lamées or. Ses tasses à café en terre et ses cafetières en cuivre sont exportées au désert, et par mer, *via* Manâma. Il y a de nombreux fabricants de sandales en cuir. La race des grands ânes blancs de l'Ahsâ est justement renommée ; on y trouve également des bœufs estimés, et une race ovine à longue queue et à laine très courte. La race cameline *No'manîya* est aussi très recherchée.

Les agriculteurs, entretenant un système de canaux, cultivent des céréales ; et leurs vergers produisent des dattes exquises et renommées *(khalâsi, shabîbî arzîz)*.

Un certain nombre de barques s'adonnent à la pêche des perles.

Communications. — Chemin de fer Riyâdh-Dammâm (1951). — Port de Dammâm. — Aérodrome civil et base militaire américaine de Dhahrân.

Monnaies, poids et mesures. — La vieille monnaie de cuivre, de frappe qarmate, circule encore : c'est la *tawîla*, barre-pincette de 3 cm. 1/2 de long, s'évasant en forme de lyre (= 1-16 de piastre turque-or). Le thaler de Marie-Thérèse est courant ; la roupie est acceptée.

La coudée est de 468 mm. à Hofoûf, et de 493 mm. à Qatif.

Les systèmes de poids locaux, différents à Qatif et à Hofoûf, sont assez compliqués. (Voir la *tohfat al alibbâ* de S. Dakhîl, impr. Bagdad, 1331 H.) Souverain or et dollar dans les régions pétrolifères.

APPENDICE

Nous annexons ici au Hasâ une note sur le *Rob' Khâlî* (1), cette vaste région désertique qui occupe le « quart » de l'Arabie, au sud-est ; limitée par l'Omân, le Hadramôt, le Yémen, Nedjrân, l'O. Dawasir, le Bidyâ, le Hasâ et Qatar. — C'est qu'en effet, la seule voie d'accès normal à cette région, que nul Européen n'a encore examinée, part de l'Ahsâ ; 1 million de km².

Le Rob'Khâli se compose de dunes de sable *(nafoûd)* entourant quelques rares îlots de végétation ; au centre, les puits saumâtres d'*al Khiran*, entourés au printemps d'une légère verdure, où sont concentrés les chameaux de la tribu des *Ahl Morra* ; les deux dépressions de *Dja'foura*, plus au nord et *Wobar*, plus à l'ouest, où il y aurait des ruines anciennes. A la lisière nord se trouve la grande oasis de *Yabrîn*, malsaine, mais riche en dattes.

Le Rob'Khâlî est le domaine exclusif des *Ahl Morra*, population très primitive, presque sauvage, encore pourvue d'armes de pierre jusqu'à la fin du XIXe siècle ; parlant un dialecte arabe d'un archaïsme fort singulier. Son islamisation est toute récente, de rite hanbalite, ce qui la range sous l'hégémonie du Nedjd. Cette tribu vit du lait de ses nombreux chameaux et de venaison d'oryx. Elle peut avoir une origine arabe pure, car elle ignore la clitoritomie pratiquée chez ses ennemis Dawâsir et ses alliés Manâsîr (Hasa) — et elle se dit issue des Beni Yâm du Nedjrân. Elle compte 7 sections principales, entre autres : les *Djâbir*, maîtres de l'oasis de Yabrîn (chef : Faysal al Mordâf) ; les *Dimnân* occupent l'angle occidental du Rob'Khâlî ; les *Libheïh* en parcourent l'angle oriental ; les *Ibn Shoreïb* ; les *Za'b* ; les *Bishr* (ou *Shabïb*), installés au nord de Yabrin, ont pour chef le chef suprême, 'Ali-ibn Shoreïm al Lahoûb, du clan Foheïda.

Bibliographie : Philby, *The heart of Arabia*, 1922 ; II, 216-222 (d'après un de ses guides Djâbîr-ibn-Faraj), chef du clan Soweïhit, des *Libheïh*). E. R. Cheesman, *l. c.* S. Dakhîl (*l. c., supra*) donne une liste toute différente des 5 clans des Ahl Morra.

ANNEXE : LE PÉTROLE

Concession (pour tout le royaume d'Arabie sa'oûdite) à l'Aramco *(Arabian American Oil Company)*, pour soixante-six ans (à compter du 15 juillet 1933 et, pour une part, du 21 juillet 1939), sur 1 million de km² environ (sauf le Hedjâz et le 'Asîr). — Gisements exploités en 1951

(1) Plutôt *Rab'Khâli* (Blachère).

(tous dans l'Ahsâ) : 116 puits, dont 62 à Abqaïq *(Bqeiq)*, 28 à Dammâm *(Al-Dammâm)*, 20 à ʿAin Dâr et 6 à Qatif *(Al-Qatif)* ; forages d'essai à Haradh, à Al-ʿOthmâniya et à *Saffâniya* (*offshore*, au large du littoral, dans la plate-forme sous-marine).

Production (1951) : 36 millions 1/2 de t. (24 millions par le seul champ d'Abqaiq) ou 278 millions de barils (7 *barils* dans 1 t.), donc 100.000 t. de pétrole *brut* par jour. Sur ce total, 58 millions de barils sont raffinés sur place à Râs-Tannoûra et transformés en 55 millions de barils de produits pétroliers raffinés (essence, mazout, etc.).

Distribution (1951) : sur les 36 millions 1/2 de t. de pétrole brut produit, 7 millions 1/2 de t. vont donc à la raffinerie de Râs-Tannoûra ; le reste est chargé (9 millions de t.) sur 1.000 pétroliers à Râs-Tannoûra, ou va, par pipe-line, à Bahreïn (6 millions de t.) ; enfin, les derniers 14 millions de t. sont acheminés vers la Méditerranée (port de Sidon, au Liban) où 1.000 pétroliers les prennent, par le Tapline (Trans-Arabian pipe-line) Dhahrân-Sidon (Zahrané), long de 2.500 km. (achevé en 1951).

L'exploitation du pétrole a entraîné, depuis quinze ans, pour la province de l'Ahsâ, et pour l'ensemble du Royaume, un immense *bouleversement social et économique*.

Répercussions sociales. — L'Aramco emploie une main-d'œuvre de 22.400 travailleurs (1951), dont 14.000 Arabes saʿoudiens (plus 7.300 employés par les 250 entrepreneurs) ; sur ce total, 2.800 ont plus de cinq ans de service. Évolution dans tous les domaines : genre de vie, logement, dénomadisation, santé et hygiène (les services sanitaires de l'Aramco ont traité, en 1951, 400.000 consultants et hospitalisé 7.000 malades ; il y a 42 médecins, dont 12 Palestiniens et 12 Indiens — mais aucun Saʿoudien), instruction publique (1951) : 4.300 apprentis dans les écoles techniques professionnelles ; cours de perfectionnement technique (en été) à Beyrouth (96 Saʿoudiens, de 1949 à 1951) ; 12 étudiants saʿoudiens envoyés, en 1951, à l'Université américaine de Beyrouth (8) et au Collège d'Alep (4). Toute la psychologie de cette gigantesque entreprise est due au Colonel Eddy, qui ménagea, en qualité d'ambassadeur américain, la célèbre entrevue Roosevelt-Ibn Saʿoûd.

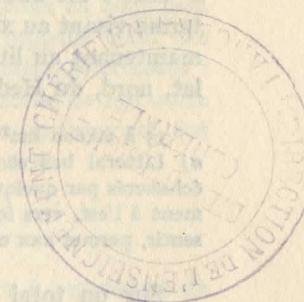
Répercussions économiques. — Amélioration des *communications* : chemin de fer Riyâdh-Dammâm (5.700 km.) ; dans l'Ahsâ, 750 km. de routes nouvelles, refaites ou goudronnées (1951) ; consommation intérieure d'essence : 635.000 barils vendus en 1951 ; ravitaillement par postes (le long du Tapline, de la côte et du rail, à Riyâdh et à Djedda) et par 30 stations de pompage. Augmentation énorme des *importations* : 256.000 t. débarquées en 1951 pour l'Aramco, dont 200.000 à Dammâm. Améliorations *rurales* : colonies agricoles ; forages de points d'eau (23 en 1951) ; fermes modèles d'Al-Kharj (Ahsâ) ; lutte antipaludique. — Rentrées d'argent dans les caisses privées (21 millions de *riyâls* versés aux entrepreneurs par l'Aramco, en 1951) et au Trésor de l'État : les

redevances *(royalties)* de 4 shilling-or par t. atteignent (depuis 1951), la moitié des bénéfices ; le budget du Royaume était, en 1951, de 55 millions de £ (environ 55 milliards de fr.).

Bibliographie. — R. E. Mikesell et H. B. Chenery, *Arabian Oil*, Univ. of North Carolina Press, Chapel Hill, 1949.

Middle East Oil Development, Aramco, New York, 1952.

Report of operations to the Saudi arab government by the Aramco, Dhahrân, 15 avril 1952.



IV. — PROVINCE DU ʿASÎR

(Vassal du NEDJD depuis le 21-10-1926)

I. — PEUPLEMENT

Situation, superficie, statistique, villes principales. — Le mot « ʿAsîr » est une expression géographique récente, généralisation d'un terme visant au xe siècle une tribu des environs d'Ebha ; elle s'applique maintenant au littoral arabe de la mer Rouge, entre 20° et 17° 15 de lat. nord, du Hedjaz (Lîth) au Yémen.

35 à 80.000 km² se répartissent de l'ouest à l'est, en trois régions parallèles : *a)* Littoral bas et sablonneux *(tihâma)* ; *b)* Escarpements continus *(ʿaqaba)* échancrés par quelques ouadis fertiles ; *c)* Plateau intérieur, qui redescend doucement à l'est, vers le Nedjd. L'influence de la mousson, qui commence à se faire sentir, permet aux cultures de s'étendre plus qu'au Hedjaz.

Sur un total de 800.000 hab. (estim. invérifiable), la population urbaine attent 10/100. Les principales cités sont : Bîsha, Torâba, Ebhâ (anciennement Manâdhir) et son port, Qonfodha (2.000) ; Mohaïl, Khamîs Mosheït, Aboû ʿArîsh (8.000), Sabia (10.000) et Djizân (6.000). Le pourcentage atteint çà et là 15 hab. par km².

L'islamisation : origine, intensité, pourcentage. — Contemporaine de celle du Yémen, toute la population est musulmane, d'origine arabe *qahtanide (Badjîla, Balhârith, Madhhidj)*. Il y a encore, çà et là, des Arabes modarides, comme les *Kinâna*, à Halî, et plusieurs familles de descendants du Prophète *(sayyids)* ; il y a un certain nombre d'affranchis d'origine nègre.

Tous sont sunnites, de rite shâfiʿite, à l'exception de quelques wahhâbites au nord-est ; l'hostilité à l'égard des zeïdites du Yémen y est vive.

L'arabe seul est parlé et écrit.

II. — GOUVERNEMENT

L'Asîr est gouverné par Torki b. Sidari (1943), cousin du roi.

L'Asîr sud, principauté de l'*Idrîsî* de *Sabia*, avait été mis, par le traité du 21 octobre 1926, sous le protectorat du Nedjd, dans les frontières

spécifiées par le traité du 24 octobre 1920. Ce n'est plus qu'un des deux districts de la province de l'Asîr.

Avant 1926, il n'y avait, en ʿAsîr, aucune unité gouvernementale ; c'était, avant 1914, le sandjak nord (divisé en 7 cazas) du Yémen ottoman ; ensuite, les Wahhabites prédominèrent dans le nord ; plus au sud, nous trouvions deux principautés locales, dont la plus récente, celle des *Idrîsî*, avait de grandes ambitions, favorisées dès 1911 par l'Italie, et, depuis 1914, par l'Angleterre, à laquelle elle s'était liée par traité ; constituée dans le *Mikhlâf el Yémen*, elle a pour centres Djeïzân et Aboû ʿArîch. L'autre principauté, celle de la vieille dynastie des *Beni Mogheïd* d'Ebha, ayant lié partie avec la Turquie depuis 1914, se trouva réduite dès 1924, à se soumettre au Nedjd.

L'avant-dernier *Idrîsî*, Sayyid Mohammad-ibn ʿAlî-ibn Mohammed-ibn Ahmed (1892-1923), était l'arrière petit-fils de Sayyid Ahmad Idrîsî, chérif marocain, fondateur d'une congrégation religieuse (à laquelle le fondateur des Senoussiya fut initié en 1823), mort à Sabia en 1837 (son *mawlid* annuel se célèbre le 19 redjeb). Le régime rappelle celui des Senoussiya (10 *moqaddam*, etc.), mi-religieux, mi-militaire. Successeur : son fils ʿAlî (20 mars 1923) soumis un moment à la tutelle de son oncle Hasan-ibn ʿAlî. Le traité de protectorat nedjdien du 21 octobre 1926, fut négocié par le célèbre chef des Senoussiya, Ahmed Chérif.

III. — ADMINISTRATION

Dans le sud et sur le littoral, l'Idrîsi avait soumis à ses cadres de mobilisation militaire les tribus suivantes : la confédération des « six *Qahtân* » (Rofeïdat el Yémen, Shoreïf, etc.), *Beni ʿAbs* et *Beni Hasan*. Les *Ridjâl al Mâʿ* (17.000 soldats) et *Rabîʿa wa Rofeïda* l'ont abandonné, dès 1924, pour les Wahhâbites.

Les *Beni Mogheïd* (7.000 soldats) qui ont encore avec eux les *B. Mâlik* et *ʿAlqam al Hoûl*, leurs voisins, se sont soumis aux Wahhâbites.

Quant aux tribus du nord, aux *B. Shihir*, *Ghâmid*, et surtout aux puissants *Shahrân*, de Bîsha et Khamîs Mosheït, ils sont directement annexés au Nedjd par les Wahhâbites.

Aux premiers siècles de l'Islam, « Nedjrân, Torâba, Mahjara, Kothba, Djorash et Sarât » dans le haut pays — et « Dankân, ʿAsham, Bîsha, et ʿAkk » sur la côte, étaient généralement attribués au Hedjaz ; qui, non seulement, englobait l'ʿAsîr actuel, mais une partie du Yémen.

Administration cultuelle. — Elle était, avant les Wahhâbites, sous le contrôle du grand mufti shâfiʿite de l'ʿAsîr, Zeïn el ʿAbidîn, des Beni Dhâlim (fraction des Rijâl el Mâʿ), dont l'autorité morale était grande.

Enseignement officiel (1950.1) — 2 écoles primaires, avec 64 maîtres et 2.000 élèves.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

Mouvement économique général. — L'ʿAsîr a 5 ports forains : Qonfodha, Birk, Shoqeïq, Djeïzân et Mîdi ; le commerce y est aux mains de gens du Hadramôt et des *Rijâl al Mâʿ*.

Par terre, le Yémen importe du café.

Importations : armes, cotonnades, sucre, objets de cuisine.

Exportations : céréales (pour les pèlerins, à Djedda) ; coton, gomme, miel, peaux, bétail (vers Aden et vers Massaua).

Agriculture. — Les cultures d'Ebhâ, Sabia, Bîsha surtout, sont renommées (raisins, cafés, céréales). Le coton se cultive à Hali.

Il n'y a pas d'industrie.

Monnaies, poids et mesures. — Les étalons ottomans avaient cours à Qonfodha et Ebha ; la demi-piastre nickel dite « thilth aboû Hawta », et le thaler argent de Marie-Thérèse ont cours partout. Nouvelle monnaie du Hedjaz.

YÉMEN

I. — PEUPLEMENT

Situation, superficie, statistique, villes principales. — A l'angle sud-ouest de l'Arabie, entre la côte de la mer Rouge (ouest), le désert (est), et les degrés 13° et 17° de lat. nord.

Entre 50 et 190.000 km², selon estim. (120.000 km² est probable), répartis en trois zones climatériques parallèles : 1) Littoral bas *(tihâma)* de 0 à 200 m., corallien, avec quelques îles (groupe des Kamarân ; Périm), moins désert qu'en Asir grâce à la mousson ; 2) Chaîne côtière et terrasses en étages, de 1.200 m. d'altitude moyenne, traversées par un système complexe d'ouadis encaissés ; 3) Plateau intérieur, de 2.000 m. d'altitude moyenne. C'est la seconde zone qui est la plus fertile, avec deux saisons de pluies (avril, septembre). Frontières avec l'Arabie saoudite fixées au traité de Taïf (1934).

Population. — Estim. offic. yémen. : 3.500.000 en 1934 ; 4 millions en 1947 (certaines évaluations récentes — 7 millions — paraissent excessives). Répartition entre les 6 provinces (1947) : Sanʿa, 1.400.000 ; Ibb, 420.000 ; Taʿiz, 600.000 ; Hodeyda, 650.000 ; Hajja, 550.000 ; Saʿda, 440.000. — Villes (1947) : Sanʿa, la capitale, 50.000 (estim. entre 25.000 et 80.000) ; Hodeyda, 20.000 ; Saʿda, 7.000 ; Dhamâr, 7.000 ; Ibb, 6.000 ; Taʿiz, 5.000 et Hagra, 5.000 hab. Densité probable : moins de 20 au km².

Religions. — En 1947 (sur 4 millions d'hab.) : 54,5 % de shiʿites *Zeïdites* (provinces de Saʿda, 100 % ; Sanʿa, 63 % ; Hajja, 50 % et Ibb, 18 %) ; 45 % de *sunnites* shâfiʿites (surtout sur la côte — Hodeyda — et dans le sud, Ibb, Taʿiz) ; et 0,5 % (40.000) de shiʿites néo-*ismaéliens* (Nejrân et prov. de Sanʿa) ; il y a aussi quelques proto-ismaéliens Dâwoûdiya (Harâz) et des Bayâdiya (semi-wahhâbites du Nejrân). Il y avait, au Yémen, une importante minorité *juive* (concessions himyarites, au IVe siècle), évaluée (1929) à 150.000 personnes ; mais plus du tiers s'est établi en Palestine (1946) et, en 1947, il ne restait que 60 à 70.000 Juifs au Yémen (frappés d'un impôt sur les infidèles de 1 à 3 riâls par tête et par an).

L'islamisation. — 631 : soumission volontaire des tribus de Dhoû Roʿayn, Maʿâfir et Hamdân, puis Himyâr et Azd. La révolte d'Aswad ʿAnsî (633) n'eut pas de suites.

Le fond de la population se compose de tribus arabes *qahtanides* (voir

liste ci-dessous). Comme Arabes *modarides*, il n'y a que les familles qoreïchites immigrées, qui disent descendre du Prophète *(seyyids)*. L'importation d'esclaves nègres d'Abyssinie *(Habash)* a produit de nombreux métissages.

Dialecte arabe spécial, distinct de l'arabe pur (Hedjaz-Nedjd), où l'on a cherché des survivances de l'*himyarite* (Hommel).

L'arabe seul est écrit en caractères ordinaires ; seuls les Ismaéliens, pour leurs textes religieux, utilisent encore deux alphabets dérivés de l'écriture *mosnad*, himyaritique (Griffini).

II. — GOUVERNEMENT

Constitution et mode de gouvernement.

L'unité politique du Yémen n'a été réalisée qu'accidentellement par des dynasties sunnites (B. Ya'foûr 861-956, B. Hamdân 1098-1173, Ayyoubites 1173-1228, B. Rasoûl 1229-1454, B. Tâhir 1446-1517) et le sort du haut pays n'a pas toujours été celui de la côte, où trois siècles durant, Zabîd fut le centre prospère d'une principauté autonome (Al Ziyâd 819-1018, B. Nadjâh 1018-1158, B. Mahdî 1158-1173).

Cependant, deux tendances organisatrices se sont maintenues constamment, depuis mille ans, toutes deux shî'ites, et dans le haut pays ; celle de l'ismaëlisme qarmate, avec les *Mansoûris* d''Adan-Lâ'a (880-920), les *Solayhîs* de San'â (1037-1101), et les *Makramîs* du Nedjran ; et celle des imâms électifs du zeïdisme résidant à Sâ'da (860), puis à San'â (1591).

C'est l'imâmisme zeïdite qui, triomphant des invasions ottomanes (1517-1630, 1872-1918), semble devoir réaliser à son bénéfice l'unité gouvernementale du Yémen. Hodeïda occupé par l'émir Idrîsî de l'Asîr, lors de son évacuation par les Anglais (1921), a été annexé en 1925.

L'imâm zeïdite est élu (par l'investiture — *mobâya'a* — des ulémas) depuis 246 (860) dans la famille de Qâsim Rassî. La doctrine gouvernementale zeïdite, très élaborée, reconnaît à l'imâm une activité temporelle fort étendue, dont les derniers titulaires ont peu usé ; elle se rapproche plus de la doctrine sunnite que les autres doctrines imâmites.

Pendant quarante-quatre ans (depuis 1904), l'imâm fut Yahyâ Hamîd al Dîn Motawakkil, fils d'Ahmad al Dîn Mohammad Mansoûr bin Yahya Hamîd al Dîn, né en 1876 (et son président du Conseil resta le cadi 'Abdallah 'Omari).

En 1948, le gendre de l'imâm Yahya, gouverneur de Dhamâr, Abdallah ibn Al-Wazir, se révolte ; le souverain est assassiné et Abdallah est reconnu par les ulémas à sa place. Deux mois plus tard (avril 1948), le prince héritier (fils aîné de l'imâm Yahya), Seyf-ol-Islâm Ahmad rétablissait la situation à son profit, pendait Abdallah et se faisait élire par les mêmes ulémas. Il règne, depuis, sur le Yémen.

Opposition politique intérieure (depuis 1940) : *Parti libéral yéménite* (animé par l'émir Ibrahim, fils de l'imâm Yahya) et *Association du*

Grand Yémen (émigrés yéménites d'Aden). Les deux partis ont fusionné en 1946. Traditionnellement, l'imâm yéménite maintient son pays fermé aux influences extérieures ; il gouverne avec les Zeïdites contre les minorités sunnite et ismaélienne (système des otages).

Relations extérieures : le Yémen a adhéré à la Ligue arabe, dès sa fondation (1945) ; il est farouchement anti-sioniste ; traités avec différents pays d'Europe (entre 1934 et 1940), notamment avec la France (1937), la Grande-Bretagne (1934, puis 1951), les États-Unis (1946, avec un accord financier). Revendications territoriales sur le protectorat occidental d'Aden et sur l'Asîr et le Najrân saoudites.

III. — ADMINISTRATION

Administration provinciale. — Six provinces *(liwa) :* San'â, Ibb, Hodeyda, Ta'iz, Hajja et Sa'da, subdivisées (système ottoman) en circonscriptions *(caza)*, districts *(nâhya)* et cantons *(qabîla)*.

Les principales tribus (il y en a en tout 76 environ), sont : 1) Au *Nedjrân* (nord-est), les *Beni Yâm*, pratiquement indépendants, sous la dynastie Makramî ; leur émir, actuellement le da'i 'Ali-b-Mohsin Shibami est, comme eux, shî'ite ismaélien, et ne relève que de l'Aga Khan de Bombay ; 2) Au Djôf, nord de San'â, les *Hâshid wa Bakîl*, très antique confédération de 19 tribus (22.000 combattants), dont le chef suprême, Nâsir-ibn-Mabkhoût, beau-père de l'Imâm, est en mauvais termes avec lui ; 3) Au nord de Loheïa, les *Wa'azât*, sunnites, commandés par Hâdî ibn Ahmad, nommé pacha et moudir par les Turcs ; 4) En face de l'île de Kamarân, les *Beni Soleïl*, sunnites, dont le chef 'Abdallah Kawzî, fut pacha et moudir turc ; 5) Entre la mer et Zebid, dont ils projettent de ressusciter le port, les *Zarâniq*, commandés par Mohammed Yahya Fashik, adversaire des Turcs ; 6) *Hamdân*, tribu fort ancienne, divisée en deux sections, l'une au nord-est de Sa'da, l'autre à l'ouest de San'â.

Administration cultuelle. — L'organisation des Sunnites, celle des Shâfi'ites et celle des Hanéfites (pour fonctionnaires et militaires ottomans immigrés) a sombré avec la défaite de la Turquie. L'organisation zeïdite, très démocratique en théorie, est en gestation. L'organisation ismaélienne n'a pas été étudiée (Nedjrân et enclave au Harâz).

Les fêtes sunnites et zeïdites sont seulement les fêtes canoniques. Les Zeïdites condamnent le culte des saints. A San'â, il y a une *Ka'ba* en réduction, dans la cour de la grande mosquée *(Djâmi'Kabir)*, 48 autres mosquées (et encore 39 synagogues). — *Waqfs* et édifices religieux : gérés par le *Bayt-ol-Mâl*, sauf pour les mausolées des saints qui dépendent des *nadir-ol-torâb*.

Enseignement. — (1937) : gratuit ; 200 écoles élémentaires et primaires coraniques ; une école coranique supérieure *(Madrasat-al-Islâh)* une école technique et un orphelinat de 300 élèves ; ateliers d'arts et métiers. Mais méthodes d'éducation archaïques. En 1947, il y aurait eu 50.000 élèves, dont 8.000 à San'a.

ORDRES RELIGIEUX. — Ni les Zeïdites, ni les Ismaéliens ne les tolèrent. La minorité shâfi'ite de la côte adhère à certains ; un grand théologien yéméni, le Seyyid Mortadâ, de Zabid, en avait dressé la liste à la fin du XVIIIe siècle, en son *'Iqd al Djomân*.

Le contrôle statistique des pèlerins pour La Mekke, ne porte que sur les embarquements ; or la majorité des pèlerins va par terre, *via* Dahrân.

Les rudiments d'organisation ottomane ont disparu. Les livres des ulémas zeïdites du Yémen sont très estimés ; en théologie ils sont restés semi-mo'tazilites.

JUSTICE. — Le système ottoman, que les Zeïdites supportaient à peine, s'est effondré. Le régime des capitulations, quoique supprimé par la Turquie, subsiste à Hodeïda, provisoirement.

ARMÉE. — 20.000 hommes environ, armés avec un matériel périmé et disparate (estim. 1948). Il y aurait 12.000 hommes de police. A l'origine, l'imâm se constituait une armée en groupant, à San'a et Hodeyda, les fils de ses vassaux qu'il gardait comme otages : il en avait 3.000 en 1936. A partir de 1937, école militaire à San'a. Mais beaucoup des « otages » s'enfuirent à 'Aden (où ils fondèrent le mouvement du *Yémen libre*).

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL. — Le seul lieu de contrôle est au principal port : Hodeïda (Moka n'a plus aucun trafic). Pas de statistique récente accessible, sauf pour les échanges avec la *Grande-Bretagne* (1951) : *importations*, 4.720 £ ; *exportations*, 3.178 £.

Le Yémen importe : cotonnades, pétrole, sucre, cigarettes, etc. Droits : de 8 à 20 %.

Le Yémen exporte : peaux, café, céréales, dattes, œufs, etc. Droits : 1 à 2 %.

COMMERCE INTÉRIEUR. — Ni chemins de fer, ni routes (convenables). Les avions peuvent utiliser le terrain de San'a (l'imâm a son avion privé).

Télégraphes, téléphones. Timbres-poste (1926), non encore reconnus par l'Union postale universelle (de 1/2 'imâdî et 1 'imâdî).

L'AGRICULTURE. — Pasteurs dans les terres basses *(tihâma)*, laboureurs sur le plateau, dont les travaux se règlent sur un vieux calendrier sémitique, des « levers des étoiles ». Les villages sont des forteresses. Principale culture : *le café* (le fameux *moka* prend son nom du port de Mokhâ ; principal exportateur de café aux XVIIe et XVIIIe siècles), règne sur les terrasses, entre 1.200 et 2.400 m. ; les meilleures variétés sont recueillies au Harâz et à Ta'iz. — Autres cultures locales : le *Katha edulis (qât)*, qui se mâche comme la coca ou le bétel ; indigo, encens et myrrhe. — L'esclavage, malgré l'interdiction de la traite au traité de San'a (1934), constituerait toujours (1948) la base de la vie économique et sociale du pays.

L'INDUSTRIE. — Vêtements pour la population locale.

Indigo (teinturerie). Tisserands de coton (à San'â). Tanneurs.

Barques (dhows) à Hodeïda.

Les arts du cuivre, si célèbres au Moyen Age (cuivres de San'â), existent encore, mais déchus. Pierres gravées (onyx). Prospections de pétrole (Italiens, 1929 ; Russes, 1939) ; les pourparlers avec les Américains (1947) n'ont pas encore abouti.

ORGANISATION CORPORATIVE. — Organisations corporatives anciennes, à Hodeïda et San'â, supplantées à l'époque ottomane par un essai inabouti de « Chambre de Commerce ».

MONNAIES, POIDS ET MESURES.

Étalon or. — Livre turque (avant 1916), livre anglaise (= 10 MT || 112 PT).

Étalon argent. — Riyâl = thaler dit « de Marie-Thérèse » 12 = PT.

Pièces de 5 piastres, 2 piastres.

En billon : 1 piastre = 4 hilal.

Poids : 1 oque = 1 kg. 500 ; 8 oques = 1 farâs ; 45 = 1 qintâr ; 300 oques = 1 bokhâr (pour le café seulement).

La mesure de longueur est le *dhirâ'*, de 65 cm.

ORGANISATION DU CRÉDIT. — Le cours des échanges à Hodeïda se règle sur Aden. — *Impôts :* sur le revenu (1/10 du revenu des terres non-irriguées) ; sur les récoltes (5 à 10 %) ; taxes douanières ; impôts sur les Juifs.

TOURISME. — Pierres à inscriptions d'époque minéenne et himyaritique (relevés de Halévy, Glaser, Rathjens). Site, à *Mâreb*, de la capitale de l'ancien Royaume de Saba. Les dernières fouilles (1952) ont été brutalement interrompues par l'expulsion des archéologues américains.

BIBLIOGRAPHIE. — 1937. — *Al-Gazira*, Damas, numéro du 5 novembre 1937 : article de Moh. T. Zabyan Al-Kibani (instruction publique).

1939. — Werdecker, carte du Nedjran (*Bull. Soc. géogr. égypt.*, XX-1).

1946. — *Palestine Post* (Jérusalem), numéro du 6 octobre 1946.

1947. — Nello Lombardi, Divisioni Amministrativi del Yemen, con notizie economiche e demografiche (*Oriente Moderno*, XXVII, 7-9 juillet-septembre 1947, pp. 142-162).

1947. — Harlan B. Clark, Yemen. Southern arabian Mountain Wonderland (*Geogr. magaz.*, Washington, novembre 1947).

1947. — Mhd. Hasan, *Qalb al Yaman*, Bagdad, 1947.

1948. — Carlos Chad, *Le Yémen en émoi* (*En terre d'Islam*, numéro de juin 1948).

1948. — L'évolution politique des États de la péninsule arabe (*Doc. Fr.*, nos 1041 et 1042 des 21-22 décembre 1948).

1952. — *Statesman's Year-Book*, 1952.

1954. — Fr. Balsan, *A travers l'Arabie inconnue* (Tumna, Beihan).

COLONIE D'ADEN

I. — PEUPLEMENT

SITUATION GÉNÉRALE. — Colonie de la Couronne (1937), qui comprend la cité d'Aden, la presqu'île du Petit-Aden, le territoire de Cheikh ʿOthmân, les villages d'Al-ʿImâd et d'Al-Hiswa et les îles Perim.

Superficie : 200 km². Population (recens. 1946) : 80.516 hab., dont 70.163 Musulmans (surtout sunnites ; environ 5.000 shiʿites et ismaéliens, d'origine indienne), 7.290 Israélites, 1.957 Hindouistes, 315 Zoroastriens et 745 Chrétiens.

II. — GOUVERNEMENT

Aden a généralement suivi le sort de Zabîd en Yémen ; c'était, dès le Xe siècle, le plus grand port de l'Arabie (avec Sohâr), et bientôt le centre d'une principauté (B. Maʿn 1011-1083, B. Zoreïʿ 1083-1173), réunie ensuite au Yémen. Occupée par les Turcs (1538-1630), avec une interruption en 1540 (Portugais), réoccupée par les imâms zeïdites (1630-1728), elle était tributaire du sultanat de Lahedj (1728-1839), lorsque l'Angleterre l'occupa.

Gouverneur, commandant-en-chef (contrôle en même temps les protectorats d'Aden), assisté d'un Conseil exécutif de 6 membres (1948) et d'un Conseil législatif de 16 membres (1947). — Les îles désertiques de Kuria Muria (au large d'Oman) et l'île de Kamaran (au nord de Perim ; 2.000 hab. ; lazaret pour les pèlerins) forment aussi partie (depuis 1854 et 1949) de la colonie d'Aden.

III. — ADMINISTRATION ET PRODUCTION

ENSEIGNEMENT. — Cinq écoles primaires de garçons et 3 de filles (5.215 élèves, dont 765 filles), en 1950.

PRESSE. — Al-Akhbâr Al-ʿAdaniyya (off. brit.) ; Fatat Al-Djazîra ; Sawt Al-Yaman ; Al-Afkâr (1948) ; Al-Nahda ; Al-Fodhûl (1952).

COMMERCE EXTÉRIEUR (1948). — Importations (368 millions de roupies) : produits pétroliers ; cotonnades ; céréales ; peaux ; tabac ; charbon ; sucre. Exportations (173 millions Rs.) : sel, café, gomme, peaux, cotonnades, tabac, céréales, sucre.

RESSOURCES. — Commerce de transbordement ; manufactures de sel et de cigarettes ; construction de barques.

PROTECTORATS D'ADEN

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — S'étend sur près de 2.000 km² de côte au sud de l'Arabie (du détroit de Bab-el-Mandeb, au sud-ouest, au cap Ras Dharbat ʿAli, au nord-ouest), entre le Yémen (au nord-ouest), l'Arabie saʿoudite (au nord) (désert de Robʿ Khâli) et l'Oman (à l'est). Superficie totale (approximative) : 300.000 km². — Répartition par protectorats :

Protectorat occidental. — 60.000 km². Le pays comprend, comme l'Yémen, trois zones climatériques : 1) Le littoral, sablonneux, avec oasis ; 2) Des terrasses en étages *(kawr)*, ici peu peuplées ; et 3) Le plateau intérieur, d'une altitude moyenne de 1.500 m.

Protectorat oriental. — 240.000 km². Il comprend : *a)* Une zone côtière fort étroite ; *b)* Un haut plateau calcaire *(madjad)* de 500-1.200 m. d'altitude moyenne, troué de cavernes *(ahqâf)*, pris entre deux rebords montagneux qui se rapprochent l'un de l'autre à mesure que l'altitude s'abaisse, de l'ouest-sud-ouest à l'est-nord-est. Les pluies sont plus fréquentes sur la côte (mousson) que sur le plateau (oct.-févr.). — Le plateau est drainé par un grand ouadi, dit *Ouadi-al-Ahqâf*, qui coule de l'ouest à l'est, puis s'infléchit vers le sud et aboutit au port de Seïhoût.

Sur un total général de 600.000 hab. (estim. prob. 1948 ; l'éval. récente de la presse égypt. — 1.500.000 — paraît très exagérée), chaque protectorat contient à peu près la moitié (soit 300.000 hab.). La population urbaine est, partout, de 30 % ; la population rurale serait plus nombreuse (45 %) dans l'Occidental que dans l'Oriental (35 %) ; ce dernier aurait plus de nomades (sans tentes, mais sous abri) (35 %) que l'ouest (25 %). — Principales villes (1945) : Lahedj (dans l'Occidental), 13.000 ; dans l'Oriental : Makalla, 25.000 ; Shihr, 10.000 et Seyhoût, 10.000.

L'ISLAMISATION : DURÉE, INTENSITÉ, POURCENTAGE. — *Protectorat occidental.* — Contemporaine de celle du Yémen, elle a atteint toute la population, sauf quelques Israélites, à Dhâla et à Qasâb notamment. La majorité appartient aux Arabes *qahtanides* de la tribu d'*Himyâr* (« Homérites » des Grecs) ; il y a un mouvement constant d'immigration venant du nord (ʿAulaqi, Yâfaʿî). Les habitants *(raʿiya)* comprennent également des serfs affranchis *(hadjrî)* d'origine swahili ou nubienne.

Protectorat oriental. — Elle date de la conversion du chef kindite Maʿdikarîb Ashʿath-Ibn Qays en 631 (c'est lui qui devait, en 657, obliger

ʿAlî à négocier, à Siffîn). — La population se compose d'arabes *Qahtanides* (tribu de *Kinda*), les *qabaïl*, dont les chefs s'appellent des *aboû*, ou des *moqaddam*.

A l'extrémité orientale, la tribu des *Baûtahâra* (en Mahra) ne serait pas d'origine arabe — et représenterait selon Bertram Thomas, un substrat ethnique hamitique (cf. *Harasi, Shahara*).

L'aristocratie arabe *modaride*, uniquement composée de descendants du Prophète (estimés à 20.000) ou *Seyyids* (*ʿAmoûdis*), est toute-puissante : elle descend du seyyid hosaïnide Ahmad-ibnʿIsa ʿAmoud al Dîn, venu de Basra au XIIe siècle (titre : *habîb* ; et *monsib* pour le chef). Les îlotes d'origine africaine (*Somaliland*) sont plutôt des serfs agricoles.

Toute la population des 2 protectorats est musulmane sunnite, de rite shâfiʿite (sauf quelques hanéfites sur la côte et quelques Juifs, à Habban). Le dialecte arabe parlé a été étudié par Landberg.

L'arabe, seule langue écrite, est employé partout. Le sudarabique n'est plus parlé que dans le sultanat de Mahra.

Le Hadramôt envoie de nombreux émigrants en Indonésie (100.000 en 1945), à la grande influence politique et culturelle.

En revanche, on constate l'immigration de Parsis et de Musulmans, venus de l'Inde, sur la côte.

II. — GOUVERNEMENT

A) Protectorat occidental. — Dix-neuf petits sultanats protégés par les Anglais. Le plus important est celui de Lahedj (sultan : Fadl ibn ʿAbdulkarîm) : 10.000 km², 80.000 hab. (dont 20.000 nomades) ; le souverain était jusqu'ici, pratiquement indépendant (sauf pour ses relations extérieures) ; en 1952, ayant refusé d'accepter un « Resident Adviser », il n'a pu rentrer dans son pays. Les Anglais (Ingrams) le tenaient pour un « despote éclairé » (distribution du tiers de ses terres aux pauvres).

B) Protectorat oriental. — Comprend les deux États du *Hadramôt*, deux petits sultanats (celui de *Mahra*, à l'est, dit de Qishn et Soqotra, dont le souverain réside dans la petite île de Soqotra qui a 12.000 hab. ; et celui des *ʿAbd-el-Wâhidi* à l'ouest, à Bir ʿAli, Habbân et Bâlhâf) et deux petits cheikhs indépendants (ceux de ʿIrqa et Haura).

Les deux États du Hadramôt sont :

1) L'État *Qoʿeyti* de Shihr et Makalla (capitale : Makalla), dont le sultan (Sâlih ibn Ghâlib Al-Qoʿeyti) est le plus important et le plus riche du protectorat oriental. La dynastie des *Qoʿeïtî*, originaires de la tribu de Yâfaʿ, près d'Aden, s'est installée sur la côte depuis 1874 ; enrichi par ses fonctions de commandant de la garde du Nizam d'Haïderabad, et son commerce avec Poulo-Pinang, le chef des Qoʿeïtî a pris, en 1902, sous la protection britannique, le titre : sultan de Shihr et Makallâ. Resident Adviser britannique depuis 1937.

2) L'État *Kathîri* de Seyʿoûn et Tarîm (capitale : Seyʿoûn), dont la dynastie régnante (rivale des Qoʿeyti) est celle des *Shanâfira* descendant de Shanfarâ Hamdâni. Résident Adviser britannique depuis 1939.

Conquis par l'Islam dès 633, le Hadramôt a rarement connu l'unité gouvernementale. Les chefs de Shibâm et Shihr relevaient généralement du Yémen et ceux du Mahra, de l'Oman (Dhofâr).

Le Hadramôt admettait jusqu'en 1916, la légitimité du Khalifat ottoman ; les Qoʿeïtî se sont rapprochés, ensuite, du Malek du Hedjaz, ce qui a provoqué des incidents à Java parmi les émigrants.

C'est le gouverneur britannique d'Aden qui contrôle les relations de ces chefs avec l'extérieur. En particulier, le sultanat ʿAbd el Wâhidî est de son ressort direct. Les *Zeïdites* du Yémen pénètrent dans l'arrière-pays, à l'ouest. A l'est, le *Mahra*, qui est de rite shâfiʿite, est de clan *ghâfirî* (influence de l'Oman).

Depuis quelques années, un mouvement nationaliste et réformiste (*islâh*), développé par les émigrants de Java, a abouti, après un premier *congrès* à Makallâ (pacte de Shihr, 23-10-1927) et un second à Singapore (avril 1928), à réclamer des deux principautés rivales, la convocation d'une *assemblée nationale* pour réaliser l'unité du pays.

En 1939, le « Comité des Réformes des Hadramis de l'Insulinde » présentait à Aden, un mémorandum réclamant l'unification et l'indépendance du Hadramôt (et l'interdiction du prêche aux missionnaires chrétiens et du commerce aux Israélites).

Le sultan de Lahedj a pris, depuis 1945, la tête d'un mouvement demandant l'unification de tout le sud arabique (c'est-à-dire du protectorat occidental, d'abord, puis des deux protectorats d'Aden). Fin 1952, le sultan *Kathîri* a repoussé une proposition de fusion présentée par son voisin et rival *Qoʿeyti*.

III. — ADMINISTRATION

Administration provinciale. — Aucune centralisation, mais groupement de tribus (une cinquantaine) par origine raciale et par affinité politique.

A l'ouest. — *Sobeïhi* (20.000 hab.), *Abdâlî* (15.000) et *ʿAqrabî, Fadlî* (20.000) ; *Haushabî* (7.000) et *Dâmbarî* ; *Amîrî* et *ʿAlawî*. Au delà viennent les grandes confédérations : les *Yâfaʿ* (108.000 hab.), dont les 9 clans sont groupés en deux factions ; les *Beïhân-al-Qasâb*, remarquablement instruits et industrieux ; les *Beihân-al-Dawla* (plus au sud) ; les *ʿAulaqî* (30.000 hab.), également coupés en deux, *ʿOla* (12.000) du pays de Dathîna, étudié par Landberg, et *ʿAwdilla* (40.000 hab.).

Dans l'est. — Les principales tribus descendent, soit d'Himyâr (Hamoumî, Nou'a, Seïbân), soit de Kinda (Deïn, Djâda, Nahad, Saʿar). Elles se divisent en : partisans des Qoʿeïti (Seïban, 2.000 combattants, Nahad, ʿAmoûdî) au sud-ouest et adversaires : Kathîrî (20.000), Hamoumî (10.000), âl Hamîm (10.000), Nou'a (6.000).

ADMINISTRATION CULTUELLE (ET JUSTICE). — La juridiction civile et criminelle appartient, dans chaque village, au *qâdî*, de rite shâfi'ite. Mais le rôle des chefs laïques est important (intervention des *aboû* et des *moqaddam*), et les qâdîs leur sont soumis. — En particulier, l'aristocratie religieuse des *seyyids* donne au droit coutumier shâfi'ite du Hadramôt son aspect spécial : endogamie, monogamie, respect de la femme ; interdit séculier des serfs. Dans l'Occidental, l'influence des *seyyids* est notable en certains centres, à Waht, Midjda et Hafa où l'on vénère des tombes de saints. L'ascète aboû 'Obeïd est révéré par les 'Aulaqi comme le pacificateur de leurs querelles.

Pas de données sur le pourcentage des pèlerins pour La Mekke. Il y a des lieux de pèlerinage locaux très fréquentés : tombes du prophète Hoûd à Barahoût en ouadî Masîla (11 sha'bân) ; du prophète Sâlih à Widyan Sirr ; du seyyid Ahmad-ibn-'Isä à Qaydoûn (ouâdî Dôân).

L'influence des congrégations religieuses est puissante (Nabhânî, *Djâmi' karâmât al awliyâ*, Caire, 1911, t. I, p. 352 sq., t. II, pp. 179, 343 sq., donne les biographies de saints contemporains du Hadramôt, notamment Ahmad-ibn Hasan 'Attâs, des Al Bâ 'Alawî).

ENSEIGNEMENT. — Au total, en 1949 : 58 écoles primaires « inspectées », avec 4.378 élèves dont 196 filles. Seuls, les sultanats Qo'eyti et de Lahedj ont un « ministère de l'Instruction publique » et une école secondaire (1948).

Au *ribât* de Seï'oûn, 400 étudiants en théologie ; les écoles de Tarîm sont déchues.

Institutions municipales d'assistance et de prévoyance embryonnaires ; droits de marché subvenant à l'entretien des tours fortifiés *(koût, hisn)*.

ARMÉE. — Le sultan de Lahedj avait (en 1932) de 500 à 1.000 hommes de troupe (et 2.000 Bédouins). En 1938, le résident britannique a créé une « Légion (arabe) Hadramie ».

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL. — Le Hadramôt n'a de communication avec l'extérieur que par ses ports : Shihr et Makallâ (ou Bouroûm, en temps de mousson), Seïhoût et Hafât.

Importation. — Ferraille, café, sucre, riz, cotonnades (*via* Bombay, Aden, Mascate, Zeïla). *Exportation :* poisson (vers l'Inde et la Chine), dattes, senna, indigo, gomme, encens. Pas de statistique.

COMMERCE INTÉRIEUR. — *(P. occidental) :* il y a des relations par caravanes entre Mareb, le Djôf, et les sultans Aulaqi de Nisâb. Rail (voie étroite) Aden-Lahedj (48 km.).

(P. oriental) : il n'y a que des pistes de caravanes, irrégulièrement fréquentées, les commerçants sont surtout de la tribu des Yâfa'. — Le principal marché est celui du vendredi, à Seï'oûn.

L'exploitation de l'encens (*Boswellia*, sauvage en Somaliland), immémoriale, existe exclusivement sur la côte de Mahra *(Shihr al-Lubân)* : pour être exporté vers les temples de l'Inde, de l'Égypte, dès l'origine des temps.

AGRICULTURE. — Ce sont des esclaves nègres (5.000 en 1942 dans le sultanat *Qo'eyti* ; réglementés en 1938 ; libération massive des esclaves de l'État en 1944 — mais maintien du servage privé), qui travaillent la terre pour les *qaba'il* et les *seyyids* ; un « interdit séculier » spécial, la *Rifqa* pèse sur eux : ils cultivent les céréales, l'indigo, la sésame, le dattier, le tabac (à Gheïl Bawâzir). Il y a des puits artésiens. Le cheptel de chameaux le plus important (6.000) est aux Nou'a.

INDUSTRIES. — Tissage, cotonnades et teintureries (indigo) à Nisâb, Qasâb, Markha et Tarîm (déchue). Pas d'organisation corporative.

Fabrication de la potasse (extraite du « baume d'Aden »).

Distillation de l'eau-de-vie de dattes.

Arts : tapis de poil de chèvre à Sawma'a.

Depuis le 12 janvier 1938, tout le territoire des protectorats d'Aden est concédé, pour les prospections pétrolières, aux *Petroleum Concessions*, LTD (concession pour quatre ans, renouvelée régulièrement tous les deux ans).

EXPLORATION ET TOURISME. — Ruines d'époque himyaritique.

Solfatare de Barahoût au wadi Masîla ; dont le cratère est une des bouches du « Styx » selon les Anciens, le lieu de détention des damnés selon l'eschatologie musulmane primitive (décrit par Landberg).

BIBLIOGRAPHIE. — 1935. — Ismaïl Hakki Tavfik, *Hadramôt*, Filibe (Bulgarie), impr. Tafayyûz, 132 pages.

1939. — *Al-Bilâd* (Baghdad), numéro du 20 août.
1932. — Notizie arabe sul sultanato di Laheg (*Oriente Moderno*, XII).
1943. — Harold Ingrams, *Arabia and the Islands*, London.
1945. — Id., Political development in the Hadramout (*Intern. affairs*, XXI, numéro du 2 avril).
1945. — Id., The British and the Southern Arabia (*The United Empire*, vol. XXXVI, n° 5, septembre-octobre).
1945. — *Al-Ahrâm*, numéro du 1er octobre.
1948. — *Middle East.*
1948. — *Colonial annual Report on Aden.*
1948. — *Docum. franc.*, nos 1041 et 1042 des 21 et 22 décembre.
1952. — *Al-Misri*, numéro du 11 août.
1952. — *Al-Nahda* ('Aden), numéro du 25 décembre.

ʿOMAN ET MASCATE

I. — PEUPLEMENT

Situation, superficie, statistique, villes principales. — Situé à l'angle oriental de l'Arabie (56°-60° long. est), avec comme annexe au sud-ouest le Dhofâr (53°-56° long. est), limitrophe du Hadramôt.

200.000 km² (avec l'enclave de Gwadar, 800 km²). Il comprend une côte rocheuse en mer profonde peuplée de pêcheurs, une plaine littorale habitée par des agriculteurs, en contrebas d'une crête montagneuse, culminant à 2.500 m. (Dj. Akhdar) ; crête d'où descendent l'ouadi Semaïl à l'est, et l'ouadi Halfeïn au sud-sud-est, et qui sépare le pays du désert proprement dit. Le climat est d'une chaleur intense et lourde.

Sur 500.000 (plutôt que 800.000) hab. (estim. 1948-1950), il y a 15 % de nomades et 30 % de citadins. Les principales cités sont (pop. estim. 1948) : Mascate (*Masqat*, la capitale), 15.000 hab. (autre éval. 1950 : 5.500 hab.) ; Matra (le port principal), 14.000 (ou 8.500) ; Salala (chef-lieu du Dhofâr) ; autres ports : Sohâr, 7.500 ; Khaboûra ; Soûr, 18.000 (ou 10.000) ; Marbât (au Dhofâr) et Gwadar (petite enclave de 30.000 ou 5.000 hab. sur la côte du Baloutchistan).

L'islamisation, durée, intensité, pourcentage. — Nous verrons plus loin les caractéristiques locales de l'islamisation, entamée dès 634. La population se compose pour les 7/8 d'arabes *qahtanides* (clan Hinâwi), rejoints par des tribus arabes *modarides* et *rabîʿides* (clan Ghâfiri) ; Les descendants du Prophète sont négligeables. Le reste comprend des *Hindous* (du Gujerat de Bombay), *Béloutchis* (20.000, dont 7.000 à Matra) et *Djadgâls* (10.000), anciens soldats mercenaires — *Khôdjas* (1.050 à Matra), commerçants (venus du Sindh et de Koutch) ; puis des *Persans* (15.000 dont 5.000 sunnites) ; et des groupes mal étudiés, les *Zaʿtoût* (1.000 ; sorte de tsiganes), et les *Bayâsira* (10.000 ; demi-serfs, métis). Les *B. Shomeïl* (Shihoûh) seraient des Juifs convertis. Type fortement négroïde, surtout sur le littoral.

Toute la population est musulmane. La secte dominante est le khâridjisme *ibâdite* (comme au Mzab algérien), secte des tribus de clan Hinâwi (185.000) et des principales tribus Ghâfiri (140.000). Vient ensuite le *sunnisme hanbalite* d'un tiers du clan Ghâfiri (85.000 + + 15.000 Hinâwi) ; (shâfiʿites chez les Shihoûh et Washahât). Puis le

wahhâbisme (10.000) en Djaʿlân, chez d'autres Ghâfiri, les Beni boû ʿAlî, Beni Râsib et Beni boû Hasan (sous secte azraqi). — Quant au *shîʿisme*, les « bahârina » de Sohâr et les Khôdjas de Matra sont du rite duodécimain de Perse ; quelques rares Khôdjas sont demeurés ismaéliens.

L'arabe est parlé partout ; on a noté la pénétration du dialecte mahri chez les Qara du Dhofâr, ou Haklî, tribu extrêmement primitive, peut-être non arabe (comme les Bani Naʿab de Ras Mosandam).

Certains Shihoûh, à Komzâr et à l'île Lârak (Ras Mosandam), parlent un dialecte iranien.

II. — GOUVERNEMENT

L'Omân, peuplé par la tribu Azd, fut conquis et islamisé en 634 ; dès 725, il adoptait en majorité le Khâridjisme ibâdite, et élisait en conséquence des *imâms* indépendants, choisis suivant le mérite sans distinction d'origine. Le pays subit diverses invasions (ʿAbbasides, puis Qarmates au xᵉ siècle ; Persans en 1265 et 1737, Yéménites (1278, Dhofâr), Portugais de 1510 à 1680, Wahhâbites 1803, 1811). A trois reprises, l'imâmat électif s'est mué en royaume héréditaire ; sous les *B. Nabhân* (1155-1415), les *Yaʿrob* (1624-1741), et sous la dynastie actuelle des *Al boû Saʿîd* (1741) ; le titre du souverain, depuis 1780, n'est plus « imâm » (chef canonique), mais seyyid (chef temporel).

La capitale fut, durant mille ans, Nizwâ, puis Rostâq (1700-1782), puis Mascate, qui avait succédé, comme port, à l'hégémonie antique de Sohâr, « porte de l'Inde ». Les khâridjites de l'Omân, qui ont exploité la côte orientale d'Afrique (traite des esclaves) depuis dix siècles, l'ont colonisée depuis le xviiᵉ siècle ; ce devint, en 1856, la principauté autonome de Zanzibar (voir *infra*).

Le « seyyid » actuel de Mascate, Saʿîd ben Teymoûr, 1932 (né 1910) est un souverain indépendant, uni à la Grande-Bretagne par un traité d'amitié et de commerce (renouvelé en 1951). Cette alliance, amenant le désarmement graduel des tribus, a rendu la dynastie suspecte à la population, et le parti des purs ibâdites avait proclamé (1915) comme « imâm al moslimîm », à Tassoûf, Sâlim-ibn-Râshid Kharoûsî, du clan ghâfiri, et théologien estimé.

Le consul anglais de Mascate fait fonctions de résident. Revendications saʿoudites sur l'oasis de Boreymi (au nord-ouest du pays, à l'angle des frontières entre ʿOman, l'Arabie saʿoudite et la côte des Pirates), en 1949, occupation saʿoudite (et forages de l'I. P. C.), en août 1952, puis accord provisoire sous médiation américaine en octobre 1952 (dès 1930, Philby prévoyait que cette région tomberait sous l'influence saʿoudite).

III. — ADMINISTRATION

Administration provinciale. — Le gouvernement de Mascate délègue en principe, dans chaque ville importante, un représentant *(wâli)* avec une garnison de 20 à 40 askaris.

Il y a 9 provinces : *Ro'oûs al jibâl* (enclavée dans la principauté de Shârdja), *Bâtina, Mascate, Hadjar occidental, Hadjar oriental, Dhâhira, 'Omân propre, Sharqiya, Dja'lân* (dont l'émir 'Ali-b-'Abdallah Âl Hammoûda est en réalité vassal du Nedjd, comme wahhabite, 1929), *Dhofâr* (et île Masîra. Les îles des Beni Khalfân, dites « Kouria-Mouria », ont été cédées à l'Angleterre en 1854). Selon d'autres sources, il y aurait 8 provinces (Nakhl, Al-Ma'awil, Al-Rostaq, Azka, Al-Birka, Al-Hamra et Al-Moudeybi) et plusieurs cheikhs locaux, notamment à Dhofâr et Ja'lan (autour de Soûr) — sans parler de l'Émirat oriental et de l'Émirat du Djebel Akkdhar qui seraient pratiquement dissidents.

En réalité, les tribus conservent leur autonomie, chacune sous son chef *(tamîma)*, et les luttes de clans persistent, les mêmes depuis le XVIII[e] siècle.

Le clan dominant, celui des « Hinâwi », de secte ibâdite, comprend principalement les *Al boû Sa'îd* (6.000, tribu du souverain), *Shihoûh* (21.500), *Yâl Sa'd* (13.000), *Hawâsina* (17.500), *Beni Hina* (9.000), *B. Rawâha* (anciennement les *Abs* : 18.500), *Al Wahîba* (13.000), *'Awâmir* (10.000) et *Hirth* (9.000). Le clan adverse, « Ghâfiri », comprend comme ibâdites, les *Beni Djâbir* (25.000 ; anciennement les *Dhobyân*), *B. Riyâm* (11.000), *B. Kelbân* (8.000), *'Abriyîn* (6.000), *Hishm* ; comme sunnites, les *Djannaba* de Soûr (12.000), *B. Ka'ab* (7.250), *Qara* (5.000) ; et comme wahhabites, les *Beni boû'Alî* (7.000).

ADMINISTRATION CULTUELLE. — Pas de données. Le culte des djinn persiste chez les *Shihoûh*. Les *B. Riyâm* boivent du vin. Pour l'instruction, quelques livres de doctrine ibâdite ont été imprimés à Zanzibar.

Pas de données sur le pèlerinage à La Mekke. Quant aux pèlerinages locaux, l'ibâdisme les prohibe, ainsi que l'affiliation aux congrégations.

Un intéressant mouvement de renaissance juridique ibâdite, dirigé par l'imâm Ibn Hamid Sâlimi († 1913), puis par S. Kharoûsî, a rallié certains mozabites (Atfiyèsh) ; et l'imâm Mohammed-b-'Abdallah Khalîlî avait, pour organiser un programme de réformes, décidé le savant tripolitain S. Baroûnî à venir en 'Omân (nov. 1926), où il était devenu le conseiller du souverain (1934).

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL. — L'Omân étant fermé par le désert, ne peut communiquer avec l'extérieur (en dehors de l'oasis de Boreymi, revendiquée (1949-53) par l'Arabie sa'oudite), que par ses ports : Mascate, Matra, Sohâr, Khabura et Soûr. Trafic (1950) du port de Mascate : 123 navires de 700.000 t.

Commerce (1951) surtout avec l'Inde : *importations* (2.300.000 £) : riz, blé, café, sucre, cotonnades ; *exportations* (1.870.000 £) : dattes (variété *fard*), poisson, fruits.

Droits de douane : 5 % sur les importations *('oshoûr)*, et 5 % sur les exportations (qualifié, peu canoniquement, de *zakât*).

AGRICULTURE. — Dattier (Semaïl, Sharqiya), grenadier, limonier, olivier, figuier, vigne, cocotier (Dhofâr). Céréales. Melons, coton, canne à sucre (Dhofâr), indigotier.

INDUSTRIE. — Pêcheries de Mascate, Matra, Soûr et Khâboûra. Orfèvrerie à Mascate. Teinturerie à Nizwâ et Ibri. Cuivres à Nizwâ. Importation de l'alcool interdite. — Concession de prospection pétrolière, pour soixante-quinze ans, couvrant tout le pays, au *Petroleum Development (Oman) Ltd* (à c. du 24 juin 1937).

MONNAIES, POIDS ET MESURES. — Monnaie réelle : thaler MT (usuel) et, officiellement, roupie indoue (100 MT = 145 Rs.). Monnaie fictive : 1 mohammadi (= 20 gnadj = 10/115 de thaler). Poids : 1 qiyâs = 150 gr. (bazars) ou 168 gr. (douanes), longueur : *dhirâ'* = 45 cm.

CRÉDIT. — Le commerce local avec l'Inde se sert de *kundis*, billets de change (contre cargaisons), à vue, vingt et un jours.

TOURISME. — Inscriptions préhimyaritiques trouvées par B. Thomas, entre Mascate et Dhofâr (1928). Ruines iraniennes à Rostaq et Nizwâ ; portugaises à Mascate. Cable avec Djashk.

BIBLIOGRAPHIE. — *Doc. franc.*, n[os] 1041 et 1042 des 21 et 22 décembre 1948.

Statesman's Year-Book, 1952.

Al-Zaman (Baghdad), numéro du 15 mars 1953.

Jerusalem Post, numéro du 26 mars 1953.

CÔTE DES PIRATES

('Omân Al-Motaṣâliḥ)

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — Côte sud du golfe Persique, entre 54° et 56° de long. est ; littoral bas et sablonneux *(taff)*, en lisière d'un hinterland désertique.

10 à 15.000 km². Climat très chaud et lourd. Pas d'ouadis à noter.

Sur 95.000 hab. (estim. 1947), 1/10 de nomades, 7/10 de citadins. Les villes principales sont : Dibai (20.000), Shârdja (15.000), Râs al Kheïma (6.000), Aboû Dhabi (6.000).

L'ISLAMISATION, DURÉE, INTENSITÉ, POURCENTAGE. — Elle remonte à la conversion des princes voisins de Bahreïn et d'Oman (634). — La population de cette région, appelée « Trucial » *Oman* par les documents britanniques, offre en effet, les mêmes caractéristiques que celle de l'Oman : Arabes *qahtanides* (clan Hinâwi) renforcés par des *modarides* et *rabî'ides* (clan Ghâfiri) ; et mêlés dans les ports à divers immigrants également musulmans, Hindous du Sindh (500), Béloutchis (1.400), Khôdjas, Persans (2.500). La secte dominante est le *sunnisme hanbalite* à tendances *wahhabites*, comprenant tout le clan Ghâfiri (40.000) et 6.000 Hinâwis. Le reste du clan hinâwi est *sunnite malikite* (25.000), avec quelques *shâfi'ites* (1.500).

L'arabe est parlé partout.

II. — GOUVERNEMENT

CONSTITUTION ET MEMBRES. — (A part la pointe de la péninsule de Mosandam qui appartient à 'Oman-Mascate et la bande côtière est entre cette pointe et l'Oman dont le cheikh n'est pas allié à la Grande-Bretagne), le pacte fondamental de 1853, conclu entre la Grande-Bretagne et les 5 « Trucial Chiefs », petits chefs de pirates ainsi contraints à une paix ou une « trêve » *(truce)* relative, reconnaît l'existence de 7 princes et (en 1951) principautés, qui sont, de l'ouest à l'est, dans l'ordre :

Shakbat-b. Sultan (1928), Saïd-b. Maktûm (1912), Saqr-b. Sultan

(1951), Rashîd-b. Humayd (1928), Ahmad-b. Rashîd (1929), Saqr-b. Mohammed (1948), et Mohammed-b. Hamad (1952), gouvernant respectivement :

Aboû Dhabi, s'étendant à l'intérieur jusqu'au Djô (oasis de Boreïmi) ; *Dibai* (qui a dû adopter un régime représentatif en 1938), *Shârdja*, avec ses deux districts vassaux, Dheïd, et Shomeïliya, qui déborde à l'est sur le littoral du golfe d'Oman ; *'Adjmân, Omm al Qiïweïn, Râs-el-Kheyma* et *Fujayra*, deux petites enclaves en Shârdja.

Ces petits chefs héréditaires sont subventionnés pour le contrôle de la piraterie.

Ils dépendent d'un Political Officer, lui-même placé sous le contrôle du *Political Resident* pour le Persian Gulf (à Bahreïn depuis 1935).

III. — ADMINISTRATION

Les tribus locales conservent leur liberté de mouvements, quoique certaines soient principalement concentrées dans un des 7 États :

B. Yâs en Aboû Dhabi, *Showeïhiyîn* en Dibai, *Sharqîya* en Shârdja, et *Al'Alî* en Omm al Qeïweïn. Elles sont, comme en 'Oman, réparties en deux clans : le clan Hinâwî comprend les *Beni Yas* (14.000), *Hoûwala, Marar, Manâsir*, tous malikites et les *Za'âb* et *Shihoûh*, hanbalites. Le clan Ghâfiri comprend les *Al'Alî, Sharqiya, Na'îm, Toneïdj, Showeïhiyîn, Naqbiyîn, Beni Qitâb*, tous semi-wahhabites.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL. — Vapeurs, de Dibai vers l'Inde. Route de terre, *via* Boreïmi vers l'Oman.

Importation : Céréales (Inde et Perse), cotonnades, café, sucre (Inde) ; dattes (Irak).

Exportation : Perles.

INDUSTRIE (1920) : Les pêcheries de perles, qui occupent 892 navires, dont 335 à Dibaï, et 300 à Shârdja (1920). Depuis 1920, le centre perlier de Dibaï s'est beaucoup développé (perles incarnat). — Abas en peau de mouton à Shârdja. — Poignards courbes à Râs el Kheîma. — Divers accords ont été passés, entre 1937 et 1945 (pour soixante-quinze ans), accordant le monopole des prospections pétrolières au *Petroleum Development (Trucial Coast) Ltd.*

MONNAIES. — Voir OMAN et BAHREÏN.

QATAR

I. — PEUPLEMENT

Situation, superficie, statistique, villes principales. — Péninsule de la côte sud du golfe Persique, de 100 km. de long sur 50 km. de large, par 51° de long. est ; avec le littoral à l'est, jusqu'au 54°.

20.000 km². — Désert caillouteux, avec quelques oasis. Pas d'ouadis.

Sur 18 à 25.000 hab. (selon estim.), il y a 4.000 Bédouins. Les villes principales sont : Dôha, la capitale, Wakra (8.000), Roweïs, Romeïla, Bida.

L'islamisation (voir l'Ahsa).

La population comprend diverses tribus de sang *arabe*, *Al boû ʿAïneïn* (section des Beni Khâlid), *Al Boû Kowâra*, *Mahânida* et *Hoûwala* ; 6.000 esclaves *nègres* (dont 2.000 affranchis) et 1.000 étrangers.

Les habitants, naguère *sunnites malékites*, sont devenus *wahhabites* du Nedjd ; 500 *shîʿites*, duodécimains ou qarmates.

II. — GOUVERNEMENT ET PRODUCTION

Le Qatar, anciennement dépendant du Bahreïn, puis occupé de 1872 à 1914, par la Turquie, est gouverné par le cheïkh de Dôha, lié par traité à la Grande-Bretagne dès 1882 (renouvelé en 1916), et vassal du Nedjd.

Le cheïkh actuel est ʿAbdallâh ben ʿAli des *Al Thâni* (1949).

III. — TRAVAIL ET PRODUCTION

Industrie. — Huit cent vingt-deux barques pour la pêche des perles (les plongeurs forment une caste d'esclaves). Beaucoup d'habitants se nourrissent de poissons et de crevettes. — La découverte de gisements pétrolifères (réserves estimées à 500 millions de barils) a modifié la vie traditionnelle de Qatar (les ressources tirées du pétrole représentent la totalité du revenu national). Sociétés concessionnaires : Petroleum Development (Qatar), pour soixante-quinze ans (à c. du 5 février 1937), et International Marine Oil Co (7 août 1949) — celle-ci pour les prospections et forages *offshore*, autour de la péninsule de Qatar.

BAHREÏN

I. — PEUPLEMENT

Situation, superficie, statistique, villes principales. — Ce nom, qui désignait jadis l'Ahsâ et Qatar, ne désigne plus qu'un archipel de 5 îles, *Bahreïn* (anciennement *Owâl* ou Havila), *Moharraq*, *Omm Naʿsân* (inhabitée), *Sitra*, et *Nabi Sâlih* ; situé sur la côte sud-ouest du golfe Persique, dans l'anfractuosité séparant le Qatar et l'Ahsâ.

552 km². Le niveau du sol est peu élevé (150 m. au Djebel Doukhân), il y a des sources nombreuses et abondantes, même sous-marines *(kawkab)*. Le climat est mou et lourd. Il n'y a pas de pluies.

120.000 hab. (est. 1951) dont 75 % dans les villes : Manâma (30.000), Bodayyaʿ (8.000), Moharraq (20.000), Hadd (8.000).

L'islamisation : durée, intensité, pourcentage. — L'islamisation des îles date de l'islamisation de la côte. Il y a 70.000 *sunnites*, la plupart *malikites (Hoûwala, ʿOtoûb)*, quelques-uns *wahhabites* venus du Nedjd (cf. les Dawâsir, en 1845) ; ils sont de race arabe, sauf 11.000 d'origine nègre. Il y a 50.000 *shîʿites*, agriculteurs *(Bahârina)*. On trouve quelques descendants du Prophète *(Sâda)* et, comme étrangers, des Iraniens (5 à 10.000), *Hindous* (500 en 1951), *Israélites* (500 en 1951) et *Chrétiens* (1.630 en 1952).

L'arabe seul est parlé et écrit.

II. — GOUVERNEMENT

Les îles ont d'abord suivi les destinées de l'Ahsâ. Occupées par les Portugais (1507-1622), puis par les Persans (1735-84), elles sont devenues indépendantes. L'Iran les revendique inlassablement (depuis 1829), et notamment entre 1927 et 1930, en 1946, 1948, 1950, 1951 et 1952.

Un cheïkh héréditaire, de la tribu des *ʿOtoûb*, qui a évincé celle des *Solaymân*, a tout le pouvoir. Par le traité de 1880, il s'est mis sous la protection britannique, et a, auprès de lui, un agent politique dépendant du résident du golfe Persique, lequel réside lui-même à Bahreïn (depuis 1935). Il délègue généralement son autorité à son *vizir*.

Cheïkh de Bahreïn : Salmân b. Hamad, 1942 (né 1895), des *Alkhalîfa* (famille sunnite venue, en 1782, de la tribu des ʿOteyba du Nedjd oriental).

III. — ADMINISTRATION

Les deux villes principales ont chacune un Comité municipal. Les affaires judiciaires importantes sont soumises à un *grand qâdi* ; pour les autres, il y a un cheïkh sunnite (à Moharraq), un cheïkh shî'ite (à Manâma) et 7 cadis.

Le tribunal commercial, *madjlis 'orfî*, est organisé d'accord avec l'agent politique. Le tribunal arbitral pour affaires perlières s'appelle *Sâlifat al Ghaws*. (Voir *tohfa nabhâniya* de Mohammad b. Khalifa, publ. Bagdad, 1332 H.). Il y a 15 négociants principaux. La campagne perlière, qui dure d'avril à octobre, a produit en 1912, 40, et en 1915, 20 perles de 20 à 50 gr. (Rosenthal).

ENSEIGNEMENT. — Plusieurs écoles secondaires modernes ; institut américain dirigé par des missionnaires ; école secondaire iranienne (1935).

Depuis 1936, projet de fédération des États du golfe (Koweit, Bahreïn, Qatar et 4 principautés de la côte des Pirates), avec capitale à Bahreïn ; patronné par l'Angleterre, mais mal vu de l'Arabie sa'oudite et de l'Iran.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

Les habitants de Bahreïn sont renommés pour le raffinement et la variété de leur genre de vie, influencé par la Perse et par l'Inde.

Agriculture : 1120 des terres est cultivé (dattes et luzerne).

L'industrie la plus importante est celle des perles (1.025 barques). Il y a des tisserands, tailleurs, teinturiers, calfats. L'élevage des ânes a produit une race spéciale renommée de grands ânes blancs.

Pétrole : découvert en 1932 ; concession accordée par le cheikh (en 1933, puis pour soixante-quinze ans, à c. du 19 juin 1940) à la *Bahrein Petroleum Co*, propriété (à égalité des parts) de la *Standard Oil Co of California* et de la *Texas Corp.* ; l'aire de la concession couvre les îles et les eaux territoriales. Réserves estimées à 280 millions de barils (fin 1947) ; 67 puits (1947). Production 1947 : 1.232.000 t. — Cinq mille employés locaux (soit avec leurs familles, près du quart de la population totale).

COMMERCE (1950). — *Importations*, 2.500.000 £ (riz, blé, farine, café, sucre, thé, cotonnades, tissus, cigarettes). *Exportations :* 1 million de £ (sucre, thé, riz, blé, cotonnades). La plus grande partie du commerce du Nedjd et de l'Ahsâ sa'oudites se fait par Bahreïn.

RESSOURCES (1950). — Redevances sur le pétrole *(royalties)* et taxes douanières sur les importations (de 5 à 15 %). Revenu de l'État (1950) : 17 millions de roupies.

COMMUNICATIONS. — Aérodrome de Moharraq (escale sur la ligne des Indes et d'Australie et l'une des grandes bases aériennes militaires du Moyen-Orient).

TOURISME : Visite des tumuli (d'origine phénicienne ?).

MONNAIES, POIDS ET MESURES : Roupie hindoue. Qrân de Bahreïn (= 2/5 de roupie). Thaler de Marie-Thérèse. Unité de poids : mithqâl = = 72 gr. Coudée de 0 m. 60.

Les unités de poids pour les *perles* sont : le *poonah*, qui vaut 0 gr. 1927 (carat français, 0,205) et le *basri*, de 0 gr. 2216.

BIBLIOGRAPHIE. — M. b. Khalifa Nabhânî, *Tuhfa*, Mekke, 1332 h., 102 p.

1935. — *Al- 'Irâq*, numéro des 14-15 octobre.

1947. — H. Liebesny, Les relations internationales de l'Arabie *(Middle East Journal)*.

1948. — *Docum. franc.*, n°s 1041 et 1042 des 21 et 22 décembre.

1949. — *Ibid.*, n° 1120 du 29 avril.

1951. — Abbas Foroughy, *The Bahrein Islands*, New York.

1952. — *Statesman's Year-Book*.

1952. — *Middle East Oil Developments* (Aramco, New York).

1952. — G. Rentz, *Pearling in the Persian Gulf* (ap. *Mél.* offerts à W. Popper, Berkeley, p. 397 sq.).

1952. — Tweedy, *Bahrein and the Persian Gulf*, Ipswich, 1952.

KOWEÏT

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE. — Principauté sise à l'angle ouest-nord-ouest du golfe Persique, au sud du Shatt al Arab, occupant le littoral de l'île de Boûbiyan et de Safwân (30° lat. nord) jusqu'à Mosallamiya (27° lat. nord). Elle touche au nord aux Montefiq ('Iraq), à l'ouest au Shammâr, au sud au Nedjd.

15.000 km². Pays plat et désertique. Climat moins malsain que sur le reste du littoral occidental.

100 à 160.000 hab. (selon estim. 1948-49), dont 30 % de nomades. Koweït a 35.000 hab., et Djahra, 2.000.

L'islamisation, commencée vers 630, a été fonction de celle de Basra.

Tous sont de race *arabe (Moteïr)* ou arabisée (nomades *Hawâzin* et *Solaba)*, sauf 5.000 nègres, 20.000 Iraniens (1939), 200 Juifs et 1.000 *Chrétiens* (1951). En dehors de ces derniers tous sont Musulmans, presque tous sunnites de rite malékite (sauf les Iraniens, en majorité *shi'ites*) ; de langue arabe.

II. — GOUVERNEMENT

Le cheïkh héréditaire de Koweït (diminutif de *koût*, forteresse), fondée en 1756, est un ancien sujet turc, émancipé petit à petit depuis 1880, grâce à la protection britannique ; il a pris le titre de sultan depuis Mobârak († déc. 1915), Djâbir († juil. 1917) et Sâlim († févr. 1921), ses fils.

Le sultan actuel (*émir*, selon la Constitution de 1939 ; *cheikh* selon les Anglais), est Abdullâh Al-Sâlim (1950).

Constitution de 1939 : l'Émirat de Koweït est une monarchie constitutionnelle (Conseil législatif de 20 membres élus).

En 1939, opposition démocratique et pro-irakienne dirigée, de Basra, par « l'Association des Arabes du Golfe » ; troubles sanglants ; l'Émir s'appuyait alors sur la minorité iranienne. — *Political Agent* dépendant du *Political Resident* du golfe Persique (à Bahreïn).

III. — ADMINISTRATION

Annuellement, il n'y a guère plus de 50 pèlerins pour La Mekke. Comme pèlerinage local, tombes de saints et *maqâm* d'al Khidr à Feïlaka.

Garde du corps et garde municipale ; quelques petites garnisons frontières, contre les incursions wahhabites (il y a une zone neutre, de 5.000 km² environ, entre Koweït et l'Arabie sa'oudite).

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

Activité traditionnelle. — Avant 1914, le projet du *Bagdadbahn* avait Koweït pour terminus. Commerce de transit entre l'Inde, le Nedjd, et le Bas-Euphrate (entrées : 63 vapeurs et 668 voiliers en 1913-1914).

Sel des salines exporté parmi les tribus du désert.

Il n'y a d'agriculture qu'à Djahra.

Koweït est un chantier de constructions très important pour les barques perlières du golfe. Le bois de construction vient des Indes. C'était également le port d'attache de 461 barques perlières et de curieux navires indigènes *(baghlas, boûms)*, boutres pansus à haut château d'arrière. Les pêcheries de perles y occupaient 9.000 hommes.

PÉTROLE. — Concessions (pour tout l'État de Koweït) à la *Kuwait Oil Co* (50 % *Gulf Oil Corp.* américaine et 50 % *Anglo-Iranian*), pour soixante-quinze ans, à compter du 23 décembre 1934. Zone neutre : concessions à l'*American Independent Oil Co* (1948) et à la *Pacific Western Oil Corp.* (1949). Depuis 1951, le cheikh de Koweït touche, des compagnies concessionnaires, 50 % des bénéfices. Réserves de pétrole estimées à 4,5 milliards de barils (fin 1947). Le champ le plus important est à Burghan (402 puits en 1952). La production de pétrole brut de tout Koweït (2.400.000 t. en 1947) a été poussée, depuis le différend Angleterre-Iran et l'abandon du pétrole persan par l'*Anglo-Iranian* (1951) jusqu'à atteindre 40 millions de t. en 1952 (chiffre supérieur à la production totale de l'Iran avant la crise). Koweït est ainsi passé au premier rang du Moyen-Orient.

VIE ÉCONOMIQUE. — Transformée par le pétrole. Les 5.000 ouvriers locaux représentent, avec leurs familles, près du 1/5 de la population totale. Près de 1.000 pétroliers ont accosté, en 1950, la nouvelle jetée de Mina Al-Ahmadi, à 7 km. de Ahmadi, centre administratif et résidence de la *Kuwait Oil Co.* — Huit lignes maritimes et 6 lignes aériennes font escale à Koweït. — Liaisons radio-P. T. T. — British Bank of Iran and the Middle East.

MONNAIES, POIDS ET MESURES. — Monnaie turque, thaler de Marie-Thérèse (change réglé par le sultan) ; mais surtout roupie indienne.

Pièce locale en nickel de 1 anna.

Mithqâl de 3 gr. 45. Coudée de 0 cm. 46.

BIBLIOGRAPHIE. — 'Abdel'aziz Al-Rashîd, *Tarikh al-Kuwayt*, Caire, 1344 h. (t. I, seul paru).

Oriente Moderno, vol. XIX, 1939.

Statesman's Year-Book, 1952.

Middle East Oil Developments (Aramco), New York, 1952.

Revue mensuelle *Al-Râïd*, fondée en 1951 à Koweït (encore impr. Beyrouth).

U. R. S. S.

NOTICES : **Généralités**
Tataristan
Bachkirie
Républiques fédérées
Crimée
Ciscaucasie et Daghestan
Azerbaïdjan
Géorgie
Arménie
Kazakhstan
Turkménistan
Uzbékistan
Tadjikistan
Kirghizie
Mongolie extérieure

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

(Soyuz Sovetskikh Sotsialisticheskikh Respublik)

U. R. S. S. : S. S. S. R.

L'U. R. S. S. comprend, en 1952 (8.596.452 km² et plus de 200 millions d'hab.) : 16 Républiques socialistes soviétiques (R. S. S.) fédérées : russe, ukrainienne, biélorusse, géorgienne, arménienne, azerbaydjanienne, kazakhe, turkmène, kirghize, uzbèke, tadjike, lituanienne, lettonne, estonienne, carélo-finnoise et moldave.

La Constitution de 1936 leur donne une certaine autonomie dans la gestion des affaires locales et le droit de sécession (art. 17). Certaines ont leur armée et leur diplomatie propres depuis 1944.

La République socialiste fédérée soviétique russe (R. S. F. S. R.) compte, outre 6 « territoires » (kray) *et 47 régions* (oblast')*, les 12 Républiques socialistes soviétiques autonomes (R. S. S. A.) : tatare, bashkire, du Daghestan, bouriato-mongole, des Kabardes, des Komi, des Mariy, des Mordves, des Ossètes du nord, des Oudmourtes, des Tchouvaches et des Yakoutes.*

Ces Républiques « autonomes » n'ont pas le droit de sécession, mais elles sont représentées au Conseil des Nationalités.

En dehors de la R. S. F. S. R. (Russie), le statut de République fédérée ne peut être accordé qu'aux régions « périphériques » (déclaration de Staline au Congrès de novembre 1936).

La République populaire de Mongolie est un État indépendant, allié à l'U. R. S. S. Tuva *est région autonome, annexée à l'U. R. S. S. depuis 1945.*

Avec les annexions consécutives à la guerre, la population de l'U. R. S. S. actuelle est montée à 193.214.730 hab. (1945) ; elle dépasse 200 millions aujourd'hui (1952) — malgré les pertes de vies humaines dues à la guerre (évaluées à 17 millions).

Les Musulmans représentent un chiffre minimum de 21 millions (recen-

sement de 1939), soit environ 15 % de la population totale de 1939 (170 millions). Ce chiffre résulte de l'addition des « nationalités » (en principe) musulmanes. En 1944, le grand mufti Rasûlev estimait à 30 millions les Musulmans de l'Union. Ceux-ci sont, aux 4/5, Turcs. [Il y avait, en 1914, pour toute la Russie : 16.226.073 Musulmans, groupés en 24.582 « communautés » ou « paroisses », avec 45.339 « membres du clergé et 26.279 mosquées et oratoires ; 15.000 écoles « pour les indigènes non-*chrétiens » avaient 350.000 élèves.]*

Vis-à-vis de l'Islam, les Soviets sont passés, depuis le conflit aigu de 1938 (épuration des pan-touranistes) par une période de détente et de compromis, surtout pendant la guerre, suivie, depuis 1947, de violentes attaques contre les « déviationnismes ». Un certain nombre de mesures « concordataires » ont été prises : nomination d'un « clergé » « assermenté » ou « collectiviste », payé sur le budget des Kolkhoz (1938) ; reconnaissance de la personnalité civile aux associations et congrégations religieuses (1947). Les waqfs *on été nationalisés en 1921 et demeurent répartis entre les ministères intéressés (Agriculture ou Instruction publique).*

Les problèmes d'actualité paraissent être surtout ceux du « déviationnisme » national (chauvinisme), racial (pan-touranisme), culturel (pan-iranisme) ou religieux (pan-islamisme), qui affecte les membres musulmans du P. C. eux-mêmes. En 1952, violente polémique de presse, en Kirghizie surtout, au sujet des « légendes nationales ».

Actuellement, la Communauté musulmane sunnite *est administrée par 3 Conseils d'Administration ou « Directions spirituelles », présidés chacun par un* mufti *(noms et âges en 1952) :*

Oufa *(Russie d'Europe et Sibérie) ; mufti : Shâkir ibn Shaykh-ul-Islâm Khialeddînov (successeur d'Abdurrahmân Rasulev) ;*

Tashkent *(Asie centrale) ; mufti : Ishân Bâbâ-Khân Abdulmadjid Khân Oghly (90 ans) ;*

Buynaksk *(Daghestan, Caucase Nord) ; mufti : Khizri Qâdi Gebekov (1952), puis Mohammed Hadji Qurbânov (1954).*

D'autre part, les shi'îtes *(environ 2 millions, soit 1/10 des Musulmans de l'U. R. S. S.) dépendent, à* Bakou, *du Shaykh-ul-Islâm Alî Zâde Akhund-Aghâ Djavâd-Oghly (82 ans).*

Dans l'ensemble, pour l'essor culturel notamment, les statistiques officielles « éblouissantes » doivent être accueillies avec réserve, comme le montre la lecture de la presse locale récente (1954), qui relève notamment, depuis la guerre surtout, une véritable « désertion scolaire » des filles.

Il est difficile de se faire une opinion exacte et précise sur la véritable situation de l'Islam en U. R. S. S., faute d'informations suffisamment récentes et authentiques. La part spectaculaire prise, au Congrès de Zagorsk (mai 1952), par les représentants des 4 « Directions spirituelles » musulmanes de l'Union soviétique, ne doit pas faire illusion — dans aucun sens. Les émigrés ne sont pas toujours aussi représentatifs ou aussi sincères qu'ils le paraissent. Les témoignages des rares observateurs étrangers manquent souvent d'objectivité.

Quelques faits, cependant, demeurent : s'il y a (comme la presse soviétique locale *en témoigne) des réactions (des « déviations ») au sein des minorités musulmanes de l'U. R. S. S., elles semblent bien être de caractère purement « national » (et* non *religieux), et dirigées contre le centralisme culturel (et parfois politique) excessif du « grand frère » russe. Pour l'essentiel, c'est-à-dire pour la foi vivante, on ne peut écarter* a priori *les déclarations concordantes des visiteurs pakistanais (1952) : l'un d'eux ne voit que des vieillards, pour la prière du vendredi, à la mosquée de Moscou ; l'autre est frappé par la désislamisation de la jeunesse, à Tashkent, et conclut, de son passage en Asie centrale : « L'Islam n'est pas encore tout à fait mort, mais il paraît en être à ses dernières convulsions... ». — Pourtant, en 1953-54, violentes campagnes de presse (Uzbékistan, Tadjikistan) contre les « survivances des traditions religieuses ». Il semble enfin, à travers la presse soviétique locale (1954), que l'Uzbékistan soit la* moins *désislamisée, et le Turkménistan la* plus *désislamisée des Républiques musulmanes de l'U. R. S. S.*

A l'extérieur, la politique musulmane des Soviets, formulée au Congrès de Bakou (1920), consiste à émanciper les peuples orientaux, notamment les Musulmans, de l'exploitation capitaliste et coloniale européenne.

A l'intérieur, la politique musulmane des Soviets, définie par Staline (rapport de 1921) et Sapharov (rapport de 1922), entendait : 1° Dépecer et allotir les grandes propriétés, féodales ou de mainmorte ; 2° Dissoudre les congrégations musulmanes (ishân) *; 3° Briser le mouvement nationaliste panturc. Elle a accéléré l'émancipation de la femme, rénové les corporations, restitué aux nationalités secondaires des écoles dans leurs langues, et les terres que la colonisation russe avait confisquées.*

BIBLIOGRAPHIE. — *Nowyi Vostok (Nouvel Orient)*, Moscou, 1922 sq.

J. Castagné (*Revue du monde musulman*, vol. LI, LVI et LIX, octobre 1922).

Jyzn Natsionalnosteï, vol. I, Moscou, 1923 (monographies).

Bronski et Sirinov, *Toute l'U. R. S. S.* (en russe), Moscou, 1926, 1.260 pages.

Statistique des Musulmans en Russie (pour 1912), par M. S. Rybakov (*Mir Islama*, 1913, n° XI, pp. 269-271).

Statisticheskiy Ejegodnik Rossii, 1914.

Fanina Halle, *Women in the Soviet East*, Londres, 1938.

Encyclopédie géographique de l'Institut de Agostini-Novare, IX, 1948.

Documentation française : « Aperçu sur le problème musulman en U. R. S. S. », n° 1031 du 8-12-1948 ; « L'Islam en U. R. S. S. après 1945 », n° 1812 du 8-12-1953.

L. Barnes, *Soviet light on the Colonies*, Londres, 1944.

F. Lorrimer, *The population of the Soviet Union : History and prospects*, Genève, S. D. N., 1946.

Alger républicain, 7-10-47 (interview d'Ivan Polianski).

Presse soviétique.

Grande encyclopédie soviétique, nouv. éd., 1950-52.

Vincent Monteil, Essai sur l'Islam en U. R. S. S. (*Revue des études islamiques*, 1952 et 1953).

Conférence de toutes les églises et associations religieuses de l'U. R. S. S., à Zagorsk (9-12 mai 1952).

Russia and her Colonies, par Walter Kolarz, Londres, 1952, 335 pages.

Dawn, Karachi, numéros des 21-5, 28-7 et 3-8-1952.

N. B. — L'ensemble du chapitre (avec les notices) a été revu et mis au point (1954) par M. Alexandre BENNIGSEN.

KAZAN (TATARSTAN)

Ses limites ont été spécifiées par décret du 27 mais 1920 (texte ap. *R. M. M.*, LI, 132).

67.600 km², 2.919.423 hab. (1939), dont 20 % dans les villes ; dont 50,4 % de Musulmans sunnites, de rite *hanéfite*. — Villes : Kazan : 401.665 hab. (1939) ; Simbirsk : 65.000. — En 1939 : 1.421.514 Tatars (48,8 % de la population totale), y compris *Tepters*, *Michars* et 100.000 *Krjachens* (Tatars chrétiens), contre 43,1 % de Russes (le reste : Tchouvaches, Mordves, Oudmourts, Maris, Bashkirs).

Les Tatars étaient (1934) : 56,6 % dans les Conseils ruraux ; 55 % des présidents des Conseils ruraux ; 31 % dans les rouages supérieurs ; 17,4 % des ingénieurs et techniciens ; 32,7 % du personnel médical ; 26 % dans l'Instruction publique. — 75.000 communistes inscrits (1952).

L'islamisation commence vers 900, avec la conversion de l'émir [Haïdar] de Bolghâry (près Spassk, rive E. Volga), en relations avec Bagdad ; on a des monnaies de ses successeurs Tâlib (950) et Mou'min (976) : la « Grande Bulgarie » du Volga fut annexée en 1237 par la conquête mongole. Et les Khans tatares de la *Horde d'Or* (*Horde Bleue* du Qyptchâq occidental, ch. l. Saraï, 1224-1359) l'assignèrent en apanage à Toûka Tîmoûr (1266), fils de Djoudji, ancêtre des tzars de Kazan, Kasimov, Crimée ; la tolérance de ces princes, islamisés vers 1320, laissa subsister les évêchés chrétiens (*episcopia* de Saraï, etc.). En 1437, Oulough Mohammad fonde le tzarat de Kazan (Qazân = « marmite » ; ville créée au XIIIe siècle par Batou), conquis par le tsar Ivan IV en 1552. Le tsar tenta de christianiser de force les propriétaires fonciers *(mourza)* ; mais, en dépit des efforts de l'évêque Saint-Gouri († 1555), 3 % à peine obéirent. Et, en 1777, Catherine II reconnut officiellement la persistance de l'Islam à Kazan, en instituant, pour le recrutement de ses *ulémas*, le synode d'Oufa.

Après 1864, Ilminsky et ses disciples reprirent méthodiquement, au moyen d'écoles, le plan de christianisation des Tatares de Kazan ; une réaction scolaire musulmane se produisit (« écoles nationales »), et sur 160.000 « nouveaux baptisés », 50.000 redevinrent musulmans lors de la constitution de 1905.

Les races islamisées sont : *finnois* indigènes *(Tchouvachs*, *Tepters* et *Michars* ex-*Mechtcheriaks)*, convertis au XIe siècle ; et classe dirigeante *tatare*, où se sont fondues les familles de chefs *mongols* immigrés au XIVe siècle.

La langue est le *tatar* de Kazan (alphabet cyrillique), transcrit autrefois (caractères arabes) en notant les voyelles *(a, w, y, h)*, surtout les premières *(osoûl djadîd)*. Le niveau intellectuel, masculin et féminin, est exceptionnel.

656 *médresés* et *mektebs* en 1900. 3.175 écoles primaires (1934), dont 1.606 Tatares ; 529 écoles moyennes, dont 287 Tatares ; 12 écoles supérieures ; 14 institutions de recherches scientifiques ; sur 18.170 étudiants, 6.233 sont tatares. En 1934, il a été publié 8 millions de livres. L'Expédition archéographique de l'Académie des Sciences, a fait l'acquisition de plus de 1.200 manuscrits et 2.000 livres d'anciennes éditions en tatar. En 1946 : Université de Tatarie, à Kazan, avec 6 Facultés et 9 « Instituts » (dont un d'aviation).

Les femmes de Kazan sont à la tête de l'évolution féminine islamique (1 écolière pour 12 femmes tatares, contre 1 pour 55 femmes russes, en 1900). En octobre 1935 le premier Congrès de la « Jeunesse féminine travailleuse » a eu lieu à Kazan. Il a été constaté que 20.000 femmes travaillaient dans l'industrie, et que sur 442 femmes ingénieurs et techniciens, 132 sont tatares. Il y a 3.298 institutrices tatares. Les Turcs de Kazan eurent une action sur la presse ottomane. Leurs journaux étaient fort estimés (*Yoldouz*, etc.). En 1947, l'unique revue littéraire en tatar est condamnée, ses rédacteurs ayant, à tort, exalté le caractère « progressiste » des exploits de leurs ancêtres... contre le peuple russe.

Depuis le début du XVIII[e] siècle, la *Khotba* s'est tacitement faite au nom du calife ottoman, en dépit des perquisitions policières. — Situation 1953 : *Khotba* au nom du « Gouvernement soviétique » ; mosquée cathédrale à Kazan ; cadi *muḥtasib :* Mujâni Qiam ibn 'Abd-ul-Qâdir Qâdirov.

L'ordre des *Naqshabandiya* était assez répandu.

Derdmend Dervich Behâ al Dîn Vaïsov (= ibn Oweïs), l'un d'eux, se disant « 32[e] descendant de celui qui convertit l'émir Haïdar », fonda une « maison de prière », à Kazan en 1862 ; il prêchait le refus de l'impôt, ce qui le fit entrer en relations avec Tolstoï ; son fils 'Inân el Dîn, qui lui succéda en 1893, soutint un procès en 1910.

Agriculture : Sur la rive droite de la Volga, climat modéré, « tchernoziom », forêts (à feuilles) ; sur la rive droite de la Kama : conifères ; sur la rive gauche : steppe-forêts, « tchernoziom » prépondérant. Collectivisation : 77,8 % en 1934 ; 3.303.000 ha. ont été ensemencés ; 2.315 tracteurs.

Industrie : Production passée de 47.700.000 roubles, en 1929, à 119.300.000 en 1934 et 550.000.000 en 1935 ; 46.000 ouvriers en 1934, dont 20.000 Tatares.

Fabriques de machines à écrire, caoutchouc synthétique, laine, cuir. Tourbe, schiste, matériaux de construction. Commerce des fourrures.

PRESSE (1954). — (Kazan) : *Sovet Tatarstany* (organe du P. C.), quotidien (en tatar) ; revues mensuelles en tatar : *Bolshevik Eli ; Azat Khatym (La femme libre) ; Maarif ; Edebiat.*

BIBLIOGRAPHIE. — G. G. Sitnikov, *Matériaux pour l'histoire de la Tatarie* (en russe), Kazan, 1948.

N. I. Vorob'ev, *Les Tatars de Kazan* (en russe), Kazan, 1953.

BACHKIRIE (BASHQORTOSTAN)

Ses limites ont été spécifiées par décret, 14 juin 1920 (*R. M. M.*, LI, 156, 166).

143.500 km² (en 1954), 3.144.713 habitants (1939), dont 25 % de bashqirs musulmans sunnites, de rite *hanéfite* (région Est) et 23 % de Tatars de Kazan (région Ouest). — 43 % de colons russes et ukrainiens et 9 % autres nationalités. — 9.508 communistes inscrits.

Villes : Oufa (245.863 hab. en 1939) ; Sterlitamak, 60.000 ; Zlatooust, 99.200 en 1939 ; ouvriers russes non musulmans de l'armurerie fondée en 1811 et des centres pétroliers (Ichimbaï, 66.000 ouvriers en 1939). — 75.000 communistes inscrits (1952).

L'islamisation s'est faite par les centres de Bolghâry et Kazan ; au XIII[e] siècle, on appelait les Bachkirs « Basdjirt ».

Après 1552, chute de Kazan, les Bachkirs dépendirent du Khanat de Sibir. Mais, dès 1558, les marchands russes de Novgorod (Strogonof) se faisaient concéder la Bachkirie, qu'ils conquirent petit à petit, en construisant des blockhaus, auprès des mines qu'ils découvraient (fer 1627 ; or 1774 ; platine 1824). Il y eut peu de conversions au christianisme, et seuls les colons russes (784.000 en 1897) fréquentèrent les églises (349).

Les *races* islamisées sont : des indigènes *finnois*, turquisés par les Tatares de Kazan : *Bachkirs*, *Tepters* et *Michars* ex-*Mechtcheriaks*.

La langue est le *bashqir* (dictionnaire 1949 ; grammaire en préparation 1954).

Oufa, fondé à la fin du XVI[e] siècle, devint en 1777 le siège du *synode* institué pour le recrutement régulier des ulémas musulmans tatares. Et c'est à Oufa que mourut en 1920 le grand mufti 'Alimdjân Baroûdî, considéré comme l'autorité juridique suprême par tous les Musulmans de Russie.

La province d'Oufa avait, en 1897 : 1.555 mosquées, 4.656 mollas et 6.220 écoles. — Situation 1949-50 : 3.803 écoles élémentaires, 1.181 éc. primaires, 243 éc. secondaires (626.500 élèves), 51 éc. d'usines (7.225 élèves), 241 écoles rurales (6.000 élèves), 49 éc. professionnelles (14.000 étudiants), 12 éc. normales, 7 technicums, 9 facultés et 22 instituts ; 2.616 bibliothèques publiques. Théâtre Bachkir depuis 1919. Opéra bachkir (1938). — Lutte du pouvoir central contre le « nationa-

lisme bashkir » : notamment en 1937 (liquidation du président Tagirov et du premier ministre Bulashev), et en 1945 (blâme du Comité central du P. C. aux historiens Bashkir, incapables de distinguer entre « mouvements populaires » et « agressions féodales »).

Les Bachkirs, éleveurs et agriculteurs, étaient semi-nomades (ceux de la steppe avec les « maisons d'hiver » ; ceux de la montagne, militarisés en corps spéciaux jusqu'en 1874, puis sédentarisés). — 4.000 Kolkhozes (7,5 millions ha.) et 40 sovkhozes (1950).

Industrie : Centre métallurgique et chimique d'Orsk-Khalilovo : cuivre, nickel, fer, acide sulfurique, construction mécanique ; usines métallurgiques à Beloretsk ; filatures à Oufa ; locomotives à moteurs de combustion interne ; raffinerie de pétrole (cracking). L'industrie aurifère se développe (Avzian ; Bouribaï, Baïkara, Abzelil, etc.). Le centre minier de Baïmak (or, argent, plomb, zinc, et cuivre) ne donnera son plein rendement que lorsqu'il sera relié par le rail à Magnitogorsk. Centre pétrolifère à Ichimbaï, « second Bakou ».

Un congrès musulman *panrusse* s'est tenu à Oufa en juin 1923 ; les 280 délégués présents ont posé des principes approuvés par Moscou : élection triennale d'un synode de 5 membres (dont une femme) ; le président ou *moufti* a juridiction sur les deux anciennes zones de *mashyakha* sunnites (Crimée et Orenbourg) ainsi qu'en Uzbekistan (la troisième zone, le Caucase, était *shî'ite*).

Actuellement (1954), Oufa est le siège du Conseil d'Administration de la communauté musulmane (sunnite) de Russie d'Europe et de Sibérie ; son président, le mufti Shâkir ibn Shaykh-ul-islâm Khialeddînov, a succédé au mufti Abdurrahman Rasulev. — Congrès des chefs religieux de la R. S. F. S. R. à Oufa (juin 1954).

PRESSE (1954), en *bashkir*. — *Kyzyl Bashqortostan* (quotidien du P. C.) ; *Edhebi Bashqortostan* (hebdomadaire).

BILIOGRAPHIE. — S. A. Vagapov, *25 années de la R. S. S. A. Bashkire* Oufa, 1944.

Kh. Ya. Takhaev, *Bashkirie*, Moscou, 1950.

RÉPUBLIQUES FÉDÉRÉES
(Ilots musulmans)

Dans les Républiques fédérées d'Ukraine (Tatars d'Ismaïl), de Russie blanche (en 1932, 2.000 Tatars de Minsk et 1.620 de Grodno) et de Moldavie (Tatars du Danube ; Albanais), le nombre des Musulmans est infime.

Dans la R. S. F. S. R. (République Fédérée de *Russie*), on rencontre un centre d'environ 15.000 Musulmans (10.479 en 1861) dans la province de *Riazan* sur l'Oka ; à Kassimov (ex-Gorodetz), concédé en 1446 à Qâsim, fils d'Oulough Mohammad (tsar de Kazan), et à ses partisans : il y fonda le *Khânat de Kassimov* (1446-1678), qui aida les grands princes de Moscou à briser le tsarat indépendant de Kazan : 100.000 Tatars dont 65.000 Musulmans hanéfites

En *Sibérie*, 70 à 80.000 Tatars de Tobol' (40.000 en 1926), Tchoulym, Tyoumen, Baraba, etc., marquent seuls le souvenir de la domination musulmane sur Sibir (Isker) des Khans *sheïbanis* de Tioumen (1226-1659 voir Kazakhstan).

Dans les *Républiques autonomes* : il n'y a pas de Musulmans chez les *Komis*, ex-*Zyrians* (Oust-Sissolsk), *Yakoutes* (Yakoutsk ; leur dialecte est *turc*), *Bouriato-Mongols*, Turcs de l'Altaï ; ni en Sibérie orientale.

En revanche, l'Islam paraît subsister chez les *Mari* (ex-*Tchérémisses*, ch.-l. Yoshkar-Ola : 100.000 sur 300.000 hab.), chez les *Oudmourtes* ex-*Votiaks* (ch.-l. Ijevsk : 50.000 sur 686.049 hab.) et chez les *Tchouvaches* (ch.-l. Tcheboksary : 40.000 sur 758.161 hab. en 1920) ; crypto-musulmans chez les Bessermyanes (10.000 en 1926) : Républiques autonomes. Ilots musulmans dans les régions de Saratov, Oulianovsk, Penza, Zanebov. Colonies tatares à Moscou, Leningrad, Arkhangelsk et Odessa.

Mosquée de Leningrad fermée et désaffectée (1952) ; mosquée de Moscou fréquentée par des vieillards ; *Khotba* et lecture du Coran en arabe, commentaires en *tatar* de Kazan (1952), au témoignage de visiteurs pakistanais

Dans la R. S. S. de Lituanie, aux quelque 2.000 (en 1932) Tatars de Kaunas se sont joints les Tatars de la province polonaise de Wilno (2.747) qui font actuellement partie de la R. S. S. lituanienne. Soit 6.500 Musulmans environ.

BIBLIOGRAPHIE. — *Dawn*, Karachi, numéros des 21-5 et 3-8-1952.

CRIMÉE (QRIM)

Autonome depuis le 13 octobre 1921 : 25.577 km²; 1.126.824 habitants (1939). La majorité rurale était à l'élément musulman *(sunnite, hanéfite)* en dehors des villes où le prolétariat russe domine (66.389 communistes inscrits en 1922), 187.000 Musulmans en avril 1921 (Aristov disait 196.000 en 1896).

Villes: Sébastopol (Akhtiar, 111.946 hab., 1939), Simféropol (Aqmesjed, 142.678 hab., 1939 ; ch.-l.) ; (1924) : Théodosie (Kéfé, 34.358), Eupatoria (Guezlevé, 30.172), Baghtché Seraï, 12.361 ; Karasou bazar, 11.977.

La Crimée, soumise à la domination des *Khazars*, convertis au judaïsme (VIIe-Xe siècle) n'eut, jusqu'au XIVe siècle, que des contacts indirects avec l'Islam. A la conquête mongole (1242), des clans turcs *qyptchâq* et tatares *nogaïs* y pénétrèrent, qui devinrent musulmans au XIVe siècle.

En 1420, les grands Khâns de la Horde d'Or (Horde Bleue) assignèrent la Crimée à Orang Tîmoûr, fils de Touka Tîmoûr (de Bolghâry) et à sa descendance.

De 1420 à 1783, ce fut un État autonome, avec capitale à Staré Krim, près Baghtché Seraï (1501), sous la dynastie des *Ghiraï* ; ces princes, menacés au sud par les Turcs ottomans (prise de Kaffa, 1475), et au nord par les Russes (guerres de 1571, 1683), furent évincés par les Russes en 1770-83. C'est à propos de la cession de la Crimée, que le « pouvoir spirituel » maintenu au sultan ottoman comme Khalife, est spécifié pour la première fois dans un acte diplomatique, sur le conseil du comte de Saint-Priest, ambassadeur de France (traité de Kutchuk-Kaïnardji, 21 juillet 1774, art. 3). La constitution criméenne, votée par le *Kouroultaï* du 24 novembre 1917, a été reconnue par les Soviets le 10 janvier 1922, et un président musulman, M. Seïd Aliev, a été élu.

Les races islamisées sont, au nord des *tatares-mongols*, nomades de la steppe ; au sud des colons *méditerranéens*, mâtinés de sang israélite, grec ou génois ; et quelques *tsiganes*. La langue officielle était, avec le *russe*, le *turc*, très mêlé d'*osmanli* ; le réveil littéraire turc et musulman, propagé dans la presse par un organe de premier plan, le *Tordjomân* de Baghtché Seraï (f. 1883, 5.000 ex.), dirigé par Ismaïl Bey Gasprinsky, et soutenu par des hommes comme Mehdieff, Tchelebieff et Dja'far Seïdamet, y avait acquis une grande influence. L'éducation des femmes était en progrès net. — Il reste 8.234 (1926), puis 650 (1944) *juifs* caraïtes, contre 6.383 juifs (1926) talmudistes (turcophones).

La *Khotba* s'est dite dès le XVIe siècle pour le Khalife ottoman, et la Russie a admis le maintien de ce *statu quo* en 1774 et 1779 (suppr. 1783). — Elle a créé alors le synode d'*ulémas* d'Aqmesjed (Simféropol) pour l'examen canonique des candidats *mollas*.

Président du *Sovnarkom* : Sa'îd 'Aliev (1922) ; Véli Ibrahimov, exécuté en 1928, sur l'accusation d'être un « ennemi de classe » ; en même temps, suppression des deux journaux littéraires en *tatar*.

La République autonome de Crimée a été supprimée et elle est devenue simple région de la R. S. F. S. R. (Russie), le 30 juin 1945 ; la population musulmane, coupable de « collaboration » avec l'envahisseur allemand, a été déportée (en Sibérie, selon A. Werth, *Manchester Guardian*, 8-1-47).

BIBLIOGRAPHIE : Edige Kirimal, *Der national Kampf der Krimtürken*, Emsdetten, 374 p., 1952.

NORD CAUCASE ET DAGHESTAN

A part trois provinces, maintenues sous le contrôle direct de Moscou, le Caucase du Nord qui avait proclamé son indépendance et son unité, le 20 septembre 1917 (Congrès de Vladikavkaz), avait été réparti entre deux Républiques, les *Montagnards* (Gortsy) et le *Daghestan*.

Les « Montagnards » ont été ensuite morcelés entre 5 États soviétiques minuscules, suivant les peuples qui les habitent : puis en 4 Républiques ou régions autonomes :

a) République autonome nord-ossète (1936) : 9.200 km² et 328.885 hab. (1939) ; capitale : Ordjonikidze (ex-Dzaudjikau, ex-Ordjonikidze, ex-Vladikavkaz) : 127.172 hab. (1939) ; 42 % de Musulmans sur 84 % d'Ossètes ;

b) Rép. aut. des Kabarda (1936, amputée, en 1945, des Balkhares au profit de la Géorgie) : 11.300 km² et 359.000 hab. (1939), 60 % Musulmans ; cap. Nalchik ;

c) Région aut. des Adyghé (1922) : 4.400 km² et 254.000 hab. (1939), 48 % Musulmans. Capitale : Maykop, 67.302 (1939) ;

d) Rég. aut. des Tchérkesses (1928) : 4.000 km² et 97.000 hab. (1939), 87 % Musulmans. Capitale : Tcherkessk.

Par décret du 25 juin 1946, outre l'amputation des Balkhares, a été décidée, pour « collaboration » avec l'envahisseur allemand, la suppression de la Rép. aut. tchétechéno-ingouche (650.000 hab., cap. Grosniy, 172.468 hab. en 1939), partagée entre la R. S. F. S. R. (Russie) et la Géorgie ; et de la rég. aut. des Karatchay. Les populations de ces territoires auraient été déportées en Sibérie.

Le *Daghestan*, rép. aut. (1921), a 38.000 km² et 931.000 hab. (1939), dont 64,5 % de Musulmans. Villes : Makhachkala (Makhtchak Kalé, ex-Petrovsk) : 86.847 hab. (1939), la capitale ; Buynaksk (ex-Témir Khan Choura), siège du Conseil d'Admin. de la Communauté sunnite pour le Daghestan et le Caucase Nord ; Derbent. Population urbaine : 25 % ; prolétariat ouvrier : 10 % (1950).

Tous ces territoires dépendent directement de la R. S. F. S.R. (Russie).

Le total général fait environ 1.500.000 Musulmans.

Ce chiffre n'atteint pas aux 4 millions prévus par l'Union Nord-Caucasienne en 1917 (même si l'on tient compte d'un million de colons européens, russes surtout, et d'un million de Tatares et Nogaïs, dans la zone et les enclaves directement administrées par Moscou).

L'islamisation de la Ciscaucasie a commencé au sud-est ; par le défilé de Derbend

(« Bâb al Abwâb », est du mur de Khosroû), et le Daghestan ; dès l'an 1000, la conversion des *Awares* était entamée par le cheïkh shafi'ite Abou Maslama, dont la tombe est à Khounzaq (identifié plus tard avec l'émir Abou Moslim) ; puis ce furent les *Koumyks* (XIVe s.), les *Darghines* (fin XVe s., *Ashkoudja*) ; et les dernières traces juives (*Dagh Tchoufout*, convertis par les Khazars ?) et chrétiennes (*Alains* s'effacèrent ; mais les *Yenghil* ne se sont convertis qu'au XIXe siècle. Du XVIe siècle au XIXe siècle, les princes locaux (*Shamkhal* de Ghazi Ghomouq (Koumyk), *Ousmi* de Qaytaq, *Ma'soum* de Tabasaran) se débattirent entre Perse, Turquie et Russie ; la Russie l'emporta (1785).

Dès 1830, l'ordre des *Naqshabandiya* organisa son mouvement de rénovation islamique ; et ce fut l'insurrection contre les Russes de Shâmil (Chamyl, 1834-59 ; † 1871 près Médine), prince de Gounib en pays Aware (bloc sunnite-shî'ite).

Au nord-ouest, l'islamisation, entreprise par les Khans de Crimée, puis par les pachas turcs d'Anapa (Kouban, 1781-1826), a pénétré chez les Circassiens par la Kabardie, au XVIIIe siècle. Elle est encore faible ; les Circassiens (Tcherkesses) adorent encore les forces de la nature (dieux de la pluie, chasse, foudre, etc.) et leur système féodal (combattu par les Ottomans au début du XIXe siècle chez les *Notkuadj, Shapsoug, Abadzekh*) établit des castes *(pshè, uorkhh, tlokotl, pshitl)*. Ils se disent musulmans sunnites *hanéfites*.

Au nord-est, l'islamisation fut l'œuvre des Khans de la *Horde d'Or* (*Horde Bleue* de Saraï, ou Qyptchaq occidental, islamisée dès Baraka Khan 1256-67), dynastie de Batou (1224-1359) et dynastie d'*Orda* (1378-1502) venue du Qyptchaq oriental ; et des Khans d'Astrakan (1466, Haddj Tarkhan ; à 1554).

On y trouve encore de nombreux Musulmans immigrés, de race finnoise (*Balkhares* de Bolghâry), ou turque (*Tatares, Kara Nogaïs*, XVIe siècle) et, à côté des *Kalmouks* bouddhistes (déportés en 1946), « troukhmènes » de Stavropol.

La colonisation russe a commencé dès 1320, en Kouban, avec le transfert de *Cosaques* d'Ukraine à Krasnodar ; puis, avec l'installation des *Zaporogues* (1737), qui refoulèrent les Nogaïs, et fortifièrent Stavropol Georgyevsk, Mozdok et Kizljar.

Principales races islamisées (chiffres 1926-1939 arrondis) : 200.000 Turcs (surtout *Koumyks, Nogaïs* et *Troukhmènes*) ; 380.000 Iraniens (*Ossètes* et 25.000 *Tates*) ; 600.000 « Ibéro-Caucasiens » en « 3 nations socialistes » au Daghestan (220.000 *Awares*, 180.000 *Darghines* et 190.000 *Lesghes*) et Tcherkesses (groupe *Abasgo-Adyghè*) du Caucase (270.000). [Pour mémoire : 120.000 Turcs *Balkhares* et *Karatchaïs* et 500.000 Ibéro-Caucasiens *Tchétchéno-Ingouches* déportés en 1946].

Refusant de se soumettre aux Russes, près de 400.000 Circassiens ont passé en Turquie (1864, 1878) ; les sultans en ont formé, çà et là, des colonies militaires (Aziziyé, Qoneïtra de Syrie, 'Ammân, etc.) ; passés à la solde des Anglais en 1920, 5.000 d'entre eux se sont enfuis de Turquie en Grèce (1922). Il y a, actuellement, chez ces Circassiens expatriés, un mouvement national de renaissance linguistique remarquable (voir l'ouvrage de Mohammad 'Alî Pshèhalloq de Qoneïtra : *'îqâz al mo'arrikhîn*, en turc).

Les Musulmans du Nord Caucase sont sunnites (sauf les *Tates*, shî'ites duodécimains au sud de Derbend) de rite *hanéfite* (sauf les *Awares*, qui sont *shâfi'ites*). [*La grande encyclopédie soviétique* (éd. 1950-52) ne parle jamais de la religion des peuples de l'Union ; elle se borne, pour les Musulmans, à la phrase : « Dans le passé, la religion officielle *a été* l'Islam. » Elle ne fait d'exception que pour les *Avares (Avartsy)*, et les *Adyghès* qu'elle reconnaît être « de religion musulmane », mais « *en voie* de disparition » (vol. I, p. 62). L'Islam serait-il donc plus enraciné chez eux qu'ailleurs ?] De 1800 à 1917, leurs *mollas* (et *cadis* de village) étaient désignés par le synode d'*ulémas* d'Orenbourg. Mufti de Buynaksk (1948) : Khizri Qâdi Gebekov (70 ans), puis Muhammad Hadji Qurbânov (1954).

En 1931, l'Islam était très vivace chez les *Tchétchènes* (2.675 mosquées et écoles coraniques ; 1.250 *mollâ* ; tribunaux de *sharî'at* camouflés en « Commissions de Conciliation ») et les *Ingouches* (opposition religieuse aux ouvrages et aux instituteurs « sans-dieu »), devenus, depuis 1948, les seuls responsables de la résistance montagnarde à l'action soviétique au Caucase en 1918-20 (malgré la « gloire immortelle » que leur valait, encore en 1937, l'aide donnée par les Ingouches au héros Serge Ordjonikidzé...).

Les Kabarda ne fournissaient en 1948, que 56 élèves seulement sur les 559 de l'École normale de Nalchik. — Divers instituts d'enseignement supérieur.

Au Daghestan, il y avait (1914), 54 écoles russes seulement, contre 800 écoles coraniques ; en novembre 1920, Staline promet solennellement, au « Congrès des Peuples du Daghestan, le respect de la *sharî'at* » ; en 1921, il y avait encore 30.000 personnages religieux (*mollâ, cadis, sheikhs*, etc.) au Daghestan, et le vieux sheikh Akushinskiy est nommé à l'éphémère *Narkomshariat* (Commissariat du Peuple à la *Sharî'at*) ; en 1925-26, fermeture des écoles coraniques et retrait de leurs fonctions aux *cadis* ; en 1930 encore, la presse soviétique accuse 80 % des communistes (dans certains districts), d'observer les coutumes religieuses ; en 1935, le secrétaire du P. C. du Daghestan, Samurskiy, se réjouit de voir « brisé le pouvoir des prêtres » ; en 1937, exécution de Samurskiy, comme « ennemi du peuple »... Problème linguistique au Daghestan (morcellé en 32 « nationalités ») : pas de langue commune (autrefois *arabe*, puis *turc*) ; les petits peuples utilisent le *russe*, le *turc azeri* et 5 langues « ibéro-caucasiennes » (alphabets cyrilliques, 1938). Aux premiers poètes officiels, encore tout imprégnés de culture *arabe* (comme Tsadasa, ancien *mollâ*, mort en 1951), a succédé le chantre de l'avenir, *Effendi Kapiev*, qui écrit en *russe* et demande à la langue russe de « l'adopter » et de « le bénir » (1947).

Les industries du Nord Caucase sont : *pétrole*, à Groznyi (487 puits) et Maïkop, avec *pipe-line* vers la Caspienne (3 millions de t. par an) ;

gisement à Atchi-Sou (Daghestan) et Ouï-Tach, Izherbach, Kaïa-Kent, le long du littoral de la Caspienne ; *zinc* à Kurdjiort ; *argent, charbon*. Au Daghestan (1950), 100 usines importantes, 872 kolkhozes et 12 sovkhozes. On cultive la *rose* à Kouba. Les tapis *tchétchènes (tze-tze)*, et *daghestanis* (Derbend, Cabistan = Kouba) sont estimés : on les reconnaît à leurs polygones étoilés et à leurs larges bords.

1.685 km. de routes pour autos en 1938 (contre 174 en 1934) dans le Daghestan.

Horticulture, viticulture, élevage, culture du coton. Industrie de la conserve (poissons, fruits).

PRESSE (1954). — Nord-Ossètes : *Rasdzinad* (en ossète ; organe du P. C.) ; Adyghé : 8 quotidiens, dont *Sotsialisticheskaya Adygheiya* (Maykop ; en adyghé ; org. du P. C.) ; Tcherkesses : *Cherkes K'aptsziz* (quotidien ; org. du P. C.). — Daghestan : 5 quotidiens régionaux et 30 quotidiens de district en 9 langues ; 17 quotidiens kabarda.

Cf. K. A. Tchkheïdzé, *Strana Prometheia*, Shangaï (238, av. Albert-Ier) 1932.

APPENDICE

Liste des colonies circassiennes établies en Syrie (1928) :

1 région de *Homs* : Telil, Ainzat, Tell Omeri, Derfour.
2 — d'*Azaz* : Aïn Defné.
3 — d'*Antioche* : Pacha Keuy, Tcherkess Keuy.
4 — de *Membidj et Khanassir*.
3 — de *Ghouta* : Merj Soltân.
6 — du *sud de Damas* (mêlées aux *Turcomans*) : Blei, Bourak, Bouedan.
7 — de *Kuneïtra* : Mogheïr, Daké, Breiké, Fahm ; Ras el Aïn-Safeh (ce sont 500 *Tchétchènes*).

AZERBAÏDJAN

Ce nom, qui désignait en principe la province persane de Tabriz, a été choisi pour désigner, depuis 1918, l'État autonome créé avec les vieux pays d'*Arrân* et *Shirvân*. Cette République d'Azerbaïdjan, soviétisée le 27 avril 1920, comprend les anciens gouvernements russes de Bakou et Gandja (ex. Élisabethpol), avec la République autonome de Nakhitchévan (5.000 km², 138.528 hab. en 1939), la région autonome de *Nagorno-Karabakh*, 4.000 km² et 180.000 hab. (1939), centre : Stepanakert.

85.500 km² (1954), 3.209.730 hab. en 1939, dont 2.270.000 Musulmans, puis des Arméniens (12 %) ; des Géorgiens et des colons russes (10 %) ; les Musulmans comprennent : 1.925.000 *Turcs azéris*, 100.000 *Tates* et 90.000 *Talyches*, des Géorgiens musulmans *(inqiloy)*, etc. — 115.000 communistes inscrits (1952) ; 72 % de Musulmans au Presidium du Congrès du P. C. azéri à Bakou (1951).

Villes principales : Bakou, la capitale : 809.347 hab. en 1939, 1 million (1944), dont 1/3 Azeris, 1/3 Russes et 1/3 Arméniens ; Kirovabad (ex-Gandja, ex-Élisabetpol) : 98.743 hab. (1939). Plus du 1/3 de la population vit dans les villes (1950).

Dès le IXe siècle, l'autorité des Khalifes 'abbâsides s'affirma sur les villes des deux principautés d'*Arrân* (Bardhâ'a, Baïlaqân, Djanza = Gandja) et *Shirvân* (Shâmâkka, Bâkoû), de tout temps reliées à la Perse. La population, de race iranienne, mi-chrétienne, mi-mazdéenne, ne fut complètement islamisée qu'au XIIIe siècle. Elle vit naître alors, après une série d'écrivains en arabe, deux grands poètes musulmans de langue persane (Khâqânî de Shirvân, et Nizâmi de Gandja, — revendiqué aujourd'hui, par Staline lui-même (*Pravda* du 3-4-1939) comme « le grand poète de notre peuple frère d'Ajerbaïdjan », qui n'écrivit en persan (et non en *âzeri*) que parce qu'il y fut contraint par le centralisme persan). Avec les invasions de Timour (1390-1400), un nouvel élément ethnique pénétra dans le pays, des clans *turcs* tatares *Qadjar* (anciens *Djélair*), et leur féodalité se répartit la terre en 9 khanats : Gandja, Erivan, Nakhitchévan, Karabagh (ch.-l. Shoûsha), Shéki, Shirvân (ch.-l. Shoûsha), Shéki, Shirvân (ch.-l. Shâmâkha), Talysh, Bakou et Kouba. Tous finirent par être annexés par la Russie ; Djawad Khan, le héros de Gandja, succomba en 1804.

Le régime tsariste favorisait (comparativement) les turcs d'Azerbaydjan : Mirza Dja'far Topchibashev, professeur à l'Université de Saint-Petersbourg ; Kâzem-Bek, académicien ; 8 colonels ou généraux de la famille Bakikhanov ; rôle du général d'artillerie Ali-Agha Shikhlinskiy dans la défense de Port-Arthur (1904-05).

La renaissance nationale des Musulmans turcs d'Azerbaïdjan, due au parti *mosâwât* (Égalité), se marque dès 1905 dans les journaux *Kaspi* et *Atcheq Sez*. Après l'intermède de la diète transcaucasienne (nov. 1917-mai 1918), les chefs turcs azéris, aidés d'abord par une armée ottomane, puis par les Anglais, fondèrent une république musulmane socialiste révolutionnaire anti-bolchéviste, avec Parlement élu au suffrage universel (et vote des femmes) : sur 120 députés (1919), il y avait 84 Musulmans, 21 Arméniens et 11 Russes. Le 27 avril 1920, cette République fut détruite par l'armée soviétique, qui établit la République soviétique d'Azerbaïdjan par traité (30 sept. 1920), en s'appuyant, parmi les Musulmans, contre le parti nationaliste *Mosâwât*, sur le parti communiste *Himmet* (et semi-communiste *'Adâlet*). En septembre 1920, se tint à Bakou un Congrès communiste international (pour l'Orient). Et en 1924, le Congrès musulman de Bakou a défini la « collaboration idéologique » du communisme et de l'Islam.

Quoique le fond de la population soit iranien, la langue est le *turc azéri*, dialecte de la féodalité qâdjâr (*Tates* et *Talyches* sont iranophones ; les *Inqiloy* parlent géorgien). Il y a une littérature turque azéri très digne d'intérêt (drames d'Akhôndzadé † 1878), et l'évolution sociale des Musulmans azéris est aussi avancée que celle des gens de Kazan (société de bienfaisance ismaïlié, 1905, etc.).

En 1950, 369.000 élèves dans 3.475 écoles ; 80 écoles professionnelles et 19 établissements d'enseignement supérieur, dont l'Académie des Sciences et l'Université de Bakou (en 1945, langues étrangères enseignées : turc, persan (500 étudiants), arabe (300 ét.), latin (800 ét.), grec, slavon), 1.491 bibliothèques, 25 théâtres (1939), 200 journaux en 8 langues (1935), 3.020 médecins (1939), 2.102 ingénieurs, dont 200 femmes (1935).

L'alphabet *latin (latindji)*, suivant un système mixte incorporant des lettres russes, était régulièrement employé depuis 1923, dans la presse, pour la transcription de la langue turque. A partir de 1939 alphabet cyrillique obligatoire. Cependant, en 1944, dans les rues de Bakou, subsistent les anciennes plaques en caractères latins et même arabes (Lawrence). Ceux-ci sont réservés aux publications de propagande à l'extérieur (Iran, etc.).

L'Azerbaïdjan est la pierre angulaire de la politique pantouranienne de jonction entre Turcs ottomans et Turkestan. Contre elle, les Soviets firent jouer d'abord l'élément arménien qui est communiste (gauche du parti *Dachnaksoutioun*). Puis ils essayèrent de moderniser la langue turque (alphabet latin), etc., et organisèrent le Congrès de Turkologie de Bakou (1926).

Les Musulmans d'Azerbaïdjan au nombre de 2.270.000, sont surtout shî'ites *imâmites* duodécimains (70 % des Turcs, 90 % des Talyches et une partie des Tates) : leur organisation canonique est un *sheïkh-ul-islamat*. Il y a quelques sunnites *shâfi'ites* en Talysh au sud, et

3.000 shî'ites *ali-ilahis* kurdes en Gandja. Bakou est le siège du *shaykh-ul-islâm* des *shi'îtes*, Alî-Zâdé Akhund-Aghâ, âgé de 82 ans (1954).

Cultures locales (coton au Moughan, 1935, 193.000 ha.; 2e place dans l'U. R. S. S.; vigne, céréales, 4.600 tracteurs, 99 % de collectivisation; cultures subtropicales dans les districts d'Astara et Lonkoran (agrumes, amandiers, pistachiers); pêcheries; élevage : ovins, caprins, bovins, cheptel doublé entre 1933 et 1936; irrigation des steppes de Moughan, Shirvan et Mil), l'Azerbaïdjan possède à Bakou (au nord : Balachany, Romana, Sabountchi; au sud : Bibi Erbat) des puits de pétrole exploités depuis l'époque mazdéenne (pyrées célèbres), et dont l'importance est mondiale : leur *pipe-line* aboutit *via* Tiflis, à Batoum. Production U. R. S. S., 1938 : 29 millions de t., dont 37,5 % à Bakou; 1947 : 26 millions de t.; prévisions des plans : 60 millions (pour toute l'Union). Fer (Dachkesan); cuivre (Kedahek); manganèse; plomb; baryte; alun (Zaglik). Centrale électrique de Bakou (183.000 kWh.).

L'industrie des *tapis* est importante : types *Bakou*, *Soumak* (ou pseudo-Kashmir, de Shamâkha), *Genghis* (de Gandja), *Karabagh* et Shirvan; le marché de cette industrie est en Géorgie, à Tiflis. — *Soieries* et *cotonnades*.

PRESSE (1952). — Neuf journaux et 19 revues identifiés. Quotidiens de Bakou, organes du P. C. (date de fondation) : *Bakinskiy Rabochiy*, en russe (1906); *Kommunist*, en azéri (1919) et en arménien (1920).

BIBLIOGRAPHIE. — Ressoulzadé Mehmed Emin, *Azerbaïdjan djémhouriyéti*, Constantinople, impr. Evkâf, 1923.

— Sur l'alphabet latin et le Congrès de Bakou, voir *R. M. M.*, LXIII, 15-126 (Castagné, Aqshèhirli), *R. E. I.*, 1927, 321-353 (Castagné).

Cf. Uzbekistan.

GÉORGIE (SAKARTHWELO, GORDJISTAN, GRUZIYA)

La Géorgie, république soviétique (1921) dont la population est en majorité chrétienne, compte 64.300 km², avec 3.542.290 hab., dont environ 400.000 Musulmans (12 %). — Tbilisi : 519.175 hab. (1939). Musulmans (1939) : 188.000 *Turcs azéris*, 75.000 *Ossètes* (50 %), 70.000 *Adjars*, 30.000 *Abkhazes*, 25.000 *Tcherkesses* et 10.000 divers.

Trois districts à forte population musulmane sont devenus des unités soviétiques autonomes (1921-22) :

a) *Abkhazie*, 9.000 km², 303.147 hab. (1939) avec environ 25.000 tcherkesses musulmans et 60.000 (en 1939) *Abkhazes*, dont 50 % orthodoxes et 50 % sunnites *hanéfites*; ch.-l. : Sukhumi = Soukhoum-Kalé.

b) *Ossétie du Sud*, 3.900 km², 111.501 hab. (1939); les *Ossètes* (150.000 en Géorgie, dont 50 % musulmans) descendent des *Alains (As)* du Moyen Age. Capitale : Staliniri (Tskhinvali).

c) *Adjarie* (3.000 km²), peuplée d'environ 80.000 Musulmans (dont 70.000 *Adjars*) (179.946 hab., 1939); ch.-l. Batoum (Batumi) : 70.807 (1939), port important, au terminus de la *pipe-line* des pétroles de Bakou.

La Géorgie (*Gruziya* en russe) proprement dit a pour chef-lieu Tiflis (aujourd'hui : Tbilisi). Ses provinces historiques sont : *Meskhie, Mingrélie, Gourie, Svanéthie, Iméréthie, Karthlie, Pshawie* et *Khewsurie, Thouschéthie, Kakhéthie.* Toutes ont pour langage le *karthwel*, sauf dans les cercles d'Akhaltsikh et d'Akhalkhalakhi, où l'on parle le *turc azéri*, depuis le XVIIIe siècle; les *Ossètes* sont iranophones, les *Adjars* parlent *karthwel*, les *Abkhazes* et les Tcherkesses parlent *adyghé* (Abkhazes : alphabet cyrillique en 1862, géorgien en 1938; lutte nationaliste contre la « géorgianisation », crise de 1951-53). Le district de Zakataly (au nord-est), peuplé d'*Endjiloï (Inqiloy)*, Musulmans parlant le *karthwel*, a été cédé à l'Azerbaïdjan (1920).

Les Géorgiens, Circassiens chrétiens, ont énergiquement lutté contre les invasions musulmanes, *seldjoûqides* (1100; chassés en 1212), et *timourides* (1387-1403); mais à partir de 1620, le roi de Karthlie et Kakhéthie dut s'avouer vassal de la Perse et il y eut des conversions. Puis la Turquie, qui avait islamisé le pays des *Lazes* au XVIe siècle, conquit petit à petit l'*Adjarie* à l'Islam après 1630. Batoum appartint aux Ottomans jusqu'en 1878; ils la reprirent en avril-novembre 1918; le parti conservateur national turc dit *Sedaï Millet* qui gouverna l'Adjarie jusqu'en 1921 fut renversé par les Soviets, et les terres féodales et *waqf* confisquées.

Les Musulmans de Géorgie sont sunnites *hanéfites*, sauf 5.000 shi'ites *ali-ilahis* (Karapapakhs) et la majorité des 188.000 Turcs *azéris* (shi'ites duodécimains). A Tbilisi (1926), 21.000 Juifs et 2.000 *Yézidis*.

Agriculture : 99,5 % de collectivisation en 1946. Superficie cultivée : plus de 1 million d'ha. (1946). Cultures subtropicales dans la plaine de Colchide, de Sotchi, à Batoum (thé, agrumes, bambou, vignes) ; tabac (Abkhazie) ; 2.000 tracteurs, 60 M. T. S. (stations mécaniques), 78 sovkhoz (1946).

Industrie : Les plus riches gisements de manganèse du monde ; charbon, pétrole, eaux minérales de Borjom et Iskhaltouko ; houille blanche (Koura, Rion, Adjario, Iskhali, Khromi, etc.) ; 2 à 4 millions d'ha. de forêts ; industries : textile, alimentaire. Les raffineries de Batoum traitent annuellement 3 millions de pouds de brut.

Écoles : 745.000 élèves dans 4.777 écoles primaires (1949) ; 40 théâtres. Dans l'Adjaristan : 293 écoles primaires ; 44 écoles secondaires incomplètes et 6 complètes ; 12 écoles techniques et une école normale. En tout 35.000 élèves en 1935 ; 8 clubs et 40 « izbas de lecture ».

La frontière avec la Turquie a été réglée par le traité de Kars, 13 octobre 1921.

PRESSE musulmane. — *Eni Kuvvet* de Tbilisi (quot. en turc azéri) ; 10 quot. *Abkhaz*, dont *Sabchota Abkhazeti* (org. du P. C.) ; 6 quot. *Adjar*, dont *Sabchota Adjara* (quot. ; org. du P. C.).

ARMÉNIE (HAYASTAN)

(Minorité musulmane)

La République soviétique d'Arménie (1920) forme un étroit couloir parallèle au haut Araxe, allant d'Etchmiadzin et Ani, par Érivan (ch.-l.) jusqu'au territoire de Nakhitchévan, qui lui a été enlevé après 1921, et confié à l'Azerbaïdjan.

29.900 km², avec 1.281.600 habitants en 1939. Il y en avait 876.557 en 1926 dont 150.000 colons *russes* (hétérodoxes : *Molokanes*, 20.000 *Nestoriens* en 1939, etc.). Ajouter 250.000 réfugiés arméniens venant soit de Turquie en 1917, soit d'ailleurs, avec l'appui du gouvernement soviétique, depuis 1924. — Capitale : Erevan, 200.000 hab. (1939). Autre grande ville : Leninakan. Densité : 47 au km² (1947).

L'inimitié séculaire entre Géorgiens et Arméniens ne leur a jamais permis d'opposer un front chrétien unique à l'Islam.

On sait que l'Arménie revendique d'importantes minorités ethniques par delà sa frontière, dans les États voisins : *Akhalkhalaki* (Géorgie : 400.000), *Karabagh* et *Zangazour* (Azerbaïdjan : 350.000), *Kars, Van* et *Bitlis* (Turquie). Les Arméniens de *Cilicie* (Zeïtoun et Hadjin) ont été décimés et dispersés (1921). Il y avait, en 1939, d'importantes colonies arméniennes en Pologne (Lemberg, Kamenetz-Podolsk), en Bukovine et Transylvanie, en Bessarabie, à Astrakan, à Moscou, à Venise, à Madras, à Tiflis, en Perse (100.000), en Égypte, en Syrie et au Liban (175.000), en Amérique du Nord (200.000). — Le total de la « diaspora » arménienne s'élevait en 1939 à 1.620.000, dont 870.000 en U. R. S. S. (en dehors de la République d'Arménie). 50.000 à 100.000 émigrés dont 20.000 « Iraniens » sont rentrés (1948). — Estim. sov. 1952 : 3.600.000 Arméniens, dont 1.200.000 *diaspora* et 2.400.000 en U. R. S. S. (dont 1.067.000 en R. S. S. d'Arménie).

La race arménienne s'est montrée particulièrement réfractaire à l'islamisation, et son martyrologe est considérable, depuis Vaghtan de Koghthen († 717) jusqu'aux 1.500.000 victimes massacrées en 1914-18. Il restait encore, en 1929, 281.000 Arméniens en territoire *turc* (149.000 à Constantinople, 15.000 Cilicie, 35.000 Kharpout, 20.000 Trébizonde, 13.000 Bitlis). Au recensement de 1945, il n'y avait plus que 56.179 Arméniens en Turquie (surtout à Istanbul).

Les *Shâh Arman* musulmans du moyen âge, Soqmânides (1100-1185) et Ayyoûbites (1207-1244) de Khilât n'avaient rien d'arménien. Les seuls Arméniens

musulmans qu'on connaisse sont ceux d'Artwin au sud de Batoum (cédé à la Turquie en 1921) ; avec ceux de Tokat, Sivas, Trébizonde (*Hamshen*, *Oudi*, mus. depuis 1750), Malatia, et du Dersim (quelques crypto-chrétiens).

En Arménie soviétique, il y a bien une forte minorité musulmane (moins de 200.000 en 1939) : 130.000 *Turcs azéris*, surtout *shi'ites* duodécimains ; la plupart des 45.000 *Kurdes* d'U. R. S. S., surtout sunnites *shâfi'ites*, avec quelques shi'ites *ali-ilahi* ; quelques *turkmènes* et *kazakhs* et 12.000 *yézidis* kurdophones (au mont Alagöz).

Les *Kirghiz* immigrés au bord du lac Gôktcha à l'ouest d'Erivan, tissent des tapis dits *Kazak*.

Cette poignée de Kurdes d'Arménie soviétique est utilisée pour la propagande auprès des autres Kurdes de l'Orient. La radio (émissions en kurde de Bakou, d'Érivan, de Nakhitchevan) et les tracts et brochures (200 ont été publiés en kurde, en 1949), vantent la situation favorisée des Kurdes d'Arménie, notamment dans le domaine politique et culturel : déjà, en 1932-33, il y avait 40 écoles kurdes, avec 71 professeurs et 1.936 élèves ; Érivan avait une école normale et un théâtre kurdes ; depuis, de 1946 à 1950, il y a eu un député kurde (Samand Alievitch -Syabandov) au Soviet suprême de l'U. R. S. S., et une femme kurde, Nure Pulatova est devenue docteur en philologie de l'Université de Leningrad (1948).

BIBLIOGRAPHIE. — Macler, ap. *R. M. M.*, XXIV, 168 sq. ; Adjarian, Carte des dialectes arméniens (*Hautes Études*, t. 173), 1909.

Simon Vratzian, *Armenia and the Armenian question*, Boston, 1943. *Ogonyok*, n° 32, août 1948.

Sur la presse arménienne dans le monde, voir P. Bazantay, *Probl. enseignement dans le sandjak d'Alexandrette*, Paris, 1934.

Presse musulmane dans la R. S. S. d'Arménie (hebdomadaires, 1954) : *Sovetan Ermenistan*, Erevan, en turc azéri ; *Reya Taze*, Erevan, en Kurde.

KAZAKHSTAN (ANCIEN KIRGHIZISTAN)

Il a été formé depuis 1920 et transformé en 1936 et comprend les 16 régions suivantes : Akmolinsk, Aktyubinsk, Alma-Ata, Kazak. orient., Djambul, Kazak. occid., Karaganda, Kzyl-Orda, Kokchetav, Kustanay, Pavlodar, Kazak. Nord, Semipalatinsk, Taldy-Kurgan, Kazak. Sud.

2.753.800 km² (1954), steppes basses (sauf à l'est et un peu au centre). 6.145.937 hab. (1937), dont (1939) 3 millions de *Kazakhs*, 1 million d'*Uzbeks*, *Uyghurs* (70.000 dans le Sémirétchié, en 1926), *doungames* (Djamboul et vallée d'Ili), *Coréens* et *Karakalpak*. — 50 % de Musulmans (sunnites hanéfites). Russes et Ukrainiens surtout citadins.

De 1926 à 1939, déficit de 1 million 1/2 d'hab., dû à la période de « dénomadisation » (Lorrimer), compensé par l'immigration russe. Peuplement rural en baisse de 30 %. Ouvriers et employés : 20.000 en 1920, 820.000 en 1941.

En 1941, 126.000 membres et candidats communistes, plus 355.000 Komsomol et candidats (483.000 en 1953, avec 800.000 « Pionniers ») ; 231.000 membres et candidats du P. C. en 1952, soit la moitié de l'effectif total pour les 5 Républiques d'Asie Centrale. Mais prédominance des *non*-musulmans (61 à 71 %) aux Congrès du P. C. Kazakh (1951-53).

Capitale : Alma-Ata (230.528 hab. en 1939) ; villes (1939) : Karaganda (165.937), Semipalatinsk (109.779), Petropavlovsk (91.678), Chimkent, Uralsk, Djambul (Aulie Ata), Qzyl Orda (ex-Aq-Metchet, ex-Perovsk).

Après l'invasion mongole, le Qyptchâq oriental (ouest du Kazakstan actuel) revint à la *Horde Blanche* (1226-1428 ; descendants d'Orda ; islamisés en 1330), tandis que l'est et le nord du pays étaient le lot des descendants de Sheïbani, autre fils de Djoudji, qui régnèrent sur la steppe, comme Khans de Tioumen (1226-1659), de l'Oural au Tchou et à la Sibérie ; ils sont plus connus sous le nom d'*Uzbeg*, qu'ils prirent du 8e Khan de la Horde d'Or, Uzbeg (1312-40) ; deux clans Uzbeg, poussant vers le sud, s'emparèrent au XVIe siècle de Bokhâra et de Khiva

Les clans nomades *Kirghiz*, encore demi-païens en 1455, lorsqu'ils se séparèrent des Uzbeg, n'abandonnèrent le *shamanisme* qu'à la chute de l'hégémonie dzoungare des Eleuthes bouddhistes, en 1756 ; grâce aux efforts de mollas tatares venus de Kazan, souvent comme émissaires politiques de la Russie ; qui contribua à islamiser les *Kirghiz* en bâtissant leurs premières mosquées.

En fait, les clans *Kirghiz* ou mieux *Kazakh*, soviétisés en apparence, conservaient encore, avec leurs *tamgas* (blasons), leur classement du XVIIIe siècle :

a) *Grande horde (Oulough-youz)*, sur le Tchou (20 clans : *Doulat, Kankli, Koungrad...*) ; b) *Petite horde (Kitchi-youz)*, entre Caspienne, Oural et Aral (18 clans,

dont *Altchine* ; et horde de *Boukeï*, scindée en 1771). c) *Horde moyenne (orta-youz)* dans le nord (35 clans : *Qyptchâq, Arghyn, Naïman...*) ; d) *Karakhitaï*, en Sémiretchié.

La langue nationale est le *turc kazakh* (décret du 24 mars 1921), dont les chants populaires, condamnés comme « réactionnaires » (1952), glorifient les dogmes islamiques. Alphabet cyrillique depuis 1939.

A l'occasion de son récent passage à Alma-Ata (juin 1952), un médecin du Pakistan a observé : pas une seule *mosquée* visible ; *islam* apparemment moribond ; 70 % de *Russes* chez les étudiants et les « responsables » (ce sont les mieux nourris et les mieux vêtus) ; à la Faculté de Médecine, 70 % des étudiants et des médecins sont des *femmes*. (Ref. *Dawn*, Karachi, 3-8-1952.). — Pourtant l'islam survit chez les *doungan*es et les *ouïghours* (1953) ; pèlerinages locaux dans la région de Pavlodar (1952) ; port du voile des femmes (1952-53). — A Alma-Ata, filiale Kazakh de la Direction spirituelle des Musulmans d'Asie Centrale, présidée par *l'imâm Khâtib* Sagdivakas Ghilâmov (1953).

PRESSE (1953). — 268 périodiques, dont 117 en kazakh. — Alma-Ata : *Kazakhstanskaya Pravda* (en russe) et *Sotsialistik Kazakhstan* (en kazakh), organes du P. C. ; à signaler *Leninkchi* (en *coréen*), pour les immigrés coréens.

Le mouvement nationaliste kirghiz, né du réveil national provoqué par le journal *Kazakh* après 1905, aboutit, après l'essai de l'*Alach Horda* (1917-18), et la guerre civile entre clans *Qyptchâq* et *Arghyn*, à la proclamation d'une République soviétique (5 septembre 1920), dirigée par un *Kirtsik* (comité exécutif). — Fort mouvement nationaliste anti-russe dans les milieux universitaires Kazakhs (1950-53) ; d'où épurations massives de l'Académie (1950-53) et des écrivains « xénophobes et bourgeois » kazakhs (1952).

Kalym, polygamie, amengerstvo interdits (constitution de 1936), mais persistants (presse 1954).

Essor culturel (chiffres officiels pour 1939) : 819.173 élèves dans les écoles (en 1950 : 1.200.000 dans 8.697 écoles) ; 86 % de littéracés ; 2.581 librairies publiques ; 35 théâtres ; 900 cinémas (1936). En 1936 : 342 journaux, 415 livres (tirés à 5.300.000 exemplaires), publiés en langue kazakh ; 2.575 médecins (1939). Université à Alma-Ata, avec 5 Facultés et 11 instituts (dont un de Langues et un de Cinéma) ; Académie des Sciences kazakhe.

La presse locale signale, depuis 1945, une certaine « désertion scolaire » chez les filles kazakh (en 1952 : 50 % dans les écoles primaires et 5 % dans les écoles secondaires).

PRODUCTION AGRICOLE. — *Élevage :* De 1928 à 1933, crise terrible due à la collectivisation et à la dénomadisation brutales : pertes du cheptel atteignant 73 à 87 % des effectifs. Redressement en 1941 : 16 millions de têtes de bétail, grâce à des concessions : reconstitution de troupeaux nomades (1942), autorisation rendue à la propriété privée

(1943), rétablissement des anciens pâturages (1944). Mais 13 millions et demi de têtes en 1945. Prévisions pour 1950 : 25 millions de têtes au total (contre 36 millions en 1929) dont près des 4/5 pour les kolkhoz (plan non exécuté, 1952).

Céréales : Plus de 6,8 millions d'ha. cultivés ; 35.000 tracteurs et 10.500 moissonneuses (1940).

PRODUCTION INDUSTRIELLE. — *Houille :* 4 à 6 millions de t. en 1938 ; réserves évaluées à 20 milliards de t. (1946) ; 16 millions de t. (plan 1950).

Pétrole (à Emba) : 1 million de t. (plan 1950).

Minerais : Le Kazakhstan produit 72 % du plomb de l'U. R. S. S. (1937) et 33 % du cuivre de l'Union (1943) ; le zinc représente 50 % des ressources de l'U. R. S. S. ; autres minerais : cadmium, fer, mobybdène, or, platine etc.

Manufactures : Centres industriels à Aktyubinsk, Semipalatinsk, Karaganda, Tchimkent, Alma-Ata, Akmolinsk, Leninogorsk, Oust'-Kamenogorsk.

COMMUNICATIONS. — *Voies ferrées* (Turk-Sib, d'Arys à Semipalatinsk) ; nouvelles lignes (1951) : Moynty-Tchou (443 km.) ; Akmolinsk-Pavlodar (445 km.) ; Semipalatinsk-Kulunda.

Routes : 1.330 km. construits pendant l'année 1940.

Air : Services réguliers d'Alma-Ata à Semipalatinsk, Moscou, Sverdlovsk, Frunzé, Tashkent, Kuybishev, Kazan, Caucase et Crimée (1951).

BIBLIOGRAPHIE. — P. George, *Géographie de l'U. R. S. S.*, 1947.

F. Lorrimer (1946) ; Barnes (1944).

J. Lawrence, *En Russie*, trad., Paris, 1948.

Encyclopédie Agostini-Novare (1948).

Documentation française, 24-2 et 8-12-1948, n[os] 1770 et 1771 du 20-8-1953.

Times du 25-2-1953.

Grande Encyclopédie soviétique, vol. 19, Moscou, 1953.

D[r] Riaz Ali Shâh, A doctor looks at the Soviet Union, *Dawn*, Karachi, 3-8-1952.

Jana Ittifaq, *Journal des réfugiés Kazakh à Munich* (Karis Kan'at bey, 1949).

TURKMÉNISTAN

La République soviétique de Turkménistan a été constituée le 27-10-1924, en amalgamant l'ancienne province transcaspienne (diminuée du Manghichlak, annexé au Kazakistan) avec un district du Kharezm (Tachaouz) et deux districts de Bokhâra (Tchardjow et Kerki).

484.800 km² (1954), 1.253.985 hab. (1939), 80 % de Musulmans sunnites (de rite hanéfite) ; sauf quelques Bahâîs à Ashkhabad, et quelques shi'ites immigrés Iraniens.

Villes : Capitale Ashkhabad ('Ashqâbâd), ex-Poltoratsk : 126.580 hab. (1939) ; Tchardjou : 54.739 (1939) ; Mary (ex-Merv) : 30.600 (1933) ; Krasnovodsk : 29.600 (1933) ; Tashauz. — Population 1/3 urbaine, 25 % d'ouvriers (1939).

Marche frontière entre Iran et Touran, l'antique Margiane est peuplée en immense majorité (1948) de *Turkmènes*, 70 % *(Tekkés : Akhal, Göklanes* et *Iomoudes*, dans le nord, *Salyrs* à *Sarakhs)* ; il y a tout au plus 10 % d'*Uzbeks*, des *Kazakhs*, *Karakalpaks* et des *Kurdes*, et quelques colons : russes (18 %), persans (39.000 en 1939 : Balouch, Djamshid, Berberi), Juifs « boukhariotes » (Mary, Ashkhabad et Tchardjou), Arméniens dans les villes. — Pays en majorité désertique (80 % : désert de *Kara Kum*, « sables noirs ») ; jadis, genre de vie traditionnel nomade. Collectivisation et dénomadisation. — P. C. turkmène à majorité russe (59 % au Congrès de 1951) ; mais 49 élus musulmans (sur 87) au Comité central (février 1954). 100.000 Komsomols (1954). — Survivances « féodales » (polygamie, femmes claustrées...) dénoncées en 1950-51. — Filiale turkmène de la Direction spirituelle des Musulmans d'Asie centrale, présidée par l'*imâm khatib* 'Abd-er-Raḥmân Sharîpov (1953). La R. S. S. turkmène semble (à travers la presse soviétique) plus désislamisée que ses voisines (1954).

ESSOR CULTUREL. — 67 % de « lettrés » en 1939 ; 76 % en 1940 ; la totalité de la population savait lire et écrire en 1941 (Barnes) ; en 1939, 1/6 de la population allait à l'école ; plus de 1.000 écoles prévues pour 1950 avec 200.000 élèves. Académie des Sciences (1951), Université d'État(1950) et 7 « instituts » à Ashkhabad ; 572 bibliothèques (1945) ; 251 livres tirés à plus de 2 millions d'exemplaires (1936) ; 60 journaux en turkmène (1936), dont (1952) les quotidiens du P. C. : *Turmenskaya*

iskra (en russe) et *Sovet Turkmenistany* (en turkmène). Dix théâtres (1939) et 218 cinémas (1936). « Désertion scolaire » des filles signalée par la presse (1952). En 1946-48, des « falsifications historiques » (*pro*-iraniennes) entraînent une crise violente des éditions d'État *Turkmengosizdat*. Épopée nationale *(Qorqut Ata)* condamnée (1952).

SANTÉ ET HYGIÈNE PUBLIQUES. — 891 médecins (1939) ; en 1937 : un lit d'hôpital pour 191 hab. (Londres : 1/145) ; le nombre de lits dans les maternités (325) serait proportionnellement supérieur au chiffre de Londres.

ÉLEVAGE. — Deux millions de têtes en 1938 (à doubler en 1950) ; chevaux réputés ; moutons Karakul à l'est, moutons à queue graisseuse *(kurdyuk)* à l'ouest.

AGRICULTURE. — 353.000 ha. (1945) : céréales et surtout coton (110.000 ha. en 1945) ; grand projet d'irrigation du désert (280.000 ha.), en détournant les eaux de l'Oxus (Amu-Daryâ) vers la Caspienne, grâce à un canal de 850 km.

INDUSTRIE. — Pétrole : 400.000 t. (1938), à porter à 1 million de t. (1950) ; sels de Glauber du golfe de Kara-Bogaz (Caspienne) : les dépôts, les premiers du monde, ont permis un énorme combinat d'industries chimiques ; le gisement de soufre naturel de Gaurdak sera le plus puissant de l'U. R. S. S. ; grand centre industriel à Ashkhabad : 155.000 ouvriers (1939).

COMMUNICATIONS. — Chemin de fer transcaspien ; piste auto Khorezm-Krasnovodsk ; les lignes aériennes sont les premières de l'U. R. S. S. pour le volume du trafic.

BIBLIOGRAPHIE. — *R. M. M.*, LIX, 191-196 (Castagné) ; cf. XXV, 307-343 (Majerczak).

Cf. Uzbekistan.

UZBÉKISTAN

La République d'Uzbékistan, proclamée en 1924, provient du morcellement des trois anciennes Républiques de *Turkestan* (districts du centre : Tachkent, Kourama, Samarqand), de *Bokhâra* (capitale et districts de l'Est) et du *Kharezm* (Khiva et le Sud). *N. B.* : Sur ces Républiques éphémères (1920-1924), voir l'édition de 1923 de l'*Annuaire*, pp. 251-255.

Elle comprend 405.700 km² (1954), avec 6.282.446 hab. dont 93 % de Musulmans (76 % d'Uzbeks) y compris la République autonome (1932) des *Kara-Kalpak* (« bonnets noirs ») : 159.000 km² et 437.000 hab. (93 % de Musulmans). Elle se subdivise en 9 régions : Ferghana, Andijan, Namangan, Tashkent, Samarkand, Bokhâra, Kashka-Darya, Khorezm et Surkhan-Darya. — Colons russes et ukrainiens ; déportés politiques ; Coréens.

Capitale : Tashkent : 700.000 hab. (1953) ; *villes* principales : Samarkand : 200.000 (1948) ; Bokhâra : 80.000 (1948) ; Kokand : 84.665 (1939) : Andijan, détruite en 1934 par un séisme, avec plus de 80.000 hab. ; Namangan : 77.000 (1939). — Population urbaine 23 % (1939). La proportion des Russes serait passée de 5,6 % (1939) à 20 % (1947). — 133.000 communistes inscrits (1949). P. C. uzbek dominé par les Russes (postes-clés), quoique majorité relative (53 à 57 %) de délégués uzbeks aux Congrès de 1952 et 1954.

L'antique Sogdiane (Soghd, vallée du Zerr-afshân, « qui répand de l'or »), cultivée et civilisée depuis de longs siècles, par la Perse et les Gréco-Bactriens, ancienne vassale de la Chine, dépendait des *Turcs (Ephthalites*, 450-552, puis *Türgesh)* quand l'armée musulmane de Qoteïba y pénétra (706-712).

L'islam eut à y lutter longtemps contre le mazdéisme, le christianisme nestorien, et surtout le *manichéisme* (le pontife suprême des Manichéens transféra son siège de Chaldée à Samarqand à la fin du IXe siècle), qui infiltra dans l'islam diverses hérésies. Après la disparition des « princes » locaux (*Bokhâr Khodât* de Bokhâra, *Ikshid* = *Khshayathiya* de Shâsh (d'où le mot « chéchia » : c'est l'actuel Tachkent), éclipsés par la brillante dynastie des Sâmânides (873-997), ce vieux pays iranien devint la proie d'une série de clans turcs venant du nord pour le piller, et qui, sédentarisés, s'islamisaient bientôt au contact de villes d'Islam comme Samarqand : *Kankli* vassaux des Seldjoûqides, *Oïgour* et *Karakhitaï* (1140) de Kachgarie, *Tékèchs* du Khârizm, mongols *Djagataïdes* (islamisés à partir de Tirmashirîn, 1322-30) allant jusqu'à Kâshgar et à Balkh, turcs *Timourides* (Timour, dit Tamerlan, 1369-1405). Après eux, trois lignées de khans, *Ming* de Khoqand (1597-1876), *Uzbeg* de Bokhâra (Sheïbanides 1500-1599, Djânides et Manqît 1756-1920) et de Khiva (Sheïbanides 1515-1714, Kirghiz 1714-92 et Koungrad 1792-1919) se partagèrent le pays jusqu'à la conquête russe.

Langues officielles : *russe* et *turc (uzbek)*, en caractères cyrilliques (1939).

Les races islamisées sont (1939) : 4.775.000 *Uzbeks* (dont, en 1926, 50.000 *Kourames*, 33.000 *Qyptchaq* du Ferghana et 30.000 « Turcs de Samarkand) ; 185.000 *Karakalpaks* ; 13.000 ouïghours *(Kashgarlyk)* du Ferghana (immigrés en 1830-40) ; quelques milliers d'*irâni (ironi)*, descendants de prisonniers persans (XVIIIe siècle), shi'ites, à Samarkand et Bokhara ; « tâdjik djagatay » iranophones (Sourkhan Darya) ; Dounganes, Kirghiz, Turkmènes, etc. ; 20.000 *Arabes* (prov. de Kashka-Darya et près de Bokhara, venus à l'époque de Timour, selon Krachkovski) parlent deux dialectes arabes (et aussi l'*uzbek* et le *persan*) ; on a abandonné (1941) l'idée d'un « Birobidjan arabe » à usage externe.

La révolution communiste éclata le 1er novembre 1917, à Tâchkent, sous l'impulsion des cheminots russes, et la République fut définitivement organisée du 30 avril 1918 au 13 avril 1921.

Tâchkent, point de jonction des deux voies ferrées venant de Russie, — l'une du nord (à travers la steppe) *via* Perovsk-Turkistân (ex. Yasâ, patrie du poète Yésèwi † 1166), Otrar, le long du Syr Daria (Iaxartes) ; l'autre (transcaspienne), *via* Tchardjouï (pont de l'Amou-Daria) (Oxus), — est un des points d'appui de la politique asiatique bolcheviste ; c'est là qu'ils groupent une « jeunesse communiste », en majorité musulmane), destinée à aller semer l'idée révolutionnaire aux Indes. Mais l'Islam réagit : l'essai avorté de gouvernement nationaliste musulman tenté à Khoqand (nov. 1917, fév. 1918), a été suivi d'une guerre de guérillas incessante *(basmatchis)* ; les écoles laïques sont désertées ; on a dû fixer d'abord au vendredi (puis au dimanche) le jour de repos hebdomadaire prescrit. Le dévoilement des femmes a amené des représailles individuelles atroces (cf. *REI*, 196-226). En 1938, le Président de la République d'Uzbékistan — Fayzulla Khodjaev — et le secrétaire général du P. C. Uzbek — Ekmal Ikramov — ont été exécutés, comme « pantouranistes ». Depuis 1949 (discours au Xe Congrès du P. C. Uzbek à Tashkent (1er mars 1949) du secrétaire général Osmân Yûsupov), la presse dénonce les « survivances de la mentalité religieuse, rétrograde et conservatrice » (port du voile, fêtes religieuses, etc.). — Tendances « nationalistes » opposées au régime (*Pravda Vostoka*, 16-2-1954). — L'Uzbékistan semble (à travers la presse locale, 1954) être le pays (comparativement) le moins désislamisé de l'U. R. S. S.

Les *congrégations (îshân)* étaient, dès 1917, en décadence : en 1895, Lykochin comptait à Tachkent, 19 chefs *naqshabandiya* (« khafiya », c'est-à-dire sans « hadra » publique) ; 13 *qâdiriya*, 13 *soltâniya* et 3 *sohrawardiya* (« djahriya », c'est-à-dire donnant des séances publiques).

Bokhâra fut un centre d'islamisation intense, rayonnant au nord et à l'est, jusqu'en Chine, tant pour la formation pédagogique des *mollas* hanéfites que pour l'affiliation à l'ordre des *Naqshabandiya* (tombe fondateur † 1388). Il y a quelques Imamiya à Bokhâra.

Tous les Musulmans de l'Uzbékistan et de ses dépendances (sauf les shi'ites *ironi*) sont *sunnites* (et de rite hanéfite), Tashkent est le siège du Conseil d'Administration de la communauté sunnite d'Asie centrale ; mufti (1954) : Ishân Baba-Khân

Abdulmadjîd Khân Oghly (92 ans). Un congrès des Musulmans d'Asie Centrale s'est tenu à Tashkent, en décembre 1948 : il a examiné la restauration des monuments religieux, la nomination d'*imâm* et de prédicateurs, et l'institution de nouvelles écoles pour les fonctionnaires religieux ; le fils du mufti, Ziyâ-ul-Dîn, a été élu membre du Conseil d'Administration (il avait conduit les pèlerins à La Mekke en 1946 et avait reçu au Caire, le titre de professeur ès-théologie d'El-Azhar). C'est lui qui est allé au Congrès de Zagorsk (mai 1952). La Direction spirituelle des Musulmans d'Asie Centrale publie un calendrier religieux en uzbek, en caractères *arabes* (1953). — En 1953, 300 mosquées pour l'Asie Centrale et le Kazakhistan, dont 50 à 60 en Uzbékistan (16 à Tashkent) avec 1.500 fidèles âgés, le vendredi (femmes *non* admises) ; *Medrese* Mir-'Arab à Bokhara, avec 100 étudiants.

Il y a 18.700 (en 1926) *Juifs*, venus de Meïmana (Yahoûdiya), près Balkh — et installés à Bokhâra, Aoulié Ata, Khodjand, Tachkent ; la colonie *juive* de Samarqand, fortement influencée par la coutume islamique, a perdu un certain nombre de familles passées à l'islam sous le nom de *Tchela* (études d'Edelmann). — Tsiganes *Maznoug* et *Louli*.

L'ancien système administratif (*beks* de district, *amlakdars* de canton, *aksakal* de commune, *aryq-aksakal* pour les canaux) a été réformé ; le partage des terres a été effectué. Canal du Ferghana (270 km.) achevé en 1939.

Il y avait à Bokhâra une organisation corporative musulmane intéressante d'origine iranienne (*osta* ; *ostakar* = *khalîfa* ; et *nîmkar* = apprenti) ; les 34 corporations bokhariotes ont été regroupées en 1921 en 8 associations professionnelles (27.000 membres, dont 7.000 à Bokhara) : cheminots, métallurgistes, charpentiers, textile, tailleurs, instituteurs, fonctionnaires soviétiques et journaliers : formant ensemble soviet.

Bokhâra est le marché principal des *tapis turkmènes*, dits « Bokhâra » ; reconnaissables à leurs octogones et médaillons ; les types principaux sont *Khiva* (dits « afghans », tissés par les *Kirghiz*), *Besh Shehir* des « 5 villes » à l'ouest de Khiva), *Tekké* (ce sont les fameux *Khatchli*, divisés en croix, qui se vendent aussi à Ashkabad), Yomoud et Merv (simples *ghilim*).

Khiva, ancien marché d'esclaves réputé, est resté le marché de la laine de chameau.

Il y a quelques fabriques de *tapis* (« Samarqand », « Malgaran » à dessins chinois.

ESSOR CULTUREL. — 934.412 élèves dans les écoles (1939) ; 1.300.000 élèves dans 4.500 écoles (1948) ; 67 % de lettrés (1939) ; 3.000 bibliothèques (1948) ; 44 théâtres (1939) ; 564 cinémas (1936). Plus de 10 millions de livres édités en uzbek (1938) ; 188 journaux en uzbek (1952), dont 107 de district et 12 revues. Tirage total (d'après Tubert, 1951, p. 106) : 600.000 exemplaires. Les deux principaux quotidiens (organes du P. C.) sont *Pravda Vostoka* (en russe) et *Qizil Uzbekistân* (en uzbek), le seul dont le tirage officiel soit connu : 115.000 ex. (1952). 36 établissements d'enseignement supérieur (1947) : S. A. G. U. (Université de l'Asie centrale), à Tashkent (1.900 étudiants) et Université d'État uzbek, à Samarkand ; la langue uzbek y est

utilisée comme langue scolaire unique dans 4 de ces établissements, et conjointement au russe dans au moins 5 autres (1945). Académie des Sciences (f. 1943). Mais, en 1940, à la S. A. G. U. 88 % des professeurs et 58 % des étudiants sont *russes*, et, en 1947, 150.000 écoliers ne vont pas à l'école... 2.860 médecins (1939) ; en 1937, un lit d'hôpital pour 262 hab. (Londres : 1/145). Faculté de Médecine de Tashkent (1952) : 2.000 lits, 200 médecins, 500 infirmières ; 60 % des étudiants et majorité des médecins, russes ; 70 % des professeurs et étudiants sont des femmes.

PRODUCTION AGRICOLE. — Trois millions d'ha. (dont 1/3 irrigués) cultivés en 1939 ; 8.452 fermes collectives et 79 fermes d'État (1939) ; 20.000 tracteurs (1939) ; plus de 200.000 ha. de terrains irrigués distribués aux paysans en 1925-26.

Coton : Production 1945 : 1 million de t. de coton brut (soit récolte totale de l'U. R. S. S. en 1944) ; 69 % de la production totale de l'U. R. S. S. en 1950 (plan 1955 : 3 millions de t.).

Soie : 14.800 t. de soie grège en 1950 (moitié de la production de l'U. R. S. S.) ; riz, luzerne, vigne.

Élevage : 4 millions de têtes de bétail (1938) ; 1re place pour les moutons karakul.

INDUSTRIE. — Sources d'énergie : pétrole (Ferghana) et houille (Angren et Surkhan Darya) : production prévue : plus de 1 million de t. respectivement pour 1950 ; la centrale électrique de Farkhad est la 3e de l'U. R. S. S.

Usines : combinats de textiles, aciéries, produits chimiques (Tashkent, Begovat, Tchirtchik).

COMMUNICATIONS. — Routes, voies ferrées (ligne Tchardjou-Kungrad en construction (1951) ; Tashkent aurait le 3e aérodrome de l'Union soviétique.

BIBLIOGRAPHIE. — J. Castagné, ap. *R. M. M.*, LIX, 154-190 ; cf. XXIV, 213 (pour Shoûghnan). — M. Gavrilov, ap. *REI*, 1928, 209-230.

Cf. Kazakhstan.

Qizil Uzbekistân du 28 juin 1949, en uzbek (Tashkent).

L'Ouzbékistan, par E. Tersen, in *Connaissance de l'U. R. S. S.* (France-U. R. S. S., été 1948).

Sovetskiy Uzbekistan, par Kh. Abdullaev, Moscou, 1948.

C. Lamont, *The Peoples of the Soviet Russia*, New York, 1946.

Oriente Moderno, XXIX, 1-3, 1949 et XXXIV, 8-9, 1954.

Presse uzbek.

L'Ouzbékistan, République soviétique, par le général Tubert, Paris, 1951.

Dawn, Karachi, numéros des 17-5 et 28-7-1952.

Documentation française, n° 1202 du 21-9-1949.

Ochanin et Zezenkova, *Problèmes d'Ethnogenèse des peuples d'Asie Centrale* (en russe), Tashkent, 1953.

TADJIKISTAN

Limitée au sud par 2 pays musulmans indépendants : Afghanistan et Pakistan, et par la province chinoise du Sin-Kiang, la République fédérée (R. S. S.) Tadjike formée en 1929, a une superficie de 142.000 km² (1954), y compris la région autonome du *Gorno-Badakhshân* (formée en 1925 ; superficie : 61.000 km²).

Le pays chevauche sur la très haute montagne (Pamir, altitude moyenne : 4 à 6.000 m.) et la plaine torride ; le climat va de l'arctique au sub-tropical ; l'ensemble fait passer le voyageur du Tibet à l'Égypte, par Moscou (Bates, 1942).

POPULATION. — 1.500.000 hab. (1939), ruraux à 83 %, musulmans à 96 % (60 % de Tadjiks et 24 % d'Uzbeks). Les Tadjiks sont Iraniens d'origine et de langue *(tâdjikî)*. Tous sont Sunnites (rite hanéfite ; filiale tâdjik, à Stalinabad, de la Direction spirituelle des Musulmans d'Asie Centrale, présidée, en 1953, par le cadi ʿAbd-er-Rashîd Musabekov), sauf 30.000 Shiʿîtes ismaéliens du Gorno-Badakhshân, qui, au moins jusqu'en 1937, allaient chaque année en caravane, à Bombay, par Peshawer, porter la dîme à l'Aghâ Khân. Aujourd'hui (1952) les liaisons (clandestines) auraient lieu en sens inverse. — 26.000 ouvriers d'usine (1939) ; 12.250 membres et candidats du P. C. (1941) ; 57 % de Musulmans au Congrès du P. C. Tâdjik (1952). — Survivances « féodales » (voile et claustration des femmes, polygamie, unions précoces), dénoncées en 1952 ; déviation « paniraniste » des intellectuels tâdjiks (depuis 1948).

VILLES. — Stalinabad, la capitale (ex-Doshambé) : 82.540 hab. (1939), belle ville, très moderne (1953) ; Leninabad (ex-Khodjent) : 50.900 hab. (1933) ; Khorog, le chef-lieu du Gorno-Badakhshân, est un gros village de 5.000 hab.

INSTRUCTION PUBLIQUE. — 234.490 élèves en 1939 ; 312.000 dans 3.000 écoles en 1947 ; 71,7 % de la population savait lire et écrire en 1939 ; 3 instituts (pédagogique, médical et agronomique) à Stalinabad. Université (f. 1948) avec 5 facultés, dont une de langues orientales (arabe, persan, turc, urdu), avec 900 étudiants (1953) ; 452 bibliothèques (1939) ; 269 livres en Tadjik, tirés à 3 millions d'exemplaires (1936) ;

22 théâtres (1939), 68 cinémas (1936) ; 58 journaux en tâdjik (dont *Badakhshân-i Surkh, Le Badakhshân rouge*). Alphabet cyrillique depuis 1939 ; 592 médecins (1939). Presse (1952) : 86 journaux, tirant à 300.000 ex., dont les quotidiens (org. du P. C.) *Kizil Tâdjikistân* (en uzbek) et *Tâdjikistân-i Surkh* (en tâdjik).

COMMUNICATIONS. — Voies ferrées desservant Stalinabad et Leninabad ; réseau routier : 5.800 km. dont 4.800 pour autos (1934) ; le canal Hissar est navigable ; lignes aériennes (Stalinabad, Termez, Khorog).

AGRICULTURE. — En 1938, le *cheptel* total (surtout moutons et chèvres) atteignait 2.250.000 têtes, soit moins qu'en 1914 (pertes dues à la guerre civile, à la collectivisation, à l'exode en Afghanistan) ; en 1941, la majeure partie des troupeaux étaient encore propriété privée ; 1 million d'ha. cultivés (céréales et coton), en 1942 ; 4.000 tracteurs.

INDUSTRIE. — Le Tadjikistan est la principale source d'énergie électrique d'Asie centrale : 77 centrales (1948) ; houille, pétrole ; filatures (Stalinabad) ; fabriques de chaussures.

BIBLIOGRAPHIE. — Cf. Uzbékistan.

L. Bach, *Orient soviétique*, Paris, 1931.

Shir Ay : Zoloto, Aga-Khân et G. P. U., in *Russkaya Mysl'*, Paris, 9-4-1952.

Tâdjikistân-i Surkh, 27-4-1952.

KIRGHIZIE

La République fédérée (R. S. S.) kirghiz, fondée en 1936, a une superficie de 198.700 km² (1954), avec une population de 1.459.300 hab. (1939), dont 78 % de Musulmans (67 % de Kirghiz et 11 % d'Uzbeks), chiffres de 1939 ; 23 % de colons russes et ukrainiens (Nord et villes ; 73 % du Soviet de Frunze, en 1953).

Les Kirghiz actuels sont les anciens *Kara-Kirghiz* (« Kirghiz noirs » ou « sauvages ») de la Russie tsariste. Langue : turc altay (emprunts au mongol). Musulmans sunnites (rite hanéfite). Races islamisées : *Kirghiz* (survivances animistes) et *Kazakhs, Uzbeks, Tâdjiks, Ouïgours, Dounganes* du Tchou. — Désislamisation avancée, sauf chez les *Uzbeks* (Osh, Djelâlâbâd) et les *Dounganes* (très attachés à l'Islam). — Filiale kirghize, à Frunze, de la Direction spirituelle des Musulmans d'Asie Centrale, présidée par l'*imâm khatib* Nazarbekov (1953). — P. C. Kirghiz (46.000 membres et candidats, dont 9.500 femmes, en 1952), dominé par les Russes, mais 55 % de délégués musulmans au Congrès de mars 1951. — Résistance nationaliste kirghiz à la russification culturelle et politique : campagne de presse pour (Kirghiz) et contre (Russes) la « Légende de Manas » (février à juin 1952). — Pays montagneux (Tian-Chan), émergeant sur les steppes de Sibérie méridionale. Frontière commune avec le Sin-Kiang.

Villes. — Frunze (ex-Pichpek), la capitale ; 92.659 hab. (1939) ; Osh (33.000 hab., 1939) ; Prjevalsk, 21.000 hab.

Enseignement. — 328.700 élèves dans 1.645 écoles (1950) ; 76 % de la population « lettrée » (1939) ; filiale de l'Académie des Sciences, Université (f. 1931) et 3 « instituts » à Frunze ; 349 bibliothèques (1939) ; 164 ouvrages en kirghiz, tirés à 1 million d'exemplaires (1936) ; 53 journaux en kirghiz (1936) ; 19 théâtres (1939) et 211 cinémas (1936) ; 526 médecins (1939). Mais « désertion scolaire » des filles : à Osh (2e ville de la R. S. S.), pas une seule Kirghize n'est diplômée à l'école secondaire (1950) ; durant les onze dernières années (1940-51), l'École Normale n'en a diplômé que 3 ; désertion scolaire des garçons à 25 % au moins (1947).

Presse (1952). — 96 journaux, dont les quotidiens (org. du P. C.) : *Sovetskaya Kirgiziya* (en russe) et *Kyzyl Kyrgyzstan* (en kirghiz).

Agriculture, élevage. — Sédentarisation des nomades achevée en 1939 (dès 1931, 40.000 familles seraient fixées dans des villages spéciaux) ; 12 millions d'ha. de pâturage ; 3 millions de têtes de bétail en 1938, dont 2 millions de moutons et chèvres (1/3 propriété collective). Cultures : 1.225.000 ha. (1942) : céréales, betterave sucrière, etc. Grands travaux d'irrigation : canal Naryn, barrage de la Chu. Exploitation du bois des forêts.

Industrie. — Houille (1.383.000 t. en 1939) ; pétrole, filatures, raffineries, fabriques de lainages (Frunze), de parfums, de champagne (Frunze, 1949-51).

Communications. — Frunze est relié par fer au Turk-Sib, et les bassins houillers aux grandes lignes ; routes pour autos (Frunze-Kashgar au Sin-Kiang).

Bibliographie. — Cf. Uzbékistan.

Europa, the Encyclopedia of Europe, 1946.

P. Rondot, L'expérience soviétique chez les peuples turcs de l'Asie centrale (*L'Afrique et l'Asie*, 4, 1948).

Presse soviétique.

MONGOLIE EXTÉRIEURE

La Mongolie septentrionale ou extérieure, disputée par la Russie à la Chine depuis 1912, autonome en 1919 (sous la domination du « bouddha vivant » d'Ourga *Koutouktou*, établi là depuis 1664), prise de février à septembre 1921 pour base d'opérations antibolchevistes par Ungern von Sternberg, est, depuis 1921, une République populaire indépendante alliée à l'U. R. S. S. Nouvelle Constitution du 30 juin 1940 ; indépendance reconnue par la Chine en 1945 ; traité soviéto-mongol du 27 février 1946 ; accord de Pékin (4-10-52) économique et culturel avec la Chine populaire (qui n'avait de relation diplomatique avec la Mongolie extérieure que depuis août 1950). Sa capitale est à Ulân Bâtar Khoto (« la ville du héros rouge »), ex-Ourga (Da-Kouren) : 100.000 hab. (estim. 1950), avec deux centre secondaires : Kobdo et Ouliasoutaï.

1.544.500 km² à 1.621.201 km² (suivant estimations) ; 767.500 hab. au recensement de 1930 ; évaluation 1940 : 900.000 hab., dont 90.000 Russes et 7.000 Chinois, le reste Mongols, en majorité bouddhistes. Il n'y a que 20.000 Musulmans : quelques caravaniers *Karakirghiz* de Kouldja et Ouroumtsi, — et des *Kalmouks Torgouts* revenus en 1770 d'Astrakan où ils avaient immigré en 1630. Au Moyen Age, un noyau de Musulmans persans s'était constitué dans un quartier de Karakoroum, capitale de Tchinguizkhan.

Pelliot a relevé une mosquée en ruines, bien conservée, à Karakhoto (Edzin Gôl).

Éducation (1950). — Quatre cent douze écoles et 17 « instituts ». Alphabet cyrillique depuis 1946.

Pays en majorité désertique (Gobi) ; steppes à moutons surtout.

Ressources : élevage (cheptel de plus de 20 millions de têtes en 1941).

Mise en valeur : Commerce monopolisé par l'U. R. S. S. (« Sovmontorg ») ; combinat industriel à Ulân Bâtar (2.000 ouvriers russes) ; exploitation des mines de houille d'Altan Bulaz (« la source d'A. »), à la frontière soviétique.

Communications. — Routes Sibérie-Ulân Bâtor (société automobile « Mongoltrans ») ; la voie ferrée Ulân Bâtor-Ulân Ude serait en fonctionnement ; service aérien régulier entre ces deux villes.

Bibliographie. — *Outer Mongolia and its international position*, par G. M. Friters, Baltimore, 1949.

Institut géographique de Agostino-Novare (1948).

« The linguistic structure of Mongolian Placenames », par G. L. Trager et J. G. Hutziger (*Journ. Amer. Or. Soc.*, 67, 3, 1947).

Murzaev, Isapkin, *Mongolskaya Narodnaya Respublika*, Moscou, 1948 (2 ouvrages différents).

RÉPUBLIQUE POPULAIRE CHINOISE
(Tchong-Hua Jen-Min Kung-Ho Kuo)

*Depuis la dernière édition de l'*Annuaire *(1929), l'immense Chine a changé de régime politique (République populaire proclamée, à Pékin, le 21 septembre 1949). Population totale : plus de 600 millions (recens. 1953). Les Musulmans étaient évalués, tantôt à 40 ou 50 millions (sources chinoises, 1947), tantôt à 23 millions* (Atlas of islamic history, *de Princeton, 1951*), *tantôt à 9 millions seulement* (Nouvel Atlas des Missions, *1951*), *ou même à 6 à 7 millions* (Annuaire, *éd. 1929*). *Le chiffre officiel, d'ailleurs probable, pour 1953, est de 10 millions.*

En 1952-53, les Musulmans de Chine sont, officiellement, répartis en 10 « Nationalités », dont 6 surtout au Sinkiang (Uyghur, Kazakh, Kirghiz, Uzbek, Tâdjik et Tatar), 2 au Kan-Sou (Tung-Siang *et* Paoan), *les* Sala *du Tching-Haï et les* Huï *ou* Hoeï *dispersés un peu partout (Pékin, Tien-Tsin, Shang-Haï, etc.). « Régions Autonomes » musulmanes (notamment au Kan-Sou) et participation des minorités musulmanes aux « Gouvernements de coalition ».*

Politique culturelle officielle en faveur des minorités musulmanes : Institut Central des Nationalités (1950) ; Association Culturelle « Hui *» (1953) et surtout « Association islamique chinoise » (1953), à Pékin —* Chung-Kuo islâm chemi'yeti *(en uyghur) — présidée par Burhân Shahîdi (qui est aussi le Président du Gouvernement populaire provincial du Sinkiang). Nombreuses écoles et collèges pour les Musulmans (plus de 1.000 élèves, en 1953, au Collège* Hui *à Pékin). Mosquées entretenues ou restaurées ; biens* waqf *maintenus et exempts d'impôt au Sinkiang (1952). — 14 pèlerins pour La Mekke (août 1952), ne dépassent pas Lahore et rentrent à Pékin (octobre 1952). — Loi sur le mariage (mai 1950) interdit la polygamie et les unions précoces, reconnaît les droits de la femme et institue le divorce laïque légal.*

Deux Musulmans (sur 56) membres du Comité central du Gouvernement Populaire de la Chine (1953) : un Uyghur, Sayfuddîn ʿAzîzi, *et un « Hui »,* Liu ke Ping, *commissaire adjoint aux Nationalités.*

Bibliographie. — A. Vissière, Études sino-mahométanes (*R. M. M.*, VIII-XXVII).

T'oung Pao, années 1905 (Huart), 1908 (Chavannes, Vissière), 1911 (Van Berchem), 1927 (Pelliot).

Broomhall, *Islam in China*, Londres et Shanghaï, 1910.

F. H. Rhodes, *A new survey of China* (*Moslem World*, janv. 1921) : résumé ap. Milton T. Stauffer, *The christian occupation of China*, Shangaï, 1922, pp. 353-358.

D'Ollone, Les Musulmans en Chine, 1909-1911 (*Revue du monde musulman*, avec des notes techniques de Vissière et Blochet).

F. Farjenel, Calendrier musulman chinois (*R. M. M.*, IV, 549-60).

G. Cordier, Mosquées du Yun-nân (*R. M. M.*, XXVII et XXXVIII).

Martin Hartmann, *Zur Geschichte des Islam in China*, Leipzig, 1921.

Isaac Mason, Notes on chinese muhammedan literature, 1925 (318 n^os^, ap. *JRAS*, North China Branch, LVI, 172-215) ; *A life of Mohammed*, Shangaï, 1921.

Moslems in China (*Ḥayât al-Muslimîn fi-ṣ-Ṣîn)*, album photographique avec légendes en 3 langues (chinois, arabe et anglais), Pékin, 1953 (éd. Assoc. islam. chinoise).

STATISTIQUES :

a) *Sources chinoises :*

China Handbooks (1937 à 1950) ; [abrév. de référ. C. H.].

Muslim China, par Ahmed Ali, Karachi, 1949 (d'après les indications données, à Al-Azhar, par les pèlerins chinois en 1938) ; [abr. M. C.].

P. C. Yu, Les Musulmans dans la Chine nouvelle (*L'Afrique et l'Asie*, 1953, n° 22).

b) *Sources anglo-américaines (et O. N. U.) :*

Annuaire démographique de l'O. N. U. (1947).

Statesman Yearbook, Londres (1949) et 1952 ; [S. Y.].

Atlas of Islamic History, Princeton University, 1951.

c) *Missionnaires :*

Nouvel atlas des Missions, Paris, 1951. Renseignements recueillis, entre 1930 et 1950, par des « sources privées » non précisées. [N. A. M.]

Voir article sur L'autonomie des minorités ethniques en Chine, dans le *Ta Kung Pao* de Hong-Kong, numéro du 20-12-52.

A) GÉNÉRALITÉS

Les annales impériales chinoises nomment les Musulmans *Hoeï-hoeï* l'Islam *Ts'ing-tchen-kiao* (vraie et pure religion), et les Arabes *Ta-chi* (*Daijiek* = *Tadjik* ; cf. *Tayy* ; ici p. 17).

Le souvenir du sahâbî Sa'd-ibn abî Waqqâs († 674 à 'Aqîq, près Médine) est attaché légendairement à une tombe près de Tourfan, et à une mosquée dans la ville de Canton.

Deux ambassades sont certaines : celle d'Othmân, reçue en 651 par l'empereur T'ang, Kao-tong ; et celle de Qoteïba, en 713 (suivie de 19 autres, de 716 à 759, signalées par Chavannes).

L'Islam s'est implanté, en Chine propre :

a) Au *Kan-sou*, dès le VIIIe siècle, grâce aux mercenaires arabes recrutés par l'empereur Sou-tsong, lors de la grande révolte.

b) Sur la *côte sud-est*, Canton, Zayton, Yang-tchéou, dès le Xe siècle, à cause de marins venus du golfe Persique : leurs récits renferment mainte notation précise, comme les « arbres à feuillage artificiel (en soie) » ornant le parc impérial du « fughfûr » (= Fils du Ciel) depuis Yang-ti (cf. *R. M. M.*, III, 625).

c) Au *Yun-nân*, au XIIIe siècle, à cause d'un gouverneur mongol, zélé musulman bokhariote.

Les ouvrages de jurisprudence et les eucologes des Musulmans, jadis composés en *turc oriental* (alphabet oïgour puis arabe), sont depuis le XVIIe siècle, bilingues, *sino-arabes*, ou chinois (Broomhall en cite 20, Vissière, 36). La calligraphie arabe des Musulmans chinois, remplaçant le calame par le pinceau, est d'un aspect très original. — Éditions (Pékin) pour les Musulmans, en caractères chinois et arabes (1953).

Les principaux métiers des Musulmans chinois sont : soldats, exportateurs et colporteurs (soie, coton, thé), restaurateurs, baigneurs, et même ouvriers d'usines (forges de Han-yang, filatures de la côte sud-est). — Patronymes : *Ma, Kin, Ha*, etc.

L'Islam, fossilisé au sud-ouest, sous une forme archaïque, a évolué au nord-ouest, sous l'influence des Turcs oïgours islamisés. Son expansion est paralysée par ses interdictions (porc, alcool, opium ; celle du culte des ancêtres est peu observée). Depuis 1914, le gouvernement ottoman s'était efforcé de coordonner les Musulmans chinois ; en 1908, l'Allemagne avait revendiqué auprès de Pékin le rôle diplomatique de « puissance protectrice » de l'Islam.

Fêtes canoniques (*R. M. M.*, IV, 548, selon H. Maspero) : *'Ideïn, Mawlid, Raghaïb, Mi'râdj, Qadr* et *Barâ'a* (cf. ici *supra* ; puis *'Ashoûrâ* (A-chou-la), naissances d'Ali (Eul-li : 15 rabî'II) et de Fâtima (Fat'oma, 4 djom. II), fêtes du « Wan-houa-tchao-tcheu » (djom. Ier) et de Jonas (21 dhoulqa'da). — Aujourd'hui (1953), les deux *'Id* et le *Mawlid* sont seules fêtes légales.

Voici ce que l'on peut retenir sur l'Islam dans les 19 provinces de Chine traditionnelles (il y a en 32 depuis 1950) :

Nombre de Musulmans, *ap. N. A. M.* (1930-1950) ; chiffres population chinoise, *ap. S. Y.* (1947) :

[XIXe] : *Sin-kiang*, 3 millions (sur 4 millions hab.) ;

[XVIIe] : *Kan-sou*, 1.770.000 (sur 6.256.000 hab.) ;

[XVIIIe] : *Yun-nan*, 200.000 (sur 10.853.000 hab.).

Ces trois provinces, sérieusement islamisées, sont examinées ci-dessous isolément. Pour les autres, il suffit de donner des indications abrégées :

I. — *Ho-Peh* 706.300 (sur 28.644.000 hab.), soit 2 %. Pékin, la capitale, avait (1929) 45.000 Musulmans (sur 1.688.000 hab., 1947), « Khodjem » venus de Dzoungarie au XVIIIe siècle ; avec 49 mosquées (1953 ; cf. *R. M. M.*, XII, 699), dont une en la Ville Impériale. De 1907 à 1924, le califat ottoman envoya des « légats » officieux en Chine (*cadi* visiteur, délégué par le cheïkh ul-islamat de Constantinople). T'ien-tsin aurait 70.000 Musulmans (sur 1.718.000 hab.) avec 10 mosquées. Le mouvement pédagogique moderniste, dont le centre est à la mosquée Kiao-tsou (Pékin), vise à améliorer l'enseignement de l'arabe, et à répandre l'instruction parmi les femmes. École des Hautes Études Musulmanes de Pékin fondée par deux ulémas égyptiens (1932-37). Collège Hui à Pékin (1.000 élèves, 1953).

II. — *Chan-tong* 15.500 (sur 38.100.000 hab.), avec 16 mosquées, dont 8 à Tsinan ; et des mosquées spéciales pour les femmes.

III. — *Chan-si* (T'aï-yuan, P'ing-yang) 15.920 (sur 11.601.000 hab.).

IV. — *Ho-nan* 210.000 (sur 31.806.000 hab.), et 300 mosquées. K'ai-fong avait 17.500 Musulmans (sur 450.000 hab., 1943) avec 15 mosquées (dont 8 pour les femmes) et d'importantes écoles primaires ; certains Musulmans seraient des Juifs convertis (ancienne colonie israélite installée là au XVe siècle). La ville de Houai-k'ing serait un centre d'islamisation.

V. — *Kiang-sou* 80.000 (sur 36.469.000 hab.). Nankin a 25.000 Musulmans (sur 807.000 hab.) et 27 mosquées. Dès le Xe siècle, il y avait un petit centre musulman à Yang-tcheou où subsiste un collège. A Chang-hai, quelques Musulmans, groupés en association cultuelle (Vissière, *R. M. M.*, XIX) ; collège Tun-Hua.

VI. — *Ngan-houei* (Ngan-k'ing) 104.050 hab.).

VII. — *Kiang-si* (Nan-tch'ang) 800.000 (en 1938 *ap.* M. C.) sur 13.794.000 hab. (*ap.* C. H.).

VIII. — *Tchö-kiang* 120.000 (sur 21.776.000 hab.), la conversion de ces familles est ancienne. Sur Hang-tcheou, voir Vissière (*R. M. M.*, XXII).

IX. — *Fou-kien* 400.000 (sur 11.990.000 hab.). Ts'iuan-tcheou (Zayton) a une curieuse mosquée du XIe siècle (1009), que Van Berchem et Araniz ont étudiée.

X. — *Hou-pei* 10.120 (sur 24.659.000 hab.).

XI. — *Hou-nan*, le chiffre de 2 millions (1938), donné par M. C. (sur 27.186.000 hab. est certainement très exagéré, d'autant que le N. A. M. ne mentionne pas cette province, avec 19 mosquées, dont 2 à Tch'ang-cha.

XII. — *Chen-si* : les Musulmans, décimés en 1860, ne seraient plus que 97.840 (sur 9.389.000 hab.), répartis entre Si-ngan, Han-tchong et Hing-ngan. C'est ici le cœur de la Chine, avec sa vraie capitale, Si-ngan ou Tch'ang-ngan ; dès le IXe siècle, on y trouve une colonie musulmane avec 7 mosquées.

XIII. — *Sseu-tch'ouan* près de 2 millions (sur 45.846.000 hab.) principalement à Tch'eng-tou (11.500 Musulmans avec 11 mosquées, dont 10 *shâfites* et 1 *hanéfite*, et un atelier xylographique renommé) ; Mollas enseignant en persan (influence de Liang Ho Yu, de Kiang-nan).

XIV. — *Kouang-tong* 2.000 (sur 32.339.000 hab.), presque tous à Kouang-tcheou (Canton, 1.122.600 hab.) avec 4 mosquées (protection française) dont celle du « Saint-Souvenir », rebâtie en 1343 ; et la tombe de Sa'd. Dans l'île de Hainan (2.000 Musulmans, N. A. M.), le petit centre de Sama est à demi-islamisé.

XV. — *Kouang-si* 10.000 (sur 14.861.000 hab.) ; le Kouang-Si (à la frontière du Tonkin) est découpé en « régions autonomes », dont la plus récente (9-12-52), celle des T'ung, est la plus peuplée de Chine, avec 6.260.000 hab., dont 4.896.000 « minoritaires » (soit 13 « nationalités », dont les Musulmans).

XVI. — *Kouei-tcheou* 8.000 (sur 10.557-000 hab.), divisé en régions autonomes (fin 1952).

Soit, en tout, sur 400 millions d'hab. en Chine propre, au maximum, 9 à 10 millions de Musulmans (cf. chrétiens : 2.306.949), dont la moitié en *Sinkiang*, *Kan-sou* et *Yun-nan*. Leur coordination officielle (administrative) a été tentée en 1683 et en 1858.

APPENDICE. — Autres provinces ou régions autonomes de la République populaire chinoise :

Mandchourie (gouvernement populaire du Nord-Est, 1949), les Russes restent à Port-Arthur (accord du 15-9-52) : 10.000 (sur 36.903.000 hab.) ; mosquées à Moukden (4) et Kharbin. Selon autre source, les Musulmans étaient 163.788 en 1936, avec 231 mosquées.

Mongolie intérieure (région autonome (1947) la plus étendue ; atteint l'Amour, avec la plaine de Hailar, outre les 4 provinces : Tchahar, Ning-hsia, Suiyuang et Jehol) : 310.000 (sur 7.311.000 hab.). C'est le gouverneur musulman du Ning-hsia, le général Ma Hong K'wei, qui avait fondé (1938) la « Ligue des 5 (généraux) Ma », pour l'union de tous les Musulmans de Chine.

Tchin-Hai (1.513.000 hab.), capitale Si-Ning (faubourg musulman spécial, à 2 mosquées). « Nationalité » musulmane *Sâla*.

Koukounor-Tsaïdam : sur 150.000 hab., de race tibétaine *(Tangoutes)*, soumis à une féodalité (29 « bannières » ou tribus), mongole depuis 1512 (*Daldas*, descendants, dit-on, de Tchinguiz Khân, vassaux de la Chine depuis 1697), l'immense majorité est bouddhiste ; mais il y avait environ 3.000 Musulmans, *Si-hia*, qui drainaient tout le commerce.

Si-Kang : 5.000 Musulmans (sur 1.756.000 hab.), surtout à Ta-tsien-lou ; la ville de Ba-Tang (Paan) est aussi islamisée. Le Si-Kang devait être découpé en « régions autonomes » pour « minorités ethniques » (décembre 1952).

Tibet (Pö, Bod), théocratie pratiquement « occupée » par la Chine Populaire (traité de Pékin, mars 1951) : sur 800.000 à 3.700.000 (selon estimation !) hab. en majorité bouddhistes (avec quelques cryptochrétiens), il y aurait, notamment selon J. R. Muir, environ 30.000 Musulmans : 10.000 dans la province de Weï (immigrés hindous, à Lhassa), 14.000 dans celle de Kang (Tsiamdo, Draya, Se-tching) et 6.000 dans celle de Ngari (Gartok). Ce seraient des immigrés, *sunnites* venant du Kashmir, *ismaéliens* venant du Baltistan ; il y aurait aussi des Tibétains d'origine, convertis à l'Islam, à la frontière chinoise du Sseu-tch'ouan.

Pénétration (par les caravanes) du vocabulaire musulman au Tibet (étudié par Ekvall, in *Anthropological Series* de l'Univ. de Chicago, 1939).

En 1946-51, Harrer signale, à Lhassa, un noyau important de Musulmans originaires des Indes, commerçants en majorité (leurs femmes tibétaines conservent leur religion) et une corporation de bouchers, Musulmans chinois, *Hui-Hui*, originaires du Kuku-Nor ; tous ont leurs mosquées (H. Harrer, *Sept ans d'aventures au Tibet*, 1953, p. 150).

B) NOTICES

SIN-KIANG (TURKESTAN CHINOIS)

I. — PEUPLEMENT

Situation, superficie, statistique. — Compris entre les 35°-49° lat. nord, et les 79°-96° long. est, le Sin-kiang ou « nouveau territoire », de 1.426.000 km², occupe :

a) Un bassin fermé, de 1.000 m. d'altitude moyenne, celui du Tarim (T'ali-mouho), qui, après 2.000 km. de cours, se perd dans des marais, au milieu du désert de Takla-Makan. C'est le [*T'ien-chan*] *Nan-lou*, désert parsemé d'oasis.

b) Un massif de montagnes, se détachant du Pamir vers l'est, et culminant entre 7.800 m (*K'ouen-louen*, au sud) et 6.870 m. (*Khan Tengri*, au nord). Échancré à l'ouest par la vallée de Yili, à l'est par la dépression de Tourfan, il domine au nord-est le désert de Mongolie.

c) Au nord-ouest, le plateau de Dzoungarie, n'atteignant pas 1.500 m., avec quelques lacs (Saïram Nor). C'est le [*T'ien-chan*] *Pei-lou*.

Population totale : 4 millions (1950), chiffre moyen prob. (3.730.041 au « recensement » de 1940-41, publié en 1944 ; 4.873.608 au recens. 1953).

Villes : La capitale, Urumtchi (Ti-Hwa), a 69.275 hab. (1949) ; l'hexapole des oasis : Khotan (Ho-Tien, 50.000 hab.), Yarqand (So-Tche, Sha-Tch'ö, 70.000), Kâshgar (Shu-Fu, plus de 100.000), Utch-Turfan (Wu-She), Aqsu (A-Ko-Su, Wen-Su, 20.000), Yanghi Hisar (Ying-ki-sha-eul) ; puis Turfan (T'u-Lu-Fan), Karashar (K'o-La-Sha-Eul) et Qomul (Ha-Mi) ; Kuldja (Yi-Li, Ining, de 10 à 50.000 hab. ; occupé par la Russie, 1871-81 ; capitale de la « République du Turkestan oriental » (1944) ; une grande mosquée et 28 écoles (1929) ; c'est l'ancienne Almalyk des chrétiens nestoriens) : Tchugutchaq (Ta-Htcheng) et Shara-Sume (Tcheng-Hwa). — Mosquée des VII Dormants à Toyoq près Turfan (Von Le Coq, Katanov et Weyh).

L'islamisation. — Avant d'être islamisé, le Turkestan chinois avait connu une période de civilisation et de prospérité.

C'était au temps des rois « tokhariens », hindouisés, de Karachar, de Koutcha (dernier : Haripuspa, soumis par la Chine en 648) et du *Kamsa Dêçâ* (*Yu-tien* = Khotan ; 200 avant à 670 après), vassaux de la Chine ; leurs monuments ont été retrouvés et étudiés par les missions Aurel Stein, von Lecoq, et Pelliot. Au VIIIe siècle tout le pays, vassal de la Chine, parlait encore l'iranien oriental ou « tokharien ». De 745 à 845, il est disputé aux Tibétains par l'empire *turc* des qaghans *oïgours* de l'Orkhon, qui se convertissent au manichéisme iranien en 762 (pontife, ou « mozak », résidant à Karakhodja près Tourfan). Brisé par l'offensive chinoise de 840-845, cet empire manichéen se scinde en trois : État *oïgour de l'Est*, à Kantcheou, conquis et converti au bouddhisme par les *Hia* (1028), puis par les *Yuan* : État *oïgour du Centre*, les « Doqouz Oghouz », ou [« Oïgour des 9 clans »], à Kao-tch'ang (près Tourfan) annexé et islamisé par le djagataïde de Kâchgar, Khidr (1371-1404) ; État *oïgour de l'Ouest* (Kâchgar), gouverné par des Ilek-Khanides (890-1214) « descendants d'Afrasiyab », islamisés vers 950 ; vassaux comme les précédents

des *Gourkhân Karakhitaï* bouddhistes de 1120 à 1215, ils sont remplacés après la conquête mongole, par une lignée *djagataïde* (1315-1678, islamisée vers 1370) et une seconde lignée *Khodja*, fondée par Hazrat Apak Hidâyatallah (1678). Tout le pays, vassal des *Oïrad* (Eleuthes) bouddhistes de Dzoungarie (1650-1758), est conquis par la Chine, en 1758 ; et les derniers princes Khodjas se réfugient à Khoqand. C'est de Khoqand que revient, en 1864, Ya'qoûb beg, lors la grande insurrection musulmane contre la Chine (1862-78) ; administrateur éminent, vassal du Khan de Bokhara (titre : *atalik ghazi*, il est reconnu par le califat ottoman (titre : *amîr-al-mou'minîn*), et le pays n'est soumis qu'après sa mort (1877).

L'islamisation du pays, où bouddhisme, manichéisme et nestorianisme s'affrontèrent, est complète, au sud du K'ouen-louen, depuis le XVIe siècle. Presque tous sont sunnites ; le rite *shâfi'ite*, introduit au XVe siècle, n'a pas pu prévaloir contre le *hanéfisme*, traditionnel chez les Turcs, et constamment ravivé par des khodjas venus de Bokhâra. Il y a quelques *shî'ites* (duodécimains, les *Abdal* ; ou ismaéliens : des *Baltis*, à l'est du Pamir). En tout 3 millions environ (de 70 à 94 % selon éval.). Il y a une centaine d'*Israélites* à Kâchgar.

On rencontre (chiffres de l'*Annuaire*, 1929), en Turkestan chinois (Sérinde) :

a) Des *Tadjiks* turquisés, d'origine indo-européenne (iranienne). C'est la majorité : 500.000.

b) Des *Chinois* (Khitaï) islamisés, les *Toungancs* (200.000 ; dans les villes).

c) Des *Turcs* immigrés : 5 clans *Kara-Kirghiz* (50.000) en Ili et à Outch-Tourfan ; des *Kiptchâk-Doulân* (Kazak) en Dzoungarie et sur le Tarim (200.000) ; des *Nogai* (3.000), venus de Kazan, à Kouldja. — Caste noble des *Khodjas (Wang)*.

d) Des *Mongols* islamisés, à Karachahr (7 *Khochoûn* ou étendards).

e) Des *Iraniens* shî'ites immigrés, les *Abdâl*, signalés à Païnâp (= Khan-aryq-40 km. sud de Kachgar), Tezgün, Kéria et Tchertchen (3.000), par von Lecoq, Grenard et Pelliot. — Au Lob-Nor.

f) Des *Louli*, tsiganes islamisés, près de Khotan.

Le « recensement ethnique » de 1941 est le suivant : 3.730.041 hab. (chiffres doubles dans Lin Han, 1954), dont :

a) *Turcs* et *turcisés* (l'immense majorité) comprenant :

Uygur (Oïgours islamisés)	2.900.173
Kazakh (en partie émigrés d'U. R. S. S.) ...	318.716
Kirghiz (nomades)	65.248
Turcs Tarantchi	41.307
Uzbek	7.966
Tatar	4.601

b) *Chinois :* 202.239, et *Tungan* (Chinois islamisés) : 92.136 ;

c) *Mongols* (63.018), Sibo, Solon et Mandchous (12.362) ;

d) *Tâdjik* (iraniens) : 8.867 ; émigrés naturalisés (Russes) : 13.408.

(De ces 14 « nationalités », la plupart seraient fort discutables, en dehors des Uygur, des Kazakh, des Kirghiz, des Mongols et des Iraniens.)

La langue *turque* domine de façon presque exclusive ; le chinois est, théoriquement, la langue administrative.

II-III. — GOUVERNEMENT ET ADMINISTRATION

Le Sin-Kiang touche à 6 pays : l'U. R. S. S. (2.600 km. de frontière), la République Populaire de Mongolie (1.500 km. de frontière), la Chine (et notamment, le Kan-Su en partie musulman), le Tibet, le Pakistan (avec le problème, non résolu, du Kashmir) et l'Afghanistan.

Situation politique longtemps dominée (1949) par la rivalité entre « Turcs » et « Chinois ».

Sécession (entre 1940 et 1949) de la province du Nord-Ouest, dite de Kuldja ou d'Ili, qui proclame la « République du Turkestan Oriental » (1944), puis le « Régime séparé du territoire d'Ili » (1947). Il s'agit d'un mouvement pro-communiste, pro-turki, anti-chinois, dirigé par un émigré uzbek et deux « jeunes Turcs » réfugiés en U. R. S. S. Le 23-10-49, les troupes de Mao Tse Tong occupent la capitale (Urumchi, ou Ti-Hwa) du Sin-Kiang, désormais province chinoise (Ili compris), avec des « régions autonomes » (1952). Président (uyghur) : Burhân Shahîdi (1953) ; 67 (sur 80) chefs de district musulmans ; 17.000 fonctionnaires musulmans (1952).

Le système d'impôts musulmans établi par Ya'qoûb beg était maintenu et aggravé : *Kharâdj* (dîme de la récolte ; l'État a des magasins généraux de grain, sur lesquels il prête) ; *zakât* (facultative depuis 1881) ; et *taxes* supplémentaires, tel le *mâl bâdjî* (sur le bétail et sur sa vente). — Suppression des taxes sur les biens *waqf* (1952).

L'organisation canonique avait été affaiblie : certains *waqf* confisqués, mais rendus aux mosquées (1952), les *mohtasib* supprimés ; les *molla-a'lam* (héréditaires), *cadis*, *muftis*, *imâm*, *khatîb*, ont été assujettis ; le *cadi* ne juge plus qu'au civil (le juge chinois au criminel). La *Khotba* se disait au nom du calife ottoman. Il y a de nombreuses mosquées (44 à Khotan et 46 à Ti-Hwa, en 1951), médrésés et « mazâr » (lieux de pèlerinage : notamment Hazrat Apok à Kachgar, Soltân Aboû Sa'îd à Khotan, les XII imâms à Khotan, Dja'far Sâdiq à Khotan, Sa'd-ibn abî Waqqâs à Tourfan). En 1949 encore, 500 pèlerins se sont rendus à La Mekke, *via* Karachi. Les fêtes sont les fêtes turques ; la *Barâ'a* (14 sha'bân) comporte des rites spéciaux au pays. Au mariage, la future ne reçoit pas de *qâlym*. — M. Hartmann a étudié en 1908 les 18 *médresés* de Kâchgar.

Questions culturelles. — Il y aurait eu, en 1947-48, près de 3.000 écoles primaires au Sin-Kiang, enseignant gratuitement le turc à 300.000 élèves ; depuis 1946, on signalait un regain de faveur des écoles coraniques. En 1947, il y avait 30 écoles secondaires, payantes, enseignant le chinois, 4 écoles normales et une école supérieure. Cependant, en 1949, on relevait seulement 15 écoles à Ti-Hwa. — Chiffres officiels (1952) : 63 écoles secondaires, avec 16.000 élèves, et 1.700 écoles primaires, avec 300.000 élèves (pour tout le Sin-Kiang). Institut du Sin-Kiang pour les nationalités (800 élèves) ; publications en turc, caractères *arabes* ; presse « nationale » ; 63 théâtres et cinémas (1953).

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

Grenard avait étudié avec finesse, il y a trente ans, les diverses classes sociales des Musulmans de Kachgarie, *begs*, *mollas*, bourgeois spéculateurs, agriculteurs, artisans (salaires très bas), mendiants. Un subterfuge légal (louage de service pour cinquante ans) permettait alors de vendre comme esclaves des jeunes enfants musulmans (main-d'œuvre ; ou danseurs *ghaltchas* du Baltistan : cf. les batchas bokhariotes).

Agriculture. — Fruits, légumes et céréales, coton, soie, des oasis ; Kuldja est le plus riche district agricole. Barrage de Ti-Hwa (1952).

Richesses minérales (or, pétrole et tungstène) du territoire d'Ili (Kuldja) ; permis de recherches concédés aux Soviets et renouvelés en 1949, mais repris par la Chine (pétrole d'Usu, 1953). — Réforme agraire, 1949.

Industrie. — Artisanat familial. — Filature et usine de réparation d'autos à Ti-Hwa (1952).

Communications. — *Routes :* Jusqu'en 1949, la « Route rouge », qui joint Alma-Ata à Lan-Chow et par laquelle la Chine du Nord était ravitaillée en matériel de guerre. Trois autostrades seraient en construction (1952).

Rail : Le Turk-Sib soviétiquee, en rocade à 200 km. de Kuldja, à 400 de Kashgar, pousserait une pénétrante jusqu'à Kuldja. Rail Lan-Tchéou-Sin-Kiang, commencé le 1-10-1952.

Air (1949) : Service hebdomadaire Alma-Ata, sur Ha-Mi, par Ti-Hwa ; compagnie mixte sino-soviétique, à direction russe, avec des Dakotas américains. Pendant la guerre (1945), Urumtchi (Ti-Hwa) était un grand terrain d'aviation interallié.

Commerce. — Pratiquement monopolisé par l'U. R. S. S. jusqu'en 1949, plusieurs accords depuis 1936 ; le volume global des échanges avec l'U. R. S. S. était passé de 3 millions 1/2 de roubles en 1924, à 28 millions en 1932, à 62 millions 1/2 en 1936).

Bibliographie. — Le Turkestan oriental, par Mustafa Chokaev (*Prométhée*, II, 1930).

Violet Conolly, *Soviet economic policy in the East*, 1933.
Violet Conolly, *L'Asie soviétique*, 1946.
Richard C. S. Hu, Sinkiang (*The Moslem World*, 1947, 1).
Encyclopédie De Agostino-Novare, 1948.
Dawn, Karachi, numéro du 15-10-1949.
Corley Smith, Le Sinkiang (*Continental Daily Mail*, 10-5-49).
Owen Lattimore, *Pivot of Asia*, Boston, 1950.
Gunnar Jarring, *Materials to the Knowledge of Eastern Turki*, Lund, 4 vol., 1946-1951.
Les archives des Missions suédoises seraient essentielles à consulter. — Les adversaires de Mao Tse-Tung réfugiés au Pakistan y publient des pamphlets anti-communistes, tels que *Iron curtain on Eastern Turkistan*, par Isa Yusuf Alptakin, Lahore, 1951.]
Moslems in China, Pékin, 1953.
Lin Han, *Ethnogenèse des Doungans*, trad. russe dans *Sovetskaya Etnografiya*, n° 1, 1954.

KAN-SOU

(Minorité musulmane)

Le Kan-sou, ainsi nommé du nom de deux de ses villes (Kan-tcheou, Soutcheou), est au sud de la Mongolie.

325.000 km²; c'est la haute vallée du Houang-ho, encaissé et torrentueux à l'ouest (hautes montagnes de 6.000 m.), navigable à l'est, à sa sortie dans des terres à *loess* (argile jaune).

Population : 6.255.000 hab. (1947) ; 12.928.000 (1953).

Villes : Au-dessus de 200.000 hab. : Lan-tcheou (avec 50.000 Musulmans, et 14 mosquées), Ts'in-tcheou (4.000 Musulmans, 4 mosquées) et Leangtcheou. Ho-tcheou compte plus de 30.000 Musulmans dans un faubourg (14 à 24 mosquées).

Les premiers Musulmans ont été des mercenaires arabisés, venus de Bagdad au secours de l'empereur T'ang Sou-tsong attaqué par les Tibétains en 755 ; on vénère encore à Sin-hoa la tombe de l'un d'eux, 'Abd al Rahman Baghdadî, tué en 757. Le Kan-sou est resté depuis onze siècles le principal terrain de recrutement pour l'armée chinoise. Les Musulmans, immobiles sous les dominations bouddhistes des qaghans *Ouïgour* de Kan-tcheou (700-1028) et des Tibétains T'ang-hiang de *Hia* (870-1226), puis sous les dynasties Yuan et Ming, ont déclenché en 1861-72 (par représailles pour les massacres officiels du Chen-si) une insurrection qui menaça la ville de Si-ngan (1867-70) ; malgré une répression sauvage, ils conservent au Kan-sou une organisation solide.

Le nombre total des Musulmans serait de 1.770.000, soit près du quart.

Géographiquement ils formaient trois groupes : Nord-Ouest (Sou-tcheou), 20.000 ; Nord-Est (Ning-hia et Kin-tsi-p'ou) 200.000 ; et Centre-Ouest, entre Si-ning, Lan-tcheou et Ho-tcheou, 700.000 ; plus au sud, Min-tcheou et Ts'in-tcheou, 500.000.

Ils appartiennent à trois races principales :

a) *Chinois* convertis, probablement alliés aux descendants des premiers mercenaires arabes : 1 million.

b) *Turcs ouïgours* convertis *(Tong hiang Hoeï hoei)* : 300.000 (près Hotcheou).

c) *Turcs Salar (Salyr = Turki)*, venus en 1380-1428 de Sarakhs, *via* Samarqand Tourfan et Sou-tcheou, jusqu'à Si-ning à l'ouest de Ho-tcheou : 70.000.

d) Quelques *Mongols*, islamisés, vers Ning-hia. La plupart de leurs frères, fervents bouddhistes, sont réfractaires à l'islamisation, autant que les Tibétains *(Tangoutes)* de Si-ning, concentrés autour de leurs 24 lamaseries (dont celle de Koum-boun).

Ces Musulmans parlent *chinois*, quelques-uns *turc* (salar) ; ils ont des livres en *persan* et en *arabe*. Leurs maîtres d'écoles coraniques *(ahong)* sont formés à Ho-tcheou, centre pédagogique musulman pour toute la Chine du nord-ouest. La *Khotba* était celle de Bokhâra. Les femmes ne sont pas voilées (sauf à Ho-tcheou). Le tabac est interdit, mais l'alcool permis. Les tablettes du culte des ancêtres sont tolérées (sauf chez les Salars). Il y avait, chaque année, quelques pèlerins pour La Mekke.

Tous sont *sunnites* : divisés en deux « sectes » rivales : la « vieille » *(Laokiao)*, qui correspond au rite *hanéfite*, puisqu'elle use du *dhikr khafî* (récitation *mentale* par les assistants de la prière canonique lorsque énoncée par l'imâm). Puis la « neuve » *(Sin-kiao)*, vraisemblablement de rite *shâfi'ite*, puisqu'elle use du *dhikr djahrî* (= *djalî*, récitation *à haute voix*).

Celle-ci est signalée chez les Salars dès 1760 et 1781-85 (de Groot lui attribue alors des accointances *wahhabites*) ; elle-même a été « réformée » en 1860 par Ma Houa-long († 1871), chef de la grande insurrection d'alors, homme vénéré *(sheng-jen)*, fondateur d'une sorte de congrégation, de *Djahriya*, dont le centre s'est transporté, depuis 1871, de Kin-tsi-p'ou à Cha-keou (près Kou-yen-tcheou) ; ses adeptes, qui sont mal vus de la majorité, se sont infiltrés au Sseu-tch'ouan et au Yun-nan.

Le culte des saints (pèlerinages aux tombeaux, *koumbe*) s'est répandu au Kan-sou avec l'affiliation aux ordres mystiques des *Qâdiriya* et des *Naqshabandiya*.

Situation actuelle (1953). — Deux « régions autonomes » musulmanes (*Tung-Siang* et *Paoan*) ; les *Hui* participent à des « gouvernements de coalition ». — École normale de Lung-Tung. — 20.000 fidèles à l'*'Id-al-Fitr* de Ling-Sia (1952).



YUN-NAN

(Minorité musulmane)

Le Yun-nan, ou « Sud nuageux », s'étend au sud-ouest de la Chine, au sud du haut Yang-tseu.

380.000 km², répartis entre une zone nord, nord-est et ouest, hautes montagnes escarpées et désertes, et une zone est et sud, haut plateau criblé de lacs et à population dense.

La province comprend 4 *tao* et 97 sous-préfectures.

Le pays était gouverné depuis le 7-11-1927, par un *Directoire* dont le commissaire aux Affaires militaires est un général musulman (Ma-tsong).

Population : 10.853.000 hab. (1947) ; 17.472.000 (1953).

Villes (selon G. Soulié) : Yun-nan-sen, 45.000 hab. (7.200 Musulmans, 7 mosquées) ; Tchao-t'ong, 35.000 (15.000 Musulmans) ; Tong-tch'ouan 15.000 (5.000 Musulmans) ; Mong-tseu, 12.000 ; T'eng-yue, 12.000 ; Ta-li, 6.000 (1.500 Musulmans) ; Li-ngan, 6.000 (4.000 Musulmans) ; Mong-houa, 3.000 (1.200 Musulmans) ; Atentsé (marché tibétain, à 3.100 m. d'alt.) ; Ta-tchouang, près Mong-tseu, a 2.350 Musulmans sur 2.500 hab.

Capitale (1947) : Kun-Ming (185.000 hab.).

Rien de sûr concernant l'Islam au royaume de *Nan-tchao* (660-1381 ; ancien *Tien*), avant la conquête mongole (1253) ; en 1274, le gouverneur nommé par les Yuan, dit « prince de Hien-yang » est un musulman : Shams al Dîn'Omar Bokharî, surnommé « Sayyid Adjall » († 1279), dont le fils Nâsir al Dîn, et le petit fils Sa'dî consolidèrent l'installation de la petite colonie musulmane bokhariote qu'il avait amenée. On a étudié les monuments qu'ils ont édifiés à Yu-nansen (mosquées de la porte Sud, et de Yang-pi, tombe à Wou-eul-to).

Dès le début du XIXe siècle, les Musulmans, concentrés à Ta-li et Linngan, s'agitent (1818-19, 1826. 1834, 1840). En 1856-73, grande rébellion, dite « Panthay », dirigée par la coalition, bientôt scindée, de modérés comme Hâddj Ma To-sin (à Yun nan-fou), et d'extrémistes comme Tou Wen-sieou, dit « Soltan Soleïman », à Ta-li, qui refuse toute allégeance à la Chine, et en appelle au Khalifat ottoman ; en 1873, Ta-li succombe et les Musulmans y sont exterminés.

On évalue le nombre des Musulmans yunnanais à 200.000 (N. A. M.), 250.000 (M. W., 1940) ou même à 500.000 (Lin Han, 1954). Ce sont :

a) Les descendants des immigrés *bokhariotes* du XIIIe siècle, augmentés de *Chinois* convertis ; à Yun-nan-sen, notamment.

b) Des *Lolos* convertis, à Linngan, où ils habitent des ksour cubiques.

Les 5 prières sont mal observées : la khotba se dit en arabe (de même, à la fin du repas, la *fâtiha*). Pas de *muezzin*. Le *jeûne* et la *zakât* sont irréguliers. Quelques pèlerins, annuellement, s'en allaient à « Lou-ma-ki » (La Mekke), *via* Sseu-tch'ouan-Turkestan-Bokhâra (ou plutôt *via* Hanoï Haïphong-Port-Saïd). Tous sont sunnites, de rite *hanéfite*. Les tablettes du culte des ancêtres sont tolérées.

BIBLIOGRAPHIE. — *Islam in Yunnan to-day*, par P. A. Contento (*The Moslem World*, XXX, 3, 1940).

HONGKONG

Sur 1.857.000 hab. (1949), 3.000 Musulmans (N. A. M.) environ (avec 2 mosquées, Prince Terrace et Happy Valley ; et un club (A. Bonamy, 1927).

FORMOSE

Formose (Taiwan) : Refuge du gouvernement nationaliste de Tchiang Kai Shek (1950) ; 10.000 Musulmans (N. A. M.) sur 6 millions d'hab. (1947).

CORÉE

Corée (Chosen) : Quelques Musulmans (90 réfugiés étaient signalés à Séoul en 1935) sur 24 millions d'hab. (1940).

JAPON

Il y avait quelques Musulmans au Japon (Japonais revenant de Java), quand Hâddj ʿOmar Yamaoka fonda, en 1911, l'*Islamic fraternity* ; quelques centaines en tout. Le cheïkh Mohammed-b. ʿAbd al Hayy-b. ʿObeïdallah Qorbân dirige depuis 1923, à Tôkyô, une *madrasa islamîya Kheïra* (5 classes élém., 3 second., 2 supérieures ; en 4 langues : turc, arabe, japonais et anglais).

Les chiffres donnés, en 1950, par le Cheikh-ul-islam Mohammed Amin, imâm de la mosquée de Tôkyô (dans *Al-Misri* du 27-4-50), paraissent très douteux : 800.000 Musulmans japonais, dont 400.000 à Tôkyô, 300.000 à Kobé et 100.000 à Osaka (sur 80 millions d'hab. au Japon en 1948).

Rôle des émigrés *tatars* d'U. R. S. S. avant 1945 : publication de *Yani Yapon Mukhbiri,* revue mensuelle en tatar, en caractères arabes (1930) ; Congrès des Sociétés nationales turko-tatares à Kobé (1934) ; le premier Coran imprimé au Japon a paru à Tokyo en 1934.

BIBLIOGRAPHIE. — *R. M. M.*, XII, 295 ; XIII, 355-378 ; revue *Shihâb* de Constantine, février 1929, pp. 31-32.

L'Islam au Japon et le rôle des émigrés tatars, par J. C. (*R. E. I.*, 1934, I, pp. 100-106).

LES PAYS MALAIS

L'Islam malais forme un bloc isolé d'environ 75 millions d'âmes (estim. 1951), d'une constitution sociale remarquablement uniforme, l'élite étant sunnite shâfi'ite, *avec de fortes tendances mystiques, la masse étant travaillée par un puissant mouvement néo-corporatif, à tendances communistes. La race* malaise, *discrète et polie, circonspecte et implacable, a introduit l'Islam partout où elle est allée commercer. Et elle a marqué définitivement son empreinte sur les races conquises,* Bataks, *etc. (Sumatra),* Dayaks *(intérieur de Bornéo),* Alifours *(partie de Célèbes, Moluques, amalgame de races malaise et papoue) et même sur les* Papous *de quelques parties de la côte de la Nouvelle-Guinée. Quoique sans organisation générale, elle est guidée en quelque sorte par une élite confessionnelle d'indigènes, que de (relativement très fréquents) pèlerinages à La Mekke maintiennent en contact avec les grands mouvements d'opinion inter-musulmans. A côté de ces « haddji » indigènes, un certain nombre des habitants arabes (originaires pour la plupart du Hadramôt), contribuent au prestige et au développement de l'islam dans l'archipel malais. Aussi, quoique l'islamisation du vieux droit coutumier indigène et des superstitions locales soit loin d'être achevée, faut-il considérer le monde malais comme très spécifiquement islamisé. C'est à la « politique musulmane hollandaise » jadis suivie en ces régions, avant l'évacuation (1949), que Snouck Hurgronje — « Hâddj 'Abd al Ghaffâr » — avait attaché son nom.*

NOTICES : **Indonésie**
Malaisie britannique
Thailand
Indochine
Philippines

RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE (REPUBLIK INDONESIA)

A) GÉNÉRALITÉS

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — 1.500.000 km² (*sans* la Nouvelle Guinée occidentale, restée hollandaise : West Irian) Archipel situé entre 95°-141° long. est, et 6° lat. nord. — 11° lat. sud ; quelques parties très volcaniques ; pluies suffisantes et même abondantes ; saisons pluviales très variées ; temp. tropicale modérée ; à Djakarta (ex-Batavia), moyenne ann. : 25°, min. et max. absolu : 18° 9 et 35° 6.

Population. — Dernier recensement (1930) : 60.727.000 ; estim. 1950 : de 70 à 78 millions d'hab.

Il y avait, en 1930, outre les indigènes, 1.233.000 Chinois, 240.000 Européens (et Eurasiens), 70.000 Arabes, 46.000 « autres Asiatiques » (surtout Hindous).

En dehors des races plus ou moins civilisées, citées ci-dessus (Bataks, Dayaks, Alifours, Papous) la masse des indigènes est de *race malaise proprement dite*, différenciée en quantité de peuples et de langues : *Malais* à Sumatra, colonisateurs et immigrés à Borneo, etc. ; *Javanais*, *Soundanais*, *Madourais* à Java ; *Balinais* à Bali et Lombock occidental, *Macassares* et *Bougis* à Célèbes et colon. et imm. dans les petites îles de Sonde, Borneo oriental, etc., et quelques peuples des Moluques.

La langue officielle est la « langue indonésienne » *(Bahasa Indonesia)* qui s'écrit en caractères latins.

Il y a environ 65 à 70 millions de Musulmans (92,8 %), 1.250.000 (en 1930) brahmanistes (les Balinais), 2.500.000 (en 1930) chrétiens (dont 800.000 (1950) catholiques) et semi-chrétiens, 800.000 semi-animistes chinois (les autres Chinois seraient islamisés), 4.060.000 animistes indigènes. Il reste 2.000 soi-disant bouddhistes, à Bali. En 1938, Bousquet signalait un millier de théosophes javanais (notamment à Soerakarta).

La polygamie (1930) existe à peine à Java : de 1,5 à 2,4 % ; hors Java, elle atteint de 8,7 % (Menang Kabau) à 10 % (Timor).

Villes (1930) : *(à Java)* : Djakarta (Batavia), 533.000 hab. (1950) ; Soerabaja, 341.675 ; Soerakarta, 165.484 ; Semarang, 217.796 ; Djogja-

karta, 136.649 ; Bandoeng, 166.815 ; Cheribon, 54.000 ; (à *Sumatra*) : Padang, 52.000 hab. ; Palèmbang, 108.145 ; (à *Bornéo*) : Bandjermasin, 65.698 ; (aux *Célèbes*), Makassar, 84.855.

Depuis 1905 l'accroissement urbain a été rapide : surtout à Bandœng, qui en 1905 n'avait que 47.491 hab. et à Batavia, qui n'en avait que 172.540.

Le pourcentage (1930) atteint de 129 hab. (Bantam) à 457 hab. (Kedoe) par km² ; 315 en moyenne à Java ; 175 à Bali et Lombok ; 1,8 aux Moluques et en Nouvelle-Guinée.

L'islamisation a commencé par la côte septentrionale de Sumatra (1272), et par l'extrémité orientale de Java (1419). Les dates locales sont données par provinces (ci-dessous). On a trouvé à Lérân (Java) une stèle musulmane, aberrante, de l'an 1082 (475 Hég.).

II. — GOUVERNEMENT

Les Pays-Bas ont gouverné l'Indonésie de 1816 à 1949. Occupation japonaise de Java (mars 1942 à août 1945). Proclamation de la République indonésienne (17 août 1945) ; organisation des États-Unis d'Indonésie (1946-48). Constitution provisoire du 14-12-49. L'Indonésie, sauf la Nouvelle-Guinée *(Irian)* qui reste hollandaise (mais revendiquée), devient État autonome et souverain au sein de l'Union hollandaise (28-12-49). Mais ce dernier lien est rompu et la République indonésienne complètement indépendante (1950), promulgue une nouvelle Constitution (15 août) et entre à l'O. N. U. (28-9-50). — Dix provinces : Java (est, centre et ouest) ; Sumatra (nord, centre et sud) ; Bornéo ; Célèbes ; les Moluques ; les petites îles de la Sonde. — Chambre des Représentants (unique) : 229 membres dont 49 *Masjumi* (Parti musulman), 37 P. N. I. (Partai Nasional Indonesia), 16 P. S. I. (Partai Sosialis Indonesia), 14 Démocrates, 13 P. K. I. (communistes), etc. Président de la République : Dr Ahmed Soekarno ; vice-président (1950) : M. Mohammed Hatta ; président du Conseil (1952) : Dr Wilopo.

L'union des provinces ne se fait pas sans difficulté : séparatisme plus ou moins marqué des régions orientales (banditisme persistant aux Célèbes ; révolte d'Amboine en août 1950) ; dissidence active (1952-53) des membres de l'organisation *Dâr-ul-islâm* (centre et ouest de Java), partisans d'un État théocratique musulman ; dissenssions dans l'armée (rébellion ouverte du 426e bataillon, dans le centre de Java, le 7-12-1951) ; action communiste (devenue sourde ou syndicaliste, depuis l'échec du soulèvement de Madioen, dans Java-Est, en 1948).

III. — ADMINISTRATION

La nouvelle Constitution de 1950 (art. 131) prévoit de « grands et petits territoires autonomes ». En réalité, de nombreux gouverneurs sont pratiquement indépendants.

Liberté religieuse garantie par la Constitution (art. 18 et 43). L'Islam paraît demeurer le grand facteur d'unification de l'Indonésie (comme il était déjà, selon le Dr Adriani, « la nationalité des Javanais »). Aussi, dès 1925, le futur président Soekarno voulait-il recueillir une contribution populaire générale pour construire une immense mosquée symbolique à Nandoeng.

Cependant, selon Bousquet, l'Islam indonésien se distingue nettement par deux traits originaux : l'attachement à la culture hindouiste-javanaise et la position élevée de la femme.

Les Musulmans sont *sunnites*, de rite *shâfi'ite* (importé du Hadramôt par la côte hindoue du Malabar) : au parti *shâfi'ite* conservateur, dit des « Seyyid » (nobles hadramites, voir *Hadramôt*) s'oppose depuis 1913 le parti moderniste des *Salafiya* (semi-wahhabite) d'Ahmad Soûrkati (« *Irshâd* »).

Pendant les 2e, 3e, 4e décades du XIXe siècle, le parti wahhâbite des *Padris* (Pediris) s'insurgea en Sumatra Occidental contre les coutumes indigènes *('âdât)* infiltrées dans le droit musulman local.

Depuis 1921, sous l'action de Haddj Dahlân († 1923), puis de Haddj Sâlim, un congrès annuel dit des *Mohammadiya* a réalisé l'union des éléments musulmans modérés, avec des tendances (soulignées par Bousquet, dès 1938) réformistes et modernistes : association féminine, lutte contre les survivances préislamiques, les confréries, etc.

Pour chaque mosquée, il y a *imâm*, *khatîb* ; le *mo'adhdhin* (appelé *bilâl*) au lieu de chanter, frappe une cloche de bois ou un tambour en peau de buffle). Certains sont aussi *qadis (Kalis)* ; les *cadis* sont compétents en droit familial et en *waqf*. Il n'y a pas (1947) d'administration centrale des *waqf*. La terre étant souvent propriété collective, les *waqf* (wakap) immobiliers sont rares ou inconnus.

Dans chaque village, le *lebé* ou *'âmil* est le président religieux des cérémonies familiales. Généralement, chaque village a une école très primitive, de caractère privé, où quelque villageois enseigne le texte du Qor'an aux jeunes enfants. Surtout dans les villes, l'instruction publique a parfois affaibli l'intérêt du peuple pour cet enseignement religieux. A travers tout le pays, il y a des écoles-internats *(pesantren)* où les étudiants *(santri)* étudient le droit canon, etc. Quelques-unes de ces écoles jouissent d'une grande réputation, due au renom du professeur *(gourou, kjahi)* ou à la tradition. Depuis l'indépendance, ce n'est que dans ces écoles *libres* que les enfants reçoivent une instruction religieuse *facultative* (art. 30 et 41 de la Constitution de 1950).

Les obligations canoniques sont généralement négligées, sauf le *pèlerinage* (52.000 pèlerins en 1927, avant la crise économique).

JUSTICE. — Le droit musulman « se limite à certaines matières de statut personnel et s'étend un peu au waqf » (Bousquet). Partout domine la *coutume ('âdat)*, notamment dans l'organisation de la famille (cf. matriarcat au Menangkabau) et le régime successoral. Les réformistes se sont heurtés aux Hollandais (école Van Vollenhoven), devenus

champions de l'*âdat*. Malgré l'opposition de certains chefs nationalistes, c'est aujourd'hui exclusivement, l'*âdat* qui régit, au civil et au commercial, les Musulmans indonésiens (au pénal, tous les groupes ethniques ou religieux d'Indonésie dépendent du Code à l'européenne de 1918). Et la Constitution de 1950 (art. 43) veille à faire respecter « par toutes les associations et organisations religieuses », toutes les lois — « y compris les règles de *droit coutumier* ».

Le droit *shâfi'ite* local a innové (sous l'influence de la coutume ?, selon Bousquet) des solutions intéressantes (*ta'lîq*, divorce conditionnel ; cf. le *semanda* malais). Il n'y a ni harem, ni voile. Le *zakât*, facultatif, sorte de casuel, était affecté au *djihâd* à Atjèh.

Les *fêtes* religieuses sont surtout le *Mouloud* et, à la fin du mois de jeûne, les banquets sacrés *(slametan)* et la « petite fête » de rupture. Dans les principautés de Java, elles sont chômées et accompagnées de séances satiriques (ombres, *wayang*). A Atjèh, l'*ashoûra* s'appelle « Hasan Hoceïn » et a une teinte shî'ite.

Tombes de saints (souvent à l'emplacement de cultes préislamiques) : les plus vénérées sont Malik Ibrahim Maghribi à Gresik († 1419) ; Soenan Ngampel (Raden Rahmat, † 1467) à Kota Soerabaja ; Soenan Bonang à Rembang ; Soenan Giri (Raden Pakoe), près Gresik ; Soenan Goenoeng Djati († 1570 à Cheribon ; Soenan Kalidjaga en Semarang ; Hoceïn 'Aydaroûs († 1798 près Batavia) ; Teungkoe Anjong Aidit († 1820) à Atjéh (18 radjab) ; 'Abdal Ra'oûf de Singkel à Atjeh (XVIIIe s.) ; Aboû Bakr Bilfaqih († 1782) à Atjéh ; Tuan Meunasab (= Kadir wali Sahib, saint hindou de Nagore, en Coromandel, le 9 djom. II), à Atjeh.

CONGRÉGATIONS. — Les congrégations, en pleine décadence en 1938 (Bousquet), ont été propagées par des Hindous : ce sont par ordre d'importance, les *Shattâriya*, *Qâdiriya*, *Nasqbabandiya*, *Shâdhiliya*, *Sammâniya* (le fondateur vivait à Médine vers 1740) et *Rifa'iya*.

Les *Shattâriya*, propagés par 'Abdal Ra'oûf de Singkel, ont pour centre Oelakan (Priaman ; côté ouest Sumatra) ; depuis 1830, les *Naqshabandiya* leur ont enlevé Padang et le Minangkabau, où ils ont fait prévaloir non seulement la récitation à voix basse *(dhikr khafî)*, mais l'oraison mentale *(morâqaba, râbita)*.

INSTRUCTION. — L'enseignement (qui doit devenir obligatoire), est libre, sous le contrôle des autorités (Constit. de 1950, art. 30, 41 et 43). Lutte contre l'analphabétisme. Déjà, en 1936-37, les Hollandais estimaient à 2 millions le nombre des élèves dans les écoles élémentaires (soit 40 % de la population scolaire entre 6 et 9 ans) ; mais ce chiffre paraît excessif (Robequain). En 1951, les statistiques officielles donnent : 5.300.000 élèves, avec 89.800 maîtres, dans 26.670 écoles primaires ; et 236.800 élèves avec 12.200 maîtres dans 1.300 écoles secondaires. Partout l'enseignement se fait en langue indonésienne *(Bahasa Indonesia)*, transcrite officiellement en caractères *latins*. Rôle essentiel des organisations privées, comme *Taman Siswa* (fondée en 1922, à Djogjakarta), qui a maintenant (1952), 100 écoles, 1.000 professeurs et 40.000 élèves.

Enseignement supérieur (1952) : Université d'Indonésie, à Djakarta et Soerabaya (3.500 étudiants), avec 9 facultés ; Université d'État *(Gadjah Mada)*, à Djogjakarta, avec 6 facultés (1.668 étud.) ; Académie nationale (491 étud.) ; Académie islamique (374 ét.) et 8 autres Académies (490 étud.). — Nombreux étudiants indonésiens à El-Azhar. — L'anglais est la première langue étrangère dans les écoles. — Les 5 bases éthiques *(pantcha sila)* sont : conscience nationale, humanisme international, justice sociale, démocratie, croyance en un seul Dieu.

PRESSE. — En 1951 : 69 journaux :

Indonésiens (tirage total : 400.000 ex.) de toute tendance (mais le communiste *Rakjat* a cessé de paraître) dont 5 quotidiens importants de Djakarta : *Abadi* (Parti Musulman), rédacteurs en chef S. Tasrif ; *Indonesia Raya* (Indépendant), réd. M. Lubis ; *Merdeka* (Ind.), réd. S. M. Diah ; *Pedoman* (Social.), réd. R. Anwar ; *Pemandangan* (Musulman), réd. A. Bafagih ; 10 journaux *européens* (86.000 ex.), dont *Nieuwsgier* et *Java Bode* en hollandais ; 6 journaux *chinois* (50.000 ex.), rédigés en *chinois* (toutes tendances, communiste compris, comme *Sin-Po*) ou en *indonésien* (surtout communistes — *Sin-Po*, parfois socialistes comme *Keng-Po*).

Deux agences de presse indonésiennes : Antara (l'agence nationale) et P. I. Anetac (privée).

CINÉMA. — Dix firmes cinématographiques produisent environ 25 films par an ; exportation sur les autres pays malais. Service cinématographique gouvernemental (P. F. N.) : actualités ; Commission de Censure pour les films importés. Cinq cents salles de cinéma, avec 350.000 places (1952).

L'ARMÉE. — Service militaire obligatoire prévu (non réalisé) par la Constitution de 1950 (art. 125). Deux cent mille hommes dans l'armée (1952), dont la moitié seulement seraient maintenus. Maintien de l'état de siège (sauf au sud de Sumatra) ; épuration, dans l'armée permanente, des éléments favorables au mouvement *Dâr-ul-islâm* et des anciens *guerrilleros* de l'armée populaire. — Police de 90.000 hommes (1952), qui seront 125.000 en 1953.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — Plantations dévastées ou anéanties (poivriers) par l'occupation japonaise et la guerre. *Poivre :* prod. 1949 : 1/10 prod. 1939 (alors 85 % prod. mondiale) ; *sucre :* prod. 1950 (277.000 t.) = = 1/6 prod. 1940 ; *café, huile de palme :* prod. 1950 = 1/2 prod. 1940 ; *thé :* 1/3 prod. 1940. — *Cheptel :* 6 millions de têtes de bétail (1948), dont la moitié en buffles. — *Caoutchouc :* prod. 1950 (523.000 t.) rejoint la prod. 1940 ; 700.000 t. en 1952 (contre 650.000 en Malaisie et 50.000 en Indochine), dont 1/2 fournies par les grandes plantations hollandaises (restituées à 58 % seulement). En 1950, 3/5 de la production (contre 2/5 en 1940) provient des petites exploitations. Mais qualité inférieure, d'où 100.000 t. stockées sans acheteur à Sumatra (1952).

MINES. — *Pétrole* brut : prod. 1950 (5 millions 1/2 de t.), contre prod. 1940 (8 millions t.) ; produits raffinés : 1 million 1/2 t. (1948) contre 6 millions 1/2 t. (1940) ; exportation de produits pétroliers : 5 millions 1/2 t. (1950) contre 6 millions 1/2 t. (1940). — *Étain :* prod. 1950, 32.000 t. ; mines de Sumatra (privées), des îles de Bangka (nationalisées), Billiton (mixtes) et Riau (privées). *Bauxite :* export. 550.000 t. (1950). — *Houille :* 800.000 t. (1950).

L'INDUSTRIE. — L'industrie pétrolière est très importante. Autres industries endommagées par la guerre, mais reconstruites. — Une seule usine de pneumatiques (la *Goodyear* de Bogor, dans Java-Ouest) ; nombreux ateliers de transformation du latex en construction (Java, Sumatra et Bornéo) ; mais Singapour demeure le grand centre de traitement, d'achat et de vente de caoutchouc (1952).

Spécialement indigènes sont : teinturerie du *batik* (indienne multicolore), bijouterie, cuivre repoussé et ciselé, vannerie, un peu de tissage de coton et de soie.

L'ORGANISATION CORPORATIVE. — Les groupes de syndicats affiliés au S. O. B. S. I. (C. G. T. indonésienne, de tendance communiste) comptent (1952) 2 millions 1/2 de travailleurs. A Sumatra seulement, 800.000 salariés travaillent sur les plantations (dont 600.000 pour le caoutchouc). En 1951, après six semaines de grève, le S. O. B. S. I. obtint salaire double et restrictions au travail des femmes et des enfants. Les travailleurs sont surtout influencés : dans les ports et les grands centres, par le Parti communiste (estim. 1952 : 50.000 adhérents ; leader : Alimin Prawirodirdjo) ; dans les plantations, par l'association *Dâr-ul-islâm* (à Java) des partisans d'un État théocratique musulman (5.000 hommes armés ; leader : Karto Suwirjo, ex-présid. du Parti Masjumi).

L'ancienne organisation corporative musulmane, copiée de l'Inde dekkanaise, survit à Solo et Jogyakarta : simples quartiers d'artisans fournisseurs de la Cour royale : *pandéyan* (armuriers), *gerdjen* (tailleurs), *sayangan* (dinandiers), *gendingan* (musique). Un interdit issu du code de Manou classe comme « indésirables » les médecins, usuriers, marins et danseurs.

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL (1951). — *Importations :* 3 milliards de roupies ; *exportations :* 4.600 millions de Rp. (pétrole, caoutchouc, étain, coprah, thé). Ports : Tandjong Priok (Batavia), Soerabaja, Semarang, Belawan, Padang (Sumatra) ; Makassar (Célèbes).

5.500 km. de voies ferrées à Java, 2.000 km. à Sumatra, 50 km. à Célèbes. — 2 compagnies d'aviation (fondées en 1951) : *Garuda Indonesian Airways* (mixte gouvernement-K. L. M.) et *Pioneer Aviation Co.*

Nombreux guides touristiques : (ruines bouddhiques de Boroboedoer et Mendoet (Kedoe), mixtes de Prambanan (Soerakarta) ; temples de Bali.

MÉTROLOGIE. — En 1938, le système métrique, introduit en 1923, est entré en vigueur.

CRÉDIT. — Banque de Java (fondée en 1828) ; Société de Commerce néerlandaise, etc. ; plusieurs banques de crédit, de commerce et mixtes ; Banque d'État *(Bank Negara Indonesia)* pour crédits de reconstruction. Autrefois, système de crédit mutuel sans compte d'intérêt entre paysans *(sambattan, toeloeng menoeloeng) :* ruiné par les usuriers nomades chinois. — Monnaie : la roupie *(rupiah)*, qui vaut 33 fr. (1952).

BIBLIOGRAPHIE. — *Encyclopœdie van Nederlandsch Indië*, 2e éd., Stibbe', 1921, 4 vol. Avec : aanvullingen en verbeteringen (suppléments).

Snouck-Hurgronje, *Politique musulmane de la Hollande*, Paris, 1911 (éd., de la *Revue du monde musulman*).

Commissie... Volkslectuur (Balai Poestaka).

Ant. Cabaton, *Les Indes néerlandaises*, Paris, 1910 ; et de nombreux articles dans la *R. M. M.*

Revue du monde musulman, vol. LII et XLVI (art. de P. Eyquem et de H. K.

Van Eerde, *Ethnologie coloniale*, Paris, 1927.

Moslem World, octobre 1919 (p. 379), et janvier 1923 (Zwemer).

Schrieke. *Bijdrage... huidige godsdienstige beweging ter Sumatra's westkust*, ap. *Tidjdschr. Batav. Gen. K. en W.*, Weltvreden, 1920.

G. Angoulvant, *Les Indes néerlandaises et leur rôle dans l'économie internationale*, 2 vol., Paris, 1926.

Mise au point 1952 :

1938. G. H. Bousquet, Introduction à l'étude de l'Islam indonésien (*REI*, II-III, 1938).

1946. E. Van Groenendael, Situation en Indonésie (*En terre d'Islam*, no 34, 1946).

1946. Ch. Robequain, *Le monde malais*, Paris, 1946.

1951. G. Busson de Janssens, Les wakfs dans l'Islam contemporain (*REI*, 1951). — Jan Pins, Adatlaw and muslim religious law in modern Indonesia (*Die Welt des Islams*, 1-4, 1951).

1952. *Informations indonésiennes* (Ambassade d'Indonésie à Paris), numéros des 15-7 et 5-12-1952. — Constitution de Djakarta, 15 août 1950 (*Docum. franç.*, no 1589 du 18-3-52). — *Far Eastern Survey*, numéro du 17-12-52. — *Statesman's Year-Book*, 1952.

1953. *Daily Telegraph*, numéros des 15-1, 20 et 21-2-53.

B) PROVINCES (Situation 1930)

I. — JAVA-MADOERA. — 132.174 km²; 40.891.000 Indonésiens (recens. 1930) répartis entre une province et 13 résidences. Il y a également 4 principautés héréditaires :

De *Soerakarta* (titre *soesehoenan*, 1749 : Pakoe Boewono Senopati Ingalogo'Abd al Rahman Sayyidin Panoto Gomo, Xe du nom, depuis 1893) ;

De *Jogyakarta* (titre *sultan*, 1749 : Hamangkoe Boewono Senopati Ingalogo 'Abd al Rahman Sayyidin Panoto Gomo Khalifat Allah, VIIIe, 1921) ;

Du *Mangkoenegaran* (à Soerakarta) ; depuis 1757 : Pangeran Adipati Ario Mangkoe Nagoro VII, 1916 ;

Du *Pakoealaman* (à Jogyakarta) ; depuis 1813 : Pangeran Adipati Ario Pakoe Alam VII, 1906). « Mangkoenagoro » signifie l' « administrateur du royaume », et « pakoe 'alam » le « pivot du monde ».

Départements, de l'ouest à l'est : province Java occidental ou Pasoendan ; puis les résidences Banjoemas, Pekalongan, Kedoe, Jogyakarta, Soekarta (= Solo), Semarang, Rembang, Madioen, Kediri, Soerabaja, Madoera, Pasoeroean, Besoeki.

Races (1930) : *javanaise* 28 millions, *madouraise* 4.300.000 et *soundanaise* (à l'ouest). 8.500.000. La langue javanaise ancienne est le *kawi* ; ses deux formes principales, courtoise ou policée, et familière, sont dénommées *krama* et *ngoko*. La transcription en alphabet arabe de textes javanais s'appelle *pégon*.

En outre (en 1930), 192.571 *Européens*, 582.431 *Chinois*, ainsi que 41.730 *Arabes* et 5.536 *Hindous*. Tous les Arabes et tous les indigènes sont *musulmans*, sauf 303.111 *chrétieus et semi-chrétiens*, adhérents de Sadrach (1897) et du gourou Toenggoel Woeloeng († 1885) ; 1.200 *Badouwi* de Bantam, et 5.000 autres *semi-brahmanistes*, *Wong Tengger*, à Pasoeraean.

L'île de Java avait été profondément hindouisée ; dès le ve siècle, elle relevait de l'empire de Crivijàya ; puis de petits états locaux s'y fondèrent, notamment en Kediri (Daha : rois : Sindok 851-69, Jayabhaya 1050, etc. Kertanagara 1254-92) ; l'empire de *Madjapahit*, fondé par Wijâya Kertarâdjasa en 1294 s'étendit au delà de l'île. Il fut conquis et démembré vers 1518 par des chefs musulmans installés dans l'Est, qui fondèrent les État de Demak, Bantam, Cheribon, Japara, Pajang ; l'empire des *soesoehoenan* de *Mataram* (1538-1755), leur commun suzerain, fut, dès 1621, attaqué par la Hollande, qui le démembra en 4 petites principautés encore existantes aujourd'hui.

II. — SUMATRA. — 473.605 km² (avec les îles à l'ouest). Cette grande île se divise en 8 provinces (1930) : Côte Ouest, 1.910.298 (en 1930) hab. ; Tapanoeli 1.042.583 ; Benkoeken, 323.123 ; les Lampongs, 361.563 ; Palembang, 1.098.725 ; Djambi, 245.272 ; Côte Est, 1.693.200 ; Atjéh, 1.003.062 ; au total : 7.677.826 (en 1930).

Races (1929) : *Bataks* (600.000) et *Gayôs* ; avec des populations plus primitives *Koeboe*, *Akit*, *Semindo*, *Pasoemah* et *Rédjangs* ; les *Lampongs* (160.000) ; race d'*Atjéh* (550.000) ; *Malais* de Riouw et Djohore, sur la côte, et *Malais* de Mingkabau au centre. En outre 448.552 *Chinois* en 1936, 16.000 *Hindous* (Kalinga) et 5.000 *Arabes* immigrés.

A part 500.000 Animistes (*Bataks*, etc.), et 200.000 chrétiens (dont 169.000 en Tapanoeli), tous sont islamisés, d'après les sources officielles (évaluation un peu exagérée). Il y a un noyau de 3.000 Arabes à Palembang, et un groupe de Seyyids *hadramites*. Le sultan de Siak est d'origine arabe.

L'île de Sumatra a été beaucoup moins hindouisée que Java. Il n'y avait que deux foyers d'hindouisation ; au centre, l'État de *Minangkabau*, qui dura jusqu'au XVIIe siècle, avec un code coutumier très archaïque. Au sud, après l'empire de Çrivijaya, l'État semi-hindouiste de *Palembang* (1250-1375) fut annexé par les Javanais de Madjapahit. La côte est, qui dépendait de l'État de Djohore, s'islamisa au XIVe siècle. (Perlak, en 1292 ; Paséï en 1330-1404.)

A la pointe ouest, dès la fin du XIVe siècle, un État musulman puissant se fonda, le sultanat d'*Atjéh*, qui eut son apogée sous 'Alî Moghâyat Shâb (1507-22), et ne fut détruit qu'en 1874 par la Hollande. Atjéh s'est profondément islamisé, et l'on y vit, dès le XVIIe siècle, des querelles théologiques soutenues entre adeptes et adversaires du mysticisme d'Ibn'Arabî.

Sultanats musulmans : *Langkal*, *Deli*, *Serdang*, *Asahan*, *Siak* et quelques radjas de moindre importance (cf. *Ann.* de 1926, p. 276).

III. — RIOUW-LINGGA. — 32.392 km²; 298.225 hab. indigènes, presque tous islamisés ; 25.000 *Chinois*.

Le sultanat de Riouw, fondé en 1717, et gouverné depuis 1722 par la dynastie *bougi* de Soleïmân Shâh, possédait Djohore sur la péninsule de Malacca ; le dernier sultan fut 'Abdal Rahmân Maädlam Shâh, 1885-1911.

IV. — BANKA-BILLITON. — 16.632 km²; 205.363 hab. indigènes, presque tous islamisés, sauf 20.000 animistes *(Orang Lom)* et 1.300 chrétiens. Il y a aussi 100.000 Chinois, pour la plupart coolies dans les mines d'étain.

V. — BORNÉO-OUEST et BORNÉO-SUD-EST (535.638 km²). — Ces deux provinces avaient (en 1930) respectivement 802.447 et 1.366.214 hab. Sur un total de 2.017.072 hab. indigènes.

Races : il y aurait environ 1.125.000 *Dayaks* (le clan *Aelve ayer* serait de race négrito) et 535.000 *Malais*. Comme immigrés, on trouve 134.000 *Chinois* (dont beaucoup de race hakka) surtout sur la côte ouest, et 4.000 *Arabes*. Les Dayaks sont animistes mais s'islamisent lentement (1938) avec quelques divinités hindouistes (Sangiangs), et un dieu « Mahatala » qu'on identifie à l'Allah musulman. Les Chinois sont semi-animistes. Il n'y a donc que 540.000 Musulmans. (32 %) malais et arabes ; ces derniers comprennent quelques *seyyids* hadramites. Mais, depuis le XVIIe siècle, le pouvoir politique des rajahs hindouistes de la côte s'est islamisé ; les principaux « sultans » étaient alors à Bandjermasin (révolte de Tamdjîd Allah, 1856-59) et Pontianak (sharif'Abdal Rahmân Qâdiri, 1771). Les résidents néerlandais ont conservé 23 petites principautés, dont les principales : Pontianak (1771, dynastie d'origine arabe) et Sambas (1780) sur la côte occidentale et Koetei (1750, dynastie bougi) sur la côte orientale, tous musulmans (pour les autres, liste ap. *Ann. de* 1926, p. 277).

Les Chinois « confédérés » *(Kongsi)* de l'ouest, en Loemar et Mandor, ont essayé de conquérir leur autonomie en 1853 ; le dernier kongsi disparut en 1883.

VI. — CÉLÈBES. — 188.240 km² (avec les îles adjacentes ; 4.231.919 hab. dont 1.138.655 en Manado et 3.093.251 en Célèbes. Les races dominantes sont : *bougi*, *macassar* et *alfour (semi-papous)*. Il y a des primitifs animistes, nommés généralement « montagnards » ou *Toradja* (60.000) ; quelques-uns islamisés dans certaines montagnes ; et des immigrés, *Malais*, *Chinois* (41.402) et *Arabes* (3.500) sur la côte. La majorité des *Bougi* et *Macassar* s'islamise (1 million) ; il y aurait 284.000 *Alfour* chrétiens (eu Menado = Minahassa). Il y a 31 petits États ; l'un d'eux, Bolaäng-Mongondou, après plus d'un siècle de christianisme (1690-1844), est devenu musulman avec son chef, Jacob Manuel Manopo.

Le vieil empire semi-hindouisé des Macassares de *Gowa* s'est islamisé vers 1595. Cf. *Ann. de* 1926, p. 277.

VII. — MOLUQUES ET NOUVELLE-GUINÉE (ou *Irian*, dont la partie occidentale, restée hollandaise, est revendiquée par l'Indonésie). — 496.133 km²; 898.360 hab. indigènes, dont 400.642 en Amboine, 492.758 en Ternate et 200.000 (?) en Nouvelle-Guinée.

La race est très mélangée ; elle est *papoue* en Nouvelle-Guinée, et *malaise* dans certains ports. Le nombre des *Chinois* et *Arabes* est 4.046 et 2.100. Il y a environ 300.000 Musulmans ; contre 100.000 chrétiens (presque tous en Amboine). Aux îles Keï, habitées par des semi-Papous, les Musulmans convertis par les gens de Tidor sont 8.000 (sur 23.000 hab.) ; commandés par 5 « rajahs » locaux.

Les principautés des Moluques organisées dès le XIIIe siècle, se sont islamisées au XVIe siècle : Ternate dès 1495, Tidor en 1501, Gilolo en 1515, Batjan en 1521.

VIII. — TIMOR (avec FLORÈS, SAMBA et SŒMBAWA). — 68.403 km²; 1.657.376 hab. indigènes et 6.867 Chinois.

La race est voisine des races malaise (à l'ouest) et papou (à l'est). Il n'y a que 2.000 étrangers (non européens). Dans l'île de Timor (partie occidentale) il y a 280.000 animistes (adorateurs d'Oesi Néno) contre 72.000 chrétiens ; dans la même île (partie *portugaise*) il y a 350.000 animistes contre 30.000 chrétiens (à Noimoeti). Sœmba est animiste, avec une petite minorité islamisée. Sœmbawa (170.000) à été islamisée par les sultans de Birna (fondé en 1695). Sangar (1683), Dompo (1701) et Sœmbawa. Florès, sur 500.000 habitants, compte 30.000 chrétiens et 33.000 Musulmans. Il y aurait donc en tout 230.000 Musulmans.

IX. — BALI-LOMBOK. — 10.546 km² ; 1.802.683 hab. indigènes, de race malaise, et 10.949 Chinois.

A Lombok, 500.000 Musulmans (*Sasaks*, aborigènes), contre 40.000 Sivaïtes balinais, ancienne caste dirigeante venue de Bali et 1.200 *Bodhas* aborigènes. A Bali, 1 million de brahmanistes sivaïtes contre 25.000 musulmans seulement et 2.000 soi-disant bouddhistes. C'est à Bali, beaucoup plus que dans l'Inde, que l'on peut étudier les survivances du vieux cérémonial brahmanique (vêtements, parures, fards). Toutes les principautés sivaïtes de Bali et de Lombok ont été successivement annexées par le gouvernement hollandais de 1881 à 1910.

MALAISIE BRITANNIQUE

(Minorité musulmane)

A) GÉNÉRALITÉS

Cet ensemble administratif (Federation of Malaya, Singapore, British Borneo) occupe 350.000 km², peuplés par 6.800.000 hab. (estim. 1951 sur recens. 1947), dont 2.700.000 Malais, 2.900.000 Chinois (5 clans suivant l'origine : *Fokien*, *Canton*, *Khah*, *Tie Chin*, *Hailam*), 600.000 Indiens et 600.000 primitifs, *dayaks*, *semangs* (= négritos de Kedah, 2.000), *orang laut* (proto-Malais), *sakaïs* (20.000 ; Perak) et *Besisi* (1.000). Le total des islamisés s'élève à 3 millions (44 %), dont 2 millions 1/2 dans la *Federation of Malaya*.

Depuis la réorganisation administrative de 1946 et le remaniement de 1948, l'autorité du *Commissaire général* britannique pour l'Asie du Sud-Est, s'étend à 3 groupes de territoires :

I. — FEDERATION OF MALAYA (1-2-1948) (succède à la *Malayan Union* de 1946) se compose de 9 États (sultanats) : les 4 anciens « États fédérés » et les 5 anciens « États non fédérés » et des 2 colonies (Straits settlements) de Penang et Malacca. Un *haut-commissaire* y est assisté de 2 Conseils fédéraux.

II. — SINGAPORE, colonie séparée depuis 1946.

III. — BORNÉO NORD (1946) : un protectorat (Brunei) et deux colonies (Sarawak et North Borneo).

Zone d'importance stratégique et économique essentielle : en 1952, la Fédération a produit 582.646 t. de *caoutchouc* et 56.838 t. d'*étain* (tin in ore) ; et Bornéo, 5 millions de t. de *pétrole* (en 1952). Singapore reste (1952), le principal exportateur d'étain de Malaisie et le premier marché mondial du caoutchouc. Évacuée par les Japonais, la M. B. reste le siège d'une insurrection, larvée depuis 1951.

B) TERRITOIRES

I. — FEDERATION OF MALAYA. — 131.200 km², 4.900.000 hab. dont 2.500.000 Musulmans (1947) ; 650.000 élèves dans 4.000 écoles (1951).

Les 9 sultans sont assistés de conseillers britanniques, et d'Assemblées législatives (dont ils nomment les membres).

Deux grands partis politiques, le Parti de l'Indépendance Malaise et le Parti

Travailliste pan-malais, demandent des élections générales et l'évolution vers un gouvernement autonome, puis l'indépendance totale. Le « terrorisme » et l'insécurité seraient le fait de communistes *chinois* (« Mouvement de Libération Nationale ») : ils immobilisent (1952) 40.000 hommes de troupes régulières, 60.000 policiers et 200.000 gardes civils. En 1952, plus de 400.000 colons (85 % de Chinois) expulsés par les guerrillas étaient réinstallés ailleurs.

Notices sur les 11 territoires (chiffres 1947) :

1) ANCIENS « ÉTATS FÉDÉRÉS » : 4 États, couvrant 71.260 km² :

a) *Sultanat de Pérak :* 953.938 hab. ; dont 444.509 Chinois, 300.705 Malais, 140.176 Hindous tarmis, 59.926 Javanais et Atchinois, 5.000 « sauvages » *(Sambos, Sakaïs)* négritos, 350 Arabes (dont quelques Seyyids *hadramites*). — 374.000 Musulmans. Ch.-l. Kuala Kangsar ; autres villes : Taïping (138.000 hab.) ; Ipoh (64.000), 7 districts.

Le sultan actuel, Paduka Sri Sultan Sir Yusuf Izzuddin Shah, est le 2e héritier, en ligne directe, du premier sultan de Malacca. Le code en 99 articles, attribué à Khosroès Anouchirwan *(sic)* est une curieuse compilation *semi-shî'ite* due aux Seyyids *hadramites'amoûdis*, conseilleurs juridiques du sultan. Artisans : nielleurs, brodeurs. École normale malaise fédérale.

b) *Sultanat de Sélangor* : 710.788 hab. dont 362.710 Chinois, 106.363 Malais, 80.961 Indonésiens, 20.000 Tagals, 145.184 Indiens. — 200.000 *Musulmans.* La ville de Kuala Lampur, capitale fédérale, a 136.000 hab. — Six districts.

Les sultans de Sélangor sont apparentés à la dynastie *bougi* de Riouw.

c) *Sultanat des Negri Sambilan :* 267.668 hab., dont 104.000 Malais, 114.406 Chinois, 6.409 Javanais et Atchinois, 38.000 Indiens. — 114.000 Musulmans. Chef-lieu : Kuala Pilah, tombe de Cheïkh Ahmad († 1467, à Pangkalan Kempas).

Les « 9 États » [Sungai-Ujong, Yelebu, Johol, Rembau, Ulu Muar, Jempul, Terachi, Gunong Pasir, et Inas, etc.], amalgamés en 1874, sont gouvernés par une lignée venue du *Minangkabau* (Sumatra) ; le premier « yamtuan » fut Rajah Melewar, de Siak, en 1773. Le code mis alors en vigueur, *adat perpatih*, est nettement féministe *(matriarcal)* et les responsabilités, atténuées, y sont collectives.

d) *Sultanat de Pakang :* 250.178 hab., dont 132.000 Malais, 97.000 Chinois, 3.700 Javanais et Atchinois et 14.744 Indiens. — Donc 136.000 Musulmans.

Les sultans de Pahang descendent d'un *bandahara* (sénéchal) de la cour *bougi* de Riouw. Tombes royales à Pekan (de style chinois). Chef-lieu : Kuala lipis.

2) ANCIENS ÉTATS NON FÉDÉRÉS (5), occupant 61.040 km² ; protégés par le Siam, jusqu'au traité de 1909 (sauf Djohore).

a) *Djohore* (Sultanat de) : 738.251 hab., dont 222.000 Malais, 354.770 Chinois, 101.000 Indonésiens et 55.000 Indiens. — Environ 328.000 Musulmans. Sultan : Sir Ibrahim.

Djohore devint le centre du sultanat de Malacca au VIIe siècle ; en 1717, il fut annexé au sultanat *bougi* de Riouw (voir ici *supra*) ; ses sultans actuels descendent d'un *temmenggong* (amiral) de la cour de Riouw. Pour activer le goût du pèlerinage à La Mekke, ils ont construit une *Ka'ba* en miniature à Djohore Baharu, la capitale (97.634 hab.).

b) *Kedah* (Sultanat de) : 554.441 hab., dont 373.183 Malais, 116.000 Chinois, 51.000 Indiens et 4.000 Indonésiens. — 382.000 Musulmans. — Capitale : Alor Star.

Le premier rajah islamisé fut Phra Ong Mahawangsa (devint, en 1474, Mozaffar Shâh). Kedah fut conquis temporairement par le sultant d'Atjéh, en 1649.

c) *Perlis* (sultanat de). — 70.490 hab., dont : 55.000 Malais, 12.000 Chinois et 1.600 Indiens. — 55.000 Musulmans. État créé en 1841, chef-lieu Kangar.

d) *Kelantan* (Sultanat de) : 448.572 hab., presque tous Malais, sauf 23.000 Chinois et 5.000 Indiens. — 413.000 Musulmans. — Capitale : Kota Baharu (15.000 hab.). —

Trois districts. — Code indo-musulman de 1650. Médersa (Majlis Ugama Islam), fréquentée (1937) par les Musulmans d'Indochine (Ner).

e) *Trengganu* (Sultanat de) : 226.000 hab., tous Malais, et islamisés (sauf 15.800 Chinois). Les sultans de Tregganu sont d'une lignée alliée à la dynastie *bougi* de Riouw, comme la lignée (éteinte) des princes de Kampong Glam. — Ch.-l. : Kuala Tregganu (16.000 hab.).

3) ANCIENS STRAITS SETTLEMENTS (établissements du détroit de Malacca). — Se composent de 2.600 km² :

a) *Ile de Penang, province Wellesley* et *Dindings* (côte de Perak) : 446.321 hab. : dont 133.200 Malais, 247.300 Chinois, 3.000 Javanais et 57.000 Hindous bengalis. Les Musulmans sont environ 150.000 (dont 10.000 Bengalis et 200 *sam-sam*, Siamois convertis). George Town a 165.000 hab.

b) *Enclave de Malacca,* 240.000 hab. : dont 115.000 Malais, 97.000 Chinois, 5.000 Indonésiens et 20.000 Indiens. Il y a environ 125.000 Musulmans.

La région était connue dès le VIIIe siècle par les navigateurs musulmans pour ses mines d'*étain.* Le sultanat de Malacca, fondé vers 1384, privé de sa capitale par les Portugais de 1511 à 1641, eut alors pour centres Bintang, puis Kompar, puis Djohore ; le dernier sultan, Mahmoûd Shâh II, mourut en 1699 (voir *Perak*) ; et le pays passa sous la domination de Riouw.

Malacca (ville) a 45.000 hab. École normale de jeunes filles malaises (157 élèves en 1951).

II. — SINGAPORE. — 3.500 km² (avec les îles), 1 million d'hab. dont 140.000 Musulmans (est. 1951). — Occupation japonaise (1942 à 1945). — Colonie séparée (depuis 1946).

a) *Ile de Singapore,* 1 million d'hab. (est. 1951) : dont 806.000 Chinois, 127.000 Malais, 75.600 Hindous et Pakistanais, 10.500 Eurasiens, 12.800 Européens et 10.000 « autres étrangers » (Japonais, Arabes du Hadramaout et de Mascate). Les Musulmans sont 85.000, y compris 10.000 Tamils, et 9.000 Chinois. 132.000 élèves dans 485 écoles (1950), dont 8.500 Malais et 74.500 Indiens et Chinois. — Université de Malaisie (fond. 1949) : 840 étudiants en 1951-52.

Les Chinois représentent la quasi seule force politique ; leur attitude est réservée, sinon hostile (influence du Parti Communiste malais clandestin ; opposition au rattachement à la Fédération Malaise (depuis 1946) de Penang et Malacca qui comprennent environ 350.000 Chinois). Deux partis politiques officiels (1949) : *Parti Travailliste* (socialiste modéré) et *Parti Progressiste* (non-racial, modéré, à majorité malaise et indienne).

Fondée par des Malais de Palembang au XIIe siècle, Singapore (Singgah-pura) fut saccagée en 1375 par une expédition javanaise. Fondée à nouveau par un grand administrateur, Raffles, en 1811, elle est l'*emporium* du Sud-Est de l'Asie. On y trouve 7 mosquées, dont 4 *shâfi'ites* ; et des propagandistes *Ahmadis.*

Le code introduit pas les gens de Palembang dans la péninsule est dit *adatt temenggong* ; c'est un code autocratique, indo-javanais ; il s'oppose à la vieille coutume du Minangkabau (appliquée en *Negri Sembilan*) et au *hokm shar'î* de l'Islam pur. Code criminel britannique.

b) Sont rattachées, également, les îles *Cocos* ou *Keeling* (domaine des Clunies Ross depuis 1825 ; 1.200 hab. presque tous musulmans) ; l'île *Christmas* (1.500, dont 300 Musulmans).

III. — BORNÉO (SEPTENTRIONAL). — 215.000 km², 950.000 hab. dont 375.000 Musulmans (est. très provisoire 1951). — Comprend 3 territoires :

a) *Sultanat* (protégé) *de Bruneï* ; sultan actuel (depuis 1950) : Omar Ali Sayfuddin. 6.000 km² ; 40.000 hab. (1947), presque tous malais, sauf 8.000 Chinois ; probablement 25.000 Musulmans (1951).

Ce vieil État hindouiste s'islamisa dès 1521. Il a été amputé en 1842 et 1881, pour former les deux circonscriptions ci-après :

b) *Sarawak*, à une dynastie de *rajahs* britanniques depuis 1842 (anciennement à Bruneï), est devenu colonie britannique en 1946. — 130.000 km²; 546.000 hab. (1947), dont 200.000 (chiffre hypothétique) Musulmans (50 % de *Malais*). A Kouching (la capitale), la *khotba* se disait pour le calife ottoman.

c) *British North Borneo*, à une Compagnie à charte (1881), qui l'acheta des sultans de Bruneï et Soulou, devenu Colonie en 1946 ; 76.000 km²; 333.700 hab. (1951), dont 74.000 Chinois. Le fond de la population est *dayak* (1931) : *Dusun* (117.000), *Murut* (24.000) et *Bajau* (34.000). Il y a peut-être 150.000 Musulmans (Malais, Javanais, Tamils, Tagals) dont des milliers de Dayaks convertis *(Bajan, Pada)*. Capitale : Jesselton.

L'île *Labuan* sur la côte nord-ouest de Bornéo, dépôt de charbon (occupé en 1847), qui, sur 9.000 hab., en a 6.000 Malais, *musulmans*, est rattachée à North Borneo depuis 1946.

BIBLIOGRAPHIE. — *Papers on Malay Subjects*, édités par R. J. Wilkinson, Kuala Lampur, 1907 sq., en 12 fascicules ; 2e série, 1913 sq., 3 fascicules.

R. O. Winstedt, *Malaya*, London, 1923 (283 pp.).

Singapour (*Doc. franç.*, nº 1253 du 19-12-49).

Colonial reports on Borneo for 1949, 1950.

Statesman's Year-Book, 1952.

The Eastern Economist, New-Delhi, numéro du 13-2-1953.

C. Robequain, *Le monde malais*, Paris, 1946.

Jeanne Cuisinier, *Sumangat*, Paris, 1951.

R. Winstedt, *The Malay Magician*, Londres, 1951.

V. Parcell, *The Chinese in South East Asia*, Oxford, 1951.

The New Statesman and Nation, numéro du 13-9-1952.

Presse musulmane de Singapore : *Malaya Tribune, The voice of Islam.*

THAILAND (EX-SIAM)

(Minorité musulmane)

Sur 17.517.742 hab. (1947), on trouvait, à côté d'une grande majorité bouddhiste, 626.907 Musulmans en 1945 (estim. offic.).

Ces Musulmans sont de race *malaise* (provinces du sud et grandes villes : commerçants de chevaux). Il y a aussi quelques Musulmans *hindous* et *chinois* (venus de Ta-li-fou : dans le nord).

Dans la péninsule de Malacca, J. H. Moor signalait en 1837 des *Siamois* convertis à l'Islam, portant le nom de *Samsam*, et parlant un langage mixte.

La plupart parlent *malais*. L'*arabe* est assez employé, et la mode est de porter le fez (plus petit qu'en Égypte).

Il y a 20 mosquées à Bangkok (où il y aurait, dans la région, 100.000 Musulmans) et 11 à Xieng Maï.

La province de *Pattani* (au sud-est) a une population de 350.000 hab. (1937), en majorité malais et musulmans. Sa capitale, *Pattani*, a une école musulmane du 3e degré, fréquentée par les Musulmans du sud de l'Indochine.

Le rite est *shâfi'ite* (sauf le hanéfisme pour quelques Hindous).

BIBLIOGRAPHIE. — *Moslem World*, avril 1919, p. 142.

Marcel Ner, Les Musulmans de l'Indochine française (*Bull. Ecol. Fr. E. O.*, XLI, 1941).

INDOCHINE

(Minorité musulmane)

Les éléments recueillis en 1937, sur les statistiques de 1936, par Marcel Ner, dans une étude directe, patiente et documentée, donnent de l'Islam en Indochine la vue d'ensemble suivante :

Sur 27 millions d'hab. (est. 1949), il y aurait 100.000 Musulmans, soit à peine 0,4 %, en grande majorité au Cambodge (2 % de la population).

Les statistiques de 1936 sont approximatives, mais beaucoup plus sûres que les évaluations de l'*Annuaire 1929* ; on ne peut donc parler de régression, surtout pour le groupe vigoureux et prolifique du sud-ouest (Cochinchine et Cambodge).

(1952) Il y a quelques *étrangers* (1.000 environ), citadins à *Saïgon-Cholon*, tous sunnites *(hanéfites* ou *hanbalites)* — sauf quelques isolés *shî'ites* à Saïgon : immigrés récents du sud de l'Inde et des comptoirs français de l'Inde (570), auxquels appartiennent les belles mosquées des grandes villes ; *Malais* de Saïgon (60 ?), influents par leur rôle de relais sur la route des pèlerins et des étudiants ; *Afghans* (250) et *Arabes* du Yémen (250). Ce sont les « congrégations », ayant cinq mosquées.

Mais la masse des Musulmans d'Indochine sont des Cham (pron. *Tyam*) autochtones, de race proche de la race blanche, *non*-mongoloïde, de langue apparentée aux groupes de dialectes des plateaux (Moï, Jaraï et Rhadé) — et *non* des Malais :

1° *Sud-centre-Viêtnam :* (1952) sur 23.000 Cham, 9.500 islamisés, des provinces de Ninh-Thuân (5.000 sur 14.000 hab.) et de Binh-Thuân (4.500 sur 12.000 hab. ; 8 villages sur 21) ; islam dégénéré, « en marge », avec pourtant lecture de *hizb* réguliers du Coran dans les mosquées (rouleau de la collection Paul Mus) ; non-consommation du porc ;

2° *Cochinchine :* (1952) 14.621 Cham (dont quelques Malais métissés) dans les provinces de Châu-Dôc et de Tây-Ninh ; surtout réfugiés ;

3° *Cambodge :* 73.465 Musulmans (en grande majorité Cham) autour de Phnom-Penh (3.363 dans la capitale même), au nord-nord-ouest (Pursat et Battambang), au sud-ouest (Kampot) et surtout au nord-est, dans la province de Kompong-Cham (33.000). Avec un chef, l'*Oknha Réachéa Thippadei*, dignitaire à 9 pâns.

Le plus important de ces groupes, celui du sud-ouest de l'Indochine (Cochinchine et Cambodge) — 81.000 selon les statistiques, probablement 100.000 en réalité — est donc un groupe Cham (avec quelques *Chvéa* ou « Javanais » venus de Bornéo et surtout de Sumatra et quelques *Malayou* ou « Malais » venus de Singapour ou de Trengganu, tous très métissés) ; 9/10 habitent les berges du Mékong ou de ses affluents, et vivent de pêche ou de transport fluvial. Tous sunnites *(shâfi'ites)*, ils sont aux 4/5 des *trimeu* (enseignement et rites en *malais* et non en arabe). Leur vie religieuse est active (1 % de pèlerins à La Mekke) et leur vie scolaire intense : il y a une école musulmane *(surao)* dans chaque village, et les meilleurs sujets vont se perfectionner au Siam (à Pattani) et surtout en Malaisie, à Kota Bharu (État de Kelantan), au *Majlis Ugama Islam* ; par contre, ils étaient (du moins jusqu'en 1940-41) très peu nombreux dans les écoles officielles.

Historiquement. — L'Islam, importé au XIe siècle par des navigateurs *arabes*, paraît ne s'être diffusé qu'au XIVe siècle, au plus tôt (peut-être même après 1471), grâce à des *Malais* : sur la côte du royaume brahmanique sivaïte de *Tchampa*, patrie des *Tjams*.

Ravaisse a publié deux stèles *arabes* en coufique, trouvées au Tchampa ; l'une datée de 1039. Une stèle musulmane a été trouvée à Angkor en décembre 1920, au cours des travaux de débroussaillement (sans date).

Les *Malais* ont fait pénétrer l'Islam au *Cambodge* dès 1550 :

Les Musulmans y ont joué parfois un rôle politique : sous le roi Phrâ Ram (1638-56), dit « Chol Sas » (le renégat), parce que, de bouddhiste, il devint musulman, et prit le nom d'*Ibrahîm* (à cause d'une Malaise) ; et sous le régent malais Tuan Sait Ahmit (= Sheïkh Ahmed), de 1809 à 1820.

En Cochinchine (1952), 39 mosquées : 32 Chaudoc, 1 Travinh, 1 Mytho.

Bibliographie. — Marcel Ner, Les Musulmans de l'Indochine française (*Bull. de l'Ec. franc. d'Extr.-Orient* XLI, 1941, 2, pp. 151-200).

Pierre Rondot, Notes sur les Chams Bani du Binh Thuan (*Rev. Et. Isl.*, 1949, pp. 13-47).

Note de Mr Ung Kuoi, secrétaire d'État aux cultes, Pnom-Penh, 5-9-1952 (communiquée par Marcel Ner et Jean Scelles).

PHILIPPINES (REPUBLIKA NG FILIPINAS)

(Minorité musulmane)

Sur 19.234.182 hab. (1948 ; répartition confessionnelle 1939), la majorité est chrétienne (12.603.000 catholiques romains, 1.573.608 catholiques *aglipayanos*, 378.361 protestants), il n'y a plus que 626.000 animistes et 47.852 bouddhistes (Davao). Les Musulmans, dits *moros*, sont 791.817 en 1953 (4 %), dont 14.215 à Manille (sur 983.906 hab., 1948).

Les races étaient en 1929 :

a) Les *Tagals* demi-civilisés (en immense majorité), indonésiens, christianisés (ou musulmans) ;

b) Les *Malais*, animistes (Tinggians, Bontoks, Igorots ; Ifagaos : N. Luzon et Musulmans ; en tout 548.751 ;

c) Les *Indonésiens* sauvages, animistes, 171.772 (dont Samals, Yakans, Tagbannas et Sanggils islamisés) ;

d) Les *Pygmées* (Ætas ; protomalais, australoïd-aïnos, N. Tayabas), animistes : 55.772.

Les Musulmans sont des immigrés *malais* et des *tagals* convertis, concentrés dans l'île de Mindanao et dans l'archipel des Soulou : en voici la répartition officielle en 1929 : 107.205 à Cotabato, 6.500 à Davao, 75.960 à Lanao, 144.000 aux Soulou, et 45.000 à Zamboanga (total 380.000 Musulmans sur 723.695 hab. dans ces circonscriptions). En outre, il y en a 400 aux îles Negros, Bohol ; 5.000 à Palawan (sud) et Balabac ; 400 à Bukidnon et 100 à Cagayan.

L'Islam, introduit vers 1380 par un maqdoum de Malacca, de Tawi-Tawi à Simonor (1re mosquée à Tubigindanan), s'organisa en deux sultanats : 1° A Mindanao au XVIe siècle avec un seyyid *hadramite*, Mohammed Kabungsuwan de Djohore, 1er sultan de *Magindanao* ; ces sultans et datos « moros » menèrent une lutte acharnée contre les Espagnols (dès Buhisan, 1597, et Qodrat, 1610 ; vers 1815, Datei Piang, usurpateur chinois islamisé ; il y en eut 21 jusqu'en 1913 (parallèlement à une lignée rivale de rajahs à *Buayan*) ; 2° Aux îles *Soulou*, dès 1480 ; le 26e et dernier sultan de Soulou, Djamâl al Kirâm II (1894) abandonna en 1915 (traité Carpenter) tout pouvoir temporel.

Ce sont des sunnites *shâfi'ites* ; leur code a été publié par Saleeby. Ils usent de l'alphabet *arabe* (25 % d'instruits), et parlent le dialecte *soulou (tagalog)*. Celui-ci est la langue nationale officielle depuis 1946 (mais l'enseignement a lieu aussi en anglais et en espagnol, compris ou parlés par près du quart de la population).

L'administration cultuelle, unifiée sous un *cheikh ul-islam*, seyyîd Kîlanî (de l'ordre des *Qâdiriya*), mort en 1916, qui avait été investi par le califat ottoman (qui négocia en 1902 la soumission à l'Amérique du sultan de Soulou), a passé depuis 1915 au dernier sultan de Soulou, Djamâl al Kirâm II, qui ne conserva ainsi que son pouvoir spirituel.

Pour l'organisation de 1920 à 1936, voir l'*Annuaire 1929*.

(1953) Actuellement quatre provinces « Moros » en *Mindanao* : Lanao, Cotabato, Misamis, Bukidnon. — Deux sultans de *Sulu* (cap. Jolo) et île *Palawan* depuis 1950, proclamés par la réunion des tribus et les *imâms* locaux. Aux *Turtle Islands*, princesse musulmane Tarhata Atik Kiram (née vers 1900) ; élevée aux U. S. A., elle fit ensuite la guerre sainte (« moro juramentado ») contre eux. — 1.500 pèlerins par an. — Nombreuses mosquées à Dansalan (Mindanao). Deux missionnaires réformistes azhariens, Mohammed Taha Yakha, et Abdulghani Suidang (depuis 1951). — Pas de collusion avec les communistes Huk Balahap, de Luzon. Polygamie, esclavage, guerre sainte (1952 : opérations contre 20.000 *Moros* dissidents des Sulu).

BIBLIOGRAPHIE. — Dr Saleeby, Studies in Moro hist. and law (*Philipp. Ethn. Survey Publicat.*, IV, part. 1, 1905 ; cf. Cabaton, ap. *Revue du monde musulman*, IV, 21-75. *Moslem World*, 1919, 1923).

Census of 1918, Manila, 1921, t. II, pp. 51, 938-952.

XXVth ann. rep., of the Direct. of Education, Manila, 1925.

Ann. Report of the Gov. Gen. of Philipp. Islands, Washington, 1926, 251 p.

L. H. Fernandez, *The Philippine republic*, New York, 1926 (= *Columbia Univ. Studies in history* (XXII-1).

Cameron Forbes, *The Philippine islands*, Boston, 1929.

Note de 1951 (comm. V. Monteil).

LE CONTINENT INDIEN

NOTICES : Le Partage de 1947
Introduction : L'Islam aux Indes (jusqu'en 1947)
Pâkistân (Généralités ; Notices provinciales)
Inde (minorité musulmane) : Généralités ; notices provinciales ; annexe : Enclaves étrangères (Indes Françaises et Portugaises)

LE PARTAGE DE 1947

Le 15 août 1947, la scission de « l'Empire des Indes » procurait au Commonwealth britannique deux États indépendants associés — déclenchait aussi les massacres du Panjâb, et jetait sur les routes 12 millions de réfugiés, tant musulmans qu'hindous. Un an plus tard, les deux leaders adverses mouraient, le mahatma hindou Gandhi (30-1-48) et le qâïd-i A'zam Mohammed Jinna (Janah), Musulman d'origine khodja (11 sept. 1948).

La fondation par Jinna du « Pâkistân » (cf. notice) semblait le reniement de la vocation indienne d'unification poursuivie depuis dix siècles par les meilleurs d'entre les Musulmans, d'Iltutmish à Akbar et à Dârâ Shukûh. Avec Jinna, l'Islam indien rebroussait chemin vers l'Occident, au lieu d'approfondir sa compréhension et sa participation de la spiritualité native de « Mother India » (« Mataram »), susceptible d'aboutir à la rendre explicitement « fille d'Abraham », grande et une parmi les nations.

Mais les circonstances de la mort de Gandhi sont telles qu'elles font pressentir, après la scission actuelle, un rapprochement social définitif entre Musulmans et Hindous ; il avait prédit que Delhi serait le lieu où serait scellée la réconciliation. Et c'est là que cet hindouiste, d'origine jaïna, fortement influencé par le bouddhisme, sur deux points, non-violence et réhabilitation des parias, s'est fait tuer le 30 janvier 1948 ; après un dernier jeûne pour la paix sociale, jeûne auquel s'étaient associées des Musulmanes de Delhi (Mme Amat el-Salâm), il avait tenu à les accompagner en pèlerinage (pour les protéger) à Mehrauli (9 km. sud Delhi), à la tombe désécrée de Qutb Bakhtiyar (né à Osh, † 1234), qu'il s'engagea à faire réparer. C'était le 27 janvier ; quatre jours après, un des siens, qui ne lui pardonnait pas sa bonté pour « l'étranger », le tua à Birla House.

Il est clair que, depuis son alliance de 1918 avec les Musulmans, alliance de sa « poursuite de la Vérité » (satyagraha) avec la « défense des lieux saints du Hedjaz » des « Serviteurs » de la Ka'ba, Gandhi s'était engagé dans un rapprochement avec l'Islam qui était plus que tactique. Tolstoï et Ruskin avaient attiré Gandhi vers une « monothéisation » de la magnifique tradition de prière hindoue. Mais c'est l'Islam qui lui fit

entrevoir, dans deux de ses devoirs canoniques fondamentaux, le Pèlerinage et le Jeûne, plus que des exercices d'ascèse individuels : les moyens révélés de soumission totale à la volonté personnelle de Dieu. Et, dans le « droit d'asile » envers l'étranger, une attitude spécifiquement abrahamique.

Gandhi est mort pour que l'Islam ne soit pas expulsé de l'Hindoustan ; et c'est pourquoi ses meilleurs amis musulmans, tels qu'Abulkalam Azad, n'ont pas suivi S. Nadwi à Karachi, et sont restés à Delhi, pour défendre, dans des positions officielles, et leurs frères minoritaires et la mission de l'Islam aux Indes. Et, sur le plan ismaélien, les chefs sont restés en Hindoustan, Bohoras à Surate, Agakhan à Bombay. Le Nizam, lui-même, est resté à Hyderabad.

Bharatan Kumarappa, *M. K. Gandhi : non-violence in peace and war*, 2 vol., Ahmedabad, 1949, t. II, 384, 389-392.

Gandhian Outlook and Techniques (5/17-1-1953), N. Delhi, 1953, 424 p. (avec préface de M. Abulkalam Azad).

Indu Talimi Sangh Publications, Sevagram (vià Wardha, Madhya Pradesh) : sur la redistribution des terres par partages volontaires. Audacieuse campagne gandhiste dirigée par S. Vinobha Bhave, qui a eu son écho en Égypte musulmane (cf. ici p. 277), — mais laisse sceptiques des « chrétiens » en France (*Esprit*, 1954, p. 213).

INTRODUCTION : L'ISLAM AUX INDES

(jusqu'en 1947)

Sur 4.500.000 km², l'Empire des Indes comptait (recens. 1941), 386.600.000 hab., dont 92 millions de *Musulmans* (24 %) et 5.700.000 *Siks*.

Les autres communautés étaient : *chrétiens*, 7.400.000 ; *juifs*, 22.500 (indigènes, à Cochin) ; *mazdéens* (Parsis de Bombay), 115.000 ; *bouddhistes*, 457.000 (en Birmanie) ; *jaines*, 1.500.000 (au nord de Bombay et en Rajputana). Tout le reste, soit 270 millions d'âmes, appartient aux diverses sectes *hindouistes* (dont (en 1921) 70 millions de *parias* « intouchables »).

Ces sectes *hindouistes*, que travaillaient par réaction contre l'Islam et la chrétienté, de puissants mouvements de concentration pan-indienne se répartissent ainsi (1929) :

a) *Animistes* demi-sauvages (*Santhal, Bhils, Gonds*, etc.), environ 11 millions Ils forment les « depressed classes » (classes arriérées), avec les « hors caste » *(parias, mahars, namsoundras)* que les missionnaires chrétiens, musulmans (et sikhs) se disputent ; les Musulmans ont l'avantage au Bengale et en Malabar ; une société hindouiste essaie d'enrayer l'islamisation.

b) Conservateurs du *polythéisme* intégral : la plupart groupés par associations de castes, régionalement ; certaines hautes castes se sont fédérées, pour la défense du culte du panthéon védique, dans toute l'Inde (*Mahamandala* de Bénarès, depuis 1900 : avec Madan Mohan Malaviya, et la maharajah de Darbhanga ; *Sanatan Dharma* ; *Maha Sabha*). En tout, 150 millions.

c) Réformes *polythéistes* émotionnelles, et locales : *vishnouites* (*Crî Vaishnava* de Ramanuja, *Mâdhvas, Vallabhas, Nimbarkas*), surtout au sud ; *sivaïtes* (*Saïvas, Lingâyas)* ; *Krishnaïtes* (*Shaïtaniya* de Bengale), 50 millions.

d) *Védantisme* réformé (Smârtas de Sankara Acharya) : 200.000.

e) Sectes modernistes : 1° *Arya Samâj*, de Dayananda Sarasvati († 1883), qui se réfère uniquement au texte des *Védas*, vénéré comme la parole révélée du Dieu unique : sa propagande attaque aussi violemment l'Islam et la chrétienté que le polythéisme traditionnel : 500.000 ; 2° *Suddhi Sabhâ*, sociétés de « purification » des Hindous récupérés sur l'Islam *(Malkanas)* et le christianisme : 30.000 ; 3° *Theosophical Society* (Madras et Bénarès), ex-chrétiens passés à un hindouisme ésotique ; et leurs disciples : 10.000 ; 4° *Isamoshipanthis* semi-chrétiens (S. Bérar) et *sannyasis* cyrptochrétiens : 10.000 ; 5° *Brahmo Samâj*, monothéisme hindouiste largement sympathique : 7.000. Très voisin est le groupe d'intellectuels syncrétistes, des Tagore, issu de la *Tattvabodhini Sabhâ*, à Santiniketan ; récemment R. Tagore s'est déclaré sympathique à l'Islam.

f) *Gujra Sahba*, fondée par M. K. Gandhi (né à Porbandar en 1869 d'une famille

Vaishnava, dans un district *jaïna* ; emprisonné, mars 1922-fév. 1924) : centre au *Satyagrah Ashram* de Sabarmati, près Ahmedabad. (Certains Musulmans, Maulana Hazrat Mohani, et ʿAbdal Madjid, ont tenté de concilier ce mouvement d'ascèse sociale avec la doctrine islamique). — Université *nationale* de Ahmadabad, fondée en novembre 1920.

Les Musulmans hindous appartiennent aux races suivantes (chiffres de 1929) :

a) Deux cent mille *Arabes* immigrés, dans le *Sind*, et sporadiquement ailleurs (*seyyids* qoreïchites, *hadramites* de Hyderabad, etc.). On peut y ajouter quelques *Somalis (Habasha)* à Bombay (État de Janjira) ;

b) *Persans* immigrés : environ 300.000 ;

c) *Turkmènes* immigrés *(Moghols)* : environ 300.000 ;

d) *Afghans* dits *Pathans* : environ 6 millions, dans toutes les provinces, jusqu'au Dekkan. — L'immense majorité se compose de convertis, de bonne caste *(sheïkh)* et de basse caste (*djolaha* ; le nombre de ces derniers s'accroît rapidement). Ils sont de race aryenne dans le nord, et dravidienne dans le sud.

Politiquement, la conquête musulmane de l'Inde, amorcée par l'occupation du Sind dès 715, ne commença qu'après l'islamisation des chefs *afghans (pathans)* : avec les campagnes de Mahmoûd II de Ghazna († 1030) ; c'est alors que Bîroûnî composa sa magnifique description de la civilisation hindoue.

En 1193, Dehli devient la capitale de l'empire musulman du Nord, sous des dynasties afghanes (*Ghôrides, Khildjis, Toghlaq, Sayyid, Loudi*) ; puis des Timourides venus du Ferghana avec Bâbor (1526) fondent l'empire des « Grands Mogols », qui atteint son apogée sous Akbar (1556-1605) Shâh Djahân (1628-58), et Awrang Zêb (1659-1707). Le dernier, Bahadour Shah, fut déposé en 1857, à la suite de la « mutinerie » des troupes musulmanes, par la Compagnie britannique des Indes, qui était devenue depuis 1765 concessionnaire de la ferme impériale des Impôts du Bengale.

La conquête islamique de l'Inde du Centre et du Sud, qui avait échoué en 734 (victoire du Chaloukya de Kalyan Poulakesi II), fut reprise en 1305 par Malik Kafour, général des troupes ghôrides, et accélérée par la dynastie *shîʿite* des Bahmani de Kulburga (1347-1518). La réaction hindouiste des Mahrattes l'a paralysée depuis le XVIIe siècle, avant qu'elle eût atteint l'extrême-sud.

Socialement la pénétration islamique s'est faite dans l'Inde grâce à deux propagandes apostoliques, émancipant les basses castes par la conversion à une religion égalitaire. L'une, celle des *Ismaéliens* (divisés en deux sectes), adaptait le syncrétisme méthodique de sa catéchèse initiatique aux théogonies diverses des sectes hindoues (Moltan, IXe siècle; Gujràt, XIIe et XVe siècles ; Wakhan, XIIe siècle). L'autre, celle des mystiques *sunnites*, prêchant l'acquiescement à la volonté souveraine d'un Dieu unique, transcendant et personnel, créait çà et là de petits noyaux de convertis (Malik « Ibn Dinâr » à Cranganore, en 750 ; Hallâdj en Gujrat, 890 ; Nathar Shah à Trichinopoly, en 1020 ; Yoûsof Sindî

(*Memans*, à Cutch, 1350) ; le mouvement s'amplifia à partir du XIIIe siècle avec l'essor des congrégations musulmanes, autour des tombes de saints, à Ajmir, Pâkpattan, Panipat (Qalandarî † 1324), Outch, Belgaum (Gîsoudirâz † 1422), Sylhet.

Convergeant avec le mouvement hindou des bhagats, il aboutit à la fondation des sectes indo-musulmanes, tentant une réconciliation des deux cultures antagonistes sur le terrain mystique ; comme les *Kabirpanthis* les *Sikhs*, et d'autres groupements beaucoup moins importants, *Hoceïn Brahmanis* (= semi *Tshishtiya*), *Satya Dharmas, Pirzadâs*. Le prince impérial Dârâ Shukoûh († 1659), élève d'un cheïkh qâdirî et d'un Kabirpanthi, tenta un rapprochement culturel islamo-hindou fort remarquable (voir *R. M. M.*, LXIII, 1-14, et *J. A. P.*, oct. 1926).

Les règles du droit hindou persistent dans certaines communautés musulmanes, pour le statut personnel (*Khôdjas, Bôhoras, Moplahs*). La caste hindoue des *Kâyasthas* ou scribes, écrivant en *persan* pour les princes musulmans, a joué un rôle culturel important.

Au point de vue dogmatique, les Musulmans hindous se répartissent (chiffres de 1921) en :

1° *Sunnites :*

a) *Hanéfites :* 48 millions environ ;

b) *Shâfiʿites :* en Malabar (Madras) : 1 million ;

c) *Sunnites à tendances wahhâbites* (*salafiya, ahl al hadîth, faraïdiya ; ghayr moqallid* de Karâmat ʿAlî) : en United Provinces et Bengale ; et en nord-ouest. Environ 10 millions ;

d) *Sunnites modernisants* (*néo-moʿtazilites*, fondés par le sunnite Seyyid Ahmad Khan († 1890) créateur du collège de Ghazipur (1863 ; transféré à ʿAligarh, 1875). Une élite ;

e) *Sunnites aberrants* (*Memans* (Cutch) ; *mehdevis* (Gujrat) ou *dhikris* (Baloutchistan) fondés par Djawnpoûrî † 1505 (fête de la *daïra* = de leurs martyrs, le 27 ramadân) ; *ahmadiya* (voir Kashmîr). Respectivement 200.000 ; 300.000 ; 600.000.

2° *Shîʿites :*

a) *Duodécimains* (comme en Perse) à Lucknow et dans quelques familles princières (Rampur). Environ 5 millions ;

b) *Ismaéliens* (divisés en deux branches ; voir *Bombay*) : environ 1 million : au nord-ouest, en Baloutchistan, et surtout dans la présidence de Bombay.

Langues. — L'*arabe* était enseigné avec soin dans toutes les *médresé* notables et les livres imprimés en *arabe* avaient un débouché très important parmi les Musulmans hindous. — Le *persan*, langue officielle jusqu'en 1837, gardait de l'importance au point de vue canonique et littéraire. — Écrit en caractères *arabes*, le *hindi*, idiome néo-pracrit a été adopté depuis le XVIIIe siècle comme langue commune des Musulmans de l'Inde ; sous une forme dialectale des environs de Dehli : *urdû, hindoustani*. — Dans le sud, le *tamil* est important (voir *infra*, Madras).

Tandis que les hindouistes le notent en *alphabet* deva-nâgari sous des formes dialectales rivales, les Musulmans ne le notent que sous sa forme *urdû*, avec l'alphabet *arabe*, plus commode.

ADMINISTRATION CULTUELLE. — La *khotba* s'est dite pour la calife *omayyade*, puis *'abbâside*, de façon fréquente, dans les mosquées sunnites.

Après 1258, la cour de Dehli resta fidèle au califat 'abbâside (transféré au Caire), dont elle obtint l'investiture solennelle en 1330, 1411, 1471 (usurpation passagère de Mobârak shah 1316-20). — De même Bengale et Gujrât.

Les empereurs moghols, se posant en rivaux des sultans ottomans, prirent comme eux le titre de *khalifat* (1530).

Après la disparition du dernier, Bahadour Shah († 1862), les sunnites de l'Inde se sont fréquemment retournés vers le califat ottoman, et leurs protestations de fidélité, déjà très vives durant la guerre de 1877-78, et pendant la construction du rail Damas-Médine (1906, souscriptions concentrées à Lahore), se sont coordonnées dans une *All India Khilafat conference* (de 1919 à 1924), destinées à maintenir la légitimité du califat *ottoman* contre les prétentions du Malek Hoceïn (et contre certaines prétentions d'origine hindoue, visant à la « décentralisation » spirituelle de l'Islam, chère à quelques doctrinaires britanniques).

L'administration britannique avait accepté, en matière civile, le droit *hanéfite*, avec des mitigations (*Indian Evidence Act*, et *I. Contract Act*, 1872). En matière controversée, la loi britannique tranche. De même au criminel, les coutumes des sectes dissidentes étaient prises en considération.

Sauf dans la province de Madras (quelques cadis nommés par le gouvernement britannique), il n'y avait que des *cadis* privés héréditaires.

Pour l'ensemble de l'Inde, l'administration britannique n'avait ni restauré, ni transformé l'organisation des *waqf* de l'empire Moghol. *Waqf familial ('alâ-l-Awlâd) :* loi nº 6 du 7 mars 1913, avec effet rétroactif depuis la loi nº 32 du 22 juillet 1930, complétée par la loi nº 42 de 1923.

Au Bengale : confiscation du *waqf* de la mosquée de Hoogly (1816) ; aliénation du quart des terres *waqf* de 1828 à 1846 ; contrôle britannique jusqu'en 1863 ; en 1923, obligation de contrôle annuel (mais purement nominal) des comptes des *mutawalli*.

Les *fêtes musulmanes* de l'Inde ont été mentionnées plus haut ; il faut ajouter les anniversaires de Salar Mas'oûd (24 radjab), 'Abd al Qadir Kilânî (Pîr-i-Dastgîr, 11 rabî'II), Mo'în Tchishtî (6 radjab ou 11 djom. II), Badr Madâr (17 djom. I), Gîsudirâz (Bandah Nawâz, 16 dhoulqa'da).

Et, chez les shî'ites de Hyderabad, la fête de soulier de Hoceïn (conservé jadis à Bijapur), dite « Na'l Sahibki sowari » (9 moharram).

Les principales *congrégations* musulmanes sont : les *Qadiriya* (introduits en 1500, à Outch : avec subdivision mendiante des *Gurzmar*), *Sohrawardiya* (dès 1250 ; à Moltân), *Naqshabandiya* (en 1600 ; en Punjab et Kashmîr), *Tshishtiya* (dès 1210 ; à Ajmîr, Dehli, Punjab, Sind), *Shattâriya* (Gwalior, Gujrat ; elle s'est propagée en Malaisie). Puis les confréries de charlatans, *Madâriya* de Makanpur, *Rasoûl Shâkiya* d'Alwar et Gujrat.

PÈLERINAGE. — Quinze mille pèlerins à La Mekke en 1938.

INSTRUCTION. — Les statistiques jusqu'en 1937 (publ. par le « Bureau of Education » de Simla, en 1940) montrent le retard des Musulmans, par rapport aux autres Communautés religieuses : 5,5 % seulement étaient

scolarisés, et les élèves musulmans n'étaient que 26 % du nombre total des étudiants ; 1,2 % seulement (en 1931) des femmes musulmanes savaient lire et écrire ; l'infériorité était surtout flagrante dans les régions à majorité musulmane (celles qui forment aujourd'hui le Pakistan).

Par contre, dans les régions à minorité musulmane (c'est-à-dire dans l'Union indienne actuelle), il y avait de nombreux instituts culturels privés (voir les notices régionales).

STRUCTURE SOCIALE de la société musulmane (Rapport de la Conf. rég. de l'O. I. T., Genève, 1947) : Les Musulmans du continent indien sont, en général, des convertis (Hindous des basses castes et parias). Près des 3/4 sont agriculteurs, mais 1/3 seulement sont titulaires de revenus (population active). Les exploitations sont extrêmement morcelées : au Pandjâb, près de 40 % d'exploitants cultivent des parcelles de 1 ha. ; au Bengale, 60 % ne possèdent que des parcelles inférieures à 1 ha... La plupart des grandes exploitations appartenaient aux Hindous. De plus, le rendement est très faible, et l'endettement élevé.

La caste des tisserands (julahâ) organisa après 1940, le parti *Mû'min-Ansâr*, destiné à dresser 45 millions de Musulmans de basses classes contre l'All India Muslim League et ses gros bourgeois, contre le « Pakistan » de Jinnâh. Vers 1945, un mouvement semblable s'organisa chez les bouchers et les cardeurs, et prit le nom de *Mansûris*, en souvenir de Mansûr Hallâj, le martyr mystique bagdadien : dont les adeptes restent concentrés en Bengale oriental (à Maij Bhandar (Chittagong) et à Shureshwara (Faridpur), où ils ont, par leurs dhikr dramatiques, défendu les Musulmans contre l'attrait dévotionnel de la secte hindouiste de Shataniya Dêva (cf. W. Cantwell Smith, *l. c.*, 1946, p. 229 ; et A. H. M. Muhyiuddin, de Dacca).

BIBLIOGRAPHIE. — *The Imperial Gazetteer of India*, 2ᵉ éd., Londres, 1909, 26 vol. — Admirable compilation de monographies locales ; un peu vieillie mais fondamentale. — Mme P. Saisset en a fait, pour la *Revue du monde musulman*, une attentive analyse dont nous avons tiré parti ici même, pour la 1ʳᵉ édition. Comme résumé d'ensemble, le meilleur reste celui de Sir Th. Arnold dans l'*Encyclopédie de l'Islam* (art. Inde).

Reports officiels de l'India Office (*Census* de 1911, etc.).

Documents officiels sur la réforme Montagu-Chelmsford, 1919, ap. *Revue du monde musulman*, XLIV, 64-91 ; et critiques de Sankaran Nair.

Rapport Southborough sur la réforme électorale, avec remarques du vice-roi et critiques de W.-H. Vincent et Sankaran Nair, 1919 (*R. M. M.*, XLVI, 102 sq. ; XLVII, 157 sq.).

Hasan Ibr. Hasan, *Intishâr al Islam fi'l Hind*, Caire, 1946.

Incidents de Champaran et Kaira (*R. M. M.*, XLIV, 165-190).

I. N. Congress Punjab Inquiry, Bombay, 1920 (*R. M. M.*, XLIV, 191 sq.).

Indian Khilafat Delegation, 1920 (*R. M. M.*, XLI, 165-215).

Gandhi, La doctrine du « satyagraha » (*R. M. M.*, XLIV, 55 sq.) ; *Speeches and writings*, 3e éd. Natesan, Madras, 1922, 895 pp.

Basanta Koomar Roy, *The Labor revolt in India*, New York, 1920.

Broughton, *Labour in Indian industries*, London, 1924.

Kelman, *Labour in India* (women), London, 1923.

Times of India Directory, 1923.

Qadi Hoceïn Khan, *South Indian Musulmans*, Brahmavadin Press, Madras, 1911.

Jethmal Parasram Guljar, *Sind and its sufis*, Theos. publ. Soc., Adyar, 1925.

Creswell, A provisional bibliography of the muhamm. architecture of India (ap. *Indian Antiquary*, 1922).

Le marché indien (ap. *Études Banq. Nat. Fr. du Commerce extérieur*, 15-11-1924, 5-12-1925, 9-1-1926).

Yusuf Husain, L'Inde mystique au Moyen Age Paris 1929 ; Les Kayâsthas (*REI* 1927 455-458).

A. M. Kassim Études sur les corporations musulmanes indo-persanes (*REI*, 1927, 249-272).

W. H. Moreland, *The agrarian system of Muslim india*, Cambridge, 1929.

W. Cantwell Smith, *Modern Islam in India*, London, 1946.

Pr M. Hamidullah, Lettres de l'Inde (*Rev. Et. Isl.*, 1948).

Asaf A. Fyzee, *Outlines of Muhammedan Law*, Oxford, 1949, pp. 230-281.

Tibor Mende, *L'Inde devant l'orage*, Paris, 1950.

G. B. de Janssens, Les wakfs dans l'Islam contemporain (*REI*, 1951).

Statesman's Year Book, 1952.

Doc. franc., Cahiers sur l'Inde et le Pakistan, 15-7-1948, sq.

Presse de l'Inde et du Pakistan (1947-1953).

RÉPUBLIQUE DU PÂKISTÂN

A) GÉNÉRALITÉS

I. — POPULATION

Situation, superficie, statistique, villes principales. — Le Pâkistân s'étend, sur 900.000 km² environ, en deux parties distinctes, le P. occidental (Baloutchistan, Sind, Frontière et Panjâb) — 800.000 km² — et le P. oriental (Bengale) — 100.000 km², géographiquement séparées par 2.500 km. d'Union indienne.

75.800.000 hab. (recens. 1951), dont 85,9 % de *Musulmans*, soit 66 millions, ce qui met le Pâkistân au premier rang (avec l'Indonésie) des grandes puissances musulmanes dans le monde. Mais 42 millions d'hab. vivent au Bengale, très loin des 33 millions du Pakistan occidental.

Minorités religieuses : les Sikhs ont disparu, depuis 1947 (exode vers l'Inde) ; les Hindous ne sont plus (pour la même raison) que 12,9 %, soit 9.800.000 (dont 9.200.000 au Bengale et 464.500 au Sind ; il n'y en a plus au Panjâb) ; 0,7 % de chrétiens (500.000 environ, dont 100.000 au Panjâb et 2.000 au Sind).

Villes principales (1951) : Karâchi, la capitale fédérale, où sont concentrés les « réfugiés » de l'Inde, 1 million d'hab. (1.126.000 en comprenant la « zone fédérale ») ; Lahore, 850.000 ; Dacca, 400.000 ; Râwalpindi, 243.000 ; Hyderâbâd, 230.000 ; Moltân, 190.000 ; Lyallpur, 180.000 ; Sialkot, 152.000 ; Chittagong, 126.000 ; Gujranwala, 124.000 ; Peshawar, 114.000 ; Quetta, 82.000.

L'islamisation. — Voir ci-dessus : introduction (l'Islam aux Indes) et notices régionales (ci-après).

Pas de chiffres récents accessibles sur les *rites* et les *sectes*.

Langues. — L'*urdû* est la langue officielle du Pakistan, mais il n'est pas la seule qui soit employée, et le Bengale refuse de délaisser pour elle le *bengâli* (voir plus loin : problème linguistique).

II. — GOUVERNEMENT

Dominion (15 août 1947) faisant partie du *Commonwealth* britannique. Constitution républicaine (2-11-1953) votée malgré l'opposition entre les modernistes et ceux qui voudraient faire du Pakistan un véritable État islamique — c'est-à-dire une « théocratie égalitaire ».

Depuis la mort du *Qaid-i A'zam* Mohammed Ali Jinna (11 sept. 1948), le *bengâli* Khâja Nazimuddin a été successivement gouverneur général (1948-1951), puis premier ministre après l'assassinat de Liâqat 'Ali Khân (octobre 1951).

Relations extérieures : mauvaises avec l'Afghânistân (zone frontière des *Pathans* du nord-ouest) et avec l'Inde (problème des réfugiés et des minorités ; conflit du Kashmîr). — Le Pâkistân, premier État musulman indépendant du monde, veut prendre la tête d'un vaste mouvement d'union des Musulmans de tous les pays, dans un État unique — l'*Islamistân* (alliance islamique mondiale fondée à Karâchi par M. Ikbal Shedhaï). En attendant, un Congrès islamique mondial (In'âmullah Khan), puis une Conférence économique islamique internationale se sont tenus à Karâchi en 1949.

A l'intérieur, les difficultés maîtresses du Pâkistan proviennent de la séparation du Dominion en deux parties très éloignées, et économiquement peu viables, de la diversité des races et des langues, du fait enfin, que l'Islam est sans doute le seul lien véritable, mais que la querelle des Anciens et des Modernes n'a pas encore permis d'asseoir la base juridique de l'État.

III. — ADMINISTRATION

Cinq provinces : Bâloutchistân, Sind, Panjâb (occidental), Frontière du nord-ouest et Bengale (oriental). Voir notices régionales. Karâchi est « zone fédérale ».

ADMINISTRATION CULTUELLE. — La *Convention shî'ite* a créé (janvier 1953) un Comité d'action chargé d'obtenir des garanties particulières pour les Shî'ites dans la future Constitution (organisation séparée des *waqf* ; tribunaux spéciaux pour le statut personnel et successoral, etc.)

Les *Ahmadiya* divisés en deux sectes : Qâdiyânis, de Bashiruddin à Rabwé ; et modérés à Lahore (se disent 250.000 dans tout le continent indien) ont tenu un Congrès à Lahore en 1950 (le 20 décembre), avec 50.000 fidèles ; le ministre actuel des Affaires étrangères (Zafrullâh Khân) est un *Ahmadi* ; des émeutes d'étudiants, de *mollâhs*, de réfugiés et de *panjâbi* (Parti Ahrâr) ont eu lieu contre lui (demandant que les *Ahmadiya* soient traités comme une minorité, et non comme des Musulmans) à Karâchi et Lahore (27-28 février 1953) ; habilement dirigés, les *Ahmadiya* ont gardé l'appui matériel britannique — parce qu'ils préconisent un « traité d'établissement » pour les minorités européennes en terre d'Islam, et qu'ils sont « adoptianistes » en christologie.

Waqf. — Régime actuel encore anarchique. Il n'y a pas de ministère des Affaires religieuses. Les *waqf* sont gérés individuellement par des *muftis*. Au *Panjâb*, la loi (provinciale) du 6 janvier 1952 a donné des pouvoirs judiciaires à un Conseil de 12 membres et à des tribunaux dits *'adalat-i awqâf*.

Le problème linguistique est devenu aigu, entre les tenants des différentes langues du Pakistan : *urdû* (langue officielle), *gujerâti*, *sindhi* (interdit à l'Université de Karâchi), *panjâbi*, *pashtô*, *bâloutchi* — sans parler de l'*arabe* (préconisé comme langue scolaire par une partie de l'opinion) et de l'*anglais* (qui reste la langue commune à tout le monde).

Le gouvernement de Karâchi veut imposer partout l'*urdû*. En 1952, il y eut une émeute sanglante à Dacca, en faveur du *bengâli*. Les Musulmans du Bengale tiennent à leur langue maternelle, qu'ils écrivent en *nâgari* et considèrent que l'*urdû* obligatoire ne viendrait qu'en quatrième (derrière l'*anglais* et l'*arabe*). « Il faudra peut-être un siècle pour produire une certaine uniformité linguistique et culturelle » (ap. Mazharuddin Siddiqi, in *Dawn* du 30 nov. 1952).

INSTRUCTION. — Lutte contre l'analphabétisme (86 % d'illettrés, en 1951). L'instruction primaire sera rendue progressivement obligatoire. Nombre d'établissements d'enseignement (1951) : 1.150 *madrasé* (dont 75 de filles) ; 38.600 écoles primaires (dont 6.200 de filles) ; 5.000 écoles secondaires (dont 800 de filles) ; 1.800 « high schools » (dont 140 de filles) ; 100 « Collèges » (dont 14 de filles) ; 5 universités ; 842.000 élèves dans les écoles primaires, soit scolarisation à 111 pour 10.000 (7e rang, après Syrie, Égypte, Tunisie, Jordanie, Irâq et Iran).

Conférence culturelle islamique du Pakistan oriental à Dacca (1952). « Société du saint Coran » pour la diffusion du livre et la prière (secrét. pour le Pak. oriental : S. M. Jamil, 1952).

PRESSE (1951) : 398 journaux, dont 316 en *urdû*, 44 en anglais, 22 en *bengâli*, 8 en *gujerâti*, 6 en *sindhi* et 2 en *pashtô*.

Principaux journaux (1952) : *Dawn* (karâchi), en anglais ; *Emrûz* (Karâchi), en *urdû* ; *Tribune* (Lahore).

ARMÉE. — Organisée et équipée sur le mode britannique. École militaire à Kakul (1948). Marine (basée à Karachi) : 500 officiers et 5.500 marins ; 3 destroyers et 17 petits bâtiments.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

AGRICULTURE. — Plus du tiers de la surface totale est cultivé et la récolte 1949-50 a été de 13 millions de t.

Production annuelle moyenne : 8 millions de t. de riz ; blé, 4 millions de t. ; coton, 1 million de balles ; jute, 6.300.000 balles. Thé. Forêts (bambous du Bengale).

INDUSTRIE. — Chromite, charbon, gypse, pétrole (820.000 barils). Industrialisation insuffisante, mais en voie de développement *(Paryâb)*.

COMMERCE (1950-51) : *importations*, 1.300 millions de roupies (fil de coton, caoutchouc, métaux, machines, lubrifiants...) ; *exportations*, 1.900 millions Rs. (jute, coton brut, laine, cuirs et peaux, thé).

COMMUNICATIONS. — *Rails :* 5.000 *miles* de Northwestern Railway et 1.600 d'Eastern Bengal R. — 16.500 appareils téléphoniques, dont 5.000 à Karachi (1949). — *Air :* 2 compagnies civiles nationales : Orient Airways et Pak Air. Karâchi est une escale sur la route d'Extrême-Orient. — *Ports :* Karâchi et Chittagong. *Ville d'art :* Lahore (tombes d'Ayaz, Hujwiri, Iqbâl).

FINANCES. — La moitié des revenus provient des douanes ; le budget de la Défense nationale représente les 2/3 des dépenses totales et l'administration les 3/4 du reste.

MONNAIE. — La *roupie* du Pâkistân vaut 2 *shilling* et 2 *pence* ; elle se divise en *annas.* — Banque d'État du Pakistan (1948).

BIBLIOGRAPHIE. — A. B. Rajput, *Muslim League,* Lahore (Ashraf), 1948.

A. H. Albiruni, *Makers of Pakistan,* id., 1950.

Richard Symonds, *The making of Pakistan,* N. Y., 1950.

Nombreux ouvrages sur Sir M. Iqbal († 1938), « éponyme » national, philosophe et poète illustre, enterré à Lahore.

B) NOTICES PROVINCIALES

1) BALOUTCHISTAN. — 134.000 *miles* carrés ; 1.154.000 hab. (reces. 1951), dont 1.137.000 *Musulmans* (et 13.000 Hindous). Capitale : Quetta *(Kvetâ),* 84.000 hab. (1951).

En 1921, il y avait 600.000 Musulmans *sunnites,* et environ 133.000 Musulmans hétérodoxes, *dhikris* (secte de *mehdevis* ; centre à Koh-i-Morâd (Turbah) en Makran et en Las Bela) et *proto-ismaéliens.* La race dominante, *brahoui* (528.234), se divise en clans (*takkaras,* subdivisés en *phallis*), groupés par Nâsir Khân (1739) en deux ligues : *Sarawans* au nord (chefs afghans *Raisani*) et *Jhalawans* au sud (chefs afghans *Zehri*). Les *Rind* se disent d'origine arabe. Il y a de nombreux *Kurdes* (venus du Kerman ; au col Bolan).

Administration : 5 districts (Quetta-Pishin ; Sibi ; Zob ; Loralai et Châgai) et 4 État princiers (1951) : *Kalât,* 280.000 hab. ; *Las-Bela,* 76.000 (le souverain se dit goreishite) ; *Kharan,* 54.000 (le souverain se dit sâssânide) ; *Mekran,* 143.000. L'impôt foncier va du 1/6 au 1/3 de la récolte. Il y a des « conseils d'anciens » *jirga,* qui appliquent le Droit coutumier. — 203 écoles primaires et 27 secondaires ; 20.000 élèves (dont 3.000 filles) en 1951. 98 % d'illettrés dans les États princiers (1951). Mines de chrome, charbon, gypse. Fabrication de *tapis* béloutches, dits « bokhâra bleus », que l'on porte au marché de Bokhâra. Voie ferrée Quetta-Zâhedân (Iran) et autres lignes : 1.000 *milles* de rail au total. — 5.000 *miles* de routes carrossables (dont 1.800 en toute saison). — Ex. télégraphe indo-européen, *via* Las Bela-Panjgur.

Pas de statistique du commerce depuis 1925.

2) BENGALE ORIENTAL (y compris le district de Sylhet). — 54.500 *miles* carrés ; 42 millions d'hab. (recens. 1951), dont 32.200.000 *Musulmans* (et 9.200.000 *Hindous,* soit 2.500.000 de moins qu'en 1941, en raison de l'exode de 1950, et 40.000 Boud-

dhistes birmans, dits *Mugh,* installés depuis des siècles au Bengale). — Capitale : Dacca, 400.000 hab. ; port : Chittagong, 126.000 hab. (1951).

Divisions administratives (1951) : 3 régions (Dacca, Chittagong et Râjshâhi), subdivisées en 17 districts.

L'islamisation de l'ensemble du Bengale (tant indien que pakistani) est due aux gouverneurs qui y furent installés à partir de 1202 (conquête ghoride) avec chef-lieu à Gaur (Lakhnawti) ; ils devinrent autonomes et héréditaires au XIVe siècle et furent supprimés en 1576 par Akbar ; l'un des plus remarquables est le fils du rajah Kâns, Jatmall, qui se convertit à l'Islam et monta sur le trône en 1414 sous le nom de Djalâl al Dîn Mohammad Shâh († 1431).

Au déclin de l'empire mongol, Morshid Qoli Khân fonda la lignée des *nawâb* de Morshidabad ; il convertit beaucoup d'Hindous, parmi les *taluqdars* (receveurs fonciers : exemptés de leurs arriérés s'ils devenaient musulmans), et autres officiels révoqués mis « hors caste » (réinstallés s'ils s'islamisaient). Après la bataille de Plassey (1757), la Compagnie anglaise des Indes succédait au *nawab* comme fermier des impôts du Bengale pour le compte de l'empire mongol (firmân du 12 août 1765) ; cet affermage devenait en 1793 annexion (*Act of Permanent Settlement*) et les *taluqdars* hindouistes étaient transmués en propriétaires fonciers (1793). Depuis, le différend entre Musulmans et puissance colonisatrice s'est aggravé au Bengale, et, la classe des féodaux musulmans ayant sombré dans la misère, l'opposition musulmane est devenue nettement démocratique.

La majorité musulmane, à part quelques Pathans, est composée de Bengalis convertis *(shéikhs)* souvent de caste inférieure *(djolahas)* ou hors caste, parias *(Chaklaïs, Bebajias, Shershabadis).* La plus grande partie est sunnite *hanéfite* (même les *Shershabadis*). Il y a quelques *shî'ites duodécimains* (familles des *nawâb* de Dacca et Burdwan). Les basses castes du Sud et de l'Est professent un Islam agressif et xénophobe, d'allures *wahhâbites* ; c'est notamment la secte des *Fara'idiya,* fondée au début du XIXe siècle par l'ex-shâfi'ite Shari'at Allah et son fils Dûdhû Miyân († 1862), qui s'attaquèrent aux forces britanniques ; concentrés à Mywensingh (nord de Dacca et à Bakargani), ils rejettent le culte des saints. On trouve dans les villes quelques adeptes des sectes *salafi* (*Tchakralawi* et *Ghayrmoqallid*).

Les *waqf* musulmans du Bengale sont importants, quoique après la confiscation du *waqf* de la grande mosquée (imâmbara) d'Hoogly, en 1816, les *Resumption Laws* aient effectué l'aliénation du 1/4 des terres *waqf* de 1828 à 1846. Le plus célèbre est le *waqf* Mohsin ; la plupart sont destinés aux écoles confessionnelles. Les Musulmans du Bengale se méfiaient de l'enseignement donné (ou contrôlé) par des non-Musulmans ; les classes aisées *(nakhoda)* voulaient le maintien du *persan* et de l'*arabe* à côté de l'*urdu* (34 %) et du *bengali* (52 %), les classes pauvres voulaient l'école coranique sans amendement. En 1951, 17 % de la population du Bengale oriental (soit 7 millions de personnes) savent lire et écrire. La langue principale est le *bengali.*

Le Bengale oriental produit du riz et du blé, mais doit en importer du Pakistan occidental. Il est le premier producteur (75 %) de *jute* du monde. Pas ou peu d'industrie. Mousselines de Dacca. Commerce (1949) : *importations* (fil de coton et cotonnades) ; *exportations* (jute : 81 %).

Peu de routes ; 1.600 *miles* de rail ; voies navigables (fluviales).

3) FRONTIÈRE DU NORD-OUEST (avec les Agences et les Zones tribales). — 64.000 *miles* carrés (dont 39.000 pour la « Province ») ; 5.700.000 hab. (estim. 1951), dont 3.200.000 dans la « Province » (recens. 1951). Au total, 98 % de *Musulmans* (exode des Hindous et des Sikhs). Capitale : Peshawar, 114.000 hab. (1951).

Administration : a) Province de la frontière du Nord-Ouest (N. W. F. P.) : 6 districts (dont *Mardan*) ; le gouverneur est assisté d'une Assemblée Législative de 85 députés, presque tous membres de la Ligue Musulmane, élus par 1.500.000 élec-

teurs dont 1/3 de femmes (él. de déc. 1951) ; *b)* Six agences et zones tribales (Malakand, Mohmend, Khyber, Kurram, Nord et Sud Waziristan) ; *c)* Quatre États princiers (dans l'agence de Malakand) : *Chitral* (100.000 hab. en 1951) ; *Dir* (150.000) ; *Swat* (600.000) et *Amb* (50.000).

Peuplement : tribus guerrières, *Pathans* venus de l'Afghanistan depuis cinq siècles : *Bannuchis, Dards, Marwatts, Yusufzaï, Niazaï, Waziri (Ahmadzaï), Ghilzaï, Mohmands, Afridis, Orakzaï.* On signale en outre des *turkmènes Karluk* (15.000) laissés en Hezaré par Timour. — Certaines tribus sont *sunnites* (*Bannuchis, Marwatts,* vont au *haddj,* à La Mekke), et même *wahhâbites* (les *Yusufzaï* et *Bonaïr* de Dir ont soutenu jusqu'en 1863 le *djihâd* promulgué en 1826 contre les *Sikhs* par Sayyid Ahmad de Barêli) ; d'autres sont *néo-ismaéliennes* depuis le XII[e] siècle (en Baltistan *(Moghols)*, Tchitral, Panyal, Ludkho, Wakhan, Hounza, Hézaré). Les *Afridis,* qui ont fait *djihâd* en 1897 contre la Grande-Bretagne sont de la secte *Rôshêniya* (fondée au XVI[e] siècle ; *Miyân Morid*). — La congrégation sunnite des *Qâdiriya* a des adeptes en Dera Ghazi Khan. C'est la zone de friction avec l'Afghanistan (revendications sur les *Pathans* ou *pashtûn,* parlant *pashtô :* thèse du *Pashtûnistân*).

Langue usuelle : le *pashtô* (qui fait partie des langues iraniennes). — Scolarisation très faible : 92 % d'illettrés dans la « Province » et 99 % dans les zones tribales (1951).

Région agricole et pastorale (blé). Centrale hydro-électrique de Malakand.

Voie ferrée (27 *miles*) de Janvrud à la frontière afghane, à travers les passes de Khgbor (34 tunnels).

4) PANJAB OCCIDENTAL. — 86.000 *miles* carrés (dont 63.000 pour la « Province ») ; 20.600.000 hab. (1951), dont 18.800.000 dans la Province ; tous sont *Musulmans* (sauf quelque 100.000 chrétiens ; Hindous et Sikhs ont fui en 1947). Capitale : Lahore *(Lâhawr)*, 850.000 hab. (1951).

Administration : a) *Province du Panjâb,* divisée en 3 régions (Lahore, Maltân et Râwalpindi) ; b) *Deux Etats princiers :* Bahâwalpur (17.500 *miles* carrés et 1.800.000 hab.) et Khaipur (6.000 *miles* carrés et 300.000 hab.).

Islamisation (de l'ensemble du Panjâb, tant indien que pakistani). Le pays des « cinq rivières » (persan : *Pandj-âb*), — Jhelem, Chenâb, Râvi, Beâs et Sutledj *(Satluj)* — a été islamisé d'abord par le Sud, dès 836 ; — à la fin du IX[e] siècle, des *Ismaéliens* (Qarmates venus de l'Ahsâ) fondent une principauté musulmane à Moltân que l'invasion ghaznévide, venue du nord au XI[e] siècle, brisera, sans rallier le peuple à l'orthodoxie sunnite. Du moins les conquérants ghaznévides, aidés par l'apostolat plus désintéressé de nombreux solitaires (à Outch et à Pàkpattan, voir *généralités*), convertirent alors le Nord au *sunnisme.* (Voir notice du *Panjâb* oriental ou indien.)

Depuis 1900, les basses castes (pêcheurs, laboureurs, et surtout balayeurs *(shohra)* se convertissent en masse à l'Islam *sunnite* : 340.000 *shî'ites* en 1937. Pour les *Ahmadiya* (60.000, en 1937), voir *Kashmir.* (Notices régionales de l'Inde.

La secte musulmane des *Ditteshâhis (Araîn)* et celle des *Bodla* ont conservé des coutumes hindoues. Autres sectes hindo-musulmanes : *Daryapanthis* à Bukkur, *Saevariya* à Dhaunkal ; 180.000 *ahl-e Hadîth* (en 1937).

Les tombes de saints de Outch (Djalâl Surkhpôsh † 1291, Mohammad Ghawth † 1517, et de Pâkpattan (Farîd Gandjshakar † 1265) sont fort vénérées.

L'État musulman de *Bahâwalpur* était gouverné par la dynastie *Dâwoûdpoutra* de souche 'abbâside, venue d'Égypte en 1370. *Khaïpur* a un prince baloutchi *hanafite.* Faible scolarisation. Langues parlées : *panjâbi* et *urdû.*

Agriculture : 50 % est cultivé (dont 77 % irrigué par les canaux et les fleuves — dont le bassin supérieur se trouve en territoire indien — où l'on construit (1950) le barrage de haut-Sutledj) : blé, 3 millions de t. (1950) ; coton, 700.000 tonnes (le Panjâb occidental est le principal producteur de la péninsule indienne). — Cheptel : 9 millions de bovins.

Production minière : charbon, pétrole, gypse, chaux, sel.

Industrie : 577 entreprises (sur 830 enregistrées en 1947) fonctionnaient en 1950, avec 83.700 ouvriers (dont 152 pour les filatures et tissages de coton). L'industrie cotonnière a souffert du partage.

Communication : 3 grandes voies ferrées (centrées sur Lahore) ; 7.000 *miles* de routes goudronnées et 13.000 *miles* d'autres routes (1952).

5) SIND (sans Karâchi). — 47.600 *miles* carrés ; 4.900.000 hab. (recens. 1951), tous *Musulmans* (sauf 464.500 *Hindous,* 2.174 *chrétiens,* 670 *Jains* et 28 *Pârsis*). — Capitale : Hyderabad (Haydar-Abâd), 230.000 hab. (1951). — 800.000 Hindous et 20.000 Sikhs ont émigré vers l'Inde en 1947.

Le *Sind* contient (1921) des immigrés *Arabes* (125.000), *Sumras* (105.000 ; venus de Sâmarrâ en Iraq) et *Brahouis* (600.000). Gouverné jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle par des dynasties shî'ites néo-ismaéliennes, *Dawoudpoutras* et *Kalhoras,* on y rencontre : des *sunnites hanéfites,* et des hétérodoxes, *proto-ismaéliens (Bôhoras) néo-ismaéliens* (Khôdjas : *Piraïs* et *Panjbhais*) et *mehdévis (Dhikris)*. Le centre islamique ancien était Tatta.

Langue usuelle : le *sindhi.* Scolarisation très faible en 1941 (90 % d'illettrés). En 1951 : 178.000 élèves des écoles primaires et 15.700 dans les établissements secondaires.

Agriculture : dépend aux 9/10[e] de l'irrigation (le *Lloyd barrage* sur l'Indus, à Sukkur, est le plus grand de la péninsule indienne). — 39.000 pêcheurs.

Industrie : filatures de laine et de coton (17.000 ouvriers).

Voies ferrées (Hyderabad-Jodhpur).

INDE (BHÂRAT, HIND)

(Minorité musulmane)

A) GÉNÉRALITÉS

Statistiques. — L'Union indienne s'étend sur 3.570.000 km². Elle compte, au recensement du 1er mars 1951, 357 millions d'hab. La proportion de Musulmans ne peut être que déduite du recensement de 1941 (le dernier à distinguer les religions) : 42 millions, soit 13 % (par rapport aux territoires entrés, depuis, dans l'Union indienne). En 1953, on peut estimer à environ 40 millions, le nombre de Musulmans de l'Inde (compte tenu des « pertes » et des « déplacements » dus au partage de 1947 et aux événements qui l'ont suivi), soit 11 % de la population totale de l'Union indienne (évaluée à 360 millions).

Il y a donc autant de Musulmans en Inde que de Français en France. Et, au point de vue démographique, l'Union indienne est le 3e État musulman du monde (après l'Indonésie et le Pakistan). Mais les Musulmans sont dispersés entre les 27 États de l'Union : 28 millions dans les 9 États du « groupe A » (administrés par des gouverneurs), où ils représentent 11 % de la population ; 8 millions (13 %) dans les 8 États du « groupe B » (administrés par des *Râj-Pramukh*) ; 1 million dans les 10 États du « groupe C » (adm. par des commissaires représentant directement l'Admin. centrale). Encore, dans aucun de ces États, ne sont-ils en majorité, sauf au Kashmîr (75 %), précisément, pour cette raison, en litige avec le Pakistan.

Situation des minorités musulmanes. — La Constitution de la République démocratique souveraine indienne (votée le 26 nov. 1949, en vigueur depuis le 26 janv. 1950) garantit l'égalité de leurs droits à tous les citoyens, sans distinction de religion. A la suite des exodes, les deux Dominions de l'Inde et du Pakistan ont signé des accords sur la protection des minorités et de leurs biens (14 déc. 1948 et 10 avril 1950).

L'administration doit, en principe, employer les minoritaires aussi bien que les Hindous. En fait, 3 des ministres du Cabinet en fonction (février 1952) sont des Musulmans : K. M. Munshi, à l'Agriculture ; Rafi' Ahmad Kidwai, aux Communications ; et surtout, à l'Éducation, Mawlana Abul-Kalam Azad (l'ancien inspirateur des Partis Khalifatiste, en 1920, et Azad, en 1940), resté congressiste et pan-indien. Ailleurs, un des gouverneurs de province (celui d'Orissa (qui n'a que 170.000 *Musulmans*) est un Musulman : Asaf 'Ali (ancien ministre des Transports, puis ambassadeur à Washington). Enfin, parmi les diplomates, on

relève (1952), chefs de poste musulmans : le Dr M. A. Rauf, ambassadeur en Birmanie ; Mohammed Yûnus, ministre en Irâq et M. R. 'Ali Bêg, ministre aux Philippines (le poste du Caire a également été tenu par un Musulman ismaëlien, A.-A. Fyzee en 1948).

Culture. — Presque toutes les grandes institutions culturelles privées musulmanes se trouvent sur le territoire de l'Union indienne (voir *notices*).

La langue officielle de l'Union est le *hindî*, dans l'écriture *deva-nâgari ;* mais, à titre transitoire, pendant quinze ans (à c. de 1950), l'*anglais* devra continuer à être employé. Il y a 14 langues reconnues, dont l'*urdû* (qui est le *hindî*, mais avec un vocabulaire plus riche en emprunts arabes et persans, et avec une graphie arabo-persane). Le télégraphe indien emploie toujours (1952) l'alphabet latin et le code morse.

Presse. — L'emploi de l'alphabet latin par les télégraphes des agences favorise la presse de langue anglaise. L'*All India Newspaper Editors' Conference* représente 80 % du tirage des journaux. Elle s'efforce d'éviter les frictions entre les « communautés » (religions) nées d'informations ou de commentaires de presse. Il y a peu de presse véritablement d'opposition. La liberté de la presse a été déjà restreinte par un amendement constitutionnel (mai 1951).

Les 8 plus grands journaux de l'Inde sont (sept. 1952, ap. A. D. Mani, *in* Far Eastern Survey) :

Dehli. — *Times of India* (app. à un magnat industriel) : tire à 93.000 ex. ; *Hindustan Times* (avec éd. en *hindi* ; dir. par le fils de Gandhi) 41.600.

Bombay. — *Blitz* (bi-hebdo « à sensation » ; d'opposition ; anti-américain) : 43.000.

Calcutta. — *Ananda Bazar Patrika* (en *bengâli*) : 89.000 ; *Statesman* (propr. britannique) : 62.700.

Madras. — *Hindu* (impartial) : 62.000 ; *India Express :* 44.500 ; *Dinnamani* (en *tamoul*) : 54.000, groupe Goenka.

Nâgpur. — *Hitavada* (en *hindi* ; propr. de la « Société des Serviteurs de l'Inde » ; influence considérable dans les *Madhya Pradesh.*

B) NOTICES PROVINCIALES (1)

I. — 9 États du « groupe A » (administrés par des gouverneurs)

1) Uttar Pradesh (Eastern Provinces, ex-United Provinces). — 112.000 *miles* carrés ; 63 millions d'hab. (1951) ; recens. 1941 : 56 millions d'hab. dont 8.700.000 *Musulmans* (soit 15 %). Capitale : Lakhnau (Lucknow).

(1) Classées par ordre décroissant d'importance *numérique* de la minorité musulmane (et *non* du pourcentage par État). Statistiques (d'ailleurs approximatives) arrondies.

Le pourcentage musulman n'est que de 15 % en dépit d'une administration islamique ininterrompue depuis la chute de l'empire de Kânoudj (XIIe siècle ; souverains de Dehli, émirs *Sharqî* de Jaunpur (1394-1500), gouverneurs mongols, *nawâbs* d'Oude (famille réfugiée à Bagdad depuis 1857).

Agra avait (1941) 80.000 Musulmans (sur 280.000 hab.), Lucknow 100.000 (sur 387.000), Bénarès 60.000 (sur 260.000). — Ces Musulmans sont *sunnites hanéfites, wahhâbites* (5 % à Bénarès), ou *shi'ites duodécimains* (16 % à Lucknow ; centre du shî'isme hindou, à cause des anciens nawâbs d'Oude). — Ils sont d'origine *arabe* (*Sheïkh : Qorashî*, Siddîqi, Faroûqi, Othmâni, Ansâri), *afghane* (Yousofzaï, Afridi, Ghori, Lodi, Shirwani) *Qyzylbash (Moghol)*, ou *hindoue* (*djolaha*, tisserands de Bénarès, très fervents).

La secte semi-musulmane des *Kabirpanthis*, subdivisée en 10 *math* ou écoles (à Bandogah, Dharnauti, Raigur, Katak, Baroda et Carnatic), a son centre à Bénarès (Kabir est mort à Mâghar, près de Georakpur) ; celle des *Satnamis* à Oude.

Un grand centre universitaire : Aligarh (f. 1856 ; université depuis 1920 : 7.000 étudiants en 1946 ; mouvement *modernisant*) au nord d'Agra ; un secondaire, A'zamgarh (*Dâr-ul-Musannifîn*, bulletin mensuel : *Ma'ârif* ; mouvement *hanéfite* et *salafi*) à l'est de Jaunpur.

Agra a été la capitale d'Akbar († 1605), qui l'a ornée de monuments (enterré à Sikandra) ; on y trouve aussi le « Tadj Mahal ». A Bahraich, au nord-ouest d'Oudh (Ayodhya) tombe du prince martyr ghaznévide Salar Mas'oûd († 14 redjeb 424 = = 1033), exhumé au XVe siècle ; et grandement vénéré sous le nom de Ghazi Miyân. — État pathan de *Rampur* en Rohilkand (on y trouve une médresé arabe).

Enseignement canonique (avant 1947) : *Madrasa ilahiya* de Kanpur (Cawnpore) pour missionnaires et théologie comparée ; *Dâr-ol-'olamâ* de Deoband (orthodoxie stricte) et *Nizâmiya* de Ferengi Mahal à Lakhnau (Lucknow), séminaires conservateurs ; *Dâ'ira Shâh Ajmal* d'Allâhâbâd, sémin. soufi à tendances mystiques ; école *mojtahid* shî'ites à Lucknow ; école de théologie scolastique à Bareilly *(Bareli)*.

2) BENGALE OCCIDENTAL (l'ancien Bengale, amputé des districts de Chittagong et Dacca et d'une partie des districts de la Présidence et de Rajshahi, augmenté de l'ex-État de Cooch-Behar). — Capitale : Kalkattâ (Calcutta). 29.000 *miles* carrés ; 25 millions d'hab. (1951) ; recens. 1941 : 22 millions d'hab., dont 5.500.000 *Musulmans* (25 %).

Islamisation (voir notice Bengale oriental, ap. Pakistan). — A Calcutta (5 millions d'hab., 1949) : *Madrasa 'Aliya* (f. Warren Hastings, 1781), avec enseignement en *urdu* ; Société asiatique du Bengale (f. 1784) ; Société Iranienne (f. 1944).

Des troubles « communaux » (c'est-à-dire religieux) ont entraîné, en mars 1950, l'exode de dizaines (ou de centaines, selon éval.) de milliers de Musulmans du Bengale indien vers le Pakistan oriental (et inversement, l'évacuation de ce dernier par un nombre égal d'Hindous).

3) BIHÂR (capital : Patna). — 70.000 *miles* carrés ; 40 millions d'hab. (1951) ; recens. 1941 : 36 millions d'hab., dont 4.700.000 *Musulmans* (13 %).

Le *Bihâr*, ancien *Magâdha*, centre de la culture indienne sous les dynasties *Maurya* et *Goupta*, dont les nombreux *vihâras* bouddhiques ont été décrits au VIIe siècle par le pèlerin chinois Hiouen-thsang, était encore bouddhiste au XIIe siècle, quand ses rois *pâlas* furent vaincus par l'invasion musulmane (rois de *Gaur* ; 1202-1576). Le *Bihâr*, redevenu en majorité hindouiste, persiste à écrire l'*hindoustani* en caractères *dévanagari*, et ne comprend que 13 % de Musulmans ; concentrés dans les villes (Patna, fondée en 1541, avait 40.000 Musulmans (Afghans) sur 175.000 hab. (1941) ; Gaya, 20.000 sur 90.000 (1941), dans les districts allotis aux vétérans d'Aurengzeb, et dans le haut pays des Koches (Purnea 42 %). Cette minorité musulmane, énergique, est d'un *sunnisme* fervent, souvent *wahhâbite* ; sauf à Gaya *shî'ites* ; fêtes d''Abbâs, porte-drapeau de Hoceïn ; étang dit « Kerbéla ».

Il y a des *waqf* importants ; les 59 hameaux du waqf *Khankâh* près de Sarasâm (Sheikh Kabir Darwîsh, 1717), la bibliothèque du waqf *Khuda Bukhsh* († 1876) à Bankipore ((ouest Patna). La tombe de Shâh Arzâki († 1623) est vénérée. Les troubles agraires récents du Chota-Nagpore (affaires de *Champaran*), ont été le fait de paysans hindouistes.

Cinquante mille Musulmans auraient été massacrés en 1947.

4) MADRAS. — 128.000 *miles* carrés ; 57 millions d'hab. (1951) ; recens. 1941 : 50 millions d'hab., dont 3.900.000 *Musulmans* (8 %). Capitale : Madrâs.

Sont entièrement islamisées : les îles Laquedives (16.000 *Moplahs* ; pour les Maldives, voir Ceylan).

L'extrême-sud de l'Inde n'a jamais subi la suprématie politique de l'Islam [rajahs *Belâla* de Halebid (1100-1400) et de Vijâyanagara (1200-1829), *Nayakar* de Tanjore (1325-1860)] et l'Islam s'y est infiltré pacifiquement.

Les Musulmans du Sud de l'Inde sont de race dravidienne : ils parlent l'*urdu* (1 million : *sheïkhs, sayyid, pathans*), le *malayalam* (1 million), le *tamil* (500.000), et le *télougou* (100.000). L'État « linguistique » *telougou* d'Andhra a obtenu de faire sécession au début de 1953.

Parlent *tamil* (écrit en alphabet *arabe* avec 3 lettres supplémentaires quadriponctuées) : les *Labbays* de Tanjore, qui émigrent à Manaar (pêcheurs de perles), Penang et en Birmanie ; les *Marakkayars*, bateliers, de Porto-Novo (= Mohammad Bandar, au sud de Pondichéry), Nagore, Muttapat, Kayalpatnam ; et les *Râvuttan* de Vaniyambady (nord de l'Arcote).

Parlent *malayalam* : les *Moplahs* (Mappilas) du Malabar, race métissée-d'arabe de rite *shâfi'ite* ; énergiques, batailleurs (dernières révoltes en 1921) ; ils admettent le culte des saints ; ils ont des chefs religieux *(tangal)* à Kondôtti et Ponnani.

Une principauté musulmane : celle du Nawab shî'ite de *Banganapalle* (et Kurnool), créée par Tippo Sahib en 1783 pour un de ses lieutenants (voir *Mysore*), a été absorbée par Madras (1948). *Islamia College* à Madrâs. Avant 1947, quelques cadis enregistraient les mariages (mais non les *waqf*).

5) BOMBAY (du Gujerât au Kanara ; absorption de nombreux États, dont Gujerât, Danta, Sirohi, Kolhapur et Baroda). — Capitale : Bambaî (Bombay).

115.000 *miles* carrés ; 36 millions d'hab. (1951) ; recens. 1941 : 30 millions d'hab., dont 2.500.000 *Musulmans* (8 %).

En *Gujrât*, centre d'un État musulman du XIVe siècle au XVIIe siècle (Ahmedabad), il y a des *sunnites* (convertis de hautes et basses castes), des *mehdevis*, des *Bôhoras* et des *Khôdjas*. Les Musulmans sont 21 % à Broach (quelques *wahhâbites*). A *Dâbhêl*, publications de manuscrits arabes par le *Majlis 'ilmî*.

Sur la côte du *Konkan* il y a une caste de convertis sunnites, les *Konkanis*, à côté de Musulmans immigrés. A Bombay même, pour 1.500.000 hab. (1941), et 15 % de Musulmans, il y a 89 mosquées, dont 77 sunnites, 8 aux Bôhoras, 2 aux Khôdjas, 1 aux Moghols ; voici d'ailleurs la liste des groupements musulmans de Bombay : *Konkanis (Jamati, Mandlekar, Daldi), Arabes, Sheïkh, Pathans, Memans, Djolaha, Dekkanis*, tous sunnites ; et 1/5 de *shî'ites* ; proto-ismaéliens ou *Bôhoras*, divisés en *Dâwoûdiyâ, Soleïmaniya* (un groupe a émigré en Yémen), *Dja'fariya, 'Aliya, Nayoshi* ; et néo-ismaéliens ou *Khôdjas* (adeptes de l'Agha khan), *Moghols, Chillichar*. Les Musulmans de Bombay émigrent en grand nombre vers la côte est de l'Afrique, la Birmanie, et l'île Maurice. 120.000 *Pârsîs* (Zoroastriens) à Bombay (depuis le XVIIe s.).

Les *néo-ismaéliens* soutiennent la légitimité de Nizâr, fils aîné du khalife fâtimite Mostansir († 1094), qui l'évinça de sa succession au profit de son frère cadet Mosta'lî (1094-1101) ; que soutiennent les *proto-ismaéliens*). Le 4e chef des « Assassins » néo-ismaéliens d'Alamout, Hasan († 1166), se déclara petit-fils de Nizâr, et sa lignée, à travers 21 générations d'imâms, aboutit directement au premier

Agha Khan, Hasan 'Alî-ibn Khalîl Allah (1818 † 81), de Kehk, en Perse ; réfugié à Bombay, il obtint du gouvernement britannique, après un procès qui dura seize ans (1850-66), de forcer ses adeptes, les *Khôdjas*, à lui verser un revenu qui dépasse annuellement £ 30.000. L'Agha Khan actuel, le troisième, Mohammad Shâh-ibn Aghâ'Ali, né en 1877, a été le premier président (annuel) de l'*All India Moslem League*, en 1906 ; ménageant à la fois la puissance colonisatrice et les susceptibilités des Musulmans *sunnites*, il a acquis une vaste notoriété. L'*Islamic Research Association* (f. 1930) est surtout spécialisée dans les études ismaéliennes (siège à Bombay ; secrét. gén. : M. Ivanow).

En *Dekkan*, la fondation d'États musulmans locaux en Khandêsh (*Faroûqîs*, 1399-1599), Bijapur (*'Adil shâhis)*, Ahmadnagar *(Nizâmshâhis)* et Bîdar (*Barîdshâhis*, 1492-1609), a provoqué la naissance d'agglomérations musulmanes, à Savanur (20 %), en Dharwar ; à Belgaum surtout. La caste des « Bunjaras » s'est convertie.

Puis, après 1650, la réaction hindouiste éclate, avec le mouvement des *Mahrattes* (Shivadji, puis Sambadji), qui refoulent les troupes des empereurs musulmans de Dehli, et concèdent aux Musulmans soumis la liberté de leur culte (voir *fétouas*, publiées par Hunter). Leurs chefs, les *pèshva* de Sattara, *gaekwar* de Baroda, *sindhia* de Gwalior, *bhonsla* de Nagpore, *rao* du Holkar, se montrèrent relativement tolérants à l'égard de l'Islam.

Voici les principales fêtes locales : 13 moharram, Hâddj 'Abdal Rahmân, à Malanggad (Kalaba) ; 11 shawwal, sheïkh Misrî, à Sewri ; 14 djomâdâ II, Gangli Pir, au nord de l'île Salsette ; 14 safar, Sheïkh Bahandîn Tchîshtî, à Surti Mahalla.

6) Âsâm (ex-Assam, Manipur et Agences, moins le district de *Sylhet* rattaché au Bengale pâkistâni). — Capitale : Shillong.

54.000 *miles* carrés ; 9 millions d'hab. (1951) ; recens. 1941 : 8 millions d'hab. ; dont 1.700.000 *Musulmans* (21 %) ; mais ce chiffre doit être diminué de la population du district de *Sylhet* (à majorité musulmane), rattaché au Pakistan en 1947.

La population musulmane *sunnite* est concentrée dans la plaine (15 districts détachés du Bengale en 1905). Les invasions musulmanes de 1532 et 1637 ne pénétrèrent pas de façon durable. Il existe une basse caste musulmane, les *Morias*.

7) Madhya Pradesh (Central Provinces et Bèrar). — Capitale : Nâgpur. 130.000 *miles* carrés ; 21 millions d'hab. (1951) ; recens. 1941 : 19 millions d'hab., dont 800.000 *Musulmans* (4 %).

Le Bérar, conquis dès 1294 par les Musulmans, gouverné par la dynastie des *'Imâd Shâh* (1490-1575), rattaché ensuite à Ahmednagar, puis à Dehli, puis aux *Nizams* d'Hyderabad (1724-1853), avait 300.000 *Musulmans* en 1941 (sur 3.600.000 hab.).

8) Panjâb (oriental ; l'ancien Panjâb, amputé des districts, rattachés au Pakistan, de Lahore, Multan et Rawalpindi). — Capitale : Simla. 37.000 *miles* carrés ; 13 millions d'hab. (1951) ; recens. 1941 : 13 millions d'hab., dont 4.400.000 *Musulmans* (34 %) ; mais la majorité (près de 4 millions) a émigré au Panjâb occidental (Pakistan) et a été remplacée par un nombre équivalent d'Hindous et de Sikhs (immigrés du Pakistan). D'autre part, 100.000 à 500.000 Musulmans auraient été massacrés en 1947. Au recensement de 1941, il ne restait plus que 1,6 % (soit 200.000) Musulmans au Panjâb indien.

Islamisation (voir Panjâb occidental/Pakistan).

Il y eu, contre la réconciliation ébauchée des Hindous avec l'Islâm, la curieuse réaction semi-hindouiste des *Sikhs* (Nânak † 1539), dont l'organisation militante et militaire (*Khâlsâ* ; le « baptême de l'épée », sorte d'adoubement) résista à tous les efforts des souverains musulmans de Dehli, pour ne succomber qu'au XIXe siècle après Randjit Singh de Lahore (1791 † 1839), devant la force britannique. Ils étaient 40 % dans la région de leur ville sainte, Amritsar (= « lac de l'eau de Jouvence » ; fondée par leur 4e *gourou*, Râm Dâsj ; 400.000 hab. en 1941). La secte sikh des *Akali* s'est dévouée depuis 1918 à leur rénovation spirituelle.

Les Sikhs, orgueil des troupes britanniques, sont 5 à 6 millions, en Inde, sont maintenant (depuis leur expulsion du Panjâb occidental, en 1947) 3.700.000 au Panjâb indien (où ils forment 30 % de la population). Revendication d'un État sikh indépendant, le *Khâlistân*, taillé dans le Panjâb (leader politique : Tara Singh, président du Parti des Akali). Les événements de 1947 ont été, selon les Musulmans, l'occasion, pour les Sikhs, de faire preuve de leur férocité traditionnelle à leur égard.

9) Orisa (25 États de l'ancien Orissa, plus *Mayurbanj*). — Capitale : Cuttack. 60.000 *miles* carrés ; 15 millions d'hab. (1951) ; recens. 1941 : 12 millions d'hab., dont 170.000 *Musulmans* (1,4 %). L'*Orissa*, quoique soumis en 1578 par Akbar et livré à des féodaux *afghans* dépendant de Dehli, n'a qu'un nombre infime de Musulmans (à Balasore). Il existe un groupe actif de *Kabirpanthis* à Sambalpur (20.000).

II. — 8 États du « groupe B » (administrés par des « Raj-Pramukh »)

1) Kashmir et Jammu. — Capitale : Srînagar. 82.000 *miles* carrés ; 4 millions d'hab. (recens. 1941 et estim. 1950), dont 3 millions de *Musulmans*, soit 75 % (recens. 1941), presque tous *sunnites* (sauf 800 *shî'ites*) ; il y a 5.000 *hanéfites*.

Le pays fut islamisé d'abord au XIIe siècle par des missionnaires *ismaéliens* et au XIVe par des mystiques *sunnites* (le plus célèbre est Sayyid'Alî Hamadhânî, auteur des *monâdjât*), qui convertirent la dynastie en 1326 (Shams al Dîn Shâh) : le sultan Sikandar « Butshikan » (1393 † 1417) fut un grand « iconoclaste », et destructeur de temples. Maîtres du pays en 1586, les Mongols ont aimé y résider (Islamabad).

En Jammu, on trouve des radjpouts musulmans : *Chîb (Dogras)*, *Khâkhâs*, *Bambas* (se disant qoreïchites). Au nord-est les gens du Baltistan, de Purig et de Nubra sont *ismaéliens* (136.000) ; mais une partie, les *Kelun-chah* ont pour Ayisha et Hafsa une vénération qui dérive du culte boudhique des « deux Târâs », selon Francke, *MW*, 1929, 139. Au Ladakh, où la mosquée sunnite de Leh date de 1766, on trouve des *Arghons*, musulmans métis de mère tibétaine (200.000 en 1937). Dans le sud, il y a quelques *sikhs* (175.000 en 1937).

C'est à Srînagar dans la rue Khan Yâr, que l'on voit la tombe du « prophète Youzasaf » (Joasaph ; il s'agit en réalité d'un bodhisattva bouddhique) que Gholâm Ahmad Qadiyânî, fondateur de la secte des *Ahmadiyah* († 1908), déclara (en concordance avec l'ouvrage fantaisiste du Russe Notovitch sur *La vie inconnue du Christ*) être la véritable tombe du Christ. Cette secte, étudiée par Walter en 1918, est divisée en deux factions (Mahmoûd Ahmad, à Qadiyân, et Mohammad'Ali, à Lahore) ; elle compte 100.000 adhérents (estim. 1950), surtout au Punjab. L'imam de la mosquée de Woking en Angleterre, S. Kamal ud Din, fut d'abord *ahmadi*. Adeptes à Maurice, etc. Congrès ahmadi à Lahore, avec 50.000 fidèles (29 déc. 1950). Voir *Pakistan*.

Il y a des pèlerinages musulmans : saints indigènes *(swami)* et étrangers *(Sayyid pîrzâda)*.

Et des confréries locales : jongleurs *(Sayyid Makkâr)*.

L'Inde et le Pakistan ont tous deux revendiqué le Kashmîr au moment du partage de 1947.

Le mahârâja du Kashmîr a offert son rattachement à l'Inde, le 27 octobre 1947.

En 1948, le conflit est devenu armé : heurt entre l'armée indienne et les bandes armées du « Kashmîr Azad » (« Cachemire libre ») venus du Pakistan. L'O. N. U. n'a pu encore faire accepter de solution par les deux parties.

En 1949, l'administration indienne a ouvert une Université et introduit, dans les écoles primaires, des livres en caractères *kashmîrî*. Réformes sociales du Sheikh

Mohammed 'Abdullâh, leader du Parti populaire et chef du gouvernement provisoire (depuis 1947).

2) HYDERABAD (HAYDAR-ÂBÂD). — Capitale : Hyderabad. 82.000 *miles* carrés ; 19 millions d'hab. (1951) ; recens. 1941 : 16 millions d'hab., dont 2 millions de *Musulmans* (13 %).

La dynastie musulmane des *Nizâm*, anciens vassaux de Dehli, fondée par le sou-bahdar Asaf Djâh († 1748) et actuellement représentée par 'Othmân 'Alî Khân, a plus fait pour l'Islam que les dynasties des *Bahmani* (d'origine samanide : 1348-1527), et des *Qotb Shâh* de Golconde (1512-1687). Enregistrement et contrôle des *waqf* au ministère des Affaires religieuses.

83 % des médresés, 45 % des écoles secondaires, 42 % des écoles primaires sont musulmans : l'importante université *Usmania* (f. 1916 ; 20 professeurs) propage la culture *arabe*, et soutient la littérature *urdu* (publication de textes : 200 manuscrits arabes classiques édités (1945). Nombreuses organisations culturelles : *Madrasa Fakhriya* ; bureaux de traductions et de publication *(Dâ'ira)* ; Société des Manuscrits persans ; Institut urdu ; École de Médecine ; Bibliothèque asafiya ; Académie ; Société des Chefs religieux (musulmans, hindous, chrétiens et parsis, f. 1943). Hyderâbâd était le plus grand centre islamique du continent indien (1947) ; plusieurs congrès scientifiques pan-indiens s'y sont tenus (entre 1940 et 1945). Il y a une colonie importante d'*Arabes* venus du Hadramôt *(shâfi'ites)*.

Majorité *sunnite hanéfite* ; quelques *shî'ites*, et *mehdevis*.

L'organisation des *corporations*, notamment de celles de la Cour (ex. les *Khâssa* : 100 concubines royales), demeurée de type hindouiste, a été copiée par les États musulmans de Malaisie (Solo, etc.).

Occupation de l'État, de vive force, par l'armée indienne (sept. 1948 à déc. 1949), suivie de l'entrée du Hyderâbâd dans l'Union indienne (1949). Répression, par les troupes de l'Inde, de la dissidence Telengana — à l'origine, révolte armée contre la féodalité et le Nizâm (1947) ; en 1948, le sud-est du Hyderâbad (district de Warrangal) constituait une sorte de « démocratie populaire », sur 10.000 *miles* carrés, avec 2.000 villages et 4 millions de paysans (réforme agraire et tribunaux du peuple). En 1950, Telengana n'était pas entièrement pacifié. Par contre, l'opposition des *Razakar* (évalués à 150.000) de « l'Union des Musulmans » *(ittihâd)* fut surmontée en cinq jours (1948). Le bilan de ces « opérations de police » est difficile à évaluer (celles de source anti-indienne sont, sans doute, exagérées).

3) RÂJASTHÂN (ex-Râjpûtâna ; Union de 18 États princiers). Capitale : Jaipur. 128.000 *miles* carrés ; 15 millions d'hab. (1951) ; recens. 1941 : 13 millions d'hab., dont 1.300.000 *Musulmans* (10 %).

Les rajahs des *rajpouts*, fiers de leur antique noblesse (*Chandêlas* de Kajraha, *Rathôrs* du Marwar, *Chauhan* d'Ajmîr, *Vallabhi* de Chitore), n'ont été asservis qu'au XVIe siècle par les souverains musulmans de Dehli ; ils en furent libérés par les Mahrattes (1716) ; la protection britannique date de 1818.

Il y eut en *Mâlwa* deux dynasties musulmanes (1401-1530), *Ghôris* et *Khiljis*, qui ont laissé des monuments (à Mondou). — On trouve des *Bôhoras* à Oujeïn.

La secte semi-musulmane des *Dadoupan this* s'est fondée au XVIe siècle, avec Dadou Dayâl, qui subit l'influence de Kabir. Prince musulman : Rajah de Tonk (de race rajpoute chauhan) ; 10 % seulement de ses sujets sont musulmans.

4) P. E. P. S. U. (Patiâla and East Panjâb States Union). — Capitale : Patiâla. 10.000 *miles* carrés ; 3 millions 1 /2 (1941 et 1951), dont 25 % soit 900.000 *Musulmans* (recens. 1941), pour la plupart « échangés » avec le Pâkistân contre des Hindous (1947). (Voir notice du *Panjâb*.) Dans certains États (Kapûrthala), ils auraient été massacrés (1947).

5) TRÂVANCORE-COCHIN. — Capitale : Trivandrum. 9.000 *miles* carrés ; 9 millions d'hab. (1951) ; recens. 1941 : 7 millions 1 /2 d'hab. ; dont 500.000 *Musulmans* (6,5 %).

6) MYSORE (Maysur). — Capitale : Bangalore. 29.000 *miles* carrés ; 9 millions d'hab. (1951) ; recens. 1941 : 7 millions d'hab., dont 500.000 *Musulmans* (7 %).

L'essai d'islamisation par la force, tenté de 1760 à 1799 par Haydar'Ali et son fils Tippo Sahib, sultans de Seringapatam, n'a pas eu de suites, en dehors du pays des *Moplahs*, et des *Ravuttan* (de leur cavalerie).

Le maharâja est assisté d'une Assemblée législative (1950) de 76 membres élus, dont 5 Musulmans.

7) MADHYA BHÂRAT (Central India : 25 États, dont Gwalior). — Capitale : Gwalior. 47.000 *miles* carrés ; 8 millions d'hab. (1951) ; recens. 1941 : 7 millions d'hab., dont 500.000 *Musulmans* (7 %), dont la moitié dans l'ancien État de Gwalior (où la minorité musulmane se décomposait (en 1928) en 140.000 sunnites, 25.000 shî'ites duodécimains ; en outre, il existe une secte indo-musulmane locale, fondée par l'ascète Baba Kapour († 1571).

8) SAURASHTRA (ex-Kâthiâwâr ; union de 32 États). — Capitale : Râjkot. 21.000 *miles* carrés ; 4 millions d'hab. (1951) ; recens. 1941 : 3 millions 1 /2, dont 400.000 *Musulmans* (12 %).

L'un des États de la presqu'île, le *Junâgadh* (120.000 Musulmans sur 670.000 hab. en 1941), a été annexé par l'Inde (1948), après plébiscite favorable (précédé d'un débarquement), malgré l'adhésion de son Nawbâb au Pakistan (1947).

III. — 10 ÉTATS DU « GROUPE C » (ADMINISTRÉS PAR DES « COMMISSAIRES »)

1) DEHLÎ. — 574 *miles* carrés ; 1.700.000 hab. (1951) ; recens. 1941 : 900.000 hab., dont 300.000 *Musulmans* (33 %). Combien en reste-t-il, depuis 1947 ?

District « impérial » détaché du Punjab en 1912, lorsque sa capitale redevint le centre officiel de l'empire ; Dehli comptait elle-même 700.000 hab. (1941). — *Dehlî* (et non Delhi) et, localement, *Dillî*.

Dans ses *Seven cities of Dehli* (1906), Gordon Hearn a retracé les transformations de la capitale musulmane des Indes depuis 1191 ; au sud-ouest, la vieille cité, avec le minaret de Qotb al Dîn († 1210) ; agrandie en 1303 (faubourg de *Siri*) et 1328 (*Djahânpanâh*, entre Siri et la vieille enceinte ; au sud-est, Toghlaqabad (1321) ; au centre Firouzâbad (1354), remaniée par Shîrshâh (1535) : enfin, au nord, la ville actuelle (tout le reste est en ruines), *Shâhdjahânâbâd*, dont l'enceinte date de 1648 ; du côté ouest, on trouve, du nord au sud les portes *Nigambodh*, *Kela Ghât*, *Kashmîr*, *Mori*, *Kâboul*, *Lahore*, *Adjmîr*, *Turkomân*, *Dehli* ; du côté est, du nord au sud, après le jardin *Qodsiya* le fort de Salimgarh et le pont de bateaux sur la Djumna, les portes *Calcutta*, *Râj Ghât* (donnant sur le Palais), et *Khaïrâtî* ; à l'intérieur, la grande mosquée (1656), les mosquées Fatihpour et Akbarabad, les rues Chândni Chouk (marché de l'argent) et Daribâ, les bazars Châori et Faïz ; tombes de Sèrmèd, Nizam Awliyâ, Bêdil.

Université privée *Jâmi'a Milliya* ; société pour la Propagation de l'Urdû ; *Nadwat-ul-Musannifîn* (études islamiques) ; toutes ces institutions islamiques ont été endommagées en 1947, au moment des attaques et des meurtres contre les Musulmans. Gandhi jeûna et pria pour la paix, avec des Musulmanes, 4 jours avant sa mort (janvier 1948), sur la tombe de Qotb Bakhtiâr, aux portes de Dehlî.

2) TRIPURA (un des plus vieux États hindous). — Capitale : Agartala. 4.000 *miles* carrés ; 650.000 hab. (1951) ; recens. 1941 : 500.000 hab., dont 125.000 Musulmans (25 %).

3) KUTCH. — Capitale : Bhûj. — 8.500 *miles* carrés ; 600.000 hab. (1951) ; recens. 1941 : 500.000 hab., dont 115.000 *Musulmans* (23 %).

En *Cutch*, les Musulmans sont de la secte mi-sunnite des *Memans* fondée au XIVe siècle (beaucoup ont émigré à Bombay : caste aristocratique des *Rangaris*).

4) BHOPÂL. — Capitale : Bhopâl. 7.000 *miles* carrés ; 800.000 hab. (1951) ; recens. 1941 : 780.000 hab., dont 110.000 *Musulmans* (14 %).

Ex-État musulman, fondé en 1707, par un nawâb afghan ; il a été gouverné par plusieurs souveraines d'une grande piété, Sikandar Begum (1844-68) qui alla à La Mekke, Shâh Djahân Begum (1868-1901) qui fit bâtir la mosquée Tâdj al Masâdjid où un parvis miroitant devait réaliser le verset XXVII, 44 du Qor'ân sur la reine de Saba. Elle épousa en 1871, Sayyid Mohammad Siddîq Hasan Khân Qannoûdjî Bokhârî († 1890) ; ce prince consort, auteur de nombreux ouvrages de droit, imprimés à Constantinople et au Caire, a été un des chefs du grand mouvement sunnite réformiste des *salafiya*.

La ville même de Bhôpâl comptait (en 1937), 40.000 Musulmans (sur 60.000 hab.).

5) VINDHYA PRADESH (union de 28 États). — Capitale : Rewa. 24.000 *miles* carrés 3.600.000 hab. (recens. 1941 et 1951), dont 95.000 Musulmans (3 %).

6) AJMER. — Capitale : Ajmer. — 2.500 *miles* carrés ; 700.000 hab. (1951) ; recens. 1941 : 600.000 hab., dont 90.000 *Musulmans* (15 %).

Ce sont des Rajpouts, Jâts et Gurjas. La tombe de Mo'în al Dîn Tchîshtî († 1236), fondateur de la congrégation islamique des *Tchishtiya*, se trouve à Adjmîr.

7) MANIPUR (détaché de l'Asâm en 1947). — Capitale : Ìmphâl. 8.600 *miles* carrés ; 600.000 hab. (1951) ; recens. 1941 : 500.000 hab., dont 30.000 *Musulmans* (6 %).

8) HIMÂCHAL PRADESH (Himalayan Provinces : 21 des anciens Panjâb Hill States). — Capitale : Simla. 10.600 *miles* carrés ; 1 million d'hab. (1951) ; recens. 1941 : 900.000 hab., dont 30.000 *Musulmans* (3 %).

9) COORG. — Capitale : Mercara. — 1.600 *miles carrés* ; 230.000 hab. (1951) ; recens. 1941 : 170.000 hab., dont 15.000 *Musulmans* (9 %).

Les 2/3 des Musulmans sont *shâfi'ites (Moplahs)*, 1/3 *hanéfites (Sheïkhs)*.

10) BILÂSPUR (détaché de l'ancien Panjâb). — 450 *miles* carrés ; 130.000 hab. (1951) ; recens. 1941 : 110.000 hab., dont 1.000 *Musulmans* (9 %).

IV. — DEUX AUTRES TERRITOIRES OU ÉTATS

1) ILES ANDAMAN ET NICOBAR (territoires du « groupe D »). — 3.000 *miles carrés*. 6 à 7.000 *Musulmans* sur 32.000 hab. (1951), soit 20 %.

2) PROTECTORAT DU SIKKIM. — Cent *Musulmans* sur 135.000 hab. (estim.).

ANNEXE : ENCLAVES ÉTRANGÈRES

I. — ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'INDE. — Depuis le plébiscite de *Chandernagor* (45.000 hab. en 1948) en faveur de l'Inde (1949), cette petite enclave terrestre au nord de Calcutta a été rattachée à l'Union indienne (1950). Elle n'avait que 2.723 sunnites *hanéfites* de race *bengâli* (1921).

4 « villes libres » rétrocédées en 1954 : Pondichéry (222.000 hab. en 1948), Karikal (70.500), Mahé (18.300) et Yanaon (5.800), avec 14.200 Musulmans (1921) : sunnites *hanéfites* de race *labbay* et *ravuttan* (parlant *tamil*) à Pondichéry (4.227) et Karikal (6.962 : belle mosquée) ; *shâfi'ites* de race *moplah* à Mahé (2.779 : parlant *malayalam* ; 13 écoles musulmanes sur 19), et parmi la haute caste commerciale à Pondichéry. Il n'y a que 299 Musulmans à Yanaon.

II. — INDES PORTUGAISES. — Sur 4.000 km², 3 enclaves : Gôa, Damão et Diu, avec 637.800 hab. (1950), dont un nombre de *Musulmans* inconnu (éval. 1910 : 40.000 ; estim. 1950 de l'Atlas of Islamic History : 200.000).

CEYLAN

70.000 km², 6.657.000 hab. (recens. 1946). Après les bouddhistes (4.300.000), brahmanistes (1.300.000) et chrétiens (600.000), viennent les *Musulmans* : 433.000, dont 410.000 « moros » et 23.000 Malais.

La plupart des Musulmans de Ceylan viennent de la Présidence de Madras (voir ce mot) et parlent *tamil* ou *malayalam*. Ils sont *sunnites shâfi'ites*. Il y a cependant aussi (45.000 en 1941) « Maures de l'Inde », venus du Gudjerât et des « Malais » (23.000 en 1946), descendants de soldats indonésiens (du XVIIe et XVIIIe s.).

L'île, connue chez les navigateurs arabes du Moyen Age sous le nom de *Serendîb*, contient un lieu de pèlerinage musulman célèbre, l'empreinte du pied-d'Adam (pic d'Adam).

Les Musulmans de Manaar sont pêcheurs de perles (émigrants *Labbay*).

Le droit personnel et successoral musulman a été reconnu par ordonnance du gouverneur en 1806 ; les Musulmans ont été autorisés à acquérir des biens-fonds en 1832. La plupart des « Maures » sont commerçants ou artisans, et 1/3 sont agriculteurs. Les « Malais » sont surtout policiers ou surveillants de plantations.

Les deux groupements politiques musulmans (Ligue musulmane de Ceylan et Ligue malaise) sont entrés (1946) dans le grand « Parti national unifié » qui détient le gouvernement depuis 1947 (date de l'indépendance du dominion de Ceylan).

Les îles *Maldives*, sultanat électif, ont 93.000 hab. (1950), tous Musulmans instruits et fervents. Le cens n'y enregistre pas moins de 184 *cadis* et de 599 *mo'allim* d'école coranique.

BIRMANIE (BURMA)
(Minorité musulmane)

État indépendant, depuis 1948 — 261.600 *miles* carrés. Population : 16.820.000 hab. (recens. 1941), 17 millions (est. 1947). La proportion de *Musulmans* (1941) était de 4 %, soit 670.000. Évaluation actuelle : moins de 500.000 (1952) à 550.000 (1951), selon les sources.

Répartition géographique (1951), en trois zones : *a)* Arakan (sud-ouest, frontière du Bengale oriental), 260.000, surtout autour d'Akyab (13.000 en 1931) et de Maungdaw (20.000 en 1952) ; *b)* Birmanie nord-orientale (et frontière avec Laos et Yunnan), 96.000 (dont 80.000 autour de Mandalay, 7.000 vers Tungoo, 5.000 vers Bhamo et 4.000 vers Kengtung); *c)* Birmanie méridionale (limitrophe du Siam), 200.000, notamment à Rangoon (70.000 en 1931), Mulmein (35.000 en 1931), Amherst et Mergui (3.000 en 1931).

Origine : a) En Birmanie nord-est ou sud, ce sont généralement des Birmans convertis (185.000), sauf quelques Chinois (1.500 en 1931) dans les États Shan ; *b)* En Arakan et dans les grandes villes du sud (Rangoon, Mulmein...), ce sont des *sheïkhs* venus du Bengale, et des métis *(Zerbâdi)*, nés de mère birmane (gens turbulents), auxquels, depuis 1947, se sont ajoutés des réfugiés de l'Inde et du Pakistan.

Rites et sectes : Tous *sunnites* (sauf quelques ismaéliens émigrés du Gujerât et de Bombay).

Activité : agriculture, commerce, échanges. Les émigrés indiens, quoique devenus citoyens birmans, forment un groupe séparé. En 1952, le ministre du Travail de Birmanie est un Musulman (M. A. Rashid). Parti *Mujâhid*, en Arakan : simples pillards, selon les Birmans ; leur chef, *Qâsim*, s'est enfui au Bengale oriental (début 1953), où il aurait été reçu en héros. La frontière du Bengale oriental est perméable et propice à la contrebande (le long du fleuve Naaf). Association culturelle pakistano-birmane à Dacca (1952).

BIBLIOGRAPHIE. — *Nouv. Atlas des Missions*, 1951.

Les Musulmans de Birmanie (*Dawn* de Karâchi, numéro du 18 décembre 1952).

La frontière entre Birmanie et Pakistan (*New Times of Burma*, numéro du 6 févr. 1953).

AFGHANISTAN

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, STATISTIQUE. — Sis entre 29° 30'-38° 30' lat. nord et 61°-75° long. est, il touche à l'U. R. S. S. (nord), à l'Iran (ouest) et au Pakistan (est et sud).

650.000 km². Pays de montagnes culminant à 7.138 (Koh-i-Baba), drainé par l'Oxus (nord), l'indus (est), et l'Hilmend (sud-ouest).

Dix à 12 millions d'hab. auxquels s'ajoutent 4 millions (au moins) d'Afghans émigrés aux Indes *(Pathans)*.

Villes (chiffres moyens) : Kâboul (capitale) : de 120 à 200.000 hab. ; Herât (75.000, dont 1.500 Juifs) ; Qandahâr (80.000) ; Mazâr-e Sharif (50.000) ; Meymana (25.000) ; Khânâbâd ; Tâshqurghân, Jalâbâlâd.

L'ISLAMISATION. — Avant l'islam, le pays afghan, indo-iranien dès l'origine, avait subi deux influences : *hellénique* et *hindouiste*.

De 250 à 50 avant notre ère, il avait été gouverné par une dynastie *gréco-bactrienne* (sculptures célèbres, qui ont influencé l'art classique d'Extrême-Orient ; ruines étudiées depuis 1922 par la mission Foucher) ; puis de 129 avant à 480 après J.-C., par des *Sakas* et surtout des *Kouchans* ; venus du nord, ils s'hindouisèrent, et devinrent bouddhistes. D'Afghanistan, l'influence de cette civilisation-dite *tokharienne*, gagna la Sogdiane et la Sérinde. Vers 480, l'Afghanistan fut partagé entre les *Huns Ephthalites* et les *Sassanides* ; un petit État *Kouchan* (*Shâhis* de Kaboul) subsista à l'est, jusqu'en 880 (remplacé par des rois dits *brahmanis*, 880-1021).

Entre temps, l'Islam, vainqueur de la Perse sassanide, se heurtait à d'énergiques petites dynasties afghanes, surtout aux rois de *Ghôr* (450-1215), dès Shanasb (656) ; ce n'est que sous Mohammed I (815-40) et Soûrî I (840-60) qu'ils se convertirent.

C'était le temps des retentissantes prédications d'un théologien mystique, du rite *hanéfite* : Ibn Karrâm, de Zarandj apôtre d'Afshîn et Sourmîn en Ghardjistan, fondateur de l'école scolastique des *Karrâmiya*, qui fut surtout afghane.

Islamisé, l'Afghanistan, partagé entre *Samanides* (Hérat), *Ghôrides*, *Saffâ*

rides (867-1232, en Sidjistan) et *Shâr* du Ghardjistân (987-1160), sous l'hégémonie des *Ghaznévides* (960-1099) de Ghaznî, entreprit la conquête de l'Inde à l'Islam. Désormais tout l'effort afghan s'absorbera dans l'Inde, fournissant à la cour *ghôride* (puis *khildjî* = ghilzaï) de Dehli souverains, juristes, fonctionnaires et colons. A part l'intermède gengiskanide et l'autonomie locale des *Kort*, chefs ghôrides, à Hérat (1245-1389), l'Afghanistan reste uni à l'Inde musulmane du Nord, notamment sous les *Timourides*, dès Bâbor (1507).

Enfin en 1709 Mîr [O]weïs, du clan Ghilzaï, puis en 1747, Ahmad (1736-79) du clan Dourrani, champion de l'Islam à Dehli contre les Mahrattes en 1761, reconquièrent définitivement à l'Afghanistan son indépendance. Ce sont encore des émirs Dourrani (*Mohammadzaï*, vainqueur des *Saddozaï* sous Dost-Mohammad, 1817-63), qui gouvernent le pays, émancipé de deux occupations britanniques (1839-42, 1878-81 et guerre d'indépendance, 1919).

La population (tous les chiffres ci-dessous correspondent à une population totale de 6 millions ; d'autre part, les estimations varient du simple au double, selon les auteurs, soviétiques en particulier) est de race :

a) *Iranienne orientale : Afghans*, 4 millions ; qui croient descendre de l'éponyme du clan arabe Qeïs (qui colonisa Nishapour au VIII[e] siècle), par ses 3 fils : Sarbân (clans *Dourrani* ou *Abdali*, *Sherânî*, *Tôr Tarîn* ; *Yusufzaï*, *Mohmand*, *Shînwâri*), Batan (clans *Ghalzaï*, *Loudi*, *Lohânî*), et Ghurghust (clans *Mandôû Khêl*, *Pani*). Les clans *Orakzaï* et *Afridi* remontent à un certain Karrân. Au VII[e] siècle, l'auteur indo-persan du « makhzan-i-afghân », a inventé la théorie de l'origine *juive* de Afghans, par [Afghana, fille de Talout (= Saül)] *(sic)*.

b) Pure *iranienne* : paysans de l'ouest (*tâdjik* de Hérat) et du sud (*Kayâni* du Sidjistân) ; *ghaltchas* (terme inconnu en Afghanistan, *ap.* P[r]. E. Benveniste), du nord-est (Badakhshan), 1 million 1/2.

c) *Aryens* non iraniens : *Siyâh Pôsh* du nord-est (Kafiristan) et *Hindki* immigrés : 500.000, à 1 million.

d) *Turque* : 300.000 *Uzbeg* de Balkh ; 750.000 *Mongols*, dits Tchahâr Aïmâq (« 4 groupes » : *Hazâri*, *Djamshidi*, *Taimani*, *Firouzkôhi*) de l'est de Hérat ; tatares *Qyzylbâsh* de Kaboul et Hérat, 300.000.

e) Trois centres de nomades *arabes* à Aqtché (20 km. W. de Balkh).

La guerre sainte contre les « païens » du Kafiristan acheva en 1890, l'islamisation de l'Afghanistan (à l'exception de 5.000 Juifs, en 1930).

Les Afghans sont en majorité *sunnites*, de rite *hanéfite*, depuis Ibn Karrâm (quelques *shâfi*ᶜ*ites* ; et *hanbalites*, comme Harawî, † 1088), 4 millions 1/2.

Il y a des Afghans *shî*ᶜ*ites* : a) *Duodécimains* à Hérat *(Kayâni)*, Kaboul *(Qyzylbash)*, en Sidjistân *(Sheikh*ᶜ*Ali)* et à Ghaznî *(Djâghouri* et autres *Hazâra)*, plus d'un million ; b) *Néo-ismaéliens*, à Balkh, à l'est de Hérat *(Hazâra)*, et au nord-est *(Ghaltchas)* : 300.000 ; c) *Aliilahis* à l'est de Hérat *(Djamshidi)* : 300.000 ; d) *Rôshânis* à la frontière indienne (clans *Orakzaï* et *Touri*) : 300.000. — Turuq : Qâdiriya, Çiştiya, Karrukhiya, Mūs a'iya, Naqşiya.

La langue nationale afghane est un dialecte iranien oriental, le *pashtô* ou *pakhtô* : d'où le nom « Pathans » : 3 millions. Le *pashtô* serait parlé, au Pakistan, par 1.460.000 personnes environ (1945).

Cette langue, qui s'écrit en alphabet arabo-persan (5 signes supplémentaires), est devenue littéraire à la fin du XVI[e] siècle : avec Akhônd Darwiza Ningarhari, canoniste hanéfite, adversaire des Rôshanis ; et avec le poète Afdal Khan Khatak. Elle est de plus en plus parlée. Le vieux dialecte persan de Hérat persiste sous la forme *zabouli* chez les *Hazâra*. Le dialecte indo-iranien des Dardistan et Kâfiristan est proche parent de la langue des *Tsiganes*, qui, émigrés vers 1305 en Occident, se sont islamisés dans beaucoup de régions (*Bulgarie*, *Syrie*, etc. ; voir ces noms). — Dialectes *turcs*.

Les deux langues officielles sont le persan et le *pashtô* (depuis 1930).

II. — GOUVERNEMENT

CONSTITUTION (de 1930, promulguée en octobre 1931). — Monarchie constitutionnelle héréditaire ; pouvoir partagé entre le roi (depuis 1933, c'est Mohammed Zâher Shâh, né en 1914) et le Parlement qui comprend : l'Assemblée nationale (Majlis-i-Shoura-i-Milli) : 1 député pour 100.000 hab. et le Sénat (Majlis-i-Ali-i-Aᶜyân) : une quarantaine de membres nommés à vie par le roi.

Environ tous les quatre ans le roi réunit la Grande Assemblée nationale (Lôy-Jirga).

RELATIONS EXTÉRIEURES. — Avec les pays voisins :

Iran : Pacte quadripartite de Saadabad (1937), mais, depuis 1946, incidents dus aux travaux afghans sur le cours du Hilmand.

U. R. S. S. : Frontière de l'Oxus fixée au traité de Moscou (1946) et au protocole de Tashkent (1948) ; problèmes de ravitaillement (essence) par le transcaspien russe et des minorités tâdjik et turques (uzbek) en Afghanistan.

Pakistan : Revendications afghanes (soutien aux autonomistes pathans ; accès à la mer) ; vote hostile au Pakistan à l'O. N. U. (1947) ; amélioration depuis fin 1948 (sentiment pan-islamique ; affaire du Kashmir).

Xénophobie : Les missionnaires chrétiens ne peuvent pénétrer dans le pays : une seule chapelle catholique reconnue à l'Ambassade d'Italie, Kâbul ; les sujets étrangers ne peuvent posséder de terres ; il est interdit aux étudiants, officiers et fonctionnaires envoyés à l'étranger d'y épouser des étrangères (1933). Expulsion des Arméniens et d'une partie des Juifs (1933)

III. — ADMINISTRATION

Il y a 10 ministères (pendant dix-sept ans, de 1929 à 1946, le premier ministre a été l'oncle du roi actuel), un Conseil d'État, et un *darbâr*, Assemblée annuellement convoquée, des *sardars*, *khans* et *mollas* (chefs religieux). — Le Conseil des ulémas (*jam'iyyat-i ᶜulemâ*, 1931) a un rôle consultatif.

L'administration financière locale est aux *mostoûfi* (intendants) ; le contrôle est attribué théoriquement à une Cour des Comptes.

Le territoire est divisé en 9 provinces (1924) : 5 grandes : *Kaboul, Qandahâr, Hérât, Mazâr-i-Sharîf, Kataghân* (avec *Badakhshân*) ; et 4 petites : Samt-i-Junubi, Samt-i-Mashriqi, *Maïmana, Farrâh.*

En théorie, les provinces se subdivisent en *vilayets, kélar* et *ᶜalâqé* ; les gouverneurs provinciaux (*nâïb* dans les grandes provinces, Hâkim-i-Aᶜla dans les petites) sont assistés d'un conseil de gouvernement. En pratique, les chefs de clans (voir ci-dessus) conservent leur autonomie.

L'ADMINISTRATION CULTUELLE. — Les *cadis hanéfites* sont nommés par la Justice, et jugent strictement selon la *sharîʿa.* Il y a un *cadi-des-cadis* ; une école de *cadis.* — Cent mille *mollâ* ; tous les biens *waqf* sont devenus propriété d'État, les édifices religieux sont construits et entretenus grâce à la générosité des fidèles et à l'aide de subventions du gouvernement et des municipalités ; 15.000 mosquées, dont 100 et 20 mosquées cathédrales à Kâboul (1951).

A Balkh se trouve le *mazâr-i-sharîf,* où Jâʿfar Sâdiq aurait enterré ʿAlî (*sic* : dés Harawî, XIIe s.), fréquenté par les *sunnites* ; et plus au nord, sur l'Oxus, la tombe du mystique Tirmidhî († 898). A Meymaena et Upian, maqâm des VII Dormants.

Dans la *Khotba,* après le nom de l'émir, on mentionne seulement « les autres émirs musulmans ».

La polygamie avait été supprimée officiellement.

L'INSTRUCTION. — *Madjlis-i-mearif* à Kâboul (4 écoles supérieures). Écoles élémentaires et *rochdiyè. Mekteb-ʿismet* (école sup. jeunes filles). Établissements secondaires : lycées français (Istiqlâl), américain, austro-allemand (Najât) et anglo-indien (Ghâzi) ; école de jeunes filles ; école américaine de Kandahar ; école des Beaux-Arts ; école normale ; séminaire théologique (1944) : 375 élèves (1951). Université afghane de Kâboul (1946) : en 1947, 911 étudiants, recteur Mhd. Anas. En 1946 100.000 étudiants environ dans les établissements scolaires (dont 78.000 dans les écoles élémentaires en 1951). Faculté de Théologie à Kâboul (1951). Musée, Mission archéologique française *(D. A. F. A.).*

L'ARMÉE. — École militaire à Kâboul : 100.000 hommes en 1949 ; centre d'entraînement d'aviation (personnel britannique) : 12 appareils (1949). Mission militaire d'instructeurs turcs.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE, améliorée par le barrage de l'Hilmand (près Qandahâr), et des irrigations chez les Ghilzaï, et un réservoir de 5 millions de m³ près de Kâboul, produit des récoltes de blé, orge, millet, sorgho, maïs, *bâdjra,* riz, coton, betterave, ricin, fruits ; il y a jusqu'à deux moissons par an. Le métayage est fréquent. Cultures de tabac, garance, vigne. En tout, environ 1 million d'ha. cultivés.

Élevage de chevaux à Maimana. Le clan *Lohani* a 24.000 chameaux (commerce avec l'Inde). Moutons *karakul* (astrakhans). Soieries de Hérat, tapis Kirghiz à Mazar i-sharif. Peaux et laines. Mines : fer (à Birmal), or (Qandahar), cuivre, charbon, pétrole, lapis lazuli et rubis « balais » (= du Badakshan), onyx (Djigdelik).

Usines à Kâboul (armes, chaussures et tissage, station électrique. Petits ateliers (tapis, bijoux). Ghazni est une ville d'art (tombe de Senaï ; ruines ghaznévides de Bost). Nouvelles bourgades industrielles : Pole-e-Khomri, Baghlân, Qondoz.

Législation du travail moderne (1946).

COMMERCE EXTÉRIEUR avec l'*Inde* (traité de Delhi, 1949). — Importations : sucre, cotonnades, objets manufacturés (2.700.000 £ en 45-46) ; exportations : fruits séchés (8.600.000 £ en 45-46) ; avec l'*U. R. S. S.* : imp. d'essence et de pétrole ; exp. de peaux de moutons karakul (en 35-36 : 1.400.000 peaux, pour plus de 8 millions de $ U. S. A., soit la moitié de la valeur totale des exportations).

Voies d'accès : Meshhed-Hérat, Merv-Hérat ; Karshi-Kélif-Kaboul ; les trois passes de Khaïber, Ghazni-Urgun et Kodiak-Pischin, vers l'Inde.

COMMUNICATIONS : ni voies ferrées, ni aérodromes civils, ni routes vraiment carrossables (3.000 km.), malgré les contrats signés, depuis 1946, avec des entreprises américaines. Cinq stations radiotélégraphiques.

MONNAIES. — Unité : la roupie afghane (se change normalement contre 1 sh. 6 d. ; billets de banque de 5, 10, 20, 50, 100, 500 et 1.000 afghânîs. Des pièces et des timbres afghans ont été reproduits ap. *R. M. M.*, XLVIII, pl. p. 31. — *Kran* = 1/2 roupie ; *tanga* (ou *abbâsi*) = 1/4 roupie. Banque nationale d'Afghanistan. Prêt de 21 millions de $ consenti à l'Afghanistan par la Banque américaine Export-Import (fin 1949).

BIBLIOGRAPHIE. — *Nizâmnâmayé-techkilâté Asâsiyé Afghanistan* (en persan), Kâboul, 1921, anal. par L. Bouvat (*Revue du monde musulman*, XLVIII, 26-54).

Almanach de Kaboul, 1944-45, 372 p.

Guide to Afghanistan, by Mohammed Ali, Kâbul, 1938, 181 p.

Gunnar Jarring, *On the distribution of Turk tribes in Afghanistan*, Lund-Leipzig, 1939, 104 p.

Mohammed Akram, *Bibliographie analytique de l'Afghanistan*, I, Paris, 1947.

Malakhov, Afghanistan (en russe), in *Novoe Vreme* (11 avril 1946).

The Middle-East, Londres, 1948, pp. 17-26.

Ariana, revue mensuelle, Kâbul (A. A. Kohzâd).

E. Sablier, Le Pouchtounistan, *Monde* du 26-8-1950.

Encyclopédie Agostino-Novarre, 1948.

L'Afghanistan moderne (*Documentation française*, n° 1112 du 19 avril 1949). Supplément sur l'économie afghane.

G. Ward Price, En Afghanistan, *Figaro* du 26-7-1949.

Râhnomâ-ye Afghânestân (en persan), par Fazl Ahmad, Kâbul, 1328-1949, 382 p.

E. Caspani et E. Cagnacci, *Afghanistan, crocevia dell'Asia*, Milan, 1951, 278 p. (important).

Raymond Furon, L'Iran *(Perse et Afghanistan)*, Paris, 1951, 336 p.

Donald N. Wilber, The structure and position of islam in Afghanistan, in *M. E. J.*, Washington, VI, 1, 1952, pp. 41-48.

G. Busson de Janssens, Les wakfs dans l'Islam contemporain (*REI*, 1951, p. 13).

Muh. Khotak, *Pata Khazana, anthologie pachto*, éd. Habîbî, Kâboul, 1944.

IRAN (1) (PERSE)

I. — PEUPLEMENT

Situation, statistique, villes principales. — Sise entre 25°-40° lat. nord, et 44°-63° 30' long. est, la Perse est limitée : au nord, par l'U. R. S. S. (qui lui a rétrocédé en 1921, Firouzé et Achourada, cédés en 1841, 1893) et la mer Caspienne ; à l'est, par l'Afghanistan ; au sud-est, par le Belouchistan (Pakistan) ; au sud, par le golfe Persique ; à l'ouest, par l'Irâq et la République turque.

1.645.000km², répartis en : *a)* Plateau central de l'Iran, élevé d'environ. 1200 m., avec dépressions de 350 m. d'alt. moyenne, occupées de l'Elbourz au Makran par le « grand désert salé » (*Dasht-i-kavir* ; au sud-est : *Dasht-i-Loût*), et par quelques lacs ; *b)* Arc montagneux caspien, culminant, au-dessus de l'Elbourz, à 5.900 m. avec le cône volcanique surajouté du Demavend ; *c)* Arc extérieur sud, à plis dissymétriques, du Zagros au Fars (terres » froides » granitiques : Elvend, 3.200 m., terres des défilés « Tengsir », calcaires ; et terres « chaudes » alluviales) ; *d)* Dépôts calcaires côtiers du Makran, et cônes volcaniques vers Bam (4.500 m.).

Il n'y a pas eu de recensement officiel ; la population n'atteint peut-être pas 15 millions d'hab. (1952) — l'évaluation officielle (1950) de 18 millions paraît excessive. Répartition : 1/3 dans la bordure caspienne ; plus du 1/4 sédentaires des petites oasis irriguées sur les pentes des montagnes ; 1/5 en tribu (nomades en majorité « iraniens », le reste Turcs et Arabes) ; 1.600 tribus dénombrées ; 1/5 dans les villes.

Villes principales (1950) : Téhéran (1.000.000) ; Meshed *(Mashhad)*, Tabriz, Esfahân ont chacune plus de 200.000 hab. ; Abâdân, Shirâz, Rasht et Hamadân dépassent chacune, 100.000 hab. Autres villes de province : Ardabil, Rezâyé (ex-*Ourmia*), Yazd, Kermân, Ahvâz et Qazvin.

L'islamisation. — On compte actuellement en Perse, au point de vue religieux (chiffres correspondant à une population totale de 9.322.000 hab. en 1900 ; mais les proportions n'ont pas dû beaucoup changer) :

1° 6.800.000 Musulmans *shî'ites imamites* (duodécimains), c'est-à-dire du rite *dja'farî*, « religion d'État » (acte constitutionnel additionnel du 7 oct. 1907, § I, II, XX). Ils se subdivisent en : a) *Osoûliyoûn*, qui comprennent : la masse des croyants (5 millions 1/2, dirigés par des canonistes autorisés *(modjtéhid)* ; puis un certain

(1) Depuis le 22 mars 1935, l'Iran est le nom officiel de la Perse, terme jugé à la fois trop restrictif (province méridionale du Fârs) et d'allure « démodée ». En persan, on dit, d'ailleurs, toujours *Irân* et *Irâni* (« iranien ») ; *fârsi* ne s'emploie que pour la langue.

nombre d'intellectuels, à tendances philosophiques, *hokâmâ* (unités), et des mystiques, *ni*ᶜ*métallahiya* (50.000) ; b) *Akhbâriyoûn*, qui n'admettent en droit que l'autorité des traditions *(hadîth)* du Prophète et des XII imâms (1 million ; à Hamadân, en Ahwaz, et, au dehors ; à Bahreïn et en Ahsâ).

2° Diverses sectes *musulmanes shîᶜites* dissidentes : a) *Noqtawîya* de Mahmoud Basakhwani (ex-zeïdites du bas Guilân, 100.000) ; b) *Sheïkhiya* (Hamadan, Tabriz, Qazvin, Kerman (6.000) ; en tout 250.000).

3° Les deux rameaux du *bâbisme* : a) *Azalis* (décimés, comme révolutionnaires, de 1906 à 1912 : 50.000) ; b) *Béhaïs* (syncrétistes ; leur chef, à Acre, était ᶜAbbâs Effendi (= Abdal Béha), † 27 novembre 1921, remplacé par Shoghi Effendi (à Haïfa), 650.000 ; dans toutes les villes, notamment Téhéran (30.000), Kerman (3.000) et Nîrîz ; 3.000 convertis aux États-Unis, en Europe, aux Indes.

4° Les sectes *shîᶜites* extrémistes : a) *ᶜAli-ilahis (ahlé Haqq)*, fondés au XVIᵉ s., chez des *Turcs*, répandus chez des *Kurdes* et des *Lours* (à Kirind) ; 8 sections, *Atèchbégui Dawoudi*, etc. ; en Demavend, Mazandéran, Khorasan : 300.000 ;

b) *Néo-ismaéliens* et *horoûfis* : depuis le XIᵉ siècle autour d'Alamout ; puis en Guilan (Lahidjân et Kohdom), Kerman, Sirjân, Qaïn, Birjand, Nishapour :150.000 (voir ici p. 388) ; c) *Yézidis*, à Makou.

5° Les musulmans *sunnites*, presque tous *shâfiᶜites* (Kurdes, Talech, Lârestan, Arabes) ; avec quelques *hanéfites* à l'est (Afghans) : 860.000.

En dehors de cet ensemble, de 8.330.000 Musulmans, on trouve : *a)* Des *chrétiens* : *Arméniens-Grégoriens* (Téhéran, Chehrûd, Tabriz, Djoulfa d'Ispahân (1604), Hamadân) et *Arméniens-Latins* (Ispahân, Ourmia), 51.330 ; *protestants* (3.000) ; *orthodoxes russes* (vers Astérabad), 40.000 ; *jacobites, nestoriens* et *uniates* (parlant *syriaque* ; ils étaient 31.750 en 1914 ; 10.000 furent tués par l'invasion turque en 1915 ; les autres s'enfuirent d'Ourmia à Bakouba 1918-21 ; puis Mossoul ; sauf 10.000 à Tabriz et Hamadân ; 20.000) ; *b)* Des *juifs* (talmudistes, caraïtes, restes des ᶜisawiya, ᶜananiya, youdghâniya ; à Téhéran, Ispahân, Hamadân (tombeau d'Esther), Yezd, Kerman : 22.170) ; des *mazdéens* (guèbres), dernier reste de la religion nationale persane, 16.800 (1937), à Yezd (10.000 ; 4 temples, 5 tours du silence), Kerman (3.100 ; 2 temples, 6 tours du silence), Téhéran (1.750 ; 1 tour), Shirâz, Meshed, Esfahân et Hamadân (2.000). Il y en a 101.778 aux Indes *(parsis)* ; *d)* Des *sabéens* (mandaïtes) ; 300 à Howeïza et Mohammera.

Les races islamisées se répartissent (chiffres de l'*Annuaire 1929*, sauf indication contraire ; aucune statistique, simples *évaluations*) entre :

1° *Iraniens :* a) *Iraniens* proprement dits : du centre, du nord (Guilék, etc.) et du sud (Lor, 400.000 ? (1950), dont les *Feïlis* et les *Bakhtyaris* (400.000 ? (1950) : Heft-Lang et Tchahar Lang) ;

b) Iraniens de l'ouest, ou *Kurdes* (éval. de 300 à 900.000 en 1950) : *Milan, Shekkak, Moukri, Sihnehi, Garroûs, Sendjâbî, Djâfî, Gourani, Lâki*), dans tout le Kurdistan ; près Qazvin *(Khodjavendis)* ; en Khorasan et en Seistan ;

c) Iraniens de l'est : *Afghans :* à Tabas ; à Astérabad *(Bengèchi)* et *Béloutches* (peut-être 200.000 en 1950) ; *Sarbandis* (installés à Hamadan au XVIIᵉ siècle) ;

2° *Turcs :* 2 millions : *a)* Clans *Afshâr* (oghouz Qâsimloû et Erekhloû), 350.000, dispersés par Nâdir Shâh, leur chef, aux points stratégiques ; clans *Talech, Khaladj* et *Noou Turkî* (Fârs), *Qashqaïs* (*id.* ; 250.000 en 1945) ;*Shâhséven* d'Ardébil ;

b) Clans *Qâdjâr* (parents de la précédente dynastie), en Astérabad *(Qyzylbâsh)* ;

c) Turkmènes : *Tcharva* et *Tchömours* d'Astérabad (50.000 en 1950) ; *Qaragozlou* (Hamadan) ;

d) Mongols, çà et là (à Qaïn ; *Inanlou, Baharlou* et *Nafar*, en Fârs) ;

3° *Arabes :* 300.000 : *a)* Quelques vieilles familles nobles, *seyyid* et autres, descendant des colons de la conquête, venus des *djond* de Basra et Koûfa ;

b) Nomades appelés par les Séfévides en Fârs nord et Kermân *(Sheïbânis, Djebbâra)* et vers Birjand ;

c) Riverains du golfe Persique (*Djawâsim, B. Marâziq* ; *Kaᶜb* de l'Ahwâz, dirigés depuis 1690 par les *Al boû Nâsir* sheïkhs de Mohammera) ; *Montafiq* de Howeïza ;

4° *Tsiganes :* 14 sections, dont les principales sont : *Krishmâl* du Khorâsân, *Gurbati* du sud-est ; *Djougi* (étameurs), *Gooûdari*, et *Kerzi* d'Astérabad ; *Sousmanis* du Kurdistan : 80.000 ; ils avaient un chef responsable devant le gouvernement, le *shatirbashi*.

En outre, 42.000 Européens (dont 40.000 immigrés russes sur l'Atrek). — Il y a d'importantes colonies *persanes* dans l'Inde, à Constantinople, au Caire, en Transcaucasie, en Ciscaucasie, en Transcaspie.

L'islamisation de la Perse, consécutive à la bataille de Néhavend (640), a été poursuivie d'abord par les colonies militaires (*djond* des 2 Mâh, et du Khorâsân : clans de *Qeïs*, à Nishapour, et de *Bekr* (avec *Tamîm*) à Merv), des Omayyades. Elle a conquis d'abord la majorité des *mazdéens* (vers 800-850), puis elle a rallié les *manichéens* et les *khorremiya* grâce à une série d'apôtres, les uns shîʿites, *ismaéliens* et *zeïdites*, les autres sunnites, *hanéfites karrâmiya*, puis *shâfiʿites* (dès le XIᵉ s.). Enfin, elle a réduit des minorités compactes de *nestoriens* et de *juifs*.

La Perse a été en majorité *sunnite* jusqu'au XVᵉ siècle ; le *shîᶜisme imâmite*, où l'on a imaginé gratuitement voir une réaction nationale iranienne, a été implanté à Qomm du VIIIᵉ siècle au XIIᵉ siècle par de purs *Arabes*, comme Nöldeke et Goldziher l'ont montré ; il n'a diffusé qu'au XIIᵉ siècle et il n'est devenu religion d'État que sous les Séfévides.

L'élite intellectuelle de la Perse a joué dans l'histoire mondiale de l'Islâm un rôle considérable, dû non pas à un parti pris ethnique, mais à son dévouement profond envers une foi supranationale.

La langue *arabe*, constamment étudiée en Perse, y possède encore aujourd'hui quelques-uns de ses meilleurs grammairiens. Les dialectes iraniens sont classés en trois groupes : sud-ouest *(Fârsi* et *Lori)*, ouest *(Kurde)* et centre (dont le *caspien*, le *gurâni* et le *balôtchi*). Le « persan vulgaire » *(fârsi)* est un dialecte du sud-ouest *(Fârs)*, qui a fait disparaître les dialectes originaux dans les villes (Téheran, Esfahân) et au Khorâsân. Et la littérature persane classique est née du dialecte *pârsi* transplanté (dès avant l'islamisation) dans le Khorâsân (Christensen). Langue de civilisation pour toute l'Asie au XIVᵉ siècle (Pelliot), le persan l'est resté pour bien des Turcs et des Hindous (même non-Musulmans). Les clans *turcs* ont gardé le dialecte *turc azéri* (que parlent aussi les *Qashqâi*) ou *turkmène*.

Loi sur le costume masculin (28 déc. 1928).

II. — GOUVERNEMENT

Tant que la Perse fut *sunnite*, la *Khotba* s'y dit pour le calife omayyade, puis, ᶜabbâside (même après 1258 : de 1354 à 1384, sous les Mozaffërides du Fârs). Les premiers souverains shîᶜites imâmites, Ghâzân (1295-1304) et Euldjaïtou (1305-1316)

ne revendiquèrent aucune autorité canonique : mais les *Séfévides* (1501-1722), issus d'un mouvement mystique shi°ite, se considérèrent comme chefs légitimes de la religion, notamment Shâh Isma°il (1502-24) ; chef de la secte des *°Ali-ilahis* (*Ahlé-Haqq, Qyzylbâsh* ; comme le prouve son « diwan Khataï » en turc).

La dynastie déchue des shâh *Qâdjârs* (1795-1925) n'avait aucune prétention à l'autorité canonique.

La dynastie régnante a été confirmée par une Constituante.

Le 16 septembre 1941, à la suite de l'occupation de l'Iran par les Anglais et les Russes, Rezâ Shâh Pahlavi abdiqua en faveur de son fils, Mohammed Rezâ (né en 1919), actuellement régnant (1952).

Le pouvoir législatif est exercé par le Shâh et (Constitution du 5 août 1906, approuvée le 30 décembre 1906) par le Parlement : *Sénat* de 60 membres (30 nommés par le Shâh et 30 élus à 2 degrés) et *Chambre (Majlis)* de 136 députés (dont 4 « minoritaires » : 2 Arméniens, 1 Juif et 1 Zoroastrien) élus pour deux ans. Le *Sénat* n'est entré en fonctions que depuis l'été 1949. Cabinet de 12 ministres (obligatoirement iraniens et musulmans), outre le président du Conseil. Le *ministre de la Cour* ne fait pas partie du gouvernement ; ses fonctions sont hautement honorifiques.

Depuis 1945, les ministères se succèdent. Les principaux leaders furent MM. Sâ'ed, Mansour et Qavâm-Saltâné. En juin 1950 le chef d'état-major général de l'armée le général Hâdj Ali Razmârâ devient président du Conseil. Il est assassiné le 7 mars 1951 dans des circonstances encore mal éclaircies. Après un bref intermède le Dr Mosaddeq lui succède le 28 avril 1951. Il fait aussitôt voter (1er mai 1951) la loi sur la nationalisation du pétrole. Le 16 octobre 1952 il rompt les relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne (le Dr Mosaddeq n'a quitté le pouvoir que du 16 au 22 juillet 1952). Il n'y a pas actuellement (1952), en Iran, de « parti politique » organisé, au sens où on l'entend en Europe, mais seulement des groupes de partisans momentanés de telle ou telle personnalité influente (le plus souvent sans but, sans programme précis). Il faut excepter le « Parti de la Masse » *(Hezb-e Tudé)*, pratiquement communiste, théoriquement illégal, plus actif peut-être en milieu « intellectuel » que chez les ouvriers (estim. 30.000 adhérents en 1952) et le « Parti des Travailleurs de l'Iran » *(Hezb-e Zahmatkeshân-e Irân)*, du Dr Baqâi, au programme extrêmement « avancé », anti-communiste, mais peu nombreux (peut-être 1.500 membres actifs, 1952). Le « Front national » *(jabhe-ye melli)* actuellement (1952) au pouvoir n'était, à l'origine, que l'association provisoire de 7 députés de Téhéran, autour du Dr Mosaddeq, pour des fins limitées à l'élimination de l'influence politique et économique (pétrole) des Anglais en Iran.

19 août 1953 : coup d'État du général Zâhedi, qui aboutit à l'accord avec les Anglo-Américains sur le pétrole (été 1954). Le Dr Mosaddeq, entre temps, était condamné à trois ans de prison.

BUDGET. — Depuis la nationalisation du pétrole, l'arrêt de la production et de la raffinerie d'Abâdân, la cessation du versement des « royalties », l'Iran traverse une crise financière très grave, qui ne paraît pouvoir être surmontée que par la solution du conflit et l'aide américaine

Avant la crise, le budget était déjà en déficit (depuis 1940). En 1949-50, dépenses : 9.444.000.000 de riâls ; recettes : 7.703.000.000 de riâls ; déficit : 1.741.000.000 de riâls.

III. — ADMINISTRATION

L'ADMINISTRATION PROVINCIALE. — Théoriquement, le pays est, depuis 1938, divisé en 10 provinces *(ostân)*, numérotées de 1 à 10. Chaque province, avec un gouverneur, est subdivisée en plusieurs districts *(shahrestân)* ; il y en a 76 au total (1950). Bien entendu, personne, en pratique, n'utilise les *ostân* no 1, 2, 3, etc. On continue à employer les vieux noms régionaux : Azerbayjân, Guilân, Mâzanderân, Gorgân, Khorasân, Sistân, Kermân, Fârs, Kordestân, Khuzestân. Par exemple, le Khorasân est l'*ostân* no 9 ; il comprend environ 5.800 villages. Un essai de décentralisation (juillet 1950), par découpage de l'Iran en 84 provinces, n'eut aucun succès.

En pratique, partout où les tribus ont gardé des chefs héréditaires puissants, ces derniers sont investis de l'autorité locale.

Ex. : en Fârs les ilkhanis des *Qashqaïs*, les sheikh des *Shahsévens*, des *Khamse* « cinq » (Inanlou, Baharlou, Nafar Djabbaré et Basseri, dirigés par les Qawâmis ; les sheïkh des *Ka°b* (à Mohammera) ; les Khans Kurdes, comme les ilkhânis des *Djâf*. L'ilkhâni des Lours *Bakhtiyaris* (assisté d'un *ilbagui*) s'est fait concéder les gouvernements du Tchahar Mahall et de Kouh Guilouyé.

Les territoires de tribus sont entourés ainsi de fiefs *(tiyyoul)*. De nombreux *waqf* échappent au contrôle de l'autorité normale. La *direction générale des waqf* — au ministère de l'Instruction publique — est chargée de la gestion des *waqf* publics et du contrôle des *waqf* privés (loi organique de 1934).

Le cadastre de Fath-°Alî, qui n'a pas été remis à jour, avait établi l'assiette de l'impôt suivant les 5 formes de propriété : fiefs en commende *(tiyyoûl, arbâbi)*, mainmorte (*waqf*, diminués sous Nadir Shah), biens collectifs *(°omoûmi)*, domaine d'État (*Khalisse*, 4 % du sol), et petite propriété individuelle (*Khordamalik*, taxée de 20 % à 40 % de la récolte). Cette dernière classe, la plus intéressante, a été pressurée. Dans l'association agricole, la part du paysan va de 1/8 à 1/3 de la récolte (Ann Lambton, *Landlord and peasantry in Persia*, 1953).

Réforme agraire. — En pratique, dans les campagnes, le fermage et le système des avances remboursables assujettissent étroitement le paysan au propriétaire. D'autre part, un servage plus ou moins déguisé subsiste, et l'on entend dire que tel haut personnage « possède tant de villages, tant de paysans ». Le 28 janvier 1951, le Shâh a distribué aux paysans une partie des biens de la Couronne. La réforme agraire a fait

l'objet d'une loi (13 août 1952), modifiée le 6 octobre 1952 : « Outre la part de la récolte réservée aux paysans, les propriétaires devront céder, sur leur propre part : 10 % aux paysans et 10 % aux caisses de coopérative agricole (en voie de création). »

L'ADMINISTRATION CULTUELLE.

Les cérémonies cultuelles du *shî^cisme* n'ont que de faibles divergences avec celles des rites sunnites (5 *takbîr* aux funérailles ; finale de l'*âdhân* ; mariage, etc.) ; depuis la disparition du XIIe imâm (878), son « absence » (*gheïba* : « petite » jusqu'en 945 ; « grande », qui dure encore) enlève aux cérémonies leur solennité. Cependant il y a une moyenne annuelle de 3.000 pèlerins persans à La Mekke et à Médine (tombes des IIe, IVe, V^e et VIe imâms).

Il y a une hiérarchie : les *mollas* de villages sont soumis aux *modjtéhids* ; le chef suprême des *modjtéhids* réside à Kazimên (Khâlisî). Autres fonctionnaires religieux : *cheïkh-el-islâm* (juge) et *imâm djoum'é* nommés par l'État, *pîshbamâz* (prône du vendredi), *muezzin*, *motevellî* (administrateur des biens). Le célèbre Mollâ Ayatollah Kâshâni (dont la presse d'Europe fait, abusivement, le « pape du shî'isme) n'est qu'un *mollâ* politicien, dont l'influence ne dépasse guère sa clientèle de la capitale et, surtout, du *bâzâr* (1952).

Les fêtes *shî^cites imâmites* ont été spécifiées *supra*.

Les pèlerinages *shî^cites imâmites* sont : d'abord, hors de Perse, les lieux saints de l'Islam (au Hedjâz) ; et en Mésopotamie, les tombes des imâms : du Ier imâm, ^cAli, à Nedjef près de Koûfa ; de l'ami intime du Prophète et de Fâtima, Salmân, à Salmân Pak ; du IIIe imâm, Hoceïn, à Kerbéla ; des VIIe, IXe et XIe imâms, Kâzim, Djawâd et ^cAskarî, à Kazimên ; et le lieu de la disparition du XIIe imâm, Mohammad Mahdî, à Sâmarrâ. Puis, en Perse, la tombe du VIIIe imâm, Rizâ, à Meshhed (1951 : population flottante de 25.000 pèlerins ; afflux évalué à 1.000 pèlerins par jour !) et de sa sœur Fâtima à Qomm, de ses frères à Kachan, de 3 de ses fils à Shîrâz, et de son descendant, Shâhzâdé ^cAbd-al-^cAzîm, à 20 km. de Téhéran ; près de Tauris, la tombe d'^cAwn et Zeïd, deux fils d'^cAlî ; à Khoï, celle de Hâddj Ya^cqoûb, descendant du IVe imâm.

Mouvement féministe depuis Qurret el 'Ayn. — M. S. Daolatabadi (1935). — Dévotion féminine archaïque se vouant à Fâtima (^c*arûsiyé-Quraysh* : cf. poèmes nuseïris du XIVe s.) ; et visites à la chambre de la naissance pure de Fâtima, dans la maison de Khadîja, à La Mekke (inscrip. de 604 Hégire).

En principe, le shî^cisme n'admet pas de *congrégations* ; celle des *Séfévides*, fondée à Ardebil par Safî-al-Dîn († 1334) ; tombe célèbre), formait plutôt une secte, dissidente, d'^c*Ali-ilahis*. Seul, Ni^cmatallâh († 1431 à Mâhân, près de Kerman ; tombe célèbre) a réussi à fonder un véritable ordre imâmite, *Ni^cmatallâhiya* (seraient 33.000 en 1950) (chef à Téhéran : Zahir-al-Dooulé (+ Damas vers 1930) ; branche à Gunâbad Khorasan) ; un autre, les *Haydariya-Khâksâr*, confédère les petits artisans. Les membres de l'ordre sunnite des *Qalandariya* visitent encore deux de leurs anciens centres, Turbet-i-Haïdar et Sâvah. Il y a des *naqshabandiya* en pays kurde.

Les fameux *Fedâiân-e Eslâm* (« ceux qui se dévouent pour l'Islam »), compromis dans plusieurs assassinats politiques, ne sont qu'un groupement de 150 artisans du *Bâzâr*, fanatisés par des dirigeants au passé et aux relations suspects (1952).

L'INSTRUCTION canonique est donnée éminemment à Kerbéla et Nedjef et, normalement dans les *médresés* existant dans chaque grande ville de Perse (spécialement à Isfahân). — Académie (*Farhangestan*), fondée en 1935 pour iraniser le Lexique.

Enseignement laïque : chiffres officiels (1926) : 23.366 écoles, 108.959 étudiants et 6.089 maîtres ; passés (1949) à : 57.970 écoles, 507.025 étudiants et 22.368 maîtres. On admet officiellement 80 % d'illettrés. Créés en 1936, les « cours d'adultes » (« cours du soir »), au nombre de 1.400, grouperaient 45.000 élèves (1950). Depuis 1949, tous les soldats du contingent (85.000 environ) apprennent à lire et à écrire. Loi (théorique) sur l'enseignement primaire obligatoire (juillet 1944) ; associations provinciales pour le développement de l'instruction (1947-48). L'Université de Téhéran, fondée en 1934, a de somptueux locaux ; 5.347 étudiant en 1948-49 ; ses professeurs, ses publications, sont souvent de grande valeur. Université de Tabriz ; École de Médecine à Shirâz. L'Armée a un Prytanée et une École des officiers à Téhéran. Institut franco-iranien et département d'Iranologie. Écoles européennes laïques (à Téhéran : école russe, école américaine, lycée franco-persan) ou religieuses missionnaires françaises (Téhéran, Esfahân, Tabriz). Étudiants iraniens (1952) en France (794), en Angleterre (1.000) et aux États-Unis (1.020).

LA PRESSE. — Il n'y a de presse véritable que dans la capitale. Encore l'immense majorité des journaux de Téhéran sont-ils éphémères. Le plus souvent, ils sont l'organe d'une personnalité et leur tirage est infime. Parfois, ce sont de vulgaires feuilles de chantage. Les plus fixes et les plus lus sont l'officieux *Ettelâ'ât* et, depuis l'avènement du « Front national », le *Bâkhtar-e Emruz* (1952). Voir *Rev. Et. Isl.*, 1938, III.

LA JUSTICE *civile* est calquée sur le type français (justice de paix, *solhiyé* ; 1re instance : *mehkémé ebtédaïyé* ; appel, *estenâf* (8) ; cassation, *tamyîz*. Code pénal (1939), d'après le code italien. Code commercial (1932) à l'européenne.

L'ARMÉE. — TERRE (10 divisions ; une centaine de mille hommes ; matériel américain avec chars) ; AIR (unités d'entraînement et de transport ; un régiment de chasse, avec appareils périmés) ; MER (flotte insignifiante). Chefs d'État-Major généraux depuis la guerre : généraux Arfa, Razmara (1946), Garzan (1950), Bahâr-Mast (1952). Écoles militaires et écoles de guerre sur le modèle français. Mission militaire américaine.

SANTÉ ET HYGIÈNE PUBLIQUES (1952). — Nombre insuffisant de médecins (1.500), dont la moitié à Téhéran. Une trentaine de médecins allemands en province. Activité du « Lion et Soleil Rouges ». Corps médical de valeur (en majorité de formation française). Cent cinq hôpitaux bien tenus, mais nombre de lits (4.538) insuffisant (environ 50 au lieu de 1.000, pour les enfants malades). Institut Pasteur à direction française. Institut de recherches et vaccins à Hesârak. Sports très en faveur auprès de la jeunesse (clubs et stades modernes). Subsistent encore les gymnases (*zur-khâné*) traditionnels.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — (Sur une superficie totale de 164 millions d'ha.) : 20 millions d'ha. de forêts, 15 millions d'ha. de pâturages et 20 millions d'ha. cultivables (dont 2.500.000 ha. en blé, 1 million d'ha. en orge et

250.000 en riz). Forêt vierge sur les pentes caspiennes de l'*Alborz*. La récolte 1952 permet d'exporter 20.000 t. d'orge et 50.000 t. de riz. Plantations de thé, de pavot (opium, pour l'exportation et la consommation intérieure — 300 kg. à Téhéran en 1950), de coton (100.000 ha., 4.800 t. en 1952), de tabac, 10 millions de palmiers-dattiers dans le sud. Vignes (Shirâz). Tous les fruits d'Europe. Fleurs ornementales (tulipe, *lâlé* et narcisse, *narges*, aimés des Sâsânides). Élevage : moutons (16 millions), chèvres (7 millions), bœufs (3 millions), ânes et chevaux. Soie (8.000 t. par an).

Pêcheries de la Caspienne : 30 t. de caviar par an ; société mixte (1927) pour vingt-cinq ans russo-iranienne *(irân-ryba)* ; le monopole expire fin 1952 et ne serait pas renouvelé (nationalisation).

MINES (production 1949). — Charbon (150.000 t.), cuivre (1.000 t.), soufre ; sel du golfe Persique.

INDUSTRIES MODERNES : *filatures* (Esfahân, Téhéran, Shâhi, Tchâlous) : 50 millions de m. de cotonnades ; *raffineries* de sucre (80.000 t.) ; *distilleries*, usines de glycérine et savonneries, cimenteries (35.000 t. de ciment en 1946). Électrification et adduction d'eau terminées dans certaines villes (Shirâz) ou en cours (Téhéran) ; barrage de Karaj pour Téhéran (adjudication fin 1952). Deux cent mille ouvriers d'usine en Iran.

PÉTROLE. — L'*Anglo-Iranian Oil Cy* exploitait, depuis 1901 (concession d'Arcy), les champs pétrolifères du sud de l'Iran, dont l'étendue fut limitée par les accords anglo-iraniens de 1933. L'Iran touchait des *royalties* qu'il estimait insuffisantes (inférieures de plus de moitié) à ce que la compagnie versait, au Trésor britannique, en impôts sur ses bénéfices : 10 millions contre 28 millions de £ en 1942. En 1950, l'Iran avait produit 31.800.000 t. de pétrole brut. La raffinerie d'Abâdân était la plus grande du monde. La compagnie employait 70 à 80.000 travailleurs iraniens. Depuis l'expropriation et l'évacuation de leurs concessions par les Anglais (suite à la loi de nationalisation du 1er mai 1951), la production du pétrole brut marche au ralenti, la « Société nationale du Pétrole iranien » vit surtout sur les réserves et les stocks, la petite raffinerie de Kermânshâh suffit à la consommation extérieure. L'Iran manque de techniciens et l'Angleterre s'oppose à la vente à l'étranger. Il semble que l'on s'oriente vers une internationalisation de l'affaire, après qu'un arbitrage international ait fixé l'indemnisation de l'A. I. O. C. dépossédée (janvier 1953).

Toute nouvelle concession pétrolifère à des étrangers est interdite par la loi. (L'accord irano-russe pour le pétrole du nord, le 4 avril 1946, avait été rejeté comme illégal par le *Majlis* le 22 octobre 1947.)

LE PLAN DE SEPT ANS. — En 1949, le Parlement avait approuvé un « plan septennal » pour le développement de l'Iran. Il devait être financé par des prêts extérieurs, mais surtout par les « royalties » du pétrole. Le plan est aujourd'hui en sommeil (1952). Le pays dépend de l'aide financière étrangère : prêts de la Banque internationale, assistance américaine, « Point Quatre ».

COMMERCE GÉNÉRAL. — Avant la crise du pétrole (1946-47), l'Iran importait pour 27 millions de £ et n'exportait que pour 17 millions de £. Les principaux fournisseurs et clients étaient les États-Unis, l'Angleterre, l'Inde et l'U. R. S. S. Il vendait : pétrole, tapis, opium, fruits secs, cuirs et peaux. Il achetait : sucre, thé, cotonnades et produits manufacturés. Aujourd'hui, faute de devises et en raison du « blocus » britannique (1952), l'Iran essaie du troc (riz contre sucre soviétique) et d'accords de clearing (avec la France notamment). Consommation annuelle (1952) en sucre : 200.000 t. ; en cotonnades : 150 millions de m.

Ports : Les principaux sont Khorramshahr et Bandar Shahpur (golfe Persique) ; Pahlavi (ex-Enzeli) sur la Caspienne travaille avec la Russie.

Taxes douanières : 16 % *ad-valorem* sur les importations (1950).

COMMUNICATIONS : le *Trans-Iranien* (1928-1940) relie, sur 1.466 km., le golfe Persique à la Caspienne. Il y a environ 1.000 autres kilomètres de lignes secondaires, achevées ou en construction (1952).

Lignes aériennes intérieures *(Iranian Airways)* et internationales (Air-France, B. O. A. C., S. A. S., K. L. M., etc.). Téhéran est à quinze heures de Paris.

26.000 km. de routes, dont 3.000 km. (théoriquement) goudronnées ; 18.500 km. de lignes téléphoniques ; 68 km. de câbles intérieurs ; 18.750 appareils téléphoniques (1950). T. S. F. : Radio-Téhéran a été inauguré en 1934 ; autres stations émettrices à Tabriz, Esfahân et Shirâz. L'armée et la gendarmerie ont leurs propres postes à travers tout le pays.

ARTS ET TOURISME. — La Perse est le « paradis » des diverses nuances de la couleur *bleue*, et ses villes d'art sont célèbres : Persépolis, Ispahan, Chiraz, Hamadan (célébration d'Avicenne en 1954). — Hôtels touristiques à Derbend, et sur la Caspienne. Pour les variétés de tapis persans, voir *Annuaire 1929*. 377 sites historiques classés. Bibliothèques et Musée splendide à Téhéran. — Chaque cité, en Perse comme en Chine, a sa tradition culturelle propre.

MONNAIE. — Le *Riâl* (ou *qrân*), unité monétaire légale, vaut environ 5 fr. (1952). On compte en *tomân*, unité fictive qui représente 10 *riâls*. Les autres noms sont tombés en désuétude. — Système métrique appliqué depuis 1935. Dans les campagnes,on garde encore les anciennes mesures, et les distances sont toujours comptées en *parasanges (farsakh)* de 6 km. 240.

Banque nationale de l'Iran *(Bânk-e Melli)*, créée par la loi du 5 mai 1927, au capital de 150 millions de riâls garantis par les bijoux de la Couronne. La couverture fiduciaire (juillet 1952) s'élève à 128 t. d'or (représentant 144 millions de $), dont 40 t. à Téhéran. Augmentation de la circulation fiduciaire : près de 10 milliards de riâls de billets en

circulation (juillet 1952). Hausse et rareté des devises. Revenu national annuel par tête estimé à 85 $ (O. N. U., 1952).

The British Bank for the Middle East (Reuter, 1889) a fermé ses portes le 30 juillet 1952.

BIBLIOGRAPHIE. — Henry Field, *Contributions to the Anthropology of Iran*, Chicago, 1939, 705 p., 144 pl.

A. Matin-Daftary, *La suppression des capitulations en Perse*, Paris, 1930.

Laurence Lockhart, *Famous cities of Iran*, Brentford, 1939, 115 p.

Athār-e Irān, Annales du Service archéologique de l'Iran, Téhéran, 1936-49 (4 tomes).

Pierre George, *U. R. S. S., Haute-Asie, Iran*, Paris, 1947, 534 p.

Orf-o Adat-e Ashâ'er-e Fârs (Mœurs et coutumes des tribus du Fârs), Téhéran, 1324-1946, 90 p.

Iran (Overseas Economic Surveys), Londres, 1948 (2e éd., 1950), 50 p.

Iran (Past and present), publ. de la *Bânk-e Melli*, Téhéran, mars 1950, 65 p.

Roman Ghirshman, *L'Iran des origines à l'Islam*, Paris, 1951, 330 p.

G. Busson de Janssens, Les wakfs (*REI*, 1951, p. 41).

Raymond Furon, *L'Iran*, Paris, 1951, 336 p.

Richard Frye, *The U. S. and Iran*, Harvard, 1951, 120 p.

Nombreux renseignements dans la presse iranienne ; la *Documentation française* a publié (n° 1532 du 22 septembre 1951), un fascicule spécial sur l'affaire du pétrole iranien). Pour les problèmes religieux en Iran, voir les récents travaux de Henry Corbin.

Appendice : LA POPULATION IRANIENNE DU KURDISTAN (PERSAN ET TURC).

Le projet de traité de Sèvres (1920, art. 62-64) avait prévu l'autonomie locale, et éventuellement l'indépendance, des « régions où domine l'élément kurde », entre l'Euphrate (ouest), l'Arménie (nord), la Syrie et la Mésopotamie (sud) ; y compris les Kurdes du vilayet de Mossoul ; avec des privilèges pour la minorité chrétienne assyro-chaldéenne. Ces prévisions, passées sous silence dans le traité de Lausanne (1923), tenaient compte de l'homogénéité linguistique et sociale d'un ensemble de tribus iraniennes trop caractéristique pour être oublié ici :

a) *Kurdes persans du Sud* (provinces de Kirmanchah et Ardilân) : clans (et dialectes) *Badjilan, Sendjabi, Cheref-Baïri, Ridjâbi, Läki, Kelhour, Sennéhi,* encastrant des autochtones iraniens non kurdes, parlant *gournai* et *aorami*.

On trouve des émigrés kurdes jusqu'en Kerman, Béloutchistan, Séistan *(ghali)*.

b) *Kurdes mésopotamiens du Sud* (Kerkouk, Soleïmanié et Keuï Sandjak) : clans *Bilbas, Khoshnao, Sheïkh Bezeïni, Djâf, Bâbân, Hamawand, Dzeï* et *Dawoudiè*.

c) *Kurdes Hakkiari* (est-nord-est de Mossoul, Amadia et Rovandüz) : clans *Rovandüz* (chefs Sôran), *Bohtân* (chefs : Bedir Khân), *Herki, Djellali, Miran, Hakkiari* (les chefs, affiliés aux *Naqshabandiya*, sont les « Sâdat » de Néri en Shemdînân [ou Nawtchiyal] : sheïkh ^{c}Obeïdallah en 1880 ; puis son neveu, le sénateur ottoman ^{c}Abd al Qâdir), *Hartush, Behdinân*.

d) *Kurdes persans de l'Est* ; *Garroûs* (Bidjar), *Hajawand, Koudjour* et *Kélardecht* (Mazandéran), *Mafi, Païnéwend, Djelilwend* (près Qazvin : dialecte *Khodjawendi*) ; *Khaboshân, Boudjnourd, Derguez* (Khorasan).

e) *Kurdes du Nord : Moukri* (au sud d'Ourmia) ; *Shekak, Goyân, Atmanikan*, (S. Van) ; *Modeki* (W. Bitlis) ; *Hasananli, Djibranli, Zirikanli, Berizanli, Sipikanli, Mamakanli, Zilan, Haïderanli* (au nord-ouest et au nord-est de Van, jusqu'à Kars). Il y en a en Lazistan.

f) *Kurdes du Dersim : Bellikan, Milan, Balashaghi, Kureshli, Kochkiri* (est Sivas), *Sinaminli* (nord-ouest Malatia), tous shî^{c}ites ; *Kao* et *Kikieh*, entre les *Zazas*, iraniens non kurdes (parents des *Gouran*) au nord, et les colons turkmènes *Karagetch* au sud, tous sunnites.

Encore plus à l'ouest, les clans *Richvan, Yambekli*, ont poussé jusqu'aux alentours d'Angora, Qîrshèhir, Samsoun et Qaïsarié.

g) *Kurdes du Tour Abdîn et de Syrie : Mahalemi*, près des arabophones *Mamikan* et *Saur* : *Milli, Zirofkan* ; *Dellikanli* (près Alexandrette), *Berazié* et *Alush* arabophones au sud d'Ourfa) ; *Mendikan* (au mont Sindjâr) ; *Sheïkhanli, Selifanlou, Sherkanlou, Doudeki, Toroun* (près d'Alep).

Les dialectes *kurdes* (étudiés par Jaba, Chodzko, Justi, Houtum-Schindler, Mann, Soane, Lerch, Jardine, Nikitine, Minorsky, Lescot et Rondot) tendent à s'unifier ; 'Abd al Rahmân, des Bedir Khan, du clan Bohtân, avait fondé dans ce but à Constantinople, le journal *Kourdistân*, en 1898. En 1908 et en 1913, deux autres journaux kurdes, *Hatâwi Kourd* et *Rozhi Kourdân*, parurent à Constantinople durant quelques mois. Depuis le XIVe siècle, il existe une littérature kurde.

Saladin (Salâh al Dîn Yoûsof al Ayyoûbî, né Takrît 1137 † Damas 1193), qui reprit aux croisés Jérusalem, était, par son père Ayyoûb-ibn-Shâdî, un *Kurde* shâfi^{c}ite de Tovin ou Dwîn (clan *Shabokhtan* ou *Râwadiya*, S. Erivan).

Les Kurdes sont presque tous musulmans :

a) Au centre, *sunnites shâfi^{c}ites*, de Soleïmanié à l'Ararat et d'Ourmiaâ Kharpout. Ces shâfi^{c}ites sont affiliés aux ordres *Naqshabandiya* ou *Qâdiriya*.

b) A l'ouest et au sud-est, *^{c}shî^{c}ites ^{c}ali-ilahis Ahlé Haqq, Qyzylbâsh) :* en Haut-Ghazir *(Sarlis)* entre Khanikin et Bouroudjird, et en Dersim ; d'où 2.000 ont émigré à Kars : 650.000.

c) En quatre points, ils sont *yézidis (Dâsinis)* : près de Zakhô (clans *Haweri Shavkhan, Reshkan* : tombe de Sheïkh ^{c}Adi) ; en Tour ^{c}Abdîn (clans *Dorkân Duzikan, Alian*) ; au djebel Sindjâr (clan *Mendikan*), entre Van et Khoï, et au Sipan Dagh ; au sud d'Érivan : 50.000.

d) Quelques familles kurdes, restées *chrétiennes*, à Oramar et en Shemdinan (sud d'Ourmia), se sont fondues dans la minorité avoisinante assyro-chaldéenne qui montait à 32.000 en 1914.

e) Enfin, il y aurait quelques Kurdes *behaïs* à Shahak et *bektâshis* à Bedjân (est de Mossoul).

Il y a 750.000 Kurdes en *Perse*, 80.000 en *Arménie*, 499.336 en *Mésopotamie*, 20.000 en *Syrie* (nord des Alaouites et Beïlân) et 2 millions en *République turque*. Total : 3.350.000.

Autre évaluation (Rondot, 1945) : 300.000 Kurdes en *Iran*, 60.000 en

Arménie soviétique, 800.000 en *'Irâq*, 200.000 en *Syrie* et 2 à 3 millions en *Turquie*. Total : 4 millions.

Les Kurdes, très individualistes sont peut-être plus doués d'une vague « conscience kurde » (Nikitine) que d'un sentiment « très proche de l'unité nationale » (Rondot).

La République indépendante kurde de Mahâbâd, en Iran (1945-46), n'a peut-être été créée que pour éviter le sort d'une minorité au sein de l'éphémère République démocratique d'Azerbaydjan. On parle volontiers de la « politique pro-kurde » de l'U. R. S. S., en oubliant : l'appui donné aux Turcs contre les rebelles d'Ararat (1930) ; l'abandon des leaders de Mahâbâd, qui furent pendus (1946) ; l'indifférence absolue vis-à-vis des démarches des émigrés auprès de l'O. N. U. (1948).

Bibliographie. — Le classement suivi dérive, avec des corrections, des données publiées par Sykes (sir Mark), ap. *The caliph's last heritage* (Londres, 1916, pp. 553-588) ; ces données, qui ont, durant les années 1918-20, guidé la politique interalliée en Kurdistan, seraient à remanier plus profondément ; B. Nikitine a bien voulu, ci-dessus, y apporter les rectifications les plus urgentes.

RÉPUBLIQUE TURQUE (TÜRKIYE CÜMHURIYETI)

I. — PEUPLEMENT

Situation, statistique, villes principales. — La République turque, sise entre 26°-44° long. est et 36°-42° lat. nord, touche à la Bulgarie et à la Grèce (ouest), à la Mer Noire (nord), à l'Union des Républiques soviétiques (nord-est), à l'Iran et l'Iraq (est), à la Syrie (sud-est) et à la Méditerranée.

767.536 km² (Sandjâq d'Alexandrette compris), occupant le haut plateau anatolien, semi-désertique au centre (avec dépressions lacustres), dominé par le cône volcanique du mont Argée (3.960 m.), bordé par l'Olympe de Bithynie, l'Aq Dagh de Lycie, le Taurus et l'Amanus ; drainé par le Tigre et l'Euphrate (sud-est), le Seïhoun (sud), le Méandre et l'Hermos (ouest), la Sakkaria et le Qyzyl Irmaq (nord).

La nouvelle frontière a été fixée : avec les Républiques *soviétiques*, par le traité de Kars (13 octobre 1921 : restitution de Kars Ardahan et Artwin) ; avec la *France* par le traité d'Angora (Franklin-Bouillon : 20 octobre 1921 : restitution d'Aïntab et de la Cilicie) et la convention d'amitié et de bon voisinage signée à Angora le 30 mai 1926 et complétée par le protocole d'abornement signé le 22 juin 1929 ; avec la Perse, le 31 octobre 1921 ; avec la *Grèce* [et les autres puissances], au traité de Lausanne (24 juillet 1923 : restitution de l'Ionie et la Thrace orientale) ; avec l'*Irâq* par l'accord du 5 juin 1926 ; avec la *Syrie*, par la rétrocession (par le Mandat français) du Sandjâq d'Alexandrette *(Hatay)*, en juin 1939.

Le recensement de 1950 a donné 20.934.670 hab., soit 27 hab. par km². Les 3/4 vivent à la campagne.

Villes principales. — Istanbul, 868.558 en 1950 (dont en 1927, 261.504 à Stamboul même, à Péra, à Scutari), avec 447.740 Musulmans, 99.077 orth., 52.576 armén., 46.698 juifs, 22.586 cath., 4.289 prot., 15.956 autres chrétiens *(sic)* ; dont 90 % de nationaux turcs (chiffres de 1927) ; Izmir (Smyrne), 198.385 (1950) ; Ankara, 226.712 (1950) ; autres villes (1945) : Adana (100.367) ; Bursa (*Brousse*, 86.021) ; Eskishehir (80.096) ; Gaziantep (62.775) ; Konya (58.457) ; Kayseri (*Césarée*, 57.698) ; Erzurum (52.534) ; Sivas (45.419) ; Diyarbakir ; Samsun ; Urfa *(Edessa)* ; Trabzon *(Trébizonde)* ; Edirne *(Andrinople)* ; Antakya *(Antioche)*.

Répartition régionale de la population : centre Anatolie (4.000.000), Mer Noire-Marmara-Égée (3.000.000), Méditerranée (2.000.000) ; Est Anatolie (2.500.000), Sud-Anatolie (1.000.000).

N. B. — La Bulgarie a expulsé environ 160.000 Turcs en 1951.

L'ISLAMISATION. — On comptait, en 1925, en Turquie (le dernier recensement (1950) ne distingue pas les différentes confessions) :

1° 7.880.000 Musulmans *sunnites hanéfites* (y compris les 7.000 qui sont à Rhodes, île cédée à l'Italie).

2° 1.450.000 *sunnites shâfi^cites* (Turcs de Seuyud, Muş, Van, Kurdes, Arabes, Égyptiens). Et quelques *hanbalites* et *malikites*.

Le mouvement de réforme canonique des *salafiya* est moins fort en pays turc qu'en pays arabe ; l'élite intellectuelle tend plutôt, soit vers le mysticisme moniste et syncrétiste des *Mévlévis* soit vers le nationalisme populiste qui a remplacé la maçonnerie initiatique et laïcisante d'*Union et Progrès* (*Ittihâd ve tereqqî*, fondée vers 1903 par des *Deunmeh* de Salonique et proscrite en 1926 : *Grèce.*

3° Un million de shî^cites *extrémistes ^cali-ilahi (ahlé Haqq, Qyzylbash)*, répandus surtout chez les *Kurdes* occidentaux et chez beaucoup de *Yuruks*, jusqu'à Angora et Adalia. Ils ont certains contacts avec les *Bektâshis* et les *Noseïris (Tahtadjis)*. Ils ont un sheïkh à Khôbyâr, à 55 km nord-est de Sivas, et 4 tekkés.

4° 80.000 *noseïris* (*^calawites)* près de Tarse (Cilicie).

5° 43.000 *yézidis* (Kurdes).

En dehors de ce bloc musulman, de plus de 20 millions d'hab., soit 98 % (1950), on trouve encore quelques débris (314.751 en 1935) des « nations » dissidentes, reconnues par l'ancien régime ottoman, instauré en 1453-1839 :

a) *Chrétiens grecs orthodoxes* : avec deux communions : patriarcat œcuménique hellénophone du Fanâr (S. B. Athénagoras), essai de création d'une communion turcophone de Qaïsarié par le P. Ephtimios en 1921. Il y en avait encore (en 1927) 499.550 dans la province de Constantinople, 107.000 en Anatolie (Isparta, Karaman) ; ceux de Thrace orientale (285.340) doivent être transportés en Grèce. Ils n'étaient plus que 103.839 en 1945 ;

b) *Bulgares orthodoxes* de Thrace orientale : 24.307 (1927) ;

c) *Latins* et *grecs uniates* (3.000 près Constantinople) : 50.000 ; 10.782 catholiques romains (1945) ;

d) *Arméniens grégoriens* (il y avait trois patriarcats grégoriens à Constantinople, Sis et Aghtamar, sous la suprématie du siège d'Etchmiadzin en Arménie soviétique), 44.265 Arméniens grégoriens et 11.229 Arméniens catholiques (1935) ;

e) *Protestants :* 5.213 (1945) ;

f) *Syriens jacobites* du Diyarbakr et d'Ourfa, chiffres actuellement inconnus ;

g) *Crypto-chrétiens* du Pont (50.000 ? : musulmans *kromli, stavriotes*) : détruits ;

h) *Israélites* (talmudistes groupés par le Grand Rabbinat de Constantinople ; avec quelques caraïtes et deunmehs) : 76.965 (1945) environ (dont 100.000 dans la province de Constantinople, 15.000 en Thrace orientale, 25.000 à Smyrne, 3.000 à Brousse).

La répartition par races s'établissait ainsi :

1° *Turcs :* 13.900.000 (1935) : *a)* Les ci-devant *Osmanlis* (terme remplacé par *turkïaly* (turquien) et « anatolien »), de race *oghouz* : dialectes de Khodavendiguiar, de Kastamouni, de Karaman, etc.) : 7.353.500 ;

b) Yuruks et turkmènes, nomades : en Aïdin *(Zeïbek)*, en Ismidt, Brousse, Sivas, Diarbékir, Bayézid *(Qarapapakh)*, Smyrne et Adana : 400.000 ;

c) Muhâdjir : colonies éparses de Musulmans turquisés « réfugiés » (chassés d'Europe et du Caucase depuis un siècle). En 1945 : 66.691 *Circassiens*, 46.987 *Lazes*, 16.000 *Tatares* (1935).

2° *Arabes* (syriens) établis çà et là, surtout en Cilicie et à Ourfa : 247.204 (1945).

3° *Juifs :* 42.600 *Ashkenazim* (Yddish) et 14.200 *Sephardim* (ladino) en 1935 ; 51.019 juifs au total (1945).

4° *Aryens :* a) *Kurdes :* 1.362.895 (1945) ;

b) *Tsiganes :* en Cilicie, à Smyrne, à Tokat : 56.179 (1945) ;

c) *Grecs :* 88.680 (1945) ;

d) *Arméniens :* 55.000 (1935) ;

5° Le recensement de 1935 dénombre encore : 57.000 Géorgiens, 22.000 Albanais, 18.000 Bulgares et 14.000 Espagnols.

L'islamisation de l'Anatolie, commença par le sud-est, du VIIIe au XIIe siècle, avec les colonies militaires des califes omayyades et 'abbâsides aux « frontières » dites *Thoghoûr* et *'Awâsim* : double ligne de forteresses du Taurus — de Malatia à Tarse par Mar'ash, Massisa et Adana. En 1064, les Seldjoûqides ayant détruit le royaume arménien d'Ani, le front nord-est de l'empire byzantin se trouva démantelé et une dynastie de Seldjoûqides s'installa à Iconium (Qonié, 1084-1300) ; son empire fut divisé au XIVe siècle entre 10 émirats *turkmènes*, dont les apanages coïncident avec les anciens thèmes byzantins et avec certains vilayets ottomans d'avant 1923 : *Karaman* (Anatolicum), *Qyzylahmadli* (Buccellarium = Qastamouni) ; *'Othmânli* (Optimatum = Erthogroul et Obsequium = Khodavendiguiar), *Kermiyân* (Thracesium ouest), *Hamid* (Thracesium est), *Karasi* (Samos nord), *Saroukhan* (Samos central), *Aïdin* (Samos sud), *Menteshé* (Cibyrrhaeotum ouest), *Tekké* (Cibyrrhaeotum est = Adalia). A la fin du XVe siècle, tous ces États se trouvèrent unifiés par les *'Othmânlis* (empire ottoman), qui, placés à l'avant-garde, face à l'empire byzantin, s'emparèrent d'Andrinople (1361), puis de Constantinople (20 djomada Ier 858 = 29 mai 1453). — Les habitants, demeurés longtemps chrétiens, furent convertis par des ordres religieux, les uns révolutionnaires et communistes, à tendances *shî'ites extrémistes* comme les *Babaïs, Akhîs, Abdâl*, les autres, plus pacifiquement mystiques, comme les *Mévlévis* de Qonié ; après C. Huart, Köprülüzadé a récemment mis en lumière leur apostolat, grâce à leurs poésies populaires qui marquent l'aube de la littérature turque occidentale.

Les sultans ottomans, déjà menacés par l'insurrection de Bedr el Dîn de Simaw († 1415), adoptèrent, à partir du XVIe siècle, une politique d'orthodoxie répressive extrêmement violente à l'égard de ces ordres anatoliens qui furent décimés.

Seuls les *Bektâshis* (à cause des nombreux *janissaires* affiliés) et les *Mévlévis* furent partiellement ménagés. Les autres se fondirent dans la secte secrète des *'Ali ilahis (Ahlé Haqq, Qyzylbâsh)*, traquée en 1512 et en 1618 par l'inquisition d'État, comme soutenant politiquement les *Séfévides* de Perse. Grâce à cette répression, la majorité des Musulmans anatoliens est maintenant *sunnite hanéfite.*

Les Musulmans anatoliens ont comme langue nationale le *turc osmanli*, dialectes locaux cités *supra* ; il est langue officielle.

Le *turc* est également parlé par les chrétiens grecs et arméniens *turcophones ;* en revanche, il y a des Musulmans *hellénophones* (réfugiés de Morée, à Adalia).

L'*arabe* est connu des ulémas, dont beaucoup le parlent. En outre, il y a 247.204 (en 1945) *arabophones* (en Cilicie, à Ourfa, sur les côtes).

Le *syriaque* était parlé en Tour 'Abdîn, et au sud de Van.

Le *kurde* (dialecte iranien), est parlé par 1.362.895 Kurdes (recens. 1945).

Le *circassien* est parlé par 66.691 immigrés (1945), notamment par la colonie tcherkesse d'Aziziyé (Sivas).

II. — GOUVERNEMENT

L'ancien empire ottoman avait proclamé la « guerre sainte » le 2 moharram 1333 (= 21 nov. 1914), pour soutenir les Puissances centrales ; vaincu avec elles, il ne s'était maintenu, depuis l'armistice de Moudros (30 oct. 1918) que sous la pression militaire britannique (occupation « interalliée » de Constantinople, 16 mars 1920) ; il s'effondra, aussitôt conclue la convention de Moudania (11 oct. 1922) avec la fuite du dernier sultan-calife : le 17 novembre 1922.

Le gouvernement national turc est né du contre-coup de l'occupation grecque de Smyrne (15 mai 1919) ; constitué aux Congrès d'Erzeroum (juil. 1919), et de Sivas ; et à Angora, le 26 janvier 1920, par le « pacte national » *(mîthâq-i-millî)* de la « Grande Assemblée nationale ». C'est la G. A. N. qui a décrété la déchéance du sultan (1er nov. 1922), confié le seul « pouvoir spirituel » à un nouveau calife (18 nov. 1922), et finalement proclamé, le 29 octobre 1923, la *République turque ;* élisant comme président l'ancien généralissime, Ghâzî Moustafa Kemâl, dit Kemal Atatürk (1934), âme de la reconstitution nationale, chef du parti parlementaire de la « défense des droits », toujours réélu, chef d'État pendant quinze ans, jusqu'à sa mort (10 novembre 1938).

Selon la loi organique du 20 janvier 1921, le peuple turc délègue tous ses droits non plus à un *sultan*, mais à une « personne morale » *(shakhsiyeli ma'neviyé)*, organisme constitué par la G. A. N. *(Buyuk Millet Medjlisi)*, Parlement qui cumule l'exécutif et le législatif. Il n'y a plus de Sénat.

La G. A. N. se compose actuellement (1952) de 486 députés, élus pour quatre ans au suffrage universel. Vote des femmes.

Le cabinet actuel (1952) a 15 ministres, dont 2 ministres d'État, plus le premier ministre (Adnan Menderes).

Le successeur d'Atatürk, son ami Ismet Inönu, a été, pendant douze ans, Président de la République et du Conseil et chef du Parti unique (le « Parti républicain du Peuple »).

Aux élections du 14 mai 1950, victoire du « Parti démocrate » de Jelal Bayar (qui devint chef d'État) avec 50 % des votes, une majorité de plus de 1 million de voix et 408 sièges à la G. A. N. (le « Parti de la Nation » — extrémiste — n'a qu'un siège ; les « Indépendants » en ont 8 ; le « Parti du Peuple », 69).

Les ministres (*vekil*, pl. *vukelâ* ; on les appela au début « commissaires »), sont nommés par le président (précédemment élus par la G. A. N. et individuellement responsables devant elle).

La G. A. N. a maintenu la capitale à Ankara [Angora] (13 octobre 1923), en délaissant Stamboul : ce qui crée une sorte de déséquilibre géographique. Du moins la G. A. N. a-t-elle réussi à alléger l'hypothèque internationale qui pesait sur Constantinople : atténuation du contrôle de la S. D. N. démilitarisant les Détroits, suppression des « capitulations » (exterritorialisant les étrangers domiciliés en Turquie), appropriation de la Dette publique ottomane.

Le « califat spirituel » a été supprimé le 5 mars 1924 ; la laïcisation du pouvoir est donc complète (sur la notion de *califat*, voir l'*Annuaire*, éd. de 1923, pp. 324-326, et *R. M. M.*, LIX et LXIV) ; les formules religieuses des articles 2, 16, 28, 38 de la Constitution ont été laïcisées par la loi du 10 avril 1928.

Loi sur la nationalité turque du 28 mai 1928. Obligation de porter un nom de famille (28 avril 1934).

Événements historiques principaux (depuis 1937) : Pacte de Saadâbâd avec Iran, Irâq et Afghanistan (1937) ; cession d'Alexandrette par la France (1939) ; alliance avec France et Angleterre, sauf contre l'U. R. S. S. (octobre 1939) ; neutralité pendant la guerre (1939-44) ; rupture avec l'Allemagne (2-8-44), puis déclaration de guerre à l'Allemagne et au Japon (23-2-45) ; revendications soviétiques (mars 1945) sur les détroits et sur les districts de Kars et d'Ardahan (russes de 1878 à 1917) ; assistance financière des U. S. A. (mai 1947) : 100 millions de $, dont 95 % pour équipements militaires ; entrée au Pacte atlantique (1952).

III. — ADMINISTRATION

Soixante-trois provinces (*vilâyet*, puis *il*), qui sont (avec leurs chefs-lieux), en 1949 : Afyon, Ağri (Karaköse), Amasya, Ankara, Antalya (Adalia), Aydin, Balikesir, Bilecik, Bingöl, Bitlis, Bolu, Burdur, Bursa, Çanakkale, Çankiri, Çoruh (Artvin), Çorum, Denizli, Diyarbakir, Edirne (= Andrinople), Elâziğ, Erzincan, Erzurum, Eskişehir, Gaziantep, Giresun, Gümüşane, Hakari (Çölemerik), Hatay (= Alexandrette) Içel (Mersin), Isparta, Istanbul, Izmir, Kars, Kastamonu, Kayseri (= Césarée), Kirklareli, Kirşehir, Kocaeli (Izmit), Konya, Kütahya, Malatya, Manisa, Maraş, Mardin, Muğla, Muş, Niğde, Ordu, Rize, Samsun, Seyhan (Adana), Siirt, Sinop, Sivas, Tekirdağ, Tokat, Trabzon (= Trébizonde), Tunceli, Urfa, Van, Yozğat et Zunguldak.

Chaque *il* est gouverné par un *vali* et subdivisé en *ilçe* eux-mêmes subdivisés en « communes » *(bucak)*.

L'ADMINISTRATION CULTUELLE. — L'Islam n'est plus religion d'État (1928) ; la loi de 1917 assujettissait les autres confessions au *sheïkh-ul-islamat*. L'ancien empire ottoman avait essayé de constituer une caste spéciale d'*ulémas* de rite *hanéfite*, pour le recrutement des *muftis*, *cadis*, *imâms*, *khatibs*.

Au moyen d'examens et de grades spécifiés dès le XVe siècle, dans le *Qanoûn Nâmé* : *taleb* (ou *soukhté*), *danishmend* (aptes à être nommés *imâms*, *naïbs*) et *mula-*

zim (aptes à être nommés *moudarris, cadis, mollas*) ; au plus haut degré se trouvaient les deux *qadi'askar* (de Roumélie et d'Asie), et le *sheïkh-ul-islam*. Sous Soleiman Ier, les ulémas obtinrent l'exemption de l'impôt et l'hérédité des charges.

MINISTÈRE DES CULTES. — La direction des affaires cultuelles (Diyânet Ishlèri Riyaseti) qui a déjà eu trois titulaires successifs (MM. Sherefettin Yal kaya, Hamd Akseki et Kheïrlioghlu), a repris depuis 1950, une grande importance ; on a réorganisé l'aumônerie dans l'armée, et des concours pour l'entrée dans des écoles de formation d'imams ont été institués.

Comme au Japon, l'action des U. S. A. a favorisé, dans un but tactique d'action anti-communiste, cette résurgence de l'esprit religieux en Turquie. Qui se divise en deux tendances, « oxfordienne », à la protestante (ouvrages d'Omar Fevzi Mardin) et « mystique ».

Le Ve Centenaire de la prise de Constantinople a été l'occasion de méditations collectives sur la « vocation eschatologique » de la race turque dans l'histoire islamique ; on connaît le hadîth (cité dès le IXe siècle de notre ère) prédisant la prise de Constantinople ; il est encore inscrit au fronton de sainte Sophie (cf. revue *Oriens*, Istanbul-Leyde, numéro de 1953, p. 10-17).

2.850 mosquées ; celles de Constantinople (833) ; Andrinople et Brousse sont célèbres (Aya Sofya transformée en musée.) Depuis 1950, les mosquées des villes sont plus fréquentées ; on en construit de nouvelles Les mausolées *(türbe)* sont de nouveau ouverts aux pèlerins (théoriquement, comme « musées »).

La G. A. N. d'Angora a laïcisé l'administration cultuelle par deux lois en 1921-23 (cf. *Annuaire* de 1929).

Le *sheïkh-ul-islamat* (institution ottomane, créée par Mohammad II à l'imitation des patriarcats chrétiens après 1453) était aboli.

Depuis 1932, la *Khotba* du vendredi était dite en *turc* (non plus en *arabe*) dans les mosquées. *Id.* pour l'appel à la prière. Depuis le gouvernement du Parti démocrate (mai 1950), l'arabe est de nouveau autorisé, même à la radio d'État (lectures du Qor'an). Le Qor'an a été traduit en turc.

Repos dominical (29-5-35). Nouvel ordre des fêtes : 1° Fête nationale (ulusal bayrami), 29 oct., jour de la proclamation de la République ; 2° Jours de repos publics : *a)* Fête de la victoire (zafer bayrami), 30 août ; *b)* Fête de la souveraineté nationale (ulusal egmenlik b.), 22 et 23 avril ; *c)* F. du printemps (behar b.) 1er mai ; *d)* Şekar b., trois jours ; *e)* Kurban b., quatre jours ; *f)* Jour de l'an (yilbasi), 1er janvier.

Le pèlerinage à La Mekke interrompu depuis 1916, a été rétabli en 1926.

Comme *pèlerinages* locaux, on peut citer la tombe du sahâbi Aboû Ayyoûb Ansâri († 672) au fond de la Corne d'Or, celles du sultan 'Othman Ier à Brousse, de Soleïman, son premier ancêtre († 1231) à Qal'at Djâbir (enclave en Syrie), de Hâddj Bektâsh à 60 km sud de Qîrshéhir (déménagée à Angora). Pèlerinage musulman officieux à la Vierge d'Éphèse (Panaya Kapulu), invoquée sous le nom de *(Hazrat) Maryam Ana*, « Marie, notre mère » (sept. 1951 ; notice de Suad Yurdkoru, publ. Izmir, 1953). — Auprès d'elle, catacombe des VII Dormants *(Eshabilkahf)* : vénérés aussi à Albistan (Marash), Kesrab (Tarse), Ruhstorf (près Passau, All.), Vieux Marché (CDN, Fr. ; avec pardon breton annuel, 4e dim. juillet), Meïmené, Turfan, Raqîm (Jordanie), et en diverses cavernes d'Algérie. Les navires musulmans leurs sont dédiés, en Méditerranée (flotte osmanlie) et en Océan Indien (Aden, selon Lôfgren : Atjéh, selon Damsté).

LES CONGRÉGATIONS. — En décadence nette, elles ont encore une action politique ; malgré leur dissolution (confiscation des *tekkés*, sept. 1925). Subsistent en secret *(naqshabandiya* et *tijâniya)*, comme l'a montré un incident à la G. N. A. d'Ankara (1949), puis reparaissent ouvertement depuis les élections de 1950. L'action des *tijâniya* (fondés par un immigré tunisien) contre les effigies et statues d'Atatürk sera poursuivie comme un crime (loi de juillet 1951).

Il existait 578 *tekkés* (couvents) d'ordres religieux, 320 en province (Turquie actuelle) et 161, avec 15.000 membres actifs en 1923, dans Constantinople même (258 en 1921 ; 319 avant la guerre), la plupart sur des *waqf* entretenus grâce aux souverains ottomans : tous étaient soumis, au point de vue administratif, à un *medjlis almashaïkh* (7 membres nommés par le commissaire aux affaires religieuses ; règlement de 1918). Ils appartenaient aux ordres suivants (1921) :

a) Ordres spécialement turcs : *Mévlériya* (« derviches tourneurs », fondés en 1230 par Djalâl Roûmî ; centre à Qonié : leur chef, le « tchélébi », qui figurait à l'intronisation des anciens sultans, s'est réfugié en Syrie à Alep ; 2 branches : *Irshâdiya*, *Poustnishîniya* ; 7 tekkés à Constantinople dont celui de Péra) ; *Nasqhabandiya* (f. 1360 ; centre à Bokhâra : 60 tekkés à C.) ; *Khalwatiya* (12 branches turques fondées depuis le XVIe siècle ; dont les *Djarrâhiya*, 10 tekkés à C. ; *Nouriya* (à Sivas) ; *Golshéniya (Rôshêniya)*, 2 ; *Sha'bâniya*, 25 ; *Misriya*, de Niazi, 4 ; *Sonboliya*, 18 ; en tout ; 59). *Djalwatiya* (3 br., dont celle d'Isma'îl Haqqî, à Brousse : 16) ; *Bektâshiya* ; centres à Angora et Eskishèhir : 8 tekkés à C., dont celui de Bébek, le *dédé* de Qirshéhir s'est réfugié en Albanie, *ap. Birge*, 1937 ; *Sinâniya* (3 t. à C.) ; *Oshâqiya* (5 t. à C.) ; *Wafa'iya* (2 branches); *Beïramiya* (forme turque des *Qalansariya* *Melâmiya* : 3 branches 2 t. à C.) ;

b) Ordres arabes : *Qâdiriya* (de Bagdad : 7 br. turques : *Ashrafiya*, *Kholousiya*, *Nâbolosiya*... : 42 tekkés à Constantinople) ; *Badawiya* (= *Ahmadiya* d'Égypte : 8 t. à C.) ; *Sa'diya* (de Damas : 16 t. à C.) ; *Rifâ'iya* (de Basra : 29t. à C.) ; *Shâdhiliya*, (de Tunisie : 3 t. à C.) ; *Sohrawardiya* (2 br.).

L'ordre des *Rifâ'iya*, infiltré en Anatolie dès le XIVe siècle, fournit à 'Abd al Hamîd II son dernier « chapelain », Aboû'l Hodâ. Les *Shâdhiliya*, qui lui avaient fourni le premier, Dhâfir Madanî, ont procuré à Enver pasha son « pîr », Sâlih Toûnsî. En 1922, Dèvèli Oghlou fondait encore en Cilicie l'ordre des *Bîbériyé* (Tarse et Adana).

L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — Sur 6.929.921 enfants en âge scolarisable (1945), il y en avait, en 1950, 1.758.240 dans les écoles (dont 1.132.430 gar-

çons et 625.837 filles) ; en 1945, 30 % de la population savait lire et écrire (43,7 % des garçons et 16,8 % des filles). Enseignement primaire obligatoire (1913) ; 17.166 écoles primaires (1950). L'éducation des filles a été prévue par la loi de 1918. Écoles normales, 29 (1950). Laïcisation par la loi du 3 mars 1924.

380 écoles secondaires et 88 lycées (1950). En outre, quelques-unes sont étrangères (*Saint-Benoît* de Galata, *Roberts College* de Bebek, etc.) ; elles sont soumises à l'extinction depuis mai 1924 ; 201 écoles et instituts des métiers et 82 écoles professionnelles (1950). Les écoles primaires s'appellent actuellement *mektep* ou *okul*, les écoles secondaires : *orta mekteb* ou *lisè* (ci-devant *soultâni*).

Un certain nombre de *médresés* subsistent par l'enseignement canonique : *école des cadis* (rattachée à l'I. P.).

Trente-quatre écoles supérieures et facultés. Faculté de Théologie (à l'Université d'Ankara), depuis 1949. *L'Université* d'Istanbul (*Dâr ul Funoûn*, depuis 1924 à l'ancien Séraskiérat), fondée en 1901-08, réorganisée en 1921-22, comprend 4 facultés *(fakulté)* : Médecine, Lettres, Sciences et Droit, et d'Ankara ont (année scolaire 1949-50) 20.000 étudiants (dont 3.700 filles) et 1.360 professeurs (dont 240 femmes).

Le chapeau a été imposé aux hommes à la place du fez et du turban, et le port du costume religieux interdit (déc. 1934).

L'usage du voile *(tesettur)* a disparu dans les villes, depuis 1908. Depuis 1950, dans les campagnes, retour partiel au costume et à la tenue traditionnels des femmes en public. Il existe même un vrai mouvement féministe, dirigé par la société *Qadyn Birliyi* (prés. Nezîhé hanem, 1923, puis Sa'diyé h., 1927, puis Latifé Békir h., 1927).

Les chefs du mouvement littéraire et social sont les « turkistes » (foyers turcs).

Le calendrier grégorien est en vigueur depuis le 1er janvier 1926.

La latinisation de l'alphabet, promulgué par la loi nº 1353 du 3 novembre 1928, est obligatoire pour tous après le 1-6-1930 ; elle est enseignée par cours populaires (« écoles nationales »). Depuis 1950, il y a un mouvement en faveur du retour à l'alphabet arabe, toujours utilisé (en *sténo*) par les gens d'âge mûr. La création d'un certain nombre d'associations, plus ou moins culturelles, pouvait indiquer, depuis 1950, sinon un renouveau de la ferveur religieuse, du moins le retour à la réaction « cléricale » : Parti démocrate islamique, Association des nationalistes, Association *Büyük Dogu*, revue *Büyük Cihad*, etc. Les mesures gouvernementales récentes (janvier 1953) de dissolution de ces groupements et d'arrestation de leurs leaders ne paraissent pas viser uniquement « l'obscurantisme religieux » ; elles semblent plutôt dirigées contre des tendances politiques plus ou moins néo-fascistes ; elles inaugurent surtout le rapprochement entre les deux grands partis turcs, annoncé, le 18 janvier 1953, par le président du Conseil Menderes, dans son discours de *Gaziantep*.

Association pour l'étude de la langue turque *(Türk dil Kurumu)*.

Les *archives* d'Istanbul sont fondamentales pour l'histoire de tout l'Islam ; il existe une quarantaine de bibliothèques *waqf* (dépendant de la Bibliothèque *'Omoumî*) ; les plus intéressants sont ceux des *Köprülü*, de *Nouri 'Othmâniyé*, de *Topqapou*, de *Feizié*, de *Shahîd'Alî pasha*, d'*Es'ad Effendi*. Elles ont subi des remaniements et déménagements en vue d'une plus grande centralisation.

Le nouveau musée de l'*Evkaf* (près de la Soleïmaniyé) est important. Aya Sofya a été transformé en musée.

La valeur des immeubles de l'Evkaf était de 2.693.745 £ t. en 1928.

Waqf privés supprimés par l'article 322 du Code civil (1926). Pour les *waqf* publics, direction générale de l'*Evkaf*, créée en 1924 et réglementée par la loi organique nº 2762 du 10 juin 1935 : rattachée à la présidence du Conseil, cette administration a un budget autonome, mais contrôlé ; elle a la propriété des édifices religieux, mais loue (pour un an) les immeubles productifs ; elle contrôle la gestion des « biens habous annexés » (cédés ou appartenant à des héritiers, des corporations artisanales, les communautés juives, arméniennes et grecques).

La justice. — Les souverains ottomans ont juxtaposé de bonne heure un droit laïque (législation administrative et militaire) au droit canon musulman ou *sher'î*. Cette évolution a abouti au travail de codification postérieur au *khatt-i-sherîf* de Gulkhané (1839), codes criminel, commercial, de procédure et code civil (*medjellé*, 1869-76), inspirés en grande partie des codes français (tribunaux *nizâmiyé*).

Pour la première fois en pays musulman, la laïcisation totale de la législation, y compris le droit personnel et matrimonial, a été consommée avec l'adoption des nouveaux codes : le civil *(medeni)* traduit du code suisse, le pénal *(djezâ)* traduit de l'italien et le commercial *(ticaret)* traduit de l'allemand. Ils sont entrés en vigueur en 1926.

La loi antialcoolique *(men-'i-meskirât)*, édictée dès septembre 1920, a été généralisée le 14 septembre 1923. On songerait à la réviser.

L'armée. — Généralement considérée comme la plus nombreuse du « Pacte atlantique », l'armée turque comprenait environ 370.000 hommes en 1951. Le soldat turc a une réputation solide. Un contingent en Corée (1951-52).

Budget. — 1 milliard 1/2 de L. T. (livres turques) de recettes et un peu plus de dépenses (1952) : donc déficit de 200 millions de L. T. La défense nationale absorbe plus du tiers des dépenses et la dette publique de 15 à 20 %.

La presse. — Nombreuse et influente. En 1950 : 109 quotidiens (dont 38 à Istanbul) et 538 périodiques (dont 269 à Istanbul). Journaux gouvernementaux, d'opposition ou indépendants.

Santé et hygiène publiques (1950). — 3.000 médecins et 953 dentistes (dont plus de la moitié à Istanbul ; 1.586 sages-femmes et 687 infirmières diplômées ; 211 hôpitaux avec 18.837 lits.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — On estime (1950) que 15 millions de Turcs vivent d'agriculture, dont 5 millions sont des « prolétaires agricoles ».

84 % de la superficie totale de la Turquie sont productifs : 14 % en terres arables, 58 % en pâturages et 12 % en forêts. Cultures (1950) : céréales, surtout blé (4 millions 1/2 d'ha. ensemencés, récolte 3.800.000 t.) et orge (2 millions d'ha. et 2 millions de t.) ; depuis 1931, la Turquie exporte du blé. Vigne, betterave sucrière (700.000 t. de sucre en 1946), arbres fruitiers, coton, tabac.

Élevage : 56 millions de têtes (1950) dont 23 millions ovins et 18 millions caprins.

Stations pilotes (« combinats ») agricoles, créés en 1937 ; travaux d'irrigation ; construction de silos. Loi agraire de 1945, pour la redistribution (peut-être en vingt ans) de 8 millions d'ha. (biens *waqf* et des propriétés privées supérieures à 500 ha.). Organisation de crédit agricole : mouvement coopératif de 300.000 agriculteurs (1948).

MINES (production 1950, en t.). — Houille (4.360.000) et lignite (1.200.000) de la région d'Ereğli (= Héraclée) ; chrome (400.000) des régions de Guleman et Eskişehir ; fer (230.000), manganèse, boracite, soufre, antimoine, cuivre, émeri, amiante, etc. Énergie électrique. — Production (1950) : 790 millions de kWh. (soit 30.000 kWh. par hab.):

INDUSTRIE. — Sur une population active de 8 millions de travailleurs (1935), il y avait 656.000 (1935), puis 1 million d'ouvriers (1945). Grâce aux 3 « plans quinquennaux » (le dernier est de 1947 à 1952), naissance et développement de grande industrie, contrôlée par les Banques (surtout *Sümer* et *Eti*). — Principales industries (1951) : métallurgie (91.000 t. d'acier brut et 11.000 t. de fonte) ; textile (2.800 t. de filés par mois) ; cellulose et papier (2.000 t. par mois) ; verrerie (600 t. par mois) ; ciment (388.000 t. par an) ; produits chimiques.

ARTISANAT. — Les *cotonnades* de Qonié, Sivas (Sivri Hissar), Kharpout ; les *soiries* de Smyrne, Brousse, Van.

Les *tapis* turcs les plus connus sont : ceux d'Angora *(Qirshèhir)*, Brousse *(Oushak)*, Qonié (avec *Qaraman, Moudjour, Ladik, Yuruk*) et Smyrne *(Aq Hissar, Anatoli, Pergame, Ghiorde, Kulah, Meles, Makri, Izmir)*.

Poteries de Sivas.

Le parti *communiste* turc n'a pu s'organiser malgré quelques tentatives comme celle de Moustafa Soubhi, venu de Moscou ; dissolution en 1920, et celle de Nâzim Yoldâch après l'amnistie du 29 septembre 1921 (journal : *Yéni Hayât*, supprimé depuis).

Il a cherché à former quelques syndicats ouvriers (Zongouldak) et agricoles (Merzifoun, Cilicie) : sans grand succès.

Le congrès économique de Smyrne (1923) présidé par Kazim Qarabékir, s'est préoccupé d'organiser des syndicats ouvriers et agricoles non communistes, avec l'appui de l'État. Plusieurs professions ont été *réservées* aux nationaux turcs.

Le vieux système de *corporations (esnâf)* longtemps vivace dans les grandes villes (4.000 boutiques aux *Bezestan, Tcharchi Kébir, Misr Tcharchi, Yéni Tcharchi*, à Constantinople : cf. Smyrne, Brousse, Angora, Erzeroum), a été supprimé (1924).

Leurs anciens coutumiers *(futuvve nâmé)* tombent en désuétude.

COMMERCE GÉNÉRAL (pour le 1er *semestre* 1952). — : Importations 780.500 t., représentant 90 milliards de *fr.* (3/4 produits manufacturés ; provenance à 50 % d'Angleterre et États-Unis) ; exportations : 1.197.000 t. représentant 63 milliards de fr. (80 % de produits agricoles ; 1/3 de tabac ; 1/4 de fruits secs ; 1/3 vers Grande-Bretagne et U. S. A.).

VOIES FERRÉES (1950) : 7.607 km., entièrement nationalisées (1948).

Routes *(qaldyrym)* : 23.000 km. (1952), dont les 2/3 en bon état.

Moyens de transport terrestre (1950) : autos (10 millions), camions (13 millions), autobus (3.000), motos (2.600), bicyclettes (32.500).

Ports : en 1950, 62.000 navires, turcs et étrangers, sont entrés et sortis des ports turcs (surtout Istanbul et Izmir).

Air : 20 terrains d'aviation civile (1950).

MONNAIES, MESURES, CRÉDIT. — Monnaie : livre turque (L. T. ; *lira*, vaut 100 *piastres (kurush)* ; dévaluée en 1946 ; change (1948) : 1 L. T. = 0 $ 35. Institut d'émission : Banque centrale (*Merkez Bankasi*, 1931).

Autres banques d'État : Banques *Sümer* (1933 ; capital 1948 : 200 millions L. T.) et *Eti* (1935 ; capital 1948 : 100 millions L. T.) ; nouvelle Banque du Commerce maritime (1951) au capital de 500 millions L. T.

Revenu national : représente (1944) à 45 % par l'agriculture, 20 % industrie et 30 % commerce ; évalué, par tête et par an, à 125 $ (O. N. U., 1952) ; épargne moyenne par habitant : 15 L. T. (1945).

Système *métrique* (1929). — Calendrier *grégorien* (voir ici *supra, ap.* étude de J. Deny).

BIBLIOGRAPHIE. — *Dövlet Salnamési* de 1926-27 (884 + 1.167 pages).

République turque : Annuaire statistique (avec préface C. Jacquart), Angora, 1928.

Istatistik Yilligi (Annuaire statistique), vol. 17, Ankara, 1949.

Türkiye Cümhuriyeti devlet yilligi, Istanbul, 1929, 759 pages.

M. Halbwachs, La population d'Istanbul (*Année sociologique*, 1935, 16-43).

Bulletins périodiques des banques turques (1940-46).

Velad Eldem, *Les progrès de l'industrialisation en Turquie* (juillet 1947).

L'intervention de l'État dans l'économie de la Turquie, no 988 de la *Documentation française*, septembre 1948.

A. Le Génissel, *L'ouvrier d'industrie en Turquie*, Beyrouth, 1948.

Lewis V. Thomas, *The United States and Turkey*, Harvard, 1951, 170 p.

G. Jäschke, Der Islam in der Neuen Türkei *(Welt. Isl.)*, Leiden, 1951.

Ernest Mamboury, *Istanbul touristique*, Istanbul, 1951 (630 p., 300 clichés).

J.-P. Roux, *La Turquie*, Paris, 1953.

G. Busson de Janssens, Les wakfs dans l'Islam contemporain (*REI*, 1951, p. 23).

L. V. Thomas, Recent developments in Turkish Islam, *M. E. J.*, VI, 1, 1952, pp. 21-40.

'IRÂQ

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — Au nord-ouest du golfe Persique, par 30°-37° lat. nord et 41°-48° 30' de long. est.

3 à 400.000 km² (selon estimations) comprenant : au centre les deux vallées du Tigre et de l'Euphrate ; à l'est les montagnes du Kurdistan ; à l'ouest, la frange adjacente du désert *(Shâmiyé)*.

L''Irâq (ancienne Mésopotamie) se divise, du nord au sud, en 3 zone naturelles ; Mossoul (ancienne *Djazira*), Bagdad et Basra (ancien *Sawâd*). Le pays est vivifié par la crue des deux fleuves : celle du Tigre, violente et assez brève, atteint Badgad vers le 10 mars et bat son plein le 10 avril ; la crue de l'Euphrate, plus tardive et de plus longue durée commence fin mars, atteint Bagdad par le système des canaux transversaux (Saqlawié, Mahmoûdiyé) vers le 1er mai ; l'inondation, alors pleine, dure jusqu'au 15 juin. Le système complexe des anciens canaux est déréglé depuis le XIIIe siècle.

Population totale (recens. 1947) : 4.800.000 hab. ; dernières estimations par religions (1932-35) : 3.136.632 musulmans, 101.375 chrétiens, 90.970 juifs et 41.134 « autres ». Accroissement, malgré mortalité élevée. Voici le détail, par régions (estim. 1935, sauf indic. contr.) (1) :

Musulmans : a) *Shî'ites*, 1.612.533, dont une majorité d'*imâmites* (rite *dja'farî*) *osoûliyoûn* ; il y a environ 300.000 *akhbâriyoûn*, surtout à Basra ; 50.000 *sheïkhiya* ;

(1) Distribution par religions et provinces (estim. 1932-35), d'après le *Statistical Handbook of Middle Eastern countries*, Jerusalem, 1945, p. 79.

Provinces	Sunnites	Chiites duodecimains	Chrétiens (diverses confessions)	Israélites	Autres
Mossoul	268.855	18.997	73.058	7.537	24.063
Erbil	99.670	220	3.795	3.090	
Suleimaniyeh	101.388		194	1.343	7
Kirkuk	122.610	11.204	1.308	2.633	134
Diala	44.569	39.321	488	2.852	227
Bagdad..........	192.340	96.165	27.292	42.799	244
Dulaïm	129.859	474	107	897	16
Kerbela	485	106.804			
Hillah	2.270	207.000	110	1.000	60
Kut..............	2.574	117.344	72	346	51
Diwaniyeh	3.388	337.083	27	531	39
Mountafiq	3.337	221.545	55	555	1.734
Amara	4.497	255.995	229	2.540	1.972
Bassorah	53.752	182.381	4.150	7.260	738
Désert du Sud ...	2.000	18.000			
TOTAL.......	1.031.591	1.612.533	110.885	72.783	29.285

20.000 *'ali-ila his* (est de Mossoul ; 12.000 *Shabbak*, d'Imâm Rizâ *Badjoran* et *Sarlis* (= *Kakeïs* du haut Ghazir) ; 2.000 *béhaïs* (Kazimên) ; 995 *Qalam-hâjjis* (à Mendéli) ;

b) *Sunnites* 1.031.591 ; 674.000 *hanéfites*, 1.000 *néo-hanbalites* (*salafiya* des cités, *wahhabites* des tribus : ex. les *Beni Sa'îd* près Soûq el Shoyoûkh), 10.000 *mâlikites* (Al boû Sa'doûn, anciens suzerains des *Montéfiq*), et 450.000 *shâfi'ites* (Kurdes).

c) *Yézidis* (*Dâsini*, centre religieux à 'Aïn Sifni, tombe de Sheïkh'Adî, † 1162 ; centre politique à Badri ; nord-est Mossoul) ; 37.000 (est. 1947).

Israélites : 72 à 140.000 selon estim (ant. à 1948) ; descendants des colons de la première diaspora (587 av. notre ère) et de la seconde (135 ap. J.-C.), qui fonda les centres de Nehardea, Machousa, Sôra (« geonim », jusqu'en 1050) et Pumbaditha (« rabbanim » jusqu'en 930). Cette colonie dotée d'une autonomie par les califes 'abbassides, eut dès lors un rôle financier capital ; elle créa une organisation bancaire à portée internationale, qui, se transportant en Égypte (x[e] s.), puis en Espagne (xii[e] s.), a atteint l'Europe occidentale. En 1951, 36.000 avaient émigré en Israël et 44.000 étaient inscrits pour les suivre. Il n'en reste donc que quelques milliers en 'Irâq.

Chrétiens : 100 à 110.000, dont 10.000 *Arméniens grégoriens*, 2.500 *unis* et 1.000 *protestants* ; 40.000 *latins et autres uniates* (*Chaldéens*, 48.000, dont 15.000 Mossoul (Tell Kef), 7.000 Bg ; *Syriens* 25.000 ; 35 à 40.000 *Chaldéens nestoriens* (leur patriarche, qui vivait à Djoulamek (Kotchanès) au sud de Van, s'est enfui en Mésopotamie, avec 50.000 réfugiés, provenant des 5 clans du Hakkiari, *Tiari*, *Tkhouma*, *Djélo*, *Baz* et *Diz* ; et aussi, des clans de Perse (Ourmia). Après avoir été concentrés à Ba'qoûba, ils sont remontés à Mossoul et ont été réinstallés depuis 1921 à Zakho et en Tiari ; leur groupement principal est autour de Rawanduz : ce sont les *Assyriens* (35 à 40.000) ; y compris 5.000 *gaznakhis*, bergers kurdes chrétiens près de Zakho) ; 12.000 *Syriens jacobites* (Mossoul ; et les réfugiés de Mardin, et de Deïr el Za feran, où résidait leur patriarche).

Sabéens (Mandaïtes) : 10.000 à Soûq al Shoyoûkh (où réside leur chef). Nâsriya, Shatra, Safha, Qorna, 'Amâra.

Villes (approx.) : *Baghdâd* (= *Madînat al Salâm, Zawrâ*), 552.000 hab. (1947) ; Basra, 206.300 en 1947 (avec 'Ashshar) ; Kerbéla *(Mashhad Hoceïn)*, 80.000 ; Mossoul *(Mawsil, Hadbâ)*, 340.500 (1947) ; Nedjef *(Mashhad 'Ali)*, 30.000 ; Kerkouk, 148.300 en 1947 ; Koût, 15.000 ; 'Amara, 15.000 ; 'Ana, 15.000 ; Soleïmaniyé, 12.000 ; Hillé, 12.000. Soit, en 1947, 1/4 de la population (1.200.000 hab.) dans les 4 principales villes.

Il y a 500.000 nomades (arabes et kurdes).

Le fond de la population est « nabatéen » ou « chaldéen », modelé par cette très antique culture nationale que la Perse n'a jamais pu *iraniser* tout à fait, et que la conquête islamique n'a pas encore *arabisée* à fond.

L'arabisation de la Mésopotamie avait été préparée, dès le iii[e] siècle, par l'État arabo-araméen de Hîra (dynastes *qahtanides* : B. Lakhm), vassal de la Perse sassanide, et soutenu par des tribus *rabi'ides*, *Bakr*, *Qeïs-ibn-Tha'laba*, et *'Abd el Qeïs*. Lors de la bataille de Qâdisiya (637), deux camps permanents *(djond)* furent créés, à Basra (635) et à Koûfa ; Basra fut garnisonné de *modarides*, *Tamîm* et *Dabba (Ribâb)*, *Kinâna* et *Thaqîf* ; Koûfa fut garnisonné de *qahtanides* yéménites, *Kinda*, *Azd*, *Hamdân*, *Madhhidj*. Quant aux Arabes de Hîra *(rabi'ides)*, les *Bakr* gravitèrent autour de Koûfa, et les *Qeïs-ibn-Tha'laba* autour de Basra. L'histoire de l'arabisation de la Mésopotamie est dominée par la vieille haine de clan entre *Modar* et *Yémen-Rabî'a*, donc entre Basra et Koûfa, qu'il s'agisse du califat (les *Kinda* de Koufa pour les *'Alides*, Basra contre), de la colonisation du Khorassan *(Qeïs* contre *Azd*), d'écoles de grammaire ou de droit.

Deux foyers annexes d'arabisation furent créés à Wâsit (702) et à Bagdad (762) centre du califat pendant cinq siècles. L'administration mésopotamienne mit quatre siècles à se désiraniser (assiette cadastrale de l'impôt : les 12 *ostân* et les 60 *tassoûdj*).

Voici les dénominations ethniques actuelles (1) :

a) 2.106.000 (est. 1932) *Arabes*, dont 50 % *vrais Arabes* nomades (et, sédentarisés dans les villes, une élite importante de *seyyid* 'alides, et de *qoreïchites*) ; et autant de fellâhs, paysans *nabatéens* arabisés, ou semi-arabisés, *Mi'dân* vers Qorna). — Tribus arabes nomades : 35.000 (en 1935) en Mossoul *(Shammar Toqa, Daour, 'Oqeïdat, Hadidyîn, Rishwân, Solabba)* ; 35.000 (en 1935) en Bagdad (au nord *Djabboûr*, *Ghawâliba* ; ouest *Doleim*, de Româdié, *'Amârât* ; au sud-ouest et sud-est : *Fetlé, Tamîm, Ziyâd, Khazâil, Rabî'a*) ; 30.000 (en 1935) en Basra *Mintefiq*, *Beni Lâm*, *'Amâra* (du Tigre), *Zobeïd B. Asad* ; et le groupe dit de Soûq al Shoyoûkh : *Shawâlish, Nawâshi, Ghiriyâfiya, Izeridj, Djoweïbir, Moghashghash, 'Asâkira* ; au sud, *Dhafîr* (les 11 avant-dernières seraient sédentarisées, ou en voie de l'être, depuis 1936). Ces tribus indomptables sont connues pour leurs luttes de cla ns *Shimird* contre *Zügürd* à Nedjef. *Sharqî* contre *Gharbî* à Semâwa, par leurs chants satiriques, *hoûsé*, et leur danses de guerre, *tahwîs*. Pour leurs *wasm*, voir *R. M. M.*, VI, 119. — Depuis 1949, 4.000 réfugiés arabes de Palestine.

b) 7 à 800.000 *Kurdes* (Bg. 27.154, Diyâla et Koût ; Bs. 10.062, 'Amara ; M. 496.050) ; voir *supra* ;

c) 65 à 120.000 *Iraniens* (Bg. 30.042, Bs. 49.866, M. 1.000) ;

d) 75.000 *Turkmènes Zanganas* (de Gil) et *Bayat* (semi-arabisés de Kifri) et *Turcs* (Bg. 1.348, Bs. 150, M. 38.630, villes de : Touz Khortmatli, Taouk, Erbil,

(1)

Communautés ethniques	Sunnites	Chiites duodécimains	Chiites Extrémistes (Ismailiens, etc.)	Chrétiens	Juifs	Autres	Total
Arabes	592.051	1.513.378	158			227	2.106.214
Kurdes	384.623	7.869	106				392.598
Yezidis						24.042	24.042
Turcs et Turkomans	49.455	24.724	1.483	23			75.685
Chrétiens locaux				109.935			109.935
Juifs					72.780		72.780
Sabéens						4.805	4.805
Iraniens	844	64.657					65.501
Européens et Américains				758	3		761
Indiens	847	1.165	11	138		151	2.312
Autres étrangers	2.013	340		31		60	2.444
TOTAL	1.029.833	1.612.533	1.758	110.885	72.783	29.285	2.857.077

Source : *Statistical Handbook of Middle Eastern Countries*, Jérusalem, 1945, p. 79.

Kerkouk, Altun Köprü). Ils ont deux dialectes : le *djagataï* (Tell Afar, Nebi Yonoûs) et l'*azéri* (Erbil, Kerkouk, Kifri). Les 2/3 sont *sunnites* ;

e) Il ne resterait plus (exode en Palestine, de 1949 à 1951) que quelques milliers d'*Hébreux* ; 2.400 *Indiens* (1932 ; 761 *Européens* et *Américains* (1932) ;

f) 10.000 *Arméniens* (réfugiés de Turquie) ;

g) 8.000 *Circassiens* (Tcherkesses), chassés du Caucase par la conquête russe.

L'islamisation s'est produite lentement, en ce pays peuplé de chrétiens (nestoriens, jacobites et uniates), mandaïtes, manichéens et mazdéens.

Ils devinrent, en tant que musulmans, clients *(mawâlî)* des tribus arabes, autour des camps fortifiés, en vue d'échapper au *Kharâdj* (impôt foncier, lourd en *Sawâd* ; en *Djazira*, on ne payait que la *djizya*). Il y eut aussi l'action des missionnaires, surtout *shî'ites* (d'abord *ismaéliens*, dès 865), puis *sunnites* (*qossâs* et *soufis*), coïncidant avec la contrainte officielle (édits de Hâroûn, 807, et Motawakkil, 849 ; renouvelés par Moqtadir, 909, et Moqtadi, 1091).

LANGUES. — L'*arabe*, dès le VIIIe siècle, trouva en Mésopotamie, centre du califat, le lieu d'élection pour son essor littéraire et intellectuel classique ; c'est le pays où fleurirent Nazzâm et Djâhiz, Aboû Nowâs et Motanabbî, Harîrî, Râzî et Tawhîdî, Khalîl et Ibn Djinnî, Mohâsibî, Hallâdj et Ghazâlî. Le dialecte actuel, dont le « shibboleth » est l'expression « mâkoû » (= il n'y a pas : comp. *mâfîsh* égyptien et *mâkânsh* maghrébin), est assez pur chez les nomades ; au nord-est, il contient quelques termes *syriaques* (cf. aussi les *Mîdân* de Hayy) et *kurdes*. — Minorités linguistiques : kurde, turc, persan, arménien, hébreu, syriaque (Assyro-Chaldéens) et araméen (Mandaïtes). — Dans la déclaration de 1932 sur la protection des minorités, le *kurde* ou le *turc* sont autorisés, comme langue officielle, à côté de l'arabe, dans les districts où la population est en majorité kurde ou turkmène. L'arabe demeure cependant, la langue unique de civilisation et le lien unificateur du Royaume.

II. — GOUVERNEMENT

La Mésopotamie, ancienne province ottomane (3 vilayets), conquise de 1914 à 1918 par une armée anglo-hindoue, a été placée tout entière sous mandat *britannique par la Société des Nations*, depuis l'abandon par la France (décembre 1918) de ses droits sur Mossoul (traité Sykes-Picot, 9 mai 1916).

La Grande-Bretagne, après un essai de rattachement à l'Inde, y a constitué un royaume pour l'émir Faysal-ibn-Hoceïn, troisième fils du Malek du Hedjaz (23 août 1921). L''Irâq est entré en 1932 à S. D. N., et son indépendance a suivi aussitôt sa déclaration « sur la protection des minorités ». Roi Faysal II depuis 1939 ; régence de son oncle Abdul-Ilah jusqu'en 1953 ; couronnement le 4 mai 1953. Constitution de l'Irâq : Statut organique du 10 juillet 1924 et amendements en 1925 et 1943

(Monarchie constitutionnelle ; gouvernement responsable ; Parlement de 141 députés et un Sénat ; loi électorale modifiée en 1946 et en 1952).

La *Khotba* s'est constamment dite en Mésopotamie pour le califat orthodoxe *omayyade* et *'abbâside* (interruption *fâtimite* 1059-1060) jusqu'à la prise de Bagdad par Houlagou (1258) : de 945 à 1152 les shâhanshâh bowayhides et les sultans saldjoûqides n'avaient laissé au calife qu'une autorité morale (cérémonial de 979, conflit de 1035). Les sultans ottomans l'exercèrent à partir de 1534 (interruptions persanes *shî'ites* 1508-37, 1623-38) à 1924. La *Khotba* est maintenant au nom du roi Faysal.

1) *Vie politique et fonctionnement du gouvernement.* — Instabilité gouvernementale (48 gouvernement de 1921 à 1953 ; 7 coups d'État militaires entre 1936 et 1941), dominée par la personnalité de *Noûri Sa'îd* (qui a formé 10 cabinets, a signé le traité de Portsmouth en 1948, fait l'accord avec l'I. P. C. en 1951 et dirige le Parti conservateur depuis 1949 ; actuellement (1953) ministre de la Défense Nationale). Élections préfabriquées ; peu d'élus représentent un parti (7 en 1948 ; 14 en 1953). Les partis politiques *(hizb)* ne sont que la clientèle d'une personnalité. Les plus importants (1952) sont : le P. de l'Union constitutionnelle *(H. Al-ittihâd Al-Dastûri)*, conservateur, fondé (1949) par Noûri Sa'îd ; le P. de l'Indépendance (*H. Al-Istiqlâl*, fondé en 1946 sous la présidence nominale de Rashid 'Ali Keylâni (exilé), avec 5.000 adhérents (nationalisme intégral) ; le P. National Démocrate *(H. Al-Watanî-Dîmoqrâti)* de K. Tchaderdji, socialisant et neutraliste (3.000 membres). Le Parti communiste *(shoyû'i)* est illégal depuis 1947 ; on lui rattache le Parti démocrate Kurde (clandestin). Les élections du 17 janvier 1953 ont amené au Parlement 135 députés dont 90 gouvernementaux et 14 d'opposition (celle-ci avait boycotté les élections).

2) *Le problème des minorités ethniques et religieuses.* — *Kurdes*, compacts et inassimilables (leur dernier soulèvement, celui des Barzani, en 1945, n'était pas entièrement apaisé en 1948) ; *Yazidis* du Sindjar (révoltés en 1935) ; *Assyriens* tribaux : insurrection (1932) des « Assyrian Levies » enrégimentés par les Anglais ; massacre de 600 Assyriens ; expulsion à Chicago du patriarche Mar Chimum ; *Shî'ites* du Bas-Euphrate : crise sanglante de 1935-36 ; mécontentement latent et persistant d'être gouvernés par les sunnites (un peu moins nombreux, et divisés entre 60 % d'Arabes et 40 % de Kurdes). Opposition au projet de fédération avec la Syrie (congrès shî'ite de Bagdad, août 1950).

3) *Relations avec la Grande-Bretagne.* — Base juridique (toujours en vigueur en 1953) : le traité de Bagdad (juin 1930). Mais vive opposition à cet accord, en raison de l'occupation britannique des deux bases aériennes de *Habbâniya* et *Sheyba*. Traité de Portsmouth (15 janvier 1948) — d'alliance et d'assistance mutuelle pour vingt ans — signé, mais non ratifié en raison des émeutes graves de protestation en Irâq.

4) *Relations avec les Etats arabes.* — 1921-36 : l'Irâq est le pôle du pan-arabisme ; 1937-41 : éclipse des dictatures éphémères en Irâq ; 1943 : *Livre Bleu* de Noûri Sa'îd sur l'Unité arabe (« Grande Syrie » hachémite, ensuite unie à l'Irâq) ; 1945 : adhésion à la « Ligue arabe » ; 1949 : projet de fédération Syrie-Irâq (autour de Baghdâd), repoussé par l'Égypte et l'Arabie Sa'oudite, et dont la réalisation dépendra de la Syrie et de l'attitude des Anglais et des Américains. — Pacte de non-agression (dit de Saadâbâd) avec Afghanistan, Iran et Turquie (1937) ; traités d'amitié avec la Turquie (1946) et le Pakistan (1950) ; traités « de fraternité et d'alliance » avec la Sa'oudie (1936) et la Jordanie (1947). — L'Irâq a participé à la campagne de Palestine (1948-49) par un contingent de plusieurs (2 à 5) régiments et l'envoi de 1.400 volontaires.

III. — ADMINISTRATION

CIRCONSCRIPTIONS TERRITORIALES. — Quatorze *liwâ'* (provinces) : Mossoul, Erbil, Kirkouk, Soleymaniyé ; Baghdad, Diyâla, Doleym, Koût, Kerbela, Hillé, Diwâniya ; Basra, 'Amâra et Montefiq.

Répartition par provinces (recens. 1947) :

Provinces	Population totale	Provinces	Population totale
Bagdad	805.293	Kerbela........	276.670
Mossoul........	601.589	Diala	273.336
Diwaniyeh	383.787	Hillah	261.603
Mountafiq	369.806	Erbil	240.273
Bassorah	352.035	Kut	224.792
Amara.........	308.108	Suleimaniyeh ...	222.732
Kirkuk	285.878	Dulaïm	192.294

Chaque *liwâ* (province) est gouvernée par un *motasarrif* et divisée en *qadha* (caza) (avec leurs *Qâim-maqâm*) et ceux-ci en *nâhyé* (cantons), avec leurs *mudîr*.

Les tribus du désert, à l'ouest du moyen Euphrate, ont été unifiées sous le commandement unique des *'Amârât* (fédérés aux *Doleïm*; 12.000), de Hît à Kerbéla, avec, comme points d'appui, Ghazzâza et Baghdâdiya. Chef : Fahd-b-'Abdel Mohsin Haddâl († 1927), puis son fils Mahroûth.

ADMINISTRATION CULTUELLE. — Le projet de 1923 unifie les tribunaux *shar'î* (pour question de droit personnel), les cadis pouvant indifféremment juger en droit *sunnite* et en droit *shî'ite* (cf. les cadis *hanéfites* avant 1914). Les tribunaux *shî'ites* créés en 1920 ont été supprimés en 1923 (art. 72).

Cependant, l'organisation privée des ulémas *shî'ites (osouliyoun)* reste très puissante ; le *grand mojtéhid* de Kazimên (Mahdî Khâlisî) et les trois *modjtéhids* de Kerbéla, Nedjef et Samarra, sont les chefs des ulémas d'Iran.

Les « porte-clefs » des tombeaux vénérés, ou *qilitdâr*, sont également influents.

Le trésor de Kerbéla a été inventorié en 1914. Les pèlerinages *shî'ites* (cf. *Perse*) sont : Kerbéla (tombes de Hoceïn et 'Abbâs), Nedjef (et Koûfa, où 'Ali fut tué), Kazimên et Sâmarra. Le nombre des pèlerins annuels dépasse parfois 150.000. 57.567 vivants et 14.354 cadavres (à inhumer en terre sainte) enregistrés à Kerbéla en 1890 ; 95.000 et 8.000 à Khanikin en 1905 ; 30.800 pèlerins shî'ites (dont 22.000 Iraniens) ont visité l'Irâq en 1948. Les jours fériés, de *ziyârat*, sont (cf. ici *supra*) : à Kerbéla 10 moh., 20 safar, 1 et 15 redjeb, 15 sha'bân, 19, 21, 23 ramadân, 9 hiddja ; à Nedjef, 17 rabî'I, 27 redjeb, 18 hiddja.

Les pèlerinages *sunnites* sont : à Basra, tombes du sahabi Zobeïr, et de Hasan Basrî ; à Bagdad, celles d'Aboû Hanîfa (à l'A'zamiya), d''Abd al Qâdir Kîlânî, fondateur des *Qâdiriya*, 'Omar Sohrawardî, Ma'roûf Karkhî, Djoneïd et Hallâdj.

La caravane du pèlerinage à *La Mekke*, composée en majorité de Persans *shî'ites*, doit acquitter de lourds péages en traversant le Nedjd wahhâbite.

Il y a divers pèlerinages *israélites* anciens, reconnus par les Musulmans : les tombes d''Ozeïr (Esdras) et Dhoûl Kifil (Ezéchiel), le *nabk* de Qorna, etc. Quatre communautés israélites : Baghdâd, Mossoul, Basra (1931) et Diyâla (1932).

La vie en communauté est ancienne, dans l'Islam mésopotamien : 'Abd al-wâhid-ibn-Zeïd fonde en 767 le *ribât* d''Abbâdân. Les congrégations actuelles sont : les *Qâdiriya*, à Bagdad, et en pays kurde, dirigés par un grand seigneur, gérant d'immenses *waqf* (concession sultanienne de 1544), le *naqîb* (= chef des 'alides) de Bagdad, S. Mahmoûd (+ 1953), fils de feu S. 'Abd al Rahmân, qui présida les premiers ministères du régime arabe ; les *Rifâ'iya* (Omm 'Abîda, puis Basra), dirigés par S. Tewfik, fils du *naqîb* de Basra. Il y a des *Naqshabandiya* (en pays kurde) et quelques *Bektâshiya* (Kerbéla).

Waqfs. — (Loi de 1929, modifiée en 1947) Direction générale (présidence du Conseil), avec 1 *mudîr* par *liwâ* et 1 *ma'mûr* par caza). Budget spécial (472.000 dinars en 1951). L'administration des waqfs gère les *waqfs* publics et ceux des villes saintes.

LA JUSTICE. — Tribunaux civils : 58 de première instance ; 4 cours d'appel ; cour de cassation à Bagdad (une 2e cour de cassation dite « tribale », depuis 1950). L'impôt foncier : 20 % sur les récoltes ; taxes sur les têtes de bétail *(koda)*, pieds de dattiers (1 million dans circonsc. Bagdad), plâtre, bois, fours à briques, barques, nattes ; distillation alcool de dattes *(tal')*, poisson (1/5), soie, sel, peaux brutes, tabac (*tütün* kurde ; *tombak* à Kerbéla).

Les *cadis*, pour le statut personnel et les *waqf*, sont du rite de la majorité ; sauf à Bagdad et à Basra, où il y a 2 cadis, 1 *sunnite* et 1 *dja'farite* (loi organique du 21 septembre 1925, § 77).

L'ENSEIGNEMENT. — 5 % seulement des Iraqiens fréquentent les écoles en 1951 : 200.000 élèves (dont 47.000 filles) à l'école primaire ; 33.000 élèves (dont 6.000 filles) à l'école secondaire (et intermédiaire) ; 3.000 élèves (dont 600 filles) à l'école technique ; 5.000 étudiants (dont 900 filles) dans l'enseignement supérieur. Ces chiffres (avec les proportions correspondantes de scolarisation pour 10.000 hab.), placent l'Irâq (selon les statistiques de l'O. N. U.) au 5e rang pour l'école primaire (400 élèves pour 10.000 hab.), derrière (dans l'ordre), la Syrie, l'Égypte, la Tunisie et la Jordanie. — Aussi les partis d'opposition ne ménagent-ils pas leurs critiques. En 1951, cependant, l'Instruction publique a représenté 14 % du budget total. L'Université de Baghdad doit être constituée (projet de 1951) en fusionnant divers Instituts et Facultés. — Il y a un *séminaire* musulman (1926) et un Institut de Droit musulman (avec 1.081 étudiants, en 1949). — L'enseignement se fait partout en arabe (langue obligatoire) et aussi en kurde (dans certains districts du nord).

LA PRESSE. — Les grands quotidiens de Bagdad sont (1952) : *Liwâ' Al-Istiqlâl* (org. off. du P. de l'Indépendance ; le plus fort tirage — 4.500 — des journaux iraquiens) ; *Sadâ Al-Ahâlî* (P. national démocrate) ; *Al-Ittihâd Al-Dustûrî* (conservateur ; gouvernemental) ; *Al-Islâh* (nationaliste extrémiste). — Presse des minorités : en *kurde* à Bagdad : *Gelawêj* et *Nizar* ; à Suleimaniyé : *Jiyan* ; clandestin : *Azadî* ; en *arménien* : *Koyamard* (Tachnak, à Bagdad). — Autres journaux : *Al-Zaman* ; *Al-Hawâdith* ; *Al-Yaqdha, Al-Omma.* — *Revue de l'Académie.*

L'ARMÉE. — L'armée a « maté » la révolution de novembre 1952, et

son chef, le général Noûr-Eddîn Mahmoud, a contrôlé les élections de janvier 1953. — Service de deux ans (en novembre 1951) : TERRE : 3 divisions (dont 3 régiments blindés) ; AIR : 2 squadrons ; MER : 4 canonnières fluviales. — Police de 20.000 hommes (1947), dont 700 autos-mitrailleuses, 3.500 hommes de police mobile (1950) et 260 méharistes.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — L'admirable réseau de canaux entre Tigre et Euphrate constitué dès le IIIe millénaire avant J.-C., réparé par les Sassanides a été abandonné depuis les XIe-XIIIe siècles ; et le Tigre a changé de cours (XVe siècle). Projets (1952) — financés par les revenus du pétrole — de contrôle des inondations : barrage de Tharthar (détournement du Tigre, en aval de Mossoul, par un canal de 90 km.).

On cultive : orge (460.000 t. exportées en 1950), blé (60.000), riz (*tomman* : qualités *ahmar, noggâza. shinba, ʿanbarbouh, arq*). La Basse Mésopotamie est la vraie patrie du *dattier* (55.200 ha.) qui y donne aujourd'hui 98 variétés de *dattes* (108 il y a quelques siècles), dont celles-ci : *ibrahîmi, asboʿalʿarous, ostâʿImràn* (= *saïr*), *bâdaraï, béhâr, banou, basrâwi, baranî, kibkâb, hallâwî* (= *abou Khosheïm*), *khastâwî, khadrâwî, zohdî* (= *korsî*), *tayyib al ism* (= *deïrî*) : voir la revue bagdadienne *Loghat alʿarab*, 1914, p. 591 ; 1913, p. 509 ; et le jardin d'essais de Paul Popnoe à Altadena (Californie, U. S. A.). — 200.000 t. de dattes exportées en 1950 (80 % du commerce mondial).

Culture du *coton* à Tell Deïr au sud de Bagdad (« Mespot white »). 15.000 t. de coton brut récolté en 1950. — *Laine :* 7.000 t. de laine (dégraissée), dont 6.000 t. expédiées (1950). — Faible rendement des céréales (5 à 6 qx par acre) et par producteur. Bas revenu du fellâh (pour une famille de 5 à 6 personnes) : 6 à 10 £ par an (dans le Nord), 9 à 20 £ (Centre et Sud) en 1938. Tenure féodale : métayage (le métayer ne garde que 30 à 40 % de sa production). Niveau de vie très bas : 10 £ de revenu par tête, en moyenne (1938). Puissance politique des grands propriétaires terriens, maîtres des élections. — Effort de sédentarisation des nomades : loi de fixation (1936) avec création, au profit des Bédouins, de petits domaines ruraux. — Les $^3/_4$ de la population de l'Irâq vivent de l'agriculture.

L'INDUSTRIE. — Les vieilles corporations (ex. les *saqqâ* de Bagdad, originaires d'ʿAna) sont en décadence. Briqueteries. Salines. Tissus (ʿabayas hiératiques de Nedjef ; *keffiés* ; *tapis* kurdes). Pas d'industrie (filatures et tissages pour l'armée, manufacture de tabacs). — Quinze syndicats, dont 2 seulement ont plus de 1.000 membres (1951).

PÉTROLE. — La totalité du territoire de l'Irâq est couverte par la concession (jusqu'en 2000) à l'I. P. C. (Irak Petroleum Co) — compagnie internationale où la Française des Pétroles, l'Anglo-Iranienne, la Shell hollandaise et les Américains sont à égalité. Production 1949 : 4 millions de t. Le gisement de Kirkouk (découvert en 1927) recouvre près de 40.000 ha. sur 250 m. d'épaisseur, avec 11 puits seulement en 1947. Évacuation par 6 pipes-lines sur Tripoli, Haïfa et Banias (Syrie). Raffineries prévues à Bagdad et Basra (1952). Personnel iraqien employé au pétrole

(1948) : 13.500. (La consommation intérieure de l'Irâq est assurée par le pétrole de Khanaqin, concédé à l'Anglo-Iranian, et raffiné sur place).

En 1951 (malgré l'opposition qui réclamait, comme en Iran, la nationalisation du pétrole), Nouri Saʿîd a obtenu de l'I. P. C., une augmentation considérable des redevances, passées de 1 million de £ en 1947 à 15 millions de £ en 1951 (et prévues pour 59 millions de £ en 1955) — 70 % du revenu du pétrole sera employé, par un « Bureau du Développement » (1950) à améliorer les ressources et le niveau de vie de l'Irâq.

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL (1950). — *Exportations* (20 millions de £ + *transit* 4 millions de £) : orge, dattes, blé, laine, coton ; *importations* (35.600.000 £) : cotonnades, sucre, fer et acier ; machines, thé, automobiles, vêtements, soiries. *Budget* (1950) : recettes, 27.400.000 £ (*royalties* comprises à l'ancien taux) ; dépenses, 29 millions de £.

COMMERCE INTÉRIEUR. — *Rails :* 1.600 km. (1949), dont Bagdad-Basra (670 km.) ; pont sur le Tigre à Bagdad ; raccord avec le rail syrien à Tell Kotchek. — *Routes :* 3.500 km. de bonnes routes et 7.500 km. de pistes. — P. T. T. Radio. Port moderne à Basra (trafic annuel : 300 navires de 1 million de t.). — Six lignes aériennes, dont les « Iraqi Airways ».

Autos. — Bagdad-Damas (Nairn direct) : en dix-huit-vingt-deux heures ; utilisé depuis 1922 par les pèlerins pour La Mekke. — Alep-Deïr-Mossoul : en trente heures.

MONNAIES, MESURES. — Unité monétaire officielle (depuis 1931-1932) : le *dinar ʿirâqi* qui vaut 1 £ (et se divise en 5 *riyâl*, 20 *disham* et 1.000 *fil*). — Iran ; Banque nationale d'Irâq (émission), 1949 ; Banque agricole et industrielle d'Irâq (1936) ; Rafidain Bank (nationalisée ; fondée 1941).

Mesures ottomanes, hindoues. Superficie : *djârib*, 4.000 m².

Crédit indigène (*sarrâf* ; billet à ordre *kompiala*). Banque ottomane ; Eastern Bank ; Imp. Bk.

TOURISME. — Ruines antiques : de Babylone, Kish, Birs Nimroud, Ctésiphon, Our, Ninive, Qalʿa Sharqât, Khorsabad.

Ruines chrétiennes (couvents du nord) : Rabban Hormuzd, Mar Mattaï, Mar Bennam, Beït Abé.

Ruines arsacides, lakhmides et islamiques : au « limes » du désert (Hatra, Okheïdir) à Bagdad, Samarra, Imam Doûr.

BIBLIOGRAPHIE. — Razzoûq, Isa, *Djoghrâfiyat al ʿIrâq*, Bagdad, 1922.

[G. L. Bell] *Holy places of Mesopotamia*, 25 pl. avec 36 p. de texte anglais, arabe et persan, Bagdad, 1923. — Revue *Sumer*.

Loghat al ʿarab, mensuelle, Bagdad, 1926 (du P. Anastase († 1949)).

A. M. Jamâl-Zâdé, Le développement économique et social de l'Irâq (*Rev. inter. du Travail*, Genève, XXXV, 2, février 1937).

Fariq Al-Mazhar, *The tribal problem*, Bagdad, 1941.

Hâshim Jawar, *The social structure of ʿIrâq*, Bagdad, 1946.

A. H. Hourani, *Minorities in the arab world*, Oxford, 1947.
Mhd A. Al. ʻUmar, *Dalîl li-islâh al Awqâf*, Bagdad, 1948.
ʻAbbâs ʻAzzâwî, *ʻAshaïr al. ʻIrâq*, Bagdad, 1937 sq.
L. Massignon, Explication du plan de Basra (*Festschr. Tschudi*, Wiesbaden, 1954, 154-174) ; — — — de Kûfa (*Mél. Maspero*, 1935, III, 337-360).
Aperçu sur l'évolution politique de l'Iraq (*Doc. franc.*, nos 1499 à 1502, du 5 au 9 juillet 1951).
Hindustan Times (N. Delhi), numéro du 24 septembre 1952.

SYRIE (SÛRIYYA)

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — Au levant de la Méditerranée orientale, par 32° 30'-37° lat. nord et 35° 30'-42° long. est ; frontière palestinienne du 23 décembre 1920 ; turque des 20 octobre 1921, et 30 mai 1926.

Cession à la Turquie du Sandjak d'Alexandrette, le 23 juillet 1939.

185.000 km², comprenant : la côte basse des ʻAlaouites et la vallée du Ghab ; le Djebel Druze et le Hawrân (au sud-ouest) ; le désert syrien (*shâmiyé* ou *Hamâd*), au sud-est, et le cours moyen de l'Euphrate, de Djérablous à Abou Kémal, avec les vallées de ses affluents, Belikh et Khabour, venant de la Djéziré et du mont Sindjâr.

Température moyenne : janvier 10° ; juillet 25°.

POPULATION totale : 3.250.000 (estim. 1949), soit 3.043.310 au recens. 1.947

1) *Répartition par confessions et par provinces* (1947) :

	Damas	Alep	Homs	Hama	Hauran	Euphrate	Djezirèh	Lattaquié	Djebel Druze	Total
Musulmans	544.617	774.899	178.915	149.732	116.631	228.621	102.574	391.251	1.661	2.488.901
Druzes	15.862	1.658			1	6		2	79.112	96.641
Chrétiens	75.122	128.627	49.026	21.034	8.534	4.597	45.744	82.500	8.826	424.010
Yézidis	7	1.321				3	1.554			2.885
Israélites	14.225	14.468			10	85	2.074	1	10	30.873
TOTAL	649.833	920.973	227.941	170.766	125.176	233.312	151.946	473.754	89.609	3.043.310

Source : Recensement 1947 (chiffres fournis par le *Recueil des Statistiques du ministère de l'Économie nationale de la République syrienne*, année 1948).

2) *Divisions des Musulmans* (1939). — a) *Statistiques* (1) :

	Damas	Alep	Homs	Hama	Hauran	Euphrate	Djezirèh	Lattaquié	Djebel Druze	Total
Sunnites	499.444	718.198	140.245	101.685	104.529	220.552	99.665	85.267	1.468	1.971.053
Chiites duod.	355	9.071	2.725	205	4		326		56	12.742
Ismaïliens	18	31	13	20.541		12	8	7.904		28.527
'Alawites	4.022	2.698	22.219	15.083	370	78	93	280.653	95	325.311

(1) D'après HOURANI, *Minorities in the arab World*, Oxford, 1947.

b) *Notices :*

a) *Sunnites* : 1/2 *hanéfites*, 1/6 *néo-hanbalites (salafiya, wahhâbites)*, 1/6 *shâfi'ites* (bédouins : *Rowâla*, etc.), et 1/6 *mâlikites* (nord Hauran, Hinaïdi, Algériens).

b) *Shî'ites imamites* (rite *dja'farî = motâwila*), un vieux centre à demi éteint à Alep-Islahiyé, et des colonies le long de l'Euphrate, jusqu'à Aboû Kemal, rejoignant ainsi les shî'ites de Mésopotamie ; région de Ba'labakk). Les colonies *circassiennes* sont de ce rite (cf. *Ciscaucasie*).

c) *Shî'ites extrémistes : néo-ismaéliens* (vassaux de l'Agha Khan, cf. *Inde*). Alaouites (à Qadmoûs, Masyad et Hamidié) ; à Damas, à Sélimié (E. Hamâh), centre primitif, dès le IXe siècle ; Alep (Dj. Berisha).

d) *Ismaéliens initiatiques : Druzes :* Damas (Geramana) : région de Rasheyâ et Hasbeyâ, centre primitif des Druzes, dès le XIe siècle, au Wadi Teïm et au Wadi Qarn ; Dj. Druze (Hauran) ; les Druzes sont venus du Liban (Chouf) au Hauran depuis 1711, sous les familles *Hamdân*, puis *Torshân* (sg. *Atrash*). Quelques familles ont émigré au sud d'Harîm (Alep), et au Yémen.

e) *Shî'ites initiatiques* primitifs : '*Alawiyoûn* ou *Noseïris* [« rite *sho'aybî*, étendard *djondobî*, méthode *djonbolâni*, initiation *Khasîbî* »] : c'est-à-dire, remontant, par chaîne d'initiation ininterrompue, par Hoceïn Khasîbî (930), à aboû Sho'aïb-ibn Noseïr Namîrî, apôtre du XIe imâm. Chef religieux *(reïs al dîn)* à Kerdaha. Sectes : *Kélâzié, Shamâlié (Haïdarié), Gheïbié, Shamsié.* Alaouites, entre Djisral Shoghoûr et Djouaïdié, Djillié ; Damas, au coude de l'Oronte.

f) *Yézidis* (*Dâsinî* ; Alep) : Afrîn et Dj. Zawiyé, puis à l'extrême nord-est, au Dj. Sindjâr, à Tell 'Afar.

g) *Shî'ites initiatiques* modernes : '*Ali-ilahis* ou *Ahlé Haqq* : Kurdes au sud d'Alexandrette (pour mémoire).

3) *Divisions des chrétiens* (1939) (1) :

	Damas	Alep	Homs	Hama	Hauran	Euphrate	Djezirêh	Djebel Druze	Lattaquié	Total
Arméniens catholiques	2.170	9.644	1.496	49	107	616	1.863	150	695	16.790
Arméniens grégoriens	16.852	67.598	1.523	615	24	1.679	7.925	354	5.177	101.747
Maronites........	1.075	3.659	554	38	3	71	56	106	7.787	13.349
Protestants	1.589	3.053	.7 46	529	27	27	453	389	3.374	11.187
Chaldéens	190	2.281	22	1		243	1.944		38	4.719
Syriens catholiques	13.261	6.127	3.052	259		697	2.851			16.247
Syriens jacobites ..	1.014	5.492	14.309	682	59	763	17.793	16	7	40.135
Latins...........	483	3.938	431	12		25	29	4	1.074	5.996
Grecs catholiques .	20.552	11.964	3.792	364	4.857	25	70	2.735	2.374	46.733
Grecs orthodoxes .	23.791	9.411	20.297	17.395	2.852	159	336	4.560	58.156	136.957
Nestoriens							9.176			9.176

Six patriarches : grec orthodoxe (Damas), arménien grégorien (Beyrout), latin (Jérusalem), Melchite (Damas), syrien (Charfé) et maronite (Bkerké, au Liban).

30.000 *Israélites* (Damas et Alep). Il y aurait quelques *zoroastriens* à Damas.

(1) D'après HOURANI, 1947.

Villes (1950) : Damas *(Dimishq, Shâm)*, 335.000 hab. avec Salihiyé ; Alep (*Halab, Shahbâ*, avec 'Aziziyé), 362.000 (128.000 chrétiens, 14.000 juifs : quartier Bahsîta) ; Homs *(Hims)*, 244.000 ; Hamâh, 146.000 ; Lattaquié *(Lâdhiqiya)*, 100.000 ; Deïr, 12.000.

On estime que 300.000 Syriens ont émigré depuis 1900 (Égypte, États-Unis, A. O. F. et Amérique du Sud). Par contre, la Syrie a accueilli 75.000 réfugiés arabes de Palestine (1949).

Le fond de la population est « araméen » ou « syriaque », modelé par cette antique civilisation nationale (*sémitique* et *hittite*), que l'hellénisme, païen d'abord puis chrétien, enrichit sans la transformer, et que la conquête musulmane n'a pas complètement *arabisée*.

L'arabisation de la Syrie commence en 636, avec l'installation des 4 *djond*, ou camps retranchés de Syrie, *Damas, Homs, Ordonn* et *Filastin* (pour ces deux derniers, voir Palestine), garnisonnés d'Arades *yéménites*, originaires des tribus de Shâmiyé (ici *infra*) vassales de Byzance sous les phylarques Ghassânides, et demi-christianisées : *Bakr* et *Taghlib (rabî'ides)*, Kalb, *Ghassân* et *Tanoûkh.* Sous les califes omayades (661-750), résidant à Damas, un 5e *djond* fut créé plus au nord, pour la guerre sainte, à Qinnasrîn (680, près Ma'arra), et confié, cette fois, à des *modarides* du haut Euphrate, les *Qeïs* (prononcé aujourd'hui *Djeïs*). La vieille haine de clan entre *Rabî'a-Yémen* et *Modar* scinda la colonisation arabe syrienne en deux factions, *Qeïs* et *Yémen.*

Voici la répartition ethnique actuelle (chiffres 1926, moins le Sandjak d'Alexandrette) :

a) *Arabes*, 2.600.000, comprenant : 2 millions *Araméens arabisés*, chrétiens, noseïris et musulmans, et 600.000 purs Arabes, nomades (Bédouins et Druzes), sédentarisés et citadins (un certain nombre de familles nobles '*alides. qoreïchites* ; liste par villes dans Nadra Moutran, 1916). Les nomades seront énumérés *infra* ; sont sédentarisés : les *Mawâli* (à Ma'arra), les *B. Khâlid* et *Na'îm* (à Homs), et les *Fadl* (venus d'Irâq au XVe siècle ; 15.000 en Djôlân) ;

b) *Kurdes*, 200.000 (estim. Rondot, 1945), à l'est d'Alep et chez les Alaouites, parlant kurde et turc ; dont 60.000 (estim.) arabisés, à l'est de l'Euphrate *(Barazié, Kikié, Milli)* et jusqu'à Hamâh *(Barazî)* et à Sâlihiyé de Damas ;

c) *Turkmènes* et *Turcs :* 30.000 (est. 1950) à Lattaquié ;

d) *Tcherkesses :* 20.000 colons, installés depuis 1878 en Hauran et à Qoneïtra (ici ap. Ciscaucasie) ;

e) *Tsiganes*, dits *Kourbati* et *Baramikê* : 10.000 ; *Persans*, 1.000 ;

f) *Hébreux :* 31.000 (1949) ;

g) *Arméniens* réfugiés ou sédentarisé : 125.000 (1949) ;

h) *Russes* (réfugiés) : 400.

L'islamisation de la Syrie assez lente au début, s'aggrava au IXe siècle avec la conversion forcée des Arabes chrétiens *Tanoükh* et *Taghlib* (725) et celle des païens de Harrân (775-825). La minorité chrétienne (1/8) s'est concentrée dans les montagnes et les villes (derniers massacres, 1860).

LANGUES. — La vieille langue syrienne, le *syriaque*, n'est plus parlé, qu'à Ma'aloûlâ par des Melchites, et par quelques femmes musulmanes, à Bakh'a et Jobb 'Adin (sud-sud-est Nebk) : 3.000 hab. ; ainsi que dans les colonies urbaines *syriaques* venues du nord-est (15.000).

Spécial aux chrétiens, il a longtemps dominé leur liturgie (deux types d'écriture *estranghélo*, jacobite et melchite ; l'église maronite écrivit longtemps l'arabe en *carchouni*, i. e. en caractères syriaques). Études de NN. SS. David et Rahmani.

L'*arabe*, promptement acclimaté en Syrie, produisit d'abord des poètes nationalistes *(sho'oûbiya)*, comme le shî'ite 'Abd al Salâm Dik al djinn de Homs († 849), puis l'Islam syrien s'internationalisa jusqu'au XIXe siècle ; c'est en Syrie, et spécialement à Beyrouth, que, depuis 1850, la renaissance *arabe* s'est produite ; grâce à une pléiade d'écrivains :

D'abord chrétiens (Yâzidjî, Bostânî, Khazen, Ma'loût, Meshaqa, Dahdah, Debs, Dr Shibli, Rihani), puis musulmans (Shidyâq, Tâhir Djazaïrî, Kawakibî, Kurd'Alî, Réchid Rida, Ahmad Abbâs, Schekîb Arslân, Ghalaïni) ; la « société secrète syrienne » de 1850 aboutit aux associations nationalistes syriennes de 1909-15 *(Ikhâ'Arabî, Montada Adabî, Qahtâniyé, Djâmi'a Thawriya'arabiya, Lâ markaziya)* au Congrès de Paris de 1913, et à l'hymne national arabe *(qahtanide)* du poète Rafîq Rizq Salloûm, de Homs.

Le *français* est langue véhiculaire depuis 1860.

Le gouvernement ottoman avait essayé depuis 1909, d'implanter la langue *turque* en Syrie (Djisr al Shoghoûr, 2.800) ; elle est parlée par des minorités à Alep et à Damas. En revanche, des minorités *arabophones* se trouvent maintenant au nord de la frontière turco-syrienne de 1921 (28.000 à Killis, 11.000 à 'Aïntâb, 20.000 à Ourfa, 80.000 en Diyârbakr, 60.000 en Cilicie (Tarse) ; cf. statistique du journal damasquin *Moqtabas*, no 1210, 5, VI, 1913). Si bien qu'une rectification de frontières linguistique serait à l'avantage de la Syrie arabe.

II. — GOUVERNEMENT

Mandat français de 1920 à 1941, la Syrie est devenue République indépendante entre 1941 (proclamation Catroux), 1944 (transfert des pouvoirs) et 1946 (évacuation des troupes étrangères). Depuis 1949, série de Coups d'État militaires : Cl Hosni Za'îm (30 mars 1949) ; Cl Sāmi Hennâwi (13 août 1949) ; Cl Adîb Chichakli (19 déc. 1949) : nouvelle Constitution (5 sept. 1950) ; arrestation du premier ministre, Daoualibi, puis du président de la République (Hâshem Bey Atassi) : dissolution du Parlement ; le colonel Fawzi Selo est proclamé (par l'armée), chef de l'État, président du Conseil et ministre de la Défense (3 déc. 1951) ; révocation d'officiers opposants, dont Akram Hourâni, en fuite au Liban (28 déc. 1952). — Pratiquement, dictature du chef d'E. M. de l'armée, le colonel Adîb Chichakli (né 1909), chef du « Mouvement de la Libération arabe » (août 1952). Coup d'État du 28-2-54 : Hâshem Bey Atassi, président ; élections à peu près libres, septembre 1954.

La *Khotba* s'est dite en Syrie de façon continue pour le califat orthodoxe (interruptions *fatimites* 877-1075, 1098-1099) *omayyade*, *'abbâside* ; elle s'est dite ensuite au nom des sultans *ottomans* (1517-1924). La *Khotba*, depuis 1924, ne mentionne plus d'émir.

III. — ADMINISTRATION

La République syrienne comprend (1950), 9 provinces *(mohâfezé)* : Damas, Hamâh, Homs, Hawrân, Alep, Lattaquié, Euphrate, Dj. Druze et Djéziré, elles-mêmes subdivisées en départements *(cazas)* et cantons ou districts *(nâhye)*.

Décentralisation : Conseils de *Mohâfézé* (Const. de 1950).

ADMINISTRATION CULTUELLE. — L'Islam est la religion du chef de l'État ; le *fiqh* est la source principale de la législation ; liberté de croyance garantie ; la loi protège le statut personnel des communautés religieuses (Constitution de 1950, art. 3). Les *waqf* sunnites sont gérés par la direction générale des *waqf*, les Conseils des *waqf* (aux chefs-lieux de province, de *caza* et de *nâhye*) et le Conseil supérieur musulman (loi no 69 du 30 juin 1947). Les waqf *privés* ont été supprimés et interdits en 1949 (loi no 76 du 16 mai).

Le rite *dja'farite* ayant été reconnu (12-1-1926), il y a des cadis shî'ites au Liban. De même aux Alaouites.

LES PÈLERINAGES. — Damas, tête de ligne de la voie ferrée, Damas-Deraa'Ammân-El'Ala-Médine (actuellement détériorée), est, comme le Caire, le point de départ annuel d'une caravane solennelle *(mahmal)* pour le *haddj* : 10.000 pèlerins en moyenne avant la guerre. Reprise du *haddj* en 1922-1923.

Pèlerinages locaux : Mosquée *Omawi* de Damas (minaret E. de Jésus ; minaret 'Arûs, SW, où Ghazâlî médita son *Ihyâ*) ; tombes du sahabi Khâlid à Homs, de sheïkh Roslân, de Salâh al Dîn et Ibn Teïmiya à Damas, des VII Dormants et d'Ibn'Arabî († 1240) à Sâlihiyé (l'émir algérien, 'Abdal Qâdir † 1883, dont les fils habitent en Syrie, est enterré à ses pieds), de Yahya Sohrawardî († 1191) et d''Imâd Nesîmî († 1417), à Alep.

Les congrégations. — De bonne heure des ascètes musulmans s'isolèrent, au Lokkâm (pays noseïri, au sud d'Antioche) : tombe d'Ibrahîm-ibn-Adham à Djébélé († 776). Les congrégations les plus répandues actuellement sont : *Qâdiriya*, *Rifâ'iya* (Alep), *Mévléviya* (Alep, où siège leur chef suprême, le *Grand Tchélébi*, chassé de Qonié en 1925 ; *Shâdhiliya* (branches *Darqâwa* et *Wafâ'iya* ; Damas), *Sa'diya* (Alep, Damas), *Naqshabandiya*, *Dasoûqiya* (Alep), *Khalwatiya*, *Sha'bâniya*, *Râshidiya*. Elles sont en pleine décadence et leur vogue est remplacée par celle des sociétés secrètes semi-politiques, à durée éphémère, plus ou moins calquées sur les loges d'*Union et Progrès (Shams al Islâm ; Djâmi'a shorafâ al Islâm)*. La franc-maçonnerie proprement dite, implantée sous différentes formes parmi les chrétiens du littoral, a agi profondément sur une élite musulmane importante.

LES IMPOTS. — Ottomans (*wirko*, dîme, *temettu'*, *aghnâm* ; taxes sur voiture, sel, tabac, dette publique ottomane, timbre). Révision sur système des impôts sur le revenu et les successions (1952).

LA JUSTICE. — Codes ottomans (pénal, procédure pénale, commerce, modifiés par arrêtés). Cours de cassation à Damas ; 2 cours d'appel ; 15 tribunaux de 1re instance ; 27 justices de paix.

ENSEIGNEMENT (1950). — La Syrie se classe en tête, dans le domaine culturel (ap. statist. O. N. U.), avec, pour 10.000 hab., 725 enfants à l'école primaire et 89 dans l'enseignement secondaire, devant l'Égypte,

la Tunisie, la Jordanie, l'Irâq, l'Iran et le Pakistan ; 1.612 écoles primaires, 121 établ. secondaires et 8 écoles techniques, avec un total de 263.500 élèves. Sur ces chiffres, 356 écoles privées et 58 écoles étrangères. L'œuvre culturelle française est profonde et ancienne. — Université de Damas (f. en 1923) : Droit, Lettres, Science, Médecine et Technique (1950) Faculté technique à Alep. Académie arabe de Damas, fondée par Kurd 'Aly en 1920.

Presse. — Damas : *Al-Barîd Al-Sûrî; Al-Inqilâb; Al-Akhbâr; Al-Kabas ; Al-Kifa ; Al-Balad ; Barada ; Al-Hadara ; Al-Inshâ ; Al-Manâr.*

Alep : *Al-Dustûr; Barq Al-Shimâl; Al-Islâh.*

Lattaquié : *Al-Djala'.*

Armée. — Vingt mille hommes instruits et 12.000 recrues ; 5.200 gendarmes ; 1.500 hommes du Contrôle bédouin ; 1.800 policiers. — Petite aviation ; quelques petits bateaux.

Budget (1950) : 142.800.000 £ syriennes, dont 48.443.000 £ syr. pour la défense nationale.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

Il ressortait d'une enquête de 1927-28 sur les travailleurs : que les métiers urbains dans l'intérieur, avaient conservé l'organisation corporative ancienne (élection d'un *cheïkh kâr* ; rédaction de statuts, dont 30 sont imprimés, à Damas), en dépit des lois ottomanes de 1327 H. et 1330 H. que, dans les ports, naissent des syndicats de type européen ; que les salaires agricoles de l'intérieur, afférents à des contrats d'association défectueux *(halabiya, hamawiya, murâbi', khums, bakra)*, et, sur la côte, les salaires industriels étaient insuffisants).

La Fédération des Syndicats syriens rassemble aujourd'hui (1951) 62.000 ouvriers (entre Damas, Alep et Lattaquié). En 1949, le revenu syrien moyen par tête était estimé à 100 $ par an.

L'agriculture. — C'est la ressource essentielle du pays : 85.000 km² cultivables et 45.000 km² cultivés (dont 10.000 km² irrigués). Céréales : blé (800.000 t. en 1950) et orge (320.000 t.) ; rendements à l'hectare (en qx) : 6 pour le blé et 7 pour l'orge (1948). — Cheptel (1950) : 3 millions de moutons ; 1.200.000 chèvres ; 100.000 chevaux ; 80.000 chameaux ; 430.000 bovins ; ânes, mulets, etc. — Réforme agraire (1952) : distribution des domaines de l'État (5 millions d'ha.).

Gisements miniers non exploités (forages de pétrole de Lattaquié et Deïr abandonnés en février 1951). Déjà traversée par le pipe-line de Kirkouk, puis par le Tapline, la Syrie fournit (à Banyas) le débouché méditerranéen du nouveau pipeline de l'I. P. C. (1952).

L'industrie. — Tissage (Alep', Homs, Hamâh, Damas).

Tapis (Alep), huileries et savonnerie. Meunerie.

Tannerie (Damas), ciment (en développement).

Mouvement économique général. — *Union douanière* (1943-50, puis de nouveau, depuis 1952) avec le Liban. La Syrie voudrait une union économique totale (voir Syrie p. 444). (Pour la Syrie seule d'avril à décembre 1950) : *importations*, 200 millions de £ syr. (textiles ; produits métallurgiques machines etc.) ; *exportations*, 200 millions de £ syr. (textiles et coton ; céréales ; animaux). — Beirout est le grand port de transit, mais, en 1950, 30 % du trafic commercial syrien passait par le port de Lattaquié.

Communications : 1.300 km. de rail ; 7.000 km. de routes goudronnées et 9.000 km. de pistes. — Transports routiers (Nairn) Damas-Baghdad. — Aéroport de Damas.

Poids, monnaies. — Système métrique. Anciennes mesures : *drachme* de 3 gr. 20 ; *moudd* de 18 l. ; *mille* de 700 m. ; *feddan* de 754 m².

Livre syrienne de 100 piastres (voir Liban). *Banques :* de Syrie et du Liban ; Zilkha ; Rafidain ; Iran and Midde East ; Arabe ; Compagnie algérienne ; Crédit foncier Algérie-Tunisie ; Banque d'État agricole (de Syrie), réorganisée en 1952.

Villes d'art musulmanes d'Alep, Hamah, Damas, Ruines de Rosâfa (Raqqa). Ruines antiques de Palmyre.

Institut de Damas.

Bibliographie. — M. Kurdaly, *Khitat al Shâm*, 1927, 5 vol. ; *Ghûta*, 1950 ; — L. Massignon, Structure du travail à Damas (*Cah. Intern. Sociol.*, XV-1953).

J. Sauvaget, *Alep*, 1941.

J. Weulersse, *Paysan de Syrie*, Paris, 1946.

Saté el Husry, *Yôm Meisseloun*, Beyrouth, 1948.

Ch. Issawi et C. Dabezies, *Pop. movements and pop. pressure in Jordan, Lebanon and Syria*, N. Y., Milbank M. F., octobre 1951, 385-403.

NOTE SUR LE DÉSERT DE SYRIE (SHAMIYÉ OU HAMAD)

I. — PEUPLEMENT

Situation. — Le nom de *Shâmiyé* [*Hamâd*] s'applique au plateau désertique triangulaire qui s'étend au nord des dunes du Nefoûd, et sépare la Syrie de l'Irâq ; 120.000 km², 280.000 hab. nomades (1928).

Il se divise en deux glacis doucement inclinés, dont les ouadis, divergeant du Djebel 'Anaza, du Djebel Tinf et du Djebel Ghorâb, sont tributaires, les uns de la faille Oronte-Jourdain-mer Morte (ouadis Sirhân, Rohba, al Shâm, vers Damas) : les autres, de la vallée de l'Euphrate (ouadis et Herr, Lebai'a, passant à Okheïdir, ouadis Bordân, Hawrân et Sawâb).

L'ISLAMISATION.

Dès le premier siècle de l'Islam, on y trouve des nomades venus d'Arabie centrale : rabî'ides *(Bahr Taghlib)* et modarides *(Qeïs)*, et même des qahtanides *(Ghassân, Lakhm, Tànoûkh, Bahrâ et Kalb)*, qui furent incorporés aux « djond » des garnisons musulmanes constituées sur les deux rives du désert.

Les *Bakr* furent refoulés de Raqqa vers le nord-est (« Diyâr Bakr » = Amid-Diarbékir ; « Diyâr Rabî'a » = Mossoul), et les *Taghlib*, en partie chrétiens jusqu'au IXe siècle, disparurent. Les *Qeïs*, persistant plus longtemps, laissèrent leur nom de « modarides » à la région de Raqqa (Diyâr Modar). Les *Kalb*, restés en place, prennent part au mouvement qarmate du Nord, à la fin du IXe siècle.

Aujourd'hui se disent *modarides* : les *Beni-Sakhr, Homeïda, 'Awdân* ; *rabi'ides* : les *Anaza*, et *qahtanides* : les *Djabaliya*, les *Djabboûr* ; les *Shammâr* (cf. *supra*) sont mixtes.

Trois tribus bedouines sont non arabes : les *Nawâr-Domân* (tsiganes), les *Sonnâ'* (forgerons chez les *B. Sakhr*), et surtout les *Sloûba.*

Les *Sloûba (Solaba)*, au type nerveux et mince, éleveurs d'ânes blancs *(slêbi)* et de chèvres, vêtus de peaux de gazelle, sont des chasseurs et des guides renommés. Ils sont au plus 5.000 (700 tentes), soumis à 9 *khoûwa* (redevances) et comptent 10 clans, qui émigrent périodiquement du Hamâd jusqu'au Nedjd et Koweït, jusqu'à Teïma et Wedjh. Circoncis, monogames (avec *nikâh al istibdâ'*) ; W. Pieper les croit d'origine hamitique à cause de leur capuchon *(farwah)* et de leur bouclier de bâton *(masbâ')* ; le P. Anastase les croit descendants des arabes *Djarm* et *Tha'laba* alliés des Croisés, et peut-être cryptochrétiens. Voici leurs 10 clans, selon Raynaud et Martinet : *Mâlik, Tâmil, Mâjid* (chez les B. Khâlid du Nedjd), *Doreïb, Qabwân, Bannâq, Nâzim, Tarfâ, Hâzim, Sobeïba.* Leur chef suprême, Mo'aydhif-b. 'Awad (clan *Hâzim*) réside a l'ouest de Shünbül, au nord du Dj. Tinf. On les divise aussi en *Khlëwiya* et *Ghënmiya.*

Le dialecte des 'Anaza a été étudié par Landberg et Musil.

La transhumance, ample pour les tribus élevant des chameaux, restreinte pour les tribus élevant des moutons, a lieu en mars de l'est à l'ouest, et de l'ouest à l'est en octobre (carte dressée par Raynaud et Martinet).

Pour l'ensemble du problème culturel de la sédentarisation, cf. R. Montagne, *La civilisation du désert*, 1949.

II. — GOUVERNEMENT

Les nomades de Syrie, même les *Shammar* du Djéziré, ont été tous astreints à payer l'impôt *(wadî')* depuis 1927. Ils étaient rattachés aux centres administratifs suivants : Deïr (131.800), Alep (91.496), Damas (23.315), Hamâh (17.757), Homs (10.690) et Haurân (3.130).

Avant le XVIe siècle la région appartenait aux *Mawâlî, 'Ommoûr*, et *Hadîdiyîn.* Au XVIIe siècle, ils furent rejetés plus au nord par les *Beni Khaled*, puis par les *Shammâr Djarbo'a*, venant du Djebel Shammâr. Ceux-ci furent expulsés à leur tour par les *'Anaza*, venant du Qasîm (XVIIe-XVIIIe s.) par flots successifs.

Actuellement (1928), l'hégémonie est à la tribu 'Anaza des *Rowâla ;* les terrains de parcours des 'Anaza s'enclavent dans la zone de mandat français entre Zélaf et Qasr al Azraq (sud-est du Dj. Druz), 'Aïn Dhikr (E. de Damas : *Oulad' Ali*), les environs de Homs (*Hasana* d'Ibn Malham), Palmyre *(Bishr)* et Meskené *(Fed 'ân)*.

Le chef suprême, du clan *mur'âd* des Rowâla (Qa'qa'a), est (1942), Fawâz Sha'lân, petit-fils de Nourî Sha'lân (Nourî-ibn-Hazza-ibn-Naïef-ibn-Fahran), successeur, selon Musil, de Nâïef (1830), Hamd, Faysal, Talâl (1864), Sattâm (1877) et Fahd (1904-06) ;

b) *Angle nord de la Shâmiyé.* Dans ce cul-de-sac du désert, où les 'Anaza n'ont pas encore réussi à établir partout leur suprématie, le mandat franco-syrien s'étendait sur tout un enchevêtrement de tribus scindées ou vaincues :

Sur les pentes du Dj. Druz, au nord-ouest, les *Sloût* du Lédja', du nord-est, en Safa, la confédération des *Djabaliya* (*Zobeïd, Ghiyâd* et *Masâ'îd*), cliente des Druzes ; en Djôlân, les *Fadl*, sédentarisés autour de Qoneïtra avec leur émir Mahmoûd Fâ'oûr (rallié en 1921) ; à l'est de Homs, les *Beni Khâled, Mawâlî, Hadîdiyin* et *Weldé*. A l'est d'Alep, le groupe des tribus dites de Deïr el Zôr : *Baqqâra, Djabboûr* du Khâboûr, *'Oqeïdât* du nord d'Aboû Kemâl (que Ramdan Shallash souleva en 1919 contre les troupes britanniques d'occupation). Enfin, à la lisière du rail Djérablous-Nissibin, les *Qeïs* de Harrân, et diverses petites tribus inféodées aux *Kurdes Milli* (Veranchéhr), et les *Tayy*, venus d'Alep au mont Sindjâr. Dans ce dernier domaine, les 'Anaza ont dû laisser subsister l'hégémonie des *Shammâr-Djarbo'a*, qu'ils y avaient refoulés au XVIIIe siècle.

III. — ADMINISTRATION (ET FRACTIONNEMENT)

a) *Chez les 'Anaza.* Deux clans : a) *moslim*, et b) *'abîd*, ainsi fractionnés :

a) 1° Les *Rowâla* (14.000), unis aux *Mahallaf* (6.000) dominent l'Ouadi Sirhân ; ils avaient annexé l'oasis du Djôf en 1921 (déjà occupé de 1910-19 ; c'est l'ancienne Doûma), mais ont dû la céder au Nedjp en 1923.

Les Rowâla ont tour à tour traité avec l'Angleterre (1916), l'émir Faysal (1919), la France (1920), les Wahhâbites, et la Transjordane (1922) qui convoitait le Djôf comme centre de stratégie panarabe. Maîtrisés depuis 1923 par les Wahhâbites, les Rowâla n'ont que faiblement cédé à leur prosélytisme religieux ;

2° Les *Oulad 'Alî* (7.000), qui tiennent l'ancienne voie postale Damas-Bagdad, avec leurs chefs rivaux Réchid-ibn-Someïr et Soltan Tayyâr ;

b) Les *Bishr*, qui nomadisent, autour de Palmyre comme centre, depuis la dépression de Qa'ra (près Hît) jusqu'au Khâboûr, se divisent en : *Fed'ân* (14.000), 13 clans commandés par Mazwad-ibn-Qeïshîsh *(Khorsa)*, d'une part, et Modjham-ibn-Mohîd, neveu de Hâkim-ibn-Mohîd, de l'autre (installé entre Alep et Zôr) ; et *Sibâ'* (7.000), 3 clans, dirigés par Bashîr-ibn-Morshid, et Bardjas-ibn-Hodeïb (installés vers Sélimié) ;

b) *Angle nord de la Shâmiyé.* Les tribus étaient rattachées, pour les contacts avec la Syrie, au commandement militaire français, dont le centre sur le Khabour était à Hassétché. L'hégémonie des *Shammâr* (15.000) est affaiblie par leur division en deux zones ; celle de Mash'al-ibn-Fâris (région de Zôr), et celle d''Asi-ibn-Farhân (vallée du Tigre).

Le droit coutumier bédouin du désert syrien, *'orf* a été étudié par Ahmad-Nazîf et par Jaussen ; avec ses ordalies (bal'a), son droit de *tabyîdiya*, et ses immunités (*ra'iyat baydâ*, etc.).

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

Industrie. — La seule industrie, en Shâmiyé, est l'élevage du cheval arabe, universellement renommé, des 'Anaza. Les 5 races pures, d'après les travaux spéciaux de Rzewusky, de Pôcler-Muskaw, Rosetti, Hamilton Smith et Upton (1), sont : *Koheïla 'Adjouz* (37 variétés) et ses deux sous-races *Saklâwi-Djedrân* (3 variétés), et *'Abayan* (7), *Habdân* (4), *Hamdânî* (2), *Ma'naqî* (4) et *Djalfân* (2). Il y a 6 autres races de chevaux estimées dans le pays : *Dahmân* (4), *Aboû'Arqab* (2), *Rishoûn* (2), *Rabdân* (3), *Toweïsa* (2) et *Millia* (2).

Voici un type de *pedigree*, cité par Upton : « Saklâwî-Djedrân ibn Nodeïri ; de robe baie ; descend de Dahman aboû'Amr, de Khamsa ; élevé par la tribu *Sibâ'* des 'Anaza ; 17 tammoûz 1875 (ici signature). »

C'est de l'organisation semi-initiatique des *'Oqeïl (Ageyl)*, moitié courtiers en chevaux, moitié caravaniers, que dépend non seulement l'élevage, mais toute la politique en Shamiyé (voir *Nedjd*).

Tourisme. — Châteaux préislamiques et proto-islamiques du *limes* syrien : Bosrâ, Palmyre, Qasr el Heïr, Rosâfa, Raqqa.

Bibliographie. — Alois Musil, *Rwala*, N. Y., 1928.

H. Charles, *Tribus moutonnières du Moyen Euphrate*, Beyrouth, 1937.

Elian Finbert, *La vie du chameau*, Paris, 1938.

Robert Montagne, *La civilisation du désert*, Paris, 1952.

Erwin Gräf, *Das Rechtswesen der heutigen Beduinen*, Walldorf, 1952.

(1) Voir la *Parure des cavaliers*, d'Ibn Hodheïl, trad. fr. L. Mercier, Paris, 1924, pp. 307-351 (App. II).

LIBAN (LOBNÂN)

I. — PEUPLEMENT

Situation, statistique, villes principales.

10.000 km², comprenant :

a) La chaîne littorale du Liban, culminant à 3.097 m ; *b)* L'effondrement central nord-sud, drainé au nord par l'Oronte (*Nahr al 'Asi* qui débouche à Soueïdié) au centre *(Beqâ')* par le Léontès *(Litani)* qui débouche près de Saïda, au sud par le haut Jourdain ; *c)* La chaîne de l'Anti-Liban, contiguë au désert et culminant à 2.750 m. (Hermon) ; *d)* Plus de la moitié du pays est au-dessus de 1.000 m.

Population totale : 1.250.000 (estim. 1949).

Répartition par religions et par provinces (recens. 1943) :

Communautés	Beyrouth	Mont Liban	Liban Nord	Liban Sud	Beka'a	Total
Chrétiens :						
Maronites	15.216	173.528	85.083	27.436	21.292	322.555
Grecs orthodoxes	19.792	22.017	46.723	6.796	12.765	108.093
Grecs catholiques (ou melchites)	5.767	15.246	1.787	16.793	23.411	63.004
Protestants	3.676	2.984	739	1.769	1.095	10.263
Latins	2.136	537	54	176	141	3.044
Arméniens grégor. (ou orthodoxes)	35.658	15.149	1.007	1.674	5.275	58.763
Arméniens catholiques (ou unis)	5.259	3.038	186	270	1.117	9.869
Jacobites (Syriens)	2.016	211	99	22	1.523	3.671
Syriens catholiques (ou unis)	4.003	275	163	9	423	4.873
Chaldéens (catholiques)	955	121		10	222	1.308
Musulmans :						
Sunnites	57.849	19.944	100.582	22.795	29.434	230.604
Chiites duodécimains (ou imâmites)	10.399	18.418	1.011	123.685	50.588	204.101
Druzes	1.883	58.138	34	5.968	6.819	72.842
Israélites	4.938	66	29	497	112	5.567
Divers	426	359	5.157	53	117	6.112
Total	169.967	330.031	242.654	207.953	154.064	1.104.669

Source : Pierre Rondot : *Les Institutions politiques du Liban*, Paris, Institut d'Études de l'Orient contemporain, 1947, p. 32. Les chiffres sont ceux fournis par le *Recueil de statistiques de la Syrie et du Liban*, 1941-1943 et concernant les Libanais « inscrits » au 31-12-1943, présents ou non présents.

Chez les Musulmans, les sh'iîtes *imâmites* (rite *dja'farî* = *motâwila*) sont surtout dans la région de Merdjayoun-Saïda et du Dj. 'Amil, à Kesrawan et Hermil ; il y a 1.300 *'Alaouites* au Dj. 'Akkâr (Kurdes arabisés, *Richvân*) ; quant aux *Druzes* : centres religieux à Ba'âqlîn, sheïkh Hoceïn Hamadé et à Djedeïdé, sheïkh Hoceïn Tâlih ; centres politiques Mokhtâra (famille Djonbolât), et 'Aïn 'Unab (famille Arslân) ; les Druzes sont au Liban (Chouf) dès le XIe siècle ; quelques familles nobles, venues du Maghreb avec les Fâtimites, descendent de la tribu berbère des *Kotama* (*'Abd al Samad, Abou Nakad, Talhouqt, 'Abd al Malik*). Cinquante *khalwah* (oratoires) au Liban.

Les *chrétiens* (en général) s'appellent *masîhî* ; les maronites, *mârûnî* et les grecs melchites, *katlûkî*.

Villes (1949) : Beyrouth (201.400 hab., dont approxim. 110.000 chrétiens et 85.000 musulmans) ; Tripoli (65.000) ; Zahlé (25.000) et Saïda (= *Sidon*, 19.000).

On estime que près de 200.000 Libanais ont émigré, depuis 1900 (Égypte, Afrique occidentale, États-Unis et Amérique latine). Par contre, le Liban a recueilli 100 à 140.000 réfugiés de Palestine (1949), dont 90 % de Musulmans.

Fond de la population (voir *Syrie*). — *Arabisation* (voir *Syrie*) : elle pénétra jusqu'au Liban, où, du XIIIe siècle à 1711, la lutte dura entre les deux clans ; en 1711, l'écrasement du clan *Yémen* ne laissa subsister trace de ses coutumes que dans la banlieue de Beyrouth (Gharb) ; les familles Abî'l Lama', Khâzen, Hamâdé (quoique de tribu *Tanoukh*) sont de clan *Qeis*.

RÉPARTITION ETHNIQUE (1949) : a) *Arabes*, 1.126.000, comprenant : 1.045.000 *Araméens arabisés* (chrétiens et musulmans), 80.000 purs Arabes *(Druzes)* et les 1.300 kurdes arabisés du Dj. 'Akkâr ; b) *Arméniens*, 77.500 ; c) *Hébreux*, 6.700 (en 1948) et d) 36.000 étrangers divers (surtout Européens et Américains).

ISLAMISATION (voir *Syrie*). — *Langues (id.)*. Le *syriaque* était encore vivant au Liban Nord (Beherré, Baz'oûn et Hasroûn) au début du XVIIe siècle ; il y survit dans la toponymie.

Le *français* est langue véhiculaire depuis 1860, avec des réussites de double culture et des écrivains libanais de langue française (aussi réputés que le poète Georges Shehadé, par exemple).

II. — GOUVERNEMENT

Le *Liban*, à majorité chrétienne précaire (52 %), gouverné, depuis le XIIe siècle, par des émirs autonomes, druzes ou musulmans à sympathies chrétiennes, *B. Bohtor, B. Ma'n, B. Shihâb* (1697-1841 ; clans *yazbakî* et *djonbolâtî*), fut gouverné depuis 1860 jusqu'en 1914 par un gouverneur chrétien, vassal de la Porte et agréé des 5 grandes puissances (statut du 9 juin 1861).

Après vingt ans de Mandat français, l'indépendance du Liban est

proclamée à Beyrouth le 26 novembre 1941 ; après signature de l'accord du 27 décembre 1943, tous les pouvoirs de la France mandataire sont transmis au gouvernement libanais et les troupes françaises évacuent le Liban en décembre 1946. Démission de Bechâra El-Khoûrî, président de la République (depuis 1943), après les troubles de septembre 1952 : cabinet Kâmil Chehâb ; nouveau chef de l'État : Camille Chammoun. Loi électorale et Parlement seront modifiés : 33 circonscriptions électorales (au lieu de 10) ; vote obligatoire (même les *femmes*, si « littéracées ») Sénat de 22 membres, Chambre de 44 députés (au lieu de 77) : 23 chrétiens 20 Musulmans et 1 pour les autres minorités (loi de 1952). — Traits politiques principaux : structure féodale ; équilibre religieux menacé (75 à 80.000 réfugiés arabes de Palestine, presque tous Musulmans) ; relations instables avec la Syrie. — Partis politiques nombreux : *Parti populaire syrien* (union avec la Syrie) ; *Bloc national* (maronite, hostile à l'union avec la Syrie) ; *Phalanges* (partisans d'un « petit » Liban chrétien) ; *Parti socialiste progressiste* de Kemal Djumblatt.

Les *shî'ites*, considérés comme moins instruits, ne jouent qu'un rôle modeste (cependant, le ministre du Liban à Téhéran, en 1952, est un shî'ite très cultivé, à double culture arabe et française) ; ils s'en plaignent et se tournent vers l'Irâq (pays à majorité shî'ite).

III. — ADMINISTRATION

La République libanaise comprend (1950) 5 provinces : Beyrouth, Mont-Liban, Liban-Nord, Liban-Sud et Beqâ'.

ADMINISTRATION CULTUELLE. — Les affaires cultuelles des communautés sunnites et shî'ites relèvent directement de la présidence du Conseil, par l'intermédiaire du grand mufti sunnite de Beirout. Les *waqf* publics musulmans, les édifices religieux, sont gérés par l'administration des *waqf* (depuis 1921). Les *waqf* privés sont contrôlés par elle et limités par la loi du 10 mars 1947. Chez les chrétiens, les druzes et les israélites, les édifices et leurs biens sont administrés souverainement par les chefs religieux des communautés.

LES PÈLERINAGES. — Pèlerinage local d'Awzâ'î, au sud de Beyrouth.

LES CONGRÉGATIONS. — De bonne heure, des ascètes musulmans s'isolèrent au Liban. Congrégation des *Shâdhiliya* à Tripoli et Beyrouth, en décadence. Influence de la franc-maçonnerie européenne sur une élite musulmane importante du littoral.

JUSTICE. — Codes ottomans (modifiés). — Cour de Cassation à Beyrouth ; une cour d'appel ; 11 tribunaux de première instance ; 13 justices de paix.

ENSEIGNEMENT (1951). — 977 écoles primaires officielles, avec 83.250 élèves et 30 écoles techniques (2.400 élèves) ; 601 écoles privées (85.000 élèves) et 149 écoles étrangères (41.400 élèves). Au total,

212.000 enfants scolarisés, c'est-à-dire à peu près la totalité de l'effectif scolarisable, et presque autant (214.000) que l'effectif scolaire complet de la Syrie et du Liban sous le Mandat français (en 1933). Les shî'ites seraient les plus illettrés (83 % en 1935). A Beyrouth : Université Saint-Joseph (f. 1875), 1.400 étudiants; Université américaine, 2.700 ét.; Académie libanaise, 300 ét.

PRESSE. — a) *Arabe : Beirût* (sunnite) ; *Sadâ Lobnân* (Parti pop. syrien) ; *Nidâ* (pan-arabe) ; *Beirût-Masâ ; Al-'Amal* (phalanges chrétiennes) ; *Al-Djarîda ; Al-Bayraq* (chrétien) ; *Al-Hayat* (shî'ite) ; *Al-Hadaf (id.) ; Al-Diyât ; Al-Nahâr* (grec orth.) ; *Al-Yôm ; Al-Sharq ; Saw Al-Ahrâr ; Al-Rawâd ;* b) *française : L'Orient, Le Jour, Le Soir, Combat, Action* (phalanges).

ARMÉE. — 5.000 hommes ; gendarmerie (2.500) et police (800).

BUDGET (1951) : 89.450.000 £ libanaises. Recettes (85 %) : impôts indirects ; douanes ; dépenses : Travaux publics ; défense nationale ; intérieur ; instruction publique (près de 12 %).

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

Travail (enquête de 1928, voir *Syrie*). En 1948, le salaire journalier d'un manœuvre est de 3 à 4 £ libanaises. Niveau de vie : revenu moyen par tête et par an (1949) : 125 $. Syndicats (1951) : groupe (leader : *Mustafa 'Arîs*) de 15 syndicats (4.000 membres en tout), rattachés au W. F. T. U. (pro-soviétique) ; *Ligue des Travailleurs du Liban* (20 syndicats, avec 4.000 membres) : port de Beyrouth, raffinerie de Tripoli... ; rattachée au I. C. F. T. U. (influence américaine) ; *Syndicats indépendants :* 4.500 membres (dont des *femmes*), avec Anton Baroûki ; tabacs ; banques ; commerce ; cheminots ; *syndicat des électriciens* (Ref. *Middle East Journal*, VI, 1, 1951). Chômage évalué à 50.000 ouvriers (janvier 1953).

L'AGRICULTURE. — 22 % de terres cultivées ; 74.000 ha. boisés. Céréales (rendements : 7 pour le blé et 13 pour l'orge, en 1948), légumes et fruits.

L'INDUSTRIE. — Gisements miniers faibles (non exploitables). Filatures ; huileries ; savonneries ; manufactures de cigarettes et d'allumettes ; ciment (260.000 t. en 1950). — Tripoli est le débouché du pipe-line de l'I. P. C. ; Saïda (Sidon), celui du Tapline. Raffinerie de Tripoli (capacité, 500.000 t. de brut en 1950), suffisante pour la consommation intérieure du Liban.

COMMERCE. — C'est la base de la propriété du Liban (taxes douanières). Le port de Beyrouth est le marché du Levant. *Union douanière* avec la Syrie (1943-1950), sous le contrôle d'un « Conseil des Intérêts communs » (créé en 1920) ; supprimée par la Syrie en mars 1950 ; rétablie en février 1952. La proportion des *importations* (à égalité) et celle des *exportations* (3/4 pour la Syrie), le barème de répartition des recettes douanières (56 % Syrie et 44 % Liban) sont tenus pour injustes par le Liban, tandis que la Syrie demande (février 1953) l'*union économique totale*.

COMMUNICATIONS. — Ports : Beyrouth (1.300 navires de 2.500.000 t., en 1950) ; Tripoli (pétroliers). — Aviation : aérodrome international de Khaldé ; 2 lignes nationales libanaises : Middle East Airlines et Air-Liban. — 400 km. de routes excellentes (transports routiers Nairn vers Damas et Bagdad). — Chemins de fer (en déficit, en raison de la concurrence routière) : 750 km. (en partie en territoire syrien).

POIDS, MONNAIES. — Système métrique : Livre libanaise ; cours officiel : 6,13 £ lib. = 1 £ sterling ; cours au « marché libre » (légal depuis nov. 1948) : 9 £ lib. = 1 £ sterl. (1951). Banque de Syrie et du Liban (émettrice pour vingt-cinq ans à c. 1937).

ARCHÉOLOGIE ET TOURISME. — Ruines antiques de Ba'labakk, Byblos, Sidon.

Ruines médiévales de Tortose, Karak (Crac des Chevaliers) ; Châtel-blanc (Safita), Saône (Sahyoun), Margat (Markab), Beaufort ; et du Toron (Tibnin).

Service des Antiquités (Beyrouth).

Stations d'estivage au Liban ('Aley, 'Aïn Sofar, 1.400 m., Ehden et les cèdres, 1.800 m.).

BIBLIOGRAPHIE. — Fouad Saadé, *L'agriculture, richesse nationale*, Beyrouth, 1942 ; — S. B. Himadeh.

J. Hans, *Homo œconomicus islamicus*, Klagenfurt, 1952.

A. Bonné, *Land and population in the M. E.*, W., 1951.

E. Jäckh, *Background of the M. E.*, Ithaca, 1951.

Congrès islamo-chrétien de Bhamdun (22/27-4-54 : voir publ. des *Friends of the Middle East*, Verndon, U. S. A.).

JORDANIE HACHÉMITE (AL-ORDONN)

I. — PEUPLEMENT

Glacis ouest du désert arabe, entre 29° 33′ lat. nord et 35° 40′ long. est, à l'est du synclinal Akaba-Mer Morte-Jourdain ; limitée par Israël, la Syrie, l'Iraq et l'Arabie Sa'oudite (à qui elle conteste l'Ouadi Sirhân et le Djôf, et qui lui conteste Akaba et Maan).

Environ 80.000 km² et 1.250.000 hab. (estim. 1952) : 1) Ancienne Transjordanie (400.000) : *a)* Arabes musulmans, 340.000, la plupart nomades (du nord au sud : *Beni Hasan* (16.000), *Beni Sakhr*, *'Awdân* de Hesbân et Arabes du Ghôr, *Tarâwîna* et *Homeïda* de Kerak et Shôbak, *'Awârân* de Tafîla) ; *b)* Chrétiens arabes de Salt et Madaba, 40.000 (1946): 20.000 Grecs orthodoxes ; 6.600 latins ; 5.300 Grecs catholiques ; 2.000 protestants ; 1.000 Arméniens grégoriens ; *c)* Colons circassiens shî'ites de Soweïlé et 'Amman (et quelques Turkmènes sunnites) : 20.000 ; *d)* Colons persans béhais d''Adasiyé ; 2) Palestine orientale annexée (1950) : 400.000, dont 50.000 chrétiens ; 3) Réfugiés arabes d'Israël (depuis 1948) : 467.000 (dans des camps ; 70.000 dans la poche d'Hébron), dont 30.000 chrétiens.

Les rites dominants chez les Musulmans sunnites de Palestine orientale sont : *Shâfi'ites* (majorité) ; *hanbalites* (Naplouse) et *hanéfites* (Jérusalem, Hébron).

Villes : 'Ammân (la capitale), 170.000 hab. (1950 ; chiffre exagéré alors, mais rejoint en 1954) ; Jérusalem *(El-Qods)*, partie arabe seulement (65.000, est. 1947) ; Naplouse (*Nâbulus*, 25.000 hab. en 1949) ; Hébron (*Habrûn, Khalîl-Allâh*, 26.000 en 1949).

II. — GOUVERNEMENT

(Voir *Annuaire* 1929, p. 442). — La *Transjordanie* est reconnue (1946), comme un État souverain indépendant par la Grande-Bretagne, avec laquelle elle signe, pour vingt ans, le traité d''Ammân (15 mars 1948) — mais révisable au bout de quinze ans. L'émir 'Abdallâh devient roi (1946) et la Transjordanie s'appelle, désormais (pratiquement depuis 1949) : « Royaume hachémite de Jordanie ». — La partie de la Palestine orientale occupée au moment de l'armistice avec Israël (3 avril 1949) est incorporée dans la Jordanie depuis le 24 avril 1950. Traité d'alliance

avec l'Irâq (1947). Campagne pour la « grande Syrie » (depuis 1943) ; Iraq et Jordanie (seuls) ont refusé de signer le Traité de Défense et de Coopération économique de la Ligue arabe (avril 1950). Parlement de 40 députés : 20 Jordaniens et 20 Palestiniens ; sénat de 20 membres (nommés par le roi). Élections en 1951. Constitution du 7 novembre 1951 (responsabilité du Cabinet devant le Parlement). Depuis mai 1953 (Cabinet Molki succédant au gouvernement d'Abu-l-Hoda), 5 ministères sur 10 (dont les Affaires étrangères) sont tenus par des Palestiniens.

Souverain régnant (mai 1953) : l'Amir Hosseïn (né 1936), petit-fils du roi 'Abdallah (assassiné à Jérusalem le 20 juillet 1951) et fils du roi Talal (qui abdiqua en juillet 1952). — Le problème des *réfugiés* arabes palestiniens pèse sur la vie de la Jordanie : tous ne sont pas rationnaires de l'Unwra (40 % seulement dans les villages de la poche d'Hébron) ; ils aspirent, non pas à la *nationalisation*, mais au *rapatriement*.

III. — ADMINISTRATION

La Jordanie comprend, outre la *Zone du Désert*, 8 districts : 'Adjloûn, 'Ammân, Belqa', Karak et Ma'ân (ancienne Transjordanie) ; Nâblus, Jérusalem *(El-Qods)* et Hébron (Palestine annexée).

ADMINISTRATION CULTUELLE. — En Jordanie proprement dite (districts palestiniens exclus), administration générale des *Waqf* (rattachée directement à la présidence du Conseil (loi n° 25 du 2 déc. 1946). Une loi jordanienne du 29 mars 1952, a déclaré *waqf* le tronçon jordanien du chemin de fer du Hijâz (*id.*, à la même date, pour le tronçon syrien, par une loi syrienne) : à cause des pèlerins.

Les waqf des Lieux saints cisjordaniens (Palestine arabe annexée), gérés jusqu'en 1951 par des contrôleurs soumis au *Conseil suprême islamique* (présidé de 1921 à 1948 par le célèbre mufti Hajj Emin Husayni, chef du gouvernement provisoire palestinien depuis 1948, réfugié au Caire), sont rattachés depuis la suppression du C. S. I. (févr. 1951) au Grand Cadi, à 'Ammân. Ils comprennent principalement les deux *Harâm* de Jérusalem et Hébron et Nabî Mousa (cf. infra : *Annexe I*).

JUSTICE. — Tribunaux de *sharî'a* seuls compétents en matière de statut personnel des Musulmans et de constitution de *waqf*. — Tribunaux civils pour les matières de statut personnel entre Musulmans et non-Musulmans (Constitution de 1946, art. 61). — Il y a un « Grand Cadi » à 'Ammân.

ENSEIGNEMENT. — En 1950 : 328 écoles officielles, avec 1.500 maîtres et 56.500 élèves. Budget de l'Éducation nationale pour 1950-51 : 200.000 £.

PRESSE. — *Al-Nahda* (tire à 2.000 ex.) et *Al-Ordonn* (chrétien grec orthodoxe ; officieux ; tire à 3.000 ex. ; le plus ancien journal de Jordanie); *Filastin* (tire à 2.000) ; *Al-Difâ'* (5.000), nationaliste palestinien ; *Al-*

Missaq (1.500) ; *Al-Nisr* ; *Al-Gezira* ; *Al-Qalam al-Gedid* ; les journaux des réfugiés de Naplouse *(Al-Sarîh, Al-Nazar, Sût al-Lâjiyîn)* se sont transformés.

Armée. — « Légion arabe » (Contrôle du Désert compris) : 14.000 hommes (1949), commandés par le général Glubb (dit *Bu-Haneyka*, « L'homme à-la-mâchoire-cassée ») et subventionnée par l'Angleterre. Unités de la R. A. F. à ʿAmmân et Mafraq (traité de 1948).

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

A l'ouest du chemin de fer du Hedjâz (l'est est désertique), ressources agricoles et pastorales. Phosphates ; peut-être pétrole (tout le territoire est couvert par une concession à l'I. P. C., 1947). Potasse de la mer Morte.

1.000 km. de routes. La voie ferrée du Hedjâz ne fonctionne qu'au nord de Maʿân (332 km.).

Deux petites lignes aériennes jordaniennes.

Commerce extérieur (1949) : *importations*, 49 millions de $; *exportations*, 13 millions de $.

Finances : Dinar de Jordanie (= 1 £), depuis 1950. Budget ordinaire équilibré à 2.300.000 £ (1949-50) ; dépenses pour les réfugiés (estim.), 200.000 £ ; budget séparé pour la Palestine annexée (1949-50) : 1.100.000 £ (estim.) ; subvention britannique à la Légion arabe : 2.500.000 £ à 3 millions de £. Par suite, sur un budget total d'environ 6 millions de £, la contribution de la Grande-Bretagne dépasse 40 %.

Tourisme et archéologie. — La Palestine orientale (et surtout Jérusalem) est une terre de pèlerinages chrétiens et musulmans, d'importance mondiale (41.070 touristes par an en 1908, malgré les restrictions imposées).

Monuments musulmans : les 2 « mosquées d'Omar » *(Sakhra, Aqçâ)*, remparts et portes de Jérusalem ; *médresés* des Mamelouks au Haram de Jérusalem (1354-1480) ; VII Dormants à Raqîm.

En Jordanie : forts néolithiques de l'Ouadi Sirhân (cap. Rees), ruines antiques de Djérach, Pétra (Ouadi Moûsa) et Madaba, châteaux omeyyades de Mshatta et Qoceïr ʿAmrâ, castel de Renaud de Châtillon à Kerak d'Oultre Jourdain. Grottes esséniennes près de la mer Morte où des documents bibliques viennent d'être découverts par l'École biblique française (le gouvernement jordanien les a « nationalisés »). Pays de *Moab*, petit-fils de Lot et ancêtre de Ruth, patronne des « gerim ».

Bibliographie. — Louis Massignon, Documents sur certains waqfs *(Tamîmî, Madyanî)* des Lieux saints de l'Islam (*R. E. I.*, 1951).

ʿAli Nassouh Taher, *Shajarat al-zaytûn*, Amman, 1947.

Malek Abdallah, *Mudhakkarât*, 1947, 375 p. (liste complète des ministères depuis 1921).

Ludwig Clauss, *Umgang mit Arabern des Osten*, Nürnberg, 1949.

ISRAËL

(Minorité musulmane)

Situation, superficie. — L'État indépendant d'Israël a 20.850 km², dans ses frontières de l'armistice de 1949, c'est-à-dire avec la Galilée et le Neguev, mais sans la Palestine orientale (voir Jordanie) ni la bande de Gaza (voir Égypte).

Population (1951). — Une Commission d'Armistice (Gl de Ridder ; Bennike ; Burns) contrôle les incidents de frontière (fréquents à Latroun, Qalqilya et au Scopus) ; 1.364.000 Juifs (dont quelques judéo-chrétiens, néo-ébionites) ; minorités musulmane (120.000) et druze (15.000, quelques-uns judaïsés, et à Shefa ʿAmr, près du Carmel) ; 36.000 chrétiens. Quelques béhaïs à ʿAkka. Les *Musulmans* sont passés de 557.000 (1929) à 1.217.000 (1947), répartis (au Partage de nov. 1917) entre la zone juive (375.000), la zone arabe (775.000) et la zone neutre de Jérusalem (65.000). L'immense majorité est aujourd'hui « réfugiée » dans les États arabes voisins (voir Annexe nº 2). Restent : 127.000 (1952). Les *chrétiens* sont passés de 78.000, dont 50.000 en Galilée (1929) à 140.000 (1947), partagés ensuite entre Z. juive (30.000), Z. arabe (70.000) et Jérusalem (40.000). Aujourd'hui (1952), 80.000 sont en Jordanie (Palestine arabe) et 32.000 réfugiés ailleurs (surtout en Syrie et au Liban). Les chrétiens de Palestine sont à 75 % de rite byzantin (50 % Grecs orthodoxes et 25 % Grecs catholiques). Restent : 38.000 (1952). De 1948 à 1952, 42.000 réfugiés arabes ont été autorisés à rentrer en Israël.

Il est à noter que plus d'un tiers des Juifs citoyens israëlis (500.000) a été rapatrié des divers pays *musulmans* (et même d'Éthiopie : les Falasha). Certains propagandistes extrémistes voudraient rapatrier aussi tous les Juifs de Russie ; sans réfléchir au danger antisémite qu'on fait ainsi courir aux Juifs devenus citoyens en Occident. Déjà, l'Égypte musulmane travaille à retenir chez elle ses *Séfardim* et ses *Caraïtes* (qui ont une revue en arabe, au Caire).

Les anciennes *races* (chananéenne, hébraïque, philistine) aramaïsées ne sont plus représentées que par quelques éléments *juifs* et *chrétiens*. La Palestine était, de beaucoup, la partie la plus arabisée de la Syrie.

L'arabisation commença (après un premier échec à Mouta, près de Kérak) autour des deux camps, ou *djond*, syriens d'*Ordonn* (à Tibériade) et *Filastin* (à Lydda, puis Ramlé), aussitôt après l'entrée du calife 'Omar à Jérusalem (636). Les garnisons, provenant d'abord des tribus *yéménites* et *rabî'ides*, passèrent ensuite aux *modarides* Qeïs, venus du nord-nord-est. Une haine de clan, encore vivace, divisa les villages, une fois arabisés, entre le clan « Qeïs » à turban rouge, et le clan « Yémen » à turban blanc (refoulé vers la mer) ; encore en l'an 1918, les arabophones, de Jérusalem, Bethléem et Abougosch se disaient « Yémen », et ceux d'Hébron, Beïtsahour, Naplouse et Transjordane « Qeïs » (simulacre d'enlèvement, en cas d'intermariage).

L'islamisation s'est effectuée aux IXe-Xe siècles assez pacifiquement, sauf en Galilée et à Naplouse. La communauté des lieux de pèlerinage a amené des rapprochements entre chrétiens et musulmans (ils chômaient les fêtes chrétiennes au Xe siècle ; les Croisés n'ont pas inquiété les paysans musulmans durant leur occupation du pays : cf. *Assises* de Jérusalem, t. II, ch. 37, 60, 241-43 ; chartes royales de 1155, 1160, 1178).

LANGUES. — *L'arabe* a conquis de bonne heure la primauté sur le *grec* et le *syro-palestinien* (entre 750 et 1200, dans la liturgie des chrétiens indigènes). Les Israélites eux-mêmes avaient adopté (au début) l'arabe (écrit en caractères hébraïques) comme instrument d'échanges non seulement commerciaux, mais intellectuels.

La solidarité islamo-chrétienne en Palestine s'était formée avec le nationalisme arabe : linguistique (*Nahda*, entre 1840 et 1958) et politique (anti-sioniste, dès 1905, et surtout depuis 1917) ; elle a joué à plein pour l'exil devant Israël, puisque 44 % des chrétiens sont partis, contre 60 % des Musulmans.

SITUATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE de la minorité musulmane dans l'État sioniste d'Israël. — En théorie, les Arabes restés (ou rentrés) en Israël jouissent de leurs droits de citoyens ; l'arabe est aussi langue officielle ; ils ont (élection de 1951) au Parlement *(Knesset)*, 5 députés : 3 « Démocrates arabes » et 1 représentant de chacun des « Partis arabes » : « Progrès et travail » et « Fermiers et développement ». La justice du *shra'* et les cadis sont maintenus, pour le statut personnel. En principe, les biens *waqf* sont administrés par le séquestre des absents. Le Parti communiste israélien a des adhérents arabes et un organe en arabe : *Al-Ittihâd*, de Haïfa.

En réalité, les « citoyens » musulmans ne sont pas encore traités sur un pied d'égalité. C'est ainsi que la « Loi d'expropriation » (du 10 mars 1953) consacre (moyennant indemnité pécuniaire) la confiscation (déjà exécutée) à 21.450 villageois galiléens (le 1/6 de la minorité musulmane totale), de près de 200.000 *dunam* (1 *dunam* = 1.000 m²) sur leurs 283.000 *dunam* de terres, pour les remettre aux *Kibbuts* voisins. Elias N. Koussa, avocat à Haïfa (orth.) lutte contre ces abus.

BIBLIOGRAPHIE. — Alfred Bonné, *The economic development of the Middle East*, Jérusalem, 1944.

Gerald de Gaury, *The new state of Israel*, London, 1952.

Israel Yearbook, 5712 (= 1952).

D. B. Aaronson, *Statistical Hdbk of Middle Eastern countries*, Jérusalem, 1944.

L. Massignon, Nazareth et nous, Nazaréens, Nasârâ (*Vie franciscaine*, oct. 1948).

L. A. Mayer, J. J. Pinkerfeld, *Some principal muslim religious buildings in Israel*, 1950.

L. Gillet, bulletin polycopié, *Pour Jérusalem*, 52 Ladbroke Grove, London WC 11 (mensuel depuis 1952).

ANNEXE I : L'ISLAM ET LES LIEUX SAINTS INTERNATIONAUX PALESTINIENS

L'Islam est la seule des trois religions monothéistes abrahamiques, qui ait essayé d'élaborer une sorte de droit international lui permettant de recevoir à égalité en pays musulman, comme hôtes, comme *ahl al-dhimma*, soit comme résidents, soit comme pèlerins, les membres des deux monothéismes antérieurs, chrétiens et juifs. Leur assurant la protection, au nom du prophète ; les chartes des Waqfs chrétiens et juifs ainsi sauvegardés en Palestine, sont nombreuses. Parce que l'Islam sait encore que la Terre sainte, c'est la Terre « promise » à Abraham, parce qu'il y a été l'hôte étranger (Gèr, Dayf), l'ami de Dieu (Khalîl Allâh), qui y a pratiqué héroïquement la philoxénie, le droit d'asile (iqrâ, dakhâla), qui est resté le signe distinctif du musulman (et de son origine arabe).

Depuis mille trois cents ans, l'Islam a canoniquement respecté les pèlerinages chrétiens de Palestine, avec leurs hôtelleries et monastères, et colonies ; et aussi les pèlerins et colons juifs (leur laissant accès à quelques lieux vénérés comme le Mur des Lamentations ; et les intermèdes sanglants dus à des fanatiques ignorants étaient généralement réprimés assez vite. Le mufti d'Alger, el-'Assimi, a rappelé qu'aucune des deux autres religions abrahamiques n'est arrivée, sous prétexte de « croisade », ou sous prétexte de « foyer national » à exclure définitivement de Terre sainte les deux autres. C'est le lieu prédestiné de la réconciliation mondiale, comme l'avaient pensé les Musulmans ismaéliens, ces précurseurs des Templiers, et après eux, les franc-maçons partisans de la légende de Jacques Molay ou de Hiram, reflets en cela de l'Islam.

Durant les siècles de domination musulmane sur la Palestine, il y a eu une série d'accords interconfessionnels concernant les Lieux Saints : *entre le califat ottoman et des puissances chrétiennes* (France, Russie : firmans dits du *statu quo*, 1852-53), comme antérieurement entre les

Mamelouks d'Égypte (légitimés par leurs califes abbassides) et leurs prédécesseurs et des « nations » chrétiennes, melkite, nestorienne, jacobite, d'abord, puis morcelées territorialement (Nubiens, puis Abyssins ; Géorgiens, puis Arméniens ; Latins franciscains) ; *entre ces puissances chrétiennes et le Saint-Siège* (prérogative française 1742-1924) ; *entre les patriarcats orthodoxes* (pour faire cesser la querelle entre hellénophones et arabophones) (cf. *Annuaire* de 1929, p. 449).

Durant le mandat britannique sur la Palestine (1922-1948), la puissance mandataire n'organisa pas la Commission internationale prévue (art. 13-14 du mandat) pour les Lieux Saints chrétiens et, quant aux Waqfs musulmans, elle ne soutint pas, contre les empiètements sionistes du Keren Kayemeth, le Conseil suprême islamique chargé de les défendre (sauf décret de 1931, Mur des Lamentations).

Si bien que, depuis le partage de 1947-1948, les Lieux Saints musulmans, sis presque tous en zone jordanienne, sont privés de leurs revenus agricoles, sis en Israël, et séquestrés, pour être par priorité, dévolus aux kibbutzim.

Laissée à elle-même, la population arabe, organisée en bloc islamo-chrétien, essaya de défendre d'abord les Waqfs chrétiens (Nazareth, Bethléhem, Jérusalem), avec les Waqfs musulmans de Jérusalem et d'Hébron (abandonnant les autres). La répression sauvage de 1936 montra surtout pour Nazareth, la pression sioniste sur la puissance mandataire (destruction de Jenin, Naïm, etc.), qui abandonnera les Waqfs grecs de Katamoun en 1947. L'abandon de la Galilée par le médiateur Bernadotte provoqua la chute de Nazareth (17-7-48), défendue par des volontaires syriens et même pakistaniens musulmans, et ne sauva pas Bernadotte de l'assassinat (17-9-48 : remplacé par R. Bunche). Nazareth, qui refusa, le Qur'ân y fait allusion, l'hospitalité au Christ (Q. 18, 76), resta juive (famille sacerdotale des Happissès ; radiation de Marie aux Megilloth) jusqu'à Constantin, ne le redevint qu'un instant (Yéménites) en 1263, pour la destruction de l'église par Beïbars ; musulmans et chrétiens y vécurent ensemble ensuite, s'insurgèrent en 1936, contre l'établissement d'une colonie juive voisine ; l'État d'Israël en l'annexant (1948), s'est engagée à n'y placer comme juifs que des « cicerones » ; mais cette enclave islamo-chrétienne, pour survivre, doit faire alliance avec le parti communiste juif ; dans une « anguish » collective que Judah Magnes comprenait (1-9-48).

L'O. N. U. qui n'avait pu imposer sa décision (29-11-47) d'internationaliser Jérusalem, la laissa couper en deux par la ligne de front (1949). Du moins, les deux Harâm musulmans, Jérusalem et Hébron, 3e et 4e pèlerinages de l'Islam (taqdisa, takhallul), restaient du côté jordanien. Mais les autres pays arabes comprirent que pour les sauver, il fallait se rallier à l'initiative pontificale d'internationalisation (24 oct. 1948), et ils obtinrent (avec l'U. R. S. S. qui se déjugea) la majorité des 2/3

(38 voix) qui vota, à l'O. N. U., le 9 déc. 1949, l'*internationalisation (tadwîl) des Lieux Saints*, où la France, à la demande du mufti d'Alger el-Assimi (*Monde*, 31-10-48) avait fait explicitement viser les Waqfs musulmans à côté des Waqfs chrétiens. On sait que cette décision souveraine, bafouée par la collusion jordano-israélienne, avec la complicité anglo-américaine, est restée lettre morte (cf. Commission de Conciliation). Et des essais plus modestes d'adoption (tabannî), de Bethléhem, par exemple, proposée à la France par un maire jordanien grec orthodoxe, n'ont pu aboutir. A la suite d'une mission algérienne, du cheikh el-Okbi, et du cadi Ben Houra (1950), la France a du moins décidé les trois gouvernements nord-africains à organiser matériellement la défense du Waqf Abu Madyan, qui commande la porte de la mosquée el-Aqçâ (1953), et dont les principaux revenus agricoles, sis à Aïn Karem (village de réfugiés andalous, en zone israélie), sont actuellement séquestrés.

Le rudiment de statut international musulman qui protégeait les Lieux Saints sous l'empire ottoman n'ayant pas été préservé par le mandat britannique, les Waqfs musulmans sont actuellement menacés de disparition par l'avance israëlie, en même temps que les Waqfs chrétiens. Il sied d'ailleurs, de ne pas s'effrayer des perspectives de l'heure ; comme la question romaine et la question des détroits (Istanbul), la question diplomatique des Lieux Saints est un problème perdurable d'équilibre international, qu'aucune autarcie raciste ne peut trancher.

Aucun musulman croyant ne peut accepter de renoncer à Hébron, ni surtout à Jérusalem, 3e Harâm de l'Islam (après La Mekke et Médine, avant Hébron) ; Jérusalem, al-Quds, est le point d'intersection et de greffe de l'Islam, né au désert arabe, dans l'humanité internationale, Elle est le point d'impact et la preuve d'authenticité du désir de Dieu. du Dieu d'Abraham, qui poussa Mohammed, dans son extase nocturne du Mi'râj, vers ce « temple » inaccessible, qui se trouvait alors être, dans sa pensée le Mihrâb de Zacharie (il était effectivement l'église byzantine de la Présentation ND.), qui devint la Mosquée el-Aqçâ (et la Qubbat el-Silsila, chère aux Druzes), puis le temple des Templiers (cher à la maçonnerie) pendant les croisades ; et qui doit devenir la suprême Qibla de l'Islam, remplaçant La Mekke (Ka'ba) à la Fin des Temps. L'Islam ne peut, sans renier le prophète, rétrocéder l'Aqçâ à la chrétienté, ni à Israël.

De même, la chrétienté, à qui Omar a laissé le *Saint-Sépulcre* (se bornant à le faire garder héréditairement par la famille Nasîbi), ne peut le céder, même en simple garde, à Israël, car pour Israël, Jésus est un Messie qui n'a pas su le sauver, et sa Mère est suspecte ; tandis que pour l'Islam, Jésus et Marie sont deux prophètes, saints et immaculés ; et la mosquée de l'*Ascension* reste commune, cédée trois jours par an aux Franciscains.

De même, la chrétienté ne peut se faire restituer le *Cénacle*, ni par

l'Islam, ni par Israël (qui l'a pris en 1948 pour le psautier, le 9 Ab), car tous deux y vénèrent la Tombe de David.

Enfin, Israël peut difficilement se faire rendre la *Sakhra*, le Rocher du Sacrifice Pascal ; car l'Islam, qui le détient, y a remplacé ce sacrifice figuratif annuel, transféré (par son fondateur) à Arafât et Mina (Hijâz), par la Prière du Vendredi, sous une coupole où les inscriptions arabes célèbrent Jésus comme Messie d'Israël ; et la chrétienté ne peut oublier, elle, que la Dernière Cène de Jésus a *réalisé* la Pâque juive pour toujours.

En revanche, le Mur des Lamentations peut et doit être visité à nouveau le 9 Ab ; Hébron, Mambré et Beni Naïm (Nbi Lût = S. Lot : *rukn shadîd* de Cor. XI, 82) pourraient être vénérés par les trois religions à égalité.

ANNEXE II : LES RÉFUGIÉS ARABES DE PALESTINE

Après la liquidation de l'empire ottoman (1923), les replis hitlériens, l'expulsion stalinienne des Volksdeutsche, et le partage de l'Inde, la guerre de Palestine a consacré, devant l'O. N. U., le principe de la westphalisation (1648), lointain héritier lui-même du principe raciste « assyrien » du transfert massif des populations d'humeur « incompatible », au mépris du droit international.

Comme l'a écrit Judah Magnes, 1er président de l'Université hébraïque de Jérusalem, fondateur du parti « Ihud » (New York, 21-8-48) : « The Arab refugees who fled from Israel should be permitted to return to their homes without delay. Refugees should never be used as political pawns. It is deplorable, indeeed, incredible, after what has happened to the Jews of Europe, that an Arab Displaced Persons problem should be created in the Holy Land. »

Israël, l'éternel proscrit, qui venait d'être décimé par les massacres hitlériens, et aspirait à se regrouper dans le « national home » à lui reconnu depuis 1917, adoptait le colonialisme, et décidait de faire fuir, en les terrorisant par des attentats méthodiques (*Deïr Yâsin*, le 8-4-48 : cf. Jacques de Reynier, délégué de la Croix-Rouge, *ap.* « A Jérusalem, un drapeau », Neuchâtel, 1950, 69-78), les laboureurs arabes musulmans et chrétiens, pour loger ses propres immigrants et réfugiés. Absurdité politique qui a retardé la réconciliation entre Arabes et Juifs rêvée par Judah Magnes, par Martin Buber et tant d'autres nobles Sionistes spirituels, sous forme confédérale.

Après cinq ans, il y a plus de 800.000 réfugiés arabes expatriés (Israël n'en a réaccepté que 42.000 sur les 300.000 que les U. S. A. lui recommandaient de reprendre, pour hâter la paix en Orient), car le nombre des rationnaires de l'U. N. I. C. E. F. (dirigé par M. John Blandford, l'organisateur du Tennessee) est de 880.000 (1952 : 10 % de resquilles et primes). Le plan triennal de secours international absorbe 250 millions de $, pour

distribuer 11 t. de nourriture par mois ; chaque réfugié coûte 31 $ par an (4 nations : U. S. A., Grande-Bretagne, France, Turquie : centre à Beyrouth). Accord financier arabo-israélien dédommageant les expropriés (fin 1954).

Sur ces 800.000 réfugiés, il n'y a que 62.000 chrétiens. Ils sont répartis par camps : en Jordanie (457.000), à Gaza (Égypte : 200.000), au Liban (100 à 140.000), en Syrie (75 à 84.000), en Iraq (4.000 seulement, malgré son programme quinquennal agraire).

L'U. R. S. S. a voté à l'O. N. U. pour l'internationalisation des Lieux Saints parce que *slave* : les Russes sont plus près de la Terre Sainte que les Américains (*Le Monde*, 2-XI-49).

Israël se rend de plus en plus compte de l'erreur qu'il a commise en laissant « pourrir » ce problème des réfugiés ; Magnes le disait : il fallait à tout prix les rapatrier (au Negueb, par ex.), c'est la condition de la vraie paix en Orient. Le déracinement de ces Musulmans ne peut que les précipiter vers le communisme (exactement comme la « latinisation » des chrétiens de rites orientaux en fait des transfuges) ; altérant profondément les éléments de leur tradition religieuse susceptibles de les réconcilier, tant avec Israël qu'avec l'Occident chrétien. Israël pense à utiliser l'indemnité allemande pour les « personnes déplacées » arabes.

BIBLIOGRAPHIE. — (Arab Refugees) Central Coordinating Committee (29 organizations federated), Beirut.

Arab Refugee Appeal (Committee), 5, Southampton Place, London WC. 1.

Rapport de la mission d'information (envoyée par les évêques de France en Terre sainte), 4-27 août 1952.

Aubrey Eban, Le problème des réfugiés arabes de Palestine (ap. *L'amandier fleuri*, Paris, Durlacher, nº 9, avril 1951, p. 66 sq. ; suivi de remarques de L. Massignon).

Réfugiés européens et migrations internationales, *Secours catholique*, Sainte-Odile, 11-15 juin 1951, p. 47-79.

L. Massignon, Le problème des réfugiés et son incidence sur le Proche-Orient (ap. *Politique étrangère*, nº 3, juin 1949).

Id., Documents sur certains Waqfs des Lieux saints de l'Islam (ap. *Revue des Études islamiques*, cahier de 1951, p. 73-120).

Revue (hébréo-anglaise), *NER* (organe de l'Ihud, dir. Martin Buber, Jérusalem, numéro du 8 avril 1953 : sur The Land-requisition Law, numéro de juin 1953 : We accuse.

Le problème des réfugiés et personnes déplacées, ap. *La documentation française* (Prés. du Cons.), Paris, nº 1209, 2 oct. 1949, p. 21.

René Ristelhueber, *Au secours des réfugiés* (étude sur l'O. I. R.), Paris, 1951, p. 41.

Fr. Berge, *Personnes déplacées* (coll. « Chemins du Monde »), Paris, 1948.

Fr. Nourissier, *L'homme humilié* (avec préf. L. Massignon, Paris, 1950, p. 150-158.

S. G. Thicknesse, *Arab Refugees*, London, 1949 (sur Ramallah).

R. Cilento, *The social aspects of the Arab Refugee problem*, Beirut, 1949 (Sociat Welfare Seminar for the Arab States in the Middle East).

United Nations Conciliation Commission for Palestine, Lake Success, New York, 1949.

M. M. Sadeq, *Malhamat al-harb al-muqaddasat wanashîd al 'Uruba fi tahrîr Filastin*, Le Caire, 1948 (19 p. de poèmes sur le jihâd).

Constantin Zuraiq, *Ma'na-n-nakba*, Beyrouth, 1949.

Jacques Vernant, *Les réfugiés de l'après-guerre*, Monaco, 1954, 919 p. (voir p. 430-468).

AFRIQUE

- A. F. N.
- SAHARA ESPAGNOL
- EGYPTE — • SOUDAN
- LIBYE
- A. O. F.
- B. W. A.
- A. E. F... MADAGASCAR... KENYA
- ERYTHRÉE — SOMALIES
- ETHIOPIE

LE BLOC NORD-AFRICAIN FRANÇAIS

NOTICES : **Algérie**
Tunisie
Maroc

LE BLOC NORD-AFRICAIN FRANÇAIS (MAGHREB)

L'Afrique française du Nord — Afrique Mineure, Berbérie, *ou* Maghreb — *apparaît constituée sur le socle unique de l'Atlas, qui se plisse entre la mer et le désert — attirée vers le nord par son littoral méditerranéen tandis que le Sahara, encore peu praticable, l'isole du sud. Elle comprend : ALGÉRIE, TUNISIE, MAROC.*

C'est cet ensemble géographique dont la France a, de 1830 à 1934, achevé la pacification, et qu'elle entend réadapter à la civilisation occidentale d'origine chrétienne. Sur 20 millions d'hab. (1950), le Maghreb compte déjà 1.500.000 Européens et 400.000 quasi assimilés israélites, non musulmans, donc 10 %, dont une fraction importante est « enracinée » et productive.

Quant à la masse musulmane elle-même, son ossature ethnique berbère *comprend une fraction d'élite profondément francisée, les* Kabyles algériens, *et nos 8 millions de Musulmans algériens sont maintenant tous* citoyens français *(depuis le Statut de 1947). L'unification politique du Maghreb, amorcée pendant la deuxième guerre mondiale, ne se manifeste guère plus que par les échanges de vues périodiques du Comité de Défense de l'Afrique du Nord. Les deux protectorats continuent à dépendre du ministère des Affaires étrangères et l'Algérie, de l'Intérieur. Le secrétariat d'État aux Affaires musulmanes n'a pas été maintenu. (En juin 1954, ministère des Affaires marocaines et tunisiennes.) Les trois territoires continuent à vivre à part. Stratégiquement, il est vrai, ils sont soumis à l'Inspection des Forces armées de l'Afrique du Nord. Économiquement enfin, les problèmes d'industrialisation intéressent tout l'ensemble*

Mais l'Afrique du Nord traverse une longue crise politique (revendications nationalistes), économique et sociale (prolétariat agricole et urbain, émigration en France de 350.000 sans-travail : l'équivalent de l'excédent annuel des naissances sur les décès). C'est l'heure critique entre la France et l'Islam, où les réformes audacieuses, dans un climat de sincérité, doivent enfin ouvrir la voie à la justice. Et les signes ne manquent pas, qui montrent

que les deux Communautés peuvent s'aider et se comprendre, dès que, d'un côté ou de l'autre, on s'efforce d'élever le débat : ce sont deux hautes personnalités musulmanes algériennes, à qui la douloureuse affaire de Palestine a donné l'occasion de le faire (le mufti hanéfite d'Alger, Sidi Mohammed El-Assimi, est intervenu, en 1948, auprès du ministre des Affaires étrangères pour la sauvegarde des Lieux Saints de l'une et l'autre confession ; et le Cheikh El-'Oqbi, théologien réformiste, est allé à Jérusalem en 1950, réconforter les réfugiés arabes aussi bien chrétiens que musulmans).

ALGÉRIE (AL DJÉZAÏR, MAGHRIB AWSAT)

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — L'Algérie est située entre le 20° et le 37° lat. nord, 4° long. ouest et 6° long. est. Elle est limitée au nord par une mer intérieure chaude, la Méditerranée, et au sud par un désert sec et brûlant, le Sahara.

Entourée par le Maroc (ouest), la Tunisie (est), la Tripolitaine (sud-est), et l'Afrique occidentale française (sud) ; elle est incorporée directement au territoire français, et gouvernée par un gouverneur général civil, tant pour les trois *départements* du nord, qui élisent des députés, que pour les quatre *territoires du sud*, qui sont administrés militairement.

L'Algérie du Nord a 209.636 km², répartis en trois zones parallèles à l'équateur : *a)* Littoral méditerranéen étroit, escarpé, aux rades difficiles d'accès, avec ses kabylies et ses sahels ; *b)* Le Tell, muraille montagneuse culminant à 2.308 m. (Lella Khadîdja), coupée de couloirs fluviaux très fertiles (melta d'Oran, Bel Abbès Egris, Sïg, Habra, Chélif, Mitidja, Medjana, Bône) ; *c)* Les hauts plateaux, longue terrasse, steppe d'alfa où pâture le mouton, de 900 m. d'altitude moyenne, se relevant au rebord sud de l'Atlas, en falaise, jusqu'à 2.312 m. (Chélia).

Le Sahara est un désert parsemé de rares oasis alimentées par des eaux souterraines : échine pierreuse *(hamada)*, avec çà et là, des dunes *(erg)* ; quelques socles montagneux se dressent, vers le sud : Ahnet, Mouydir, Tassili des Azdjer, et Hoggar (culminant à 3.000 m, à l'Ilaman). Les territoires du sud ont une superficie de 2 millions de km².

Température moyenne max. + 25°, min. + 12° (Alger) ; + 9° et + 34° (Tougourt). Dans le Tell, la moyenne des pluies est de 450 mm. (Oran) de 1.024 (Bougie) ; sur les Hauts Plateaux, de 250 mm. (El-Aricha) ; au Sahara, elle est souvent inférieure à 100 mm.

Population totale (recens. 1948) : 8.700.000 hab., dont 7.720.000 Musulmans (88,7 %), 840.000 Européens (en majorité Français — d'origine ou naturalisés) et 120.000 Israélites (naturalisés depuis le décret Crémieux du 24 octobre 1870). Tous les Musulmans algériens sont citoyens français (loi du 20 septembre 1947), tout en gardant leur statut personnel, sous l'appellation officielle de « Français musulmans ».

Densité moyenne : 32 au km² pour l'Algérie du Nord, 0,3 pour les

territoires du sud, 3,2 en moyenne (maximum en Kabylie : 240 par km² dans la commune mixte de Michelet (Aïn el Hammâm).

Recensement des villes (1948). (Nous donnons ici entre crochets le nombre des Musulmans en 1936 :

Alger, 315.000 hab. (82.000 M.) ; Oran, 256.600 hab. (48.000 M.) ; Constantine, 118.800 hab. (59.000 M.) ; Bône, 102.800 hab. (40.000 M.) ; Tlemcen, 69.700 hab. (41.000 M.) ; Blida, 61.600 hab. (30.000 M.) ; Sidi-bel-Abbès, 61.300 hab. (21.000 M.) ; Philippeville, 57.000 hab. (32.000 M.) ; Mostaganem, 53.500 hab. (20.000 M.) ; Sétif, 51.600 hab. (26.000 M.) ; Mascara, 35.000 hab. (18.000 M.) ; Bougie, 28.500 hab. (25.000 M.)

Le pourcentage de la population des villes est passé de 6 % (1906) à 24 % (1948). La population musulmane a augmenté de 28 % entre 1936 et 1946. A cet accroissement démographique sont liés les problèmes (examinés plus loin) de la structure agraire, de l'industrialisation et de l'émigration en France (estimée, en 1949, à 300.000 Musulmans). D'autre part, la population algérienne est *jeune* : plus de 60 % des Algériens ont moins de 15 ans (contre 22 % seulement en France).

HABITAT. — Selon l'enquête Aug. Bernard (1911-1921), on compte : 300.800 Musulmans indigènes ainsi *urbanisés*, auxquels il faut en ajouter 61.700 ayant hors de la ville, des maisons à l'européenne, soit 9 % ; 342.500 vivent dans des *maisons à terrasse* (Ksours du Sud ; Aurès ; sud du Djurdjura Atlas de Blida, Tlemcen, Traras), soit 9 % ; 753.800 vivent dans des *maisons à toits de tuiles* (Grande Kabylie), soit 18 % ; 1.648.700 paysans du Tell, soit 40 %, vivent dans des *gourbis* (abri de perches, à couverture végétale) ; 1.011.000 nomades vivent sous la *tente*, soit 24 % (chiffres du recensement de 1911) ; la tente règne au Sahara, sur les hauts plateaux ; elle atteint la mer vers Beni Saf, la Sebkha d'Oran et Mostaganem passe au sud de l'Ouarsenis, du Titeri, d'Aumale, au nord du Hodna, contourne l'Aurès et atteint Soukahras.

STATUT. — En droit, les Musulmans algériens n'étaient que *nationaux* français (1834 et 1865) et non *citoyens* français. Il ne leur est concédé des députés musulmans qu'en 1944. Enfin, le 20 septembre 1947 (statut de l'Algérie), la France (suivant le concept musulman de la *dhimma*, ou protection des minorités religieuses) a accordé la pleine citoyenneté française à tous les Musulmans algériens, en leur maintenant leur statut personnel musulman. Ce Statut entraîne un certain nombre de conséquences, dont, par exemple : la suppression de tout contrôle à l'émigration des travailleurs vers la France ; l'attribution, aux pensionnés, retraités, anciens combattants musulmans, des mêmes avantages que ceux dont bénéficient les autres Français ; l'obligation (de principe) d'appeler sous les drapeaux la totalité du contingent algérien et la nécessité d'en envoyer la plus grande partie dans la métropole, etc. Bien entendu, l'application stricte de la loi ne peut manquer de heurter certains

préjugés et certains intérêts : elle doit, cependant, se faire, pour que la France demeure fidèle à la *parole donnée*.

L'ISLAMISATION. — Après la réduction du centre de résistance berbère de l'Aurès (682-703), la conquête musulmane ne laissa qu'une faible ligne de petits postes, jalonnant le passage menant de Kairouan en Espagne. Tout autour, l'Islam s'implanta vite chez les Berbères, sous une forme particulièrement primitive, fervente et austère, le *khâridjisme (sofrite*, puis *ibâdite)*, qui n'admet comme légitimes que les deux premiers califes. On a cherché bien inutilement, à voir du « particularisme » berbère dans ce khâridjisme, qui, depuis l'Arabie et la Susiane jusqu'au Tafilelt, a groupé les croyants rigides des premières générations contre les illégalités profanes et compromissions mondaines des gouvernants. Après plusieurs insurrections, un État khâridjite s'établit, l'*Imâmat de Tiaret* (760-909), premier centre d'islamisation de l'Algérie. L'islamisation s'acheva, après l'intermède de l'hérésie ismaélienne (Fâtimites à Ikjân), et le retour des Zîrites (972-1152) en 1048, à l'orthodoxie, en l'espèce au rite sunnite *mâlikite*, très proche du Khâridjisme quant à l'austérité ; quand les tribus arabes venues d'Égypte par le Sahara tripolitain dépassèrent Constantine (1160-1180), et donnèrent à l'Islam algérien son aspect définitif.

Actuellement, il se divise entre deux tendances, réformiste *(islâhi)*, laïcisante, et encore francisante — et puritaine *(salafi)*, pour une renaissance de l'Islam arabe primitif (avec une extrême droite piétiste *maraboutique*, de mystiques abâtardis par la politique.

On trouve en Algérie : *a)* Des tribus arabes : les unes *modarides (Qeïsites)*, soit de la branche *Athbadj ('Iyâd)* ; Djebel Amour ; peut-être les *B. Guil*, *Harrar*, *Rezaïna*, d'Oranie et *Chaamba* du Sud, soit de la branche *Zoghba* (*Homeïan*, de Méchéria, *'Attâf*, *Dyâlem*, *Nadr*, *Sahâri*, *Zegdou*, *Ouled Naïl*, de Djelfa), soit de la branche *Riâh* (*O. Ya'qoûb* d'Aflou, *Daouaouïda* [descendant de Daouâd ibn Mirdâs-ibn-Riâh] de Biskra, *Larbâa*, etc.), les *Troûd* du Soûf se disent syriens. Quelques petites tribus sont *qahtanides (Ma'qil)*, les *Angad (Hadadj)*, les Arabes du bas Chélif et de la Mitidja *(Tha'âliba)* ; les *Soleïm* étaient à Biskra jusqu'au XIVᵉ siècle (Beni Mozni). — Cette division en tribus, avec clans nobles (*Chorfa* en Oranie, *Djouad* dans l'Est) — se traduisait administrativement par des *aghaliks* et des *caïdats*. Depuis 1902 (territoires du Sud) cette classification est tombée en désuétude ; d'ailleurs les tribus nomades ne représentent plus aujourd'hui que 35 % des Musulmans algériens parlant *arabe*, et leur sédentarisation se poursuit.

Quelques éléments citadins, *maures*, se disant andalous, subistent à Alger (Saint-Eugène, Belcourt), Cherchell, Constantine, Nedroma, Tlemcen.

b) Des tribus berbères : 4 branches principales occupaient anciennement l'Algérie : *Haouâra*, *Kotâma*, *Sanhâdja* et *Zenata* ; les *Haouâra* sont représentés par les *Chaouïas* de l'Aurès, les *Haracta* d'Aïd Beïda, les *O. Khiar* de Souk Ahras. Les *Kotâma*, autrefois en Petite Kabylie (arabisés), seraient, dit-on, devenus les *Laghouat du Ksal* ; les *Sanhâdja*, qui correspondaient à la Grande Kabylie *(Zouaoua)* ont été décimés au service de leurs dynasties d'Achir et de Qal'at Beni Hammâd ; des *Zenata* se sont répandus partout, d'Ouargla au Maroc, et c'est leur dialecte que l'on trouve, non seulement à la frontière marocaine, mais en Kabylie, et aux

Ksours du Sud-Oranais ; les *Nememcha* de Tébessa sont zénatiens d'origine. Leur pays d'origine, en revanche, s'est arabisé.

Au Sahara, les *Targa* et *Lemta* d'autrefois sont représentés par les *Azdjer, Taïtoq, Ahaggar, Oullimiden.*

Couloughlis *turcs* à Alger, Cherchell, Tlemcen, Tébessa.

La classification par clans ou *kharoubas* conserve de l'importance pour les Berbères.

Presque tous les Musulmans algériens berbères (sauf les Touareg Ajjer) sont sédentarisés.

LANGUES. — Il y a (1952), en Algérie, près de 1/3 de Berbérophones, soit 2 millions environ (enquêtes et statistiques insuffisantes : les « bilingues » sont, en réalité, des berbérophones pour qui l'arabe n'est qu'une langue auxiliaire, employée seulement par les hommes). Répartition (d'après A. Basset) : 1) Trois grands blocs : masse nord du Chélif, de Tenès à Tipaza ; bloc Kabyle ; masse Chaouya de l'Aurès ; 2) Ilots dispersés dans la province d'Oran (4.500 Beni Snous ; Port-Say et Vieil-Arzeu, nord de Lalla Maghnia, Frenda) et dans la province d'Alger (5.500 Metmata et Haouara ; Ouarsenis ; sud de Blida) ; 3) Villages sahariens : confins (de Chellala à Mazer) ; Gourara (1/2) ; Tidikelt (Tit) ; Touat (Tamentit et Tittaf) ; heptapole du Mzab ; 5 villages de l'oued Righ ; Ouargla et Ngousa ; 4) Touareg.

Le berbère semble se défendre, il a même réduit quelques petites enclaves arabes (sud de l'Aurès, ouest de la Grande Kabylie). Mais l'arabe gagne comme langue auxiliaire ; il ne faut pas oublier que les berbères *Haouâra* et *Kotâma* (Petite Kabylie) se sont arabisés dès le XIIIe siècle, comme les habitants du Djebel Amour ; et comme les *Banoû Ouassin* (nomades berbères, tige des dynasties Mérinide et Zeïanide, qui errent, arabisés, à la frontière marocaine). Gautier pense que les dynasties berbères *Sanhadja* et *Zenata* ont déclenché l'arabisation autour de leurs capitales. Tous les clans berbères ont noté en arabe leurs coutumes ou *qoanouns* (les cadis arabes ont été introduits en Aurès en 1866) ; mais les djemaas kabyles les rédigent en français. Si 65 % de la population *arabe* actuelle d'aujourd'hui a oublié son origine ethnique berbère, le *français* est devenu la langue auxiliaire pour les Berbères de Kabylie.

L'Algérie, complètement islamisée, suit le rite sunnite *malékite*, à l'exception de 60.000 « Maures », alliés aux Turcs, qui suivent le rite *hanéfite* (Alger, Constantine, Médéa, Tlemcen). En outre, les *khâridjites ibâdites* (40.000, recens. 1948), chassés de Tiaret en 909, se sont concentrés au Mzab (XIe-XVIIe s. : 7 cités, dont Ghardaïa), d'où ils essaiment pour le commerce.

Le *français* est langue officielle. L'administration prend contact avec les Musulmans indigènes au moyen d'un service d'interprétariat. De plus en plus, le français se répand dans les milieux musulmans, qui témoignent du sens le plus raffiné des ressources de cette langue (avec

des écrivains comme Mohammed Dib, Malek Bennabi, M. Chérif Sahli, Jean Amrouche et Yassine Kateb).

Les dialectes *arabes* parlés d'Algérie, un peu rustiques, mais vigoureux tendent à perdre leurs berbérismes et gallicismes, à évoluer, comme ceux de Tunisie, quoique plus péniblement, vers un type classique.

A côté des dialectes bédouins, on a noté deux dialectes arabes villageois (Petite Kabylie et Traras) ; les *Beni 'Adès* (sorte de tziganes) ont un jargon bédouin. Les dialectes *berbères* n'ont pas de littérature écrite (sauf en pays targui, de rares inscriptions en caractères *tifinagh*).

II. — GOUVERNEMENT

Le gouverneur général de l'Algérie nommé par décret, relève du ministère de l'Intérieur.

Deux services civils (l'enseignement et la justice) sont rattachés directement à Paris, tous les autres sont sous l'autorité du gouverneur général.

Le pouvoir exécutif comprend le gouverneur et le *Conseil de Gouvernement* (6 membres, dont 2 choisis par le gouverneur, 2 élus par l'Assemblée, le président et un vice-président de celle-ci).

L'*Assemblée algérienne* est composée de 120 membres élus pour six ans au scrutin uninominal et renouvelables par moitié tous les trois ans. Le corps électoral est divisé en 2 collèges : Premier Collège (citoyens de statut civil français) ; Deuxième Collège (citoyens de statut musulman). Aux élections (discutées) de 1951, la majorité au premier collège (42) était composée de radicaux et d'indépendants ; au deuxième collège, 51 indépendants sur 60 élus. Les partis politiques les plus importants chez les Musulmans d'Algérie sont le M. T. L. D. (Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques : schisme en 1954), l'U. D. M. A. (Union des Amis du Manifeste algérien), le P. P. A. (Parti populaire algérien) et le Parti des Oulémas réformistes.

L'importance numérique de la population française (ou naturalisée), enracinée depuis un siècle en Algérie, ne permet pas d'admettre le séparatisme reclamé par certains nationalistes musulmans ; trop de sang algérien s'est mêlé à trop de sang français sur tous les champs de bataille de nos trois guerres nationales. D'autre part, la rupture (d'ailleurs inconsidérée) des cadres traditionnels (dès 1830) laisse, en principe, le champ libre à une chance d'*assimilation*, ouverte par le statut de 1947, et qui doit être poursuivie dans la loyauté et la justice : en l'appl quant.

III. — ADMINISTRATION RÉGIONALE

Les trois départements (Alger, Oran et Constantine) sont administrés par des préfets et sous-préfets et divisés en 20 arrondissements, subdivisés en 329 communes de plein exercice et 78 communes mixtes (en voie de transformation en communes de plein exercice).

Il y a 4 territoires du Sud (Aïn Sefra, Oasis sahariennes, Ghardaïa, Touggourt), avec 10 communes mixtes et 9 *annexes* ; le Tidikelt, le Hoggar et Djanet dépendent du second.

Projet de constitution du « Sahara français » (1951) : les projets d'annexion par la métropole d'un Sahara français géographiquement unifié (aux dépens de l'Algérie, de l'A. O. F. et de l'A. E. F.) ont pour promoteurs des économistes et des hommes d'affaires, des stratèges et des géopoliticiens ; ils se heurtent aux objections de géographes, de biologistes ou d'ethnologues, aux réserves de diplomates, aux défenseurs (politiques ou spirituels) de la propriété légitime du sous-sol minier.

La loi du 1er août 1918 a reconstitué les *djemaas* (anciens douars-communes) rurales élues, dans les communes de plein exercice, et le décret du 6 février 1919 les a réorganisées dans tous les douars-communes (sans tenir compte, en Kabylie, des *djemaas* de village traditionnelles) : elles délibèrent désormais sur la gestion de leurs biens (notamment l'aliénation des terres *'arch*, loi du 4-8-1926) et l'utilisation de leurs prestations.

Depuis 1937, les communes mixtes sont subdivisées en plusieurs *centres municipaux* autonomes ; cette stricte application de la loi municipale de 1884 a été généralement approuvée et a fort bien réussi (au moins sur le versant sud du Djurdjura, car en Kabylie du Nord, le démembrement a été excessif).

Administration cultuelle. — La capitulation du 6 juillet 1830 a garanti que « l'exercice de la religion mahométane restera libre ». Mais il a fallu près d'un siècle et demi (1947) pour qu'un ministre courageux (M. Depreux) émancipe le culte musulman en Algérie de la tutelle d'un système répressif périmé (21 et 29 août 1947, au Parlement) : l'article 56 de la loi du 20 septembre 1947, portant statut organique de l'Algérie, réaffirme le principe de l'indépendance du culte musulman à l'égard de l'État. En attendant l'application de la loi, la situation est la suivante (1952) :

La formule de *Khotba* est la formule au nom des 4 premiers khalifes.

Il y a 25 *muftis*, des *imâms, khatîbs, modarris, hozzâb, mouedhdhins*, en tout 573 fonctionnaires pour 174 mosquées. Ils sont nommés par le gouvernement. De même, les *cadis* (1834), répartis en territoire civil en 57 mahakmas principales (et 23 secondaires) où ils ne jugent que du statut personnel, des successions et immeubles. En Kabylie, la justice est de la compétence du juge de paix français, qui applique le droit coutumier (plus ou moins influencé par le droit religieux, et que le droit français tente de réformer). Dans l'Aurès, malgré un siècle d'installation de cadis, la coutume a largement subsisté (Bousquet).

Pour les *ibadites*, on a créé (1890) 3 mahakmas principales et 5 annexes. En territoire militaire, les *cadis* (49 mahakmas et 15 medjelès) sont encore

en principe les juges de droit commun en matière musulmane comme les juges de paix en Kabylie.

Un sixième seulement des chefs de famille possédait plusieurs femmes en 1891 : 149.000 sur 950.000 ; en 1911, il n'y en avait plus que 55.527 et 2.830 en 1915.

Une codification du droit musulman algérien a été élaborée de 1905 à 1916, elle n'a pas encore été rendue exécutoire (code Morand). Quant au droit coutumier berbère, il n'existe rien de comparable à Hanoteau et Letourneux (*La Kabylie et les coutumes kabyles*, 1873).

Des *associations cultuelles* musulmanes ont été fondées, conformément à la loi de 1905. Elles devraient être réorganisées et présidées par un Conseil suprême élu (seul qualifié pour créer à Alger une Faculté de Droit islamique).

Les *fêtes* non canoniques tendent à tomber en désuétude.

Habous. — Les biens de mainmorte *(habous)* ont été scrupuleusement respectés par l'Administration dans les Territoires du Sud, et, en particulier, au Mzab (au Hoggar, les mœurs de la population sont considérées comme « non encore islamisées », et il n'y existe pas de mosquées). Par contre, dans les 3 départements du nord, le gouvernement a purement et simplement (entre 1830 et 1870) confisqué tous les *habous* publics pour les annexer au Domaine (il est même devenu le dernier dévolutaire de tous les habous algériens), tout en supprimant leur inaliénabilité. La loi du 20 septembre 1947 (article 56) a décidé de rendre aux Musulmans l'administration des biens habous. Mais l'Assemblée algérienne, chargée par la loi de fixer les modalités d'application, n'a pris encore aucune décision.

Pèlerinage à La Mekke ; facilité par l'administration (trop souvent pour les « notables ») ; 1.620 Musulmans algériens se sont, en 1951, rendus officiellement (sans compter les clandestins) au pèlerinage.

Les congrégations religieuses sont presque toutes en décroissance et les modernistes leur sont de plus en plus hostiles.

Les plus connues étaient, vers l'an 1890, les *Rahmaniya* de Kabylie (Aït Smaïl, Ceuddouk ; puis Timmermasin en Aurès, el Hamel et Tolga) fondés vers 1770 (156.000 membres, 177 zaouïas) ; *Tidjâniya* d'Aïn Mahdi, Temacin, Tamelhat, Guemar (25.000 ; 32) ; *Qâdiriya* d'Orient (23.700 ; 33, dont Amich (Saf) et Touggourt) ; *Taïbiya* d'Ouezzan, Maroc (22.000 ; 8) ; *Cheïhkiya* (Ouled Sidi Cheïkh : 10.000 ; 4) ; *Hansaliya* de Constantine (4.200 ; 18, dont Chettaba, Tidjerarine) ; puis deux confréries d'acrobates, les *Aissâoua ('Isâwiya)* marocains à Loverdo (3.500 ; 10) et *'Ammâriya* d'Aïn Defla (6.400 ; 26). Les deux seuls congrégations ayant aujourd'hui une importance politique sont : les *Senoussiya* de Cyrénaïque, qui ont une zaouïa dans le Tell, à l'Hillil (Ben Tekkouk), mais plusieurs milliers d'affiliés parmi les Touareg, au Sahara ; et les *Derqâoua* marocains qui travaillent à unifier les diverses branches du châdilisme dans un esprit très austère, repoussant toute compromission (25.000 ; 21 zaouïas, dont celle, plus moderne, de Ghlamallah à Tiaret).

Depuis 1918, une nouvelle branche des *Derqâoua Bouzîdiya*, les *Alaouîa*, dirigés par Ahmad-b. Mostafa b. 'Alioua de Mostaganem, déploie une très grande activité ; elle dit avoir 300.000 adhérents *(sic)*, depuis Melilla jusqu'à Tunis.

Cénotaphes vénérés (E. Dermenghem) : de Bistami à Bakhti (O. Zousfana), de Jonayd à Gouraya, des VII Dormants *(VII Ruqûd)* à Boghari, Biskra, Guidjel, Ngaous (comm. M. Lounis Mahfoud, 1954). Tombe d'Abû Madyan près Tlemcen.

L'instruction. — L'instruction canonique *traditionnelle* se donne dans trois *médersas* préparant aux postes de fonctionnaires canoniques : Alger, Tlemcen et Constantine (266 étudiants en 1949). La direction scientifique est française.

L'instruction moderne (enseignement *supérieur*) n'est pas donnée aux Musulmans dans des établissements spéciaux ; et leurs étudiants s'inscrivent aux facultés françaises de l'Université d'Alger (4.404 étudiants au total en 1951).

Pour l'enseignement *secondaire*, on trouve (1951), 30 collèges de garçons (3.214 Musulmans) et 18 de jeunes filles (25.500 élèves au total).

L'école normale de la Bouzaréa (une des 6 d'Algérie) forme les instituteurs indigènes auprès des français (120 élèves sur 308, en 1937 ; études communes depuis 1925) : elle est une véritable réussite de fusion franco-kabyle. On a fini par comprendre, en 1944 (avec le plan Catroux de vingt ans), que le moyen le plus efficace d'entente entre la France et l'Islam, c'est l'enseignement systématiquement généralisé, jusqu'aux femmes. Depuis 1949, les écoles *primaires* pour Français et celles pour Musulmans, sont fusionnées. Il y en a plus de 2.000 avec 367.000 élèves en 1951. Et le budget de l'Instruction publique (1951-52) représente 16 % du budget total.

Le statut de 1947 prescrit l'extension de l'enseignement de l'*arabe* — mais l'organe des inspecteurs primaires en demande la suppression (*L'École républicaine*, 1954, n° 7, p. 21).

Partout en Algérie (mars 1953), les enfants musulmans affluent dans nos écoles — mais partout aussi ils vont hors de nos *medersas*, aux écoles arabes privées ; nées de notre carence islamique (car nous sommes orthodoxes, mais obscurantistes) et prêtes à considérer que la langue française ne peut enseigner le Coran. En attendant, la double fréquentation scolaire épuise les forces des enfants (au Mzab, en 1953, garçons et filles vont à l'école quatorze heures sur vingt-quatre : à la « laïque » dans la journée, à la médersa à l'aube et le soir). Les instituteurs indigènes ont un organe corporatif mensuel fort intéressant, *La voix des humbles*.

Justice. — (Voir *supra*, administration cultuelle.)

Depuis l'ordonnance de 1841, en matière pénale, c'est la loi française, appliquée par les tribunaux français (17 tribunaux de première instance ; Cour d'appel à Alger). Depuis le décret de 1886, le cadi n'est plus le juge du droit commun en matière musulmane, cette qualité appartient au juge de paix. Le cadi n'a plus compétence que pour le statut personnel, les successions, les immeubles non régis par la loi française. En Kabylie, le décret de 1874 a donné aux indigènes le juge de paix comme juge à demeure, sans aucune réserve. Les tribunaux spéciaux pour délinquants musulmans (créés en 1902) ont été abolis en 1930 et 1941.

Le décret du 30 novembre 1918 a supprimé les impôts arabes et établi l'égalité fiscale complète entre les Européens et les indigènes.

Armée. — Xe Région militaire, avec 3 divisions territoriales. Armée de l'air et marine. Les « Turcos » de 1870, les tirailleurs de 1914-18, l'armée d'Afrique de 1939 à 1945, ont participé aux malheurs et à la gloire de l'armée française.

Les Musulmans d'Algérie, citoyens français, font leur service militaire comme leurs camarades de la métropole (contingent tiré au sort) : *Amitiés africaines* fondées pour les retraités (M[l] Franchet d'Esperey) : gros budget mal ventilé.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

Agriculture. — Production 1950 : céréales (blé, 10.600.000 qx ; orge, 8 millions de qx et avoine, 1.500.000 qx) ; primeurs, légumes ; tabac (31.000 ha., avec 190.000 qx) ; vigne (350.000 ha.) et vin (14 millions d'hecto) ; fruits : dattes, figues et surtout oranges (2 millions de qx) ; huile d'olive (1.200.000 qx) ; alfa (1 million de qx), bois, liège. Cheptel (1950) : 750.000 bœufs, 3 millions de chèvres, 4.500.000 moutons ; chevaux, ânes, mulets, porcs, chameaux ; 4.500 t. de laine.

Pêche : 10.000 pêcheurs ; 27.000 t. de poisson pêché en 1950, dont 25.000 mises en boîtes de conserve.

Onze barrages (800 millions de m³) irriguent 80.000 ha. (1950). — Coopératives agricoles (549), avec 64.000 membres (1949). — Crédit agricole. Sociétés de Prévoyance indigène (S. I. P.) : 289, avec 600.000 adhérents. Paysanat (fin 1949) : une centaine de S. A. R. (secteurs d'amélioration rurale), avec 11 millions d'ha. (dont 10 millions pour l'élevage) et 90.000 paysans musulmans. Écoles d'agriculture : École nationale d'Alger ; écoles de Sidi-bel-Abbès, Philippeville, Aïn Temouchent, Guelma et Mechtras.

Colonisation et problème agraire. — La mise en valeur de l'Algérie est incontestablement l'œuvre des colons européens. Mais dans quelles conditions, avec quels résultats et à quel prix ? 1) *Colonisation européenne* (1948) : officiellement arrêtée (25.000 colons environ seulement, sur les 150.000 venus s'installer ; il y a même eu (entre 1941 et 1948) revente aux Musulmans d'un excédent de 48.000 ha. ; il n'y a pas que des particuliers : le domaine rural de la Compagnie algérienne s'étend sur 70.000 ha. — Sur 13 millions d'ha. de terres cultivables, soit 4 millions 1/2 d'ha. cultivés (dont 3 millions d'ha. en céréales), les colons possèdent 3 millions d'ha. (forêts comprises) cultivables, soit 2 millions

d'ha. cultivés (dont 800.000 ha. en céréales). — 2) *Propriétés rurales musulmanes :* il y en a (1930) 600.000 environ, dont 434.000 (70 %) non viables (moins de 10 ha.) ; la surface cultivée par Musulman algérien est tombée de 83 a. (1872) à 24 a. (1948) ; prolétariat agricole de 600 à 800.000 familles (1949) — soit 3 à 4 millions de personnes — de fellâhs sans terre. — 3) *Résultats* (1948) : les colons (moins du tiers des surfaces en céréales) récoltent pourtant la moitié de la production totale de l'Algérie (3/4 du blé tendre, 1/3 du blé dur et 1/4 de l'orge), grâce à la supériorité de leur rendement à l'hectare (10 qx, en moyenne, contre 4 qx chez les Musulmans). — D'autre part, la tranche de sol enlevée par l'érosion en Algérie, correspond à une perte de 200.000 qx de céréales ; or, la forêt a diminué de 1 million d'ha. depuis 1930, en raison surtout des défrichements désordonnés et des jachères (et 600.000 ha. en avaient été aliénés, par le gouvernement, aux colons). — Les Musulmans d'Algérie ont besoin, pour vivre (à 600 gr. par tête et par jour), de 17 millions de qx de céréales par an (+ 3,5 qx de semences et 4 qx pour le bétail). Mais la production annuelle, sur cinquante années (1901-1950), n'a dépassé que 14 fois 20 millions de qx. — Il faut donc recaser les 600.000 familles sans terre : à 10 ha. par famille (plutôt 20 ha., en comptant la moitié en jachère nue), il y faudrait 6 millions d'ha., soit plus que la superficie totale cultivée. — 4) *Solutions : réforme agraire* (à condition de démembrer les grandes propriétés, on pourrait récupérer 250.000 ha., surtout des communaux) ; *irrigation* (mais les 3/4 des 100.000 ha. irrigables sont déjà aménagés ou susceptibles de l'être ; d'ailleurs, la valorisation des terres irriguées entraînerait leur remembrement et leur morcellement) ; *rendement accru* (par mécanisation, comme pour les S. A. R. ; mais il y faudrait des capitaux énormes) ; *industrialisation* (mais à condition que les Musulmans n'y soient pas associés que comme main-d'œuvre, que ce ne soit pas une nouvelle forme de colonisation).

L'INDUSTRIE. — Mines (concessions aux seuls Européens) : fer, 2.600.000 t. ; phosphates, 680.000 t. ; charbon, 260.000 t. ; zinc et plomb.

Développement de l'industrie, surtout depuis 1940 et à partir de 1946 (grande industrie nouvelle localisée dans les ports) : 800 usines en activité (1949), dont 82 nouvelles (depuis 1946).

Travail : la « main-d'œuvre » algérienne était estimée, en 1932, à 560.000 Musulmans et 95.000 Européens ; or, l'industrie algérienne, qui occupait 50.000 ouvriers en 1937, en emploie aujourd'hui (1949) 80.000, dont 9.500 dans les usines édifiées depuis 1946. — Législation sociale : conventions collectives, code du travail, congés payés et accidents du travail, depuis 1936-37, au moins dans les mines. Syndicats mixtes (1936), notamment chez les dockers d'Alger et d'Oran.

L'industrialisation de l'Algérie, souhaitable au point de vue social et nécessité stratégique, se présente dans des conditions techniques peu favorables : force motrice insuffisante ou trop chère, main-d'œuvre

qualifiée rare et chère, prix élevé de la construction. Il faut donc décentraliser l'industrie française, en attirant ses succursales en Algérie par des avantages fiscaux et financiers. Enfin, les perspectives commerciales paraissent limitées : débouchés difficiles, en dehors de la Tunisie et du Maroc (et de la Métropole, pour une part). Jusqu'ici, les industries métallurgiques et les industries sucrières restent rétives.

Ce problème est donc étroitement lié aux autres : travail nourricier pour le prolétariat ; émigration en France, faute de travail sur place ; scolarisation et qualification de la main-d'œuvre musulmane (il n'y a pas assez d'écoles de formation professionnelle comme à Sétif ; et il n'y a qu'une seule école nationale industrielle, à Maison-Carrée, où l'on pourrait former des ingénieurs qui, actuellement, viennent tous de France). Faute de la résoudre, l'industrialisation ne pourrait qu'aggraver la ségrégation et les conflits politiques ou sociaux.

L'émigration en France, d'abord clandestine, puis libre depuis le statut de 1947, atteint, en 1949, 300.000 Algériens, ce qui équivaut à deux fois l'excédent annuel des naissances sur les décès. Il ne s'agit plus seulement de Kabyles, mais maintenant, pour 1/3, de gens du Constantinois et d'autres zones arabes de l'Oranie et du département d'Alger.

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL. — (1950) : *Importation :* 151 milliards de fr. ; *exportation :* 113 milliards de fr. Importations (1950) : textiles, sucre, fers et aciers, céréales, essence, café ; exportations (1950) : 90 % de produits agricoles (vin, alfa, phosphates, minerai de fer, pommes de terre et primeurs).

COMMERCE INTÉRIEUR. — Routes : 36.000 km. de bonnes routes, 18.000 km. de chemins vicinaux et 11.000 km. de pistes (1950). Rail : 4.400 km. Ports : mouvement en 1950 : 18.432 navires de 26 millions de t. avec un trafic de 10 millions de t. de marchandises ; la flotte marchande de l'Agérie se compose de 1.000 navires (dont 21 de plus de 2.000 t.), avec un tonnage total de 44.000 t. (1947). Soixante-dix-sept aérodromes dont 3 grands (Alger, Oran et Bône) sont ouverts au trafic aérien.

TOURISME. — Le Sahara algérien (Hoggar compris) est ouvert au tourisme automobile et aérien.

MONNAIES, POIDS ET MESURES. — Le système français. Le système métrique des poids et mesures. La Banque d'Algérie (1851, nationalisée en 1946), émet les coupures et stabilise le change algérien.

Comptes de chèques postaux (depuis 1921) : au 31 décembre 1950, il y avait 571.000 titulaires et les dépôts se montaient à 767 milliards de fr.

BIBLIOGRAPHIE (Playfair) :

Doutté et Gautier, *Enquête sur la dispersion de la langue berbère*, Alger, 1913.

Gvt Gl : *Tableau général des communes* de l'Algérie au 7-2-1926.

M. et E. Gouvion, *Kitab Ayane et Marhariba*, Alger, 1920 (sur les grandes familles musulmanes algériennes).

Aug. Bernard, *Enquête sur l'habitation rurale*, Alger, 1921.

Berque, Bibliogr. critique des confréries musulmanes algériennes (ap. *Bull. Soc. Géogr.*, Oran, 1919).

A. Cour, *Recherches sur l'état des confréries musulmanes* (de 8 communes du département) *de Constantine*, Alger, 1921.

Marcel Mercier, *La civilisation urbaine du Mzab*, Alger, 1923.

Statistique générale de la main-d'œuvre, 14 mai 1932.

A. Basset, *La langue berbère*, Oxford, 1952.

Busson de Janssens, Habous, dans *REI*, 1951, p. 16, 51-52.

Th. Monod, Autour de l'Alaska saharien (*Bull. IFAN*, avril 1952).

Industrialisation de l'AFN, Paris, 1952 (notamment textes de J. Dresch, R. Montagne et J. Saint-Germès).

Algeria, french province (publ. Chambre de Commerce d'Alger), 6 février 1952.

Maurice Eisenbeth, *Les juifs d'Afrique du Nord*, Alger, 1936 ; et *Rev. Afr.*, 1952, 114-187. (Cf. étude d'André Chouraqui pour le Maroc.)

G. H. Bousquet, *Justice française et coutumes kabyles*, 1950.

R. Léonard et M. Cuttoli, *Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1953*, Alger, 1954, 820 p.

Eirik Labonne, *Politique économique de l'Union française, industrialisation et armement*, 4 conférences, Paris, 1948-49.

Gotteland, *Essai d'application du principe d'évolution aux sociétés rurales de l'Algérie et du Maroc*, thèse Enfom, 1948.

Enquête démographique, d'Alfred Sauvy, 1952.

TUNISIE
(TOUNUS, IFRIQIYA, MAGHRIB-ADNA)

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — La Tunisie, comprise entre 32° et 37° de lat. nord, 6° et 9° de long. est, est baignée par la Méditerranée ; l'Algérie la limite à l'ouest et au sud ; la Tripolitaine au sud-est ; elle est tournée vers l'Orient.

125.180 km², répartis en 3 zones : *au nord-est*, prolongements en éventail du Tell algérien (alt. max. 1.590 m.) près de Kasrîn avec les vallées froides de la haute Medjerda, de la Siliana, du Mellègue et du Merguellil, des steppes, et le littoral escarpé où s'ouvre le lac de Bizerte. *A l'est*, le Sahel, terres basses et riches, allant d'Utique à Maharès, en passant par le lac de Tunis, et le cap Bon. Au sud, une ligne de « chotts » ou lacs salés (Djerid à + 16 m., Gharsa à 21 m. au-dessous du niveau de la mer) ; et une zone saharienne d'oasis.

Température moyenne maxima, 29°, minima 14°.

Population totale (recens. 1946) : 3.231.000 hab. (estim. 1951 : 3.500.000 ; la population a doublé en soixante-cinq ans), dont 2.832.978 Musulmans (90 %), 70.000 Israélites indigènes, 144.000 Français (d'origine et naturalisés), 85.000 Italiens (dont le nombre diminue par naturalisations), 6.500 Maltais et 86.882 Musulmans non-tunisiens (Algériens, Libyens, etc.). — Densité moyenne : 25,8 au km², mais 3 millions vivent dans les territoires du Nord (80.000 km²). — Pyramide des âges (énergie potentielle) : population très jeune (50 hab. sur 100 ont moins de 20 ans).

La population urbaine (ou « agglomérée ») est de 37 % (1952). Recensement des villes (1946) : Tunis, 370.000 hab. (dont 117.000 Européens et 34.000 Israélites) ; Sfax, 54.600 (dont 8.600 Européens) ; Bizerte, 39.300 (dont 9.900 Europ.) ; Sousse, 36.500 (8.300 Europ.) ; Qairouan, 32.300 ; Gabès, 22.500 (1.500 Europ.) ; Béja, 22.200 (1.800 Europ.) ; Moqnine, 15.700 ; Nefta, 14.000 et Ferryville, 29.300 (11.800 Europ.). — 85 % des Européens habitent les villes (50 % à Tunis). Tunis avait, en 1946, 600.000 hab. avec sa banlieue immédiate.

Le nombre des nomades, à demi-sédentarisés d'ailleurs, ne dépasse

pas 400.000. Sur le plateau de Matmata, depuis un temps immémorial, les habitants *(troglodytes)* se sont creusés des demeures souterraines ou *ghorfas*.

L'ISLAMISATION, ORIGINE, INTENSITÉ. — Le premier raid musulman en *Ifriqiya* (Africa) date de 647 ; sac de Sbeïtla qui fut ensuite évacuée. L'islamisation commence en 675, avec la fondation de Kairouan. Malgré quelques révoltes khâridjîtes, et l'usurpation fatimite, le pays demeura sunnite. Les derniers chrétiens latins du pays disparurent au XIIe siècle, et c'est aussi l'époque (1130) de la venue des tribus arabes *(Hilâl)*, qui occupèrent la Tunisie de façon beaucoup plus complète que l'Algérie.

De 1609 à 1615, 30 colonies de Maures andalous parlant espagnol s'installèrent, qui subsistent encore ; à Zaghouan, Tetourba, Soliman (cap Bon), Belley, Niano, Grombalia, Griesch el Oued, Medjez el Bab, Slougia, El Alia, El Kalaa et Testour (vers Teboursouk). Ils formèrent, avec d'autres immigrés, le caïdat supplémentaire des *Barrâniya*.

On trouve en Tunisie : *a)* Des tribus *arabes*, d'origine *modaride* : 1° (Soleïm) *Ko'oûb* Mohalhil et Aboû'l Leïl), *Mirdâs, Mahâmid* et *Djouarî* ; 2° (Hilâl) de la branche *Zoghba* comme les *Oulad Sa'îd* (nord du Sahel, vers Kairouan), de la branche *Athbadj*, les *Doreïd*, les *Oulad* 'Ayyâr près des berbères *Kerfa* et *Beni-Chenouf* (vers le Kef) ; de la branche *Riâh*, comme les *Oulad Bellil* (entre Tunis et Béja) ; on cite encore les *Souassi* (ouest du Sahel), *Hamamma, Neffat, Mehadba* (sud du Sahel) ; *Marâzig* (étudiés par le regretté Gilbert Boris) et *Beni Zeïd* (Djérid). — Cette organisation par tribus faisait, avant 1882, la base de l'organisme social tunisien ; chaque tribu avait au moins un caïd ; et les territoires des 80 caïdats étaient enchevêtrés. Depuis 1882 les caïdats (37) sont graduellement devenus des divisions territoriales. La sédentarisation a commencé plus anciennement qu'en Algérie.

b) Des tribus *berbères (Lowâta, Soûmâta, Marandjîsa) arabisées* presque toutes, et n'ayant pas, comme en Algérie, conservé le souvenir de leur fractionnement berbère ; les plus connues sont les *Khoumeïrs* et *Mogods*, au Nord ; les *Frachichs, Madjer* et *Zlass*. A Djerba et chez les *Matmata* du Sud, l'arabisation s'achève.

LANGUES. — L'*arabe* a presque complètement triomphé du berbère en Tunisie (99 %).

Treize villages berbérophones seulement, tous au sud : Tmagourt (quelques éléments) et Sened (ouest de Gafsa) ; Zraoua, Taoujjout et Tamezret (dans la circonscription administrative de Metmata) ; Chnini et Douiret (dans celle de Tatahouine) ; et 6 villages dans l'île de Djerba (Adjim, Guellala, Sedouikech et, partiellement, Elmai, Mahboubin et Sedghiane). Soit, au recensement de 1922 (voir *Annuaire* 1929) : 20.000 *berbérophones* environ (1 %).

La Tunisie, islamisée tout entière, suit le rite sunnite *malikite*, à l'exception d'une faible (19.400 personnes, en 1932) minorité d'origine turque, qui suit le rite *hanéfite* : concentrée à Tunis (12.000), Bizerte (3.000) et au cap Bon (3.000) ; le reste entre Mahdia (1.000), Sousse (200) et Monastir (200). En outre, les *Khâridjites ibâdites* (20.000) occupent depuis le XIe siècle l'île de Djerba, d'où ils essaiment, mais où le sunnisme gagne.

L'*arabe* et le *français* sont langues officielles (décret 27-1-1883, art. 1-2).

Le dialecte *arabe* tunisien, demeuré fort nuancé (minutieuses enquêtes de William Marçais), reprend une vie littéraire, toute classique de tendances.

II. — GOUVERNEMENT

Le bey actuel — « possesseur du Royaume de Tunis » — est Sidi Mohammed El-Amine (né en 1881), qui succéda à son cousin, Sidi Mohammed El-Monsef, déposé le 15 mai 1943. La famille régnante, depuis 1705, descend d'un certain Hossein ben Ali (présumé crétois d'origine).

Les rapports entre la France et la Tunisie sont fixés par le traité de Kassar-Saïd (dit du Bardo) du 12 mai 1881 et la Convention de la Marsa du 8 juin 1883. Le premier de ces instruments diplomatiques n'affecte que l'exercice de la souveraineté *extérieure* tunisienne, tandis que le second introduit un droit de regard de la France sur l'exercice de la souveraineté *intérieure* de la régence (art. 1 : S. A. le Bey s'engage à « procéder aux *réformes* administratives, judiciaires et financières que le gouvernement français jugera utiles »).

Le régime du *protectorat* a évolué avec le temps et abouti à un système de co-souveraineté apparente, l'instauration du *visa résidentiel* (décret du 10 novembre 1884) retirant au Bey l'initiative en matière législative.

D'autre part, il n'y a pas de régime parlementaire, puisque le *Grand Conseil*, seule Assemblée élue (53 représentants français pour autant de Tunisiens), n'a qu'un rôle *consultatif*. Enfin, plus de 1/10 des Français de Tunisie (16.841 sur 144.000) sont fonctionnaires (sur un total de 28.592, dont 11.751 Tunisiens).

Depuis 1920 (fondation du Parti de la Constitution — ou *Destour*), la partie active de l'opinion tunisienne réclame des réformes de structure, dans le but de conduire la Tunisie vers l'autonomie interne. L'agitation politique passe par des pointes, notamment en 1921-22, 1933, 1937-38, 1946-47, 1950-53. La deuxième guerre mondiale est un tournant pour la Tunisie : politique vichyste de démission (chasse aux patriotes), d'aide à l'Axe (fin 1942) : fourniture de matériel auto à Rommel), d'abdication (remise aux Allemands, sans combat, de la place de Bizerte), de trahison (« Phalange africaine » de combattants tunisiens, équipés à l'allemande et encadrés par des Français). La dure « Campagne de Tunisie » (novembre 1942-mai 1943) sauve l'honneur et le 4e régiment de tirailleurs tunisiens (entre autres) se couvrira de gloire. — En 1951, le premier train de réformes (8 février) fait, du premier ministre, le chef du gouvernement tunisien et modifie les règles d'accession à la fonction publique. Mais la réponse française, du 15 décembre 1951, repousse les revendications tunisiennes. Depuis, c'est la répression officielle (arrestations, opérations de police) et la politique de force, le terrorisme de certains éléments

tunisiens et le contre-terrorisme (« auto-défense »), d'autres organisations françaises.

En somme, la revendication politique tunisienne — pour un Représentatif tunisien, un Exécutif homogène responsable devant ce Représentatif, une Fonction publique tunisienne, une Juridiction administrative tunisienne — achoppe surtout devant le problème de la garantie des intérêts des Français de Tunisie. Ceux-ci estiment que leur seule garantie consiste en leur participation effective aux institutions politiques et administratives du pays. Il s'agit d'un problème de *justice*, que pourraient satisfaire le respect normal des situations régulièrement acquises par les fonctionnaires et l'institution d'une Cour arbitrale paritaire franco-tunisienne. Mais la reprise des pourparlers devrait se faire sous forme de rencontre sincère entre Français qualifiés et Tunisiens majeurs (c'est ce qui vient de se faire, en septembre 1954).

III. — ADMINISTRATION

ADMINISTRATION RÉGIONALE. — Il y a 37 caïdats territoriaux ; les *caïds* sont nommés par décret beylical, ainsi que les caïds stagiaires *(Kahias)* et que les *Khalifas*. Le caïd de Tunis porte le nom de *cheïkh-el-médina*. Les *cheïkhs* ne sont plus désignés par les tribus, mais nommés par décret, sur la proposition des caïds.

ADMINISTRATION CULTUELLE. — Les *imâms*, *khatibs* et *cadis* sont nommés par décret beylical.

Pèlerinages : mosquées et zaouïas de Kairouan (Salmân), puis qoubbas (Sidi Fathallâh d'Hammam-el Lif, Sidi boû Sa'îd de Carthage, Sidi Mohaddab de Gabès, Lella Mannoubiya).

Les *congrégations religieuses* sont en décroissance rapide, à cause de la diffusion de l'enseignement neutre ; et de l'absence de toute instruction religieuse et de tout entraînement spirituel dans les zaouïas ; la dernière statistique (inédite), de 1922 (apparentée à celle de 1897), donne un total de 58.143 affiliés, avec 476 zaouïas :

Répartis entre 4 ordres principaux : *Qâdiriya* de Bagdad (17.196 ; 130 zaouïas) ; *Rahmâniya* de Nefta (16.564 ; 90) ; *Aïssaoua ('Isâwiya)* de Meknès (11.190 ; 87) et *Salâmiya-'Aroûsîya* de Zliten (Tripolitaine, fondés en 1795 : 4.654, en 83 zaouïas). — On trouve ensuite 21 zaouïas *Tidjâniya* (1.795 membres), 7 *Madanîya* de Musirata (Tripolitaine ; branche panislamique de *Derqâoua* ; 1.614 membres), 7 *Madanîya* de Misurata (Tripolitaine ; branche panislamique de *Derqâoua* ; 1.614 membres), 12 *Boûa'lîya* (de Tozeur ; 1.315), 1 *Sanâniya* (du Djérid ; 900). 8 *'Azzoûziya* (835), 10 *'Awâmiriya* (573), 10 *Tabbaïa* de Nefta (au Djérid, 460), 10 *Shâdhilîya* (376), 10 *Taïbiya* (369), 1 *'Ammâriya* au Kef (200), 1 *Khammousia* à Sfax (50), *Karraïya* à Sfax (50), 1 *Khaliliya Touhamiya* au Djérid (50). En tout, 3 % de la population musulmane.

INSTRUCTION PUBLIQUE. — 1) *Scolarisation*. — Effectif scolarisable : 700.000, dont les 3/10 seulement sont reçus dans les écoles. Cependant,

politique scolaire officielle active (surtout depuis 1948) : le budget de l'Instruction publique (17 % du budget total en 1952) a presque doublé depuis 1944. L'effectif scolarisé est passé de 3.000 élèves (1885) à 110.000 (1944) et 225.000 (1953) ; 300.000 prévus pour 1954 (totaux pour les enseignements primaire, technique, secondaire et supérieur). Proportion de filles musulmanes : 26.000 (sur 195.000, en 1952). Au point de vue quantitatif (statist. O. N. U.), dès 1951, la Tunisie vient au 3e rang pour l'enseignement primaire (528 élèves pour 10.000 hab.), derrière la Syrie et l'Égypte ; au 2e, pour le secondaire (52, après la Syrie) ; au 1er, pour la technique (34). Plan de scolarisation totale en vingt ans (à partir de 1949).

2) *Structure*. — Les Musulmans tunisiens désirent, en général, « arabiser » l'enseignement, mais leurs syndicats sont opposés à l'enseignement de l'arabe *dialectal* aux jeunes Tunisiens (dans les établ. secondaires). Cependant, pour permettre l'accès des élèves à une « double culture », politique de *bilinguisme* franco-arabe : écoles de filles musulmanes transformées en écoles franco-arabes ; collège de jeunes Musulmans Louise-René Millet intégré dans l'enseignement public ; création (1944) de « sections tunisiennes » (place importante de l'arabe dans les collèges ; diplôme de fin d'études du Collège Sadiki ; baccalauréat franco-tunisien ; institut des Hautes Études de Tunis (fondé en 1945) : sur 1.000 élèves (1952), 213 Musulmans dont 15 jeunes filles.

3) *L'instruction* musulmane traditionnelle a toujours été en honneur en Tunisie, depuis ses nombreux *kouttabs*, jusqu'à la Grande Mosquée (Dj. Zîtoûna), dont les élèves souhaitent la modernisation. Ils reçoivent (depuis 1896) un enseignement moderne en arabe (privé) à la Khaldounia. Cent soixante-neuf écoles coraniques *modernes* ou *rénovées (msid modjedded)*, subventionnées et contrôlées, avec 810 maîtres et 32.000 élèves (1952).

LA PRESSE. — *Presse tunisienne : Mission* (en français) et *El-Horria* (tous deux interdits en 1952).

As-Sabâh (néo-destour) et *An-Nahda* (officieux).

Presse française : La Presse (de M. Smadja), *Tunisie-France* (Rassemblement français), *La Dépêche tunisienne* (industr.) et *Le Petit Matin*. Hebdomadaire socialiste : *Fraternité*. Régime de censure.

La justice se répartit en : justice canonique, *Chra'* (statut personnel, successions, propriétés immobilières), confiée aux cadis et muftis (réunis parfois en *medjlès*), tous *malikites*. Réorganisation du *chra'* en 1948 : code de procédure ; recrutement provincial par concours ; 35 *mahkama* provinciales et 8 *medjles* (juridictions collégiales) dans les villes ; *medjles* du Divân à Tunis, avec 2 Chambres *(mâlikite* et *hanéfite)*, sous la présidence respective des 2 *Cheikh-ul-Islâm* de Tunisie ; tribunal de cassation à Tunis.

Le droit *sunnite* est seul applicable, même aux djerbiens ibâdhites. Procédure de défaut, depuis 1937.

Et justice séculière, *Ouzara* (autres affaires civiles, commerciales et pénales, actions possessoires, baux des Habous), relevant du premier ministre. Cette justice « retenue » a été transformée en un tribunal central (affaires criminelles, appels au civil et au correctionnel), tribunaux régionaux à Tunis, Béja, Sousse, Sfax, Kairouan, le Kef, Gabès et Gafsa ; au-dessous, les caïds ont presque complètement perdu leurs attributions judiciaires (passées aux juges cantonaux ; de même, l'exécution des jugements appartient, depuis 1952, à des agents spéciaux ou *mouneffed*).

Le droit musulman a été codifié ; pour les obligations et contrats (1907 Code *Santillana*) ; la procédure civile (1910), le code pénal (1913) et code de procédure pénale (1922).

L'égalité fiscale a été réalisée pour l'impôt personnel et la dîme des céréales.

Budget. — (1951-52) : Recettes, 43.155 millions de fr. ; dépenses, 43.141 millions de fr. Dette publique (1950) : 26 milliards de fr.

L'Armée. — Vingt-cinq mille hommes. Base navale à Bizerte. Pendant les opérations d'Italie, de France et d'Allemagne (1944-45), les tirailleurs tunisiens (4e R. T. T.) se sont particulièrement distingués. État de siège ininterrompu depuis 1939. Insécurité due à des bandes armées, les « *fellâga* » (1953-54).

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'Agriculture. — La production agricole représente un peu plus de la moitié du revenu national. Mais elle dépend des pluies et varie, pour les céréales (blé et orge), de 3 à 10 millions de qx, pour l'huile, de 10 à 100.000 t. (malgré 20 millions d'oliviers). Vin, dattes, agrumes et primeurs. Nappes d'alfa (100.000 t. de fibres). Chênes-lièges (215.000 ha.). Élevage : 2 millions de moutons. Pêche (sardine, thon, éponges) : 13.000 pêcheurs (1950).

Au point de vue social, les terres se répartissent en : terres collectives (*'arch*), de tribus (2.500.000 ha. cultivables) que le Domaine dit leur concéder à titre précaire ; propriétés privées (*melk*), avec préemption pour le voisin, selon le droit hanéfite de *chefâa* ; et biens de mainmorte pieuse, *habous* : *publics* (administrés par la Djemaïa, créée en 1874, et réformée en 1908, 1924, 1938 et 1944 ; budget 1949-50 : 230 millions de fr., dont 26 pour l'entretien des 1.663 édifices religieux de Tunisie ; depuis 1945, remembrement de grands domaines vers Sfax et Mahdia), et *privés* (souvent en friche ; projet de mise en valeur élaboré en 1920 ; mais consolidés et multipliés par la législation), pouvant être loués à perpétuité (*inzâl*, dit « enzel ») par les soins de la Djemaïa (670.000 hab.).

La loi foncière de 1885 (acte Torrens) a amené l'immatriculation des terres, d'abord de celles des colons, puis de celles des indigènes (1.800.000 ha. immatriculés et 500.000 ha. en instance, en 1952). — Les Européens possèdent 800.000 ha. sur 9 millions d'ha. productifs ou 3.700.000 ha. réellement cultivés (estim. 1948).

Le contrat de *khammessat*, asservissant le travailleur agricole (*khemmâs*, ou « quintonnier ») au sol, est de mauvais rendement économique et est moralement contestable (décrets de 1874, le réglementant ; et de 1920, rétablissant la prison pour dettes des khammès). C'est un pis-aller. Le contrat de *mgharsa* (bail à complant) est très supérieur socialement.

Cadastre foncier. Amélioration des conditions de vie économique et sociale des ruraux (Service du Paysanat, depuis 1938 et surtout 1944). Enseignement agricole. Salaires agricoles insuffisants : 8 fr. par jour en 1938, 200 fr. en 1949-50. Sur 480.000 Musulmans adultes, 160.000 travaillent dans l'agriculture (1949).

L'Industrie. — Salines. Pas de charbon, mais houille blanche (barrages en cours, prévus pour fin 1953, sur l'oued Ellil et l'oued Mellègue). Phosphates de Gafsa et du Kef (export. moyenne : 1.800.000 t.). Usine de superphosphates (Sfax). Mines de fer (Djerissa), plomb, zinc. L'État tunisien participe (à 10 %) aux recherches d'hydrocarbures : S. E. R. E. P. T. (cap Bon et Gabès), Shell britannique (de Sousse à Kairouan) et Gulf Oil américaine (Sfax et Gafsa). L'industrie musulmane, traditionnelle, plus solidement organisée en Tunisie que dans le reste du Maghreb, ne peut plus lutter contre l'industrie européenne. L'enseignement technique des apprentis (internats) a été organisé méthodiquement, école des Souassi, cours de pêche à Sfax, institut des arts et métiers indigènes de Tunis, sous l'impulsion des « services économiques indigènes ».

Les usages de l'organisation coopérative tunisienne, vivifiée au début du XVIIe siècle par la venue des Maures expulsés d'Espagne, ont été réorganisés de 1863 à 1884 par des décrets beylicaux minutieux, destinés à sauvegarder l'hérédité des maîtrises, la fixité de la répartition dans les souks, la répression des malfaçons. Les règlements des *chawachis* (fabricants de chéchias) et des tisseurs de soie sont les plus connus. Chaque corporation (il y en a plus de 54) est dirigée par un *amîn*, assisté de 10 prud'hommes. Cette organisation s'est révélée impuissante à sauver l'industrie indigène de la concurrence européenne (meunerie, huilerie, tissage, tapis de Kairouan, céramique de Nabeul, sparterie, *belghas*). Elle relève d'un tribunal spécial, *'orf*, présidé par le *cheïkh-el-medina* de Tunis (1884).

Travail. — La main-d'œuvre industrielle a été estimée (en 1949) à 28.000 Musulmans contre 20.000 Européens ; 14.000 ouvriers travaillent dans les mines (étrangers en majorité).

Salaires : si ceux des mines ont été multipliés par 30 depuis 1936, un manœuvre est payé 43 fr. de l'heure en 1950.

Législation : semaine de quarante heures (1937). réglementation générale des salaires (1943) ; congés payés (1936) ; accidents du travail (1950) ; allocations familiales (1944) ; embryon de Sécurité sociale (1951).

Syndicats : droit syndical depuis 1932 (décret du 16 novembre) ; 4 grandes organisations dont la principale (100.000 adhérents) est l'U. G. T. T. (Union générale des Travailleurs tunisiens), fondée en mai 1945, à recrutement purement tunisien (syndicat « confessionnel »), affiliée à la C. I. S. L. (Conf. intern. des Syndicats libres) sous influence américaine, extrêmement influente politiquement et socialement (grève générale du 19 janvier 1952) ; son secrétaire général, Ferhat Hached, a été assassiné le 5 décembre 1952. — « Bidonville » de Franceville (étude J.-B. Dardel).

Mouvement économique général (1950). — *Importations :* 51.500.000 fr. ; *exportations :* 39.800.000 fr.

La Tunisie importe : produits de consommation (sucre), matières premières industrielles (textiles, produits sidérurgiques), biens d'équipement (machines, matériel électrique, etc.), combustibles.

La Tunisie exporte principalement : phosphates, céréales, huiles d'olives, plomb, fer, alfa.

Commerce intérieur. — Routes (8.840 km. en 1951) ; voies ferrées (2.000 km.), à voie étroite (sauf les 460 km. à voie normale, de la frontière algérienne à Tunis et Bizerte). Aviation active : passagers et frêt d'agrumes et primeurs (aérodrome d'El-Aouina près Tunis) ; et des lignes de pénétration ; spécialement de Sfax à Tozeur (Cie de Gafsa). Ports de Tunis, Sousse et Sfax. Le port de Bizerte a une importance exceptionnelle (préfecture maritime).

Tourisme. — Des guides de Tunisie paraissent régulièrement. Stations d'hivernage sur la côte est, Carthage ; amphithéâtre d'El Djem, Kairouan, pays des troglodytes (Matmata) et oasis du sud.

Monnaies, poids et mesures, crédit. — Franc tunisien (1891) ; système métrique (1895).

Système local : le blé se vend encore par *kaffis* (5 hl. 808). Le *kaffis* (= *qafîz*) pour olives est de 16 *wiba* (de 40 l.).

L'esprit d'initiative commercial, si développé chez les Djerbiens, s'est marqué par la fondation, depuis 1907, de groupements financiers musulmans : « Union commerciale », « Iqbâl », « I'tidâl », « Comptoir commercial arabe » (1916), « Renaissance économique » (Guellaty, 1920), Immobilière tunisienne.

C'est la *Banque d'Algérie* qui émet les billets au porteur et à vue (1904). Vingt-deux banques en Tunisie (1947). Crédit agricole ; 66 coopératives agricoles ; sociétés tunisiennes de prévoyance.

Bibliographie (Ashbee, 1888) :

Statistique générale de la Tunisie (annuelle).

Journal officiel tunisien.

Augustin Bernard, *Enquête sur l'habitation arabe des indigènes de la Tunisie*, Tunis, 1924.

W. Marçais, *Textes arabes de Takroûna*, Paris, 1925 (t. I).

Paul Marty, Folklore tunisien, *Rev. Et. Isl.*, 1936, 363-434.

Revue *IBLA* des RR. PP. Blancs, Tunis.

Gilbert Boris, *Documents linguistiques et ethnographiques sur une région du Sud Tunisien (Nefzaoua)*, Paris, 1951.

Actes du Congrès de Tunis, section de pédagogie, 9-16 mai 1951.

F. Leduc, L'industrialisation de la Tunisie (in *Industr. de l'AFN*), Paris, 1952.

A. Basset, *La langue berbère*, Oxford, 1952.

Tahar ben Ammar, *Les solutions possibles* (numéro spécial de *La Nef*), mars 1953.

Tunisie 53 (numéro spécial de l'Encycl. mens. d'Outre-Mer), décembre 1952.

Pour les *habous*, voir *REI*, 1951 ; pour la statistique des *hanéfites*, communication de M. L. Bercher (1932).

Marcel Emerit, La pénétration industrielle et commerciale en Tunisie et les origines du protectorat, *Rev. Africaine*, 1951, p. 196-219.

Initiation à la Tunisie, Paris, 1950, 391 p., par A. Basset, L. Bercher, P. Brunschvig, M. Calvet, A. Cardoso, J. Despois, E.-G. Gobert, H.-R. Idris, G. Marçais, W. Marçais, G. Picard, J. Pignon, Ch. Saumagne (dont un quart concerne la population musulmane).

MAROC (MAGHRIB-AQSA)

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — Le Maroc, dont le nom européen est dérivé de Marrakech, sa capitale unique de 1062 à 1275, occupe l'angle nord-ouest de l'Afrique, entre 1° 40′ de long. ouest et 28° de lat. nord ; soit 420.000 km² (estim. problém. en raison de l'indétermination des frontières sahariennes), dont 400.000 en zone française. Enclavé entre l'Algérie (est-sud-est) et le Sahara espagnol (sud), il comprend, outre le Maroc proprement dit, deux territoires politiquement détachés, la zone internationale de Tanger (380 km.) ; et la zone espagnole du Rif (20.000 km²) avec les « presidios » (213 km² : Ceuta, Velez, Alhucemas, Melilla, Zaffarines).

420.000 km², répartis entre deux « climats » distincts, méditerranéen (et atlantique) au nord de l'Atlas, et saharien du sud. Le premier se subdivise en 4 zones : *a)* Au nord, un massif isolé, le *Rif*, culminant entre 1.500 et 2.456 m. (Jidighine), « riviera » escarpée au nord-nord-est, en pente plus douce vers l'Atlantique ; *b)* A l'est, un couloir de migrations à steppes d'alfa, vallées de la Moulouïa, de l'Innaouen et du Zâ ; *c)* Au centre, donnant sur l'Atlantique, après le Gharb (vallées du Loukkos et du Sebou, dépressions largement arrosées), règne la « meseta », marocaine : « sahel », puis « terres noires » en Chaouïa, Abda et Doukkala, bassins du Bou Regreg et de l'Omm er Rebî, bassins du Tensift et du Soûs ; *d)* Les amples plissements de l'Atlas, orientés nord-est-nord-ouest, enserrant de hautes vallées ; plissements vastes, se multipliant au nord jusqu'à la trouée de Taza, Dj. Ali : 3.354 ; Bou Iblan 3.215 ; au sud jusqu'au Drâa ; culminant à 3.305 m. (Siroua), 3.751 (Ari Aïach), 4.089 (Ouen krim) et 4.165 (Toubekal). Le « climat » saharien comprend les chapelets d'oasis du Tafilelt et du Drâa.

Température moyenne max. 25° 4 ; min. 10° 7 (Fès, 1919).

Trois zones pluviométriques : + 800 mm. à l'angle nord-ouest (littoral), en moyen et haut Atlas ; + 400 mm., Melilla, Sebou, Meknès-Taza ; + 200 mm., Chaouïa, Doukkala ; — 200 mm. Marrakech, et versant saharien (Bernard).

Recensements de la population (trop faibles en 1936, trop forts — cartes d'alimentation — en 1947) :

Zone française (1947) : 8.180.000 hab., dont 7.980.000 Musulmans

sunnites malikites, 200.000 Israélites et 325.000 Européens (360.000 en 1951) ; on sait que les Israélites de Fez se sont convertis en grand nombre à l'Islam au XIIIe siècle.

Zone espagnole (1945), presidios compris : 1.250.000 hab. dont 1.150.000 Musulmans sunnites, 85.000 Européens (surtout Espagnols) et 15.000 Israélites.

Zone internationale (1941) : 100.000 hab. (surtout à Tanger), dont 36.000 Musulmans et 7.000 Israélites.

Population totale du Maroc (estim. 1951) : 9 millions 1/2 d'hab., dont 9 millions environ de Musulmans (sunnites).

Recensement des villes :

Zone française (1947 ; nombre d'Européens entre parenthèses) : Casablanca, 550.000 hab. (1) (dont 120.000 Europ.) ; Marrakech, 238.000 hab. (13.000) ; Fès, 200.000 hab. (16.000) ; Rabat, 160.000 hab. (40.000) ; Meknès, 160.000 hab. (24.000) ; Oujda, 88.600 hab. (26.000) ; Salé, 57.000 hab. (2.000) ; Port-Lyautey, 56.000 hab. (8.000) ; Safi, 51.000 hab. (3.000) ; Mazagan 40.000 hab. (2.600) et Mogador 29.000 hab. (1.300).

Zone espagnole (1945) : Tetuan, 93.600 hab. ; Melilla, 60.000 ; Ceuta, 50.000 ; Larache, 40.000 ; Alcazarquivir, 35.000 ; Xauen, 14.000 ; Arzila, 17.000.

Zone internationale (1941) : Tanger, 46.000 hab.

L'ISLAMISATION, ORIGINE, INTENSITÉ, POURCENTAGE. — A peine commencée par les premières incursions musulmanes (ʿOqba en 681, Ibn Noceïr en 707), l'islamisation est due, selon la légende, à l'essaimement de la postérité des 7 (ou 11) fils de l'Alide Idrîs II († 828), qui fonda Fès. En réalité, elle ne s'est achevée, en plaine, qu'aux XI-XIIIe siècles, avec l'extirpation des hérétiques Barghwâta, et avec la venue d'Orient de tribus arabes musulmanes.

Nous avons en effet au Maroc : *a)* Des tribus *arabes*, venues du Hedjaz par la Haute-Égypte et la lisière nord du Sahara, et arrivées au XIIIe siècle ; les unes *modarides*, au nord de l'Atlas, et semi-sédentarisées : *Khlot* et *Tlîq* du bas Sebou, *Cherarda* du moyen Sebou, *Athbadj* de Doukkala, *Ashdja*ʿ des *Chyâdma*, *Zoueïr* au nord du Tadla, *Homeïân* d'Oudjda. Les autres *qahtanides*, nomades au sud de l'Atlas : *Douï Mansoûr*, *Roha*, *Monabba*, *Berabïsh* et *Delim* ; quant aux *Oudaïa* (près Fès), *Rehamna* (près Marrakech) et *Beni Ahsen* (bas Sebou), ils ont été transplantés et semi-sédentarisés par les sultans ; *b)* Des tribus *berbères*, où, sous la généalogie légendaire, transparaissent 3 groupes dialectaux : 1° Le bloc des *Masmoûda*, parlant *chleuh*, au sud-ouest (Atlas) *Haha* : *Mtouga*, *Goundâfa*, *Ilâlen*, etc., avec une colonie, arabisée, dans le nord-ouest *(Jbala)* ; 2° Les fragments épars des Sanhâdja (Zénaga), parlant *tamazight*, au nord, au centre *(Zemmour*, *Zaïan*, *Braber*), au sud-ouest (*Gozzoula*, parlant maintenant *chleuh*) et au Sahara ; 3° Les envahisseurs *Zénata*, venus d'Algérie centrale aux Xe-XIIe siècles, parlant *zenati* (Oudjda, Figuig, Tafilelt, Rif) ou *arabe (Chaouïas)*, dans la plaine de ce

(1) 700.000 en 1954.

nom ; 4° Deux îlots d'*Haouâra*, au Soûs et en Tafrâta, parlent arabe. — Ces tribus, sédentaires, vivent dans des villages fortifiés (*agadir* entrepôts fortifiés des *chleuh*, *qsoûr* des *zénata*), ou ouverts *(dchoûr)*, munis du moins de tours (*tighremt*, pour préserver la récolte ; en pays *zénaga*).

La proportion entre *Arabes* (ou arabisés) et *Berbères*, au Maroc, paraît s'être maintenue sensiblement depuis le XVe siècle : 60 % contre 40 %, soit aujourd'hui quelque 5 millions de berbérophones (chiffre probablement trop fort). On ne saurait pourtant parler *politiquement* de « majorité berbère » au Maroc ; toute l'ossature sociale marocaine, islamisée, s'arabise forcément, et les Européens (Français comme Espagnols), n'étant presque jamais berbérisants, sont le facteur principal de l'arabisation (linguistique, culturelle et, partant, politique). D'autre part, le protectorat français est passé d'un extrême à l'autre : de l'ignorance pure et simple de l'existence massive et de l'originalité des Berbères (à commencer par Lyautey) à la mobilisation intéressée du « bon sauvage berbère » opprimé par le conquérant musulman arabe. D'ailleurs, le paysan berbère, industrieux et chicaneur, laissé à lui-même, ne voit rien au delà de sa charte communale semi-communiste *(izref)*, et de sa coterie *(leff* ; cf. la *'anâya)* (1), confond le code civil et la morale, et ne saurait se hausser seul à la conception de l'État. Malheureusement, l'étude des droits berbères (qui sont une réalité vivante) reste à faire ; feu Georges Marcy (avec son *Droit coutumier Zemmour*, 1949) est à peu près le seul à avoir eu une vue d'ensemble de ce problème juridique essentiel. On trouve des nègres, esclaves ou affranchis, *arabisés* ou *berbérisés*, çà et là, surtout dans le sud (*Harâtin* du Drâa).

Le Maroc est profondément islamisé (il est possible, probable même, que les Berbères soient souvent loin de l'orthodoxie ; ils n'en ont pas moins le vif sentiment d'être des Musulmans et ils en ont, en tout cas, le « baptême de désir »), même dans les recoins berbères où les *mosquées* sont encore rares, mais où les *zaouïas* pullulent, avec des tombes vénérées d'apôtres. Le rite mâlikite du sunnisme règne partout ; et rien ne reste des sectes dissidentes que les îlots : Khâridjites *Bdadoua* (pour « Ibâdiya » ?) çà et là (Melaïna, Ghïata, Chaouïa et en Saoura) ; *'Aouînet* et *Zkâra* (au sud-ouest d'Oudjda, 16.000 hab.), adeptes d'un rite initiatique peut-être issu de l'ismaélisme des Fâtimites. Les Ida-Oultit (Leff Guézoul) dévôts à Ali, rattachent au Kharijisme leurs adversaires du Leff Sektana.

Le pourcentage des nomades, la plupart arabes, par rapport aux sédentarisés, serait de 22 %. Il y a de véritables nomades chameliers sahariens dans l'extrême Sud-Ouest : les Ait-Oussa de Goulimine.

La langue arabe est la langue officielle.

(1) FOUCAULD, *Reconnaissance au Maroc*, 1888, p. 245.

L'écriture arabe est du type *andaloûsî*, dont le calibrage fleuronné est d'une gaucherie non sans grâce ; mais, par rapport au *neskhi* courant du reste de l'Islam arabe, il est, en typographie, d'une lecture moins rapide (cf. la minuscule gothique allemande).

Parmi les dialectes berbères, seul le *chleuh (tashelhit)* du Soûs possède quelques textes littéraires, notés en caractères arabes.

II. — GOUVERNEMENT : CONSTITUTION ET MEMBRES

Le sultan du Maroc, choisi depuis 1664 dans la famille des chorfa Filâlis Hasanides *Alaouites* (du Tafilelt, descendants du Prophète venus, selon la tradition, d'Yanbo' (Hedjâz) au XIIIe siècle) a la plénitude de l'autorité, à la fois canonique *(Imâm)* et politique *(Émir)*.

La *Khotba*, marque de l'investiture canonique qu'il dispense, se dit en son nom le vendredi dans tout le Maroc, y compris Tanger et le Rif. Le Maroc a joui de l'unité de *Khotba* dès le début (omayyade 707-750, abbaside 750-88, et 1069-1145 ; omayyade de Cordoue 938-1009, avec des interruptions fâtimites 931-52, 960-72, 979-89), et de l'autonomie canonique depuis 1145. — Capitale : Rabat (1912).

Le sultan Sîdî Mohammed V, « sultan de Fès, Tafilelt, Marrakech et Soûs, Commandeur des Croyants, Majesté chérifienne », fils de feu Moulay Yoûsof (1912-27), proclamé sultan à Fès le 18 novembre 1927 à la place de son père, a été expulsé et déporté (en Corse, puis à Madagascar) le 20 août 1953, jour de la Fête des Sacrifices (cf. Robert Barrat, *Justice pour le Maroc*, Paris, 1953 : avec préface de François Mauriac) ; — sous la pression « berbère » et « maraboutique » du pacha de Marrakech (Si Thami el Glaoui) et du « président » des Confréries d'Afrique du Nord (Si Abdelhayy el Kettani : cf. *Esprit*, sept. 1953) ; après avoir « abandonné » le 13 août certains de ses droits souverains. Il a été remplacé par Sidi Mohammed Ben 'Arafa.

La cour se compose de deux parties ; administrées, l'une à l'intérieur, par le *hâdjib*, l'autre à l'extérieur, par le *qaïd al méchouar* ; *protocole*.

Le traité franco-marocain du 30 mars 1912 a établi un protectorat français, exercé par un commissaire résident général (qui fut Lyautey pendant quatorze ans, de 1912 à 1926), assisté d'un ministre plénipotentiaire « délégué à la Résidence » et d'un *Conseil de Gouvernement* (où il y a des représentants élus de la colonie française) ; seul intermédiaire du sultan auprès des représentants étrangers pour tout le Maroc.

Suivant le traité franco-espagnol du 27 novembre 1912, consécutif au traité franco-marocain, le sultan a délégué en zone espagnole, un « Khalifa », spécial, muni, à titre permanent, de sa délégation générale et intégrale (Moulay al Hasan-ibn al Mahdî, 1925) ; et qui est désigné, dans la *Khotba* (en zone espagnole), après le sultan du Maroc ; il nomme les caïds. — L'Espagne n'a pas reconnu l'expulsion de S. Mohammed V.

La zone spéciale de Tanger, définie en 1913, a été l'objet de deux accords internationaux (18-12-1923 et 25-7-1928) ; d'après le nouveau *Statut*, auquel 8 puissances ont adhéré, le sultan délègue à Tanger un *mandoûb* (Si Moh. Tazi).

Les « presidios » sont rattachés directement à l'Espagne (Ceuta, à Cadix).

Le régime des capitulations et de la protection consulaire ne fonctionne plus que pour les États-Unis ; toutes les autres puissances y ont renoncé dans la zone française (la France y a renoncé en zone espagnole, mais non l'Angleterre, ni les États-Unis, ni la Hollande).

L'évolution normale du Traité de Protectorat devait, logiquement et en toute justice, conduire progressivement le Maroc à « une émancipation sous notre tutelle, sous notre direction, à notre profit » (Lyautey), « en donnant à temps satisfaction à ses aspirations inévitables » *(id.)*. Au contraire, le contrôle des conseillers français est devenu, peu à peu, de l'administration *directe* pure et simple, et le fameux « coup de barre » souhaité et décidé par Lyautey (circulaire du 18 novembre 1920) a eu lieu en sens inverse, dans le sens de la « reprise en main »... En présence de la revendication nationaliste (manifestations plus ou moins sanglantes de 1930, 1937, 1944, 1947, 1950, 1952 ; deux grands partis : le parti *Qawmi* de Mohammed Bel-Hassan El-Wezzâni, fondé en 1937 et le parti de l'Indépendance — *Istiqlâl* — de Si Allâl El-Fâsi, fondé en 1943 sous ce nom, mais dérivé du parti national de 1937), l'administration réagit en alternant la « concession rechignante » avec la répression. L'indépendance d'un Maroc arriéré serait dangereuse (et non viable, en raison de la situation stratégique du pays...) ; le nationalisme y fait une « maladie infantile », il faut le moderniser et, pour cela, aider la monarchie absolue à se transformer en monarchie constitutionnelle. Quitte à substituer, aux liens du Protectorat, des accords nouveaux qui, garantissant les droits acquis des Français, mais non leurs prébendes, feraient du Maroc un libre associé de la France dans l'Union française.

III. — ADMINISTRATION

ADMINISTRATION CENTRALE. — Elle porte le nom de « makhzen », depuis le XVe siècle et se compose (réorganisation du 21 juin 1947) : du grand vizir (El Haddj Mohammed El Moqri), qui a l'Intérieur ; des vizirs de la Justice *(Chikâyât)* et des Habous du directeur du Protocole et du *Nâib*, qui est le délégué du grand vizir à l'Instruction publique et aux intérêts des Musulmans de Tanger. Le grand vizir a 5 délégués (finances, santé, agriculture et commerce, production industrielle et travaux publics, affaires sociales).

Le pouvoir législatif appartient au sultan, dont les décrets se nomment « dahirs ». Il y a aussi des arrêtés du grand vizir. En pratique, le résident général a l'initiative des lois et le pouvoir de les promulguer (en cas de veto sultanien, il passe outre en édictant des « arrêtés résidentiels »). Depuis plusieurs années, une lutte plus ou moins ouverte oppose le résident et le sultan dans l'application de l'article 1 du Traité de Protectorat concernant les *réformes* « que le gouvernement français jugera utile d'introduire sur le territoire marocain... ».

La liaison entre le makhzen central et le protectorat s'établit par la direction des Affaires chérifiennes.

L'administration civile, centralisée par le secrétaire général du Protectorat, comprend de nombreuses « directions » (l'ancienne « Direction des Affaires politiques », comprenant le « Service des Affaires indigènes et des Renseignements », a été rebaptisée, depuis 1946, sous le nom de « Direction de l'Intérieur »). En 1951, les dépenses de *fonctionnement* des différentes administrations du Protectorat ont absorbé plus de 80 % du budget ordinaire... L'administration centrale est presque totalement française.

L'administration de la *zone espagnole* a été réorganisée avec un haut-commissaire à Tétuan, assisté par un délégué général et 5 délégués. En février 1948, la charge de grand vizir a été créée. — A Tanger, il y a un Comité de Contrôle, un administrateur de la Zone et une Assemblée internationale de 27 membres. Après l'occupation *de facto* par les Espagnols (le 14 juin 1940), Tanger a retrouvé son Statut international en 1945. L'Italie est revenue au Comité de Contrôle en 1948 et l'Espagne à la police en 1952.

ADMINISTRATION RÉGIONALE. — Le grand vizir nomme et contrôle les pachas et caïds, contrôle les tribunaux et institutions rabbiniques.

La direction de l'Intérieur comprend 7 *régions*, dont 3 sont *civiles* (Rabat, Casablanca et Oujda) et 4 sont *militaires* (Fès, Meknès, Marrakech et Agadir) ; elles se subdivisent en *territoires*, *cercles*, *circonscriptions* ou *annexes* et *postes*. Le « contrôle » des autorités locales est exercé par le corps des Contrôleurs civils et par celui des officiers des Affaires indigènes (c'est le système fameux du « Bureau arabe »). — Début de mise en route d'une vie politique locale, à l'échelon circonscription ou tribu, par la rénovation (entreprise en 1947) des assemblées rurales traditionnelles, les *jmâ'a*, puis par le dahir sur les *jmâ'a* administratives, promulgué en juin 1953, mesures excellentes, mais dont l'application est trop souvent freinée par les autorités chargées de les mettre en œuvre.

Le *Bled Siba*, ou « pays insoumis », se composait, depuis le XIe siècle, de cantons montagneux irréductibles. La pacification du Maroc est achevée depuis 1934.

ADMINISTRATION CULTUELLE. — L'article préliminaire du Traité de 1912 stipule que le régime de protectorat « sauvegardera la situation

religieuse, le respect et le prestige traditionnel du sultan, l'exercice de la religion musulmane et des institutions religieuses, notamment de celles des habous » (*B. O.* du Maroc, n° 1 du 1er novembre 1912). La zone espagnole a le même régime. C'est par délégation du sultan que les *imâms, khatibs* et *cadis* exercent leurs pouvoirs canoniques. Le petit personnel de la mosquée comprend : *muwaqqits, muezzins, morâqibs, hazzâba.*

Il y a de nombreux pèlerinages à dates fixes (parfois calées sur le calendrier solaire-agricole), aux tombes de certains saints : Moulay Idris II († 828) dont la tombe a été retrouvée à Fès en 1437, et son père, Moulay Idrîs Ier († 793), enterré au Zerhoun (fête le 15 mai) ; Moulay bou 'Azza († 1177) ; Moulay boû Selham ; Moulay 'Abd al Salâm († 1226), au Djebel 'Alem ; Moulay Bou Chta au nord de Fès ; Sidi Hirzihim (Harâzem), à l'est de Fès.

Les biens *habous* ont joué au Maroc, un rôle politique, économique et social considérable, surtout à Fès et l'institution atteint son apogée sous les Almohades et les Mérinides. Plus tard, l'insécurité générale, les abus et les dilapidations, rendaient des réformes nécessaires. Direction générale (1912), puis vizirat des Habous (1915), avec le Service du Contrôle des Habous (Direction des Affaires chérifiennes). Au moins un *nadir* dans chaque ville importante. Conseil supérieur des Habous (1914).

Situation des habous marocains en 1949 : 22.000 immeubles bâtis et 28.000 non bâtis ; 5.000 aliénations depuis 1914 (autorisées par dahir en 1913) ; 6.000 agents du culte ; 500 agents du vizirat. — *Recettes :* 264 millions de fr. *Dépenses :* 231 millions de fr. (dont 1/3 pour le culte : personnel, fournitures, entretien, constructions neuves). La saine gestion des habous a permis d'en utiliser les revenus pour les intérêts de la communauté musulmane : reconstruction des grandes mosquées urbaines (Koutoubia de Marrakech, grande mosquée de Taza) ; construction de mosquées neuves (Casablanca) ; médersas ; Université Qaraouiyine (pour une part) ; assistance et bienfaisance ; création de « cités habous » (notamment à Casablanca). — Les habous de Tanger sont rattachés à Rabat et soumis aux règles de gestion du vizirat des Habous.

Les *congrégations religieuses*, en décroissance, sont encore puissantes : grâce à des compromissions profanes favorisant les quêtes et la « dichotomie » des marabouts, non sans arrière-pensée politique (Congrès confrérique de Fès, au début d'avril 1953).

La politique des sultans saadiens et alaouites a constamment tendu à briser leur autonomie politique (exemption d'impôts, etc.), d'autant plus dangereuse que la plupart de leurs chefs s'attribuent des généalogies chérifiennes (cf. « réformations » de la noblesse religieuse marocaine, effectuées en 1678 et 1693 par ordre du sultan). D'après Michaux-Bellaire :

Les plus anciennement fondées, *Amghâriyîn* de Tît (XIIe siècle), et *Sho'aïbiya* d'Azemmour (XIIe siècle) sont déchues ; les *Qâdirîya*, venus d'Orient au XIIIe siècle, ont été ravivés par la venue de leurs frères mauritaniens (Mâ el 'Aïneïn) il y a dix ans ; en outre, leur section dite *Djilâla* (corruption de *Gîlânîya*) s'adonne à la magie noire.

L'essor des *Shâdhiliya* depuis le XIVe siècle a donné naissance à la plupart des congrégations marocaines actuelles ; les unes dérivent de la réforme de Soleïman Djâzoûlî († 1468) : ce sont les *Aïssâoua* ('Isawiya) de Meknès, qui avalent du feu, *Hamadcha* (de Sidi Hamdoûch, Zerhoun) qui dansent avec des haches, *Sherqâoua* de Bejja'd, *Sanhâdja* de Dîla (1580 ; détruits : 1668), et *Touhamiya* (Taïbiya) d'Ouazzan (1665). Les autres ordres issus du *shâdilisme* sans passer par Djazoûl sont les *Zarrouqiya, Yoûsofiya, Ghâziya, Nâsiriya* de Tamagrout (Soûs : 1660), dont deux branches, d'*Ahansal* (ralliée 1924) et d'*Amhaouch*, ont éveillé depuis deux siècles une sorte de « nationalisme » chez les Brâber indépendants. La congrégation marocaine la plus active, aujourd'hui, est celle des *Derqâoua*, fondée par Moulay al'Arabî, disciple indirect de Djazoûli († 1823 à Boû Berrih, chez es Beni Zeroual) ; sa zaouïa de Medaghra (Tafilelt) s'est annexée les berbères d'Ahansal et d'Amhaouch ; et l'ordre a déjà deux sous-sections, *Kattâniya* (1850) et *Harrâqiya.* Les *Tidjâniya* d'Aïn Mahdî (1781), ordre algérien, progressent actuellement au Maroc. — En dehors de ces grandes affiliations, on relève çà et là d'antiques confréries de « bons tireurs » (Boû Chtâ, Boû Selhâm), et des charlatans de foire, acrobates *Ouled Ahmed oû Moûsâ* (Tazeroualt, *Hedâdoua* (Dj'Alem), nègres *Gnâoua* dont la sorcellerie animiste est d'origine haoussa.

Les *confréries* ne sont pas superposables aux *corporations.*

Il y avait à Fès, en 1924, 164 corporations *(hanta)*, comptant 9.000 artisans.

Les statistiques manquent, mais la proportion des affiliés, plus forte qu'en Algérie, peut être fixée à 10 % de la population totale.

ENSEIGNEMENT. — *Instruction publique* (statist. du 10 nov. 1952) : 272.000 élèves dans les écoles publiques (primaires et secondaires) du Maroc, dont 163.000 Musulmans. Ces chiffres sont considérés comme insuffisants par les Nationalistes marocains, et cette carence à scolariser (malgré l'élan magnifique, mais aujourd'hui retombé, suscité par le résident Erik Labonne en 1946, en faveur des « écoles foraines ») a provoqué le vaste mouvement compensatoire des *médersas libres.* En outre, la direction de l'Instruction publique contrôle des médersas officielles, dites « rénovées » et plusieurs « collèges musulmans ». A la mosquée *Qarawiyin*, à Fès (réformée en 1936), les étudiants sont logés dans 5 *médersas* (Bou 'Inâniya, 'Attârin, Mesbahia, Saffârin et Sharrâtin).

L'instruction professionnelle pratique n'a été que récemment développée. Pour l'enseignement supérieur : Institut des Hautes Études marocaines.

En 1951, 13 % seulement du budget ordinaire du Protectorat a été consacré à l'enseignement (contre 15 % à la police). École marocaine d'Administration (1950).

Zone espagnole : écoles publiques dans les villes ; plusieurs écoles hispano-arabes ; 2 instituts d'enseignement et de culture arabe à Tetuan.

Tanger : écoles coraniques élémentaires ; écoles primaires françaises, espagnoles et italienne. Lycée français.

Justice. — Les tribunaux canoniques, réorganisés par dahir (7 juillet 1914), sont répartis en 12 subdivisions, circonscriptions dirigées par un *cadi* ; une liste restreinte est établie par le ministre de la Justice, de *muftis*, *oukils* et *'odoûl*, pour chaque ville. Depuis le 7 février 1921, il y a un tribunal d'appel du *Chra' (majlis al istînâf)*.

La justice séculière des *caïds* et *pachas*, a été reconnue compétente en matière civile et commerciale (1918) ; elle est soumise au haut tribunal chérifien de Rabat. Il y a une regrettable confusion des pouvoirs administratif et judiciaire qui a fait l'objet de réformes (1951) dont l'application devra être accélérée. « Nouveau » Code Pénal (24 octobre 1953), en vigueur depuis le 29 avril 1954.

Il n'y a pas de tribunaux mixtes. Les tribunaux français sont compétents quand des Français ou assimilés sont en cause, sauf pour affaires relatives au statut personnel, aux successions et aux immeubles musulmans *non immatriculés* ; un code des obligations et contrats (12 août 1913), un code de commerce, un dahir sur l'état civil (1915, à appliquer progressivement) ont été promulgués.

Depuis le « Dahir berbère » du 16 mai 1930 (objet de l'exécration des Nationalistes et devenu, pour eux, un anniversaire de deuil), les tribus marocaines classées en tribus « de coutume » (berbère) relèvent de *tribunaux coutumiers* (sous le contrôle des autorités françaises locales). En dépit des critiques dont il demeure l'objet (pour son « dualisme » assez grossier), gâté dès l'origine par un scandale international (en raison de l'opposition du sultan) et surtout vicié, depuis, par l'immobilisme de l'Administration, le « Dahir berbère » a, tout de même, sous le contrôle des officiers des A. I., permis aux justiciables marocains de bénéficier d'une justice meilleure.

Zone espagnole : organisation analogue, sauf au criminel (juridic. espagnoles). — *Tanger :* tribunal du *Mendoûb*.

Armée. — Un certain nombre d'unités assurent la défense du Maroc. D'autres sont stationnées en Europe ou combattent en Indochine. Régiments de *tirailleurs*, de *spahis*, etc., ont participé brillamment aux deux dernières guerres mondiales. Troupes « supplétives » (ignorées au traité de 1912) : les *goumiers* ont été à l'honneur sur tous les fronts, de 1943 à 1945 ; n'étant pas considérés comme des « réguliers », ils n'ont obtenu qu'en août 1952, le droit à la retraite. Tous les militaires marocains sont des volontaires. École d'élèves-officiers marocains à Meknès ; il y a un général marocain (Si Kettani, 1954).

Zone espagnole : on sait la part prise par les *moros* du Rif (et d'Ifni) à la *reconquista* de l'Espagne par Franco en 1936. Il y a un général marocain dans l'armée espagnole (général Amezzian). *Tanger* est démilitarisé et n'a que des forces de police (franco-espagnoles depuis 1952).

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'Agriculture. — Sur 15 millions d'ha. *cultivables* (et 3 millions d'ha. de forêts), 7 millions 1/2 d'ha. sont réellement *cultivés* (dont 4 millions d'ha. en céréales). Il y avait, en 1949-50 : 10 millions d'oliviers, 9 millions d'amandiers, 5 millions d'orangers et citronniers et 3 millions de dattiers. Cheptel (1949-50) : 10 millions de moutons, 7 millions de chèvres, 2 millions de bœufs ; ânes et mulets, chameaux, chevaux et porcs.

Les cultivateurs marocains classent les terres selon 5 types : *tirs*, terre noire imprégnée de sels de fer plus ou moins oxydés, très fertile quand il pleut ; *hamri*, terre siliceuse rougeâtre : *ramal*, sablonneuse ; *harroucha* ou *mohashas*, cailloutis silico-calcaires ; *dahs*, « glissantes », terres alluviales.

Production 1949-50 : blé dur, 5 millions qx ; blé tendre, 2 millions qx ; orge, 10.750.000 qx ; maïs, 1 million qx ; huile d'olive, 7.800 t. ; agrumes, 150.000 t. ; vin, 700.000 hl. Pêche (1950) : 123.000 t. de poissons.

Au point de vue économique et social, les 3 grands faits du Maroc agricole sont (Berque, 1947) : le latifundium, le paupérisme et les communaux : 1) *Latifundium :* 4.710 Européens (dont 4.200 Français) possèdent (1948) 1 million d'ha. de terres cultivables, soit 550.000 ha. de terres réellement cultivées ; 67% de ces exploitations ont plus de 300 ha. ; les rendements (15 à 30 qx) sont très supérieurs à ceux des exploitants marocains (5 à 10 qx) ; l'accession aux meilleures terres a été ouverte aux colons (et aux « notables » marocains) par le Dahir du 31 août 1914 et les textes expropriant « pour cause d'utilité publique » ; 2) *Paupérisme :* les Marocains cultivent 4 millions d'ha. (selon certaines estimations). Au point de vue social, les terres sont réparties en : *melk* (propriété foncière individuelle), *'arsh* (jouissance collective concédée aux tribus *guich* ou *naïba*), *makhzen* (domaniales) et *habous* (dont jouissance peut être concédée : *gzâ*).

Il existe différents types d'association agricole : au quint *(Khemmâsa)* à demi *(be-nnoss)*, à complant *(mghârsa)*, etc. L'impôt foncier *(tertîb)* est supporté aux 9/10 par le *fellâh*, qui paie en moyenne 419 fr. à l'hectare cultivé (colon : 332 fr.). La masse paysanne marocaine exploite, au maximum, « une attelée de labours » — ce « bien de famille » sagement sauvegardé par le Dahir de 1945 ; elle a le désir profond du « lopin de terre », et le Protectorat l'aidait à accéder à cette « civilisation parcellaire » Malheureusement, pendant la période de guerre, l'Administration, soucieuse de ménager les « notables », leur a confié la répartition des introuvables « denrées contingentées » — ce qui leur a permis, au moyen de « nantissement usuraire » *(rahn)* de prendre en gage les terrains des pauvres gens et d'arrondir les leurs avec. — Peut-être 500.000 familles de fellâh sont sans terre. L'ouvrier agricole gagne 40 à 180 fr. (femmes : moins de 60 fr.) par jour (salaire porté à 240 fr., fin 1954), en travaillant

dix à douze heures, sans garantie d'aucune loi sociale. La misère chasse, chaque année, les émigrés temporaires vers la France (20.000 en 1939) et surtout vers les grandes villes (100.000 partent, surtout du sud, en année moyenne, dont 25.000 restent dans les villes et les grands ports). En quarante-cinq ans, il y a eu ainsi 1 million de déracinés. C'est le prolétariat des « bidonvilles » : 300.000 à Casablanca (dont la moitié se transforme en petits bourgeois, à Derb-Soltan et ailleurs), avec des agglomérations misérables comme Ben-Msik (45.000 hab.) ou les « Carrières centrales » (25.000 hab.) ; 3) *Communaux :* le 1/4 des terres cultivées par les Marocains (soit 1 million d'ha.) sont des *collectifs*. D'autre part, la superficie irrigable, pour l'ensemble du pays, ne dépasse pas, au plus, 1 million d'ha. (dont 1/4 est déjà aménagé ou susceptible de l'être). Mais le rendement des exploitations marocaines pouvait être accru par l'introduction de la motoculture et de la technique européenne, notamment dans les collectifs (incultes pour la plupart). D'où les S. M. P. (Secteurs de Modernisation du Paysannat), reposant sur les communautés rurales *(jmâ'a) :* expérience révolutionnaire (1945-46), malheureusement freinée par les conservateurs (aussi bien marocains que français, d'ailleurs). En 1947, il y avait 27 S. M. P. en activité, avec seulement 6.700 ha. défrichés, 5.400 ha. ensemencés et 250.000 arbres plantés en pépinières. — A signaler enfin, le rôle joué par les vieilles S. I. P (Sociétés indigènes de Prévoyance), qui auraient grand besoin d'être rénovées.

Zone espagnole : l'agriculture n'y a encore qu'un intérêt local (programme de développement annoncé en 1939). — Colonisation européenne presque entièrement limitée aux villes.

L'INDUSTRIE. — Artisanat traditionnel de la laine (tapis), du cuir (babouches, puis chaussures, valises et sacs à main) et du bois (mobilier), intelligemment rénové par le Service des Arts indigènes.

1) *Production minière* (1950) : *phosphates*, 3.800.000 t. (l'Office chérifien des Phosphates, créé par Lyautey en 1920, a le monopole de recherche et d'extraction) ; *anthracite* de Djerada (Maroc oriental), 368.000 t., dont 40 % exportées ; *fer*, 320.000 t. ; *manganèse*, 260.000 t. ; *plomb*, 66.000 t. des mines de *Zellidja* (avec, pour 4 %, la participation des capitaux américains de la *Newmont Mining Corp.* et de la *Saint-Joseph Lead Co.*). La plupart de ces mines sont, dans l'Oriental, aux confins algéro-marocains (d'où l'idée Labonne d'un « combinat » industriel dans cette région) ; rôle essentiel, dans la création ou le développement de ces entreprises, joué par le B. R. P. M. (Bureau de Recherches et de Participations minières), qui rendit possible la construction de périmètres suffisants. — Recherches d'hydrocarbures par la Société chérifienne des Pétroles. — Énergie électrique : près de 500 millions de kWh. en 1950, bientôt doublés par le barrage de Bin-el-Ouidane, dans l'Atlas (lac de

retenue de 1 milliard de m_3). — La *zone espagnole* ne produit guère que du *fer* (900.000 t. en 1948) ;

2) *Industries* (1950) : *alimentaires :* minoteries ; corps gras ; conserveries (surtout de poissons — sardines et thons ; 193 usines ont produit 57.000 t. de conserves de poissons, exportées pour 10 milliards de fr.) ; *cimenteries* (prod. : 321.000 t.) ; 2 ensembles *textiles* ; industries chimiques et mécaniques ;

3) *Travail :* en 1936, 119 usines avec 50.000 ouvriers marocains ; en 1949, la main-d'œuvre industrielle était évaluée encore à 50.000 Musulmans. Les *salaires* sont insuffisants (le pouvoir d'achat de l'ouvrier marocain a diminué de moitié depuis 1938), sauf dans les mines (en 1949, un ouvrier mineur, après deux ans de séjour, rapportait 100.000 fr. d'économies). — *Allocations familiales :* jusqu'en 1950, l'ouvrier marocain père de 4 enfants, touchait 1.000 fr., quand son camarade français en recevait 4.200. — Vie matérielle précaire du prolétariat urbain (les rations des travailleurs dépassaient 2.400 calories en 1949, mais le 1/6 du salaire était absorbé par le loyer) et surtout dissociation de la famille et désagrégation sociale, avec, cependant, une fidélité islamique persistante (à Casablanca, il n'y a pas de groupe de 2.000 prolétaires, sans un humble *fqih* pour « scolariser » 20 enfants dans une école coranique spontanée et rudimentaire).

Syndicats. — Pas de liberté syndicale (réforme promise en 1946, mais différée depuis et reprise fin 1954). Le B. M. T. (Bureau marocain du Travail) n'était qu'un « Bureau arabe » urbain. Projet résidentiel (1952) — repoussé par le sultan — de syndicats à direction 50 % marocaine et fermés aux paysans. Le syndicalisme est pourtant un des points (avec le sport, entre autres) où l'antagonisme racial ne devrait pas jouer.

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL (zone française). — Le commerce extérieur est passé de 3.500.000 t. (en 1938) à 7.800.000 t. en 1950 ; 115 milliards aux *importations*, contre 66 milliards aux *exportations* (1950). Ce déficit de la balance commerciale est dû à un intense effort d'équipement : les 2/3 des importations étant des produits fabriqués. L'importance (1/4 du total) des produits végétaux montre celui de la subsistance alimentaire du Maroc. Les phosphates viennent en premier lieu pour les exportations ; les conserves de poissons représentent en valeur, presque autant (10 milliards). — *Zone espagnole* (1947) : importations, 526 millions de pesetas ; exportations, 168 millions de pesetas. *Tanger* (1950) : importations, 9 millions de fr. ; exportations, 1 million de fr.

COMMERCE INTÉRIEUR. — *Zone française.* — 12.000 km. de routes et 35.000 km. de pistes (1951). 1.584 km. de rail, avec un trafic ferroviaire intérieur de 1.200 millions de t. kilométriques (1949). 23.000 camions et 37.000 autos en 1950. Ports (surtout Casablanca) : trafic de 10.000 navires de 13 millions de t. (en 1950). Liaisons aériennes (plusieurs lignes et compagnies) avec la France, l'Algérie et Dakar. *Zone espagnole.* — 900 km.

de routes et pistes ; 173 km. de rail ; ports : Ceuta, Melilla, Arzila et Larache.

TOURISME. — Des « guides du Maroc » paraissent régulièrement, décrivant les sites (ruines de Volubilis, cols de l'Atlas, etc.). Station d'estivage sur les pentes de l'Atlas, à Ifran (1.640 m.) et station de ski à l'Oukaïmeden.

MONNAIES, POIDS ET MESURES, CRÉDIT. — L'ancienne monnaie, dite *hassani* a été supprimée dans la zone française, et remplacée par le franc marocain (dahir du 21 juin 1920). *Peseta* en zone espagnole ; franc et peseta à Tanger.

Le système métrique des poids et mesures (le seul légal depuis 1923) se répand de plus en plus.

Le *rtal* (poids) varie de 500 gr. à 1 kg., et suivant les denrées ; l'*ouqiya* varie de 30 à 50 gr. Le *moudd* (capacité) varie de 20 à 100 l. Le *dra'* (longueur) est de 0 m. 50.

Budget : le budget de la zone française a toujours été en équilibre. Il est passé de 1 milliard de fr. en 1938 à 61 milliards en 1950 (dont 27 en travaux neufs). — Budget de la zone espagnole : 211 millions de pesetas en 1947. — Le budget de Tanger était, en 1948, de 583 millions de fr. pour les recettes (douanes et impôts indirects) et de 696 millions pour les dépenses. *Investissements* (zone française) : montant global en 1951, 80 milliards de fr., payés surtout (61,5 %) par le contribuable français métropolitain (22 %), marocain ou résident marocain (21 %) et américain (18,5 %).

Marché des changes à Tanger.

Banques. — La banque d'État du Maroc, créée par la Conférence d'Algésiras (1906 ; § III), a le privilège de la frappe de la monnaie et de l'émission des billets ; elle a un droit de préférence pour l'émission des emprunts : siège social à Tanger ; siège du Conseil, à Paris ; agences au Maroc. La Banque de Paris et des Pays-Bas, en connexion avec d'autres grands organismes bancaires (B. N. C. I., C. I. C., etc.), contrôle, pratiquement, la plus grande part de l'activité industrielle et commerciale du Maroc (zone française).

BIBLIOGRAPHIE. — Augustin Bernard, *Le Maroc*, 6e éd., Paris, 1921 ; *Arabophones et berbérophones*, 1924.

Archives marocaines, 31 vol., Paris.

Villes et tribus du Maroc, 7 vol., 1915-1919, Paris.

Hespéris, organe de l'Institut des H. E. M. de Rabat, depuis 1921.

L. Milliot, *Recueil de jurisprudence chérifienne*, Paris, 1920.

Laoust, *Mots et choses berbères*, Paris, 1920.

Lévi-Provençal, *Les historiens des chorfa*, Paris, 1922.

[L. Massignon], *Enquête sur les corporations musulmanes d'artisans et de commerçants au Maroc*, Paris, 1925.

R. Hoffherr, *Revenus et niveaux de vie au Maroc* (R. Sirey), 1934.

Cahiers de la modernisation rurale, Rabat (à partir de 1948).

Maréchal Lyautey, *Circulaire du 18 novembre 1920*.

J. Berque, *Pour une nouvelle méthode politique de la France au Maroc*, Rabat, 1er mars 1947 (dactylographié).

— *L'école de Fès* (Recueil Sirey), 1949.

Naissance du Prolétariat marocain, Enquête collective dirigée par R. Montagne, 1948-1950 (cahiers de l'Afrique et l'Asie) (c. r. de Rom Landau, ap. *Middle East Journal*, Washington, 1955, p. 115).

Habous, in *R. E. I.*, 1951.

G.-H. Bousquet, Pour l'étude des droits berbères (*Hesperis*, 3-4, 1952).

— et J. Berque, *La criée à Fès* (Recueil Sirey, 1940).

Industrialisation de l'Afrique du Nord (ouvrage collectif, Paris, 1952) ; notamment articles de R. Montagne (prolétariat), A. Adam, J. Dresch (industrialisation) et J. Lucius (évolution économique).

Maroc et Tunisie (numéro spécial de *La Nef*, mars 1953).

André Adam, *La prolétarisation de l'habitat dans l'ancienne médina de Casablanca*, Rabat, 1950.

AFRIQUE OCCIDENTALE ESPAGNOLE (A. O. E.) (IFNI-SAHARA)

L'Afrique occidentale espagnole (A. O. E.) est une unité administrative (Ordonnance générale du 12-2-1947), ayant à sa tête un gouverneur politique et militaire (résidant à Ifni), et représentant 300.000 km² et 100.000 hab. Elle comprend la zone d'Ifni et le Sahara espagnol.

A) ZONE D'IFNI

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE. — C'est une « enclave » de 65 km. de côte sur 25 km. de profondeur, entre les méridiens 9° 50' et 10° 30' long. ouest et les parallèles 29° et 29° 35' de lat. sud.

1.500 km². Relief accidenté ; littoral en rebord de falaise, paralysé par la barre ; climat brumeux en été ; eau rare.

POPULATION : berbère (arabisée, du XIIIe au XVIe siècle, par les Ma'qil). Ce sont les Ait Ba-'Amrân, confédération de 7 tribus, sédentaires (sauf les *Sbûya*, semi-nomades), de dialecte berbère *chleuh*. De 30 à 50.000 hommes, au total (au recensement de 1940, 25.889 individus étaient « présents dans l'enclave » ; mais presque autant avaient temporairement émigré dans le nord du Maroc, pour y chercher du travail).

II-III. — GOUVERNEMENT ET ADMINISTRATION

Les Espagnols prétendent identifier Sidi-Ifni avec l'emplacement historique de Santa-Cruz de Mar Pequeña, qui serait plutôt à Puerto Cansado (au nord-est de cap Juby). Limites théoriques de la zone définies par la Convention de Madrid (12-11-1912) ; occupation en avril 1934 (colonel Capaz). Ifni fait partie intégrante du territoire espagnol.

Pratiquement administrée par des *interventores* militaires, c'est une « terre de souveraineté » *(soberania)*. L'essai d'hispanisation des Ait Ba-'Amrân, en 1947, provoque de vives réactions et l'exode des chefs de tribu en zone française. En 1949, la plupart sont rentrés.

Confrérie dominante : les *Nâsriyyin* ; quelques *Derqâwa* et *Tijâniyyîn*. Nombreux « marabouts » *(igurrâmen)*. L'islamisation est complète, mais la coutume *('orf)* berbère fonctionne pratiquement partout, avec 20 *inflâs* (juges), en dépit du *shra'* officiel (*Mohammed Limâm*, vicaire du « Sultan Bleu » pour la zone d'Ifni, est une sorte de super-cadi, sans influence réelle). Pèlerinage annuel, très fréquenté, de *Sidi Mohammed ben 'Abdallah*.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

Pays pauvre, d'élevage transhumant ou d'agriculture non irriguée ; arganiers, figuiers de Barbarie *(aknâri)* ; apiculture. Pêche active (140 familles). Importations des Canaries, par mer, mais le port de Sidi-Ifni est rudimentaire (barre). De 1926 à 1933, l'émigration annuelle des travailleurs a atteint la moitié de la population mâle.

B) SAHARA ESPAGNOL

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE. — C'est le littoral atlantique du Sahara, au sud du Maroc, entre l'oued Draa et la baie du Lévrier ; à l'est, le territoire est limité par 11° de long. ouest. 283.650 km².

Population (nomade) : 60.000 hommes.

L'ISLAMISATION. — Le pays fut islamisé au XIe siècle de notre ère par les *Almoravides* dont le célèbre couvent fortifié *(ribât)*, a été le siège, au XIVe siècle, d'un important mouvement d'apostolat, qui a rayonné jusqu'en Algérie, celui des « chorfa de la Saguiet el Hamra ».

On y trouve des nomades proches des Maures de Mauritanie, parlant *hassâniya*, parfois bilingues ; les uns se rattachent aux Tekna de zone française *(Izargiyîn, Iggût)* ; d'autres *(Lubbwêihât, Jenha)* sont des *Rgêibât*, moutonniers, liés aux pâturages et labours de la Haute-Séguia ; d'autres sont des Arabes, comme les *Oulad Delîm*, d'origine qahtanide, ou les *'Arûsiyîn*. Le long de la côte, jusqu'à V. Cisneros, nomadisent quelques tentes de pêcheurs *shnâgla* (orig. des O. Delîm) ; plus au sud, ce sont des pêcheurs plus ou moins métissés de Noirs *(porognes)* ou même d'Espagnols, apparentés au groupement purement professionnel des *imrâgen*.

II-III. — GOUVERNEMENT ET ADMINISTRATION

Occupation espagnole : Villa Cisneros *(Ed-Dâkhela)* : 1884 ; Cabo Juby (*Tarfâya*, 1916) ; La Agüera (*El-Gwêira*, 1920) ; El Ayun (1938) ; Smara (1939). — Trois zones administratives : *Rio de Oro* proprement dit (colonie) ; côte au sud de Juby (zone d'occupation) ; zone sud du

Protectorat de l'Espagne au Maroc. Le gouverneur de l'A. O. E. (colonel Bermejo (1949), à Ifni) est représenté, dans les deux premières zones, par un délégué, et dans la zone nord par un sous-délégué (lui-même y agit en tant que « Délégué du haut-commissaire d'Espagne au Maroc »). — Congrégation des *Ahl Mâ el 'Aïnîn,* avec *Mohammed Laghdhâf,* qui a le titre de *Sultan Azul* (Sultan Bleu).

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

La pêche est la richesse d'avenir avec les bases aériennes (Villa Cisneros) et l'espoir de trouver du pétrole.

BIBLIOGRAPHIE. — Cf. *Annuaire de 1929.*

Vincent Monteil, *Notes sur Ifni et les Aït Ba-'Amrân,* 1948.

Vincent Monteil, *Notes sur les Tekna,* 1948.

Mulero Clemente (Cdte Manuel), *Los territorios españoles del Sahara y sus grupos nomadas,* Las Palmas, 1945.

RÉPUBLIQUE ÉGYPTIENNE ET SOUDAN ÉGYPTIEN

ÉGYPTE (MISR)

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — L'Égypte historique occupe la basse vallée du Nil, de la première cataracte (Assouân), par 24° 5' de lat. nord jusqu'à l'embouchure, par 31° 30'. Politiquement, sa limite a été reculée jusqu'à la deuxième cataracte (Halfa, 22° lat. nord). En dehors de la vallée et des deux falaises du lit majeur, c'est le désert, entre 27° et 31° de long. est. Au nord la Méditerranée, à l'ouest la Libye, au sud le Soudan égyptien, à l'est la mer Rouge et l'isthme de Suez. Au delà de l'isthme de Suez, la péninsule asiatique du Sinaï est rattachée politiquement à l'Égypte. Par elle, l'Égypte confine (nord-est) à la Palestine (où elle occupe, avec Gaza, une bande côtière de 258 km^2, depuis l'armistice avec Israël du 24 février 1949), et à l'Arabie saoudite (est).

Environ 1 million de km^2, dont 34.000 (équivalant à la superficie des Pays-Bas) seulement sont cultivables, dont 23.000 irrigués. L'Égypte est une oasis, abritée pendant 1.200 km. dans un creux du désert que le Nil vivifie ; sa largeur de 5 à 10 km., atteint 15 en Thébaïde, 25 à Beni Souef ; et l'arc de dunes cernant le delta atteint 600 km. L'Égypte se divise en deux zones : Haute-Égypte ou *Sa'îd* en amont du Caire (avec la lagune du Fayoûm à l'ouest), Basse-Égypte ou *Wagh-Bahri* en aval. Diverses crevasses du plateau libyque (ouest) abritent les oasis de Khargé, Dakhlé, Farâfra, Bahriyé et Sïoua.

La crue du Nil est produite par la combinaison des crues du Nil Bleu (26 avril, à Khartoûm) et du Nil Blanc (19 mai à Khartoûm) ; elle arrive au Caire le 17 juin (*leïlet et noqta*, nuit de la goutte), y bat son plein le 26 septembre et cesse en novembre. On ouvre le barrage du Khalîg, au Caire, après l'énoncé de la formule de la *wafâ-al-Bahr*, vers le 15 août. Mais ce n'est plus qu'une cérémonie traditionnelle, l'irrigation étant régularisée en tout temps en dehors des canaux *Nîlî* par des prises d'eau permanentes *(seïfi)*, depuis 1837. Le barrage d'Assouan, créé en 1902 avec une contenance de 1 milliard de m_3, a été porté, en 1934, à 5 milliards de m_3 ; il complète la crue ; fermé au début de décembre, on l'ouvre graduellement de fin mars à juillet. Il a permis d'augmenter de 3/4 la surface irriguée. Quatre barrages secondaires ont été construits à Esné, Naga-Hamadi, Assiout et Tifta. Nouveaux projets (1953).

Population totale. Estim. 1952 : 20 millions d'hab. Recensement 1947 : 19 millions. En un siècle et demi, multiplication par 8. Excédent des naissances (1947) : 298 pour 10.000 (ramené à 130, en raison de la mortalité infantile) ; structure jeune (2/3 des Égyptiens ont moins de 30 ans) ; répartition : 80 % rurale et près de 20 % (3.700.000) concentrés dans les 7 villes d'au moins 100.000 hab. — Au recensement de 1937, il y avait : 14.552.695 Musulmans (91,4 %), 1.099.186 Coptes et Grecs

orthodoxes, 62.953 Israélites. En outre, 78.203 catholiques, 126.581 protestants et 1.076 autres, comprenant de nombreux Européens et des Syriens dont la majorité a opté pour l'Égypte.

Densité moyenne (par rapport aux terres cultivées) : 580 hab. au km².

Recensement des villes (1947 ; mais minorités religieuses selon recensement 1927) : Le Caire (2.100.506, dont 94.608 coptes, 83.198 autres chrétiens, 34.103 juifs) ; Alexandrie (925.081, dont 23.782 coptes, 77.547 autres chrétiens, 24.829 juifs) ; Port-Saïd (avec Ismaïlia : 178.432) ; Tantâ (139.965) ; Mahalla el Kubra (115.509) ; Suez (108.250 ; Mansoûra (102.709) ; Assiout (90.378 dont 12.000 coptes) ; Damanhoûr (84.983) ; Médinet-el-Fayoûm (74.314) ; Zagazig (82.912) ; Minyé (69.667, dont 7.000 coptes) ; Beni Souef (57.464) ; Damiette (53.620) ; Chibin el Kôm (41.836) ; Qéné (43.037) ; Sohâg (43.234) ; Gîzé (68.520) ; Benha (36.295) ; Rosette (28.698) ; Assouân (25.397).

En 1798, le Caire avait 263.000 hab. (dont 114.000 mâles), dont 22.000 chrétiens (400 Européens) et 3.000 juifs ; on y comptait 26.000 maisons (Jomard).

Toute la population est sédentaire, sauf 49.320 bédouins nomades (estim. 1947), en voie de sédentarisation.

Deux cent mille réfugiés arabes de Palestine dans la zone égyptienne de Gaza (depuis 1949).

L'ISLAMISATION. — En 640-641, 'Amr ibn al 'As, envoyé par le calife 'Omar, s'empara de la forteresse byzantine du Qasr el Cham'a (Babylone d'Égypte) et fonda, tout auprès, la nouvelle capitale, Fostât, « la tente » (Vieux Caire actuel).

Les Coptes chrétiens se convertirent graduellement à l'entour des garnisons arabes : beaucoup pour échapper aux charges fiscales (impôt foncier, *Kharadj* ; voir les études récentes sur les papyrus financiers arabes) ; et aux restrictions sociales, fréquemment renforcées à l'égard des non musulmans. A diverses reprises, en 725, 832, puis après 1171, au XIIIe, XIVe siècle, et en 1320 notamment, il y eut ainsi des conversions en masse (cf. en 1750 au Sa'îd). Aussi la majorité encore chrétienne au IXe siècle, devint musulmane au XIIIe siècle.

Entre temps, Fostât avait été remplacé par *Qâhira* (Le Caire), un peu plus au nord (970).

Actuellement, la minorité chrétienne est concentrée en Haute-Égypte (Assiout, Akhmim, Girgé, Minyé, Kouft, Negâdé). Elle atteint 289 ‰ à Aboû Tîg.

L'Égypte, malgré deux siècles de domination fatimite (969-1171), est toujours restée musulmane sunnite.

La *Khotba* s'y est dite constamment (640-969, 1171-1517) pour le califat orthodoxe (omayyade, puis abbâside). Le Caire a même été le siège du califat abbaside de 1261 à 1517, lorsque les sultans mameluks d'Égypte, pour asseoir plus solidement leur autorité, installèrent près d'eux, au Caire, une lignée de califes abbasides, afin de légitimer leur pouvoir temporel et surtout de valider le fonctionnement des institutions canoniques dans le pays. Depuis avril 1924, *Khotba* au nom du roi.

Le rite dominant est le rite *shâfi'ite* ; le rite *mâlikite* a d'assez nombreux adhérents au *Sa'id* ; le rite *hanéfite* qui est le rite officiel de l'enseignement canonique est suivi par les familles d'origine turque (Delta) ; il n'y a que quelques *hanbalites*.

Les seuls *shi'ites* sont les commerçants persans du Caire. Il y a quelques *béhaïs*.

On trouve en Égypte :

a) 6 % d'*arabes* (600.000), tribus issues des premières garnisons de Fostât, fort indisciplinées, pourvues de fiefs *(qatâtî, sawâfi)* le long du Nil : des *qahtanides*, d'abord : *Djodham* (en Hawf, Delta oriental), *Tayy* (vers 1050), *Billi* (à Fostât, puis Girgé), *Djoheïna* (à Assiout, puis Assouân ; puis au Soudan, au Dâr Foûr et jusqu'au Tchad, XIVe s.). La garnison primitive de fostât était *qahtanide (Tadjîb, Ghoteïf, Khawlân, Ma'âfir)*. Ensuite des *modarides* :(*Kinâna*, dès 680 (entre Alexandrie et Damiette) ; *Qeïs* en 725 (Bilbeïs), *Fezâra* (Qaliyoûb) ; en 990 sont installées en Haute-Égypte les deux grandes branches des *Hawâzin*, *Hilâl* et *Soleïm*, qui iront conquérir le Maghreb au siècle suivant. — Enfin des *rabî'ides* ; la tribu de *Rabî'a*, installée à Assouân dès 854, fonde une principauté *(Beni Kanz)* dans la région Assouân-Korosko encore occupée par ses fils,, les *Kenouz*, et conquiert en 1350 le royaume chrétien de Dongola.

Voici la répartition actuelle de ces tribus *arabes* : au Delta et vers l'ouest, les *Haouâdât*, *Hanadi* es *Oulad'Ali* ; en Haute-Égypte, les *Faouaïyé* et *Ma'zé* ; puis les *Beni-Ouâsil* et *Astouânî*, qui sont sédentarisés ; au Sinaï, les *Torâbiyîn*, *Tiyâha* et *Saouârika*. — Il faut ajouter ici quelques familles nobles des cités, qui ont une généalogie qoreïchite (peu de *chorfa* ; des *Bakriya*, etc.) ;

b) 2 % des tribus *berbères* arabisées, venues au Xe siècle de l'ouest avec les Fâtimites : *Louâta* (Gizé, Behnesa, XIVe siècle) ; *Haouâra* (Girgé, 1382 ; maîtres du pays au sud d'Assiout au XVIIIe siècle, ils ont envoyé une colonie à Dongola, *Hawawir*). La langue berbère ne subsiste plus que dans l'oasis de Siwa ;

c) 2 % de tribus nomades autochtones, *Bedja*, entre Qéné et la mer Rouge : *Abâbdé* (clans *Oshabab*, *Melikab*, *Nimrab*, *Shawâtir*), qui parlent entre eux un dialecte hamitique et commencent à apprendre l'arabe. Ils sont parents des *Bisharîn* du Soudan qui viennent jusqu'à Assouan ;

d) 88 % de familles coptes (dont 9/10 sont islamisées). C'est la majorité ;

e) 2 % de tziganes musulmans, *Halabî* (4 tribus), *Ghagar* et *Nourî*, parlant tzigane, descendants de captifs moldaves importés en 1676. — De descendants d'esclaves nubiens et abyssins. — Dans les villes, de nombreux Nubiens *(Barâbra)* viennent gagner leur vie.

Langues. — Dès le IXe siècle, l'*arabe*, langue administrative musulmane, officielle depuis 1942, supplante non seulement le *grec*, mais le *copte*, chez les chrétiens indigènes. Depuis, l'Égypte est devenue l'un des foyers les plus intenses de la culture *arabe*. L'italien, l'anglais, et surtout le français, tendent à servir de langue auxiliaire pour les Musulmans.

85 % d'illettrés dans les campagnes (estim. 1950).

II. — GOUVERNEMENT

République. — Président : général Mhd Néguib (sauf 25/27-2-1954) ; — président du Conseil : Col. Gamâl 'Abd-en-Nâsser : 18-6-1953. (Pour les événements antérieurs à 1930, voir *Annuaire*, 1929). Consti-

tution de 1923 remise en vigueur en 1935 : Parlement composé de la Chambre des Députés (319 membres) et du Sénat (191 membres). Le traité anglo-égyptien du 26 août 1936 met fin à l'occupation militaire britannique et autorise la Grande-Bretagne à maintenir, dans la zone du canal, un maximum de 10.000 hommes des troupes terrestres et 400 pilotes (avec les installations permanentes nécessaires), « en attendant que les Hautes Parties contractantes, conviennent que l'armée égyptienne se trouve en état d'assurer par ses propres moyens la liberté et l'entière sécurité de navigation du canal » (article 8). Pendant la deuxième guerre mondiale, l'Égypte, menacée directement (en 1942-43) par les Forces de l'Axe, ne leur déclare cependant la guerre que le 27 février 1945. L'armée égyptienne est battue, en Palestine, par les Israéliens et doit cesser le feu le 7 janvier 1949. Les élections de janvier 1950 envoient 225 députés du *wafd* (voir *Annuaire*, 1929) à la Chambre ; en mai 1951, il y a 107 sénateurs du *wafd*. Le 16 octobre 1951, le Parlement wafdiste amende la Constitution, change le titre royal en celui de « Roi d'Égypte et du Soudan » et dénonce le traité de 1936. L'Égypte est en face des deux problèmes qui dominent ses relations extérieures : évacuation du canal de Suez et unification de la vallée du Nil. — Troubles révolutionnaires (incendie partiel au Caire) en janvier 1952 ; état de siège ; le roi chasse le Cabinet wafdiste de Nahhâs Pacha.

Le 23 juillet, le général Mohammed Neguib, ancien combattant de Palestine (3 fois blessé), réussit, avec sa junte militaire et un seul bataillon un coup d'État pacifique ; il obtient (le 24) l'abdication du roi Farouq (qui régnait depuis 1936). Après un bref ministère Ali Maher, le 7 septembre 1952, Neguib, commandant en chef de l'armée, devient aussi le chef du gouvernement puis de l'État, mais est écarté du pouvoir (nov. 1954) par le colonel Gamâl ʿAbd-en-Nâṣer. Depuis l'entrée en vigueur du régime parlementaire (1924), 37 ministères s'étaient succédé en Égypte. Aujourd'hui, le départ de Farouq pour l'exil, l'hostilité déclarée contre la Grande-Bretagne, l'épuration et l'interdiction des partis politiques ont mis fin à l'époque où, au Caire, il n'y avait que 3 autorités réelles : « le Palais, la Résidence britannique et le Wafd » (Sir David Kelly).

La République entend réussir à régler le problème du Soudan (le traité anglo-égyptien du 12 février 1953 est une étape dans ce sens) et celui de la défense du canal de Suez (actuellement assurée par 2 divisions et 2 brigades britanniques) à la charnière des zones stratégiques de la Méditerranée et de l'océan Indien. La *Ligue arabe* lui est aussi un moyen d'action international, tant auprès des « puissances protectrices » que des « peuples dépendants ». — A l'intérieur, la réforme agraire (en même temps que celle des *waqf*) paraît être la clef de l'évolution heureuse pour une Égypte surpeuplée, affamée et exploitée jusqu'ici par ses gros propriétaires. — Enfin, l'Égypte, siège de la « Ligue arabe » (voir *Annexe*), et terre d'asile des bureaux politiques et des Comités d'exilés ou d'émigrés politiques musulmans, est devenue le leader des pays arabes et, dans une certaine mesure (disputée par le Pakistan) de l'Islam mondial.

Au point de vue international, le corps diplomatique réside au Caire. L'abolition du régime des *capitulations* a été décidée en 1937 et achevée en 1949 (suppression des tribunaux mixtes).

Enfin, la question mondiale du *canal de Suez*, pourvu d'une charte internationale garantissant sa neutralité permanente (Conférence de Constantinople, 29 octobre 1888) reste posée jusqu'en 1968, date de cessation du privilège de la Compagnie.

III. — ADMINISTRATION

Administration centrale. — Elle comprend 13 ministères.

La Grande-Bretagne est représentée, depuis 1936, par un ambassadeur.

Le *Conseil législatif* est un pouvoir consultatif ; les *conseils provinciaux* règlementent les marchés et les veilleurs *(ghafîr)* et depuis 1934, responsables des écoles primaires.

Administration régionale. — Il y a 14 *moudiriyês*, 6 en Basse-Égypte *(Qaliyoûbiyé, Menoufiyé, Gharbiyé, Sharqiyé, Daqahliyé, Boheïra)* et 8 en Haute *(Gîzé, Beni Souef, Fayoûm, Miniyé, Assiout, Girgé, Qéné, Assouan)*. Il y a 5 Gouvernorats *(mohâfiza)* : Le Caire, Alexandrie, canal de Suez (Port-Saïd et Ismaïlia), Suez et Damiette, et 5 districts (désert occidental, désert méridional, Sinaï, mer Rouge, oasis de Baharîyé).

Le *moudiriyé* est partagé en districts *(merkez)* ; le district en localités pourvues de maires *(ʿomdé)*. Chaque *merkez* élit deux délégués au *conseil provincial* (1909). Conseils locaux divisés (loi de 1944) en Conseils municipaux (70) et ruraux (120).

Administration cultuelle. — Depuis la suppression du califat ottoman, c'est en fait du roi que les *imâms, khatibs* et *cadis* tenaient validation de leurs pouvoirs canoniques. Il y a un *grand-cadi*, investi avant 1914 par le cheïkh-ul-islam ottoman, et un *grand-mufti*. Les 4 rites orthodoxes sont officiellement organisés : *shâfiʿite, mâlikite, hanéfite* et *hanbalite*. — Au Caire, même, il y a 430 mosquées. Sous le régime Neguib, la prière est devenue obligatoire dans les institutions.

Waqfs. — Contrôle parlementaire depuis 1924 : ministère des Waqfs et, depuis 1946, Conseil supérieur des Waqfs. Budget 1949-50 : recettes, 4 millions de £ ; dépenses, 3 millions de £. Les waqfs publics sont surtout des édifices religieux (1.500 en 1947). Importance essentielle des waqfs privés *(waqf ahli)*, ou bien familiaux inaliénables : relativement peu nombreux (910 confiés au ministère en 1928 ; la loi de 1946 en limite la constitution de nouveaux), mais très étendus (la moitié des 200.000 *feddans* de terrains waqfs) et de gros rapport (la moitié du budget recettes

du ministère en 1949-50), ils permettaient aux grandes propriétés d'échapper au morcellement et au renouvellement. Leur caractère religieux fut souvent mis en doute et leur suppression demandée au Parlement dès 1926. Le gouvernement Neguib en a décidé l'abolition et la distribution dès septembre 1952, et nommé ministre des Waqf le cheikh Hassan El-Baquri, un des sympathisants des « Frères musulmans ».

Il y a plus de 95 fêtes locales de saints *(mawlid)*, dont le registre est tenu par le cheïkh et Bekri (trad. ap. Michell, *Egyptian calendar*, 1900, pp. 60-66) ; voici les principales : du Caire, Seyyidnâ Hoceïn (11 rabî ; II ; distinct de l'*Ashoûrâ*) ; Matboûlî (6 jom. I) ; S. Nefîsa (5 jom. II) ; S. Zeïneb (25 jom. II-17 radjab) ; Dashtoûtî (20 radjab) ; Imâm Shâfi'î (1 sha'bân) ; Soltân Hanafi (1 sha'bân) ; Bayoûmî (4 dhoûl qa'da). Au Delta, *mawlid* de S. A. Badawi à Tantâ (triple : août, avril, février), de S. I. Dassoûqî à Dassoûq, d'Aboû'l Haddjâdj à Luxor, d''Abd el Rahîm à Qéné.

Il y a eu 9.885 pèlerins (officiellement déclarés) pour La Mekke, en 1938.

Les *congrégations* les plus répandues sont ('Alî pâshâ Mobârak, III, 129) :

Ahmadîya (en rouge) de S. A. Badawî († Tantâ, 1276 ; 16 branches, ou *foroû'* ; *Shinnâwiya, Marâzica, Kannâsiya, Anbâbiya, Hammoûdîya, Manâïfiya, Sallâmiya, Halabiya, Zâhidîya, Sho'aïbiya, Tasqiyâniya, 'Arabîya, Sotoûhiya, Bondâriya, Moslimîya* [*Shoronbolâliya*], et *Baiyoûmiya* ; fondés vers 1740) *Borhamiya* (ou *Dassoûqiya*, d'Ibr. Dassoûqî, † 1277 ; en vert ; subdivisés en *Shahâwiya, Sharâniba*), *Shâdhiliya* (de 'Alî Shâdhilî † 1256 à Homeïthira et au désert arabique : versicolore ; 12 branches, *Djawharîya, Makkîya, Hâshimîya, Sammânîya, 'Afîfîya, Qâsimiya, Madanîya, 'Isâwiya, 'Aroûsîya, Tohâmiya, Handoûshiya, Qâwoûqdjiya*), *Rifâ'iya* (en noir ; 3 *boyoût* : *Bâziya, Malikîya* et *Habîbîya*) et *Sa'diya* qui se faisaient fouler aux pieds, *dôseh*, par le cheval du cheïkh), *Qâdiriya* (*Fâridiya* et *Qâsimiya*), *Naqshabandiya, Khalwatiya* (*Deïfîya, Hafnîya, Saba'iya, Sâwîya* et *Maghâziya*), *Idrîsiya* (ex-shâdhilîs) et *Amîrghanîya* (en blanc ; fondés 1840).

Elles sont en pleine décadence (25 tekkiés au Caire ; dont 1 *bektâshi, turc*). Leur *cheïkh el mechaïkh* était, depuis 1906, le « cheïkh al Bekri », l'aîné de la maison des descendants du khalife aboû Bakr *(Beït al Siddîq)* ; qui, depuis 1811, était également *naqîb* des *chorfa* (ou descendants du Prophète). Seuls les *Wafâïya*, jusqu'en 1906 (et les *Senousiya*) étaient restés autonomes. Aux élections d'avril 1926 pour le *madjlis soûfi 'âlî* (8 membres) furent élus en tête de liste : les chefs des *Baiyoûmiya* (24 voix), *Manâïfiya* (19), *Habîbiya* (17), *Sammâniya* (17), *Sallâmiya shâdhiliya* (17), *Sotoûhiya* (14) : ils confièrent la charge de *cheïkh* à Ch. Bablawi, le cheïkh el Bekri ne conservant que la niqâba des chorfa.

L'instruction. — 1) *L'instruction canonique supérieure* est donnée à la mosquée *Al Azhar* (fondée comme Université dès 973), réformée en 1936, avec (1945-46) les Facultés de Théologie, de Droit musulman (800 étudiants), de Langue arabe (1.257 étudiants) et de Sources du Droit (526 ét.). Le Conseil d'Al Azhar contrôle les autres écoles canoniques, *Ahmadi* à Tanta, *Dessoûqi* à Tanta, Damiette, Alexandrie, Asyoût, Zagazig, Shibin el-Kôm et Qéné. Toutes ces institutions réunies avaient 11.535 étudiants en 1945-46.

Grand cheïkh d'Al Azhar : Ch. Sélim Bishrî († 1918), Ch. Hassouna Nawawi, Ch. Aboul Fadl Guizaoui, Ch. Mostafa Maraghi (1929), Ch. Ahmadi Zawâhirî (1929). Ch. Mostafa Maraghi (1935), Ch. Mostafa Abderrazik, Ch. Chennaoui. Le 2 septembre 1951, le Ch. Abd-el-Majid Selim a été destitué et remplacé par le Ch. Ibrahim Hamroush ; puis par le cheikh El Khadir Husayn ; puis par le Ch. Abderrahman Tag.

Le cheikh actuel a déclaré que l'Égypte avait « choisi un régime conforme à sa volonté..., établi selon l'idéal de l'Islam » (*Al-Ahrâm*, 17 janvier 1953).

2) Au point de vue laïque, le gouvernement a rendu l'instruction publique obligatoire (1933), puis gratuite (primaire, en 1944 ; secondaire, en 1950). En 1951, unification et fusion des écoles « élémentaires » et « primaires ». Statistiques 1950-51 : 233 jardins d'enfants, avec 84.000 enfants (dont 4.000 fillettes) ; 6.583 écoles primaires (officielles et privées), avec 1.330.000 élèves (dont 470.000 filles) ; 177 écoles secondaires (off. et privées), avec 126.000 élèves (dont 15.500 filles) ; 135 internats secondaires avec 23.000 élèves (dont 15.500 filles). Mouvement féministe fondé par Mme Hoda Charaoui, dirigé (1953) par Mme Dorria Chefik.

Enseignement technique : 115 écoles d'État, avec 28.000 élèves (dont 4.500 filles) ; 24 écoles privées, avec 3.500 élèves (dont 1.200 filles) ; 52 écoles normales, avec 11.400 élèves (dont 5.800 filles). *Quatre Universités* : Fuad (au Caire), fondée en 1908, avec 18.000 étudiants (dont 1.200 femmes) en 1950-51 ; Farouq (Alexandrie), f. 1943, 5.300 ét. (250 femmes) ; Ibrahim (Caire) : 7.600 ét. (580 femmes) ; Mohammed Ali (Asyoût), f. 1952. — *Académie royale de Langue arabe*, au Caire, f. 1933, inaugurée avec un effectif de 20 membres en 1934 : 10 Égyptiens, 5 autres Arabes et 5 Orientalistes européens (le Hollandais A. J. Wensinck ne put siéger, en raison de son article sur Abraham, dans l'*Encycl. de l'Islam*, II, 458, 1927) ; — en 1953, de 40, tous Égyptiens, sauf 5 Arabes et 3 Européens (Nallino et Fischer étant morts : restent Gibb, Littmann, Massignon).

La presse. — *Al-Ahrâm* (grand quotidien, officieux, d'information ; tire à 80.000 ex.) ; *Al-Da'wa* (Frères musulmans) ; *Al-Misri* (Wafd) ; *Sawt-al-ommo* (wafd) ; *Majallat Al-Azhar* (revue mensuelle de l'Université Al-Azhar) ; *Al-Balagh* ; *Akhbâr-al-Yôm* ; *Al-Moqattam*. En français : *Journal d'Égypte* (tire à 18.000) ; *Bourse égyptienne* (16.000) ; *Progrès égyptien* (13.000) ; *Journal d'Alexandrie* (6.000).

La justice. — Les *mahkamas* des cadis ne sont compétents qu'en statut personnel, successions et *wakfs*. Les *Magalis Hasbiya* ont été supprimés en 1951.

Il y a 145 tribunaux sommaires et 15 délégations judiciaires de

simple police, 14 tribunaux centraux, 5 cours d'appel et une cour de Cassation.

En présence des attentats politiques répétés commis depuis 1919, un *Code pénal* plus strict a été mis en vigueur (1922). Peines de travaux forcés pour réprimer les « menées subversives » (communisme, etc.), à partir de 1946 et en 1949.

L'ARMÉE. — Service obligatoire. Réorganisation et modernisation de l'armée égyptienne par la Mission militaire britannique (1936-1947). L'armée britannique a évacué Alexandrie et Le Caire en 1947 et s'est cantonnée dans la zone du canal (voir ci-dessus, II, Gouvernement). La marine égyptienne compte 2.000 officiers et marins. L'armée égyptienne, depuis le 24 juillet 1952, a pris en charge le gouvernement du pays. Elle s'est épurée elle-même (250 officiers « dégagés » environ). Le « Mouvement de Libération » (Neguib) a un caractère para-militaire (25 camps de formation créés pour les volontaires), avec 2 millions d'adhérents (début 1953), un drapeau rouge-blanc-noir timbré d'un aigle et de la devise « Unité, Ordre, Travail ».

LES FINANCES. — Budget 1951-52 (estim.) : recettes, 215 millions de £ ; dépenses, 230 millions de £ ; déficit : 16 millions de £. Dévaluation en 1949 ; inflation ; achats d'or (25 millions de $) et de Bons du Trésor américain (22 millions de $), décidés en février 1950.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — Occupe près de 70 % de la population. Culture intensive (jusqu'à 3 récoltes annuelles en zone inondée et irriguée), mais de type archaïque (le *fellâh* et la houe). Coopératives agricoles : 1.933 avec 753.773 adhérents en 1944. Productions : *coton* (en 1951, 2 millions de feddâns cultivés et récolte de 370.000 t. ; rendement unique au monde (606 livres au feddân) ; fournit 2/3 (soie longue) à 1/3 (soie moyenne) de la production mondiale) ; *céréales* (blé, maïs, riz) ; *canne à sucre* (surproduction ; 2 millions de t. en 1949-50) et *lin*. — *Élevage* (secondaire) : moins de 6 millions de têtes de bétail (en 1949, il a fallu importer 12.000 chameaux) ; la *pêche* occupe plus de 60.000 personnes.

RÉGIME ET RÉFORME AGRAIRES. — Émiettement considérable (en 1949 : les propriétés de moins de 1 feddân représentent 13,3 % des terres cultivées, mais 71,6 % des propriétaires), mais forte concentration des terres (en 1949 : 19,8 % des terres cultivables sont entre les mains de 0,08 % seulement des propriétaires). La situation a empiré en cinquante ans, puisque, depuis 1900, les surfaces moyennes par propriétaire (2,18 feddân en 1944) et ensemencées par habitant (0,48 feddân en 1945) ont toutes deux diminué de moitié. Aujourd'hui (1950), 2 millions de paysans possèdent moins que le minimum vital (2 feddâns), tandis que 1 million 1/2 d'ouvriers agricoles, sans terres, ont un salaire annuel de 12 £ (12.000 fr.).

Depuis 1913 (loi « des 5 feddâns », abolie 1931, interdisant saisie de moins de 5 feddâns), aucun projet de réforme agraire n'avait abouti. Le nouveau régime Neguib lance la loi du 9 septembre 1952 : réquisition, pour cinq ans, des propriétés de plus de 200 feddâns (84 ha.), dont les propriétaires seront indemnisés en trente ans. On espère ainsi récupérer 700.000 feddâns (300.000 ha.) sur 1.500 à 2.000 propriétaires et les répartir entre les petits propriétaires (de moins de 3 feddâns). Avec la suppression des *waqf* privés, cette mesure apportera à l'Égypte « le plus grand bouleversement social qu'elle ait connu depuis des siècles » (selon le cheikh d'Al Azhar, *Al-Ahrâm* du 17 janvier 1953). Par contre, *Izvestiya* (11 février 1953) juge la loi insuffisante et réclame « la confiscation des terres sans rachat et la liquidation de la propriété foncière... ».

Situation actuelle(1950). — Ressources minières : pétrole (mer Rouge et Sinaï), 2.600.000 t. ; phosphates (400.000 t.) ; sel (450.000 t.) ; pas de charbon, équipement électrique très faible. — Industrie très concentrée (delta et canal, surtout Le Caire et Alexandrie) : textiles (filatures et tissages de coton, Société *Misr*) ; cimenteries ; industries chimiques ; raffineries de pétrole (Suez) et de sucre ; cinéma (55 films en 1958 ; domine le marché du Moyen-Orient).

TRAVAIL. — Salaire minimum (1952) : 18 pi. (homme), 10 pi. (femme). *Effectifs* : l'industrie et l'artisanat emploient de 650.000 (recens. 1937) à 1.200.000 (estim. 1947) ouvriers, soit (en 1937) 1/10 de la population active ; sur ce total, 200.000 travaillent aux filatures et tissages de coton. — *Législation* : interdiction d'employer les enfants de moins de 9 ans — sauf agriculture et textiles (1909), puis de moins de 12 ans (1933) ; réduction des heures de travail infantile (1933) ou dangereux (1935) ; assurance accidents du travail (1936 et 1952) ; contrat individuel de travail (1944). Ministère des Affaires sociales, depuis 1939.

Syndicats : légaux depuis 1942 (première tentative de syndicat à la fabrique de cigarettes du Caire, en 1899). Fédération des syndicats du prince *Abbâs Halim* (1930). En 1945 : 450 syndicats (*non*-communistes), avec 130.000 syndiqués (surtout : transports, dockers d'Alexandrie, etc.). — *Niveau de vie* : moyen en Égypte (1952) : 30 £ par an et par tête (12 £ pour le prolétariat agricole) ; en 1946, les grévistes des textiles demandaient salaire minimum de 30 piastres (300 fr.) par jour.

Agitation sociale (grèves, manifestations, etc.) : continuelle, surtout depuis 1945. — Rôle joué par l'Association des « Frères musulmans » *(Al-Ikhwân Al-Muslimûn)* ; fondée en 1927, se fait (surtout de 1945 à 1948) le porte-parole de la justice sociale (justice, égalité et fraternité de l'Islâm). Plus de 1 million d'adhérents en 1948. Aspect xénophobe et para-militaire (guerre de Palestine). Dissoute en 1948, reconstituée en 1951. « Guide général » (depuis 1951) : Hassan Ismâil El-Hodeybi. Dissoute en novembre 1954. Groupements similaires : *Gam'iyet al Anṣâr* de Baqarî (auteur d'une thèse contre Ghazâlî) ; *Anṣâr al sunna* du cheïkh

hanbalite azharien Abdellatif Subki, qui construisent des mosquées pour récollections, d'un style primitif.

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL (1951) : exportations, 200 millions de £ ; importations, 280 millions de £. Le *coton* représente, en moyenne, 80 % des exportations. En 1949, la Grande-Bretagne était encore le principal fournisseur (20 %) et le meilleur client (30 %).

La Concession du *canal de Suez* expire en 1968 ; il deviendra alors (accord du 7 mars 1949) propriété intégrale du gouvernement égyptien. Trafic (en 1948) : 8.686 navires, dont la moitié britanniques.

COMMERCE INTÉRIEUR. — 14.000 km. de routes, dont 2.000 km. goudronnés (1947) ; 6.000 km. de rails (1949). On peut aller, par voie ferrée, à travers l'Égypte et la Palestine, d'Istanbul à Tobrouk (Libye).

TOURISME. — L'Égypte est le pays classique du tourisme depuis l'époque gréco-romaine : Pyramides *(Ahrâm)* et Sphinx *(Aboû'l Hoûl)*, Luxor, Abydos, Matarié. — Les guides d'Égypte sont rédigés avec un soin exceptionnel. Le Caire est une des plus célèbres villes d'art islamique.

MONNAIES, POIDS ET MESURES ; CRÉDIT. — La livre égyptienne *(lira)* vaut à peu près 1 livre anglaise (1 £ Os. 6 1/2 d.), c'est-à-dire environ 1.000 fr. (mars 1953). Elle se divise en 100 piastres *(gersh,* pl. *grush)* et chaque piastre en 10 « millièmes » *(oshr el-gersh)* ; 20 piastres = 1 *tallari*.

Système métrique (introduit en 1939) : officiel depuis 1951, sauf pour les mesures de surface (1 *feddân* = 4.200 m² ou 0 ha. 42).

Calendrier administratif grégorien depuis le 1er janvier 1876.

Banque nationale (émettrice) ; Banque agricole ; Caisse d'Épargne postale, etc.

A la Bourse d'Alexandrie, où la spéculation sur le coton a tant d'importance, le remisier prend 5 *tallari* (= 1 livre) par *qantâr* (45 kg.) de coton, et n'admet pas de commande à moins de 250 *qantârs*.

BIBLIOGRAPHIE. — Maréchal Allenby, *Rapport* du 9 juillet 1921 (*Cmd.*, 1487).

R. Maunier, *Bibliographie économique, juridique et sociale de l'Égypte moderne* (1798-1916), Le Caire, 1916.

S. Lane Poole, *The Story of Cairo*, Londres, 1906.

L'Égypte contemporaine, revue de la Soc. R. d'Écon. pol., de statistique et de législation.

Möller, *Die Ægypter und ihre Libysche Nachbarn (ZDMG)*, 1924.

'Alî pâshâ Mobârak, *Khitat djadîda*, Boulaq, 1306 hég., 20 vol.

Mirrit Ghaly (et Ibr. Madkour), *Siyâsat al Ghad*, Caire, 1938.

Pour les questions économiques :

L'Égypte dans la littérature française (*Cahiers C. E. P.*, nº 20), Paris, mars 1936 (marxiste).

Habib Ayrout, *Fellahs*, Le Caire, 1942.

A. Bonné, *The economic development of the Middle East*, 1945.

Ch. Issawi, *Egypt, an economic and social analysis* (1947) ; — *Population and wealth in Egypt*, Milbank, M. F., New York, janvier 1949, 98-113.

El-Gritly, *The structure of modern industry in Egypt*, 1948.

Economic Bulletin (Bank of Egypt), July, 1948.

Journal d'Égypte, numéro spécial de mars 1949.

Doc. franç., nº 1120 (1949) et 1415 (1950).

Pour l'évolution politique en général :

M. Colombe, *L'évolution de l'Égypte*, Paris, 1951 ; et la presse égyptienne (notamment *Al-Ahrâm* des 4-9-52 et 17-1-53, et *Al-Misri* du 14-11-52), britannique (*Times* du 10-9-52), suisse (*Volksrecht* du 13-12-52), russe (*Izvestiya* du 11-2-53) et israélienne (*Hamizrakh He Khadash* de juillet 1952 et *Davar* du 26-10-52).

Statistique générale ap. *Statesman's Year book*, 1952. — Waqfs (avant 1952), ap. *R. E. I.*, 1951.

ANNEXE. — LA LIGUE ARABE

La « Ligue des États arabes » a été fondée, au Caire, le 22 mars 1945, après de laborieuses négociations (1943-44), l'abandon du projet de « Grande-Syrie » et la réconciliation égypto-saoudite (1945). Officiellement incorporée à l'O. N. U.

But (art. 2) : « Sauvegarder l'indépendance et la souveraineté de chacun des États signataires. »

8 membres : Égypte, Arabie Saoudite, Yémen, Jordanie, Irâq, Syrie, Liban (1945) ; Libye (1953).

Siège : Le Caire. — Secrétaire général : 'Abderrahmân 'Azzâm Pacha (1945-1952), puis 'Abd-el Khâleq Hassouna (égyptien).

Activité : échec dans l'affaire palestinienne (1948-49). L'Égypte domine la Ligue (siège, secrétariat général, démographie) et tend à lui faire jouer une politique « égyptienne ».

Séances : le Conseil de la Ligue se réunit deux fois l'an en mars et en octobre.

Domaine culturel : patient effort de collection de microfilms de Mss arabes et tentative d'uniformisation des programmes universitaires arabes en Orient. Deux Congrès culturels des Nations arabes (Beit-Mery, 1949, et Alexandrie, 1950).

Pactes : traité culturel ; traité de défense en commun et d'entr'aide économique (17 avril 1950), non signé par la Jordanie et l'Irâq.

Éléments de faiblesse : voir, sous ce titre, l'article de Mohammed Tabi'i ; dans le journal égyptien *Akhbâr al-Yôm* du 4 avril 1953.

J. Heyworth-Dunne, *Religious and political trends in modern Egypt*, Washington, 1950.

SOUDAN ÉGYPTIEN

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — Le Soudan égyptien, entre les 4° et 22° de lat. nord, occupe la haute vallée des deux Nils, Nil bleu et Nil blanc, mais non pas jusqu'à leurs sources ; car le Nil bleu naît en Abyssinie, où il a son lac régulateur, le Tsana, et le Nil blanc a ses sources et ses lacs régulateurs dans les territoires britanniques du Kénya et du Tanganyika.

Politiquement, l'extrême-sud de l'ancien Soudan égyptien (Doufilé et Ouadelaï) en a été scindé et rattaché à l'Ouganda britannique. — Actuellement, le Soudan égyptien est limité par l'Égypte au nord, l'Éthiopie à l'est, le Kenya et l'Ouganda au sud, l'Afrique équatoriale française à l'ouest.

2.500.000 km². Le Soudan se divise en zones désertiques (nord, nord-est, nord-ouest), steppes avec arbustes épineux (centre) et palmiers doums (centre-sud), savanes d'acacias et d'ébéniers sur le moyen Nil Bleu (est). Les provinces du sud extrême sont basses et marécageuses jusqu'aux abords de la forêt équatoriale, où le terrain se relève. Le relief atteint 3.010 m. au Dj. Marra en Dâr Foûr, selon Tilho, Les escarpements orientaux ne dépassent pas 2.280 m. — La région la plus importante est, au centre, la « Mésopotamie nubienne », île de Méroé et « Geriza » de Khartoum, entre Atbara, Nil Bleu et Nil Blanc, dont on a commencé méthodiquement l'irrigation.

La crue du Nil est provoquée par l'Atbara et le Nil Bleu (maximum 1er sep.) ; le Nil Blanc, arrêté, déborde ; puis en octobre, il s'écoule doucement et sa crue, arrivant alors, maintient un moment le niveau. A travers le Soudan, le Nil perd 39/40 de son volume d'eau ; 69 % est bu par les roseaux du *sedd* ; après l'apport du Sobat qui le triple, il reperd par infiltration et évaporation.

Pluies : six mois au Sobar (mai-oct.), 4 au Sennar (31 cm.), nulles à Berber.

Population totale : 8 millions d'hab. (estim. 1949). Chiffres approximatifs (en raison du grand nombre des nomades) pour 1949, pour les 9 provinces : Nord (690.600), Khartoum (379.700), Kassala (716.100), Kordofan (1.568.700), Darfour (910.600), Nil bleu (1.721.200), Bahr el-Ghazal (729.700), Haut-Nil (742.900) et Équatoria (620.300).

Toutes les provinces sont entièrement islamisées, sauf le Bahr el Ghazal, Equatoria et le Haut-Nil où il n'y a que des îlots musulmans insignifiants (1.600 Musulmans pour le Bahr el Ghazal, en 1937). Il y aurait donc environ 6 millions de musulmans contre 1.600.000 animistes et 400.000 chrétiens, en se tenant aux évaluations officielles ; soit 75 % de musulmans.

Villes (1949) : Khartoum (75.000), et le faubourg Khartoum-Nord (34.000) ; Omdurman (125.300), Wad Medani (57.300), Kassala (36.000), El Obeïd (70.100), Port-Sudan (47.400).

L'ISLAMISATION. — L'islamisation s'est produite du nord-nord-est au sud-ouest, par flots successifs d'immigrants arabes bédouins, venus d'Arabie en Égypte aux VIIe-IXe siècles.

Après de longues luttes, ils encerclèrent et investirent séparément les centres chrétiens de Dongola (conquis 1350), d'Aloa (capitale Soba, au sud de Khartoum ; résiste jusqu'en 1504) et de la frontière abyssine. Dès le VIIIe siècle, ce sont les *Fezâra* et *B. Omayya* dans le Nord, les *Hadâreb* (prétendus « hadramites ») sur la côte vers Souakim ; le gros des nomades arabes, *Rabî'a (Konoûz)* et *Djoheïna*, campés entre Assiout et Assoûan jusqu'en 869, entrent alors en pays Bedja, et conquièrent lentement l'État de Dongola. Ils poussent ensuite leurs troupeaux au delà vers le sud et le sud-ouest, coopérant à la fondation d'États musulmans dits « abbâsides » ; Kordofân (Mosabba', 1600), Teqali, Dâr Foûr (Soleïman Solon, 1596) et Ouadaï (Sâlih, 1580), cependant que des nègres Chillouks venus du Sud, fondaient au confluent des deux Nils l'empire des *Foung* du Sennar (1504-1822), avec les états vassaux de *mangil* ou *mek* de Qerri, Fazoghli, Shendi. On connaît par Cailliaud l'histoire de ces « empereurs » qui se disaient Ommayyades, et qu'une féodalité turbulente livra, pour la plupart, au « bourreau impérial ».

La conversion des nègres de Dongola fut commencée par Gholâm Allâh ibn 'Id (vers 1375), celle des *Foung* par divers autres cheïkhs, Mahmoûd el 'Araki (Rigl Qoseïr, vers 1500), Tâdj el Dîn Mohammud Bâhirî, venu de Bagdad (1544), Bân al Naqâ (1550), Daf 'Allah-ibn Moqbil el 'Araki et Hâmil et 'Asi ; les Oulad Djâbir convertirent le pays des Sheïqiyé. Avec la conquête égyptienne (1820-22), consacrée par le firman de 1841, diverses congrégations musulmanes firent des prosélytes.

L'intermède de l'insurrection mahdiste (1882-99) marque un temps d'arrêt. La limite d'islamisation, qui avait remonté la Sobat, dépassé le Bahr el Ghazal et atteint le Mbomou avec les chasseurs d'esclaves (Ziber et Soleïman) il y a cinquante ans a été ramenée actuellement un peu au sud du Bahr al'Arab et du Bahr el Ghazal ; elle longe ensuite la rive droite du Nil Blanc qu'elle traverse vers Fashoda et de là, rejoint vers Kurmuk les *Shankâlla* islamisés d'Abyssinie. Au sud de cette ligne, jalonnée par les immigrés arabes *(Selim Baggara, Hawazma, Kinâna)*, par les *Chillouks* (groupe social monarchique ancien, 50.000 hab., dont quelques islamisés), les *Dinkas* du Nord et les *Djebelawin* du Fazogli (dont les chefs seuls sont musulmans). — Le bloc animiste reste provisoirement inentamé : *Shouli, Bari, Djoûr, Nouer* (et leurs vassaux *Anouak*) *Dinkas* du Sud, puis les nègres « travailleurs du fer » *(Bongo, Mittou, Golo, Sheri, Madi, Kreich, Azandé, Latuka)*.

En 1950, les progrès enregistrés dans le sud ne sont pas ceux perdus à l'Islam, mais au christianisme : 20 % de chrétiens dans les 3 provinces méridionales (soit 400.000 environ).

Voici la répartition actuelle des tribus :

a) Tribus arabes, ou parlant l'arabe oriental : *Dja'âlin* (divisés en Sa'adab, Nifi'ab, Kitiab) et *Djawâmi'a* (Bedeïria, Ghodiyat, Batâhîn et Sheïqiya) entre l'Atbara et le Kordofân ; *Djoheïna* : Rofâ'a-'Abdullâb de Qerri, et Kinâna de Singa, Hasaniya,Shokriya-Aboû Sîn ; Kabâbîsh, « bergers », et Baqqâra, « vachers »

du Sennar au Kordofân. Les Baqqâra, qui s'étendent du moyen Nil Blanc jusqu'au Tchad, en longeant la province du Bahr el-Ghazal, comprennent : B. Selim, O. Hamaïd, Hawâzim, Massiria, Homr, B. Helba, B. Khozam, Rowashda, Ziyâd, Salamât, Shoûwa (Isia du Bornou et O. Moûsa du Baghirmi). Habbâniya, Tha'âliba, Ta'aïsha (au nord des Fertît). Apparentées aux Baqqâra sont les 5 tribus d'*Abbâla*, « chameliers », dites *Razaïqat* (Nawaïba, Mahria, Mahâmid, 'Iraïqat et 'Otaïfat).

On rattache aux Djoheïna les Fazara, Shenabla et Ma'qil, du Kordofân ;

b) Tribus nubiennes « hamitiques » autochtones : *Bisharîn* de l'extrême nord, *Hadendoa* et *Kawahla* métissés d'arabes, se disant descendants du sahâbi Zobeïr ; *Nouba* du nord depuis Halfa (Sukkot, Mahass, dont le dialecte, *rotana*, a un alphabet spécial, publié par Mac Michael et Danagla) ; *Nouba* des monts Nouba du Kordofân ; les *Toundjour*, venus de Dongola (et non de Tunis) au Dâr Foûr au XVe siècle, anciens chrétiens, sont des Nouba, les *Mîdob* sont aussi des Nouba ;

c) Tribus semi-berbères du Dâr Foûr nord : *Tibbou-Gora'an, Berti, Zaghâwa, Bedayat* et de Dongola : *Hawawir* ;

d) Tribus semi-nègres du Dâr Foûr sud (dites « Hamag ») : *Dâdjo, Guimr, Tâma, Massalit* et *Fôr* (*Koungara*, dont l'islamisation est toute récente, puisqu'ils vénèrent encore le serpent) ;

e) Immigrants *Peuls* au Dj. Marra depuis la fin du XVIIe siècle *(Fellata)*.

Toutes les tribus précitées sont musulmanes ;

f) Le bloc des tribus animistes du sud énumérées plus haut ;

g) Quelques familles *abyssines* dans le district de Gallabat (ancienne province abyssine de Matemma).

LANGUES. — La seule langue d'usage général est l'*arabe*.

II. — GOUVERNEMENT

Retour au statut de condominium anglo-égyptien, par le traité anglo-égyptien de 1936.

En décembre 1948, Assemblée législative de 75 membres, dont 10 nommés par le gouverneur-général et 65 élus : 13 pour le sud (choisis par les Conseils provinciaux) et 52 pour le nord (dont 10 seulement élus, au suffrage direct, par les 7 grandes villes). Élections boycottées par le « Front national » (partisan de l'union avec l'Égypte).

Le 8 octobre 1951, l'Égypte dénonce le traité de 1936 et donne au roi Farouq le titre de « Roi d'Égypte et du Soudan ». Le 29 octobre 1952, mémorandum égyptien pour un « gouvernement national » soudanais, suivi, le 12 février 1953, d'un traité anglo-égyptien.

Élections (nov.-déc. 1953) : 1.687.000 électeurs ; *Chambre* (97 représentants ; prés. Abu Bakr 'Awad Allah) : 50 nationaux-unionistes (*Ashiqqa* d'Ismaïl Azhari, et *Khatmiya* de Sir 'Ali Mirghani), 23 Umma (*Anṣâr*, de Sir A. R. Mahdi), 3 rep. soc., 9 partis du Sud, 12 autres, 1 front anticolonial. — *Sénat* (50, dont 30 élus ; prés. A. M. Yassin) : 21 nat. un., 4 Umma, 2 indép., 3 autres. — Premier ministre : Ismaïl Azhari (1-2-1954) : sympathique à l'Égypte.

Le général Néguib est, par sa mère, soudanais, et il a fréquenté le Gordon Memorial College à Khartoum, après le Collège Comboni.

III. — ADMINISTRATION

Administration régionale. — Neuf provinces (avec des gouverneurs) : Nord (chef-lieu : El-Damer), Khartoum, Kassala, Kordofan (chef-lieu : El-Obeid), Darfour, conquis en 1916 (chef-lieu : El-Fasher), Nil bleu (chef-lieu : Wad Medani), Bahrel-Ghazal (chef-lieu : Wau, ancien Fort Desaix), Haut-Nil (chef-lieu Malakal, au sud de Kodok, l'ancien Fachoda) et Équatoria (chef-lieu : Juba).

(Le Bahr el-Ghazal, qui avait été uni au Mongalla pour former l'Équatoria en 1935, en a été de nouveau séparé en 1948.)

Les 9 provinces sont subdivisées en 46 *districts* (commissaires de district). Les autorités locales sont les chefs de tribu, dans le sud, des Conseils (1952) urbains (19) ou ruraux (39) dans le nord.

ADMINISTRATION CULTUELLE. — Les *imâms*, *khatîbs* et *cadis* sont nommés par le gouvernement : il y a un « synode d'ulémas », avec un président, et un grand cadi. *École des cadis* de Khartoum, annexée au « Gordon College ».

Tous les Musulmans sont sunnites, la plupart de rite *mâlikite* (ils se servent de l'abrégé de Khalîl) ; il y a quelques *shâfi'ites*.

Les *congrégations* les plus répandues sont :

Les *Qâdirîya* (depuis Bâhirî) ; *Emirghaniya*, qui ont des adeptes dans la plupart des tribus arabes, et dans l'ancienne famille royale des Foung ; leur chef Sir Syed Ali Mirghani est venu à Londres en 1921 ; *Shâdhiliya*, à l'île Touti ; *Tidjâniya* à Khorsa (Kordofân), *Khelouatiya* de Nubie et *Isma'îliya* d'El Obeïd, ordre local, issu des O. Djâbir. Il y a quelques *Senoussiya* chez les Gora'an (nord du Dar Foûr). Les mahdistes étaient *Qâdirîya* d'initiation ; et en 1919, on constatait encore un mouvement périodique de pèlerins visitant les tombes de certains cheïkhs mahdistes à Omdurman : leur chef est Syed 'Abdul Rahman al Mahdi. — Le chérif Yousof al Kindi a aussi de l'influence (voir Willis, *Religious confraternities of the Sudan*, « Sudan Notes », vol. IV, pp. 175-194, 1921).

L'enseignement : 1.500 écoles coraniques *(Khalwa)* avec 40.000 élèves, dont 689 subventionnées et contrôlées officiellement, avec 25.000 élèves (1947) ; 181 écoles élémentaires officielles, avec 30.000 élèves (1950), dans le nord, en complètent le programme (arabe et Coran compris) ; 4.000 élèves dans les 5 écoles secondaires (ou intermédiaires) ; 4 écoles professionnelles ; 14.000 filles dans 136 écoles élémentaires (1951). Université de Khartoum (1945) : 400 étudiants (1951).

LA JUSTICE. — Son fonctionnement, confié aux juges de district et aux 9 cours provinciales sous le contrôle de la Cour suprême de Khartoum, s'inspire du code pénal anglo-hindou, du droit commercial égyptien, et respecte les coutumes locales. Le statut personnel et les *waqf* des Musulmans concernent des tribunaux coraniques spéciaux.

L'ARMÉE. — Elle a été scindée en 1924-25 d'avec l'armée égyptienne (écoles militaires du Caire et de Khartoum).

Comprend un certain nombre d'unités autonomes ; son commandant-en-chef porte le titre de *Kaid*. Une unité de la R. A. F., 1 bataillon britannique et 1 bataillon égyptien sont, en outre, stationnés normalement au Soudan.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — Culture de sorgho (= *doura*), millet (= *doukhn*), maïs, coton, tabac, piments, oignons. Les irrigations (grâce à la grande digue du Sennâr) font du Soudan un grand producteur de *coton* (1951-52) : 230.000 ha. cultivés, dont 100.000 pour zone irriguée de la *Geziré* ; en 1951, le Soudan a pu exporter 96.000 t. de coton et 118.000 t. de graines. Il est le plus grand producteur de *gomme arabique* du monde (41.000 t. exportées en 1951).

Élevage (1951) : 4.800.000 moutons, 4.200.000 chèvres, 1.100.000 chameaux ; chevaux, ânes, porcs (chez les Nubiens païens seulement).

L'INDUSTRIE. — Fondeurs de fer et laveurs d'or des monts Nouba (Kordofan). Mines *d'or* d'Omm Nabardi (Nubie) et des Beni Changoul (enclave en Abyssinie) ; *cuivre* à Hofrat-al-Nahas (Bahr el-Ghazal). Salines de Port-Soudan.

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL. — Se fait surtout *via* Port-Soudan. Chiffres 1951 : importations, 42 millions de £ ; exportations, 61 millions de £.

Le Soudan importe : sucre, cotonnades, farine, bois, ciment, machines, produits pétroliers, thé, café d'Abyssinie, confections.

Le Soudan exporte : gomme, coton, semence de coton (le coton représentant 77 % de la valeur totale).

COMMERCE INTÉRIEUR. — Rail : 3.200 km. (1946). Le Syndicat des Cheminots (18.000 adhérents en 1951) est le plus puissant du Soudan ; il groupe également 15.000 autres travailleurs (appartenant à 80 syndicats).

Service régulier de vapeurs : Halfa-Shellâl (vers l'Égypte). Et sur le haut Nil (en franchissant le *sedd*) le Nil bleu (jusqu'à Rosaires), et le Baro-Sobat.

Port-Soudan a un équipement moderne. — Liaisons aériennes (Sudan-Airways) intérieures. — Vingt-huit stations radio.

TOURISME. — Pyramides de Méroé, tombes du Djebel Barkal. Grandes chasses à la frontière abyssine et sur le Haut-Nil, décrites par Chapman.

Sanatorium d'Erkowit au sud de Port-Soudan.

MONNAIES, POIDS ET MESURES, CRÉDIT. — Monnaie légale : livre égyptienne.

Dhirâʿ coudée, pik, de 0 m. 58 ; *qasaba* de 3 m. 55 ; *feddan* de 42 a. ; *dirhem* de 3 gr. 12 ; *qirba* de 0 cm_3 40 ; *haml* (charge de chameau), 250 kg. ; *rotl* de 450 gr. ; *oqiya* de 37 gr. 44 ; *kantar*, 44 kg. 93 (celui d'Alexandrie est de 140 kg.) ; *tonolata* = tonne française de 1.000 kg. ; *ardab* de 198 livres.

BIBLIOGRAPHIE. — *Sudan Almanac* (annuel).

H. Mac-Michael, *A History of the Arabs in the Sudan*, 2 vol., Cambridge, 1922.

Chapman, *Savage Sudan*, Londres, 1921.

Sudan Notes and Records (trimestriel, depuis 1918).

Robinson, *Darfor* (*J. Afr. Society*, XXVIII ; notes sur l'histoire arabe du pays).

Al-Sarâha, Khartoum, journal des 150.000 travaillistes (1953).

Prince Omar Toussoun, *Tarikh mudîriyat Khatt al Istiwâ al Misrîya*, 3 vol., Caire, 1937.

A. Le Grip, L'avenir de l'Islam en Afrique noire (*L'Afrique et l'Asie*, n° 10), 1950.

T. B. Stauffer, Labor Union in the Arab States (*M. E. J.*, II, 1), 1951.

Statesman's Year-book, 1952.

Memorandum égyptien du 29-10-52 (*Al-Ahram* du 1-11-52).

Basler Nachrichten du 19-2-53.

LIBYE[1] [LIBIA]

La Libye s'étend (1.759.540 km²) sur la rive méridionale de la Méditerranée, entre les 33° et 25° de long. est. Son hinterland saharien atteint 19° 45 de lat. nord. Elle touche à l'Égypte (est), à l'Afrique équatoriale française (sud), à l'Algérie (sud-ouest) et à la Tunisie (ouest). Sa frontière orientale a été rectifiée par l'accord anglo-italien de mai 1920 (échange du port de Sollum contre l'oasis de Djaghboûb, occupée en 1925) ; sa frontière sud a été améliorée par l'accord franco-italien du 12 septembre 1919 (cession à l'Italie des saillants Ghadamés-Ghat et Ghat-Tummo).

La Libye a été cédée à l'Italie par l'Empire ottoman le 18 octobre 1912 (traité de Lausanne). Ce traité, précédé d'un décret royal italien et d'un firman impérial ottoman du 17 octobre, reconnaissait la souveraineté religieuse du sultan ottoman sur la Libye, en tant que calife ; non seulement il maintenait son nom dans la khotba, *mais il laissait la nomination (et le traitement) des cadis libyens au cheïkh-ul-islam ottoman (art. 2 du décret royal et du firman impérial), il instaurait en Libye un* naïb el soltân *(Shems el Dîn, nommé décembre 1912), envoyé par le calife pour gérer ses intérêts religieux (biens de main-morte). Par le décret royal du 22 août 1915, l'Italie a annulé ce pacte.*

HISTORIQUE. — *La conquête de la Libye par l'Italie a été achevée en 1931 (occupation de Kufra).*

En 1939, un décret royal (9 juin) faisait de la Libye le « 4e rivage » (quarta Sponda) *de l'Italie, c'est-à-dire que la Libye devenait partie intégrante du Royaume-Uni d'Italie.*

Chassés de Libye en 1943 par les alliés, les Italiens ne restent plus qu'en Tripolitaine (47.000 en 1952).

De 1943 à 1949 : administration militaire (occupation) britannique et française (Fezzan).

Décision de l'Assemblée générale de l'O. N. U. (21 novembre 1949) : la Libye deviendra, le 1er janvier 1952, un État souverain et indépendant. Un commissaire de l'O. N. U. (M. Pelt) est désigné pour la Libye.

(1) Et non « Lybie », comme l'écrivent, par méconnaissance du grec, les trois quarts de nos journalistes contemporains.

1949-50 : trois gouvernements provisoires sont constitués dans les 3 provinces de Libye.

25 novembre 1950 : réunion d'une Assemblée nationale de 60 membres désignés (20 par province). Envoie message au roi Idris de Cyrénaïque.

*15 décembre 1950 : décisions de l'O. N. U. : la Libye prendra gratuitement possession des biens de l'*État *italien sis sur son territoire.*

29 mars 1951 : l'Assemblée nationale décide la Constitution d'un gouvernement fédéral provisoire.

7 octobre 1951 : vote de la Constitution fédérale.

24 décembre 1951 : proclamation de l'Indépendance.

CONSTITUTION *(7 octobre 1951). — Le Royaume-Uni de Libye* (Al-Mamlakat Al-Lîbiyya Al-Muttahida) *se compose de 3 provinces* (wilâya) : *Tripolitaine, Cyrénaïque et Fezzan, dans les frontières de la Libye de 1939. L'Émir* Mohammed Idris Senûsi *est le roi de cet État, sous le nom d'Idris Ier, gouvernement fédéral (Conseil des Ministres) et gouvernements provinciaux. Un gouverneur* (wâli) *représente le roi dans chaque province. Sénat de 24 membres (8 par province) ; Chambre de 55 députés (35 pour la Tripolitaine, 15 pour la Cyrénaïque et 5 pour le Fezzan). Deux capitales : Tripoli et Benghazi. L'Islam est religion d'État ; l'arabe est langue officielle.*

Le Parlement a tenu 2 sessions en 1952. Traité anglo-libyen, 29-7-53.

Le président du Conseil est (1953) depuis l'Indépendance, Mahmoud bey Montaser, *d'une famille illustre, affiliée au Senoussisme.*

PARTIS POLITIQUES. — « *Parti de l'indépendance* » (Istiqlâl), *aujourd'hui au pouvoir (1952) et* « *parti du Congrès* » (Mo'tamar), *décapité par l'exil de son leader,* Bashîr Es-Sa'dâwi *(hostile à la forme fédérale du royaume).*

Ces partis reposent au fond, sur les anciennes « *ligues* » (soff) *traditionnelles des* « *Berbères* » *— coalition de la* « *Ligue de la Côte* » (ṣoff el-baḥr) *et de la* « *Ligue des Marabouts* » (ṣoff el-Mrâbṭîn) *— et des* « *Arabes* » *— alliance de la* « *Ligue des Zentân* » (ṣoff ez-Zentân) *avec la* « *Ligue du Haut* », *c'est-à-dire* « *des hauts de Syrte* » (ṣoff el-Fôgui).

ÉCONOMIE ET FINANCES. — *Pays* « *sous-développé* » ; *revenu national évalué (estim. O. N. U. 1952) à 35 $ par tête et par an. Recettes fiscales très limitées et basées sur les contributions directes. Budget en déficit (220.000 livres libyennes en 1950), comblé par l'aide étrangère, britannique (2 millions de £ en 1952) et française (160 millions de fr., 1952).*

Aide américaine (point 4). Loi du 20 décembre 1951 créant 2 « *agences* » *(l'une financière, l'autre de stabilisation et de développement) d'aide à la Libye.*

Monnaie : livre libyenne (jeniyya = *Guinea*) ; *la Libye fait partie du* « *bloc sterling* ».

MISE EN VALEUR. — *1.200.000 ha. se prêtent aux cultures en région aride ; de 400 à 800.000 ha. sont ensemencés chaque année ; 12 millions d'ha. conviennent aux pâturages. —* Commerce : *l'Italie vient au premier rang*

pour les exportations (huile d'olive), au deuxième pour les importations ; la Grande-Bretagne fournit plus de la moitié des importations et le 1/4 des exportations.

COMMUNICATIONS. — *Les 3 provinces sont reliées par route, par air (liaison bi-mensuelle Tripoli-Sebha, 2 fois par semaine Tripoli-Benghazi) et par radio (1952).*

POLITIQUE EXTÉRIEURE. — *Écartée de l'O. N. U. par le* veto *soviétique, la Libye se tourne vers la Ligue arabe. Relations particulièrement bonnes avec l'Égypte (voyage du roi Idris au Caire en décembre 1952) et avec la Turquie (une partie des 365 jeunes Cyrénéens emmenés par Enver Pacha en 1912, pourraient, quarante ans plus tard, constituer une partie des cadres de la Libye).*

ARMÉE. — *En projet, à partir du noyau de la garde royale (80 hommes) ; le commandant-en-chef en est le lieutenant-colonel Omran Jadra, turc d'origine cyrénéenne.*

BIBLIOGRAPHIE. — *Annuario generale della Libia*, 1936-37, Tripoli, 385 pages.

Massimo Colucci, *Il Regime della Proprieta Fondiaria nell' Africa italiana*, Bologne, 1942.

Ettore Rossi, Il Regno Unito della Libia (*Oriente Moderno*, XXXI, 10-12, 1951, pp. 157-192.

Rapport sur la Libye de la Commission d'Enquête des 4 puissances dans les anciennes colonies italiennes, 1947.

Rapports de la Mission des Nations Unies pour l'assistance technique à la Libye (et notamment rapports Shanawany, Wheatley, Higgins et Lindberg), 1951-52.

N. B. — Toutes les statistiques, et notamment celles de l'O. N. U., sont vraisemblablement trop fortes, parce qu'elles sont basées sur le nombre (toujours grossi par les intéressés) des cartes d'alimentation.

TRIPOLITAINE (TARABOLOS AL GHARB)

I. — PEUPLEMENT

Situation, superficie, statistique, villes principales. — C'est la section occidentale de la Libye, jusqu'à l'est de Muctar-Mrada.

245.000 km² (sans le Fezzan), répartis en 4 zones parallèles à la mer : *a)* La côte, formée par des dunes, interrompues d'oasis, fort peuplées : Zauia, Zanzour, Minshâ de Tripoli, Zliten, Misurata, et, beaucoup plus loin à l'est, Sirte ; *b)* une plaine, *Ej-jfâra*, semée d'oasis ; *c)* Le plateau central (*Tahar* ou *Djebel*) qui porte, de l'ouest à l'est, les noms suivants : Dj. Nefousa, Dj. Yefren, Dj. Gharian et Dj. Tarhuna ; *d)* Zone de pâturages, à l'est *(El-wa'sa)* et d'ancienne irrigation *(El-Udyân)*, à l'ouest, avec l'oued *sôfejjîn* ; *e)* La *ḥamâda* et les massifs montagneux *(Fezzân, J. Sôdâ, El-Harûj)*.

Climat côtier humide, tempéré et venteux : à Tripoli, température moyenne 15° de novembre à avril et précipitations annuelles 370 mm.

Population totale : 800.000 hab. (1952), dont 91 % Musulmans sunnites (malikites, 483.905, hanéfites, 35.920, 6 % d'ibâdites (33.256) en 1917 ; proportions actuelles inconnues. Israélites tombés de 30.000 (1948) à 4.000 (1952) par émigration sioniste, après le pogrom du 1er juin 1948 à Tripoli. La population européenne, infime en dehors des villes côtières, monte à 50.000 (1952), dont 47.000 Italiens, 2.000 Maltais et 500 Grecs (non compris 3.000 soldats britanniques et 4.000 Américains à la base aérienne de Wheelusfield).

Recensement des villes : Tripoli, 120.000 hab. (1952) dont 27.000 Italiens et la plupart des Juifs, Maltais et Grecs de Tripolitaine. Les faubourgs de Tripoli sont peuplés.

Petites villes côtières (aucune n'atteint 10.000 hab.) : *Zwâra, Tajûra, Ez-Zâwya, Homs (El-Khoms), Zlîten, Misrâta ;* groupe d'oasis de *Hôn* et *Sôkna.*

Selon l'enquête de 1917, les 4/5 de la population totale sont concentrés dans l'angle nord, au nord du Djebel (Nefousa), et surtout sur le littoral de Zuara à Sirte (203.000). La majorité des indigènes (1951) est citadine (150.000) ou rurale sédentaire (450.000) ; quant aux nomades (200.000), la majeure partie (150.000) n'a que des transhumances très restreintes. Tous les nomades sont au sud du Djebel, spécialement en Orfella et Sirte ; ils ne remontent plus à l'ouest, au delà de Tarhouna.

L'islamisation. — Dès 642, 'Amr prit et garda Tripoli. Les Berbères d'alentour se convertirent rapidement ; de 757 à 782, ils constituèrent un

État *khâridjite ibâdite* avec Tripoli comme capitale. L'islamisation ne s'acheva qu'avec l'installation des tribus arabes sorties d'Égypte en 1050, et signalées près de Tripoli dès 1067. Depuis, la Tripolitaine, qui a généralement suivi le sort de la Tunisie (terre de *kharâdj* comme elle), a adhéré au rite *malikite* sur le littoral (tandis que l'ibâdisme, vaincu en 782, se réfugiait au Djebel). L'histoire politique ultérieure de Tripoli, momentanément indépendante sous des cheïkhs locaux (Beni Khazroûn, 1043-1142 ; B. Thâbit, 1326-54, B. Mekki de Gabès, 1345-1420 ; cheïkhs électifs, 1460-1510), s'achève avec la domination turque (1551-1912), représentée par des *pachas*, héréditaires durant un siècle (*Karamanlis*, 1711-1835), dont l'action n'a guère modifié l'état d'islamisation du littoral.

On trouve en Tripolitaine : *a)* Des tribus *arabes* (203.182 hab. en 1917), dont quelques *chorfa* (7.384). Issues des conquérants du XIe siècle, ce sont : au littoral, *Nawâil, Siaan, Ojowâtir et Amâin.*

Plus à l'intérieur : *B. Oulid, Orfella, Oulad Bou Sîf, O. Sliman* (souche de ceux du Tchad). Au Djebel : *O. Mahmoûd, Hawâmid, Mahâmid.* Au désert : *O. Khris* (à Sella), *O. Sliman, Hasâuna* et *El-Mgârha* ; *b)* Des tribus *berbères* (313.979 en 1917), descendant des antiques confédérations *Haouâra* (du Fezzân), *Nefousa* et *Lowâta.* La plupart se sont arabisées, sur le littoral *(Zuara, Agelat, Blaaza, Orshefana)* et même au Djebel (*Zentân* ou *At Zenâta, Yefren, Gharian, Tarhuna, Msellata*) ; *c)* Des *couloughlis*, métis turco-arabes (35.920 en 1917). Les *Juifs* de Tripoli sont surtout des « marranes » d'Andalousie ; les colonies juives de Garian et du Jebel (qui disaient remonter à l'époque de Titus) sont disparues (1951).

LANGUES. — La statistique de 1917 ne spécifie pas clairement le nombre des *Berbérophones (jbâliya).* Sur les 33.256 « Berbères ibâdites », il en est qui parlent arabe *(Zuara, Yefren)* : seuls les *Rojeban, Rehibat, Nefoussa* sont sûrement berbérophones. Ilot berbérophone à *Sôkna*, en voie d'extinction.

D'autre part, sur les 102.739 (en 1917) « Berbères mâlikites », certains les *Zintân*, sont peut-être encore bilingues. En les additionnant, on trouverait 135.995 Tripolitains parlant *berbère*, soit 23 % ; contre 77 % parlant *arabe.* Ce pourcentage montre combien l'arabisation du pays est avancée.

II. — GOUVERNEMENT

Voir *supra : Libye* (notice générale).

III. — ADMINISTRATION

Voir *supra : Libye* (notice générale).

ADMINISTRATION PROVINCIALE. — 6.062 Libyens musulmans (1950) sont employés permanents de l'administration (soit 65 % du total) ; 250 Italiens sont fonctionnaires libyens (1952), mais payés surtout par l'Italie. Conseillers britanniques.

INSTRUCTION PUBLIQUE. — En 1950, 138 écoles, avec 23.706 élèves ; 1/5 environ des enfants d'âge scolaire est scolarisé ; 80 écoles italiennes avec 7.000 élèves (1952).

Biens *waqf* : l'organisation italienne (décret royal n° 125, du 9 janvier 1929) — 2 organisations provinciales (Tripoli et Misurata) chargées de l'entretien des édifices religieux, avec budget autonome, mais droit de surveillance exercée par les tribunaux du *Shra'* — a subsisté, dans l'ensemble, sous l'administration britannique (1943-49), avec des rétributions dérisoires pour les agents du culte.

Pour les *ibâdites*, il est question d'une organisation autonome. Ils se divisent en sectes : *nakkâris* à Zuaga, *khalfis* et *naffâtis* à Gharian et au Dj. Nefousa.

Quant aux congrégations *religieuses*, la seule qui ait de l'importance est la *senoussisme* (voir *infra*). Il y a quelques *Aïssaoua* à Tripoli. Les *Salâmiya* ont leur zaouïa-mère à Zliten. *Qadrik* à Tripoli et Ghât. *Tlâmid* de Mohammed Al-Amîn Shengîti († 1951). Enfin, les *Madaniya*, fondés en 1823, à Misurata, ont des adeptes au Fezzân, en Cyrénaïque et à Constantinople. La tombe de Zarroûq Bornoûsî, de Fès, est à Misurata.

ARMÉE fédérale en projet : 80 hommes pour toute la Libye (1952).

POLICE de Tripolitaine (1952) : 2.400, dont 39 instructeurs britanniques.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — 20.000 km² cultivables, répartis en 3 zones : *a)* Sur le littoral, les *oasis du Sahel*, où dominent le dattier, l'olivier, les légumes. Les oasis principales sont celles de Tripoli (50.000 ha. de jardins irrigués, 1.200.000 dattiers, arrosés par 8.000 puits) et Misurata (400.000) ; *b)* Les hauts plateaux du Djebel et de Tarhouna, plantés d'oliviers ; où les arbres fruitiers alternent avec les steppes d'alfa et les champs d'orge ; *c)* Les oasis du versant sud du plateau, Djofra et Sella (100.000).

Ressources principales : oliviers (plus de 3 millions de pieds en 1945, dont les 2/3 aux Italiens ; production 1950 : 7.700 t.) ; amandiers (1.786.000 arbres) ; vigne (estim. 1944 : 42 millions de pieds). — Élevage : 300.000 moutons, 308.000 chèvres, 58.000 chameaux, 31.000 bovins, 27.000 ânes.

L'INDUSTRIE. — Avant l'arrivée des Italiens, elle se réduisait à peu de choses : tissage de coton, laine et soie ; argenterie, orfèvrerie et sparterie. On extrait du sel de la saline de Mellaha près Tripoli ; pêche (thon, éponge, réservée à des scaphandriers grecs). Savonneries, huileries et tanneries ont été organisées par les Italiens.

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL. — La Tripolitaine importe : sucre, cotonnades, thé, blé, produits manufacturés.

La Tripolitaine exporte : orge, huile d'olive, alfa, poisson, bétail, laine, éponges. Trafic du port de Tripoli (1947) : 400 bateaux et 445.000 t.

COMMERCE INTÉRIEUR. — Rail : 224 km. ; Tripoli-Zuara (120) : Azizia-Gargaresc-Tripoli (50) ; Tripoli-Aïn Zara et Tadjoura (22) ; Tripoli-Port (9). — 1.500 km. de routes carrossables macadamisées (littoral) ; les pistes intérieures sont en très mauvais état.

TOURISME. — Habitations troglodytiques au Gharian. Ruines des « trois villes » *(tri-poli)* romaines : Sabratha, Oea (= Tripoli : arc de triomphe de Marc-Aurèle) et Leptis Magna (près de Homs) où naquit Septime Sévère (en 146) et d'où 600 colonnes ont servi à édifier le château de Versailles.

BIBLIOGRAPHIE (Ceccherini, 1915). — *Handbook of Libya*, London, 1920.

De Agostini, *La Popolazioni della Tripolitania*, Tripoli, 1917 (avec 31 cartes).

Rassegna Coloniale, revue publiée à Tripoli, depuis 1921.

Archivio bibliographico coloniale (Libia), Florence, trimestriel depuis 1918.

C. Fidel, Une mission en Tripolitaine (*Afrique française*, 1921).

Rivista della Tripolitania, depuis 1924.

F. Coletti, *La Tripolitania settentrionale*, 1924 (2e éd.).

'Abd al Salâm al 'Alim Fitawarî (XVIIe siècle), *Kitâb al ishârât*, éd. R. Rapex, Tripoli, 1921.

Stefanini, *Africa Italiana*, Rome, 1925.

Annuario delle Colonie Italiane, Rome, 1926.

La rinascita della Tripolitania (studi sui 4 anni di governo del Conte Volpi di Misurata, Milan, 1926).

Salv. Aurigemma, *Tripoli, e le sue opere d'arte*, Milan, 1926 (10 pl. sur 50 concernant l'Islam).

Féraud, *Annales tripolitaines*, éd. Aug.-Bernard, Tunis, 1927.

Les Witschell, *Klima und Laudschaft in Tripolitanien*, Hamburg, 1928.

Eugenio Griffini, *L'arabo parlato della Libia*, Milan, 1913.

Francesco Beguinot, *Il berbero nefûsi di Fassâto*, Rome, 1942.

Tripoli e dintorni, breve guida illustrata, Milan, 1939, 64 pages.

Publ. Department of antiquities in Tripolitania, 1948-49.

André BASSET, La langue berbère, in *Handbook of African Languages*, Oxford, 1952, 72 pages.

A few facts about Tripolitania, Press Office, Tripoli, septembre 1952.

Voir Bibliographie générale de la Libye (*supra*, notice générale).

G. Busson de Janssens, Les wakfs dans l'Islam contemporain (*REI*, 1951, p. 22).

CYRÉNAÏQUE (BARQA)

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — C'est la section orientale de la Libye, du fond de la Grande-Syrte, à l'ouest de Sollum (25° long. est). Isolement géographique : à 700 km. du delta du Nil, à 650 km. de la Tripolitaine, mais à 300 km. de la Crète. Appartient à l'Europe par son climat (400 à 550 mm. de pluie sur le plateau) et sa végétation (400.000 ha. de forêts).

855.370 km², répartis en 3 zones : *a)* Une falaise littorale, le Djebel Akhdar, qui culmine entre 850 et 1.000 m., près de Cyrène ; *b)* Un plateau crayeux central, de 150 km. de profondeur, et d'altitude décroissante en allant vers le sud ; *c)* Le désert.

POPULATION TOTALE. — 300.000 (1950), dont 99 % Musulmans sunnites, plus ou moins volontairement affiliés au senoussisme. Européens : 200 Grecs (crétois), 120 Maltais ; 200 Juifs seulement (sur 4.500 en 1948) ; quelques religieux italiens (les 40.000 colons ont fui en 1942). Population surtout nomade (1950) : 220.000 ; 20.000 ruraux sédentaires.

Villes (1952) : Benghazi (officiellement 62.000, sûrement moins) ; Derna (20.000 ?) ; El-Merj (ex-Barce) et Tobroq (Tobrouk) ont chacune 3.000 hab.

L'ISLAMISATION. — Dès 641, 'Amr, le conquérant de l'Égypte, s'emparait de Barqa et y installait définitivement un gouverneur. — La Cyrénaïque suivit le sort de l'Égypte jusqu'en 1798 (terre de *zakât*, non de *kharâdj*).

On trouve en Cyrénaïque : *a)* Des tribus *arabes*, provenant les unes, du *djond* égyptien (dès le VIIe siècle, les autres de l'invasion du XIe siècle, Beni Qorra, et Haïb (clans des *Soleim*) ; de l'ouest à l'est : *Mogharba*, *Awâghir* (60.000), *Orfa*, *'Abid*, *Drossa*, *Brassa* (30.000), *Hassa*, *'Abeïdat* (78.000), qui touchent aux *Oulad 'Ali* d'Égypte, vers Sollum.

b) Des tribus *berbères* : c'étaient, au VIIe siècle, des fractions des *Lowâta*, *Haouâra* et *Awrigha*. Quoique islamisées, elles furent décimées par l'invasion arabe du XIe siècle, dont elles subirent le premier choc ; depuis elles se sont arabisées complètement. Les derniers vestiges de la langue *berbère* au désert libyen se rencontrent aux oasis d'Aoudjila et Sïoua (voir *supra*, Égypte).

II. — GOUVERNEMENT

Voir *supra : Libye* (notice générale). *Police* avec instructeurs britanniques. Armée : voir *Tripolitaine*.

III. — ADMINISTRATION CENTRALE

INSTRUCTION PUBLIQUE. — Cinquante-cinq écoles avec 7.314 élèves (1949) et 85 maîtres égyptiens (1952).

ADMINISTRATION RÉGIONALE. — Le *wâli* de Cyrénaïque est Hoseyn Mazigh (1952). Sur 1.500 employés de l'administration, 1.167 sont des Musulmans (1950). Conseillers britanniques.

La jurisprudence *malikite* a remplacé depuis 1912, la jurisprudence *hanéfite* dans les tribunaux canoniques.

Parmi les congrégations religieuses, les *Senoussiya* jouent un rôle prédominant (39 zaouïas), mais non exclusif. La tribu des *Fawâkhir*, sur la route Bengasi-Giagbub, est affiliée à l'ordre des *Madaniya* de Misurata. Inauguration fin 1952, des nouveaux bâtiments de la *Zâwya El-Beydâ*, rénovée, fondée en 1843.

La France a 2.000 « protégés » musulmans, dont 1.600 à Benghazi, presque tous Tunisiens.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — La « Pentapole » cyrénaïque, si prospère à l'époque gréco-romaine, a de très bonnes terres à céréales ; on y cultive l'orge. Il y a de nombreux oliviers. On a acclimaté le bananier à Derna ; 3.000 ha. de jardins irrigués, 40.000 km² considérés comme productifs (1947).

La falaise littorale est verdie par des thuyas, des yeuses, des caroubiers. Élevage (1950) : 462.000 moutons, 379.000 chèvres, 32.000 bœufs et 20.000 chameaux. Le climat du littoral rappelle l'Italie. Les sionistes avaient pensé y installer une colonie juive (1908). Les Italiens avaient « acquis » 450.000 ha. (par « droit naturel, achat ou confiscation ») ; ils étaient 40 à 50.000 colons (1942) avec environ 2.000 fermes, aujourd'hui abandonnées (1952).

La Cyrénaïque est une terre d'économie pastorale ; depuis trois ans (1952), récolte d'orge déficitaire.

L'INDUSTRIE. — Tissages indigènes (filé de coton, laine et soie), filatures à Benghazi. La saline de Benghasi n'était plus exploitée en novembre 1952. Soufre à Garcer el-Mougtar, tanneries. Grand trafic de ferraille (après-guerre).

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL. — La Cyrénaïque importe : thé, sucre, objets manufacturés.

La Cyrénaïque exporte : peaux, bétail, céréales (en cas de récolte excédentaire) ; ferraille (1952).

COMMERCE INTÉRIEUR. — Rail : Benghazi El-Merj (108 km.) et Benghazi-Solouq (55 km.).

Environ 1.000 km. de routes (surtout « littorale »).

Ports en sommeil (1952).

La route du Soudan aboutit, à travers les oasis senoussistes, à Bengasi.

TOURISME. — Ruines gréco-romaines dans la région des « 5 villes » ; Cyrène *(Sheḥḥât)*, Ptolémaïs (Tolmita), Apollonie *(Sûsa)*, Bérénice et Arsinoé.

BIBLIOGRAPHIE. — (Voir *supra*, Tripolitaine, et ceci) :

Gregory, Report on the work of the Commission sent out by the I. T. O. *(Jewish Territorial Organisation)* in Cyrenaica, London, 1909.

A. Tomei, *La Cirenaica e il suo avvenire*, Rome, 1912 (trad. de l'all. de G. Hildebrand, Bonn, 1904).

O. Marinelli, Béguinot, Calciati, Collucci, Ricci et Vallardi, *La Cirenaica, geografica, economica, politica*, Milan, 1923.

Handbook on Cyrenaica, Le Caire, 1944-47.

E. E. Evans-Pritchard, *The Sanusi of Cyrenaica*, Oxford, 1949, 240 p.

Voir Bibliographie générale, *supra : Libye*, notice générale.

APPENDICE : ANCIEN ÉMIRAT DES SENOUSSIS

Officiellement, le décret royal italien du 25 octobre 1920 (dénoncé le 21 avril 1923) avait constitué en émirat autonome les 4 oasis d'Augila, Gialo, Giagbub et Cufra, avec capitale éventuelle à Agedabia, près de la mer. A part Giagbub (ancien territoire égyptien), ce territoire représente 4 anciens cazas de la Cyrénaïque ottomane.

L'influence des Senoussis s'étendait encore sur Sokna, sur les oasis de Ouaou el-Kébir et Ouaou en Namous, à mi-route entre Cufra et Murzuk, sur un certain nombre de clans dissidents touareg et tibbous (venus du Borkou), vers Ghat et Ghadamès, Temissa et Tedjerri ; les oasis égyptiennes de Sïoua, Farafra et Dakhel sont senoussistes. — L'Italie avait achevé (avec la prise de Kufra, en 1931) la réoccupation graduelle, tantôt par persuasion, tantôt par force, de toutes les régions senoussistes de Libye.

POPULATION. — 20.000 hab., répartis en 6 oasis. La capitale est, depuis 1890, *Cufra* (Koufra, ancien Kebâbo), 4.415 hab. (1937), ainsi classés, selon Ceriani :

2.900 Arabes *Zouaïa* (fraction des *Mogharba* de Cyrénaïque), 400 *Megiabra* (Arabes de Djalo, ont accaparé le commerce) ; 1.000 *Tibbous* (Zourgh, du Tibesti), 100 Touareg *Azdjer* (réfugiés), 100 Arabes de Sïoua, 1.500 esclaves nègres. — Cufra se divise en 10 oasis, dont Tâja (tombe d'el Mahdi), El Giol, Boseïma, Aoufri, Zourgh. *Augila* et *Gialo* ont ensemble 3.000 hab. (*Awdjilî*, de race et de langue berbère ; *Modjâbra*, Berbères arabisés de langue arabe et *Zouaïa*).

Giagbub *(Djaghbûb)* a eu 2.700 hab. (750 Arabes, élite de la congrégation senoussiste et 2.000 esclaves).

L'ISLAMISATION. — Après avoir suivi le sort des autres oasis de la Cyrénaïque musulmane, jusqu'en 1850, ces oasis, à partir de cette date, devinrent le centre d'un mouvement islamique spécial, à répercussions mondiales, le *Senoussisme.*

La première zaouïa de cette congrégation fut fondée au Djebel Akhdar (Cyrénaïque) près de Derna, à El Beïdâ (ex-*Beda Littoria*), en 1843, par Sidi Mohammed ibn 'Ali Senoussi Khattâbi (né à Torch, près Mostaganem, Algérie, le 22 décembre 1787 (ap. Nallino, *Raccolta*, II, 1940), † 1859 à Djaghboûb), qui s'était formé à Fez, La Mekke (Aboû Qobeïs) et Le Caire. Son fils, Sidi Mohammed el Mahdi (1859 † 1902 à Gouro, en Borkou), conquit à l'ordre tout le Sahara oriental, l'implanta au Ouadaï et au Kanem. Mais, devant l'avance française au Tchad, la capitale de l'ordre, transférée de Djaghboûb (1855-1895) à Cufra, puis Gouro (1899-1902) dut être ramenée à Cufra par Sidi Ahmed Chérif (1902-1916), né en 1880 ou 1873, mort en 1933 à Médine, neveu et successeur d'el Mahdi. S. Mohammed Idrîs, le jeune fils d'el Mahdi, né en 1889 réussit, après s'être fait donner la zone occidentale du domaine senoussiste (partage de 1909, où S. Mohammed el'Abîd reçut le Fezzan et les Touareg), à évincer momentanément Sidi Ahmed Chérif, qui avait pris le parti des Ottomans en 1914 (fétoua de guerre sainte).

Depuis 1918, chef de l'ordre, il s'enfuit en Égypte en 1923, en revint avec les Alliés en 1943, fut réinstallé en 1946 et devint, en 1949, émir de la Cyrénaïque indépendante, puis, en 1952, souverain du Royaume-Uni de Libye. Kufra fut occupée par la colonne Leclerc en 1943.

A Cufra, il y a un tribunal du *Chra'* et une médersa. Les autres oasis paraissent n'avoir qu'une *djemaa* locale, où la prépondérance appartient aux dirigeants de la *zaouïa* senoussiste.

L'organisation est strictement coranique : les deux fêtes célébrées sont les *Id Kabîr* et *'Id Saghîr*. Le seul impôt perçu est la *zakât.*

L'AGRICULTURE. — La culture des dattiers est l'unique culture des oasis. Il y a 100.000 dattiers à Gialo et 40.000 à Augila. La plupart des oasis n'ayant pas de puits nouveaux, dépérissent (cf. Taïserbo, ancien centre du sultanat des Tibbou ; Sighen).

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL. — Cufra est le siège d'échanges importants ; cotonnades, draps, soies, verreries, sucre, thé, riz venant de Cyrénaïque ; échangés contre peaux, plumes d'autruche, ivoire, vêtements indigènes venant du Ouadaï. — C'est de Bilma et du Borkou que Cufra importe les céréales, les chameaux, moutons et chèvres nécessaires à l'alimentation.

COMMERCE INTÉRIEUR. — Routes de caravanes : *a)* Vers la mer : Giagbub-Sella-Sokna ; Augila-Derna (ou Benghasi) ; Giagbub-Benghasi ; *b)* Vers le Soudan : Augila-Cufra-Gouro, vers le Borkou et le Ouadaï (ouverte depuis 1810).

BIBLIOGRAPHIE. — Ceriani, Cufra, ap. *Africa italiana*, maggio 1920 (trad. *Afr. Fr.*, mars 1922).
Insabato, ap. *Rassegna contemporanea*, t. VI, Rome, 1913.
Al Manâr, 1330 H. Caire, pp. 532-538 (liste des zaouïas).
W. T. Massey, *The desert campaign*, London, 1918.
A. M. Hassanein bey, *The lost oasis*, London, 1925.
Fr. Meriano, *La questione di Giarabub*, Bologna, 1925.
E. E. Evans-Pritchard, *The Sanusi of Cyrenaica*, Oxford, 1949, 240 p.
Ester Panetta, *Prattiche e credenze popolari libiche*, Rome, 1940, 138 p.

FEZZAN

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE. — 400.000 km² environ. Groupe d'oasis « en Z » *(Shâṭi, Sebha, Morzoq, El-Gaṭrûn)*, en palmeraies linéaires (sur 700 km.), situées entre des hauts-plateaux *(ḥamâda* ou *Serîr)* et des zones dunaires *(edeyen* ou *ramla)*. Climat extrême (de + 45° à — 5°). A la bordure ouest, oasis de *Ghât* et *Ghadâmes*.

Population : 45.000 hab. (1952), aux 3/4 sédentaires (très métissés de Noirs). Principal centre (capitale provinciale) : Sebha (village et palmeraie) : 1.500 hab. Tous sunnites.

L'ISLAMISATION. — Le Fezzân, razzié en 641-642, se convertit lentement en gardant son autonomie et sa langue berbère, sous des vice-rois soumis au royaume soudanais du Bornou (résidant à Trâghen), puis sous des chorfa marocains, les Ouled Mohammed de Mourzouk (1300-1811). L'arabisation du Fezzân, commencée par les arabes Kormân, a progressé depuis la conquête turque (1811).

II. — GOUVERNEMENT

Voir *supra : Libye*, notice générale.

III. — ADMINISTRATION

Le *wâli* (gouverneur) du Fezzan est (1952) le bey *Seyf-en-Nasr.* Il est assisté de conseillers français. Assemblées locales *(jmâ'a)* élues.

INSTRUCTION PUBLIQUE (1950). — Quinze écoles (1949) ; groupe scolaire à Sebha ; enseignement de l'arabe (5 *muderres* et 10 moniteurs) et du français (8 instituteurs).

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

AGRICULTURE. — Dix millions de dattiers (dont 1 million productifs). Élevage : 11.000 moutons et chèvres ; 6.000 ânes ; 5.000 chameaux.

INDUSTRIE. COMMERCE. — Pas d'industrie. Exportation de dattes, de natron, etc.

ROUTES. — Route directe Tunis-Sebha (piste n° 5) ; route centrale Tripoli-Sebha (par Garian), très endommagées ; piste de désert Misrata-Sebha.

QUESTION SOCIALE. — Trois mille tireurs d'eau *(jebbâd)*, libérés par le forage de puits artésiens, ont préféré se louer ailleurs, plutôt que de cultiver leurs parcelles irriguées (1950).

BIBLIOGRAPHIE. — Voir surtout les publications récentes de l'*Institut de Recherches sahariennes* d'Alger.

Rapport annuel sur l'administration du Fezzan, année 1951.



L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

L'Afrique occidentale française, vulgo A. O. F., *est une fédération de 4.701.575 km² (dont 2.000.000 de déserts) ; son centre est à Dakar, et elle se subdivise en 8 territoires distincts, dont 5 fortement islamisés,* Mauritanie, Sénégal, Soudan français, Guinée française *et* Niger. *Le processus d'islamisation de l'A. O. F. se caractérise depuis le XI*e *siècle, par une série d'oscillations, les maxima d'amplitude superficielle coïncidant avec les Almoravides du Sénégal (XII*e *s.), l'Empire du Mali (XIV*e *s.), celui des Askia (XVI*e *s.), les Toucouleurs aux deux Fouta et les Peuls en Massina et en Haoussa (1775-1820), enfin, avec Haddj 'Omar Tall à Ségou et Samori en Ouassoulou (1855-98).*

Depuis 1900, l'Islam semblait y marquer, momentanément au moins, un temps d'arrêt, souligné et accentué par une politique administrative de préservation des centres animistes contre le propagandisme maraboutique, instaurée depuis 1911, particulièrement au Soudan.

Depuis les trente dernières années (1920-1950), au contraire, les Musulmans ont augmenté de plus de 2 millions, comme le montrent les chiffres du recensement de 1945 (le dernier à distinguer les groupes religieux) : 7.492.000 Musulmans sur une population totale de 15.938.000 hab. (passée à 16.524.000 au recensement de 1948, et estimée, pour 1950, à 17.206.900 hab.), soit environ 45 %. Répartition par territoires (population 1948, pourcentage et nombre Musulmans 1945, estimation 1952 [entre crochets]) :

Mauritanie (99 %)	494.100	[500.000]	Musulmans sur	518 000 hab.
Niger (75 %)		[1.500.000]	—	2.029.000 —
Sénégal (70 %)	1.310.000	[1.400.000]	—	1.992.539 —
Soudan (60 %)		[1.900.000]	—	3.164.000 —
Guinée (60 %)	1.320.000	[1.380.000]	—	2.180.000 —
Haute Volta (15 %)		[500.000]	—	3.070.000 —
Côte d'Ivoire (15 %)		[300.000]	—	2.066.000 —
Dahomey (7 %)		[105.000]	—	1.505.000 —

Tous ces chiffres sont, bien entendu, très discutables. En particulier, on ignore le nombre de Musulmans habitant les districts du Soudan, du Niger et de la Côte d'Ivoire, rattachés en 1948, à la Haute-Volta. D'autre part, il s'agit, en général, d'islamisés, au sens large du terme. Les enquêtes

*minutieuses de P. Marty ont, en effet, montré à quel point l'Islam « soudanais » n'avait été « adopté » par les Noirs qu'en l'*adaptant *à leur fonds animiste traditionnel.*

A noter enfin, que les « noms de peuples » ou de races *utilisés par l'administration française ne sont employés ici que pour la commodité de l'exposé. Il reste entendu que ces dénominations ne sont, à l'origine, que des qualificatifs, généralement méprisants, donnés des uns aux autres, et signifiant le plus souvent « les esclaves », parfois aussi « les étrangers ». Dans d'autres cas, ce que nous appelons « peuple » ou « tribu » n'est qu'un ramassis hétérogène baptisé du nom du* clan *dominant. Qu'est-ce, par exemple, que les Wolof (formation récente, que l'étude des traditions du Sénégal conduit à dater seulement du XIII*e *siècle), ou que ces fameux Peuls qui ont fait couler tant d'encre? (Voir deux études posthumes de Charles Monteil († 1949) : Réflexions sur le problème des Peuls,* Journ. Soc. African., *XX, 1950 et Problèmes du Soudan occidental : Juifs et Judaïsés,* Hesperis, *3-4, 1951).*

Situation générale de l'Islam en A. O. F. *(1952). — Le* milieu *physique et économique en A. O. F. a, certes, évolué depuis vingt ans ; cependant, malgré le développement des villes, des 3 grands ports (Dakar, Konakry, Abidjan), l'équipement en voies de communication, le pays reste immense, et la* distance *joue un rôle essentiel.*

D'autre part, l'A. O. F. est encore (1952) caractérisée par une très faible scolarisation : de 4 à 5 % en moyenne, avec un maximum de 4 % au Soudan, un minimum de 2 % au Niger. Au total, 123.000 élèves dans les écoles primaires (1951).

Dans ce cadre, l'Islam noir traditionnel, caractérisé par les confréries, *est en pleine évolution. Les congrégations « classiques », menacées de sclérose, doivent activement lutter pour survivre. Les Qâdiriya se maintiennent en Mauritanie, sont supplantés par les Tidjâniya partout ailleurs. Les personnalités de premier plan parviennent à dominer leurs « frères » : un Ibrahima Nyas, sans guère quitter Kaolakh, impose son autorité spirituelle jusqu'à l'émir de Kano. Ces congrégations évoluent aussi de l'intérieur, vers une forme économique* (Mouridisme) *ou sociale* (Hamallisme) *qui en entretient la durée. Enfin, elles entrent, surtout au Sénégal, dans le jeu politique, en soutenant les candidats à la députation.*

Malgré tout, partout (et chez certains cheikhs de confréries eux-mêmes), l'appel de l'Orient se fait sentir, avec une tendance à l'arabisation culturelle. avec surtout le désir de revenir aux sources, à la pureté primitive de l'Islam, Le pèlerinage à La Mekke multiplie les contacts ; à Médine, c'est un Noir, originaire de Gao (Abderraḥmân El-Ifriqi), qui lance certains mots d'ordre religieux ; les idées nouvelles pénètrent partout (dans la vallée du Niger, le journal El-Basâir est lu à cause des attaques contre les confréries que contient sa page religieuse) ; les étudiants d'A. O. F. affluent à El-Azhar (105 recensés en juillet 1952) et les 2/3 (68 en 1952) proviennent des régions où l'Islam ne s'est guère renouvelé (Soudan, Haute-Volta, Guinée, Côte-d'Ivoire...) ; enfin, le succès de l'éphémère « médersa » rénovée *de Bamako (1950-51) est un signe net de celui du* réformisme.

Il faut reconnaître seulement, que le dépouillement *du réformisme ne paraît guère convenir à la sentimentalité des Noirs, à leur goût pour les « sociétés » (plus ou moins « secrètes »). On peut dire, dans ce sens, que le « modernisme » laisse un vide spirituel : c'est peut-être (c'est encore, en tout cas) aux congrégations* actives *qu'il appartient de le combler.*

La seule race qui se rencontre dans tous les gouvernements de l'A. O. F., les Peuls (*sing.* peul, *plur.* foulbé), *objet de faveurs, puis de suspicions autorisées, restent en mesure de jouer un rôle important comme élément de liaison entre les Arabo-Berbères et les milieux purement nègres ; leur langue* (foulfouldé) *offre des ressources très intéressantes.*

On remarquera ci-dessus le degré d'islamisation des races les plus évoluées de l'A. O. F. ; la régression des indigènes vers l'animisme paraît donc, en dépit de certains souhaits, moins probable qu'une reprise nette de l'islamisation. L'unité factice de l'animisme, ou « naturisme » des races nègres, par quoi l'on désigne pêle-mêle la société hiérarchisée des Mossi et les sauvages anthropophages du Baoulé, ne peut être opposée sérieusement à l'unité sociale réelle et efficiente de l'Islam.

Enfin, l'avenir des races indigènes de l'A. O. F. dépend de deux processus antagonistes : l'unification des Afriques françaises à travers le Sahara, au moyen du rail qui doit les émanciper des « shipbrokers » étrangers de la côte, et donnera à l'Islam soudanais une importance impériale ; inversement, la pénétration du « panafricanisme » des nègres d'Amérique, à travers le Libéria et les autres enclaves côtières, menace de transformer les animistes paisibles d'aujourd'hui en « anarchistes chrétiens » bien plus xénophobes que les Musulmans.

L'A. O. F. a donné à l' « armée noire » de la France, 30.000 recrues en 1914, 30.000 de plus en 1914-1915, 50.000 en 1915, 63.000 en 1918 et 23.000 en 1919.

Bibliographie. — [Statistiques] : L'Islam en Afrique noire française (*Doc. fr.*, nº 1152, 26-6-1949).

Les Musulmans dans le monde (*Doc. fr.*, nº 1642, 9-8-1952).

Généralités : A. Gouilly, *L'Islam dans l'A. O. F.*, Paris, 1952, 318 p. (à jour en 1949) ; il ne faut pas oublier l'essai, devenu introuvable : *L'Islam noir*, de Jean Montézer, Dakar, 1940).

A. Le Grip, L'avenir de l'Islam en Afrique noire (*L'Afrique et l'Asie*, 1950, nº 10).

J.-Richard Molard, *Afrique occidentale française*, Paris, 1949.

N. B. — M. Louis Mangin, administrateur de la F. O. M., a bien voulu nous communiquer une mise au point essentielle pour 1952.

MAURITANIE

I. — PEUPLEMENT

Situation, superficie, statistique, villes principales. — La Mauritanie touche le Sahara espagnol (nord), les territoires du sud de l'Algérie (au Hank, entre Mezerreb et Kseïb, où la jonction Augiéras-Lauzanne s'est faite le 25 décembre 1920), le Soudan (est : Aratane-Kankossa) et le Sénégal (sud). Depuis le 1er-1-1945, la frontière avec le Sénégal a été modifiée au profit de la Mauritanie.

943.000 km², répartis en deux zones : : *a)* Au sud, une bande alluviale le long de Sénégal, le *Chemama* — et une plaine argileuse avec quelques mares, *Brakna* et *Gorgol* ; *b)* Le désert au nord, avec des dunes de plus en plus étendues, surmontées par des pitons rocheux *(Idjil, Adrar Souttouf)*, des falaises *(Hank)* ou même par de véritables plateaux montagneux *(Tagant, Adrar Tmar)*.

Population totale : 518.000 hab. (1948), dont 494.100 (1945), ou 500.000 (est. 1952) Musulmans (malikites).

Villes (simples ksour) : Tidjikdja et Ksar el-Barka (Tagant), Tichitt, Atar et Chingueti (Adrar Tmar).

L'islamisation. — La population nègre primitive *(Bafour)*, sans doute judaïsée (Ch. Monteil), fut refoulée vers 1050, par la tribu berbère des *Lemtouna*, convertie à un islamisme fervent par ʿAbdallâh-ibn-Yâsin, et Aboû Bakr-ibn ʿOmar († 1087), fondateurs d'un *ribât* ou couvent fortifié du côté de la baie du Lévrier (de « ribât », *Morabitîn* et « Almoravides »). Au xive siècle, d'autres tribus berbères, les *Tachomcha*, chassées du nord, arrivèrent, suivies au xve siècle par l'invasion arabe ; représentée par des *Maʿqîl* (qahtanides), les fils de Delim *(O. Delim)* et les petits-fils d'Oudeï, les *Hassân :* Terrouz (père des *Trarzas*) et Barkani (père des *Braknas*), qui chassèrent les nègres *(Ouolofs)* au sud du fleuve Sénégal et s'asservirent les Berbères. Les Berbères, beaucoup plus profondément islamisés que les Arabes, s'insurgèrent sous 5 imâms *lemtouna Zouaïa* (1644-1674), et obtinrent, malgré leur défaite, d'avoir certaines de leurs fractions considérées désormais comme des tribus *maraboutiques*, simplement vassales (acquittant une *horma*, droit de sauvegarde personnelle). Ce sont elles qui ont maintenu l'islamisation de la Mauritanie. Vers 1790, la tribu arabisée des *Doweïch* (Ida-ou-ʿAïsh) s'émancipa. On appelle *tïab* ou « repentis » les groupes de guerriers arabes

qui, incités à la pénitence par les prédications des marabouts, viennent planter leurs tentes auprès d'une tribu maraboutique (Marty, *Trarzas*, 352).

On trouve en Mauritanie (1948) : *a)* Des *Maures* (382.000), comprenant les suzerains *arabes (Trarzas, Braknas, Doweïch)*, leurs vassaux berbères (11.263 tentes sur 14.321 chez les *Trazas*), et leur clients (33.000) (*zénaga* et *haratin)* ; *b)* Des *Toucouleurs* et *Peuls* (50.000) ; *c)* Des *Sarakollés* (22.000) ; *d)* Des *Ouolofs* (3.000) ; *e)* Des *Bambaras*, etc. (15.000).

Tous sont Musulmans sunnites, sauf 2.000 nègres animistes (1945). Psichari avait cru remarquer des tendances *shî'ites* chez les *Ahel Souïed (Abakak)*, *Souaker* et *O. Nacer*.

L'arabe (*ḥassâniya*, dialecte bédouin archaïque berbérisé dans son vocabulaire) est parlé par tous les Maures. On l'écrit avec certaines conventions graphiques particulières. Études dialectologiques de Faidherbe (1887), Reynier (1909), Basset (1910), De Oro (1940) et V. Monteil (1948-53). Un Maure de l'Adrar installé au Caire, Ahmed ben Al-Amîn Shenqîṭi, y a publié, en arabe (1911), une véritable monographie de la Mauritanie, sous le titre de *Kitâb Al-Wasîṭ*. Une traduction intégrale de cet important ouvrage serait extrêmement souhaitable (*R. E. I.*, 1930).

Le dialecte *berbère* ẓenâga (*taḏḏungiyah)*, étudié par Basset, Destaing et F. Nicolas (1942) subsiste au sud-ouest où il est parlé par 13.000 trârza (1942) : les 5.000 *Ida Bel-Hassân*, 3.000 *Tendgha*, 4.600 *Tashûmsha* (déf. d'ar. *Khamsa*, « les Cinq ») et 700 *Ida-u-Lḥâjj* (ap. P. Dubié, I. F. A. N., 1940). De *l'azer* — vieil idiome soninké mêlé de berbère — ne subsiste plus que le minuscule îlot de *Wadan*, en Adrar (voir Ch. Monteil, *La langue azer*, 1939).

II. — GOUVERNEMENT

Depuis le 1er janvier 1921, la Mauritanie est dirigée par un gouverneur, siégeant à Saint-Louis.

Dans chaque cercle, les chefs de tribus sont désignés par la *djemaa* des notables, conseil consultatif qui délibère sur la fixation du taux de l'impôt, les travaux publics à entreprendre. Un représentant à chacune des trois grandes Assemblées françaises.

III. — ADMINISTRATION

Dix cercles : *Trarza* (ch.-l. Boutilimit), *Brakna* (Aleg), *Tagant* (Tidjikdja), *Gorgol* (Kaédi), *Adrar* (Atar), *Assaba* (Kiffa), *Baie du Lévrier* (Port-Étienne), *Guidimakha* (Sélibaby), *Akjoujt* et *Ayoun-el-Atrous*.

Parmi les *émirs*, les principaux sont : celui des *Trarzas*, et celui de *l'Adrar* (Sidi Ahmed Ould Aïda).

ADMINISTRATION CULTUELLE. — Le *cadi* de tribu dans chaque subdivision (et le *cadi* supérieur, au-dessus) continue d'appliquer, auprès du tribunal *coutumier*, le droit coranique en matière civile et commerciale ; mais il n'a pas un statut suffisant. Comme au Maroc, le chef politique, *cheïkh* de tribu (et l'*émir*, au-dessus) jugeait des infractions aux coutumes pénales et à l'impôt.

L'amende infligée comprenait deux parties : *dia*, composition pécuniaire individuelle, versée à la partie ; et *tiouanine*, réparation sociale pour avoir perturbé l'ordre public, versée à l'émir.

Le décret du 22 mars 1924 a adapté cette organisation à notre cadre de tribunaux de 1er et 2e degrés, par la colonie en 1939.

Les nègres paient la capitation (11 fr. par tête) ; les Maures paient la *zakât* (1/40 des troupeaux) et l'*achour* (1/10 des récoltes) ; l'État français a maintenu ces impôts.

Le tribut de vassalité *(ghafer)* des clans maraboutiques berbères envers les guerriers arabes est tombé en désuétude. Les cultivateurs berbères *(zénaga)* et nègres *(haratin)* assujettis aux Arabes, leur payaient l'*abbakh* (redevance foncière) et la *horma* (droit de sauvegarde personnelle) ; le rachat de ces diverses redevances coutumières a été réalisé. Justice de Paix à attributions correctionnelles (dans chaque chef-lieu de cercle).

Ce sont les tribus maraboutiques berbères qui fournissent les *cadis* et les *imâms*. La monogamie règne en pratique, et la femme est respectée, parfois vraiment lettrée.

Une des personnalités éminentes d'entre les Maures fut Cheïkh Sidia, de la tribu arabisée, mais maraboutique, des *O. Biri* ; né en 1862, il résidait à Boutilimit, en sa zaouïa de l'ordre des *Qâdiriya* ; il enseignait le droit malékite, la grammaire (*Alfiya* d'Ibn Malik), la théologie (*'aqîda* de Sanoûsî). Le catalogue de sa remarquable bibliothèque a été publié. Cheïkh Sidia était un esprit sage et pondéré, dont le loyalisme réfléchi s'était montré précieux pendant la guerre. Mort le 10 janvier 1924 ; son 3e fils, *Abdallahi* administre la confrérie (1952), actuellement en stagnation (aspect « conservateur », « vieux musulman »).

L'affiliation congréganiste dominante est celle des *Qâdiriya* ; à Mbout et Tidkijdja il y a quelques *Tidjâniya* chez les *Ida-ou-Ali* du sud, et quelques *Châdiliya* chez les *Ghoudf* (qui vénèrent Hallâj).

Une branche *qâdiriya* mérite une mention spéciale, c'est celle des *Fadliya* ; issue des *Kounta-Bakkaïa* de l'Azaouad (ouest de Tombouctou, Soudan), elle a été fondée par Mohammed Fadl et ses deux fils : Mâ el'Aïneïn († 1910), le grand agitateur et controversiste, dont le fils Ahmed el Hîba († 1919) tenta de devenir sultan au Maroc — et Saadibouh († 1917).

L'enseignement officiel comprend (1949) : 60 écoles primaires (avec une heure par jour d'enseignement coranique) avec 2.000 élèves et deux écoles secondaires (lycée Faidherbe) avec 137 élèves ; *médersas* à Boutilimit, Atar et Kifa (300 élèves). D'autre part, il y avait, en 1933, 276 écoles coraniques (3.780 élèves) ; les maîtres ont un traitement insuffisant. Mouvement général d'attraction des Maures vers l'instruction française. Quelques cas remarquables de double culture.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — Les tribus guerrières arabes laissent aux tribus *maraboutiques* berbères le soin d'élever les troupeaux (chameau, surtout chez les Ahl Barikallah ; cheval, bœuf, mouton, chèvre, âne), de creuser les puits, de diriger le culte et l'instruction ; leurs serfs cultivent la terre (mil, en *chemama* ; palmier à Tidjikdja et en Adrar). Il y a des gommiers dans le sud. *Ressources* (1950). — Cheptel : 2.200.000 moutons, 250.000 bœufs, 100.000 chameaux, 57.000 ânes, 3.500 chevaux. Dattes : 220.000 palmiers, dont 110.000 en rapport, surtout à Atar (50.000), Tijikja (40.000) Rachid (20.000) et Tichit (15 à 20.000). Salines (exportation du sel sur le Soudan). Gisements (non exploités) de fer *(idjil)* et de cuivre *(Akjoujt)*.

L'INDUSTRIE. — La caste des forgerons maures fabriquent les selles, les bijoux et les armes ; leurs femmes préparent les cuirs, sacs, outres, couvertures. Salines de Ntérert et Idjil. Les pêcheurs bretons viennent pêcher la langouste au banc d'Arguin (phare au cap Blanc, avec T. S. F.), et les pêcheurs canariens, 4.000 t. de poissons ; une usine à Port-Étienne prépare le poisson et exporte, en moyenne, 600 à 700 t. de poisson séché ou salé.

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL. — La Mauritanie importe : tissus (surtout « Guinée », dite *khont*), mil, riz, maïs ; armes, cuir, papier, bougies, sucre, thé.

Elle exporte : sel (6.000 t.), gomme (3.000 t.), dattes (1.000 t.), animaux vivants, peaux et cuirs, plumes d'autruche. Poisson exporté (720 t. en 1925) de Port-Étienne.

Il y a quelques pistes de caravanes et d'autos. Piste impériale n° 1, Agadir-Dakar (2.000 km. sur le territoire mauritanien).

Stations radiotélégraphiques à ondes courtes, à Port-Étienne. On a projeté un rail transmauritan en, du Soûs à Saint-Louis. Service postal aérien hebdomadaire relie la France à la Mauritanie, *via* Dakar ; 1.000 km. de lignes télégraphiques en 1947.

BIBLIOGRAPHIE. — E. Richet, *La Mauritanie*, Paris, 1920.

P. Marty, *L'Émirat des Trarzas*, Paris, 1919 ; *Les Brakna*, Paris, 1921. *La Vie des Maures par eux-mêmes*, Paris, 1921 ; *L'Islam en Mauritanie et au Sénégal*, 1915-17.

R. Basset, *Mission au Sénégal*, Paris, 1913.

Cdt Gillier, *La pénétration en Mauritanie*, Paris, 1926.

Rectifications dues au gouvernement de la Mauritanie, 1926.

SÉNÉGAL

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — Le Sénégal, dont le nom provient du fleuve Sénégal (c'est-à-dire, peut-être du mot berbère *isemgân*, « les esclaves noirs, les nègres »), occupe la côte occidentale d'Afrique du 14° 6 au 18° lat. nord, entre la Mauritanie (nord), le Soudan (est) et les Guinées française et portugaise (sud) ; la Gambie britannique y forme enclave. Dakar et dépendances lui sont incorporés (1946).

201.375 km², répartis en 4 zones : *a)* La côte, basse, couverte de bancs de sable, depuis l'embouchure du Sénégal jusqu'à la Casamance, et couverte de luxuriante verdure plus au sud ; *b)* La vallée du Sénégal, sablonneuse jusqu'à Saint-Louis, se couvre de cultures plus en amont ; au-dessus de Médine, les collines s'accusent, avec des falaises rocheuses ; *c)* Au sud de Dakar et du Cap Vert, les vallées de la Gambie, et de la Casamance, plus courtes, sont entourées d'arbres ; *d)* L'hinterland, entre la Gambie et le Sénégal, s'appelle *ferlo* ; il est sablonneux et boisé.

Population totale : 1.992.539 hab. (1948), dont 1.310.000 Musulmans (1945), tous sunnites mâlikites (70 %).

Villes (1945) : Dakar, 132.000 (1950) (dont 21.800 Européens) ; Saint-Louis, 63.000 (1951) ; Kaolakh, 34.000 (1951) ; Thiès, 33.000 (1951), en cours d'extension particulièrement rapide ; Rufisque, 20.200 ; Djourbel, 12.900 et Ziguinchor (18.000 en 1951).

L'ISLAMISATION. — Commencée par les Maures au bord du Sénégal dès le XIe siècle, l'islamisation gagna très lentement, parmi les chefs des petits États locaux, à partir du XVIe siècle : *damel* du Cayor, *teign* du Baol, *brak* du Oualo, *bour* du Sine et du Saloum, *bourba* du Diolof, *tounka* du Galam. Au XVIe siècle, quelques noms musulmans (Biraïma) apparaissent dans la liste des *damel* du Cayor et en 1682, le *damel* est sûrement musulman. Les Peuls, conquérants du Foûta Toro à la même époque (1512), ont deux « Aboû Bekr » (donc musulmans) dans la liste de leurs « siratiques » Déniankobé, au XVIIe siècle ; en 1778, ces chefs sont remplacés par des *imâms* électifs, Musulmans fervents (1776-1890). Au Boundou, dès 1682, des Sissibé (Peuls musulmans) s'étaient emparés du pouvoir.

Depuis 1776, les guerres saintes menées par les *imâms* du Foûta Toro,

accélèrent l'islamisation. C'est du Foûta que divers apôtres musulmans ont essaimé au XIXe siècle.

La politique pro-musulmane du général Faidherbe (1854-1865), gouverneur du Sénégal a pu, elle aussi, favoriser quelque peu l'islamisation des Ouolofs et des Lebbous.

On trouve au Sénégal (1945) : *a)* Quelques débris des populations nègres primitives refoulées en Casamance : *Diola* (125.000), *Balantes* et *Bagnoucks* (30.000), *Laobé*, *Nonos* (10.000), animistes ; *b)* Les *Sérères*, animistes (261.000) ; *c)* Les *Ouolofs* (612.000), musulmans, au centre du pays, notamment à Dakar et Saint-Louis ; *d)* Les groupes *Mandés*, *Malinkés-Sossés* musulmans (110.000), *Sarakollés-Sominkés* (29.000), musulmans ; *e)* Les *Peuls* (291.000) et *Toucouleurs* (184.000), tous musulmans, sauf un quart des *Peuls* ; *f)* Les *Lebbou* (18.861), musulmans ; *g)* Les *Maures* venus de Mauritanie (9.000), musulmans. Au total, entre 1.310.000 (en 1945) et 1.400.000 (en 1952) musulmans.

La langue arabe est sommairement enseignée dans les écoles coraniques. La phonétique arabe est assez maltraitée au Sénégal : *thâ*, *dhâ*, *zâ*, *sîn*, *shîn*, *sâd* se prononcent *s* ; — *dj*, *di* ; il n'y a pas d'aspirées. L'alphabet arabe commence à être utilisé pour la transcription des langues locales (*poular* des *Toucouleurs* et *Peuls* du Foûta Toro et *ouolof*).

II. — GOUVERNEMENT

Le Sénégal est dirigé par un gouverneur, résidant à Saint-Louis, assisté depuis le décret du 30 mars 1925, complétant celui du 4 décembre 1920, d'un Conseil général élu (26 Français, 18 indigènes). Trois députés à l'Assemblée Nationale ; 3 délégués au Conseil de la République et 3 à l'Assemblée de l'Union française.

Politiquement les électeurs des 3 communes de plein exercice (Saint-Louis, Dakar et Rufisque), élisent leur conseil municipal, et un député au Parlement français. Il y a aussi 14 communes mixtes, avec commission minicipale : Thiès, Tivaouane, Louga, Ziguinchor, Mekhé, Fatick, Foundiougne, Kaolack, Diourbel, Khomboll et Kébémet.

III. — ADMINISTRATION

Onze cercles : Baol (Diourbel), Bas-Sénégal (Saint-Louis), Djoloff (Linguère), Haute-Gambie (Kédougou), Louga (Louga), Matam (Matam), Podor (Podor), Sine-Saloum (Kaolakh), Bondou (Tambacounda), Thiès (Thiès), Casamance (Ziguinchor).

Le nom de la « Casamance » est, sans doute, un « hybride », formé avec le titre de *Mansa* — ou « empereur » de ce clan du Mali (Haut-Niger) qui connut son apogée au XIVe siècle.

ADMINISTRATION CULTUELLE. — Les tribunaux musulmans *(cadis)* de Saint-Louis, Dakar et Rufisque, ont été organisés par décrets (22 mai 1905, 29 janvier 1907) : pour le statut personnel, mariages, successions, donations, testaments.

L'appel vient devant la chambre d'homologation de Dakar, comme pour les jugements des tribunaux de subdivision et de cercle.

Environ 1.000 mosquées, cathédrales *(diama, diouma)* ou ordinaires *(missidi, diaka)* : baraques de maçonnerie ou de planches, à toit de tôle ondulée (sauf en Foûta Toro : style soudanais). Mosquées de *Thiès*, et surtout de *Touba* (Mourides).

Les bibliothèques d'El Haddj Malik à Tivaouane (Cayor), Amadou Bamba à Diourbel, Mamadou Sar à Saint-Louis, Tierno Bayla Dia à Dakar, Moussa Kamara à Ganguel, indiquent de l'érudition.

Les affiliations congréganistes dominantes sont : *Tidjâniya* (famille *Si*, à Tivaouane) et surtout influence croissante d'Ibrahima Nyas (Niasse) qui, de Kaolakh, rayonne jusqu'auprès des émirs de la Nigeria du Nord (1948), et, quoique représentant actif de formes traditionnelles, est, personnellement, de tendance réformiste (voir son livre publié, en arabe, au Maroc, en 1951) et Qâdiriya (voir Appendice : Le Mouridisme).

A noter que, depuis la Constitution de 1945 (suppression de l'Indigénat), les marabouts sont devenus les « grands électeurs » et soutiennent les leaders politiques.

L'enseignement musulman repose sur : le *Qor'ân*, les *Dalaïl* (de Djazoûlî), la *risâla* (de droit mâlikite, d'Ibn Abî Zeïd). Ni théologie dogmatique, ni grammaire théorique. Les maîtres portent le nom de *serigne* (en ouolof), *tierno* (en toucouleur), *karamokho* (en mandé).

Enseignement officiel (1950) : 2 lycées (Dakar et Saint-Louis), 18 écoles secondaires ou techniques et 196 écoles primaires (avec 33.200 élèves). *Écoles coraniques* (estim. 1933) : 2.180 avec 13.860 élèves. Institut français d'Afrique noire (I. F. A. N.), fondé en 1938. Directeur (sans interruption) : Th. Monod. École de Médecine et École de Droit.

Il n'y a pas de presse *arabe* locale ; seulement des journaux *français*.

On a indiqué plus haut *(A. O. F.)*, l'importance du rôle des bataillons sénégalais levés en 1915 et 1918, au cours de la guerre européenne. Au début de la guerre, il y avait 30.000 tirailleurs sénégalais (dont la moitié, 15 bataillons, en Algérie et au Maroc). On connaît l'inouïe campagne de presse menée dans le monde entier contre « l'armée noire » par les germanophiles et mélanophobes.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — Mil, riz, maïs, manioc, légumes, arachide *(Arachis hypogea)* : 430.000 t. (production 1949-50). Cueillette de la gomme et des palmistes.

Élevage de deux races de 315.000 bœufs (avec bosse, *Gobra*, et sans

bosse, *Ndama)*, de moutons, chevaux, ânes. Les chameaux vivent mal au sud du fleuve.

L'INDUSTRIE. — Usines électriques, à glace, décorticage des arachides, huileries ; 55.000 t. d'huile d'arachide (1949) ; abattoir et frigorifique à Dakar ; cimenterie de Rufisque.

Exploitation des salines, carrières de pierre, briqueteries : Société des Mines d'or de la Falémé (500 kg. par an). L'industrie indigène comprend : tissage du coton indigène, orfèvrerie, vannerie.

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL. — Voir *Soudan.*

Le Sénégal importe : tissus, kolas, tabac, vin, sucre, savon, alcool, bois de construction, ciment, riz, essence.

Le Sénégal exporte (1950) : arachides (en coque ou décortiquées, 173.000 t. ; huile d'arachide (70.000 t.) ; gomme, amandes de palme (Casamance), peaux brutes de bovidés, caoutchouc.

COMMERCE INTÉRIEUR. — 1.280 km. de rail ; 7.500 km. de routes et pistes.

50 km. navigables sur le Sénégal, pendant l'étiage (février-mai) ; d'août à octobre, les grands vapeurs remontent jusqu'à Kayes (cinq jours). Il y a des chalands toute l'année (Saint-Louis-Kayes).

L'importance internationale du port de Dakar est connue. En 1950, 2.700 navires (7 millions de t.) sont entrés dans le port de Dakar. Dakar est aussi devenu une escale aérienne essentielle sur la ligne Europe-Afrique-Amérique du Sud.

Banque de l'A. O. F., succursale à Dakar, agences à Kaolakh.

BIBLIOGRAPHIE. — P. Marty, Les Mourides d'Amadou Bamba, *R.M.M.*, XXV, 1913.

P. Marty, La médersa de Saint-Louis, *R.M.M.*, XXVIII, 1914.

P. Marty, *Études sur l'Islam au Sénégal*, Paris, 1917.

P.-J. André, *L'Islam noir*, Paris, 1924.

Annuaire de l'A. O. F. (non paru depuis 1922).

APPENDICE. — LE MOURIDISME

Amadou Bamba, de Djourbel, ancien chapelain des deux derniers *damel* du Cayor, disciple de Cheikh Sidiya, fonde, en 1912, une affiliation congréganiste de « mourides » (ar. *murîd*), d'origine *qâdiriya* (même *dikr*, mais facultatif), mais qui tourne bientôt à la dévotion à la personne du Maître ou « Grand Sérigne », tout en insistant sur la « religion du travail manuel » *(Qui travaille, prie)*. Succession d'Amadou Bamba († 1927) : ses fils Amadou Moustafa Mbaké († 1945), puis El-Hadj Falilou Mbaké (né en 1887).

EFFECTIFS. — De 70.000 en 1913, les Mourides sont devenus 350.000 (1952), presque tous (331.000) au Sénégal : 1/3 au Baol (113.000), 75.000 dans le cercle de Kaolakh et 70.000 dans le cercle de Thiès, etc. ; à noter l'expansion citadine (15.000 à Dakar et 4.000 à Saint-Louis). Au total, les Mourides — en majorité des Wolof — constituent le 1/4 des Musulmans du Sénégal.

RÉSULTATS. — La vie communautaire, le travail agricole des Mourides ont développé la culture de l'*arachide* et fait la fortune du Baol. Mais, leur production annuelle moyenne d'arachide (30 à 45.000 t.) n'est pas suffisante pour leur nombre ; et leurs méthodes de culture irrationnelles ont épuisé les sols et accru la désertification. D'autre part, la « ruée vers les terres neuves » (1934-45) a refoulé (depuis 1937) les pasteurs peuls vers le désert du Ferlo. Quant aux 5 grandes « Coopératives agricoles » (1947-51), leur gestion financière est déplorable et leur intérêt général à peu près nul.

ACTIVITÉ. — Apparition d'une nouvelle profession « celle de « marabout-cultivateur et courtier en grains ». Sur l'emplacement de la tombe d'Amadou Bamba, à Touba, imposante mosquée (fondée en 1929), avec pèlerinage *(magal)* annuel (200.000 pèlerins en 1951) et dons des fidèles (160 millions de fr. en 1951). — Le grand Sérigne a, depuis 1945, soutenu aux élections tour à tour S. F. I. O., puis B. D. S., éliminant ainsi son neveu et rival, Cheikh Mbaké.

BIBLIOGRAPHIE. — *Le Mouridisme depuis 1912*, étude inédite du lieutenant Lucien Nekkach, Saint-Louis du Sénégal, 1952.

SOUDAN FRANÇAIS

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — Le Soudan français, qui a repris son nom traditionnel (*Bilâd al Soûdân*, « pays des nègres », en arabe), par décret en 1920, est situé au centre de l'A. O. F., entre 10° et 20° lat. nord, 0° et 14° long. est : entre la Guinée, la Côte-d'Ivoire (sud), le Niger [Zinder] (est), les territoires du Sud-Algérien (nord), la Mauritanie et le Sénégal (ouest).

1.192.215 km^2 (dont 600.000 hors de la zone désertique) répartis du sud au nord entre :

a) Des plateaux à latérite ferrugineuse, parcourus par le Haut Sénégal (Bafing et Bakoy) à l'ouest, par le Niger au centre et à l'est ;

Le Niger décrit une immense boucle qui pénètre dans le Sahel, entre la région des lacs de Tombouctou (Faguibine) et le seuil de Tosaye. Au centre de cette boucle, se trouve un plaseau gréseux crevassé de ravins, et rappelant les *adrar* sahariens : le Hombori ;

b) Les steppes sahéliennes, assez vastes à l'ouest (Nioro, Goumbou, Sokolo) ;

c) Le Sahara soudanais proprement dit jusqu'au pied du plateau du Hoggar ; il se divise en Hôdh (Oualata) et Azaouad (Araouân, Taodéni) à l'ouest, Djôf et Tanezrouft à l'est.

La crue du Niger est produite par la combinaison des crues du Djoliba (Haut-Niger) et du Bani, régularisées par les réservoirs du lac Débo et du lac Faguibine ; elle bat son plein de septembre à octobre en amont de Koulikoro, de novembre à janvier entre Mopti et Ansongo, de décembre à mars entre Ansongo et Say. A Koulikoro, elle commence vers le 5 juin, et finit vers le 5 février (cote de 1 m.).

Population totale : 3.164.000 hab. (1948), dont 1.900.000 Musulmans (est. 1952), tous sunnites *mâlikites* (60 %). Densité maximum : 17 au km^2 près de San.

Villes (1945) : Bamako, 70.500 hab. ; Kayes, 18.350 ; Ségou, 14.000 ; Sikasso, 13.500 ; Tombouctou, 6.200 ; Mopti (qui a supplanté Djenné), 5.500, Gao, Nioro, Kati.

(Bamako (1952) : 100.000 hab., dont 40.000 sédentaires fixés, 50.000 « flottants » et 10.000 dans les villages « satellites ».)

L'ISLAMISATION. — Elle commence dans l'est au XIe siècle avec la conversion de la dynastie *lemtouna* (donc berbère) qui avait organisé en État, à Gao, les *Songoï*, jusqu'en 1942, époque à laquelle le grand Askia Mohammed Touré († 1531), dont la correspondance avec le canoniste Maghîlî atteste la ferveur, fonda, sur le Moyen-Niger, un vaste empire musulman ; un siècle après, conquis par le Maroc, il fut gouverné par des *pachas* (renégats, 1591-1770).

Parallèlement, les *Soninkés (Sosso)*, mandés islamisés du Ouagadou, règnent sur Ghâna (d'où ils chassent les *Peuls*, alors animistes, vers le Foûta Toro, le Kaarta et le Macina, puis le Foûta Diallon) jusqu'en 1240, où l'empire musulman *mandé* du Mali (capitale Kangaba, XIIe siècle ; puis Mali, près Nyamina) unifia le Haut-Niger pour trois siècles. Après une réaction animiste au XVIIe siècle *(Bammanas)*, la conversion des *Peuls* provoqua une nouvelle vague d'islamisation avec Cheïkou Ahmadou Cissé, le souverain *qâdirî* d'Hamdallahi (1810-44), qui créa une organisation administrative, financière et militaire remarquable, et surtout Hâddj 'Omar Tall (1845 † 65), le souverain de Bandiagara, affilié à l'ordre des *Tidjâniya*.

L'épigraphie des tombes islamiques de Koukia et Gao (XIIe-XVIe siècle) a été étudiée par de Gironcourt (1908, 1911 ; publ. 1920 avec Van Berchem). Sauvaget l'a reprise (*R. E. I.*, 1946).

On trouve au Soudan français (1945), en dehors des 4.000 Européens :

a) *Songoï*, nègres du Moyen-Niger (206.000) ;
b) *Soninké*, dits Assouanek, Azer, Wakoré, Sarakolé, Marka... (287.000) ;
c) *Bambara-Sénoufos* (828.000) et *Miniankas-Bammanas* (181-280) ;
d) *Peuls* et *Toucouleurs* au Kaarta, à Ségou, au Nampala et au Macina (575.000) ;
e) *Malinkés* (*Mandés* et *Dyoulas*) (220.000) ; *autres tribus nègres* (600.000) ;
f) *Arabes* (23.019) et *Maures* arabo-berbères, parlant arabe (149.029) ; dont un tiers en Azaouad *(Bérabich, Kounta)*, 2/3 en Hôdh (Tichit, Oualata, Néma) et quelques unités à Sansanding ;
g) *Touareg* (Tadmekket, Oullimiden, Ifoghas), purs Berbères, et *Iguellad*, Arabes berbérophones (54.520) ;
h) Les populations primitives, *Habés (Tombos, N'Dogouns)*, 162.000 âmes, sont refoulées dans les falaises gréseuses et escarpées de Douentza, Gandamia, Tabi et Hombori (Tabi n'a été occupé que le 11 novembre 1920). Elles sont animistes comme les *Bambaras, Miniankas*, et 22.000 *Peuls*.

Il y avait, en 1945, sur 3.793.000 hab. (y compris les districts rattachés en 1947 à la Haute-Volta) : 1.903.000 Musulmans, contre 1.844.000 animistes et 46.000 chrétiens.

La langue arabe est la langue véhiculaire pour l'Islam ; le *songoï* également, mais il ne s'écrit pas (un poème épique *songoï* a été publié par Dupuis-Yakouba).

II. — GOUVERNEMENT

Le Soudan français est dirigé par un gouverneur, résidant à Koulouba, près Bamako. Conseil général élu : 3 députés à l'Assemblée nationale ; 5 conseillers de la République et 4 conseillers de l'Union française.

III. — ADMINISTRATION

Trois communes mixtes et 16 cercles : Kayes, Bamako, Bafoulabé, Kita, Ségou, Bougouni, Koutiala, Sikasso, Nioro, Nora, Niafounki, San, Mopti, Issa-Ber, Tombonctou, Goundam, Gao. Communes mixtes de

Bamako, Kayes et Mopti. Les chefs de canton sont héréditaires ou électifs.

Les djemaa des nomades participent à l'administration de la tribu.

ADMINISTRATION CULTUELLE. — Tribunal musulman *(cadi)* à Kayes, suivant le décret du 22 mai 1905 ; pour le statut personnel, les mariages, successions, donations. Le cadi de Tombouctou est consulté jusque de Nigéria. Appel devant la Chambre de Dakar. Environ 3.000 mosquées en « banco » avec minarets empennés de traverses de bois. A Tombouctou, les mosquées dites « Dyingerey-ber » (1325 ; reconstruite vers 1585), Sankoré et « Sidi Yahya » (1450) sont célèbres.

La *zakât* est perçue sur les Maures, Arabes, Touareg et Bella (Kayes, Kaarta, Tombouctou).

LES CONGRÉGATIONS. — L'épopée d'Hâddj 'Omar Tall († 1865) a donné un grand essor à l'ordre des *Tidjâniya*. Mais les *Qâdiriya* ont gardé de nombreux partisans.

Au XIVe siècle, chez les *Kounta* de l'Azaouad, l'ordre des *Qâdiriya* se trouve rénové par Cheïkh 'Omar el Bakkaï ; les *Qâdiriya Bakkaïa* ont essaimé surtout depuis Sidi Mokhtâr el Kabir († 1811), et leurs marabouts *Kounta* dont l'influence est considérable à travers le Soudan, la Mauritanie, le Sénégal et la Guinée, ont fondé l'ordre des *Fadliya* (Mohammed Fadl, puis Mâ el 'Aïneïn, au Maroc) et celui des *Al Sidïa* (cheïkh Sidïa et Kabîr, grand-père du Cheïkh Sidïa actuel de Boutilimit, en Mauritanie). Ce sont les marabouts *Kounta* qui ont aidé Cheïkhou Ahmadou à fonder l'État peul du Macina (1810). Le cheïkh Baye-ibn 'Amir de Kanaï près Kidal, influent sur les Ifoghas et jusqu'au Hoggar (*murchid* de l'aménokal), connu de Foucauld et Gironcourt, est mort en 1929 (27 rabî'2 1348 h., à Bir Aqab, 70 km. au S.-W. de Kidal ; tombe à Kâbrik ; selon lettre de Mhd. Ould Daddah, 24-4-50).

Le fait marquant du demi-siècle (1900-1950) est l'apparition et le développement d'un tijânisme dissident : le *Hamallisme*, dont le foyer est à Nioro (voir *Appendice* ci-après).

Les centres d'islamisation sont : Tombouctou, Dienné (et Dia), Oualata et Nioro.

L'enseignement : 1.188 écoles coraniques ; le nombre des élèves est 7.959 (1936). En 1951 : 576 écoles primaires avec 26.700 élèves et 10 écoles secondaires.

Djenné ayant, comme patrie de canonistes musulmans, une renommée séculaire, l'État français, de 1907 à 1913, y avait ouvert une *médersa*. Celle de Tombouctou dure encore et réussit mieux (110 élèves), à côté d'une école supérieure ; école de fils de chefs, à Timbédra (56 élèves), et école normale à Katibougou (1936).

En juillet 1950, 4 étudiants noirs rentrés d'El-Azhar ouvrent, à Bamako, une *medersa* libre « rénovée », de tendances réformistes, qui obtient un vif succès (420 élèves, de toute l'A. O. F.), mais que ferme, en décembre 1951, l'Administration (appuyée par les Al Sidiya et le « grand chérif » de Kankan).

La *khotba* ne s'est dite en pays *songoï* au nom du khalife abbaside que sous Askia Mohammed, lorsqu'allant au pèlerinage, il fut nommé par le khalife Motawakkil II son lieutenant au Soudan (1497). En dehors de cet intermède, la *khotba* soudanaise n'a mentionné que les 4 premiers khalifes.

TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — De grands plans pour l'exploitation *cotonnière* en amont des lacs du Niger, au moyen d'un canal latéral Sotuba-Débo, et du barrage de Sansanding devront permettre d'irriguer 1.200.000 ha. de terres à coton et à riz (production annuelle moyenne entre 1940 et 1950 : 6.000 t. de coton brut).

Caoutchouc, gommes, amandes de karité, kapok, dans les forêts. Plantations de *da* (chanvre de Guinée), *sisal*, arachides, millet, riz, maïs.

Élevage du mouton (10.000.000), bœuf porteur (3.000.000), cheval, âne et chameau (1950).

L'INDUSTRIE. — Extraction de l'or (sud de Bamako). Le fer vient de la Haute-Volta (Yatenga, Bobo-Dioulasso). Cotonnades, menuiserie, forges, vannerie, pêches. Les Européens ont installé quelques usines (chaux, glace, électricité, égrenage du coton) ; 5 moulins à riz, 2 savonneries. Salines de Taodéni.

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL (1953) pour le bloc Soudan-Sénégal-Mauritanie. — Importations : 667.000 tonnes, pour 31 milliards de fr. C. F. A. Exportations : 504.000 tonnes, pour 18 milliards de fr. C. F. A.

Le Soudan importe : produits manufacturés et alimentaires, sel, pétrole, machines.

Le Soudan exporte : laine, riz, mil, peaux brutes, gomme, coton, ivoire, or, sisal, bétail (3 millions de bovins en 1950), Karite, Kopak.

COMMERCE INTÉRIEUR. — Rail [Dakar-Thiès]. — Kayes-Bamako-Koulikoro (555 km.), vers la côte du Sénégal. Voie vers la côte de Guinée (fleuve Bamako-Kouroussa, rail Kouroussa-Conakry). Voie vers la Côte d'Ivoire (route Sikasso-Bouaké, rail Bouaké-Abidjean), la plus courte, encore inutilisée.

Navigation du Niger : Koulikoro-Kabara (15 août-15 janvier). — Ansongo = 992 + 488 km. Bief Bamako-Kouroussa (374 km.).

La liaison avec l'Algérie a été établie par avion (Vuillemin, 1920) ; service aérien Paris, Abidjan et Alger, et par auto-chenille (Haardt-Audouin Dubreuil, 1922). Service assuré par la compagnie générale transsaharienne. — Routes pour autos (en toute saison), 3.000 km. ; en saison sèche, 10.000 km.).

P. T. T. : 55 bureaux ; stations radio, télégraphe et téléphone.

BIBLIOGRAPHIE. — P. Marty, *Études sur l'Islam et les tribus du Soudan*, 4 vol., Paris, 1918-1922.

Dupuis-Yakouba, *Industries et principales professions des habitants de la région de Tombouctou*, Paris, 1921.
Brévié, *Islamisme contre « Naturisme » au Soudan français*, Paris, 1923.
Richer, *Les Touareg du Niger (Oulliminden)*, Paris, 1924.
Ch. Monteil, *Les Bambaras de Ségou et du Kaarta*, Paris, 1924.
Ch. Monteil, *Une cité soudanaise, Djenné*, Paris, 1932.

APPENDICE. — LE HAMALLISME

En 1909, Cheikh Hamallah (né vers 1883, métis de Dyoula et de Peule) prend la succession d'une toute récente (1900) dissidence de la congrégation Tidjâniya.

Sa résidence, à Nioro, est le foyer du Hamallisme. De nombreux incidents marquent son action (à partir de 1925) et le font, chaque fois, interner par les autorités françaises. Le 24 août 1940, un règlement de comptes entre tribus maures, dans l'*Asâba*, fait plus de 400 victimes ; la répression officielle est féroce (c'est l'époque où l'A. O. F. pourchassait impitoyablement toute « résistance » — quelle qu'elle fut...) ; Cheikh Hamallah, tenu pour responsable du massacre de l'*Asâba*, est déporté en France et meurt à Montluçon, en 1942, dans des conditions « demeurées obscures » et « inutilement cruelles » (Gouilly, 1952, p. 142). Depuis, en 1949, l'attaque d'un poste (près de Gao) par un fanatique a, de nouveau mis en cause le Hamallisme.

Ce dernier n'a donc pas les faveurs de l'Administration ; il est victime aussi de l'opposition, des calomnies des marabouts *tijâni* « orthodoxes ». Cependant, après un coup d'arrêt en 1940, il se répand et gagne un peu partout, jusqu'à Dakar (500 adeptes en 1949), jusqu'à la Côte-d'Ivoire (voir Yakoubisme).

Son *rituel* serait « dégradé » : chapelet à 11 grains ; prière à 2 *rak'a* (mais c'est le nombre retenu par Hallâj au gibet pour la prière de l'amour divin...) ; *qibla* inversée, vers Nioro (1935) ; *shahâda* réduite au premier membre ; accusations (1946) de marques à feu des adeptes, de prières hurlées, de « nuit de l'erreur »... Et pourtant, la *xénophobie* prêtée au Hamallisme ne paraît pas suffisamment prouvée ; les communautés de la Congrégation se sont fermées, repliées sur elles-mêmes ; elles pratiquent la libération de la femme et des esclaves (d'où : attirent les Rimaybé, chez les Peuls) ; leur isolement les aurait conduites à approfondir l'Islâm ; un Hamalliste aussi notoire que Tierno Bokar (né vers 1884) de Bandiagara a fait penser Th. Monod, qui l'appelle « un homme de Dieu » (*in* Présence africaine, 1950), à saint François d'Assise, pour son esprit d'humilité et de charité.

BIBLIOGRAPHIE. — A. Gouilly, *L'Islam dans l'A. O. F.*, Paris, 1952, pp. 134-161.

GUINÉE FRANÇAISE

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — Sur la côte de l'Atlantique, entre 9° et 11° de lat. nord, 10° et 17° de lat. ouest, elle est comprise entre la Guinée portugaise et le Sénégal (nord), le Soudan (nord-est), la Côte d'Ivoire (est), la Libéria et la Sierra Leone (sud).

Étym. — La « Guinée », c'est « la Nigritie » — la « Terre des Nègres » de la carte de Dulcert (1339) : de l'arabe *guenâwya*, lui-même tiré du berbère *agnâw*, « le Nègre » et d'abord « le muet, le barbare inintelligible ».

251.000 km² occupés en majeure partie par le nœud orographique du Foûta Diallon, culminant à 1.200 m. (Fougoumba), et d'où divergent le Sénégal (nord), le Niger (nord-est), la Gamble et le Rio Grande. Le Rio Nunez est navigable jusqu'à Boké (65 km.). Il y a des chutes d'eau remarquables et utilisables : au km. 107 de la voie ferrée de Conakry ; à Dabola sur le Tinkisso ; à Pita sur le Kokoulo. Les îles de Los [Idolos] ont été cédées à la France en 1904.

Population totale (1948) : 2.180.000 hab., dont 1.320.000 Musulmans ou semi-islamisés, et 785.000 animistes (1945).

Villes (1951) : Conakry, 38.900 hab. ; Kankan, 17.500 ; Kindia, 12.000 ; Siguiri, Labé.

L'ISLAMISATION. — Les premiers habitants animistes sont les *Soussous Diallonkés*. S'y adjoignirent des pasteurs, les *Peuls (Foula, Foulbé)*, du clan Ourourbé, animistes également, vers le XIII[e] siècle. Ils furent rejoints au XVII[e] siècle par d'autres *Peuls*, islamisés, des 4 clans traditionnels (Ourourbé, Dialloubé, Ndayébé et Férobé) bientôt initiés à la tariqa *qâdiriya-bakkaïa*.

Stimulés par un ascète, Karamoko Alfa de Timbo, de la branche Sidianké des Ndayébé, les Peuls musulmans se coalisèrent en 1725, et après cinquante ans de guerre sainte, menée à bien par Ibrahima Sori, répartirent le Foûta Diallon en 9 provinces ou *diwal* (Fode Hadji, Timbo, Bouriä, Fougoumba, Kébali, Timbi, Labé, Kolladé, Koïn), dant le chef suprême, résidant à Timbo, l'*almamy* (c'est-à-dire « imâm », charge supprimée en 1912), fut élu dans la branche *Sidianké*, alternativement, soit chez les *Alfaïa* (descendants de Karamolo Alfa), soit chez les *Soria* (descendants d'Ibrahima Sori).

La Convention de 1840 prévoyait que l'alternance jouerait tous les deux ans.

Les almamys islamisèrent profondément le pays, et réussirent à réduire les *Houbbous*, groupe de musulmans dissidents, restés d'obédience *qâdiriya*, qui ne voulaient pas rentrer dans les cadres de la confédération devenue *tidjâniya*.

Quoique l'émancipation de leurs serfs animistes leur ait porté un grave détriment, les Peuls musulmans continuent à former une élite sociale en Guinée, élite sans laquelle il paraît malaisé de faire progresser cette région.

Dans l'est du territoire, l'islamisation momentanée des *Malinkés*, d'abord au XIVe siècle sous les empereurs de Mali, puis au XVe siècle autour de Kankan, enfin au XIXe siècle sous les lieutenants d'el Haddj 'Omar, et sous leurs successeurs comme le fameux Samori Touré, almamy de Bissandougou (1880-1898, mort en 1900) n'a pas persisté en dehors des centres comme Kankan. L'organisation des « sofas » cavaliers de Samori n'était qu'une organisation militaire sans stabilisation sociale ; et Samori, affilié aux *Qâdiriya*, n'a pas pu islamiser sérieusement le pays

Les études en *arabe* littéraire sont poussées assez loin ; et les études biographiques de Marty ont fait ressortir les possibilités intellectuelles et sociales d'hommes comme Karamoko Dalen, de Timbo.

On trouve, en Guinée (1945) : *a)* Des *Peuls* (790.000), tous musulmans fervents, sauf 10.000 animistes), concentrés dans les cercles de Labé, Mamou, Koumbia ;
b) Des *Soussous-Diallonkés* (310.000), assujettis par les Peuls et en voie d'islamisation ;
c) Des *Malinkés* (525.000) dans le nord, dont l'islamisation partielle et récente semble en voie de régression. Ce sont ces deux derniers groupes sur lesquels la statistique officielle fut taxée d'exagération au point de vue musulman. En dehors du petit groupe des *Nalous* (7.164) naguère islamisé, les autres races sont animistes : *Coniagui* (13.000), *Baga* (50.000), *Bassari* (11.000), *Landouman* (16.470), *Kissien* (135.000), *Guerzés* (115.000), *Toma* (75.000). Les sociétés initiatiques des *Coniagui* ont été étudiées.

II. — GOUVERNEMENT

La Guinée française est dirigée par un gouverneur, assisté d'un conseil de 40 membres, 2 députés, 2 sénateurs et 4 conseillers de l'Union française.

III. — ADMINISTRATION

Trois communes mixtes (Conakry, Kankan, Kindia) et 20 cercles : Conakry, Boké, Boffa, Dabola, Forécariah, Guéckédou, Kindia, Labé, Mamou, Kouroussa, Siguiri, Kankan, Beyla, Kissidougou, Macenta, Nzérékoré, Dubréka, Gaoual.

ADMINISTRATION CULTUELLE. — Environ 1.000 mosquées, du type *peul* (grande paillotte ronde), ou du type *malinké* (case carrée, chaume).

Une élite de théologiens estimés s'est formée au Foûta depuis un siècle ; Mamadou Thiam, de Tamba, est membre du conseil consultatif des affaires musulmanes de l'A. O. F. — Le nom « alfa » est abrégé d'*al faqîh* ; 135 écoles primaires, avec 18.000 élèves, 7 écoles secondaires

(630 élèves), 7 écoles techniques ou agricoles et 5 stations expérimentales ; 2.550 écoles coraniques (18.900 élèves).

CONGRÉGATIONS. — Les *Peuls*, affiliés d'abord aux *Qâdiriya-Bakkaïa*, devinrent, après 1860, sous l'influence d'El Haddj 'Omar (dont le fils, Aguibou, résidait de 1876 à 1892 à Dinguiraye), *tidjaniya*. Il y a, en outre, quelques *châdiliya* (Ndama, Goumba, Labé), voués à la contemplation, et célébrant les *diaroré* (séances publiques de *dhikr*). Il reste des *Qâdiriya* à Touba et à Kankan.

Actuellement (1952), Islam souverain, mais sommeillant, au Fouta Djallon ; Kankan est déchiré entre le « grand chérif » Fanta Madi (né vers 1878), *tidjâni*, mais en très bons termes avec les *Al Sidiya* de Mauritanie — et ses adversaires *réformistes* qui ont envoyé 15 étudiants à El-Azhar. Deux des fondateurs de la *médersa* libre rénovée de Bamako (1950-51) venaient de Haute-Guinée. Kindia n'a plus qu'un vieux marabout.

ARMÉE. — De 1914 à 1918, les familles de chefs peuls, du Foûta Diallon ont fourni des sous-officiers fort capables.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — Les agriculteurs sont *Malinkés* ou *Diallonkés*. Riz, mil, arachides, sésame, caoutchouc, kola, café, bananiers, ananas (cultivés), tabac, manioc, coton, dâ, sisal, indigo, gomme.

Depuis 1918, cession d'outils agricoles aux indigènes. Boursiers agricoles envoyés en France. Écoles : d'agriculture d'Ondes, de labourage à Kankan, centre expérimental de Camayenne (près Conakry).

Élevage : bœuf du Foûta, 800.000 (petite race estimée) et du Niger, chèvre, mouton, 248.000 (1951), volaille. L'élevage est pratiqué par les Foulas.

L'INDUSTRIE. — Forgerons, vanniers, potiers, tisserands et teinturiers nombreux.

Chantiers d'extraction d'or : 4 t. extraites en 1949 (Siguiri). Fer. Diamants du Macenta (58.000 carats en 1949).

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL (1948). — Importation : tissus, machines, autos, vins, surtout alimentation. — Exportation : bananes, amandes de palme, café, 1.157.520.000 fr. C. F. A. Bauxite des îles de Loos et bientôt à Kindia, 1.766.590.000 fr. C. F. A.

Rail Conakry-Kankan (662 km.) *via* Kouroussa, avec 28 gares ; prolongé vers Beyla ; projet Tabili-Youkounkoun-Tambacounda (jonction avec le Thiès-Kayes).

Routes carrossables (3.500 km. en tout temps et 7.000 en saison sèche). Voies fluviales du Haut-Niger et du Milo ; service régulier : Kouroussa-Bamako (du 15 juillet au 31 janvier) : bief de 310 km. Port

de Conakry : trafic en 1950 : 414 navires de 127.500 t. aux entrées et 416 navires avec 95.564 t. aux sorties.

Succursales de la Banque de l'A. O. F. et de la B. F. A. à Conakry.

P. T. T. : 36 bureaux ; câble télégraphique : Dakar-Conakry ; station radio-télégraphique à Conakry.

BIBLIOGRAPHIE. — P. Marty, *L'Islam en Guinée* (Foûta Diallon), Paris, 1921).

P. Humblot, Kankan, métropole de la Haute-Guinée (*Afr. Fr. RC.*, juin 1921).

CÔTE-D'IVOIRE

(Minorité musulmane)

La Côte-d'Ivoire est comprise entre le Liberia, la Guinée (ouest), le Soudan (nord) et la Gold Coast (est).

Administrée par un gouverneur résidant à Abidjan, elle se divise en 26 cercles. Envoie 2 députés, 3 sénateurs et 4 conseillers de l'U. F.

Sur 319.455 km², elle a 2.066.000 hab. (1948). Les principales villes sont (1948) : Abidjan, 45.735 hab. ; Bouaké, 20.500 ; Grand-Bassam, 5.700. Importance croissante du port d'Abidjan.

La population se répartit entre les races *Agni* (*Baoulé*, 326.000), *Sinoufo* (*Bambaras*, 405.000), *Touras*, *Dans* et *Gouros* réunis (265.000) du nord-ouest, peuplades des lagunes (*Bétés* 94.000) (*Ebriés, Attiés, Alladians, Abbeys, Abidjis, Mbatos, Aïzis, Abourés*), toutes animistes. Seuls, les *Mandé* (380.000), au nord de la Grande Forêt équatoriale (et de la zone de l'arbre à Kola) sont musulmans.

Il n'y a donc que 15 % de Musulmans.

L'islamisation a été commencée dès le XIIIe siècle dans le nord-est par les commerçants mandés (Dyoulas) de Bégho (en Gold Coast, au sud du coude de la Volta), et par leurs descendants, fondateurs de Kong et de Bondoukou. Dans le nord-ouest, l'islamisation a été tentée de vive force au XIXe siècle, en dernier lieu par Samori Touré (1880-1898), dont les razzias inconsidérées ont ruiné les petits centres musulmans qui se formaient. Kong, dont Binger avait célébré la splendeur, n'a pu renaître de ses ruines depuis 1897.

Actuellement les centres musulmans sont : Odienné, Sambatiguila et Touba, au nord-ouest, où le droit coutumier même est islamisé. Puis Mankono, Kong, Bouna et Bondoukou. Il y a environ 300 mosquées, 970 écoles coraniques (avec (9.100 élèves), 9 écoles secondaires et 120 écoles primaires (16.200 élèves en 1951), 320 notables affiliés à des congrégations (219 *qâdiriya*, surtout à l'ouest ; 101 *tidjâniya*, surtout à l'est ; quelques *châdiliya* à Bouna).

Cet islam mandé, étudié avec grand soin par Marty dans l'ensemble, et par Tauxier, pour Bondoukou, apparaît en Côte-d'Ivoire comme un progrès social restreint, mais net sur l'animisme, naïf, tantôt touchant, tantôt atroce. Les Dyoulas sont très profondément islamisés, et d'un sunnisme fort orthodoxe.

L'instruction arabe n'est pas inconnue (catalogue de petites bibliothèques dans Marty), l'enluminure des manuscrits est pratiquée. Le dévouement d'Aliou Cissé, chef musulman de Gomanasso (Ouorodougou) se livrant au fils de Samori pour racheter le sang de ses alliés animistes, qu'il lui avait laissé verser (1892), indique même une aptitude certaine à la grandeur morale (Marty, p. 294).

Sur la côte, il n'y a que quelques mosquées — et, parmi les populations côtières, le christianisme, soutenu par les prédications de « prophètes » du Liberia comme W. V. Harris (1914-1919) a fait des progrès inattendus.

Actuellement (1952) la situation de l'Islam est la suivante :

1° *Gains*, à partir des centres commerciaux, où le prosélytisme actif (surtout depuis 1945) s'exerce notamment sur les travailleurs saisonniers venant du Nord (Mossi) — avec « pression économique » le plus souvent ;

2° *Réformisme*, depuis octobre 1951, à Bouaké, grâce à un jeune imâm venu de Kankan ;

3° *Yakoubisme* à Ganyoa, où un ex-hamalliste exilé, Yakouba Silla (né vers 1904, originaire de Kaédi au Sénégal), a introduit un « mouridisme » économico-social de « religion du travail » (3.000 t. de café, trust du sel, etc.).

BIBLIOGRAPHIE. — Marty, *Études sur l'Islam en Côte-d'Ivoire*, Paris, 1922 ; Tauxier, *Le Noir de Bondoukou*, Paris, 1921.

N.-B. — Nous devons le tableau ci-dessous à une communication précieuse du gouvernement de la Côte-d'Ivoire.

APPENDICE

Statistique des Musulmans par cercle (1925)

Cercle	Chiffre total de la population	Musulmans	*Tariqa*
Agnéby	55.490	2.800	Tidjania
Assinie	16.927	1.134	—
Baoulé	214.399	12.850	—
Bas Cavally	16.714	201	—
Bassam	28.273	71	—
Bas Sassandra	85.614	388	—
Bouna	12.845	2.421	Qadiria
Gouros	88.917	730	Tidjania
Haut Sassandra	80.603	819	—
Indénié	76.114	13.245	—
Kong	259.064	36.554	Qadiria
Lagunes	76.675	4.030	Tidjania
Lahou	84.099	1.083	—
Man	218.895	4.126	—
Moyen Cavally	30.353	880	—
N'Zi Comoé	123.522	1.446	—
Odienné	114.010	64.080	Qadiria
Ouorodougou	87.364	20.769	—
Tagouanas	54.667	2.755	—
TOTAUX	1.724.545	170.112	

HAUTE-VOLTA
(Minorité musulmane)

La Haute-Volta, reconstituée par la loi du 4 septembre 1947 (aux dépens du Soudan, du Niger et de la Côte-d'Ivoire) a pour limites : le Soudan (nord), le Niger (Zinder, est), le Dahomey, le Togo, la Gold Coast et la Côte-d'Ivoire (sud).

Administrée par un gouverneur résidant à Ouagadougou, elle se divise en 11 cercles : *Ouagadougou*, *Ouahigouya (Yatenga)*, *Dédougou* (ex-Koury), *Bobo-Dioulasso*, *Gaoua* (Lobi), *Koudougou*, *Kaya*, *Batié*, *Tenkodogo*, *Dori (Liptako)*, *Fada n'Gourma*, 4 députés, 3 sénateurs et 5 conseillers de l'U. F.

Sur 300.000 km², il y a 3.070.000 hab. (1948), dont 406 Européens ; les principales villes sont (1945) : Ouagadougou (28.000 hab.) et Bobo Dioulasso (52.000 hab. en 1951). Densité maximum : 35 au km² en Mossi.

La population se répartit entre : *a)* Aborigènes animistes : *Gourounsis* (400.000) ; *Lobis* et *Bobos* (380.000) ; puis *Mossis* (1.700.000), venus du Sud au XIIe siècle ; et *b)* Immigrants musulmans : *Peuls* (310.000), *Sarakollé-Soninké* (115.000), *Songoï* (50.000), *Mandés* (*Dyoulas*, 40.000), *Touareg* et leurs *Bellas* (serfs) (5.000).

Il y a (1950) de 400 à 700.000 Musulmans (15 %), principalement dans le cercle de Dori.

On admet généralement depuis les études de Marc (1909), que le bloc animiste (de 2 millions et demi d'individus) de la Haute-Volta pourra continuer à résister à l'islamisation. On fait ressortir la forte cohésion sociale des 3 « empires frères » du Mossi, du Yatenga et du Gourma, qui ont su garder leur indépendance depuis le XIIe siècle, grâce à une religion nationale et familiale, et à une constitution traditionnelle (l'empereur reclus dans sa capitale après son élection ; ses 16 ministres *(nâbas)*, ses pages vierges, son protocole musical recourant à la flûte et au tambour). De fait, depuis sept siècles, les trois « empires » ont su enrayer l'islamisation, isolant la colonie restreinte des marchands musulmans dans les cadres de leur administration civile, en les soumettant à un des 16 ministres *(Yarhnâba)*. Cette imperméabilité durera-t-elle ? Il est permis d'en douter. D'une part l'alcoolisme, que l'animisme n'interdit pas, ravage la population, très dense encore du Mossi, tandis que l'élément musulman reste indemne. D'autre part, malgré les sévérités administratives déployées pour maintenir l'élite gouvernementale locale dans le « respect des traditions animistes » et de la magie initiatique, un certain nombre de *nabas* tendent visiblement vers l'Islam et prennent des secrétaires musulmans (rapport Goguely,

31 déc. 1912, cité par Brévié, 289-290). Le temps n'est plus où l'empereur du Yatenga, Nasséré, sollicité de se convertir par Askia Mohammad (1498), évoqua le génie protecteur du pays, qui lui apparut, et l'exhorta à lutter à tout prix.

La minorité musulmane se compose des *Peuls*, pasteurs et agriculteurs, des *Sarakollé-Soninké*, *Songoï*, *Dyoulas* commerçants et *Touareg-Bella* (qui seuls paient la *zakât* coranique), pasteurs.

On remarquera que ces 4 derniers groupes ethniques ne sont pas seulement d'une culture traditionnelle au moins égale à celle des groupes animistes précédents, mais qu'ils représentent, deux d'entre eux au moins, deux essais de civilisation notables, tentés au Moyen Age par les dynasties soudanaises, l'empire songoï (*Songoï* et *Sarakollé-Soninké*) et l'empire du Mali *(Dyoulas)*. Dori est un centre de prosélytisme islamique.

Il y a une zaouïa *senoussi* près de Bobo-Dioulasso — et des *qâdiriya* à Dori.

Il y avait (1929) des présomptions en faveur d'une reprise prochaine de l'islamisation. Il y a, d'autre part, 3.000 chrétiens baptisés (*Mossis* et *Bobos* surtout), sans compter les catéchumènes. Actuellement (1952), l'islam progresse (voir Côte-d'Ivoire), chez les Mossi, aussi vite que le christianisme. Foyer actif à Bobo-Djoulasso. Infiltrations du *Hamallisme* (région de Dori) et de la *Aḥmadiya* (sous l'influence de la Gold Coast).

La population scolaire des écoles musulmanes est passée de 1.859 élèves (1903) à 3.026 élèves en 1921 (Brévié) ; à Ouagadougou, il y a 42 écoles musulmanes, avec 250 élèves. Mais les écoles gouvernementales gagnent : 9.600 élèves en 1951.

DAHOMEY

(Minorité musulmane)

Le Dahomey est limité par le Togo (ouest), la Nigéria (est).

Administré par un gouverneur, résidant à Porto-Novo, il se divise en 13 cercles ; 1 député, 2 sénateurs et 2 conseillers de l'U. F.

Sur 115.800 km², il compte 1.505.000 hab. (1948). Les principales villes sont (1945) : Porto-Novo (30.000 hab., dont 5.000 Musulmans), Ouida (13.000), Abomey (12.000), Cotonou (25.000).

La population se répartit entre les races *Fons* (Dahoméens, 836.000), *Yoroubas* (Nagos, 140.000), *Baribas* (151.000), *Peuls* (59.000) et *Dendis* (30.000).

Il n'y a que 105.000 (1945) Musulmans (7 %), 102 écoles coraniques avec 1.100 élèves (1936). Écoles primaires (1952) : 102 publiques (15.000 élèves) et 102 privées (17.000 élèves).

Sur la côte, l'Islam parut en 1700-1720, à Ouida, avec des commerçants de Kano, dits *Malès (mo'allim)*. Chassé par la conquête Fon, il reparut après 1848, avec le retour des « créoles brésiliens », nègres libérés revenant au pays natal (avec un double nom, portugais et musulman).

Une autre poussée musulmane, venant du nord-est, sous l'action des cheïkh *Qadriya* (Say, dès le XVIIe siècle) et *Tidjâniya* (après 1870), atteignit la côte, en convertissant les Nagos, vers 1900.

La minorité musulmane de Porto-Novo est fervente et turbulente ; elle compte 17 écoles coraniques et 1 école primaire musulmane libre, 14 pèlerins de La Mekke et 11 mosquées, dont une mosquée-cathédrale, que se disputent depuis 1909, deux groupes, le groupe modéré des créoles brésiliens (Ignacio Souleiman) Paraiso et le groupe extrémiste des Nagos (Haddj Mouteirou).

Pour le moment, ce n'est que dans le haut pays qu'il y a des majorités locales musulmanes ; des *Dendis* (9.000) au bord du Niger, convertis au début du XIXe siècle par les conquérants *peuls* du Sokoto : chez eux et alentour vivent 0.000 marchands *Haoussas*, musulmans, dits *Gambari*. Puis les *Baribas* (ancien royaume du Borgou, chef-lieu Nikki), animistes, dont les chefs seuls sont islamisés (3.500), mais dont

les anciens vassaux, des pasteurs, *Peuls* (59.000), sont tous musulmans fervents ; ils ont été émancipés par l'administration. Les Fons sont animistes (250 mus.), mais ils ont, depuis le XVIIIe siècle, une semaine arabisée de sept jours.

On pouvait s'attendre, sur la côte, à une expansion de la poussée musulmane venant des Nagos Yoroubas du Lagos britannique, qui s'infiltraient (1929) dans la région de Porto-Novo. Cependant, en vingt années, la situation est restée sans grand changement (1952).

BIBLIOGRAPHIE. — P. Marty, *L'Islam au Dahomey*, Paris, 1926.

B. Maupoil, *Contribution à l'étude de l'origine musulmane de la géomancie dans le Bas-Dahomey*, Paris, 1945.

NIGER

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — Ce pays est compris entre les 13° et 22° lat. nord, 0° et 12° long. est. Il est situé entre le Soudan et le Dahomey (ouest), la Nigéria (sud), le territoire du Tchad (est), la Libye italienne et les territoires algériens du sud (nord).

1.276.627 km² se répartissant en deux zones parallèles à l'équateur ; du sud au nord ;

a) Un plateau très peuplé, avec des savanes, du bord du Niger à Zinder, et quelques « dallols » (ouadis desséchés) à l'ouest ;

b) Une steppe à pâturages d'hiver, avec quelques mares permanentes au centre, à Médik et Guidémouni près Zinder et Keita près Tessaoua ; et à la frontière, se jetant dans le Tchad, la Komadougou-Yobé, rivière torrentielle ;

c) Le désert *(ténéré)*, avec une oasis cultivée, le Kaouar, et une oasis abandonnée, Djado, un plateau montagneux culminant à 1.500 m., couvert de mimosées, point de ralliement des chameliers, l'Aïr.

Population totale : 2.029.000 hab. (1948). La densité, forte entre Niamey et Dosso, atteint encore 15 au km² près de Zinder. Villes (1945) : Niamey, 12.000 hab. (1952), Tahoua, 12.300 ; Zinder, 11.000.

L'ISLAMISATION. — Le pays s'est islamisé par ses deux frontières, occidentale et orientale.

A l'ouest, sous l'influence des *Songoï* (conversion du 15e roi, Diâ Kossoï, 1008-1020). A l'est, sous l'influence du *Kanem-Bornou* (conversion du 12e roi, Houmê, 1086-1097), qui possédait Dirki (= Bilma).

L'est et le centre sont restés partie intégrante du Bornou jusqu'en 1736, où la principauté bornouane autonome du *Damagarim* se forma à *Zinder*. Au nord-est, le *Tibesti* et *Bilma* relevaient de chefs tibbous, vassaux du Bornou. Au nord, l'*Aïr* d'abord aux *Kel Gress*, islamisés au XVe siècle (fondation de la mosquée de Tintarhoda en 825 (1423), et de celle d'Assodé en 880 (1475), devint après 1515, le sultanat des Touareg *Kel Ouï* (alternativement Rafaï et Baqeri ; à Agadès). L'ouest (Zaberma, Maouri, Galaïdjo) relevait des *Songoï* (une branche de la dynastie *Askia* survécut au Dendi, après 1594, pendant plus d'un siècle). Au sud-ouest, l'Islam se heurtait à de fort noyaux animistes, dont les chefs, sultants du Gôber (depuis 1670), émirs du *Kebbi* (depuis 1510) et de *Katséna* (dynastes *Habé* depuis 1550, transférés à Marâdi en 1825), résistèrent opiniâtrement durant tout le XIXe siècle, aux tentatives de conversion menées par les empereurs peuls du *Sokoto* et par leurs lieutenants préposés à l'Adar, au Gôber, à Marâdi et Tessaoua (1804-1903). Cependant, d'année en année, cet îlot animiste se rétrécit.

De 1916 à 1918, les appels germano-turcs pour la guerre sainte entraînèrent la rébellion du sultan Tegama, en Zinder, et celle du sultan Kaossen, en Aïr.

On trouve, dans le territoire du Niger :

a) Des *Touareg* et leurs *bellas* (clients) (Oullimiden, *Kel Gress*, au Gober depuis 1600, et Kel-Ouï, en Aïr), 150.000 ;

b) Des *Tibbous (Toubous)* (de Nguigmi à Gouré, au Kaouar et au Tibesti), 44.000 ;

c) Des *Haoussas*, commerçants immigrés dans la région de Zinder, 530.000 ;

d) Des *Songoï* (descendants métissés des conquérants du XVIe siècle, portant le nom de *Djermas*), vers Dosso et Niamey, 160.000 ;

e) Des *Peuls*, bergers, nomadisant en pays djerma, 255.000 ;

f) Les *Maouris* (77.570) et quelques débris des premiers habitants du pays *Boudoumas* au Tchad, *Mangas*, etc., 34.894.

Tous sont musulmans sunnites, sauf environ 50.000 *Songoï*, les *Boudoumas*, *Mangas* et les *Maouris* de Matankari, restés animistes.

Total : 1.500.000 (est. 1952) Musulmans (75 %).

L'alphabet *arabe* se répand au point de vue commercial pour la notation des langues locales *(Haoussa* et *Djerma)* ; d'où création administrative d'un corps de rédacteurs transcrivant en caractères arabes la correspondance des chefs-locaux. *Tifinagh* rupestres dans l'Aïr.

II. — GOUVERNEMENT

Depuis le 13 octobre 1922, le Niger est dirigé par un gouverneur, résidant à Niamey ; 1 député, 2 sénateurs et 3 conseillers de l'U. F.

III. — ADMINISTRATION

Douze cercles : Zinder, Bilma, Dosso, Birni-Nkoni, Maradi, Tahoua, Tanout, Tillabéri, Gouré, Nguigmi, Agades.

Il y a une centaine de mosquées. Les nomades, bien entendu, n'en ont pas.

Les *congrégations* : *Qâdiriya* à Agadez et Zinder ; *Tidjâniya* à Tahoua et Niamey, à Nguigmi et Gouré ; développement, depuis 1938 (voyage de Saïdou Nourou Fal), puis (1950) avec l'action des représentants d'Ibrahima Nyas (de Kaolakh). Les *Senoussiya* ont une école à Tanout, des affiliés à Bilma (Kaouar), et dans une série de bandes nomades Touareg et Tibbou. Infiltrations *hamallistes* locales dans la vallée du Niger. Mais l'Islam au Niger dépend surtout de la Nigeria du Nord : c'est à Kano et Zaria que sont formés les marabouts et les maîtres d'écoles coraniques.

Il y a 14 écoles primaires officielles (600 élèves), dont une à Zinder, doublée d'une école professionnelle ; 1.600 écoles coraniques (8.492 élèves).

Réseau scolaire officiel très réduit : scolarisation à 2 % (1952). En 1946, pour la seule subdivision centrale de Niamey, 392 petites écoles coraniques rurales rudimentaires et 6 écoles coraniques véritables recensées.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — Mil, riz (Tillabéry, Nguigmi), blé, arachides, tabac, coton, indigo, *niébés* (haricots locaux), dans le sud. Élevage (1950) du chameau (170.000) : (Touareg), du cheval (74.300), du bœuf (1.576.000) et du mouton et chèvres (4.300.000) (Peul), des ânes (155.419). On recommence à domestiquer les autruches sauvages.

L'INDUSTRIE. — Tissage, teinturerie, tannerie, cordonnerie, poterie, sparterie, extraction du sel (oasis de l'Afram-Kaouar), du natron (soude carbonatée : Kaouar et Bilma). Fer (Kantohé) ; gisements d'étain (Aïr).

Salines des Teguidda, Dallol Fogha, Manga, Kaolin à Kongomé. Schistes ardoisiers à Tafadek (Aïr).

Sources thermales en Aïr.

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL (1950). — Importation : 14.400 t. Exportation : 27.300 t.

Le pays importe : cotonnades, kolas, conserves, mil, sel.

Le pays exporte : arachides (la moitié des exportations de 1950), mil, animaux vivants, peaux brutes, peaux tannées, natron.

Les 6/7 du commerce se font avec la Nigeria britannique (rail Lagos-Kano).

Il n'y a plus de caravanes pour la Tripolitaine par la route millénaire de Nguigmi-Bilma-Fezzân. L'*azalaï* (2 fois par an) de l'Aïr en Agram-Kaouar (sel et dattes) comptait encore 20.000 chameaux en 1908 ; 8.000 km. de routes dont 2.000 en tout temps.

Deux services automobiles entre l'Afrique du Nord (Algérie) et l'A. O. F. (Gao et Niamey, Agadès et Zinder) pendant la saison d'hiver, de novembre à avril, sont assurés par la Compagnie générale transsaharienne, et la Société algérienne des Transports tropicaux.

P. T. T. : 26 bureaux ; stations radiotélégraphiques à Tahoua, Bilma, Agadès et Zinder.

Aérodrome de Niamey.

BIBLIOGRAPHIE. — Yves Urvoy, *Petit Atlas ethno-démographique du Soudan*, Paris, 1942.

Serré de Rivière, *Le Niger*, 1951.

Loyzance, *L'Islam et les survivances de l'animisme dans la subdivision centrale de Niamey*, Paris, Enfom, 1948.

GAMBIE BRITANNIQUE

La colonie britannique de la Gambie forme une étroite et sinueuse enclave dans le Sénégal français, sur les deux rives de la basse vallée de la Gambie.

Le gouvernement administre directement l'île Saint-Mary of Bathurst (12 km²), qui est peuplée de sujets britanniques (*Conseil exécutif, Conseil législatif* ; la Cour d'appel est en Sierra Leone) et, depuis le 1er janvier 1947, le district de Kombo.

Centres : Bathurst, Albréda.

Le reste du pays forme le *Protectorat*, divisé en 4 provinces : *North Bank, Mac Carthy, Upper River, South Bank.*

Sur 10.360 km², 272.713 hab. (1950), soit 26 au km². Les habitants sont : *a)* Des races nègres primitives, *Sérères, Djolas, Pacaris, Bassaris,* de culte animiste ; *b)* Des *Ouolofs* (nord-ouest) musulmans ; *c)* Des *Mandés,* musulmans, conquérants du pays au XIXe siècle ; *d)* Des *Peuls,* musulmans, spécialement au Firdou ; *e)* Des *Sarakollés* musulmans. — 50 % de Musulmans : soit 130.000 hab.

Un tribunal musulman présidé par un cadi, nommé par le gouverneur (1905). Une école musulmane subventionnée. Écoles primaires, fréquentées par 1,4 % des enfants d'âge scolaire dans le Protectorat (1950)

La congrégation des *Tidjâniya* est active.

Mais les *Qâdiriya* de Cheikh Sidiya sont nombreux.

Deux des fondateurs de l'éphémère *médersa* libre rénovée de Bamako (1950-51) venaient de Gambie, d'où ils étaient allés étudier à El-Azhar.

BIBLIOGRAPHIE. — C. Martin, Gambie, ap. *B.C.A.F.* (R. C.), juin 1917.

GUINÉE PORTUGAISE

(Minorité musulmane)

Cette colonie portugaise forme enclave dans l'A. O. F., entre Sénégal, Haut-Sénégal et Guinée française.

Province civile autonome depuis 1895 ; 13 cercles ; capitale, depuis 1942, Bissau.

36.125 km² (y compris les îles Bissagos).

Population : 517.249 hab. (1950), dont de 70.000 à 300.000 Musulmans (1950) selon estimations ; si la proportion de 20 % (*Annuaire,* 1929) s'est maintenue, les Musulmans seraient (1950) environ 100.000 : 20 %.

Ces Musulmans sont concentrés à l'intérieur : *Mandingues,* relevant de Fodé Kadiali de Bagdadia (Casamance), *Biaffades* du Guinala, quelques *Peuls* et *Falakoundà,* et des immigrés *Ouolofs* et *Toucouleurs* (Musulmans fervents).

Quelques écoles coraniques, quelques mosquées. L'arabe littéraire et l'alphabet arabe ont cours chez certains Mandés. Écoles officielles (1950) : 59 écoles primaires avec 3.295 élèves.

Les Mandingues sont *qâdiriya,* influence des *Al Sidiya* par le Fouta-Djallon occidental *(Touba).* Il y a quelques *tidjâniya* (Toucouleurs, Ouolofs).

BIBLIOGRAPHIE. — G. de Coutouly, La Guinée portugaise (*Afr. Fr., RC.,* sept. 1918).

SIERRA LEONE

(Minorité musulmane)

La colonie britannique de Sierra Leone est enclose entre la Guinée française (ouest et nord) et le Liberia (est).

Administrée dans l'ensemble par un gouverneur assisté d'un *Conseil législatif* de 30 membres (Constitution de 1951), elle se divise en :

Colonie (presqu'île de Sierra Leone, île Sherbro et péninsule Turner) et *Protectorat* (hinterland).

La *Colonie* proprement dite (10.350 km²) est peuplée de sujets britanniques chrétiens et christianisés, élevés à l'anglaise (241.000 hab. en 1950). Les villes principales sont : Freetown (65.000 hab. en 1950), Bonthe.

Le *Protectorat* (54.150 km²) a 1.734.000 hab. en 1950, en 3 provinces subdivisées en 12 districts.

Ils se répartissent entre : *a)* Animistes indigènes *(Mendi, Lokko, Gallina, Sherbro)* ; et *b)* Musulmans immigrés dans le Nord (*Peuls, Malinkés, Timini* et *Lumba*, partiellement islamisés) ; notamment à Falaba, où le petit État islamisé du *Soulima* s'opposa depuis le XVIIIe siècle aux *Peuls* du Foûta Diallon.

On a ainsi, sur 1.975.000 hab. (1950) au total, une proportion de 126.000 à 930.000 Musulmans (selon estim.).

Il y avait (1929) outre les écoles coraniques privées, 5 écoles musulmanes subventionnées, avec 451 élèves. L'enseignement est assez développé chez les animistes. Enseignement officiel ou privé (missionnaires) : en 1950, 88 écoles primaires avec 15.589 élèves (colonie) et 189 écoles primaires avec 18.931 élèves (Protectorat). L'Islam gagne chez les Mendi, Braithwaite Wallis a étudié l'influence islamique sur le coutumier des *Timne* (300.000).

Liens récents (1951) entre les Musulmans de Lagos et ceux de Freetown.

La lutte entre l'animisme, plus ou moins bien christianisé, et l'islamisme, s'accusera dans quelques années.

BIBLIOGRAPHIE. — Newland, *Sierra Leone*, London, 1916.
T.-W. Goddard, *Handbook of Sierra Leone*, London, 1925.
Annual report on Sierra Leone, 1949.

LIBÉRIA

(Minorité musulmane)

Cette République de Noirs revenus d'Amérique a été fondée en 1847, sur la côte de Guinée, entre Sierra Leone, Guinée française et Côte-d'Ivoire ; depuis 1922, sous le contrôle de financiers des États-Unis. Aide américaine militaire (1942-43), puis sanitaire et économique (depuis 1944). Citoyenneté étendue aux indigènes de l'hinterland (1945) et aux femmes (1947).

95.400 à 120.000 km² selon les sources ; 4 comtés (Mont Serrado, Grand-Bassa, Sino, Maryland) ; 4 municipalités : Monrovia (la capitale), Grand-Bassa, Edina et Harper.

Sur une population estimée à 1.500.000 hab. (chiffre très approximatif) il n'y a guère que 300.000 Musulmans (11 %) dans le nord. Ces Musulmans libériens, de race et de langue mandé, appartiennent à deux tribus de l'intérieur, entre les rivières Mano et Saint-Paul : les *Vaï* et les *Ghandi*.

L'arabe littéraire y est enseigné dans les écoles coraniques attenantes à quelques mosquées. Les *Qâdiriya* et les *Tidjâniya* (en petit nombre) y ont des affiliés. Quelques Musulmans, agents dans la milice et dans la police libériennes, essayaient (1929) d'organiser du prosélytisme (Affârîl).

L'*alphabet arabe* sert à noter la langue mandé — concurremment avec un syllabaire fort curieux, dit syllabaire de « Doalu Bukara », comprenant environ 200 signes, inventé vers 1835 à l'est de Cape Mount par un lettré musulman vaï, Duadu Keragaï, et encore employé chez les *Vaï*. Il a été publié par Forbes dès 1848, et étudié en dernier lieu par Delafosse ; il n'a rien de spécifiquement musulman, et rappelle le syllabaire *bammoun* inventé par le roi animiste Njoga (au Cameroun) ; il souligne cependant les aptitudes intellectuelles des *Vaï*, l'élément le plus intéressant de la minorité musulmane en Libéria.

Les différents mouvements religieux néo-chrétiens dont le Libéria a été le foyer depuis 1915 (près de 60.000 (en 1950) chrétiens, baptistes, méthodistes, etc.), paraissent avoir paralysé les progrès de l'islamisation ; 270 écoles primaires, gouvernementales (117), missionnaires (116) ou privées, avec 24.500 élèves (1950).

BIBLIOGRAPHIE. — Maugham, *The republic of Liberia*, London, 1920.
Graham Greene, *Journey without map*, London, 1938.

GOLD COAST

(Minorité musulmane)

La colonie britannique de la « Côte d'Or » s'étend, le long du golfe de Guinée, entre la Côte-d'Ivoire française et le Togo.

Administrée dans l'ensemble par un gouverneur, un Cabinet et une Assemblée législative de 84 membres (Constitution de 1951), choisie (depuis 1945) comme terrain d'expérience politique par les Anglais (émeutes d'Accra, février 1948), elle se divise officiellement en 4 régions : *Colonie, Ashanti, Provinces du Nord* et *Togoland :*

1° *Colonie* (62.600 km², 1.200.036 hab., 1948) ; ch.-l. Accra (135.926 hab., y compris Victoriaborg et Christianborg) ; autres villes : Cape Coast Castle (23.346 hab.), Sekondi-Takoradi (44.557 hab.) ;

2° *Ashanti* (51.700 km², 818.944 hab., 1948) ; ch.-l. Kumasi (78.483 hab.) ;

3° *Provinces du Nord* au nord du 8° de lat. nord (93.400 km², 693.979 hab., 1948), ch.-l. Tamale (16.164 hab.) ; ce sont 4 districts : Mampursi, Dagomba, Gonja et Wa, en 1948.

4° *Togoland* (32 000 km², 382.717 hab.), une partie de l'ancienne colonie allemande du Togoland sous mandat britannique depuis 1922.

En tout, pour 239.000 km², 4.111.680 hab. (1948), dont seulement 120.000 Musulmans (estim. 1948). Au recensement de 1931, il y avait 92.503 Musulmans en Gold Coast (3,2 %). Ce sont surtout des émigrés dans les villes — sauf dans les Provinces du Nord.

Ils appartiennent aux diverses fractions *mandé* (Dyoula, Malinkés, Dagomba) ; ils comptent, en outre, quelques commerçants *haoussas*, et même des *Fantis*. Seuls, les *Haoussas* emploient un *arabe* grossier comme langue commerciale. Les *Mandé* ont d'assez nombreuses écoles coraniques. Les cheïkhs *qâdiriya* (et *tidjâniya*) locaux, de Salaga, Boghé, Bolé, ont quelques adhérents.

Le bloc animiste des races Fanti (côte) et Agni (centre) est entamé par la propagande chrétienne qui, progressant par bonds soudains, commence à arriver au contact de la propagande islamique, excitant, d'ailleurs, les mêmes appréhensions au point de vue de la discipline sociale qu'en Nigéria.

Traits caractéristiques en 1952 : 1° Islamisation des Mossi fixés en

Gold Coast ; 2° Infiltrations de l'islam et des *Ahmadiya* chez les Ashanti ; 3° Succès (depuis 1925) de la propagande *Ahmadiya* : 30.000 adhérents, avec plusieurs écoles secondaires (Cape Coast, Kumasi) et primaires, et avec 2 *médersa* à Wa, qui devient le foyer de diffusion sur la Haute-Volta.

BIBLIOGRAPHIE. — Claridge, *History of the Gold Coast and Ashanti*, Londres, 1915.

TOGO

(Minorité musulmane)

Cette ancienne colonie allemande, située entre la Gold Coast britannique et le Dahomey français, est répartie entre mandat français et mandat britannique. La zone française comprend 53.000 km² et 1.014.669 hab. (1951) : densité au kilomètre carré : 14 à 60.

Le Togo français est divisé en 6 cercles : *Lomé, Anécho, Klouto, Atakpamé, Sokodé et Sansanné-Mango.*

Dans l'ensemble l'ancien Togo comprenait 87.200 km² et 1.032.000 hab. (1914), dont environ 30.000 Musulmans (3 %) ; 20.000 *Mandés* (ancien État Dagomba de Yendi ; Sansanné-Mango) et 10.000 commerçants *haoussas* suivant la route dite de la « kola » (*via* Paratau, en Tshautsho). — La statistique de 1951 donne, en *Togo* français : 15.745 *Haoussas, Tamberma* et *Peuls*, tous Musulmans ; et 48.250 *Mobas* au nord, semi-islamisés. La statistique de 1951 : 30.000 Musulmans (Sokodé-Bassari et Sansanné-Mango) contre 166.000 chrétiens et 790.000 animistes.

A Yendi, 3 mosquées, 6 écoles coraniques (53 dans tout le cercle en 1914). A Lomé un demi-millier de Musulmans, haoussas et nagos, de rite mâlikite et *tidjâniya* d'affiliation. Autres petits centres : Kratschi, Anécho.

BIBLIOGRAPHIE. — Passarge, *Togo*, Berlin, 1910.
Trerenberg, *Togo*, Berlin, 1914.
H. Paulin, *Cameroun-Togo*, Paris, 1923.
Die Welt des Islams, décembre 1914.
P. Marty, *L'Islam au Dahomey*, Paris, 1926, pp. 122-125.
Rapport annuel du gouvernement français sur l'administration du Togo, 1951.

NIGERIA BRITANNIQUE

NIGERIA BRITANNIQUE

ÉLÉMENTS STATISTIQUES. — La Nigeria a 961.796 km^2 et 24 millions 330.000 hab. (est. 1950), sans doute passés à 30 millions en 1952. Sur ce dernier chiffre, les Musulmans représenteraient près de la moitié, soit 13 à 14 millions.

Depuis 1947, la Nigeria (avec 26 provinces, chacune contrôlée par un résident) comprend, administrativement :

La *Colonie* (autour de Lagos, capitale fédérale), avec 230.000 hab. en 1948, 350.000 en 1952, 430.000 hab. (1950).

Le *Protectorat*, divisé en 3 régions : celle du Nord (13.800.000 hab. en 1950) ; celle de l'Est (6.100.000 hab. en 1950) ; et celle de l'Ouest (4 millions d'hab. en 1950).

Le *Cameroun*, territoire sous mandat (rattaché à la Nigeria depuis le 14 décembre 1946) est réparti entre la région du Nord et celle de l'Est : 1 million d'hab. en 1948.

Les quelque 30 millions d'hab. de la Nigeria représentent la plus forte et la plus dense réserve de peuplement noir qui existe (15 millions aux États-Unis) et Ibadan, avec ses 500.000 hab. (est. 1952), est la plus grande ville d'Afrique noire.

INSTITUTIONS NOUVELLES. — La guerre et l'après-guerre ont succédé à quarante années de situation statique (1903-1943). Les Noirs de Nigeria ont participé à l'effort de guerre (fournitures accrues d'huile et d'étain ; campagne de Birmanie) et la pénurie de personnel européen leur a donné des responsabilités croissantes. Aussi, dès 1943, les Anglais ont-ils préparé de nouvelles institutions, plus libérales, qui prirent forme dans la Constitution de 1947, puis dans la nouvelle Constitution actuellement en vigueur (1952), celle de 1951 (pour laquelle ils ont procédé à de véritables consultations populaires, jusqu'à l'échelon village).

La Nigeria dispose donc maintenant d'assemblées régionales (2 pour l'ouest, 2 pour le nord, 1 pour l'est) et d'une Chambre (fédérale) des Représentants (136 membres élus par les Assemblées régionales) ; l'exécutif est assuré par les Conseils exécutifs régionaux et par le Conseil des Ministres fédéral.

Ces nouvelles institutions — à caractère fédéral — sont considérées,

par les Anglais, comme une étape sur la voie du *self-government*, c'est-à-dire de l'autonomie totale au sein du *Commonwealth*.

De prudents « garde-fous » ont d'ailleurs été placés pour éviter les catastrophes : le gouverneur et ses lieutenants ont le pouvoir légal de passer outre à toute décision fâcheuse des assemblées ; la voix d'un seul membre élu leur suffit pour avoir la majorité aux conseils exécutifs ; les élections à deux ou plusieurs degrés favorisent les tendances raisonnables...

Bien entendu, l'armature d'administrateurs britanniques (500 en 1952) est maintenue ; il s'agit de spécialistes avertis, qui font généralement toute leur carrière dans la même région de Nigeria ; leur action ne doit, en principe, s'exercer que d'une manière *indirecte* — ce qui convient tout à fait au caractère britannique. En 1948, le corps des administrateurs s'est ouvert, par concours, au recrutement indigène ; les 6 candidats admis ne tardèrent pas à démissionner (en raison, paraît-il, du travail ingrat et considérable demandé aux administrateurs).

EXPÉRIENCES A LA BASE. — Les Anglais, pragmatistes, assurent que « le meilleur procédé d'éducation consiste à donner à chacun, à chaque instant, des responsabilités légèrement *au-dessus* de ses capacités du moment ».

En Nigeria, ils associent étroitement la population à la gestion des affaires locales, par le moyen des assemblées cantonales *(District Councils)*, composées, en nombre égal, par les chefs de village et les élus des chefs de famille. Dans le nord, ils ont poursuivi la modernisation des « chefferies » *(Native Authorities)*, en généralisant la mise en place des *Conseils* (privés ou non). Dans le sud, c'est après avoir consulté tous les éléments représentatifs de la ville d'Ibadan (500.000 hab. en 1952) que fut décidée (1951) la réforme de l'administration locale défectueuse, et que fut créée une division urbaine autonome.

A noter enfin, que la Nigeria est, pour l'Afrique noire, un pays de forte scolarisation : 1 million d'enfants scolarisés en 1950, sur un effectif scolarisable de 5 millions.

ÉQUILIBRE POLITIQUE. — Le nord est plus peuplé, mais économiquement moins important que le sud. Seulement, c'est ce dernier qui cause le plus de difficultés à l'administration britannique. Aussi celle-ci s'appuie-t-elle surtout sur les Émirats septentrionaux (et réciproquement) et les favorise-t-elle (par exemple, en leur donnant la moitié des sièges à la Chambre des Représentants). Le nord a besoin de la Grande-Bretagne contre la pression économique du sud, comme l'Angleterre a besoin du nord contre le nationalisme méridional — aigu chez les Ibo, plus modéré chez les Yoruba.

SITUATION DE L'ISLAM. — Ainsi, pour des raisons historiques et sentimentales, il y a, actuellement (1952), scission entre l'Islam du nord et celui du sud de la Nigeria.

Numériquement stable dans le nord et en progression dans l'ouest (insignifiant à l'est), l'Islam est traditionaliste et triomphant dans les émirats, tandis qu'en pays Yoruba il prend surtout une forme occidentalisée.

D'autre part, les « travailleurs en col blanc », les *clerks*, sont de plus en plus fournis, dans le sud, par les Ibo qui s'occidentalisent le plus vite, sont les nationalistes les plus violents, et demeurent, jusqu'ici, réfractaires à l'Islam. Dans le nord, c'est la langue *haoussa* (contre l'arabe) que les Anglais impriment et qu'ils diffusent, en caractères *latins*, pour les besoins politiques et administratifs.

A signaler enfin, l'échec, total (nord) ou relatif (sud) des propagandistes *Ahmadiya* : pour l'ensemble du pays, 3.000 adhérents seulement (contre 30.000 en Gold Coast) en 1952.

BIBLIOGRAPHIE. — *Annual report on Nigeria*, 1950 (publ. 1951). *Handbook of constitutional instruments*, Lagos, 1951.

Les informations données par M. Louis Mangin, administrateur de la F. O. M., ont été essentielles pour ce chapitre.

NIGERIA DU NORD

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — La Nigeria du Nord s'étend de 4° à 13° lat. nord, de 3° à 14° long. est : entre le Niger français (Zinder) au nord, la Haute-Volta et le Dahomey à l'ouest ; la Nigeria méridionale au sud et l'Afrique équatoriale française (mandat du Kameroun) à l'est.

724.774 km², répartis entre 3 zones :

a) Au nord, steppe sahélienne allant du Goulbî n'Sokoto au Komadougou Yobé ;

b) Au centre, des noyaux granitiques, allant de Boussa et Jebba au Baoutchi ;

c) Les basses vallées du Niger et de la Bénoué, où la végétation est luxuriante, le climat chaud et malsain.

Le Niger, jusqu'à Sakassi, traverse un sol crayeux semi-désertique ; puis, de Sakassi à Jebba, son lit, en terrain granitique, est coupé par une dizaine de rapides ; de Jebba au delta (3 embouchures principales : *Forcados-River, Nun-Entrance, Brass-River*), il est navigable. Dans tout ce parcours, la première crue est indépendante du régime de son haut cours, et dépend uniquement des pluies tropicales tombées en aval d'Ansongo ; la seconde crue, répercussion de celle du haut fleuve, intervient ensuite et rend le bas cours très malsain.

La Bénoué est navigable de Lokodja (confluent) à Ibi ; de là, on peut remonter jusqu'à Yola.

La navigation nigérienne, grevée de servitudes internationales, est pratiquement abandonnée.

Population totale : 13.800.000 (estim. 1950), passés à 15.000.000 d'hab. (éval. 1952), dont 10.000.000 de Musulmans, des chrétiens évalués à 68.000 (recensement 1931), et le reste d'animistes (concentrés surtout en *Nassarawa, Munshi, Mouri, Zaria* et *Baoutchi*). Donc les 2/3 de Musulmans.

Villes (1948) : Kano (107.000), Wurno (45.800), Zaria (28.000), Kukawa, Keffi, Baoutchi, etc.

L'ISLAMISATION. — L'Islam a pénétré d'abord par le Kanem et ses territoires d'au delà du Tchad (futur Bornou).

La dynastie dite yéménite du Kanem, fondée vers 825, se convertit à l'Islâm sous le 12ᵉ roi, Tikrammami Houmê Djilmi (1086-1097 = Mohammad ibn'Abd Djalil), sur les exhortations d'al Haddj'Othmânî. La capitale fut transportée en Bornou, à Goudjba sous 'Omar Iᵉʳ (1394-1398), puis à Qasr-Eggomô (XVIᵉ s.-1807) ; d'où leurs armées firent de fréquentes expéditions vers l'ouest, jusqu'en Afnô

(Haoussa) et en Kororofa, entrant même en contact avec les *Songoï*. L'apogée de leur puissance eut lieu sous 'Alî Iᵉʳ (1472-1504) et Idrîs IV Alaoma (1571-1603). Les dernières capitales ont été Kouka et Dikoa.

L'islamisme peu rigide des Bornouans se refusa à adopter, au début du XIXᵉ siècle, la réforme d''Othmân dân Fodié. Il fut persécuté, de 1897 à 1900, par les bandes esclavagistes de Rabâh.

Au centre, l'Islam se heurta longtemps au puissant noyau animiste formé par la confédération des 14 États *Haoussa*.

Cette confédération d'États en comprenait 7 « purs », issus de Banoû et d'une Berbère Daggâra, les « Haoussa Bokou » : *Biram* (près Katagoum), *Daoura, Kanô, Katséna, Zegzeg (Zaria), Ranô* et *Gôber* ; et 7 « bâtards », les « Bansa Bokou » : *Sanfara, Kebbi, Noupé, Gbârî, Yaoûrî, Baoutchi* et *Kororofa*.

Le souvenir de cette répartition par clans subsiste encore dans les associations initiatiques des esclaves nègres haoussas transplantés en Afrique du Nord (études de Tremearne). Des infiltrations islamiques se produisirent à la longue sous l'influence des *Songoï* à l'ouest, et du *Bornou* à l'est.

A Kanô, fondé en 943, le premier prince musulman, Mohammed Rumpa, apparaît en 1352 (suivi de 6 princes animistes) ; au *Sanfara*, c'est en 1456 ; au *Kebbi* une dynastie islamisée *(Berâbich)* s'implante en 1510 ; à Katséna, fondé en 1200, la dynastie semi-islamisée des Habé n'apparaît qu'en 1550. L'islamisation ne diffuse ailleurs qu'au XVIIIᵉ siècle et atteint alors le *Baoutchi* (Yakoba, 1780).

En 1804, les éléments *peuls*, venus de l'ouest avec leurs troupeaux de bovidés depuis le XVIᵉ siècle, se trouvèrent galvanisés par les appels à la guerre sainte d'un réformateur semi-wahhâbite, 'Othmân dân Fodié († 1817), qui fonda l'immense empire peul des *amîr al mou'minîn* ou *sarikimoslimîn* du Sokoto (1804-1903). Il comprenait non seulement les 14 États haoussas, mais à leur lisière sud et est, chez les « idolâtres », il fondait les centres d'islamisation de Saraki, Illorin, Lokodja, Keffi, du Mouri et de l'Adamaoua (Yola, Ngaoundéré, Maroua).

En un siècle, cet empire peul a ruiné les vieux centres païens du nord *(Maouri, Sanfara, Marâdi)*, du centre *(Abudja, Engaski)* et du sud-est (*Doma, Kôwa, Korora* et le *Mandara*), et a déterminé, en intensifiant la circulation commerciale avec le colportage des marchands haoussas, des foyers d'islamisation dans toute la région côtière, depuis le Cameroun et la Nigéria du Sud jusqu'à la Côte d'Or.

L'empire de Sokoto se divisait en 19 émirats principaux : *Kebbi, Sanfara, Adar, Gôber, Marâdi, Katséna, Tessaoua, Daoura, Kassaoura, Kanô, Hadedja, Katagoûm, Messaou, Kâlam, Zaria, Baoutchi, Mouri, Kororofa, Adamaoua* (et *Boûbândjidda*).

Voici les principales tribus :

On trouve, en Nigéria septentrionale : *a)* Des îlots de population nègre primitive, dans les monts du Mandara, du Baoutchi *(Bolo)*, du Saria *(Kadarra, Kado, Gbâri, Koro, Daroro, Shaba, Kadshé, Kagoré, Basa)*, du Kontagora *(Gambari)* et du Nassarawa *(Jesko, Arago, Koto)* où ils touchent, le long de la Bénoué, aux peuples primitifs du Bas-Niger *(Igbira-Panda Afo)* ; animistes ;

b) Les *Tappa* du Noupé et de l'Illorin (700.000 hab.), très industrieux, apparentés par les *Agba, Efon, Akoko,* du Sud, aux Yorubas ; semi-islamisés ;
c) Les *Haoussa* (14 clans), venus du Nord (3.600.000 au recens. de 1931) ; islamisés, sauf quelques groupes au nord-ouest ;
d) Les *Kanouri* du Bornou (930.000 en 1931), débordant vers Yola, Gombé et Katagoum ; semi-islamisés ;
e) Les *Peuls (Foulbé)*, dispersés dans les villes principales de leur ancien empire ; principalement entre Sokoto et Gando, et à Yola (plus de 2 millions en 1931) ; musulmans ;
f) Les Arabes Bédouins *Shoûwa*, venus du Bas-Ghari en Bornou (150.000) : musulmans ;
g) Les Touareg *Kel Gress*, convoyeurs du sel de Zinder musulmans.

Les principales langues sont : le *haoussa*, en pleine extension, et employé pour le commerce presque partout, le dialecte le plus pur étant celui de Katséna ; le *peul*, quoique langue des conquérants, est en pleine régression ; il ne se maintient qu'à Yola, recule au Mouri, et ne se trouve ailleurs que de façon sporadique (écoles à Sokoto et Gando) ; enfin, l'*arabe* dialectal (dialecte bédouin des *Shoûwâ*), implanté dans le sud du Bornou, où il prend de l'extension ; le *kanouri*, idiome du Bornou, recule. Le *yoruba* est parlé en Illorin.

La langue *arabe* classique est enseignée (cinq heures par semaine) dans les écoles officielles. Le *haoussa* et le *peul* commençaient (pour lutter contre les écoles du sud) à s'écrire en caractères arabes.

L'imprimerie de la *Gaskiya Corporation*, fondée vers 1930 à Zaria, imprime le *haoussa* en caractères *latins* et diffuse des journaux et brochures pour les besoins politiques et administratifs.

II. — GOUVERNEMENT

(Voir ci-dessus généralités sur la Nigeria.) Lieutenant-gouverneur britannique. La Grande-Bretagne favorise les institutions théocratiques pour les émirats et sultanats du nord.

Depuis 1945, elle s'efforce de rénover les vieilles chefferies *(Native Authorities)* en généralisant, auprès de tous les chefs, la pratique (réclamée en 1950-51 par les assemblées provinciales du nord) des *Conseils* (Conseil privé des Émirs et Conseil du Peuple, comme à Sokoto).

Les Anglais développent surtout les « Assemblées cantonales » *(District Councils)* : il y en a en 1952, 47 en exercice dans la province de Sokoto et 20 dans celle de Kano (où l'émir leur est peu favorable).

La politique britannique s'appuyait traditionnellement sur les *Peuls* ; mais ceux-ci sont de plus en plus « digérés » par les *Haoussa*. Les Anglais ont intérêt, contre le nationalisme du sud, à soutenir les émirs du nord, dont ils sont les seuls protecteurs contre les politiciens naissants (à tendances démocratiques) et contre la pression économique des régions méridionales.

III. — ADMINISTRATION

La Nigeria du Nord est divisée en 12 provinces.

ADMINISTRATION CULTUELLE. — Les *imâms (limâm)* et *cadis (alkali)* sont nommés par le sultan (Sokoto) ou l'émir local.

Les tribunaux indigènes (235 *native courts*) sont généralement formés par l'émir et ses conseillers ; quelques-uns sont présidés par un *cadi* et ont le droit de prononcer la peine capitale. Il y a un tribunal indigène supérieur et une *cour suprême* européenne pour toute la Nigeria.

Au Conseil privé des Émirs, le vizir de la Justice joue un rôle très important : il tempère la *sharî'a* par la *siyâsa* (Schacht).

L'IMPOT. — Depuis 1940, impôt réparti par villages ; capitation sur les troupeaux des nomades ; perception par l'intermédiaire des autorités locales. Recettes fiscales prévues pour 1953 : 6 millions de £.

LES CONGRÉGATIONS (1952). — Les *qâdirîya*, assez répandus, se montrent pacifiques et moins rigoristes que leurs frères du Macina. Ils sont en recul.

Les *tidjâniya* d'Ibrahima Nyas (de Kaolakh) sont en progrès partout.

L'opposition des émirs a fait totalement échouer les efforts des Ahmadiya et de leurs émissaires pakistanais.

L'INSTRUCTION (1952). — Il y avait, en 1935, 200.000 élèves environ dans 35.000 écoles coraniques. Depuis la guerre (1945), les émirs font une politique culturelle « progressiste » (toujours *contre* le sud) et appuient l'enseignement officiel de type britannique, mais ils ont imposé une place importante (cinq heures par semaine) à l'étude de l'*arabe* dans les écoles primaires gouvernementales.

Envoi de professeurs de Khartoum à Kano, où a été fondé un collège d'études juridiques arabes (malikites). La *diya* varie de 12 £ (Sokoto) à 60 £ (Dikoa).

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — Céréales et arachides (317.000 t. exportées en 1950) vers Kano. Le *coton* est encouragé dans le nord (la population du sud récolte de l'huile de palme (173.000 t. exp. 1950) et cultive le cacaoyer (100.000 t. exp. 1950).

Élevage très important (1938) : 3.000.000 de bovins, 2.000.000 de moutons, 5.500.000 chèvres, ânes et chevaux.

La mouche tsé-tsé sévit au coude du Bas-Niger (Kabba, Kontagora).

L'INDUSTRIE. — Les industries traditionnelles, tissage, de Kano (qui fournissait tout le Soudan il y a cinquante ans) et du Noupé ont été encouragées.

Des mines ont été mises en valeur : *étain* à Naraguta (Baoutchi), *or* à Gbari, Koriga (ouest Zaria) et Takusu ; on évapore le *sel* en Mouri.

Le charbon (production 1950 : 583.000 t.) provient d'Enugu (près Udi) chaux d'Illorin et Itobi.

Scieries, tuileries. On fabrique du sucre à Zaria.

Les curieux rudiments d'organisation corporative et économique observés à Kano et au Noupé au siècle dernier, incorporés alors dans des cadres islamiques, sont tombés en désuétude.

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL (pour toute la Nigéria) :

Importation : 51 millions de £ (1950).

Exportation : 89 millions de £ (1950).

La Nigéria importe : cotonnades, métallurgie, poisson, sel.

La Nigéria exporte : huile et amande de palme, arachides, cuirs et peaux tannées de Kano, caoutchouc, cacao, étain, acajou.

COMMERCE INTÉRIEUR. — Réseau ferré : près de 4.000 km. utilisés, en 1950-51, par 5.600.000 voyageurs. Routes : près de 60.000 km. Kano demeure le carrefour principal des caravanes.

Ports : Lagos, Sapele, Port Harcourt, Calabar et Tiko.

Navigation du Niger : juillet-octobre jusqu'à Jebba (petits vapeurs).

Navigation de la Bénoué : jusqu'à Yola durant les pluies (en théorie).

BIBLIOGRAPHIE. — A. C. Burns, *The Nigeria Handbook*, Lagos.

F. D. Lugard, *Report on the amalgamation of Northern and Southern Nigeria, and administration*, Londres, 1920 (Cmd. 468).

Howard, *Shuwa arabic stories*, Londres, 1921.

Meek, *Northern tribes of Nigeria*, 2 vol., Oxford, 1925.

Jos. Schacht, *Report on the question of Muhammadan Law in N. Nigeria*, Oxford, sept. 1950.

NIGERIA DU SUD

(Minorité musulmane)

La Nigeria du Sud est limitée, au nord, par la Nigeria du Nord, à l'est par l'Afrique équatoriale française (Cameroun sous mandat français).

Elle comprend :

La *Colonie* (3.576 km², avec 430.000 hab. en 1950, 600.000 est. 1952), autour de la capitale fédérale, Lagos (350.000 hab., éval. 1952).

La région de l'*est* (119.061 km², avec 6.100.000 hab. en 1950).

La région de l'*ouest* (114.385 km², avec 4.000.000 hab. en 1950).

La population se répartit entre les races *Yoruba*(1 million 1 /2 en 1931) à l'ouest, *Ibo* (3.200.000 en 1931) à l'est ; et 37 autres tribus variant entre 20 et 210.000 âmes ; le total est d'environ 140 tribus. Les deux langues générales sont le *haoussa* et le *yoruba* ; l'*ibo* se morcelle en dialectes.

Les Musulmans étaient évalués à 160.932 au recensement de 1931 ! Il est vrai que les « religions non classées » (2.000.000 hab.) ou « connues, mais non rattachables » (?) (1.600.000) groupaient 3.600.000 individus supplémentaires. On pourrait donc évaluer actuellement (1952) à 2 millions les Musulmans de la Nigeria du Sud. Ils sont surtout concentrés dans la région de l'Ouest et la Colonie, où ils représentent 50 % environ de la population.

L'Islam, qui n'avait pu dépasser de vive force Illorin, et s'était heurté aux républiques yorubas d'Ogbomocho, Osogbo, Ilesha et Ibadan, s'est maintenant largement infiltré dans cette région, où il y a plus de 20 villes dépassant 50.000 hab. (Ibadan, 353.500 hab. en 1948, est passé à 500.000 hab. en 1952), grâce aux commerçants *haoussas*, venus de l'arrière-pays.

La race *nago-yoruba* s'est islamisée, grâce aux zaouïas *qadiriya* d'Abéokuta, Ibadan et surtout Illorin.

L'animisme résistait (1929) encore sérieusement dans le Bénin, autour de sa ville sainte, Aro, et vers Abéokuta et Ifé, où l'art nègre eut au XVIe siècle un si bel essor (les fameux bronzes à cire perdue).

Situation de l'Islam en 1952 :

1. L'Islam était longtemps resté ignoré des autorités britanniques, dans l'ouest et à Lagos, jusqu'à ces dernières années (1949-50) : c'est ainsi que, pour ces régions, il n'y avait pas de direction générale de

l'enseignement. Or, les communautés musulmanes y veulent lutter à armes égales contre les chrétiens, donc avoir leurs propres écoles. Elles ont donc adopté un enseignement de type occidental (en langue anglaise) et organisé un réseau d'écoles libres musulmanes modernes, avec une heure d'arabe seulement par semaine. Il s'agit surtout des Yoruba, occidentalisés, dont 50 % sont islamisés, et qui sont d'un nationalisme modéré. A Ibadan, cours préparatoires (ouverts en 1947, avec 322 étudiants en 1951) à la future Université d'Afrique occidentale (en projet) ;

2. Le mouvement Ahmadiya n'a pas « pris » comme en Gold Coast : il n'a que 3.000 adhérents dans toute la Nigeria. Dans le sud, il s'est d'ailleurs scindé en deux branches, dont une seule reconnaît la direction spirituelle du Pakistan.

Il publie, à Lagos, un journal en anglais, *The Truth*, qui se dit le seul journal musulman de l'Ouest africain.

Plusieurs organisations panislamiques se sont installées dans l'ouest, tel *The Muslim Congress*, à Ijebu-Odé (près d'Abeokuta) ;

3. Les expériences politico-administratives des Anglais paraissent donner de bons résultats, au moins pour la vie locale : les *District Councils* y ont surtout un rôle d'équilibre, de frein aux passions nationalistes des Noirs ;

4. Ces passions sont surtout fortes, parfois excessives, chez les Ibo restés en grande majorité animistes (et à peu près totalement rebelles à l'Islam) de la région est. Leur pays surpeuplé, sans ressources naturelles suffisantes, aux chefferies moribondes, à la population d'instincts démocratiques développés qui s'adapte le plus vite à la civilisation matérielle occidentale, est devenu le foyer du nationalisme noir en Afrique, avec le dynamique parti Nono, dirigé par le Dr Akizéwé.

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE (A. E. F.)

L'Afrique équatoriale française (A. E. F.) est comprise entre le tropique du Cancer et le 5° 2' de lat. sud, les 6° et 25° de long. est. Elle touche à l'extrême nord à la Libye, à l'est au Soudan égyptien, au sud-est au Congo belge, à l'extrême sud au Cabinda portugais. Au sud-ouest, elle est baignée par le golfe de Guinée ; à l'ouest, elle touche au Cameroun (mandat français) à la Nigéria britannique, puis à l'Afrique occidentale française ; c'est à Brazzaville, sa capitale, qu'en pleine guerre, son gouverneur général — un Noir, Félix Éboué — définit « la nouvelle politique indigène » (1941) et que furent, à la Conférence de Brazzaville (1944), jetées les bases de l'Union française.

L'A. E. F. (2.510.000 km²) est un gouvernement général, ayant son centre à Brazzaville, et se subdivisant en 4 gouvernements : Gabon, Moyen Congo, Oubangui-Chari *et* Tchad.

Le Gabon *(267.000 km²) est un pays à minorité musulmane infime : 5.000 Musulmans à Libreville et dans les centres commerciaux (sur 405.400 indigènes).*

Le Moyen-Congo *(342.000 km²) ne comporte qu'environ 2.000 Musulmans, 300 à Brazzaville* (1) *et 1.500 Peuls et Haoussa dans la Sangha (sur 675.400 hab.).*

*Les seuls où l'islamisation importe sont : l'*Oubangui-Chari *(1 million d'hab.) et le* Tchad *(2.200.000 hab.).*

La population totale de l'A. E. F. est de 4.400.000 hab. (1950).

*Avant d'étudier l'*Oubangui-Chari *et le* Tchad, *nous examinerons le* Cameroun, *territoire de mandat français depuis 1918-1919.*

(1) *Islam A. E. F.*, mensuel, du centre musulman (Yûsuf Bakhum, B. P. n° 249).

CAMEROUN

(Minorité musulmane)

L'ancienne colonie allemande de ce nom (795.000 km², 1884-1919) est devenue territoire de mandat français (4 mars 1916, 7 mai-10 juillet 1919), à l'exception d'une lisière occidentale et de la péninsule de Buea rattachées à la Nigéria britannique (90.000 km²), et des lambeaux pris en 1911 au Congo français, rétrocédés en 1919 à l'A. E. F. Le « trusteeship » de l'O. N. U. ne diffère pas sensiblement du régime du mandat.

Administré par un haut-commissaire de la République assisté d'une Assemblée représentative. Il couvre 432.000 km², scindés en 14 régions. Ch.-l. Yaoundé (depuis 1921). Le Cameroun envoie 3 députés, 3 sénateurs et 5 conseillers de l'Union française.

Sur 3 millions d'hab. (1951), 500.000 islamisés, soit 1/6. Répartition par tribus : Arabes, Kotoko, Kanouri : 50.000 ; Peuls : 270.000 ; Haoussa : 20.000 ; tribus diverses partiellement islamisées : 160.000.

Le sud est encore exclusivement animiste. Il n'y a de Musulmans que sur le plateau central et dans l'extrême nord (et 10.000 à Yaoundé et dans les centres commerciaux du sud . (En 1914, le sultan Nyoya avait décrété l'Islam religion d'État.)

a) *Plateau central.* — Ce plateau, nommé *Foumbina*, a été islamisé à partir de 1805, par des conquérants *peuls*, vassaux de l'empire du Sokoto, qui fondèrent les États de l'*Adamaoua* (ch.-l. Yola, britannique depuis 1890) et du *Boubandjidda.*

L'occupation européenne en brisant l'hégémonie des chefs peuls immigrés (il y en a encore à N'Gaoundéré, Tibati et Rei Bouba), a paralysé l'essor de l'islamisation parmi les indigènes « Habbis » (M'Boums, Bayas, Dourou) ; l'Islam ne se maintient actuellement que dans les seules colonies *foulbé*, dont Lemoigne a dressé la liste, classée suivant les 5 clans primitifs des immigrants peuls :

Ouolarbé (du nord) : Moda, Mitchiga, Kilba, Soraou, Djoumo, Demsa, Garoua, Tcheboa, Nassaraou (du sud) : Djebaki, Ngaoundéré, Tingéré, Kontcha-barigo, Tchamba-Tibati.

Baévoué : Madagali, Douhou.

Badaoua (venus du Bornou) : Maroua, Bogo.

Gara (venus du Bornou et du Baguirmi) : Pété, Kalfou.

Illagadjo (du nord) : Ouba, Moubi, Bourba, Goudé, Bachéo, Golombé, Ghidder, Dembo, Binder, Mindif, Maoloué (du sud), Bibéné, Reï.

En 1950, on évalue à 125.000 le nombre de Musulmans du plateau central : 95.000 en *Adamaoua* et 30.000 au *Foumbina*.

b) L'extrême nord du Cameroun est beaucoup plus profondément islamisé (355.000 Musulmans (estim. 1950), dont 75.000 dans la région de *Garoua*).

Peuplé par les *Saos*, soumis aux XIVe et XVIIe siècles par les sultans du Bornou, le pays au sud du Tchad, qui porta, à partir du XVe siècle, le nom de *Kotoko*, se subdivisa en une série de petites principautés, notamment *Karnak-Logone*, *Kousseri*, *Goulfeï*, *N'Galla*, *Makari* et *Afadé*. Leurs chefs héréditaires, appelés « sultans » ou *maï* (Miyâra), étaient tributaires tantôt du Bornou, tantôt du Baguirmi ; le curieux régime constitutionnel de ces États a été étudié par Barth et Nachtigal. Leur islamisation remonte au moins au XVIIIe siècle (1er *maï* de Karnak-Logone, Broûwa (1690) ; Maï Sâlih se convertit vers 1774). Des mosquées existent dans les grands centres. Il y a un groupe scolaire à Mora. Quelques marabouts sont affiliés aux *Tidjâniya*. Des immigrants, *bornouans* venus de l'ouest, et *arabes (Choa)* venus de l'est sont également musulmans.

Au sud du Kotoko, se trouvent, à l'est, les païens Mousgou, et à l'ouest, dans la montagne, le sultanat du *Mandara*, partiellement islamisé depuis le règne de son 28e sultan, au XVIIIe siècle. L'État du Mandara avait, pendant plusieurs siècles, arrêté net l'expansion de l'Islam (Barth avait cru y trouver des Touareg), qui l'a tourné finalement par le Sud.

Au point de vue congréganiste, on rencontre surtout des *Tidjâniya* (prépondérants dans le Nord et dans tout l'Adamaoua), des *Qâdiriya* (surtout à Garoua) et quelques *Senoussiya* (dans le Nord).

A Garoua, en 1914, chaque race islamisée avait sa mosquée spéciale (5 ; *kanouri, haoussa, showa, noupé* et « forgerons »).

BIBLIOGRAPHIE. — Rodinson, *Le Mandara*, 1950.

Bulletin d'information et de documentation du Haut Commissariat (périodique).

OUBANGUI-CHARI

(Minorité musulmane)

L'Oubangui-Chari, situé entre les 5°-10° lat. nord et les 15°-25° long. est, est drainé par le Haut-Chari au nord-ouest, et l'Oubangui-Mbomou au sud-sud-est, dont les affluents divergent du nœud orographique des monts Chala. Cette région de 660.000 km², située au nord de la forêt équatoriale, des bananiers et des palmiers à huile, est une savane, brousse de lianes (caoutchouc) entrecoupée de cultures (sorghos, karité, manioc) et de « galeries forestières » le long des cours d'eau.

Il comprend 10 régions : Bangui, Berberati, Mbaïki, Bozoum, Bossangoa Ft Sibut, Bambari, Ndélé, Bangassou et Birao.

Les principales agglomérations sont : Bangui (chef-lieu) : 35.000 hab., Bangassou, Fort-Sibut, Bambari.

L'islamisation encore sporadique a commencé au XVIIIe siècle avec les razzias de marchands d'esclaves *(toddjâr, djallâb)* venus des États musulmans du nord, Dar Foûr, Dar Rounga, Ouadaï, Baguirmi, pour se procurer des serviteurs et des eunuques chez les infidèles (dits *Fertit*, *Djennakera*, *Kirdi* ou *Kreïch*). Après 1860, l'esclavagisme des marchands de Khartoum sévit à son tour dans le pays, au travers du Bahr el-Ghazal (centres : Hofrat en Nahas et Dem Ziber).

Les deux derniers grands esclavagistes qui décimèrent la population furent le mahdiste Rabâh-ibn-Fadlallah († 1900), qui dévasta le pays de 1873 à 1890, avant de passer en Baguirmi (il était affilié aux Qâdiriya), et le baguirmien Mohammad Sanoûssi-ibn-Abî-Bakr (1890-1911), 3e aguid du Dâr el Koûtî (pays vassal du Dar Rounga, ch.-l. Ndélé) ; son surnom « Sanoûssi » pourrait indiquer une affiliation au *senoussisme* du Ouadaï.

L'islamisation, plutôt en régression depuis 1911, se maintient dans 4 régions :

a) Dans la circonscription du *Haut-Koto*, chez les *Bandas* convertis par Rabah ; cependant le principal chef musulman, Saïd-Baldas, s'est enfui au Soudan égyptien ;

b) Puis, dans les deux circonscriptions du Mbomou, région dite des « sultanats » (concession à une grande compagnie), chez les *Azandés* (Niam-Niam)...

Les « sultans » Bangassou (10e chef N'sakkara † 1907 remplacé par Labassou, Rafaï (remplacé par Etman) et Zémio, à peine musulmans d'allure, ont du moins installé dans leurs chefs-lieux respectifs environ 500 commerçants musulmans, affiliés à des *chaouïas* (zaouias) de l'ordre des *Tidjaniya* (Bari, prédécesseur de Bangassou, n'admettait aucun musulman) ; il y a quelques prosélytes Azandé ; cette race, qui n'est pas sans aptitudes, est rongée par l'alcool, l'inversion et l'anthropophagie.

c) A l'est, dans la circonscription de l'Ouahm, chez les *Mandja-Baya* et *Lakas* : quelques immigrants *peuls*, et quelques commerçants *baguirmiens* ;

d) Au chef-lieu, à Bangui, il y a un noyau d'une centaine de commerçants musulmans : *peuls, baguirmiens, bornouans, haoussa.*

Le total des Musulmans de l'Oubangui-Chari, Musulmans dont l'observance se réduit à la *shahâda* et à l'onomastique, sans observance stricte des fêtes, à part chez quelques *faqîh*, n'atteint pas (en 1949) 30.000, soit 3 % de la population totale (1 million d'hab.).

BIBLIOGRAPHIE. — Pierre Prins, L'Islam et les Musulmans étrangers dans les sultanats du Haut-Oubangui, 1907 (*B. C. A. F., R. C.*).

Faqîh Ahmad, Itinéraire de Rabah (trad. ap. Gaudefroy-Demombynes, *Rabah et les Arabes du Chari*). — Plaidoyer pour l'œuvre de Râbah, par Chekib Arslan, *ap.* 'Ajjâj Noweyhid, 2e éd. de *Hâdir Al-'Âlam Al-Islâmi*, traduit de « Lothrop Stoddard », Caire, 1352 H., tome II, p. 62-64.

Modat, Une tournée en pays Fertyt, 1912 (ap. *R. C. A. F., R. C.*).

TCHAD

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — Cette région, située entre 10°-20° lat. nord et 12°-20° long. est, comprend :

a) Le Tibesti qui abrite sous ses *emi* (sommets : l'*Emi Koussi*, cratère éteint, culmine à 3.400 m (selon la détermination de Tilho, augmentant de 800 m. l'altitude évaluée par Nachtigal), dominant tout le Sahara) et dans ses *enneri* (ravins), une vingtaine de petites oasis : Tao, Yôo, Bardaï, Zoumri, Abo, Aozou, Yibi, Omi et d'abondantes ressources en eau.

Un accord intervenu le 1er janvier 1919 entre l'A. O. F. et l'A. E. F. — a, en modifiant le décret du 30 juin 1914, séparé le Tibesti de la colonie du Niger, et l'a rattaché à la colonie du Tchad.

b) Au nord-ouest, la cuvette tchadienne, c'est-à-dire : le lac Tchad, vaste flaque de 18.117 km² (non compris les îles), avec 6 m. de profondeur maximum, à 243 m. d'altitude ; son prolongement oriental, Bahr el Ghazal (ou Soro), conduisant aux « pays bas du Tchad » : à droite, le Fittri ; à gauche, le Bodélé-Djourab (210 m. d'altitude au Kiri) ;

c) A l'est et au centre, les monts du Tama, Sila et l'Aboû Telfane (1.790 m.), séparant les deux bassins, Fittri et Chari ;

d) Au sud, le bassin du Gribingui-Chari, fleuve au débit important, navigable sur 1.000 km., et de ses affluents, Aouk et Salamât à droite, Bahr Sara et Logone à gauche. Au sud-ouest, la lagune du Toubouri établit une communication intermittente entre le Logone et la Bénoué (Mayo-Kabi). La frontière entre Ouadaï et Dâr Foûr a été fixé le 8 septembre 1919 par une convention franco-britannique (cession au Dâr-Foûr du pays Guimr et du Massalit : cf. mission Grossard).

Superficie totale : 1.284.000 km².

Population totale : 2.200.000 hab. (1950), dont 700.000 environ au Ouadaï (avec Tama et Sila), 100.000 au Kanem, 100.000 au Baguirmi (dévasté par les razzias de Rabah).

Villes : Abéché (ex-capitale ouadayenne, fondée en 1842 sous le nom arabe de *Bashîra*), 20.000 hab. ; Fort-Lamy, 25.000 hab. ; Fort-Archambault.

L'ISLAMISATION. — Dès le IXe siècle, un rudiment d'État s'était fondé au *Kanem*, à Ndjimi, dont les chefs, islamisés sous Tikrammamî Houmê Djilmî (1086-97), adoptèrent, selon Maqrîzî, le rie *mâlikite*, et s'attribuèrent une généalogie yéménite.

Le Kanem, dont Barth, Blau et Nachtigal ont esquissé l'histoire, se heurta au nord aux *Zoghâwa* (du Kaouar et de l'Ennedi), à l'est aux *Boulâla* du Fittri, de rite *shâfi'ite*, qui chassèrenent les chefs kanémites à l'ouest du Tchad (xve siècle), dans le Bornou. Le Kanem redevint bientôt une dépendance du Bornou ; il est complètement islamisé.

Dans l'est, après l'hégémonie de la tribu des *Toundjour*, se fondèrent deux États islamisés, le *Ouadaï* et le *Baguirmi*.

Le *Ouadaï*, primitivement « Dar Maba », a été créé vers 1600 (en 1785, Sâlih, tête de la lignée Kodoï ; Sâboûn, 1827-37 ; Alî, 1858-74 ; Yoûsog, 1874-98 ; dernier Asîl, 1911) ; le titre du roi était : *Kolak el'Abbâsî* ; il étendait sa suzeraineté sur divers grands vassaux (*Guimr, Massalit, Dâdjo* du Sila, *Toundjour, Tâma, Rounga*). Le *Baguirmi* a eu pour principaux souverains : Dokkengé, premier roi, ou « mbang », en 1522 ; 'Abdal Rahmân Ier, islamisé en 1665 ; Aboû Sikkîn, 1858-85 ; dernier Gaouranga, 1885. Le cheïkh 'Omar Tounsy, dans son voyage du début du XIXe siècle a bien souligné les différences de tempérament entre ces deux « nations » ; mollesse de langage et de mœurs des Baguirmiens, sociabilité délibérante et batailleuse des Ouadayens, opposées à l'annexionnisme discipliné des Peuls et à l'âpreté commerciale des Bornouans.

Si les Kanémites et Bornouans depuis leur conversion ont peu travaillé pour l'expansion de l'Islam, le Ouadaï, en revanche, est devenu un grand foyer de prosélytisme ; depuis 1834, année où son futur souverain, Mohammad Chérif (1838-58), s'affilia à La Mekke à l'ordre alors naissant des *Senoussiya*.

L'islamisation du Baguirmi est très avancée ; en 1911, la statistique Derendinger constatait, dans la subdivision de Melfi, un pourcentage musulman de 53 %. Plus au sud, la proportion est plus faible ; la région de Laï *(Sara)* a résisté énergiquement à l'islamisation au temps des razzias esclavagistes.

On peut compter au Tchad, 970.000 Musulmans (1948) sur 2.200.000 hab. (1950), soit 44 %.

On rencontre au Tchad : a) *Des Berbères, Touareg* réfugiés au Borkou depuis 1902 ; des *tibbous* (quelques *Téda* du Tibesti, venus du Borkou), les *Gor'ânis* (très islamisés S. Ennedi), et les *Daza* du Kanem (croisés aux *Kanembous*) ;

b) Des *Arabes*, venus du nord : *Zouaïa* de Djaghboûb (au Borkou), *Ouled Slimân*, tripolitains (venus au Kanem en 1842) ; venus de l'Est : les *Choa* (= *Shâwiya*, pasteurs), *abbâla* et *baggâra*, du Soudan égyptien, parlant un dialecte bédouin : *Hassoûna*, au Soro, et surtout *Djoheïna*, au Salamât (*Mahâmid, Dakâkira)* ;

c) Des colonies isolées de *Peuls*, venus de l'ouest, à Melfi et à Massenïa dès le XVIe siècle ;

d) Des groupements nègres indigènes : *Ouadayens* (Maba, Kodoï, Dadjo, Ndouka) : *Lisi* (Baguirmiens, Medogo, Boulala, Kouka) ; *Sara* (Somraï, Gaberi, Mbaï). Les Sara seuls sont demeurés complètement animistes ;

e) Dans les îles du Tchad, les *Boudoumas (Yédina)* n'ont été islamisés qu'au XIXe siècle. Derendinger a signalé au Baguirmi la formation d'un groupe social nouveau, les *Yalna* (esclaves évadés).

La langue arabe est répandue presque partout.

III. — GOUVERNEMENT, ADMINISTRATION

Le territoire du Tchad est administré par un gouverneur. Il est représenté par 2 députés, 2 sénateurs et 3 conseillers de l'Union française.

Le Tchad devient, en août 1940, le centre de ralliement de la France libre et la base de départ de la Colonne Leclerc.

Il y a 9 départements et une commune mixte, Fort-Lamy (chef-lieu du territoire).

L'ancienne administration royale du Ouadaï était fort complexe (1 *djerma*, 4 *kamkalak*, 10 *aguid*, etc.) Son système d'impôts, système semi-coranique *(zakât, fitra, kharâdj* et *gabaga*), a été remanié. Chaque tribu avait un chef (tanjak) et chaque village un maire *(manjak)*.

Au Baguirmi (dès le XVIIe siècle) et au Ouadaï, il y a des *cadis, imâms* et *khatibs*, de rite *mâlikite*. Seuls, les Arabes (nomades) sont *shâfi'ites*.

Les fêtes canoniques, au Ouadaï, sont : les *'Ideïn* et l'*Id al Karâma* (= *Mawlid*), puis *Raghaïb, Mi'râdj, Qadr* et *Barâ'a*.

La première *congrégation islamique* qui apparut au Tchad, fut les *Qâdiriya*, qui ont gardé des adhérents au Ouadaï ; puis vinrent les *'Aroûsiya Salamiya*, tripolitains (Ouled Slimân) ; les *Tidjâniya*, restés prépondérants au Baguirmi et au Kanem. Enfin, les *Senoussiya*.

Les célèbres zaouïas fortifiées des *Senoussiya* dominèrent le Borkou (Gouro ; Bidadi, 'Aïn Galakka), l'Ennedi (Beskéré), le Tibesti (Bardaï, Abo et Aozou) et le Kanem (Bir Alali) jusqu'à leur destruction par les troupes françaises (1902-1915). Pendant un demi-siècle, le Ouadaï a fourni aux chefs de l'ordre le plus clair de leurs ressources : en 1901, il leur versait encore 250.000 fr. (sur un budget de 900.000). Depuis 1925, les Senoussiya se sont reconcentrés autour de Faya (Borkou) comme capitale.

La classe des lettrés *(foqara)* est restée puissante au Ouadaï : elle se recrute à Abéché et Sokoyau.

Le point de concentration traditionnel des *pèlerins* soudanais pour La Mekke est Massenïa ; de là ils gagnent Abéché, Fâcher, Khartoum. En 1909, il y avait là 3.000 pèlerins, venant en majorité d'au delà du Haoussa et du Bornou.

La *Khotba* est dite pour le sultan régnant *(imâm al tâ'a)* aux capitales du Sila, Fittri et Logone ; partout ailleurs, on prie simplement « pour le succès de la Communauté islamique ».

Le grand centre islamique au Tchad est Abéché, où une école (1946) réformiste est très fréquentée ; relations constantes avec le Soudan égyptien et le Caire. Nombreux étudiants à El-Azhar. Enseignement islamique supérieur au Kanem et à Abéché : 60 professeurs et 400 étudiants environ (1948).

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — Le pays est sahélien et saharien, en majeure partie. Riz sauvage (Ouadaï) et cultivé (Toubouri). Le mil est la base de la nourriture ; fermenté, il donne la bière, dite « mérissé », dont les

Senoussiya n'ont pu extirper l'usage au Ouadaï ; à Abéché, un contrôleur spécial, *fattâsh*, réprime l'ivrognerie. Blé dur auprès du Tchad, coton au Ouadaï et au Toubouri, indigo du Bas-Chari, dattes estimées au Borkou ; arachide ; coton (depuis 1931).

Élevage des bovidés (1.300.000 recensés) : zébu surtout (Bas-Chari) et bœuf (race blanche « kouri » des îles du Tchad ; race « mortchos », du cheval (barbe, fellata, sara), 46.000 ; de l'âne, 90.000 (« Rifaï » ouadayen) ; du chameau (92.000), de l'autruche (de moins en moins) ; de la chèvre et du mouton (3 millions).

L'INDUSTRIE. — La caste des forgerons, *Haddâd*, se rencontre dans une population spéciale, méprisée des autres, au Kanem, au Fittri, au Ouadaï et chez les Gor'ânis. Un interdit analogue pèse chez les teinturiers et les tisserands. Au Ouadaï, métiers à coton rudimentaires (à pédale) fabrication de jarres « dabanga ».

Le Tchad exporte du *sel*, dit de Dour, extrait à Aroualli (Ennedi) ; du *natron* de Folé (Kanem), mis en vente sur la rive nord de l'archipel sud du Tchad, de l'ivoire, des plumes d'autruche, du bétail, du coton et du beurre. Il importe de la kola, des articles européens.

Le vieux système des routes de commerce reliant le Ouadaï à Koufra-Benghasi, à l'Égypte (*via* Sélimé), au Rounga, au Dâr Foûr, au Kanem, fonctionne encore. L'ancienne route de portage européenne reliait Bangui à Fort-Archambault, 4.600 km. de routes classées. Le télégraphe va de Bangui à Fort-Lamy ; Fort-Lamy, Mao, Ati, Faya, Abéché, Goz Beïda ont la T. S. F. Deux aérodromes : F.-Lamy et F.-Archambault.

Il y a quelques ruines du XVIIIe siècle à Ouara (Ouadaï), l'ancienne capitale ; près du mont Toréga, où les rois étaient sacrés.

Foyer des *Senoussiya* au début du XXe siècle ; leurs zaouïas de Bardaï, d'Abo et d'Aozou en Tibesti ont été détruites en 1913 et 1915 par les troupes françaises.

Sources thermales à Soboroum.

BIBLIOGRAPHIE. — Sur les 36 mosquées de Fort-Lamy, Le Bœuf et Rodinson, *Bulletin I. F. A. N.*, 1952.

Sur le Tibesti, les travaux de Charles Le Cœur (pp. 47-79 de *Le rite et l'outil*, etc.).

CONGO BELGE

De 1865 à 1885, l'islamisation y pénétra de deux côtés, par l'est, avec les marchands d'esclaves et d'ivoire venus de Zanzibar *via* Tabora-Oudjidji, et par le nord avec les razzias égyptiennes parties du Bahr el-Ghazal.

Au nord, après l'échec des Égyptiens chez les *N'Sakkaras*, et surtout chez les *Monbouttous* (échec de Mohammed aboû Qorn, repoussé en 1867 par le chef Mounza ; une seule razzia put atteindre les Stanley Falls), il n'y a plus que quelques familles musulmanes.

Un millier à peine d'islamisés dans le Haut-Ouellé, vers *Djabbir* (du nom d'un « sultan » azandé islamisé, Djâbir).

Au Sud, les Zanzibarites, dirigés par 150 Arabes purs ('omâniens), s'étaient établis à Nyangwé (1863), communiquant par des relais, plantations fortifiées, avec deux camps retranchés avancés : l'un à l'ouest, Luzambo, sur le Lubi (au delà des *Vuakusu* du Lomami, qui résistaient) ; l'autre au nord, Baroko, au confluent de l'Arouwimi (chef, Oulédi Ougarrouwé), au delà des Stanley Falls. Là, ils se heurtèrent aux Européens. Après une trêve, durant laquelle Tippo-Tip (Ahmad-ibn-Mohammad) fut nommé *vali* des Falls (1886 † 89), il fallut 4 campagnes militaires pour réduire les centres esclavagistes des Falls (Romei, Isangi) et de la Lualaba (Riba-Riba, Nyangwé, Kasongo, Kabambara), défendus par Séfou, fils de Tippo-Tip (1890-94).

Actuellement, en Haut-Congo, il n'y a plus que deux centres islamisés : *Yakusu* (Falls), en voie d'extinction, et *Wayika* (Lualaba).

Les Musulmans qu'on rencontre à Kinchassa et Léopoldville viennent d'A. O. F.

Le total des islamisés, sur une population totale de plus de 11 millions d'hab. (dont plus de 3 millions de chrétiens) est estimé à 70.000 environ (1950). D'après le *Nouvel Atlas des Missions* (1952), la moitié des Musulmans se trouve dans la province de Baudouinville (37.000) ; le reste est surtout dans la région de Stanleyville (14.500) et dans le Ruanda-Urundi (13.800).

BIBLIOGRAPHIE. — Brode, Tippoo-Tib, London, 1907 (*R.M.M.*, II, 601).

Nouvel Atlas des Missions, 1952.

RHODÉSIA

Rhodésia du Nord (1948) : sur une population totale de 1.721.000 hab., 4.900 Musulmans, dont 3.500 vers Ndola et 1.000 vers Fort-Jameson.

Rhodésia du Sud (1946) : 500 Musulmans sur 1.764.000 hab. (*Nouvel Atlas des Missions*, 1952).

NYASSALAND

L'islamisation, commencée vers 1870 par les raids des Arabes de Zanzibar [réprimés en 1889-90 par les campagnes du capitaine Lugard (prise de Karonga)], s'est maintenue en divers centres, grâce aux colporteurs *(banians)*, notamment à Kotakota. Deux tribus se trouvent partiellement islamisées ; au nord, les aborigènes *Achewas* ou *Achipetas* (50.000), au sud, les *Yaos* (100.000).

Le ramadân est observé. Il y a des écoles coraniques, pourvues de maîtres *(muallim)* ; le *souahili* se répand. Sur 2.340.000 hab. (1950), 183.000 Musulmans, dont 100.000 dans la région de Shiré.

BIBLIOGRAPHIE. — *Al Manâr*, revue, Caire, t. XII, p. 601.

Nouvel Atlas des Missions (1952).

UNION SUD-AFRICAINE

Sur 11.418.349 hab. (dont 2.372.690 Européens), 79.000 Musulmans (recensement de 1946). En outre, 9.000 dans les dépendances (Bechuanaland, etc.). Mosquées : 23 à Capetown, 3 à Worcester, 2 à Kimberley, Durban et Maritzburg.

Ces Musulmans se répartissent entre : Asiatiques : a) *Hindous*, spécialement en Natal (25.917 surtout de Bombay, mosquée à Durban) ; il n'y en a presque pas parmi les mineurs hindous du Transvaal, sur qui les prédications de Gandhi ont jadis attiré l'attention ;

b) *Malais*, spécialement au Cap (36.472 ; tombe de Shaykh Yûsef, † 1699) ; et Africains ;

c) *Bantous* islamisés, originaires de Quilimané (Mozambique), amenés au Transvaal (16.664 à Johannesburg) pour le travail dans les mines ;

d) Quelques *Zoulous*, à Durban.

Dans les villes, la ségrégation des Asiatiques exclus de l'électorat et parqués dans des quartiers spéciaux, a été rendue obligatoire par le général Smuts et aggravée par le régime du D[r] Malan (depuis 1950).

PRESSE : voir *Section B :* Capetown, Durban.

BIBLIOGRAPHIE. — Zwemer, ap. *Moslem World*, 1925 (octobre).

Chiffres d'après le recensement de 1946 (*Statesmans Yearbook* de 1950).

MOZAMBIQUE

Il n'existe pas encore de statistique de l'islamisation pour la colonie portugaise du Mozambique (771.125 km², 5.085.630 hab., 1940).

Dès 1140, Dâwoûd II, prince de Kiloua, avait occupé Sofala, et exploitait les mines d'or de Zimbabwé et du Manica. Au XVIe siècle, un rudiment d'état musulman, le *Shikanga*, s'était fondé près du Manica ; les Portugais le détruisirent en 1569. Le grand État voisin du *Benomotapa* de Senna (XVe-XVIIIe siècle) paraît être demeuré animiste. De même les chefs du *Gaza* (XIXe s.).

Depuis, les cafres de l'intérieur *(Makouas, Mondjos, Muzimbos)* n'ont pas eu de contact direct avec l'Islam.

Les principales agglomérations musulmanes du Mozambique seraient sur la côte vers Sofala, Quilimane, centre de diffusion islamique important : et au nord, le long de la Rovouma (triangle de *Kionga*, restitué par l'Allemagne en 1919), sur la route des esclavagistes remontant jusqu'au sud du Nyassaland. Le total, y compris les immigrants *arabes* et *hindous* du littoral, peut être évalué hypothétiquement à 252.000 (5 % de la population totale).

Les Musulmans sunnites comoriens sont concentrés (2.000 env.) sur la côte, à Lourenço Marquès (2 mosquées) et à Mozambique (une mosquée). Ils ont un cadi particulier (Seyid Abdessamad Alawy, † 1948).

Les Musulmans indiens et mauriciens immigrés également sur la côte, ont non seulement assimilé les hindouistes « intouchables » venus avec eux, mais ont converti depuis cinquante ans environ, 20.000 indigènes et métis : à l'ismaélisme, plutôt qu'au sunnisme.

Il y a ainsi de nombreux cryptomusulmans parmi les ouvriers du Mozambique recrutés pour les mines du Witwatersrand conformément aux conventions africano-mozambiques (1909, 1928, 1934 et 1940, 2 mai) qui livrent au travail forcé, en zone sudafricaine britannique, 100.000 travailleurs nègres pour les mines (sans parler des travailleurs agricoles).

Au passage de la « procession » de la Madone portugaise de N.-D. de Fatima par Lourenço Marquès, on a noté des symbioses dévotionnelles islamo-chrétiennes (cf. à Porto-Novo, Dahomey) féminines.

Les Musulmans sunnites égyptiens établis au Cap ont entamé un travail missionnaire à Lourenço Marquès.

MADAGASCAR

(Minorité musulmane)

La colonie française de Madagascar comprend l'île de ce nom (déformation de la pseudo-île de *Mogadiscio* signalée par Marco Polo), avec ses dépendances, les Comores étant autonomes depuis 1947 : 590.000 km² avec 4.350.700 hab. (1950).

Administrée dans l'ensemble par un haut-commissaire (les Comores ont un administrateur supérieur), résidant à Tananarive, elle se divise en 5 provinces. Sur 4.350.700 hab., le nombre d'islamisés varie de 40.000 à 846.000 fidèles, selon les estimations ; 200.000 pourrait être un chiffre convenable (Comores exclues).

Voici la répartition par races (1950) :

Sont *animistes* ou *christianisées* : Hovas (sumatranais *wâqwâq* venus vers 950 de notre ère), 933.100 ; Betsiléo, 530.000 ; Betsimisaraka, 638.800 ; Mahafaly, 212.000 ; Bara, 201.000 ; Tanala, 198.000 ; Antandroy, 257.000 ; Antanosy, 51.764 ; Sihanaka, 40.000, et Makouas (nègres d'Afrique orientale).

Comme races *islamisées*, nous avons 3 groupes : *a)* Au nord, les *Comoriens* (168.890 en 1950), tous fervents Musulmans, avec leurs clients semi-convertis, de la côte, *Antankaras* (18.578 ; Ambilobé, Diégo) et *Tsimihety* (78.913 ; Analalava, Vohémar) ; 40 à 50.000 Comoriens sur la côte ouest ;

b) Au nord-ouest et à l'ouest, les *Sakalaves* (278.600, théoriquement Musulmans : Morondava, Tuléar, Majunga, Analalava, Maevatanana, Nosybé, Ambilobé) ;

c) A l'extrême sud-est, les *Antaimoro* (52.000), *Antambahoaka* (24.000 : ex-ismaëliens), *Antaifasy* (46.000) et *Antaisaka* (266.600) dans les provinces de Farafangana, Mananjary, Fort-Dauphin et Betroka.

A) *Comores*

Aux îles Comores (*Qomr*, nom de Madagascar chez Ibn Mâdjid), la totalité de la population est musulmane, de rite *shâfi'ite* ; la langue générale est le *souahili*. Les habitants, de race et de dialectes bantous *(Antalotes)*, influencés par les métis arabes *souahilis*, croisés de Cafres *(Makouas)* et de Malgaches, ont été islamisés dès le IXe siècle par les trafiquants venant du golfe Persique jusqu'à la côte orientale d'Afrique. Au XIe siècle, les émirs de Kiloua s'emparent d'Angazija, et en expulsent

des chefs arabes qui s'installent à Mzamburu (Mayotte) jusqu'à l'irruption de Dîva Mamé, chef sakalave du Bouéni (XVIe siècle).

Du XVIe au XXe siècle, les Comores sont restées fractionnées en sultanats :

a) *Sultans thibé* (sultans suprêmes) d'*Angazija* (le nom de l'île s'écrit en arabe : Ghazidja), résidant à Moroni, où la congrégation des *shâdhiliya* a un couvent important pour ses « dhikr » ; on trouve aussi à Angazija les ruines fortifiées de Mtsudjini et Itsandra, bâties par le sultan Msafoumou. Le dernier sultan thibé, Seyyîd 'Alî-ibn-Seyyîd 'Omar (1881), protégé français depuis 1885 (traité Humblot), est resté célèbre pour ses tribulations administratives ;

b) *Sultans d'Anjouan*, de la dynastie shirâzienne, fondée en 1506 par Mohammad-ibn-'Isâ ; capitale Mossamoudou. Ils ont construit aussi la mosquée ancienne de Domoni (mihrab en corail blanc) et le palais (du sultan 'Abdallah III) à Bambao ; cf. Paul Guy, le *Saint des Comores*, Saïd M.-b. Ma'rûf, Tananarive, 1949 ;

c) *Sultans* de *Mayotte* (Ma'yâta, Ma-houri), descendant d''Isâ-ibn Mohammad (1544), fils du premier sultan shîrâzien d'Anjouan ; capitale Chingoni (avec mosquée datant de 1566, et mausolée de faïence bleue de Magoïna Amina † 1596). Après une courte dynastie arabe (1790-1833), Andriansouli, du Bouéni, gendre et héritier du dernier sultan, céda l'île à la France (ch.-l. Dzaoudzi) ;

d) *Sultans* de *Mohéli*, également shirâziens, auxquels succéda depuis 1830 la descendance d'un exilé hova converti à l'Islam, Ramanetaka. Le chef-lieu est Fomboni (palais en ruines des sultanes Djoubé Fatima (1865) et Salima Mashamba).

Sur 2.170 km² et 168.890 hab., les 4 îles principales (1950) avaient (1937) : Angazija ou Grande-Comore (1.150 km², 65.118 hab.) ; Anjouan (359 km², 37.504 hab.) ; Mayotte (375 km², 15.800 hab.) et Mohéli (290 km², 5.965 hab.).

La principauté semi-islamisée d'*Androuna* gouverna les Antankaras, sur la côte en face des Comores, du XVIe siècle au XIXe siècle (dernier : Tsimiharo, 1835-82).

Dans l'archipel, il y avait (1937) : 670 mosquées et 600 écoles coraniques avec 8.500 élèves. En 1939 : à Angazija 1 grand cadi et 12 cadis. Le décret du 1-6-1939 officialise le manuel shâfi'ite *Minhâj al Tâlibîn* de Nawawî (Paul Guy) ; quelques ismaëliens.

Congrégations : *Shâdhiliya* (Moroni), *Qâdiriya* (Anjouan) et *Naqshabandiya* (Anjouan). — En tout 670 mosquées, dont la « Chiounda » (mystérieuse) à Angazija.

B) *Sakalaves*

L'islamisation des Sakalaves s'est produite par le nord et par le sud.

Au nord, depuis le XVIe siècle par le petit sultanat arabe *Antalaots* de Nosy Langany (« Languni », selon Guillain) en Mahajamba, près Majunga. Cette islamisation est restée très faible : des deux mosquées de Majunga, l'une, sunnite, est pour les Zanzibaris (« Bibis ») et Comoriens, l'autre, shi'ite, pour les Hindous, non pour les Sakalaves. Il y aurait des tombes musulmanes anciennes intéressantes près de Nosy-Longany.

Au sud, des chefs musulmans *Antaisaka*, venus de l'est par la vallée d'Itomampy-Onilahy, ont groupé les Sakalaves païens en 3 États *voulamènes* : Marouséranes du Ménabé (depuis le XVIe siècle), du Bouéni (depuis 1682) et du Namila (depuis 1792). Ils ont été étudiés, il y a près d'un siècle, par Guillain.

Les Sakalaves fêtent le ramadân, mais sans jeûner ; ils admettent le rhum ; ils ont le calendrier arabe des *anwâ* (mansions lunaires) et leur géomancie *(sikidy)* dérive des ouvrages arabes du pseudo-Dja'far et de Mohammad Zanâtî. Ils parlent le *souahili* en beaucoup de points de la côte.

C) *Musulmans du sud-est*

Ce curieux îlot musulman se rattacherait à l'immigration par mer, *vers* 1480, de familles malaises arabisées, revenant de La Mekke (Zafi-Kazimambu de Flacourt). A moins qu'il faille se fier à l'unique date, de trois siècles antérieure, contenue dans le curieux manuscrit de Hasani, édité et traduit par G. Julien, qui célèbre un certain 'Ali Waziri, fils de Ramakararubé (arrivé là *dès* 542-1147, rival heureux d'un « mohâdjir », Hamâdi), et chef de familles arabisées plutôt comoriennes. En tout cas elles s'installèrent à Mananjary et à Vatomasina, sur la rivière Matitanana (au nord de Vohipeno). Leurs descendants, « Antaimorona » et « Antambahoaka » ont toujours conservé depuis, des traductions malgaches (de textes islamiques) en caractères arabes :

Le *Sorabé* (« grande écriture »), confié à la famille alide (?) des Anakaras, comprend des *ahzâb* du Qor'ân, amalgamés avec des traditions historiques et des données de divination (voir les 9 mss. « madécasses », de la Bibl. Nat. de Paris) ; le papier en était fabriqué au vol d'Ambouli. Ils possèdent aussi des ouvrages arabes de médecine et d'astrologie ; leurs sorciers (= *ombiasy*) ont fourni aux Hovas leurs *sampy* (fétiches) au XVIe siècle ; les rois hovas, jusqu'au XIXe siècle, avaient pour secrétaires des Antaimorona.

Leur islamisation, sans être complète, est assez profonde (prières, sépultures, angélologie ; ils admettent le rhum). On avait pensé trouver certains rites *qarmates* chez les *Onjatsyi* tribu de pur type arabe, mais Ferrand a montré l'invraisemblance de cette hypothèse.

Commerçants et cultivateurs paisibles au temps de la pacification du sud de l'île (Lyautey, 1901-02), ils se sont révoltés un instant en 1905, à Farafangana et à Fort-Dauphin.

La question musulmane ne se pose actuellement, pour Madagascar, qu'aux Comores. Cependant l'Islam, qui s'éteint au sud-est, progresse sur la côte ouest. Le développement social des non-Musulmans (*Hovas, Betsiléo*) est pourtant très supérieur à celui des islamisés ; et les progrès de la christianisation de Madagascar ne se heurtent à l'Islam qu'au nord-ouest. L'Islam arabe n'a guère fourni, jusqu'ici, aux Malgaches, que leurs deux essais d'alphabet (*souahili* au nord-ouest, *antaimoro* au sud-est), les noms des mois lunaires (signes du zodiaque) et ceux des jours de la semaine.

Les *Ahmadiya* de Maurice et les *Ismaëliens* de Zanzibar ont fait en 1924-1925 plusieurs tentatives de prosélytisme islamique, à Tananarive et ailleurs. Il y a en effet (1944) environ 10.000 Musulmans indiens (dont 9.000 *ismaëliens*) immigrés dans les ports, Majunga, Marovoey, Tuléar, Tamatave, et à Tananarive.

PRESSE. — Voir *Section B* : Tananarive.

BIBLIOGRAPHIE. — *Annuaire général de Madagascar et dépendances*, Tananarive, 1920-21, 2 vol. — Depuis les ouvrages de Ferrand, l'Islam malgache n'a pas été l'objet d'un travail d'ensemble (voir ses notes ap. Le Kouen Louen et les anciennes navigations interocéaniques dans les mers du Sud, *J. A. P.*, XIII-XIV, 1919 ; et L'Empire sumatranais de Çrîvijâya, *Ibid.*, XX, 1922).

Gautier et Froidevaux (1907), puis Mondain (1910) avaient étudié l'histoire des Antaimoros d'après les mss madécasses ; G. Julien en a publié un nouveau, la légende de Hasani, ap. Pages arabico-matécasse (*Annales de Sc. col.*, t. III, 1929, pp. 1-124 avec 32 planches).

G. Waterlot, Stèles arabes d'Anorotsangana, 1924 (*R. M. M.*, t. LVIII). Beaulieu, ap. *M.W.*, 1929, 208.

Bulletin de statistique générale, Tananarive, 1949. Renseignements 1937 communiqués par M. J. Manicacci ; 1949, par M. Paul Guy.

RÉUNION

Au recensement de 1941, sur 220.955 hab., l'île de la Réunion comptait 3.853 Chinois, 1.404 Indiens, 572 Malgaches et 113 Africains. Si la proportion de 2 % n'a pas changé, les Musulmans (indiens et africains) pourraient être 4 à 5.000, soit 2 % au plus. Deux mosquées (Saint-Denis, Saint-Pierre) ; une société musulmane de bienfaisance.

MAURITIUS (MAURICE, ILE DE FRANCE)

Sur 476.000 hab. (estim. 1950) : 64.000 Musulmans, soit 13 %. Il est à noter que ces Musulmans représentent plus du 1/5 de l'immigration hindoue (290.000).

L'Islam mauricien est fort actif : il y a entre 28 et 42 mosquées, dont la mosquée-cathédrale de Port-Louis, qui fut disputée devant la Cour suprême entre *sunnites* stricts (« Surties » = de Surate), *sunnites* mixtes (« Memans » de Kutch), proto-ismaéliens (Bôhoras) et néo-ismaéliens (Khodjas), ahmadiya (600). Les « Memans » forment une élite mercantile. Il y a 2 écoles islamiques subventionnées, avec 2.200 élèves, un hebdomadaire en langue française *La Revue islamique* (M. Nooroya, directeur), et une société de bienfaisance intermusulmane (*Nosrat al Moslimîn* ; cf. Dr Hassan Sakir, *Ikhwat*). Les fêtes canoniques, surtout l''Ashoûrâ (dite « fête des Ghoons ») sont célébrées solennellement.

PRESSE. — Voir *Section C* : Port-Louis, Rose-Hill.

BIBLIOGRAPHIE. — R. Gassita, ap. *R.M.M.*, 1912, t. XXI, *Muslim Review* de Lucknow, 1928, p. 60.

Islamic Review, numéro de mars 1950.

SEYCHELLES

Sur 36.000 hab. (1950), 3.000 Musulmans (?), d'origine *souahili*, dont la famille Hâdi Madjid (îles Coetivy).

ZANZIBAR (UNGUJA)

I. — PEUPLEMENT

Le protectorat britannique de Zanzibar comprend, depuis 1890, les deux îles de Zanzibar (1.660 km²) et de Pemba (980 km²), soit 2.640 km², avec 264.162 hab. (1948), tous Musulmans, dont 149.575 pour Zanzibar, et 114.587 hab. pour Pemba. La ville de Zanzibar a 45.284 hab.

Le climat dépend de 3 vents réguliers : mousson nord-est (déc.-mars) dite *tsakâzî*, mousson sud-ouest (après mars : *kîzî*) et vent d'ouest *(matehai)*.

L'ISLAMISATION :

Zanzibar, aux animistes jusqu'au XIVe siècle, puis aux Portugais (1505-1698), devint au XVIIIe siècle, un des points d'appui de la flotte musulmane 'omânienne (chefs *Mazroui*, 1746-88 ; jusqu'en 1822 à Pemba) ; Seyyid Sa'îd (1804 † 1856), d'Omân, en fit sa capitale en 1832. A sa mort, Zanzibar, devint autonome (avec tribut), sous Seyyid Madjîd (1853-76), Seyyid Bargash (1876-87) et leurs successeurs.

La mosquée de Musgu (Pemba) porte une inscription de 816-1414.

II. — GOUVERNEMENT

Actuellement le sultan est Seyyid Khalîfa-ibn Hârib-b. Thoweïni-b. Sa'îd, né à Mascate en 1879 (1911). L'héritier est son fils 'Abdallah. Depuis 1891, le résident britannique fait fonctions de premier ministre (il passe en 1913 du Foreign-Office au Colonial-Office avec titre de gouverneur). Depuis 1926, il y a un *conseil exécutif* (présidé par le sultan) et un *conseil législatif* (présidé par le résident), dont 8 membres sont élus : 3 Arabes, 2 Indiens, 2 Africains et 1 Européen.

Dès 1873, c'était le gouvernement britannique qui versait à l''Omân le tribut annuel dû par le sultan de Zanzibar et Sir John Kirk, le consul général pendant plus de vingt-cinq ans, exerça une influence prédominante : sous ss. Bargash (1876-87), Khalîfa-b. Sa'îd († 1890), 'Alî-b. Sa'îd († 1893). Hâmid-b. Thoweïni († 1896), Hammoûd-b. M-b Sa'îd († 1902) et 'Alî-b. Hammoûd (abdique 1911. † Paris, déc. 1918).

Les douanes côtières continentales de l'Afrique orientale, du 3° lat. nord au 10° 42' lat. sud ont été affermées par le sultan, respectivement, aux puissances européennes installées là.

III. — ADMINISTRATION

Il y a dans chaque village : un maire élu *(shîha)*, un inspecteur des tombes vénérées *(mowâfi fiyâfi)*, un *faqîh* (mosquée) et un *mo'allim* (école coranique).

ADMINISTRATION CULTUELLE. — La justice (entre Zanzibarites) est rendue par la « cour sultanienne », composée de deux fonctionnaires britanniques et de deux *cadis* arabes, l'un *ibâdite*, l'autre *shâfi'ite*.

Il y a environ (chiffres 1929) 6.000 *ibâdites* (rite *Khâridjite* de l'Omân), Arabes 'omâniens, des grandes familles propriétaires du sol (sultan compris) et des plantations de girofliers, 184.000 *shâfi'ites*, négociants arabes (4.000) et autres, et surtout métis *souahilis*, et environ 5.000 *ismaëliens* (Khôdjas) venus de l'Inde (sur les 10.000 négociants hindous). Il y a des mosquées spéciales pour chaque confession.

La colonie *ismaëlienne*, fort riche, est administrée par un Conseil, suivant une coutume qui a été imprimée à Zanzibar même.

Il y a une colonie de *Persans mazdéens* (qui a conservé le calendrier pehlevi).

On trouve à Pemba des survivances des initiations animistes (danses magiques des *Kibwengu* avec tambours : *tutu, rewa, vumi, chapuo, msondo, mshinda* et flûte *kayamba* ; évocation des mânes, *kisimo*, et des démons, *alboûboû*.

Les écoles indigènes (pour Zanzibarites, pour Hindous) avaient 9.000 élèves en 1950, dont 700 filles. Hôpital musulman à Pemba.

Zanzibar est le centre intellectuel de la langue *souahili*, dont le dialecte le plus évolué y est le *Kiunguja* (ex. *Kingozi*) : auprès de lui, on trouve le *Kihadîmo* (sud-est Zanzibar), le *Kipemba* (Pemba), le *Kitimbato* ou *shirazi* (Timbato), le *Kikale* (sud-ouest Zanzibar) et le *Kimundi* (langue des sorciers).

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

Zanzibar est le centre mondial de la culture du *clou de girofle* (se vend par *frasila* = 15 kg. 8) : 4 millions de girofliers donnant 10.000 t. de production annuelle moyenne. Il exporte également des noix de coco, du coprah.

INDUSTRIES LOCALES : poteries, savons, huiles, bijoux, nattes, bois sculptés, vêtements *(tawâqi)*.

Importations : 3.879.344 £ (1950) ; exportations : 5.069.000 £ (1950), surtout (3/5) clous de girofle (16.700 t. en 1950).

Zanzibar, un des meilleurs ports de la côte orientale, commerce surtout avec Aden, avec l'Inde et avec Durban.

L'étalon monétaire était la roupie hindoue avec des pièces de billon locales *(sayyidié)*. Depuis 1936, c'est le shilling de l'Est africain.

BIBLIOGRAPHIE. — Craster, *Pemba*, Londres, 1913.

Karstedt, ap. *Die Welt des Islams*, 1914 (II, 71).

Djamâlî, ap. journal *Siyâsa*, Caire (4-8-1924 sq.).

Ingrams, The dialects of the Zanzibar Sultanate (*B. S. O.*, London, 1924, p. 533 sq.).

Laws and by-laws of the Shia Imami Ismailia Council, Sansibar (en anglais et en gujrati).

Annual report on Zanzibar, 1948.

A Guide to Zanzibar, 1949.

TANGANYIKA

Le Tanganyika (nom officiel depuis le 22 juillet 1920) représente l'ancienne *Ostafrika* allemande (1890-1918), passée sous mandat (puis, depuis 1946, tutelle ou *trusteeship*) britannique, sauf le Rouanda (centre et ouest) et l'Ouroundi, passés sous mandat belge. Soient 945.000 km² et 7.412.328 hab. (recens. 1948). Capitale : Dar-es-Salaam (70.000 hab. environ en 1948).

Elle se divise en 22 districts : Ujiji, Ruanda oriental, Bukoba, Mwanza, Arusha, Tabora, Kondoa, Irangi, Usambara, Tenga, Pangani, Bayamoyo, Dar es Salaam Rufiji, Kilwa, Lindi, Morogoro, Duduma, Ufipa, Rungwa, Iringa, Mabenge, Songea.

L'islamisation a commencé avec le commerce maritime 'omânien (esclaves et ivoire pour la Mésopotamie) dès le IXe siècle.

Au Xe siècle, il prit comme point d'appui l'îlot fortifié de Kilwa (la chronique de ses cheïkh, depuis 'Alî-ibn Hasan, en 940, jusqu'à Ibrahim, en 1508, a été étudiée par Guillain), conquis par les Portugais.

Au déclin de la puissance portugaise (XVIIe siècle), l'îlot de Zanzibar reprit le rôle de celui de Kilwa (voir *Zanzibar*). Les traitants arabes, débarquant à Bagamoyo, fondèrent Kazeh (Tabora) vers 1860, en Ounyayembé, et atteignirent Oudjidji sur le Tanganyika. Au nord, leur progression fut arrêtée net par les grands états animistes (chefs bantous vouahoumas du *Rouanda*, *Ouzinza*, *Bukoba*, *Kitwara-Nkolé*, *Ankori*, *Karagwé*, *Ouganda* et *Ounyoro*, dont les listes royales permettent de remonter jusqu'au XIVe siècle ; on a commencé l'étude des sociétés initiatiques, notamment des *Imandwa* au Rouanda.

Le *souahili*, durant l'occupation allemande (1890-1918) fut la langue administrative officielle (sauf en Rouanda).

Les sultans de Zanzibar avaient réparti les villages (chefs : *jumbe*) sous l'autorité d'*'aqîd* ou commandants militaires musulmans, de race *arabe* ou *souahili* (appelés *liwalis* dans les ports). Le gouvernement allemand avait appliqué ce principe à tout le pays, sauf au Rouanda, Boukoba et Ouroundi, gouvernés par des « sultans » animistes indigènes.

L'administration britannique élimine petit à petit les *'aqîd* immigrés (Musulmans) au profit des indigènes (animistes).

Les Musulmans sont de rite *shâfi'ite* (sauf quelques *ibâdites* 'omâniens et 30.000 *ismaëliens* hindous).

Les districts islamisés sont sur la côte : *Dar es Salaam* (13,4 %), *Bagamoyo* Sadani, Usigua), *Pangani*, *Tanga*, île Mafia, villes de Kilwa et Lindi. A l'intérieur l'Islam s'est infiltré en *Usambara* (Mlala, en 1891), *Schinjanga*, *Ujiji*, *Ufipa*, *Usagara* (Mpapua) et *Morogoro* (Khutu). Près du lac Tanganyika, il y aurait, chez les *Warangi*, 45.000 Musulmans.

A Dar es Salâm, Becker a noté 8 mosquées : 3 *sunnites shâfi'ites* (1 aux Comoriens), 2 *néo-ismaëliennes (Khôdjas)*, 2 *proto-ismaëliennes (Bôhoras)*, 1 ibâdite. A Tabora, où, sur 30.000 habitants, 20.000 sont musulmans, il y a 4 mosquées (arabes, khodja, souahili).

Le nombre des islamisés, en Tanganyika, varie selon les estimations. La plus récente, celle du *Nouvel Atlas des Missions* (1952) donne plus de 1 million de Musulmans, la plupart dans les districts de Dar-es-Salaam (340.000), Ndanda (200.0000), Kilimandjaro (126.000), Bagamayo (100.700), Mbalu (90.000) et Tabora (60.000) ; 35 écoles primaires ismaëliennes et 2 écoles secondaires (fondation *Agha Khân*, à Dar-es-Salaam.

BIBLIOGRAPHIE. — Klamroth, *Der Islam in Deutsch Ostafrika*, Berlin, 1912.

Schippel, ap. *Die Welt des Islams*, juin 1914, p. 6-10, 72.

Nouvel Atlas des Missions (1952).

Dawn, de Karâchi, n° 54, du 8-6-51.

Statesman's Year-Book, 1951.

OUGANDA

Le protectorat britannique de l'Ouganda comprend 282.600 km², avec près de 5 millions d'hab. (recensement 1948).

Il se divise en 4 circonscriptions administratives : est, ouest, nord et Buganda.

L'islamisation a commencé en 1852 avec l'organisation, sous le 34e roi (ou « kabaka ») Souna (1833-60) d'une caravane annuelle zanzibarite, entre Tabora et Roubaga, la capitale. Le roi Mtéça (1860-84), chef éminent, momentanément converti à l'Islam par Moulaï-ibn-Sélim, en avait fait la religion d'État (1880). Sous son successeur Mwanga (1884-97 ; † 1903 en exil aux Seychelles), à demi-chrétien, l'Islam gagna et entra en conflit avec les confessions chrétiennes (protestantisme depuis 1877, catholicisme depuis 1879), s'emparant un moment du pouvoir avec l'usurpateur Karéma (1888-90). Les accords de 1892-93 partagèrent les communes *(byalo)* de l'Ouganda proprement dit en sphères d'influences confessionnelles : provinces du Buddu, Sésé, Mowokota (avec Lwekula, Mwanika), aux catholiques, et tout le reste (Kyagwé, etc.) aux protestants, sauf les 3 provinces de *Gamba* (au Kitanzi), *Mweba* (au Kasuju), et *Bweya* (au Katambala), aux Musulmans. Depuis, les Musulmans ont été réduits à une seule province (Butanbala). En outre, certains postes à la Cour et dans les *lukiko* (conseils) ont eu des titulaires musulmans.

Il n'y aurait plus qu'environ 154.000 noirs ou métis islamisés en Ouganda (contre 1.700.000 chrétiens), répartis entre le Nil supérieur (60.000) ou équatorial (22.000), la région de Mbarara (40.000), celles de Kampala (13.000), Masaka (12.600) et Ruwenzori (7.600).

Un certain nombre (inconnu) d'Indiens (il y a 30.000 « asiatiques » en Ouganda) sont également musulmans.

Au total, près de 3 % seulement de la population est musulmane.

BIBLIOGRAPHIE. — J. Roscoe, *The Bakitara or Bangoro*, Mackie Ethnol. Exp., 1923.

Nouvel Atlas des Missions (1952).

KENYA

La colonie britannique du Kenya, nom donné le 13 juillet 1920, à l'I. B. E. A. (Imp. Brit. East. Africa Co), est situé entre le Tanganyika (fleuve Ouda), au sud, la Somalie italienne (fleuve Giuba) au nord-est, l'Ouganda (ouest) et l'Éthiopie (nord). Une bande côtière, cédée en 1895 par le sultan de Zanzibar, constitue un protectorat.

Elle se divise en 5 provinces : Côte (Mombasa), Centre (Nyeri), Rift Valley (Nakuru), Nyanza (Kisumu) et Nord (Isiolo) ; plus le district des Massaï.

La capitale est Nairobi (61.300 hab. en 1947) ; Mombassa (57.000).

Les ordonnances du gouverneur sont enregistrées depuis 1906 par un *Conseil* législatif comprenant (1952) parmi ses membres élus, 14 représentants *européens* (pour 29.687 colons), 6 *Indiens* (pour 97.687), et 1 *Arabe* (pour 24.174 colons). En juillet 1923, après une vive campagne soutenue par le Gouvernement des Indes, les Indiens (musulmans et hindouistes) ont obtenu 5 (puis 6, en 1952) représentants élus (dont 2 pour les Musulmans) selon un système collectif (par commune), mais leur immigration a été limitée « dans l'intérêt des indigènes », et leur ségrégation, par quartiers spéciaux, dans les villes, édictée.

En 1952-53, mouvement nationaliste des Kikuyu, loués comme travailleurs agricoles sur les terres de colonisation ; l'insécurité due aux terroristes Mau-Mau oblige les Britanniques à un grand déploiement de forces.

L'islamisation a commencé sur la côte, dite des *Zandj*, dès 860, par des 'Omâniens venant recruter, *via* Mogadiscio, de la main-d'œuvre servile pour la Mésopotamie.

Au XIe siècle, l'islamisation a pour centre la factorerie fortifiée de Quittau, au nord de Malindi. Mombassa, fondée au XIVe siècle par des marchands de Shîrâz, passa au XVIe siècle aux sheïkh de Malindi, puis en 1652 à des gouverneurs souahilis vassaux de l'Omân (dynastie *Mzara* 1720-1837, dont on voit les tombeaux à Mombassa) jusqu'à son rattachement direct à Zanzibar. L'*Egypte*, qui occupe à la fin du XVe siècle le Tanaland (Oja, Lamo, Patta) et le *Portugal* (entre 1504 et 1692) ont été momentanément suzerains de Mombassa. De 1203 à 1893, il y eut, dans l'île de Patta des chefs musulmans d'abord arabes beni Nabhân, puis *souahilis*, de race bantoue (Ier Bouana Mkoou, 1539-1565, dernier Foumo 'Omari). La région côtière a été affermée pour cinquante ans à la Grande-Bretagne par le sultan de Zanzibar en 1888-1889.

Les régions islamisées sont de rite *shâfi'ite*. Elles comprennent :

a) Les côtes, *sawâhil*, dont la population bantoue, *Souahili*, d'abord hostile aux Arabes (résistance des chefs de Changa contre Kilwa), s'est profondément islamisée depuis le XIVe siècle ; elle est maintenant un instrument puissant d'apos-

tolat islamique chez les autres Bantous restés animistes ; notamment par sa littérature, toute pénétrée de thèmes arabes. Elle a été étudiée par Krapf, Steere, Madon, Stigand, Sacleux, Büttner et Miss Werner ;

b) A l'intérieur, ce sont les *Massai*, longtemps rebelles à l'Islam, mais dont l'islamisation semble se déclencher (45.000 en 1919 : parqués en « réserve ») ;

c) Dans le Nord, les *Somalis*, fervents musulmans, et les *Gallas*, assez nettement islamisés progressent, leurs migrations se dirigeant vers le sud-ouest. Il y a des Somalis *dolbohanta*, musulmans de l'ordre des Qâdiriya, jusqu'en Ukamba (Nairobi).

La statistique confessionnelle du Kenya n'est pas encore faite. Sur 5.373.078 hab. (1948), plus de 1.000.000 seraient en voie d'islamisation (20 %). En effet, le *Nouvel Atlas des Missions* (1951) ne donne que 304.450 Musulmans (dont 300.000 sur la côte) ; or, « l'Islam a fait de grands progrès sur la côte » (*Statesman's Year-Book*, 1952, p. 296).

BIBLIOGRAPHIE. — A. Werner, Bantu coast tribes of the East Africa Protectorate, ap. *Journ. Anthrop. Inst.*, t. XLV, 1915.

Dr. Norman Leys, *Kenya*, London, 1925, p. 256-268.

Hilton Young, *Report of the Commission on closer union of the dependencies in Eastern and Central Africa*, Londres, 1929 (sur les principes et méthodes de gouvernement).

Heepe, *Suaheli-Chronik von Pate* (= Patta), *M.S.O.S.*, 1928, XXXI, 3, pp. 145-192 et I-XXVII.

EX-SOMALIA ITALIANA

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — L'ex-Somalia Italiana occupe l'angle oriental de l'Afrique, aux confins de l'Éthiopie entre la Somaliland et le Kenya britanniques ; des 0°-12° lat. nord au 40°-49° long. est.

357.000 à 490.000 ou 506.000 km² (y compris le *Djubaland* cédé par l'Angleterre, en 1924) de steppe, tantôt sahélienne, tantôt semi-désertique, traversée par deux grands fleuves, le Giuba et le Schebeli. Très nombreuses sources, provenant des drainages souterrains des pentes du plateau central abyssin et permettant des cultures étendues.

Population totale : estimée, depuis 1931, à environ 1 million d'hab. avec 20 % de marge d'erreur, selon l'admin. brit. en 1947), tous musulmans ; et 4.500 Italiens (1950).

Ville : Mogadiscio (*Maqdishu*, 70.000 hab., dont 3.500 Italiens), port et capitale.

L'ISLAMISATION.

L'islamisation de la côte du Bénadir, due au commerce avec l'Oman, commence vers 860, avec la fondation de Mogadiscio par des Arabes de l'Ahsâ ; prospère sous des cheiks *Mozaffari* (mosquées avec textes épigraphiques du XIIIe siècle) — appauvrie par la domination des cheikhs somali *Abgal* (de clan Hawiya, XVIe siècle) — elle passe au XIXe siècle sous l'autorité des 'Omâniens de Zanzibar. Près de Merca il y eut, de 1650 à 1850, des cheïkhs *Bîmal* (clan *Hawiya*). A Guélédi, du XVIe au XIXe siècle, des cheïkhs *Beni Guébroûn* (clan *Rahanouin*). A *Logh*, enfin, un petit sultanat.

Le sultanat de *Migiurtini* a été fondé vers 1420, d'après Guillain ; vers 1620 le 17e sultan Mahmoûd Ier fit un partage entre ses 3 fils, l'aîné gardant le Nord avec le titre de sultan. Il y avait traité d'alliance entre eux et les princes de Makalla (Hadramôt).

Les Somalis, encore semi-nomades, se déplacent vers l'ouest-sud-ouest depuis cinquante ans.

On trouve, dit Puccioni, en Somalie italienne : *a)* Les 3 groupes de la race *somali* (énumérées ici dans l'ordre de succession de leurs suprématies politiques) : *Hauia*, *Sab* et *Heggi*. Les *Hauia*, subdivisés en *Agiutan*, *Gudundab* et *Darandoli* : ce dernier élément a donné naissance aux *Abgal* de Mogadiscio. Les *Sab* (estim. 1947 : 292.000 hab.) divisés en *Dighil* et *Rahanuin*, dominent aux environs de Logh.

Enfin les *Heggi* sont divisés en *Dir* et *Darod* ; les *Dir* ont donné naissance aux *Haber Aual, Bimal* et *Gadabursi* ; les *Darod* aux *Issa, Migiurtini, Ogadèn* (*Herti* et *Merëhan*, allant jusqu'en Oltre Giuba, depuis 1850), et *Lulbahanti* ;

b) Des *Souahilis*, en bas Giuba ; des « parias » de race bantou (estim. 1947 : 17.000 hab.) : *Tumal* (forgerons), *Midgan, Giber* ;

c) Des colons *arabes* (25.000 en 1947) et *persans* (1.000 : îles Bagiuni) sur la côte de l'Oltre Giuba.

En Oltre Giuba, on trouve 72.000 *Ogadèn*, 2.600 *Herti*, 64.000 *Merëhan*, 6.000 *Goscia* (serfs) et les colons *arabes* et *persans* précités.

II. — GOUVERNEMENT

Protectorat italien en 1888-89 ; acquisition du Bénadir en 1905, de l'Oltre Giuba en 1925. Occupation, puis administration militaire britannique, de 1941 à 1949. Mandat *(trusteeship)* italien de l'O. N. U., depuis 1950, pour dix ans.

III. — ADMINISTRATION

ADMINISTRATION CULTUELLE. — Les Somalis sont de rite *shâfi'ite* et d'un islamisme très prononcé, nettement xénophobe jusqu'à ces dernières années.

Dans chaque clan des *Migiurtini*, il y a un *cadi*, chargé de la justice à tous les degrés (écoles juridiques à Brava, Merca, Mogadiscio, Bardera).

Vers 1830, une colonie de *wahhâbites* du Nedjd s'est installée à Bardera, y organisant sa propagande militairement.

De 1875 à 1876, les khédives d'Égypte enlevèrent Brava et Kisimayo aux Zanzibaris.

Il y a divers lieux de *pèlerinage* ; notamment la tombe de Hasan Bourali au sud de Mogadiscio, et celle d'Au Hiltir près de Guélédi.

Les congrégations les plus influentes actuellement, par le nombre de leurs *djamâ'ât* (groupements), sont : *Qâdirîya*, dirigés récemment par Haddj Soûfî 'Abdal Rahmân Shânshî de Mogadiscio, et Oweïs de Brava (hostile au mollah d'Ogadèn) ; *Idrîsîya* (alias *Ahmadîya*, disciples de l'Idrîsî de l''Asîr) à Merca ; *Sâlihiya*, branche mekkoise de *Khalwatiya*, dirigée en Somalie par deux khalifah : au sud, le sheïkh 'Alî Nayroûbî, de la tribu des Dolbohanta, à Bender Salâm, S. Bardera ; au nord, le sheïkh Mohammed Qôlîd († 1918 à Misra), qui s'était rallié nombre de wahhabites. On trouve en outre quelques *Rifâ'iya*, parmi les immigrés hadramites venus de Makalla. — Pratiques féminines dédiées à Fâtima (Cerulli).

En Oltre Giuba, on trouve des *Sâlihiya* chez les Herti.

Cinq mosquées à Mogadiscio en 1938.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — Deux récoltes par an (juillet et janvier) dans la vallée du Schebeli (dry farming). Plantations (canne à sucre) sur le Moyen-Schebeli, au nord de Schildé — grâce aux barrages et canaux de

la Société agricole italo-somalie (Duc des Abruzzes, concession de 24.000 ha.), 50.000 qx de sucre par an.

Bananiers dans la plaine de Goscia (Giuba) : exp. de 150.000 qx de bananes par an. L'élevage, grâce aux pâturages naturels (Bénadir), occupe les 3/4 de la population : 5 à 6 millions de têtes (chameaux, bœufs et moutons).

La partie nord des *Migiurtini* est l' « aromatica regio » des anciens, pays des arbres à encens et des gommiers.

L'INDUSTRIE. — Raffinerie de sucre (Villabruzzi) ; salines (Dante) ; tanneries (Brava) ; conserves de poissons (Mijertein). En sommeil depuis la guerre.

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL ET COMMERCE INTÉRIEUR (1949). — *Importation :* 1.380.000 £ ; *exportation :* 880.000 £.

La Somalie italienne importe : filés (d'Éthiopie), lainages et cotonnades, café, pétrole, riz, tabac, automobiles.

La Somalie italienne exporte : peaux de mouton, bœuf et antilope dig-dig (vers l'Éthiopie), laine brute, coton en bourre, ambre, ivoire, myrrhe, moutons, chèvres, gomme des *Migiurtini (hankokëb, koura, addad)*, beurre, bananes.

VOIES FERRÉES. — Mogadiscio-Villabruzzi (120 km.) : démontée et transportée ailleurs (Kenya au Moyen-Orient) en 1942. Le trafic du port de Mogadiscio a diminué des 3/4 (1947). Transports fluviaux sur le Giuba jusqu'à Bardera, sur le Schebeli entre Boulo Bourti et Afgoï.

1.500 km. de routes. Voies caravanières vers l'Éthiopie.

La côte est difficile d'accès, surtout en temps de mousson.

MONNAIES. — Depuis mai 1950, l'unité monétaire est le « Somalo » (pièces et billets).

Banco d'Italia à Mogadiscio et banques de Naples et de Rome.

BIBLIOGRAPHIE. — Puccioni, *Bull. Soc. Geogr. Ital.*, 1919, 149-159.

Cerulli, *Rivist. studi orientali*, 1923, vol. X.

'Abdallah Qalanqoulî Qotbî, *Madjmou'a mobâraka*, 2 vol. Caire, Halabî, 1338 hég. (vie de saints somalis contemporains, de l'ordre des Qâdiriya).

Rapport de la Commission d'Enquête des 4 grandes puissances dans les anciennes colonies italiennes (1947).

J. S. Trimingham, *Islam in Ethiopia*, 1952.

SOMALILAND BRITANNIQUE

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — Le Somaliland, face à Aden, est situé entre la côte française des Somalis, l'Éthiopie et la Somalia Italiana ; des 8°-11° lat. nord aux 41°-46° long. est.

176.100 km², se divisant : en plaine côtière *(Goban)*, désertique, avec quelques oasis ; et plis montagneux prallèles à la côte, monts Golis, dépassant parfois 1.600 m. Quelques oueds insignifiants.

Population totale : environ 700.000 hab., tous musulmans.

Villes : Berbéra (15.000 hab. ; 30.000 de décembre à avril), Hargeisa (15 à 20.000), Burao (10.000), Borama, Érigavo et Las Anod.

L'ISLAMISATION.

La région de Zéïla' encore chrétienne et soumise à l'Éthiopie au x[e] siècle, devient au XII[e] siècle le centre d'une confédération d'États musulmans militants : émirs d'Efât (1180-1450, peut-être alides ismaëliens), Hadiya, Bâli, Douâro (sur l'Omo, au sud du Kaffia). Les Éthiopiens reprirent momentanément Zéïla', en 1403 ; en revanche, de 1492 à 1560, les imâms de Zeïla', Adal et Harrar (Mahfoûz, 1492-1517, Grañ 1517-43, Noûr 1543-70) ravagèrent toute l'Abyssinie. Au XVII[e] siècle, Zeïla' est soumise par les imâms zeïdites du Yémen, puis par la Turquie, qui la cède à l'Égypte (1860-1884 ; annexion du Harrar, 1876) ; en 1884, l'Angleterre y succède à l'Égypte ; elle s'est heurtée, de 1899 à 1921, dans l'hinterland, à l'insurrection islamique d'un mahdi (surnommé le « mad mollah »), Hâddj Mohammad-ibn 'Abdallâh, du clan Habr Sulimân (Ogadèn), affilié à La Mekke à la congrégation des *Khalwatiya-Sâlihiya.*

II. — GOUVERNEMENT

Territoire administré par le gouvernement de l'Inde (1884-98), puis directement par la métropole, le « Somaliland », protectorat britannique, est administré par un gouverneur résidant à Hargeisa. Envahi par les Italiens en 1940 ; réoccupé en 1941 ; fin de l'administration militaire le 15 novembre 1948.

Les tribus indigènes *(tol)*, subdivisées en clans *(rêr)*, ont gardé leur autonomie : ce sont les *Issa* (100.000 ; clans *Abgal, Dalol, Ouardik* ; leur chef a le titre d'*ogaz*) ; les *Gadaboursi* (25.000) ; les *Habr Magadlé* (clans Habr : Aouel, Toldjalé et Guéradji) ; *Ouor Senguélé* ; *Dolbohanta* (ou *Lulbahanti*) et *Merëhan.*

ADMINISTRATION CULTUELLE. — Les Somâlis de Zeïla' sont restés *shâfi'ites* de rite depuis les XIV[e]-XV[e] siècles ; leur islamisme est très intolérant ; le jeûne de ramadân, et surtout le *djihâd* sont d'obligation stricte. Seules, les deux fêtes canoniques, *'Ideïn,* sont célébrées.

Les congrégations les plus répandues sont : les *Qâdiriya* (à Zeïla' et chez les Habr Aouel) et, plus récemment, les *Khalwatiya* (chez les Dolbohanta). Révoil avait signalé également quelques *Senoussiya* en Ogadèn.

Le pèlerinage à La Mekke est mal observé.

Il y a divers lieux de *pèlerinage* révérés : la tombe du chérif hadram Ishaq-ibn-Ahmad († 1450) à Maïd (chez les Habr Guéradji), la colline Awliyâ Koumbo près de Berbéra.

Grand nombre d'écoles coraniques subventionnées.

III. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — Élevage du chameau (1 million de têtes), du mouton (3 millions), de la chèvre (2 millions) ; quelques bovins.

Chasse de l'éléphant, de l'antilope, de l'autruche.

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL ET COMMERCE INTÉRIEUR. — *Importation :* 1.200.000 £ (1950) ; *exportation :* 690.000 £ (1950).

Le Somaliland importe : riz, textiles, dattes, sucre.

Le Somaliland exporte : peaux, gomme et résines, *ghî* (beurre clarifié), bétail, café et *kât* abyssins.

3.000 km. de routes (par temps sec) ; pistes de caravanes, pour chameaux (Zeïla'-Harrar : douane frontière à Djidjiga).

Ports de Berbéra et Zeila.

Communication par T. S. F. et service aérien avec Aden.

MONNAIES. — Shilling de l'Est africain. Ouverture d'une succursale de la National Bank of India en 1952.

BIBLIOGRAPHIE. — (Pas d'ouvrage français paru depuis le travail de Ferrand.) Drake-Brockman, *Handbook of British Somaliland,* 1917.

CÔTE FRANÇAISE DES SOMALIS (DJIBOUTI)

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — Sise entre 10°-13° lat. nord et 38°-41° long. est, la côte française des Somalis comprend le littoral du golfe d'Obock, face à Aden, du détroit de Bab el-Mandeb aux îles Moscha, avec un hinterland de 90 km. de profondeur. Elle confine à l'Érythrée au nord-ouest et au Somaliland britannique à l'est ; elle fournit à l'Éthiopie une voie d'accès direct vers la mer.

23.000 km², répartis en un littoral bas, avec récifs coralliens, et un hinterland désertique effondré, que dominent de loin les hauts plateaux abyssins.

Population totale : 45 à 56.000 hab. (est. 1951), tous musulmans (sauf 2.500 Européens, surtout Français).

Villes (1949) : Djibouti a 17.000 hab. (avec Ambouli, sa banlieue) ; autres centres : Dikhil, Tadjoura, Obock et Ali-Sabieh.

L'ISLAMISATION. — Le pays, chrétien et abyssin jusqu'au XIIe siècle, a été islamisé définitivement dans les guerres saintes menées de Zeïla' par les émirs musulmans d'*Adal*.

On trouve à Djibouti :

a) Des *Somalis Issa*, près de la frontière orientale (15.000) ;
b) Des *Danakil*, dans tout le reste de l'hinterland (23.600).
Ils sont en relations avec les Musulmans abyssins voisins de l'Aoussa et du Wollo ; et servent volontiers d'intermédiaires entre les acheteurs d'esclaves du Hedjaz et ces Éthiopiens ;
c) Des immigrants *somalis* (3.000) et *arabes* (3.000), à Djibouti même : Yéménites de Hodeïda, en nombre et quelques gens de Makalla (Hadramôt).

II. — GOUVERNEMENT

Protectorat français depuis 1862 (effectif depuis 1884), puis territoire d'Outre-Mer de l'Union française, avec un gouverneur, assisté d'un conseil de 25 députés (1950) et résidant à Djibouti. Un représentant à chacune des 3 grandes assemblées françaises.

III. — ADMINISTRATION

Les indigènes sont administrés par 22 *okhal*, choisis parmi les membres nfluents des tribus pour arbitrer les conflits, enquêter sur les crimes, poursuivre les coupables et recouvrer les amendes ; ce sont les inter-

médiaires entre les chefs de tribus et le gouverneur français. Les *Danakil* ont trois sultans : sultan de *Tadjoura*, sultan des *Débénech* et sultan de *Gobad* (ex.-*Raheïta*).

Le territoire est divisé en 4 cercles.

ADMINISTRATION CULTUELLE. — Tous les Musulmans de la Somalie sont sunnites (sauf les indiens *Bohry* qui sont shi'ïtes) ; 8 mosquées à Tadjoura ; écoles coraniques : 4 à Djibouti et 2 à Tadjoura.

Quatre mosquées à Djibouti, de rite *shâfi'ite : masjid kabîr, masjid al Noûr* (construite en 1905 aux frais d'El Hammoûdî, négociant arabe venu de Hodeïda), *masjid Seyyid Hasan* et *maqâm* d''Abd al Qâdir Gîlanî, pour les affiliés à l'ordre des *Qâdiriya.*

Congrégations : Qâdiriyya (lettrés), *Ahmadiya* (= *Idrîsiyya*), *Sâlihiyya* (communautés agricoles) et *Rifâ'iyya.*

Coutumes : subsistent malgré la *shari'a* (lévirat, exclusion des femmes de l'héritage, statut matrimonial dankali ; *rabena* ou commémoration de morts). Culte des saints.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

Plantation de palmiers à Hambouli. Pêche aux îles Moscha. Élevage. La traite clandestine, par boutres (Monfreid), avec l''Asîr (eunuques et femmes esclaves pour les harems du Hedjaz), galvanisée depuis 1916 par les libéralités en or dont certains chefs arabes furent les bénéficiaires durant les hostilités, est réduite à peu près à néant. Salines : 53.000 t. de sel exportées en 1950.

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL ET COMMERCE INTÉRIEUR. — *Importation :* 2 milliards 300 millions de fr. (1950) ; *exportation :* 1 milliard 300 millions de fr. (1950).

Djibouti est essentiellement un port d'embarquement pour le transit abyssin et une escale de charbonnage pour les longs courriers. En voie de modernisation, Djibouti est aussi une base navale.

Djibouti importe : cotonnades, bétail, charbon, sucre.

Djibouti exporte : nacre, gomme, surtout peaux brutes et sel.

Rail Djibouti-Addis-Abeba (785 km., dont 90 en territoire français), débouché de l'Éthiopie (voie de 1 m.) dont il accapare les 3/4 du commerce.

MONNAIES. — Depuis 1949, le « Franc Djibouti », gagé par un fonds de couverture en dollars et correspondant à 1 fr. 63 métropolitain.

Succursale de la Banque d'Indochine à Djibouti.

BIBLIOGRAPHIE. — L'Islamisme à la côte française des Somalis, par A. Quérillac (*En terre d'Islam*, n° 16, IV, 1941).

La côte française des Somalis, n° 1321 du 28 avril 1950, de la *Documentation française.*

ERITREA

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — Entre 12°-18° lat. nord et 34°-40° long. est, l'Érythrée occupe le littoral de la mer Rouge ; confinant au Soudan égyptien (ouest), à l'Éthiopie (sud) et à la côte française des Somalis (est).

118.609 à 125.258 km², répartis entre : *a)* Un littoral torride, de terres volcaniques et *b)* Un hinterland de plateaux arrosés, contreforts du haut plateau abyssin (max. 3.013 m.).

Population : serait passée de 600.000 hab. (recens. 1931) à plus de 1 million (estim. 1947), ce qui paraît excessif ; les Musulmans (Abyssins Dankalis, Somalis, Soudanais...) seraient passés de 359.000 (1931) à 640.000 (1947) : le chiffre de 400 à 450.000 est sans doute plus vraisemblable ; le reste étant chrétien (en majorité de secte abyssine, monophysite) ; 25.000 Européens (surtout Italiens).

Villes : Asmara (117.000 hab.), Massaua, *Maṣawwaʿ*, la meilleure rade de la mer Rouge, Assab, Keren.

L'ISLAMISATION. — Le pays, soumis aux rois abyssins d'Aksoum, subit une christianisation sommaire du IVe siècle au IXe siècle. Lors de l'usurpation judaïsante des *Falâsha*, l'évangélisation s'interrompit ; puis l'islamisation commença.

Amorcée sur la côte par les émirs des îles *Dahlak* (XIIe siècle), puis sur les pentes du plateau par les *Bahar Nagash* de Debaroa (XVIe siècle), « rois de la mer » musulmans, théoriquement gouverneurs de la province maritime de l'Éthiopie, et pratiquement alliés de la *Turquie*, elle s'intensifia au XIXe siècle avec l'influence politique de l'*Egypte*, pénétrant par le haut Mareb (1875-76), et occupant Massaua. En outre, des immigrants musulmans venus de l'ouest, les *Bedja* de Nubie, fondèrent dès 1556, à Antalo et Arkiko l'état des *naïb* Balaw du « Samhar » (canton célèbre, dix siècles auparavant, pour ses lances de guerre, en Arabie préislamique).

En allant de l'ouest à l'est, on trouve les tribus suivantes, toutes musulmanes (estim. 1931) :

140.000 *Obilit* et *Beni'Amir* (Bedja, anciennement islamisés) ; 60.000 *Mârya* (isl.), *Beït Taquél* (parlant bilén isl. en 1840), *Beït Ebrahe* et *B. Shahagen* (Hebâb, parlant tigré, convertis 1840). 15.000 *Bedjouk* (bilén, isl. 1840), *Bogos* (bilén ; 4 tribus venues du Tigré ; la moitié est isl.) et *Menssa* (anciens chrétiens, isl. 1830-50) ; 20.000 *Bârya* (anciens animistes, de race *agau*, conquis en 1585 par l'Éthiopie, isl. au XVIIIe siècle) et *Counama*. Enfin 16.000 *Saho* ou *Az Mohammad* et 10.000 *Danakil (Afar)*, musulmans fervents depuis le XIIIe siècle.

Au centre, un noyau compact de 114.000 (ou 380.000, estim. 1947) *Abyssins*, parlant tigriña, est demeuré chrétien monophysite.

II. — GOUVERNEMENT

Colonie italienne, depuis 1884 ; occupée de 1941 à 1952 (jusqu'au 15 sept.) par les troupes britanniques. Malgré l'opposition de la « Ligue musulmane érythréenne », les Nations Unies décidèrent, d'après le « Rapport de la Commission d'Enquête des 4 puissances dans les anciennes colonies italiennes », que l'Érythrée, selon le vœu de 45 % de sa population, serait « fédérée » avec l'Éthiopie. D'après l'Acte de Fédération (11 sept. 1952), l'Érythrée est une « unité autonome, fédérée avec l'Éthiopie, sous la souveraineté de la couronne d'Éthiopie ». Elle garde son autonomie interne, le gouvernement fédéral assurant la Défense nationale, les Relations extérieures, les Finances, le Commerce et les Communications de la Fédération.

III. — ADMINISTRATION

Le pays était divisé en 8 « commissariats régionaux » : *Hamasien, Seraè, Acchele Guzai, Massaua, Cheren, Barca, Gasc et Setit, Assab.*

Il y a des *cadis* officiellement rétribués à Asmara et à Massaua ; de rite *hanéfite* (code égyptien de 1875) ; pour le droit canon *(sceria)*. Au civil, les indigènes sont soumis au tribunal dit *shumagalle* (ou *rahbe*, chez les *Saho* : 1903), conseil des notables jugeant selon la coutume locale (*testur : Fetha Mogareh* des mus. *Bogos*, *Fetha Mahari* des mus. *Mensa*). Le code pénal était le code italien.

Rites : Malikites (65 %) : Beni-ʿAmir ; Hanéfites (26 %) : côte ; Saho ; Shâfiʿites (9 %) : Somali.

Mosquées : Massaua (3), *Asmara*, Assab, Keren, etc., certaines construites par les Italiens. Mosquées d'Abd-el-Qâder Jilâni à Massaua.

Congrégations : surtout *Khatmiyya* (dérivés des *Ahmadiyya* = *Idrisiyya* de l'ʿAsir) chez les Beni-ʿAmir ; *Rashidiyya* et *Shâdhiliyya* à Massaua ; toutes fondées à la fin du XIXe siècle.

Waqf dans les villes de la côte.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — Peu développée. Culture des plantes à fibre textile (agave, palmiers) ; camphriers, aloès, tabac, café.

Bétail bovin et ovin important (3 millions de têtes en 1947).

L'INDUSTRIE. — Défibrage et peignage du sisal. Travail du corail. Mines de potasse à Dallol (hinterland éthiopien de la Dankalie), mines

d'or près d'Asmara. Pêcheries de perles (îles Dahlak). Salines de Massaua (70.000 t. en 1950). Nombreuses entreprises italiennes, puis européennes (1.600 en 1944-45), mais crise grave depuis la fin de la guerre (1945).

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL ET COMMERCE INTÉRIEUR. — Balance déficitaire (chiffres récents inconnus).

L'Érythrée importe : céréales, cotonnades, pétroles, café.

L'Érythrée exporte : ciment, bière, nacre, allumettes, peaux séchées, noix de palmiers doum, corail, perles (de Massaua).

Voies ferrées : Massaua-Agordat (306 km.) ; 1.200 km. de routes, 2.000 km. de pistes, surtout vers l'Éthiopie. Plusieurs lignes aériennes à Asmara. Trafic du port de Massaua réduit de 80 % depuis la guerre.

MONNAIES ET CRÉDIT. — Thaler de M. T.

BIBLIOGRAPHIE. — Rapport de la Commission d'Enquête des 4 puissances dans les anciennes colonies italiennes (1947).

J. S. Trimingham, *Islam in Ethiopia*, 1952.

ÉTHIOPIE (ITYOPYA)

I. — PEUPLEMENT

SITUATION, SUPERFICIE, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — L'Éthiopie ou Abyssinie est située entre les 4°-15° lat. nord et les 32°-44° long. est. Elle est limitée au nord et à l'est par l'Érythrée, la côte des Somalis française et le Somaliland britannique ; au sud par l'ex-Somalie italienne, le Kenya britannique ; à l'ouest par le Soudan égyptien.

1.180.400 km², répartis entre 3 zones naturelles : a) *Qouolla*, terres chaudes, coupées de profonds cañons ; plantées de sycomores, figuiers, baobabs ;

b) *Waïna-dega* (vignoble), zone tempérée ; haut plateau déboisé, de 1.800 à 2.400 m., cultivé en céréales ;

c) *Dega*, au-dessus de 2.000 m., avec des pitons prismatiques *(amba)* de gneiss à l'est, de basalte à l'ouest ; il culmine à 4.620 m. (Ras Dashan). On y trouve des arbrisseaux alpins : if, genévrier, kousso, euphorbe à candélabres.

Le pays, qui forme un vaste plateau, n'est pas drainé à l'est par des fleuves continus ; le sillon d'effondrement du lac Assal est entouré de déserts où se perd l'Aouach ; au sud, le Schebeli, le Giuba vont à l'océan Indien, et l'Omo au lac Rodolphe. A l'ouest-nord-ouest, c'est le versant du Nil, avec le Sobat, le Nil Bleu *(Abbaï)* régularisé par le lac Tsana (3.000 km², 1.750 m. d'alt.) et l'Atbara-Takkazé.

Population totale (approx.) entre 6 et 18 millions d'hab. (l'est. off. de 1947 : 15 millions est peu probable ; 7 à 8 millions paraît le plus vraisemblable) ; dont 3.500.000 *chrétiens* (la majorité monophysites jacobites, dépendant du patriarcat copte d'Alexandrie ; ils pratiquent la circoncision, et ne mangent que des ruminants ; un certain nombre de dyophysites indigènes, les *Eowostatéouos* de Tékla Haimanot, persécutés depuis le XVIIIe siècle, subsistent en Choa ; quelques *catholiques*, depuis le XVIe siècle et *protestants*, depuis le XIXe siècle), 1.700.000 *animistes* (culte du serpent) au sud et au sud-ouest ; 60.000 *juifs* et seulement 1.745.000 *musulmans*, soit 25 %, selon l'estimation la plus prudente (de 2 à 4 millions 1/2 selon les sources).

Villes (estim. 1950) : Addis-Abeba (300.000) ; Harrar (25.000) ; Dirré-Daoua (30.000) ; Gondar (22.000) ; Djimma (10.000) ; Debra Markos (5.000).

L'ISLAMISATION. — Les plus anciens rapports de l'Éthiopie avec l'Islam datent de l'*hégire* en Abyssinie des tout premiers disciples du

Prophète (615-616), simple exil volontaire où ils ne firent aucun prosélyte. Depuis le XIIe siècle, l'islamisation, encerclant le pays, l'a attaqué militairement de tous les côtés.

Par la côte orientale et la vallée de l'Aouach, avec Zeïla' comme base ; du XIIIe au XIVe siècle ; sultans d'*Adal*, princes d'Éfât, Douâro, Hadya, Bâli menèrent sans se lasser la guerre sainte, que l'imâm Mohammad Grañ (1517 †1543) conduisit jusqu'à Aksoum et Gondar : mais il fut vaincu et tué et son armée détruite, grâce à l'héroïsme du négous, aidé d'un contingent portugais ; de tout l'effort militaire de Grañ, célébré dans la chronique de Shihâb al Dîn Ahmad, il ne reste que l'islamisation définitive des Danakil et du Harrar, et les documents épigraphiques (stèles des XIIIe et XVIe s.) étudiés en 1922 par Azaïs en Tchertcher.

Par le sud - sud-est, avec l'invasion des *Gallas*, qui déferle à partir de 1537 et va jusqu'au Godjam (1690), sous la direction d'une féodalité militaire, fraîchement islamisée ; elle se fait attribuer, durant le XVIIIe siècle, tous les grands commandements régionaux (Amhara, Begemder). Depuis 1853 seulement, cette féodalité, qui faisait d'ailleurs peu de prosélytisme, s'est trouvée graduellement cantonnée dans certains districts islamisés *(Wollo, Yedjou, Djimma)*.

Par la côte érythréenne, au nord - nord-ouest, avec les émirs des îles Dahlak, les *Bahr Nagâsh* de Debaroa et Digsa, les *Balaw* d'Arkiko, les *naïb* de Massaua, l'islamisation, conquérant les tribus païennes, a envahi tout le Tigré au cours du XIXe siècle ; en ce moment, cependant, on y constate une régression légère de l'Islam.

Enfin par l'ouest et le haut Nil Bleu, les expéditions militaires égyptiennes et soudanaises de 1876 et 1887 ont échoué, mais l'islamisation des *Shankallas* progresse. En 1922-23, l'insurrection locale d'un dignitaire musulman, le fitaorari Mohammad Wad Mahmoud n'a pu être réprimée que grâce au loyalisme du sheïkh Khodjali Hasan.

Actuellement l'Éthiopie chrétienne est cernée, presque de toutes parts par l'Islam (sauf au sud-ouest, vers l'Ouganda). Mais sa situation, n'est pas, à ce point de vue plus grave qu'au XVIe ou au XVIIIe siècle ; la ferveur de sa foi, représentée à Jérusalem (Saint-Sépulcre : couvent et chapelle), se maintient ; et la réaction s'annonce déjà, pour ceux qui examinent les étapes du christianisme en Abyssinie :

L'Éthiopie du IIIe siècle de notre ère, christianisée au IVe, se réduisait au royaume d'*Aksoum* (Tigré nord et Érythrée) gouvernée par une petite colonie d'immigrants sabéens, venus du Yémen ; légèrement hellénisée ; entourée de tribus hamitiques païennes ; les idoles d'Aksoum ne seront brisées qu'en 1070 par saint Gadit. Deux siècles plus tard, lors de la restauration du pouvoir royal (Yekouno Amlak, 1268-83 ; ce nom signifie « qu'il soit roi »), le christianisme n'avait conquis, au sud du Tigré, en Amhara et en Godjam et jusqu'au Choa, que des points d'appui stratégiques, villes fortes et monastères. L'élite chrétienne administrait des masses païennes, où elle s'approvisionnait d'esclaves (pour l'exportation en Arabie et pour l'usage local) ; le statut servile, d'après le *Fetha Negest*, code compilé au XIIIe siècle, était copié sur le droit musulman, jusqu'à l'édit de Téouodoros III, et même de femmes légitimes (cf. « rituel de pénitence pour les maris de femmes infidèles »).

Ce n'est qu'après le XVIe siècle que le prosélytisme chrétien se développe en Éthiopie ; dans le Nord, les *Agaus* du Lasta, prédominants du IXe au XIIIe siècle *(Zagué)*, persécutés comme judaïsants en 1420 et 1435, sont convertis entre 1550 et 1685 ; mais les tribus voisines du haut Takkazé, également converties, seront conquises par l'Islam. Au sud-ouest, encore à demi-païen aujourd'hui, chez les

Doubanas, Shankallas et Nouer, c'est également l'Islam, et non le christianisme, qui se propage. Dans le sud, en revanche, on note une avancée chrétienne nette et persistante. Le *Choa*, gravement entamé à l'est et à l'ouest par des enclaves musulmanes aux XIVe-XVIe siècles (États d'*Efat* et *Douâro*), et complètement investi au XVIIIe siècle par les Gallas, est redevenu spécifiquement chrétien. La christianisation commencée du Godjam méridional (*Damot*, christianisé au XIIIe siècle), des provinces *Wallaga*, *Enarya* (1560 ; reprise 1702), *Gouragué*, *Kaffa* (État autonome de 1350 à 1897) interrompue sous la domination d'une féodalité Galla islamisée, a repris depuis 1855, avec la construction d'églises ; dépassant le *Walamo* (1895), et s'infiltrant jusqu'au *Harrar*.

On rencontre également en Éthiopie des indigènes, des *Agaus* convertis au *judaïsme* : les *Falâsha* (60.000 : étudié par Æskoly et Leslau) ; cette curieuse population, puissante au XIIIe siècle et concentrée au Sémen, se trouve maintenant dispersée dans tout le pays, même à Gondar et au Choa, exerçant certains métiers (*R. M. M.*, VIII, 228).

Les Musulmans éthiopiens comprennent (répartition par régions, d'après Trimingham, 1952, p. 15 : Harar, 780.000 ; Galla-Sidamo, 500.000 ; Abyssinie, 300.000 ; Dankalie, 50.000 ; Nord-Ouest, 75.000 ; Sud-Ouest, 40.000) :

a) Des *Tigriñés* convertis, dits « Djabarti », dans la haute vallée du Takkazé ;
b) Des *Amhariens* convertis, dits *Islâm* notamment de Gondar et de Darita *(Begemder)* ; d'où ils ont rayonné depuis le XVIe siècle ;
c) Des *Amhariens Godjamiens* convertis, marchands sur le littoral du lac Tsana, et jusqu'au Kaffa (*Nagado* ou colporteurs ; 100.000 contre 200.000 chrétiens, sur 800.000 hab. ; voici les clans « Nagado » du Kaffa : 'Abjédo de Darita (1550), Djibrîl, de Gondar (1730) 'Abdoullahid du Tigré) ;
d) L'ensemble de la race *Galla (Oromo)* : comprenant quelques familles isolées de chefs féodaux (Lasta, Choa) et 3 groupes compacts : au nord-est du Choa, les Gallas du *Yedjou* et surtout du *Wollo*, qui se disent d'origine hedjazienne, et dont le zèle islamique s'est insurgé 6 fois depuis 1916, en faveur de Lidj Yeassou ; au sud - sud-est du Choa, les Gallas de l'*Aroussi*, du *Bali* (ch.-l. Ginir, sur l'Ouébi, près de tombes de saints musulmans), et du *Borano* (deux clans, Liban, Diri), à peine islamisés ; les tribus voisines, *Sabu*, *Gona* et *Konsa* (Gardula) sont encore animistes (culte du serpent) ; au sud-ouest, les *Shankallas* (à moitié islamisés) ;
e) Les *Danakil* de l'Aoussa forment un sultanat vassal ;
f) Les *Somalis* de l'Ogaden *(Mirawwal, Mqaboul)* et du Harrar *(Guirri, Bartirri, Borsoub)*. L'Ogaden, conquis en 1890, par le ras Makonnen, est gouverné depuis le XVIIe siècle par une dynastie d'*ogaz* (chefs) musulmans ; il s'est insurgé de 1899 à 1921 sous la direction d'un « mahdi », Mohammad-Ibn-'Abdallah (le « mad mullah » des sources britanniques), tué en 1921 à Imi.

LANGUES. — La langue principale est l'*amharique*.

L'idiome sémitique primitif, le *geez*, demeuré langue liturgique pour l'Église abyssine, subiste comme langue parlée, au nord de la frontière actuelle, chez les islamisés de la côte d'Érythrée : dialecte *tigrè* des Habâb. Beni'Amer, Mensa et des îles. — L'*amharique*, langue littéraire de l'Éthiopie depuis le XIIIe siècle, a pour étalon le dialecte du Dembéa ; autres dialectes : *tigriña*, altéré par des éléments hamitiques, parlé dans les 14 cantons du Tigré et sur le Takkazé (sous-dialectes : *agau*, *bilin*, *konama*) ; *argobbâ* (nord-nord-est Choa), *harari*, *gouragué*. — Il y a un alphabet spécial. — Langues hamitiques : *afar*, *somali*, *galla*.

L'*arabe* est répandu chez tous les Musulmans abyssins, généralement bilingues (ex. : ceux de Gondar parlent l'amharique et l'arabe).

L'Islam en Éthiopie reste mêlé aux survivances païennes, notamment chez les Galla et les Somali : lévirat ; rites de passage (circoncision) ; croyance aux génies *(zâr)* ; confusion entre les prêtres-magiciens et les shaykhs musulmans. Importance du culte des saints et de leurs tombeaux ; pèlerinage annuel (février) au sanctuaire du *Shaykh Husayn* (considéré trad. comme le premier missionnaire musulman du pays), dans la plaine de Goba, chez les Galla (étudié par E. Cerulli, juxtaposition de vieux rites galla et des cérémonies du pèlerinage à La Mekke). Chez les nomades, l'Islam se limite souvent au jeûne de Ramadhân, au respect pour les saints hommes et leurs tombeaux, à l'enthousiasme éventuel pour le *jihâd*.

Morcellement racial : dans le centre historique de Harar, à l'influence religieuse séculaire, chaque communauté musulmane distincte (12.000 *Harari*, 10 à 15.000 *Galla*, 1.000 Arabes et 1.000 Somalis) prie à part, avec ses propres *imâm*, et a ses écoles coraniques distinctes (Trimingham).

Rite *shâfi'ite* dominant (Harar (où vécut Rimbaud, qui avait un sceau en arabe), Somali, Galla et Sidâma) ; *hanéfites* dans les villes (Addis-Abéba, certains *galla* de Djimma, *Djabarti* de Bégamber, un quartier de Harar) ; quelques *malékites* (*Wayto* du lac Tsana).

II. — GOUVERNEMENT CENTRAL

L'impératrice [ex-« Waizerou » = princesse] Zaoditou (= Judith), fille de Ménélik II, née en 1876, a été proclamée le 27 septembre 1916 et couronnée le 11 février 1917 ; avec son époux le roi Taffari, fils du ras Makonnen, héritier du trône et « vicaire plénipotentiaire de l'Empire » : couronné négus, le 8-10-1928 ; empereur en 1930, sous le nom de *Haylé Sélasié*.

Son prédécesseur, le négus Lidj Yeassou (1913-16), avait été déposé pour s'être converti, dès 1914, à l'islamisme, première religion de son père, le ras Mikaïl, chef des Gallas du Wollo, époux de la Waizerou Shoa Rögga, fille de Ménélik II.

Voici les titres officiels des principales hautes dignités de l'État, dont quelques-unes ont pour titulaires des Musulmans : *afa negus*, président du tribunal ; *ras*, commandant en chef ; *dedjaz*, général ; *fitaorari*, commandant de l'avant-garde ; *kañ-azmach*, commandant de l'aile droite ; *gerazmach*, commandant de l'aile gauche ; *balambaras*, officiers subalternes ; *likamaquas*, délégués impériaux ; *agafari*, maître des cérémonies.

L'Éthiopie devint membre de la Société des Nations (1923). Guerre et occupation italienne (1935-36). Libérée en 1941 par les troupes alliées, l'Éthiopie redevient indépendante le 31-1-1942, par l'accord anglo-éthiopien, renouvelé le 19-12-1944.

Conformément à la décision des Nations-Unies, l'Erythrée, depuis le 11 septembre 1952, constitue une « unité autonome fédérée avec l'Ethiopie, sous la souveraineté de la Couronne » (voir notice Erythrée).

III. — ADMINISTRATION

L'Éthiopie se divisait traditionnellement en provinces :

a) Vieilles provinces : Tigré (14 cantons), Amhara (Gondar), Godjam (et Damot), Choa, Harrar, Wollo ;

b) Provinces équatoriales : Kassa et Maji, Goré, Wallaga, Kaffa, Sidamo, Aroussi, Ogaden ;

c) États vassaux : Djimma, Aoussa.

Depuis 1942, centralisation : 12 provinces, avec chacune un gouverneur-général dépendant du ministère de l'Intérieur.

ADMINISTRATION CULTUELLE. — Le christianisme monophysite est religion d'État (chef : patriarche « abouna », traditionnellement élu par l'Église copte d'Égypte ; depuis 1951, c'est l'éthiopien Basilios). Considérée comme un foyer de résistance irréductible, l'Église éthiopienne fut démantelée et démoralisée par les Italiens (2.000 églises et monastères auraient été détruits).

L'an abyssin commence le 12 septembre : douze mois de trente jours et cinq jours épagomènes : *mescherem, techemt, hedar, tahsas, ter, iecatit, megabit, miazza, ghembot, seniè, hamliè, nehassiè.*

Dans ses affaires intérieures, au civil, le gouvernement éthiopien admettait les cultes dissidents, notamment l'islamisme : il a normalement deux grands vassaux musulmans, le chef du *Djimma* (islamisé 1810) et le sultan d'*Aoussa*, avec qui il correspond officiellement en *arabe*.

A plusieurs reprises, les souverains ont essayé, en vain, d'extirper l'Islam par la force (édits de Yohannès Ier (1668), Téouodoros III (1863) et Yohannès VI (1880) ; il existe un rituel de réconciliation des renégats, *mashafa Qêder*). D'autres se sont montrés islamophiles, tels Fasilidas'Alam Seged (1632-68), et les négous fainéants évincés de 1775 à 1853 par les « ras » musulmans gallas, Gougsa et 'Alî. Sous l'influence d'une intrigue germano-turque, le dernier négous Lidj-Yeassou (1913-1916) s'est même converti à l'Islam, prenant le nom de *'Ali*.

Le sheïkh Noûr Hoceïn, de la congrégation des *Ahmadiyah* (= *Idrisiya* de l'Asir), avait prêché l'Islam vers 1860 dans le *Bali* (près de l'*Aroussi*), et sa mémoire est particulièrement vénérée. — Mss. gallas en caractères arabes (Cerulli).

Depuis la Constitution de 1931, les Musulmans ont théoriquement l'égalité des droits (art. 19) ; ils peuvent généralement acquérir des terres ; leurs fêtes religieuses sont reconnues et ils occupent des postes importants partout où ils sont en majorité. Sous l'occupation italienne (1935-1941), l'Islam était officiellement encouragé. Organisation de la *sharî'a* en 1944 (proclamation nº 62) : pratiquement limitée par la loi civile et par la coutume, mais puissante (tribunaux de *cadis* et de *nâibs* ; appel devant la cour de *Sharî'a*).

Les *cadis* sont en grande majorité des rites *hanéfite* (Wollo, Choa, Djimma) et *shâfi'ite* (Harrar).

Dans la capitale et à Goulallé, les *hanéfites* ont été autorisés à construire deux mosquées ; et le gouvernement fait tirer le canon pour les *'Ideïn* (depuis Ménélik II). Célèbre mosquée d'*Omar al Din* (= Walashma' ?) à Harrar.

Mosquées uniquement citadines (Addis-Abéba, Gondar, Harar, Diré-Dawa, etc.), dont plusieurs bâties par les Italiens (1938).

Écoles coraniques rudimentaires partout ; écoles musulmanes officielles à Addis-Abéba, Harar, Djimma, etc. ; les Italiens avaient introduit l'arabe et fondé à Djimma une École supérieure de *fiqh*.

Pèlerinage : relativement peu suivi, malgré la relative proximité des lieux saints (1.000 pèlerins en 1938).

Waqf : institution comparativement faible en Éthiopie, sauf à Harar et pour les immeubles des congrégations.

Congrégations : généralement récentes (XIXe s.). — *Tijâniyya* (Galla de Djimma); *Sammâniya* (branche des Khalwatiyya, chez les *Djabarti*, les Galla de Djimma et de Guma) ; quelques Mirghaniyya (Guma ; Addis-Abéba) — sauf la principale, le *Qâdiriyya* de Harar et de Shabeli (depuis la fin du XVe s.).

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — Dans les *qouolla*, culture du coton, maïs, sorgho. En *waïna-dega*, blé (Tigré, Sallalé, Tchertcher), millet, orge, pois chiches, tabac, « kât » (katha edulis). Le caféier y existe à l'état sauvage (Djimma, Kaffa) et cultivé (Harrar, Aroussi). Le ricin et le lin y poussent spontanément. Dans les provinces du nord, le sol est réparti entre petits propriétaires fonciers. Dans les provinces équatoriales, au climat parfait (10°-25°) aux pluies régulières, le sol donne deux récoltes par an ; la terre appartient au négus, qui distribue des fiefs — et les cultivateurs gallas sont de simples serfs.

Élevage (1944) des bœufs (15 millions de têtes), chevaux, mulets, ânes, chameau (au désert dankali), moutons et chèvres (17 millions de têtes), civette (au Wallaga) ; apiculture.

C'est en Éthiopie que, depuis des siècles, les marchands esclavagistes d'Arabie s'approvisionnent d'esclaves. La demande venait surtout des ports du Hedjaz (Roweïs) et de l''Asîr (Mîdi). Le statut légal de l'esclavage a été aboli par la loi (1942), mais il resterait 500.000 esclaves, et l'Église éthiopienne (qui est, avec l'empereur, la principale propriétaire foncière) ne serait pas favorable à leur affranchissement.

L'INDUSTRIE. — Tisserands, forgerons, selliers, orfèvres. Distilleries de grains dirigées par des Grecs. L'organisation du colportage *(nagado)*, assez développée, est spécifiquement musulmane.

Gisements de potasse de Dallol (Danakil), or et platine en exploitation.

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL ET COMMERCE INTÉRIEUR. — *Importation* : 13.600.000 £ (1951) ; *exportation* : 15.900.000 £ (1951).

L'Éthiopie importe : cotonnades « aboudjedid » (des États-Unis, Japon, Inde), essence, automobiles, verroterie, quincaillerie, sucre, vins, savon, armes.

L'Éthiopie exporte : peaux de bœufs ; café en fèves (harrari et abyssin sauvage : 27.000 t. exportées au total en 1951) ; cire brute ; ivoire du Sidamo (chasses impériales) ; civette ; graines de lin ; or.

Voie ferrée : Djibouti-Dirré Daoua-Harrar-Addis Abeba (785 km.), accaparant 75 % du commerce total.

Dix-huit mille kilomètres de routes, endommagées par le trafic militaire. Liaisons aériennes (plusieurs lignes, depuis 1946).

MONNAIES ET CRÉDIT. — Traditionnellement : thaler dit de Marie-Thérèse (pièce d'argent, 28 gr.), remplacé (25-6-45) par le dollar éthiopien (= 40 *cents* U. S. A. ou 1/7 de £).

Banque d'État éthiopienne fondée en 1905 par décret impérial (filiale de la *National Bank of Egypt* britannique), frappe les thalers, émet les billets.

Banque agricole d'État (1945) ; et filiale de la Barclay's Bank.

BIBLIOGRAPHIE. — J. Spencer Trimingham, *Islam in Ethiopia*, London, 1952, 300 p. ; qu'il faut compléter par :

Yûsuf Ahmed, *Al Islâm fi'l Habasha*, Caire, 1354 h., 112 p. (l'auteur, inspecteur des Wakfs au Caire, a écrit sur le Qarâfa : *Turbat al-Fakhr al Fârisî*).

EUROPE

- ALBANIE
- YOUGOSLAVIE
- BULGARIE
- GRÈCE
- ROUMANIE
- HONGRIE
- POLOGNE
- FINLANDE
- DIASPORA

EUROPE

ALBANIE (SHQIPERIA)

I. — PEUPLEMENT

SITUATION. — L'Albanie est limitée au nord par la Yougoslavie, à l'est et au sud par la Grèce, entre les 40° et 42° 30′ lat. nord, 19° 30′ et 21° long. est.

Elle est baignée à l'ouest par l'Adriatique.

Ses frontières ont été rectifiées en dernier lieu par la Conférence des Ambassadeurs (Paris, 9 nov. 1921). L'Italie lui a rendu l'île de Saseno au traité de paix.

40.000 km². Les chaînes de montagnes, parallèles à la côte, dessinent un relief compliqué, atteignant 2.306 m. au Tomor, près de Bérat. Les 2/3 du pays ont une altitude supérieure à 1.000 m. Les fleuves, abondants, mais torrentueux, sont, du nord au sud : Drin, Skumbi, Devoli-Semeni, Voyousa. L'Albanie touche à l'est au lac d'Ochrida, au nord au lac de Scutari.

Population totale (dernier recens. : 1930) : 1.003.124 hab. (estim. 1947 : 1.154.000), dont 688.280 Musulmans (68 %), 210.313 orthodoxes (21 %) et 104.184 catholiques (11 %). Il n'y a que 35 israélites. Les Musulmans se répartissaient ainsi en 1921 : 160.573 au nord (contre 85.098 catholiques et 2.705 orthodoxes), 254.884 au centre (contre 3.857 catholiques et 36.316 orthodoxes) et 169.218 au sud (contre 119.194 orthodoxes et 32 catholiques).

De plus, il y a des émigrants d'Amérique (40.000) et d'Italie du Sud (208.410 en 1901) ; 70 villages les irrédents de Yougoslavie (350.000 : Antivari, Hotti, Gruda), Podgoritsa, Ipek, Diakova, nord-est Prishtina, est Prizrend, Kossovo (1737), est Dibra et de Grèce (ouest Kastoria, sud-ouest Janina ; colonie d'Attique et des îles : 200.000).

Les statistiques partielles de 1917 (secteurs d'Autriche, Italie, France) donnaient, additionnées, 498.913 Musulmans, 172.640 orthodoxes et 89.470 catholiques, soit en tout 741.023 hab. en omettant 7 cantons (Skrapari, Malcija, Metohija, Dukagjin, Ljuma, Dibra, Gollobërda). Ce qui donnait 67 % de Musulmans (Bourcart).

Densité moyenne : 27 hab. au km².

Recensement des villes (dernier recens. : 1930) : Shkodër (Scutari), 29.209 hab. (1917 : 23.000) ; Korçe (Koritza), 22.787 hab. (1917 : 17.779 orthodoxes et 5.464 musulmans) ; Elbasan, 13.796 ; Gjinokastër (Argyrokastro), 10.836 hab. (11.735 dont 10.300 musulmans en 1927) ;

Tirana *(capitale)*, 30.806 hab. (dont 8.000 musulmans sur 10.000 hab. en 1927), 80.000 en 1949 ; Berat, 10.403 ; Kavaja, 5.453 hab. ; Vlonë (Vallona), 9.100 hab. (dont 3.117 musulmans sur 4.914 hab.) ; Durrës (Durazzo), 8.739 hab. ; Kruja (Croïa), 3.861 hab. ; Lesh (Alessio), 3.000 hab. ; Lushnja, 2.000 hab. Dibër (Dibra) et Kosova (Kossovo).

Toute la population est sédentaire, sauf quelques pasteurs transhumants (Aromounes).

L'ISLAMISATION. — La légende locale rattache l'islamisation de l'Albanie à Sari Saltyk, derviche missionnaire tatare qui aurait évangélisé la Dobroudja, puis la Thrace et la Macédoine, jusqu'au lac d'Ochrida, entre 1260 et 1280. Son souvenir, étrangement amalgamé à celui de divers saints chrétiens, persiste en Albanie orientale. La conquête turque, entamée par Mourad II (1423), entravée par la résistance de Scanderberg (Georges Castriot), s'achève en 1467. Mohammed II fonda en 1466 la grande colonie militaire musulmane d'Elbasan.

L'Albanie, devenue musulmane, n'accepta des Turcs ni l'impôt des terres, ni les levées de troupes ; mais leur fournit des officiers, des hommes politiques *(Arnaoutes)* ; 18 grands vizirs, dont les Köprülü ; de nombreux pachas, dont Méhémet-Ali d'Égypte. Il y eut deux essais d'autonomie locale musulmane au XVIII[e] siècle : les Bushatli de Scutari et 'Ali de Tepeleni, pacha de Janina.

Les foyers d'islamisation sont : la rive droite du Drin Noir, Tirana, Elbasan et le Kurwelish (Tepeleni, Gjinokastër). Le rite sunnite est le rite *hanéfite*.

Comme écrivains albanais musulmans modernes, on peut citer les Frashëri (Samy et Nessim), et Faïk bey Konica.

On trouve en Albanie :

a) Cinquante clans *albanais* ou *fiss*, dont les plus connus sont du nord au sud : les 6 clans *Malissores* (Nikaj), Shâla, Shôshi, Salca, Toplana, Dushami), les 12 clans *Mirdites*, dont les *Dukagjin* (= « Duc Jean ») ; et autres clans guègues ; puis les clans *Tosques* du Sud comme le clan *Devol* (est de Korça) et le clan *Souli* (Souliotes au nord de Janina) ;

b) Des immigrés *bosniaques* (Serbes musulmans) au Shjak (entre Durrës et Tirana) ;

c) Des immigrés *roumains* (Koutzo-Valaques, Zingares, Aromounes), pasteurs, à l'ouest du Pinde (Mecovo), et en Jablonica (ouest d'Ochrida) ; chrétiens orthodoxes, sauf quelques islamisés au sud de Dibra ;

d) Des *tsiganes*, musulmans ou orthodoxes çà et là.

L'organisation primitive de *clan*, dominante en Albanie du Nord (avec des assemblées d'anciens, et de jeunes, *xhelmija*), a évolué vers la féodalité en Albanie centrale (clientèle, ou *kula*, des beys). Enfin, des villages autonomes, en Albanie orientale, confient le pouvoir à un *myftar* ou maire (le système communal).

LANGUE. — L'albanais *(shqipe)*, issu de l'ancien illyrien, serait une langue indo-européenne. On groupe les dialectes en *guègues* (nord du Skumbi) et *tosques* (sud du Skumbi : l'*r* changé en *n* : Vlora-Valona, Shkiperija-Shkipenija).

Depuis 1879, l'albanais s'écrit en caractères latins (malgré une fétoua du *takfir* lancée par le cheikh-ul-islam de Constantinople).

II. — GOUVERNEMENT

(Pour détails sur période 1879-1928, voir *Annuaire*, 1929.)

L'Albanie est indépendante depuis 1912, occupée pendant la première guerre mondiale, de nouveau indépendante en 1918, proclamée République en 1925, puis monarchie en 1928. Le roi *Ahmed Beg Zogu* règne jusqu'en avril 1939. De 1939 à 1944, l'Albanie est occupée par les forces germano-italiennes. En novembre 1945, les alliés reconnaissent le gouvernement provisoire du général *Enver Hoxha* ; les élections de décembre 1945 désignent une assemblée de tendance communiste qui proclame, le 12 janvier 1946, la République populaire d'Albanie.

Constitution de 1946, puis 1950, modifiée en 1953 : assemblée unique et parti (unique) : le Mouvement de Libération nationale *(Levizje Nacional Clirimtare)*, dirigé par le premier ministre (Enver Hoxha). Président de la République : Omer Nishani (élu en 1946). Nombreuses épurations politiques (1952-53).

L'Albanie est une « démocratie populaire » ; relations diplomatiques rompues en 1946 avec l'Angleterre et les États-Unis, qui ont opposé leur veto à son entrée à l'O. N. U.

ADMINISTRATION RÉGIONALE. — Il y a, en 1953, 10 préfectures : Berat, Dibër, Durrës, Elbasan, Gjinokastër, Korçe, Kosova, Shkodër, Vlonë et Tirana.

Il y avait (1930) 75 *krahins* (communes-districts) et des *villages*, dont les administrations étaient élues au suffrage universel.

La Mirditie était (1928) restée autonome sous un « kapetan » de la famille Bib Doda (Marka Gjon).

ADMINISTRATION CULTUELLE (situation 1929). — « L'Alliance nationale musulmane » s'était émancipée du cheïkh-ul-islamat de Constantinople (1921). Quant à la *Khotba*, le nom du *khalife* ottoman avait disparu des prières publiques en *albanais*, et n'était maintenu que dans leur texte *arabe* : là où l'usage du texte arabe était traditionnel (Congrès de Tirana, 1923). — Depuis 1945, *Khotba* en albanais, au nom du chef de l'État.

L'Islam n'était pas religion d'État ; l'État nommait et subventionnait les *cadis* et les *muftis* (hanafites). Il y avait pour la formation canonique, une *médresé* à Berat (30 élèves en 1921). Certains *waqf* dépendaient encore de l'Evkaf à Constantinople.

Situation 1953. — Statut de la communauté musulmane (III[e] Congrès des Musulmans albanais, 20 mai 1945) : 4 zones (Tirana, Shkodër, Korçe,

Gjinokastër), avec 4 grands muftis ; et Conseil général présidé par Hafiz Musa Hadji Ali, 1940-(52).

Nombreuses mosquées (34 à Elbasan ; 12 à Tirana, 1948). Medrésé à Tirana (1949).

La monogamie a été prescrite, et le *yachmak* des femmes supprimé par le Congrès de Tirana (avril 1923). L'ablution rituelle n'était plus obligatoire.

L'Islam albanais vénère 17 saints à égalité : Elie, Mohammed, 'Ali, Fâtima, Hasan, Huseïn, Abraham, Moïse, Meryem, 'Isâ, Joseph, Jacob, Job, David, Salomon, Mansûr (= Hallâj, dont le gibet est évoqué dans l'initiation bektashie) et Nesimi (selon les *Qerbelaja*). — Fêtes officielles (1946) : les 2 *'Id*, *'Ashûra*, Pâques et Noël.

La congrégation des *Bektashis* est de beaucoup la plus répandue ; elle avait 43 tekkés. En Albanie tosque, ses tendances sont fortement *shi'ites*.

Les *Bektashis*, fondés au XIIIe siècle (infiltrés au XIVe siècle parmi les *Janissaires* d'Orkhan), et initiés au XVe siècle au mysticisme moniste des shiïtes ismaëliens *Horoûfis*, avaient leur centre turc à Angora (mais le *dédé* de Kirshèhir s'était transporté, depuis la révolution kamâliste, en Albanie). Mais ceux d'Albanie, qui sont l'ossature de l'organisme musulman local, ont, en janvier 1922 (assemblée de 500 délégués) constitué l'autonomie du Bektachisme albanais, sous la direction de 7 *babas*, présidés par celui du tekké d'Aqtché Hissâr (= Argyrokastro = Gjinokastër), actuellement Baba Soleïman. Le tekké d'Aqtché Hissâr ne comptait, en 1929, que 12 derviches. — Situation actuelle (1953) : 100.000 *Bektashis* (estim.) ; tension avec le gouvernement et suicide du grand Maître Hilmi Dede (1947) ; Congrès National, statuts et nouveau chef élu : Achmet Muftar Dede (1948) ; message pour la Paix ('Ashoûra 1953).

Les ordres des *Golsheniya*, *Khalwatiya*, *Rifa'iya* ont quelques tekkés.

Relations avec le monde extérieur : une délégation de Musulmans de la République populaire d'Albanie s'est rendue à Tashkent (Uzbékistan soviétique) en 1950.

Les chrétiens orthodoxes d'Albanie (surtout Tosques, au sud) menacés par la politique grecque, ont formé (1929) une église autocéphale, reconnue comme telle par le Patriarcat Œcuménique, le 17 mars 1937 (la chose était déjà réalisée aux États-Unis et en Roumanie et l'office s'y dit en albanais) ; il y a 4 sièges, Korça, Bérat, Gjinokastër, Durrës (avec 1 primat et 3 évêques). Primat arrêté en 1949 ; actuellement (1953) : Paissi Voditza.

Les catholiques d'Albanie (surtout *ghegues*, au nord) relèvent du délégué apostolique (2 archevêques, 3 évêques, des franciscains albanais et l'abbé mitré d'Oroshi). — Constitution de 1951 rompt tous liens avec Rome ; délégué apostolique expulsé, 1 archevêque mort, l'autre en prison, 2 évêques fusillés ; 13 prêtres sur 97 en liberté (1952). Franciscains ralliés.

Il y a encore des Musulmans crypto-chrétiens (catholique nord-est, orthodoxe dans le Shpat).

L'INSTRUCTION (situation 1939) : instruction primaire (théoriquement obligatoire) ; 663 écoles primaires officielles, avec 1.300 maîtres et

57.000 élèves (dont 18.000 filles) ; 19 écoles secondaires avec 6.000 élèves (dont 1.400 filles). Pas de statistiques récentes (accessibles).

LA JUSTICE (1939) : codes pénal, civil et commercial à l'européenne ; tribunaux, mais pas de cour d'appel ; cour de cassation à Tirana. En Mirditie régnait la coutume du XVe siècle, due au prince Nkol Lek Dukagjin, devenu musulman sous le nom de Dukagjin Zadé Mehmed Bey (1469) ; la Mirditie comprenait 5 juridictions territoriales ou *baïraqs*.

L'égalité fiscale existait (1928) : *dîme* des produits (mise aux enchères par village), taxe d'un franc or par tête de bétail, droits de douane. Les tribus montagnardes qui refusaient de payer l'impôt aux Turcs ont payé l'impôt en 1920 (total : 18.797.000 fr. or).

Coutumes anciennes : de la *Bessa* (pacte de paix réfrénant la vendetta du « preneur de sang » = *gjaksur*), du *pobratim* (frère de sang), du *Kompar* (grec : *Koumbaros* ; « frère d'élection », qui coupe une boucle de cheveux sur la tête de son plus jeune neveu), de l'enlèvement (avec baptême immédiat) d'une jeune Musulmane pour le mariage, chez les nobles Mirdites (disp. au XIXe siècle). En 1920, Picard signalait que le nombre des adultes, annuellement tués par vendetta chez les Mirdites, oscillait, suivant les clans, entre 19 % et 42 %.

ARMÉE (1951) : 60.000 hommes en 5 divisions et 2 brigades. Police de 20.000 hommes. Marine : quelques dragueurs de mines ; canonnière (ex-italienne) *Ielyria*.

IV. — TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — 6 % (1939) des terres sont cultivés. Production, 1947 : 54.000 t. de blé, 140.000 de maïs ; culture du tabac ; nombreux arbres fruitiers ; vignes à l'est.

Au nord et à l'est, en haute région, forêts. Grenadiers, châtaigniers, oliviers sur la côte et à Elbasan. Le déboisement a sévi dans le sud (maquis de sumac et de vallonée).

Cheptel (estim. 1946) : 1.500.000 ovins ; 800.000 caprins ; 345.000 bovins ; chevaux, ânes, mulets et porcs.

Réforme agraire (1945) ; collectivisation : 115 fermes coopératives ; 6 % terres exploitées (1953).

L'INDUSTRIE. — On exploite la lignite (Pogradec, Korça, Derria). Gisements de cuivre (Puka), de chromite, de sel. Mines de bitume (Selenizza) et champs pétrolifères (Devoli) : 100 à 200.000 t. de prod. annuelle. — Cimenterie, brasserie, meuneries, fromageries.

Centrale hydro-électrique du mont Daita, près Tirana (1947).

Au XVIIIe siècle, fabrique de céramique vénitienne à Resna.

L'organisation des corporations était (1929) restée turque (950 boutiques au bazar d'Elbasan, 1.000 à celui de Scutari, 600 à Tirana).

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL.

En 1938, l'Albanie importait : coton et tissus, essence, céréales, laine et lainages, fer et quincaillerie.

L'Albanie exportait : pétrole brut (22 %), cuirs et peaux, denrées alimentaires.

Le commerce se faisait surtout avec l'Italie (36 % des imp. et 68 % des export.). De 1946 à 1948 : union douanière avec la Yougoslavie.

Depuis 1946 : commerce extérieur réduit aux échanges de peaux, sel et tabac contre céréales et papier.

2.000 km. de routes carrossables. La première voie ferrée (Durrës-Elbasan) a été commencée en 1940.

Ports de Vlonë (Vallona), Shengiin (S. Giovanni de Medua), Durrës (Durazzo) et Sarandë (Porto Edda).

MONNAIES. — Le *franc ar* (franc or), divisé en 5 *lek*, en souvenir du prénom de Scanderbeg.

BIBLIOGRAPHIE. — Justin Godart, *L'Albanie en 1921*, Paris, 1922.

J. Bourcart, *L'Albanie et les Albanais*, Paris, 1921.

Christo A. Dako, *Albania, the master key to the Near East*, Boston, 1919.

Na'îm Frâshërî, *Qerbelâja* (épopée de 10.000 vers), Bucarest, 1898 ; *Fletore e Bektasignet*, id., 1896 (trad. fr. ap. *R. M. M.*, XLIX, 105-120).

Milan E. Sufflay, *Städte und Burgen Albaniens*, Wien, 1924.

J. Swire, *Albania, the rise of a kingdom*, London, 1929.

J. K. Birge, *The Bektashi order of Dervishes*, Hartford, 1937.

M. Tallon, Un ordre de derviches : les Bektachis *(En terre d'Islam)*, n° 12, 1940.

Statesman's Year-Book, 1952.

Aristide Brunello, *La chiesa del silenzio*, Ostie, 1952.

La République populaire d'Albanie (*Documentation Française*, n°s 1843, 1844 et 1845), Paris, 1954.

Le clergé des différentes religions d'Albanie en lutte pour la paix, Tirana, 1952, 100 pages (2 bektashis ont été promus colonels d'honneur, Baba Faja Martaneshi, et Baba Fejzo Dervishi).

YOUGOSLAVIE (JUGOSLAVIJA RÉPUBLIQUE POPULAIRE FÉDÉRATIVE)

(Minorité musulmane)

F. N. R. J. *(Federativna Narodna Republika Jugoslavija)*, proclamée le 29 novembre 1945. Constitution de 1946. Rupture avec l'U. R. S. S. (juin 1948). Nouvelle Constitution, plus « décentralisée », en 1953 : l'Assemblée populaire fédérale (Conseil fédéral et Conseil de Producteurs), élue pour quatre ans, élit le Conseil exécutif fédéral et le président de la République (maréchal Josip Broz *Tito*). Suppression du Présidium, du gouvernement et des ministères. Les députés au Conseil fédéral peuvent se constituer en Conseil des Nationalités, qui décide de délibérer à part.

Six Républiques fédérées : Serbie *(Srbija)*, avec Vojvodine et Kosovo-Metohija), Croatie *(Hrvatska)*, Slovénie *(Slovenija)*, Bosnie-Herzégovine *(Bosna in Hercegovina)*, Macédoine *(Makedonija)* et Montenegro *(Črna Gora)*.

STATISTIQUE DE LA POPULATION. — L'avant-dernière statistique (1931) donnait encore la proportion par religions ; le dernier recensement (1948), comme dans tous les États communistes, n'indique pas les confessions.

Population totale de la F. N. R. J. (1948) : 15.751.938 hab. ; pourcentage de Musulmans (1931) : 11 % (soit 1.561.166 en 1931, contre 6.785.501 orthodoxes et 5.217.847 catholiques) ; estim. 1950 : 1.750.000 Musulmans.

Répartition provinciale (1931) : Zeta (34 %), Vardar (32 %), Urba (24 %), Drina (23 %), Primorska (8 %), Morava (4 %), etc.

Villes à majorité musulmane (1948) : Sarajevo (118.158 hab.) et Skopje (91.500 hab.). La capitale, Belgrade (*Beograd*, que les Turcs ont appelé, au XVIIe siècle, *dâr-ul-jihâd*) avait (1931) 3.821 Musulmans (sur 388.246 hab. en 1948).

En résumé, les Musulmans forment au moins 48 % de la population en Serbie du Sud, et 37 % en Bosnie-Herzégovine.

L'ISLAMISATION. — De 1080 à 1250, 30 villages « ismaëliens » (banquiers hanéfites) près de Zemoun (Serbie) alors à la Hongrie.

L'islamisation, commencée par les armes (batailles de Tchernomen 1371 et Kossovo 1389), se poursuivit après la conquête turque (1459) par l'installation de tribus turques nomades *(yuruks)* et de colonies militaires (*odjâq* de Belgrade).

Une partie de l'élément paysan s'est convertie, surtout en Bosnie. En outre, la classe féodale croate et serbe chrétienne non-orthodoxe (*paulicianisme* et *catholicisme*) s'est convertie dès la conquête (1463-1522) à l'Islam (1), formant la classe des *beys* (il y avait 36 à 48 *beys* héréditaires), plus ou moins soumis au *vali* turc de Travnik (ou Banjaluka) ; classe chevaleresque et violente, passionnée pour la défense de l'Islam pur et simple. Mehmed Sokolli, grand-vizir de 1565 à 1579, était de cette caste. — Secte crypto-catholique des Laromani de Prizren (frontière albanaise), officiellement musulmans, avec dévotion au sanctuaire de la Vierge de Letniza (1938).

Voici la répartition des races islamisées (chiffres de l'*Annuaire*, 1929) :

Serbes et *Croates* islamisés en Bosnie, Herzégovine, Novibazar et en Biélopoljé (650.000) ; *Turcs* sur la rive est du Vardar en aval de Skopjé (Uskub) (280.000) ; *Albanais* entre Prokoupljé et Diakovica et vers Monastir (350.000) ; *Tsiganes* à Nich, Vranya et Lescovatz (50.000).

LANGUES. — 2 % des Musulmans bosniaques étudiaient *turc*, *arabe* et *persan*. Depuis 1878 et surtout depuis 1912, tous délaissent l'usage du *turc* comme langue écrite, et ont commencé d'utiliser le *serbe* transcrit en caractères arabes à la place de l'écriture cyrillique transformée. — Chez les autres Musulmans yougoslaves, la langue et l'écriture *turques* (et l'albanais) prédominent. En 1938, tous les Musulmans yougoslaves étaient réputés ne plus parler *turc*, mais, en général, *serbe*.

PARTICIPATION AU GOUVERNEMENT. — Il y avait, en 1940, une vingtaine de députés musulmans au Parlement. Actuellement (1950), les Musulmans ne sont pas considérés comme une minorité à part ; ils ont les mêmes droits électoraux que les autres. Certains diplomates, en pays étrangers musulmans (Iran, par exemple), sont, au moins d'origine, des Musulmans (1952).

Il y avait (1930) aussi de très nombreux conseils municipaux à majorité musulmane en Bosnie et en Serbie du Sud (pas de statistique publiée).

ADMINISTRATION CULTUELLE.

Les Musulmans de Yougoslavie avaient un chef suprême, le *reïs-ouléma* de Serajevo, qui était Fehim Effendi Spaho (depuis 1938).

La *khotba* fut dite au nom du khalife dans toutes les mosquées de Yougoslavie jusqu'en 1924.

Les Musulmans yougoslaves sont de rite *hanéfite*. Le *reïs-ouléma* assisté d'un *madjlis*, nommait les *cadis*, *muftis* (7), *imâms* et *khatîbs* ; il était lui-même nommé par le gouvernement.

Depuis 1884-94, il existait en Bosnie une administration des *vakoufs* (direction gouvernementale, et commissions consultatives : lois de 1909, 1919, 1930 et 1936 ; la communauté musulmane réglait elle-même toutes les affaires concernant les *waqfs*, dont l'administration (jusqu'en 1941) était partagée en 2 régions, chacune avec une assemblée provinciale (Sarajevo et Skopje) ; les revenus servaient à entretenir les écoles confessionnelles : primaires (*sibjan-mekteb*, 700), primaires-réformées (*mektebibtidâï*, 120), médressés (18, dont 4 réformées, en 1928 ; contre 37 en 1914) ; 1 école secondaire de filles et 1 gymnase de chériat à Sarajevo, où l'on fonda une *faculté de théologie* (1935). En 1936-37, il existait 9 écoles musulmanes de théologie : 5 dans le Banovon de Drinska, 1 dans celui de Primorska, 1 dans celui de Vardaska, 2 dans celui de Urbaska. Sur 2.667 élèves en 1935-36, il y avait 212 femmes.

(1) La date de 851/1446 pour la tombe de Hassiki Hawâ à Serajevo paraît trop haute.

Dans les facultés de l'État, sur 15.308 étudiants en 1936-37, il y avait 376 Musulmans.

A Skoplje, la grande médressé Alexandre Ier (1925).

Une série de lois, en 1930, puis en 1936, assurèrent à la communauté musulmane du royaume de Yougoslavie une autonomie religieuse presque totale.

Il y a une *école de cadis* à Serajevo (1887).

Auprès de chaque tribunal ordinaire de Bosnie-Herzégovine existait un *tribunal de chériat*, dirigé par un *cadi* ; auprès du tribunal suprême de Serajevo existait un *tribunal suprême de chériat*, composé de trois *grands cadis*.

Les congrégations musulmanes étaient en voie de désagrégation ; les tendances mystiques des Serbes islamisés, leur esprit de compassion et d'abnégation, ont valu aux ordres *Naqshabandis*, *Qâdiris*, *Mévlévis*, *Khalwatis* (il n'y a que deux tekkés *Baktashis* à Serajevo), de nombreuses recrues, du XVIe au XIXe siècle.

L'Université musulmane Gazy Husrevbeg (= *ghâzi Khosrô-Bey*), à Sarajevo, était unique en Europe, avec sa célèbre bibliothèque aux précieux manuscrits ; 88 mosquées à Sarajevo (1938) ; nombreux monuments musulmans en Macédoine : à Skoplje (mosquées du sultan Mourad et de Mustafa Pacha, XVe siècle ; tour de l'horloge, *Sahat-Kula*) ; Tetovo (« Mosquée bigarrée » ; le Musée municipal est dans une ancienne dervicherie), et Bitola (mosquée d'Ajdar Kadi).

Presse musulmane : il y avait un organe officiel, *Glasni*, à Sarajevo.

Les corporations de type ottoman, *esnâf*, subsistent encore en Serbie du Sud.

Situation actuelle. — Pendant la guerre, des milliers de Musulmans auraient été massacrés, à Sarajevo (3.000), à Dubrovnik (6.000) et à Tuzla (15.000).

Depuis 1946, des mesures administratives anti-religieuses auraient été prises :

Fermeture de l'Université et de la Faculté de Théologie de Sarajevo (1946).

Suppression des tribunaux de *sharî'at*, remplacés par les « Tribunaux du Peuple » (loi du 22 mars 1946).

Confiscation des biens *waqf*, les mosquées (théoriquement entretenues par les Comités populaires) ne gardant que le strict nécessaire avant de fermer ; à la prière de la Grande Mosquée de Sarajevo, des visiteurs étrangers n'ont trouvé qu'un seul fidèle (août 1952).

Disparition de la presse musulmane, remplacée par des organes strictement communistes (tels que *Nove Doba*, « L'ère nouvelle », à Sarajevo).

La presse yougoslave a fait état de procès de nombreux Musulmans (à Sarajevo surtout), accusés de « contre-révolution impérialiste », etc. : procès du Dr Hazim Muftitch, directeur des *waqf* (1946) ; procès de 12 notables de Sarajevo, dont Kasim Dobracha, *ra'îs-ulamâ* de Bosnie ; Darvishe Korkut, ex-rédacteur en chef du *Glasni* et Hafiz Muhammad Tralitch, directeur de la Bibliothèque de l'Université *Gazy Husrevbeg* (18-9-1947) ; procès de 13 membres de « L'Association musulmane des jeunes gens » (13-8-49), etc.

BIBLIOGRAPHIE. — L. Yelavitch, ap. *Rev. du Monde musulman*, 1920, vol. XXXIX.

Albert Mousset, *Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes*, Paris, 1921. (Complété et mis à jour au moyen d'une communication personnelle de sa documentation.)

Communications rectificatives de M. M. T. Okič.

La nouvelle loi constitutionnelle de Yougoslavie, Beograd, 1953.

Makedonija, publ. Putnik, Beograd, 1952.

Kamil Y. Avditch, Muslims of Yugoslavia under communist regime (*The islamic literature*, septembre 1951, Lahore, pp. 25-37).

G. Busson de Janssens, Les Wakfs dans l'Islam contemporain (*R.E.I.*, 1951, p. 21), citant A. Balagija, *Les Musulmans yougoslaves*, Alger, 1940.

BULGARIE

(Minorité musulmane)

STATISTIQUE. — Le dernier recensement date du 31 décembre 1946 ; les résultats par confession datent de 1949 (estim. officielle). On estimait alors que l'élément musulman représentait 12 % de la population totale, soit 806.000 Musulmans, dont 123.000 pomaks : sur 7 millions d'habitants.

Les statistiques officielles antérieures (recensements de 1910 et 1914) donnaient les chiffres suivants, beaucoup plus forts : 982.849 Musulmans, ainsi répartis : 602.014 en Bulgarie propre et 380.835 en Thrace occidentale : sur un total de 5.517.700 hab. Cette différence de 232.000 Musulmans en moins peut représenter la population de la Thrace occidentale cédée à la Grèce en 1919, et des émigrés en Turquie.

L'ISLAMISATION :

Quoique le nom de « Bulgares » réfère à un groupe turco-tatare de la Volga (VIIe-XIIIe s. ; voir Kazan) immigré aux Balkans — et qu'ainsi la fraternité de races ait servi, de 1914 à 1918, à justifier l'alliance turco-bulgare — l'Islam des conquérants ottomans ne s'est pas attiré autant de chrétiens hétérodoxes indigènes *(pauliciens manichéens)* en Bulgarie qu'en Yougoslavie. Et ce n'est pas un *Pomak*, c'est un Serbe islamisé, Pasvan Oghlou de Viddin, qui a le premier réveillé le nationalisme bulgare en s'insurgeant contre la Porte (1796-1807).

LES RACES (estim. offic. 1949). — La grande majorité des Musulmans bulgares est de race *turco-tatare* (683.000) ; 1/7 seulement est de race et de langue *bulgare*, ce sont les « Pomaks » du Rhodope (123.000) ; il y a encore (1950) des *tsiganes*, mais combien sont-ils ? Et combien, parmi eux sont restés musulmans (98.004 en Bulgarie propre, en 1910 ; et environ 40.000 en Thrace), parlant à la fois le *turc* et le *tsigane* ?

Les autres groupes sont : dans le Déli-Orman (où se trouvait, à Tuzleq, un petit centre hétérodoxe de 600 shîites extrémistes, *Qyzylbash* étudiés, en 1937, par Kowalski, à Sistov, Razgrad et Malgar (crypto-chrétiens), Shumla, Slivno, Stara Zagora, puis, au centre-est à Krichim, Nevrokop, Grades hnitsa, Djouma-i-Bala, Kustendil, Varna.

Ce sont les Turcs qui ont organisé l'industrie de l'essence de rose à Kazanlik.

ADMINISTRATION CULTUELLE. — La République populaire bulgare (1946) garantit la liberté de religion. La situation, en 1929, est la

suivante : il n'y a pas de *reïs-ouléma* en Bulgarie. Depuis l'origine, c'est le *cheïkh-ul-islam* de Constantinople qui investissait les *muftis*.

Il y a un *grand mufti* pour tout le royaume, à Sofia ; pour les provinces, 16 *muftis* titulaires et 20 muftis adjoints ; 1.294 écoles coraniques sont bien organisées, avec un conseil élu et des *waqfs* ; il y a une vingtaine d'écoles secondaires. On suivait la nouvelle orthographe, *osoûl djadîd* pour le turc (comme à Kazan). École normale à Shumla (= Shumen) et à Kirdjali. Tekkès *bektashis* (Razgrad, Rustchuk, *shâdhilis*, *gülshanis*, *naqshabandis*, *mevlévis* (1933).

La *khotba* était dite au nom du khalife ottoman dans toutes les mosquées de Bulgarie ; 1.500 mosquées en 1933.

Les Bulgares musulmans ont joué un certain rôle dans l'histoire ottomane ; Ahmad Midhat était pomak d'origine.

Depuis 1907, la publication de journaux en langue *turque* était interdite. Aucune information sur la situation des Musulmans en Bulgarie depuis 1946. Comme toujours en régime communiste, le problème n'est traité que du point de vue des « minorités nationales ». En septembre 1951, les « Turcs » avaient 1.011 écoles, avec 83.845 élèves.

BIBLIOGRAPHIE. — *Handbook of Bulgaria*, id., 1155, Londres, 1920.

Moslem World, janvier 1923, p. 85 (Gott. Pedersen), octobre 1927, p. 339 (Zwemer).

Statesman's Year-Book, 1952.

Compte rendu d'une mission d'études du P^r Th. Kowalski de Cracovie, en 1937.

GRÈCE (HELLAS)

La seule région grecque où doive subsister désormais une minorité islamique est la *Thrace occidentale* (sa partie sud : territoire de Xanthi, Gümüldjina et Dédéagatch, bulgare de 1913 à 1918, comprenant 336.736 hab. (recens. 1951) dont 134.722 Musulmans (recens. 1940). Entre 1923 et 1925, 475.000 Musulmans ont été « déplacés » de Grèce en Turquie (voir 1re éd. de l'*Annuaire*, p. 238) : 4 députés musulmans élus au Parlement en 1928), sans parler de quelques familles albanaises, aux *confins sud de l'Albanie*.

Les *Deunmehs* musulmans (crypto-israélites, hétérodoxes) de Salonique qui ont eu des accointances si curieuses avec le mouvement maçonnique ottoman (*Union et Progrès*) ont obtenu de rester en Grèce. Ils sont 5.000, *Maminîn* divisés en 3 sectes parlant le *turc* et le *judéo-espagnol* ; *Tarbouchlis*, *Cavalieros*, *Honiosos*. Danon a étudié leurs 15 fêtes et leurs 18 règles, dues à Sabataï Cevi († 1676).

Historiquement, l'influence ottomane persistera en Grèce dans la toponomastique des monts, cols et torrents septentrionaux, due aux nomades *Yuruks* — et dans le morcellement cadastral des terres de culture en *tchiftlik* ou fermes (sur 75 tchiftlik de la circonscription de Kilkich, 44 portaient des noms turcs en 1916.

Il y a 300 mosquées en Grèce (1950).

Au Dodécanèse, il y avait (1922) 12.262 Musulmans (sur 121.074 hab. : 1951) ; 7.600 à Rhodes (dont 1.100 hors de la ville) et le reste à Cos (Coo).

CHYPRE (CYPRUS, QOBROS)

Occupée par la Grande-Bretagne depuis 1878, annexée en 1914, et colonie britannique depuis 1925, Chypre comprend (1946) sur 450.114 hab., en majorité hellènes, 80.548 Musulmans, presque tous de race turque — dont 1/4 crypto-chrétiens (*Limno-Vamvaki* de Paphos). Il y a aussi 8.000 Arabes maronites.

Les Musulmans ont (1950-51) 2 tribunaux canoniques (*sharî*), 204 écoles primaires (avec 11.405 élèves), 10 écoles secondaires et 4 jounaux. Le *turc* est langue officielle (au même titre que l'anglais et le grec).

BIBLIOGRAPHIE. — Babinger, ap. *Der Islam*, t. XI, p. 100.

Statesman's Year-Book, 1952.

ROUMANIE

Les Musulmans roumains étaient estimés officiellement, en 1927, à 220.120 (soit 1,3 % de la population totale) ; au recensement de 1930, ils n'étaient plus estimés qu'à 0,3 % (soit à peine 50.000, ce qui paraît trop faible). Il n'y a aucun chiffre récent. Il faudrait pouvoir tenir compte des amputations territoriales (Dobroudja-Nord, Bukovine et Moldavie) subies par la Roumanie, dont la population se montait à 15.872.624 hab. au recensement de 1948.

En 1920, la situation était la suivante : une majorité (soit 178.500) d'origine et de langue *turques* :

a) Les *Nogaïs* de la Dobroudja, dits *Tchitakh* ; venus de Bessarabie au XVII[e] siècle.

b) Quelques groupements turcs isolés au long du Danube, comme à Silistrie, à Constantza et dans l'île d'Ada-Kalé (près d'Orsova) et une colonie *arabe* (Docuzaci). Les Tatars *Gagaouz* de Bessarabie (55.790 hab. en 1897), qui ont essaimé jusqu'à Andrinople, semblent être passés dès le XIII[e] siècle de l'animisme à l'Église grecque orthodoxe, sans subir d'islamisation notable, depuis, quoiqu'ils continuent à parler turc.

En outre, 70.000 d'origine *aryenne* : *tziganes*, venus dès 1350, comme serfs des Tatares.

En 1927-1932, les 220.000 Musulmans de Roumanie étaient concentrés dans les districts suivants de la Dobroudja : Tulcea, 5.785 ; Constantsa, 6.412 (rien que dans la ville), Silistrie, 88.150 et Bazargic, 20.725 (rien que dans la ville) ; il y avait, en outre, des îlots musulmans en Bessarabie et 60 à 70.000 Tsiganes nomades.

En 1937 (Kowalski), 645 Musulmans habitaient l'île d'Ada-Kaleh ; la communauté Qyzylbash de la Dobroudja comptait environ 1.500 membres.

Babadagh est vénéré comme le tombeau de Sari-Saltyk, ce saint musulman Turkmène qui, après avoir colonisé la Dobroudja (vers 1263), passe pour avoir prêché l'Islam jusqu'au lac d'Ochrida et en Albanie.

Aucun renseignement sur la situation de l'Islam dans la République populaire roumaine. On sait seulement (1949) qu'il y a un mufti à Constantsa. La plupart des Turcs (même *Gagaouz*) ont été renvoyés en Turquie.

Les Ottomans n'ont pénétré en Roumanie qu'en 1484.

Le souvenir de Silistrie est resté cher aux Turcs ottomans depuis la guerre de 1877 ; Nâmeq Kemal l'a célébré dans son drame *Vatan*.

BIBLIOGRAPHIE. — *Revue du monde musulman*, I, 1906, pp. 183-197 (Popescu-Ciocanel).
Dr. Ispir (V. G.) : ap. *Near East and India*, 4-3-1926.
Moslem World, 1927, pp. 335-336.
Compte rendu d'une mission d'études du P[r] Th. Kowalski, de Cracovie, en 1937.
R. E. I., I, 1932.
Statesman's Year-book, 1952.

HONGRIE

A Budapest, des Musulmans venaient (1929) encore chaque année (le 3 avril en 1927) en pèlerinage à la tombe du *bektashi* Gûl Baba († 1541), entretenue par l'État.

En Styrie, les prénoms de Turcs, convertis depuis le XV[e] siècle, sont demeurés musulmans.

BIBLIOGRAPHIE. — *Moslem World*, 1927, p. 334.

POLOGNE

Il y avait (1929) environ 6.000 Musulmans polonais, sur 28 millions d'hab., soit 0,06 % : quelques nobles (*Najman-bey*, etc.), et d'anciens nomades *Nogaïs*.

Ce sont les descendants de *Turco-Tatares* établis en Lithuanie en 1410-32. On en trouve 2.747 dans la province de Wilno, 1.620 dans celle de Grodno, et le reste dans la bande frontière de l'ancienne province de Minsk non revendiquée par la Russie. — (Huit cents Juifs caraïtes, à Troki, parlent *turc-cuman*).

Or, les anciennes provinces polonaises de Wilno et Grodno font actuellement partie de la Lituanie et de la Biélorussie (voir U. R. S. S.). Il ne reste donc vraisemblablement plus de Musulmans dans la République populaire de Pologne.

En 1932, ils étaient groupés en 19 communautés et avaient 16 mosquées ; bilingues, russes blancs et polonais, ils écrivaient et imprimaient le *polonais* en caractères *arabes*.

On connaît la traditionnelle sympathie turco-polonaise, qui s'était renouée à Lausanne, en 1923 par un nouvel accord particulier.

Comité d'études *tatares*, fondé en 1928 par S. Dziadulewicza à Wilna ; Institut d'Études orientales à Cracovie (1933).

La loi du 21 avril 1936 avait organisé la religion musulmane en Pologne. En 1938, il y avait un Collège musulman supérieur et un Conseil central culturel des Tatares polonais.

Bibliographie. — Th. Gasztowtt, *La Pologne et l'Islam*, Paris, 1907.
Talko-Hryncewicz, *R. M. M.*, 1910 (XI, 287).
Siyâsa, quot. Caire, 1926, nº 1119.
R. E. I., I, 1932, p. 81.

FINLANDE (SUOMI)

(1934) : 648 Musulmans, soit un peu plus de 100 familles, résidant dans 17 villes — surtout à Helsinki, Tampere et Turku. Ce sont des *tatars* réfugiés de Russie et devenus (en majorité) sujets finlandais.

Communauté musulmane reconnue par décision du Conseil d'État le 24 avril 1925. Surtout commerçants (fourrures, étoffes). Écoles musulmanes dans les villes (Helsinki, Tampere...), pour l'instruction religieuse et culturelle (turque). Surtout orientés vers la Turquie (alphabet *latin*) ; 3 *masjid* (Helsinki, Tampere, Turku) ; un seul *imâm*. Mariage entre Musulmans ; femme presque aussi libre que la Finlandaise. Pas d'alcool ; jeûne assez facultatif ; un seul pèlerin à La Mekke.

En 1950 : 850 Musulmans sunnites en Finlande.

Bibliographie. — Bichr Farès, Notice sur une communauté musulmane en Finlande (*R. E. I.*, 1934, 1).
Dawn, Karach , numéro du 2-8-1950.

COLONIES MUSULMANES ISOLÉES
JÂLIYA (DIASPORA)
(Colons permanents et émigrants temporaires)

OCÉANIE

AUSTRALIE. — 3.908 (1916, contre 6.400 en 1906), afghans, sunnites *hanéfites*, venus depuis 1860, comme chameliers (surtout dans l'ouest) ; 2 mosquées permanentes (Perth, Adélaïde) et 7 démontables. — 500 Musulmans malais, *shâfi'ites*, dans l'ancienne *Nouvelle-Guinée allemande* (trusteeship australien).

ILES FIDJI. — 16.932 Musulmans (recens. 1946) sunnites *hanéfites* (sur 138.425 Indiens, recens. 1950).

NOUVELLE-CALÉDONIE. — 9.000 Musulmans environ, dont 8.641 immigrants javanais (1947) ; le reste, descendants de convicts nord-africains.

HAWAI. — Une société islamique existait à Honolulu en 1933.

AMÉRIQUE

ÉTATS-UNIS (U. S. A.). — 10.000 Musulmans (1921), en majorité émigrants-temporaires, venus de l'Inde du Nord, de Syrie et Yémen, Turquie : à Milwaukee, Chicago, Pittsburgh, Cleveland et Akron, New York, Philadelphie, Baltimore, Boston et Worcester ; 1 mosquée *ahmadî* à Détroit (Mich) et 1 mosquée à Brooklyn (New York) ; 12 journaux arabes, dont 1 *druze (Bayân)* et 1 pro-turc (*Sirât*, puis *Birlik*). Les missionnaires *ahmadiya*, très actifs, ont créé des *colour-mosques* pour nègres, à l'imitation des *colour-churches* chrétiennes : 2 à Chicago, 1 à Detroit.

Une mosquée *sunnite* est construite par le gouvernement égyptien à Washington (1952).

Il y aurait 4.489 Anglo-Saxons convertis au *béhaïsme*.

Quelques émigrants *sunnites* à Haïti (34.000, estim. 1951) et en Dominicaine.

CANADA. — Quelques familles réunies à *Montréal*, grâce à Ch. Mohyiddine, de Dacca, professeur à l'Université Mc Gill (Institut islamique du Pr W. Cantwell Smith, fondé en 1952).

MEXIQUE. — 1.000 Musulmans (émigrants temporaires).

BRÉSIL (situation 1950). — 1) Depuis 1889, culte musulman organisé et légal pour les immigrants *syro-libanais* : 3.053 Musulmans sur un total de 45.786 (recens. 1940). Pas de mosquées (les *machachali* n'étaient que des oratoires privés. En 1883, à la « fête de Mahomet » célébrée par l'église positiviste de Rio, on vit quelques Musulmans (africains ou blancs ?) ; 2) Les Musulmans *nègres* (appelés *Malês* ou *Mussurumi*), descendants des esclaves africains (Yoruba ou Mandingues) islamisés, avaient encore des sectes musulmanes en 1904 (à Bahia et Rio), en pleine désagrégation en 1912. Aujourd'hui (1950), elles ont disparu partout (Rio, Recife). Il n'en reste, à Bahia, qu'un syncrétisme afro-musulman (culte des morts ou *Egums*, géomancie) chez certaines sectes dont le nom seul rappelle, parfois, l'Islam. — Cf. *Annuaire 1929*.

Bibliographie : R. Bastide, L'Islam noir au Brésil (*Hesperis*, 3-4, 1952, pp. 373-382). Comm. de S. E. Caio de Mello Branco (d'après Ribeiro).

ARGENTINE. — 30.000 Musulmans, majorité des immigrants libano-syriens ; dont 5.000 *shî'ites* (Dj. 'Amil) groupés à Rosario. Projet de mosquée à Buenos-Ayres ; 6 journaux arabes, dont 2 étaient dévoués au Malek du Hedjâz (*Hâwi, Accion Arabe = Yaqzat al 'Arab)*.

Quelques familles ont passé en Paraguay (cf. « Mamelouks » anti-jésuites au XVIIIe siècle) et en Uruguay.

CHILI. — 4.000 Syriens immigrés (*Ahrâm*, 21-12-1932).

COLOMBIE et VENEZUELA. — De 1615 à 1760, il y eut des colonies de *Morisques* andalous, déportés *via* Carthagène des Indes. Actuellement, il n'y a plus que 1.000 colporteurs musulmans de passage, dits *Turcos* à Caracas.

SURINAM (Guyane néerlandaise). — 1/4 de la population (221.000, fin 1950) est *musulman* (52.000 en 1950) : environ 22.000 *nègres* africains (depuis le XVIIIe s.), anciens esclaves marrons, de langue « bosch », organisés en sociétés secrètes, soit animistes (dahoméennes), soit semi-islamisées, et vivant en lisière de la forêt ; et 37.000 travailleurs temporaires indonésiens (il y a aussi 48.000 Hindouistes) ; 397 répudiations inscrites chez les Musulmans en 1950. (*Statesman's Year-Book*, 1952 ; *Vrije Volk* du 10 décembre 1952.)

GUYANE FRANÇAISE ET ANTILLES FRANÇAISES. — 6.750 Musulmans en 1908 d'après un témoignage turc (*R. M. M.*, VI, 318), dont 3.000 en Guyane (*Nouvel Atlas des Missions*, 1951).

GUYANE BRITANNIQUE. — Sur 425.000 hab. (1950), 142.000 (1940) immigrants indiens, dont 22.000 Musulmans (*Nouvel Atlas des Missions*, 1951). 18.217 en 1931 (*M. W.*, 1931, 82).

TRINIDAD (Ile). — Sur 557.970 hab. (1946), 126.345 hindouistes (travailleurs importés) et 32.615 *Musulmans* (d'origine indienne), sunnites (avec quelques *ahmadi*). 50 mosquées (*Islamic Rev.*, sept. 1954).

JAMAIQUE (Ile). — Sur 1.237.000 hab. (recens. 1943), 21.393 immi-

grants indiens, dont 1.000 *Musulmans* (*N. Atlas Miss.*, 1951). Sur 965.960 nègres africains (animistes ou christianisés), un certain nombre est affilié à des sociétés secrètes *semi-islamisées* (du type *haoussa* ; cf. ici NIGERIA ; et cf. les rites magiques semi-islamiques ou animistes pratiqués chez les nègres africains de *Haïti*, dont 90 % sont dahoméens ; le « vaudoux » vient du mot *vodoun*, « fétiche » en fongbé).

EUROPE OCCIDENTALE

I

Il n'y a plus de colonies musulmanes permanentes depuis le XVII[e] siècle et l'expulsion (ou la conversion) des familles *arabo-berbères* implantées en *Espagne* et *Portugal* (712-1609), aux *Baléares* (720-1259), à *Malte* (870-1122) ; où l'on parle encore l'*arabe*, écrit en caractères latins : VALETTA ; pop. 228.534 hab. et 50.000 émigrés), en *Italie* (Sardaigne 750-1022 ; Sicile 827-1058 ; Lucera 1225-1310), et en *France* (Languedoc 720-759 : vestiges d'une mosquée découverts à Narbonne par Lacam en 1953 ; Provence 889-975). L'inventaire exact des survivances islamiques dans ces pays (noms de lieux, noms de familles, coutumes locales), assez avancé pour l'Espagne et la Sicile, n'a pas encore été dressé pour le Portugal ni pour la France.

En *Angleterre*, depuis 1913, un groupe d'une dizaine de familles anglo-saxonnes, converties à l'islam, gravite autour de la mosquée *ahmadi modérée*, dite de Shâhdjahân, à Woking (Surrey ; cf. ici INDE) ; et de la mosquée *ahmadi extrémiste* de Southfields (Londres : où la *Nizamiyé* est projetée). Mais il y a surtout 30.000 Musulmans, presque tous *sunnites* (très peu de shi'ites) en Angleterre, surtout à Cardiff (5.000) et South Shields (2.500) ; ce sont surtout des *Arabes* (Aden, Djibouti), des *Malais* et des *Somalis* venus travailler dans les ports. (Communication de M. Khalid Sheldrake, 1930.) La nouvelle mosquée sunnite de Londres est confiée à des azhariens.

En dehors de ce groupe naissant, les cas de conversions individuelles à l'Islam signalés en *Allemagne* (mosquée de Wilmersdorf, près Berlin), en *Autriche*, en *Italie*, en *Espagne* et en *France* (mosquée de l'Institut musulman, place du Puits de l'Ermite, à Paris), n'ont pas eu d'extension familiale ni de transmission héréditaire.

Le résumé du *recensement* officiel des *travailleurs musulmans nord-africains* (1) *de Belgique et du Luxembourg* (extr. rapport consulaire turc d'Anvers, 1928, publ. ap. *Der Islam*, 1929, XVIII, 319-320) :

ALGÉRIENS : Belgique (Charleroi, Mons), 3.303, Luxembourg, 190 ; total : 3.223.

(1) A côté d'eux, se trouvaient 782 autres musulmans (dont 346 albanais de Yougoslavie).

TUNISIENS : Belgique (Mons) 560, Luxembourg 100.

MAROCAINS : Belgique (Liége) 1.291, Luxembourg 70 ; total : 1.361 ; total général : 5.244.

II. — TRAVAILLEURS MUSULMANS NORD-AFRICAINS EN FRANCE

Depuis la première guerre mondiale, on trouve en France d'importantes agglomérations de travailleurs nord-africains, poussés par la misère à émigrer, au moins temporairement, dans la Métropole. Leur nombre exact est impossible à préciser, en l'absence de statistiques exactes et précises ; il est de l'ordre de 350.000 pour 1949, ce qui représente l'équivalent de l'excédent annuel des naissances sur les décès dans toute l'Afrique du Nord. L'augmentation est constante, depuis 1925 et 1928 (80.000) et 1939 (100.000). La proportion d'Algériens (60.000 en 1928, 80.000 en 1939, 300.000 en 1949) a toujours été la plus forte. Longtemps clandestins, les Algériens ne sont plus soumis au contrôle depuis qu'ils sont citoyens français (statut de 1947). Les Marocains sont beaucoup moins nombreux (15.000 en 1928, 20.000 en 1939, peut-être 40.000 en 1949) et les Tunisiens encore moins (de 2 à 3.000 en 1928, ils sont estimés à 5.000 en 1949).

Ces immigrants nord-africains sont groupés, en France, surtout auprès des centres industriels de la Seine (100.000 en 1951) : 13[e], 15[e], 19[e] et 20[e] arrondissements et banlieue ; des Bouches-du-Rhône (15.000 Nord-Africains *stables*), du Pas-de-Calais et des mines de Lorraine. En 1939, les Kabyles étaient presque seuls à émigrer d'Algérie ; mais, en 1949, un tiers des Algériens en France provenaient des zones arabes des 3 départements.

Les conditions de vie précaires qui sont faites à ces travailleurs sont connues : hébergement dans des taudis insalubres (où ils sont exploités par les tenanciers — qui sont pourtant leurs coreligionnaires) ; sous-alimentation et tuberculose ; instabilité (s'il leur suffit de un à deux ans pour se fixer dans une petite entreprise, il leur en faut, en moyenne, sept pour se fixer dans une grande) ; dissociation de la famille (ils partent en célibataires ; les enfants émigrent dès l'âge de 12 ans) ; désagrégation sociale (avec, pourtant, des agglutinations ethniques, par douars ou par clans ; c'est le cas des Kabyles du Haut-Sebaou qui forment la majorité, par exemple, aux raffineries de sucre Saint-Louis à Marseille, ou dans telle usine d'aviation du 13[e] ; tels aussi les gens de Msila (Sétif) qui dominent chez Panhart-Levassor, dans le 13[e]).

Par contre, on a exagéré (dans la presse, et jusqu'à la tribune du Parlement) la criminalité des Nord-Africains en France. Une enquête précise récente (G[t] G[l] de l'Algérie, juillet 1952) montre, au contraire, que, pour le total des crimes et délits, la délinquance des 100.000 Nord-Africains de la Seine (en 1951) est « à peine supérieure à la moitié de celle

des Européens ». On peut surtout leur reprocher des « délits de violence » et surtout des « délits de la faim » dont la misère est la cause. Malheureusement, des affirmations tendancieuses (comme de tenir les Nord-Africains émigrés pour « les troupes de choc du communisme ») ont conduit certains Français à envisager des mesures de discrimination raciale pour limiter l'immigration algérienne (telles que : avoir fait son temps dans l'armée, ou détenir un certificat de travail) : de tels projets seraient, d'ailleurs, contraires à la Constitution de 1946 et au statut de 1947. Et l'échauffourée sanglante de la place de la Nation (14-7-1953) suivie d'obsèques solennelles à la Mosquée, a consacré le *droit de cité* revendiqué par les ouvriers nord-africains à Paris : aux yeux de la masse ouvrière.

Ainsi menacés, les Nord-Africains se sentent étroitement solidaires (un affamé peut toujours manger gratis dans bien des gargottes ; il y a des plans de construction en commun de logements parisiens, avec l'aide de syndicalistes chrétiens). Entr'aide et cours du soir de l'Association des N. A. résidant en France (président : Lounis Rouani). La progression du chômage pose un problème très grave : dans la Seine, le chômeur N. A. perd l'allocation-chômage s'il est resté plus de deux mois absent dans son douar et sa famille restée en Algérie n'y perçoit pas ses allocations familiales (même s'il est, en France, chômeur contrôlé et secouru). L'ensemble du problème social de la main-d'œuvre nord-africaine en France ne peut être réglé que par la *formation professionnelle* de ces travailleurs : en les formant à un métier leur assurant l'embauchage, le salaire et l'habitat voulus — par priorité sur toute main-d'œuvre étrangère. Et en aidant à l'installation de ménages mariés.

BIBLIOGRAPHIE. — *Bulletin mensuel des questions islamiques*, Alger, Gt Gl, juillet 1952, p. 87.

Louis Chevallier, *Le problème démographique nord-africain*, Paris, 1947.

E. S. N. A., 6, rue Barye, Paris (cahiers mensuels des Pères Blancs).

« Cartes de répartition » dans le grand Paris (*Rev. Et. Isl.*, 1928, 477 ; 1930, 161 sq).

Robert Montagne, L'émigration des musulmans d'Algérie en France (*L'Afrique et l'Asie*, 1953, no 22).

J.-J. Rager, *Les musulmans algériens en France et dans les pays islamiques*, Paris, 1950.

Situation des Nord-Africains en France (publ. ronéot. Comité de médecine du C. A. P. D. L., Paris 1954, 22 p. ; cf. *Esprit*, Paris, 1953, no 9, 1954, nos 7, 8, 9 ; et l'étude de M. Ben Ghazi).

INDICES

I

INDEX ETHNIQUE : RACES ET LANGUES

Transcription des noms et termes arabes : l'existence de transcriptions officielles hétérogènes (Turquie, Albanie, etc.) nous interdisait de les homogénéiser en caractères latins. La tradition de la *Revue du Monde Musulman* (cf. t. 66, p. IV-V), conforme aux règles des bibliothèques, respecte, jusque dans les initiales, l'hétérogénéité des idiosyncrasies nationales (*ch* fr. pour *shin* ; *gh* russe pour *'ayn* ; de même les trois voyelles arabes sont nuancées en six (*e* pour *fatha* en turc, etc.) ; et la première édition de l'*AMM* avait paru dans la *RMM*. — Cela dit, voilà notre alphabet : A/B/C/CH (= SH)/D (= DH)/E/F/G/GH/H (doux, fort)/I/J (= DJ, XH)/K/KH (= H russe)/L/M/N/O/P/Q/R/S (= Ṣ) /T (= Ṭ)/TH/TCH = Ç turc)/U (= OU, EU)/V/W/X/Y/Z.

Conformément à Kemal, le *'ayn* n'est pas marqué (simple esprit doux, ou esprit *e*). — On trouvera donc le mot « Cheikh » parallèlement avec son doublet « Shaykh » ; « Sayed » et « Seïd » ; « Emir » et « Ameer », etc.

II

ENSEIGNEMENT CANONIQUE

(1) Add. à *AMM*, 3e éd., p. 14 : autres calendriers *agricoles* : au Yémen ; à Madagascar (*JAP*, 1905, 2-222, 1932, 2-325 : G. Ferrand).
(2) Add. à *AMM*, 3e éd. ; p. 19 : fêtes *khârijites* : 'Ashûrâ, 'Ideïn, Ziyâra (circoncision du Prophète : un lundi) ; Mawlid al-Nabi ; Bara'a.

III

INDEX SOCIAL

Travail ; ressources et institutions de la communauté

IV

INDEX SACRAL

Principales affiliations religieuses ; noms vénérés ; lieux de pèlerinage

TABLE DES NOTICES

Page	Notice	Nombre des Musulmans (en milliers)
	ASIE	
5	*ARABIE*	
7	Arabie Sa'oudite	6.000
29	Yémen	5.000
34	Aden	680
40	Oman-Mascate	500
44	Côte des Pirates	100
46	Qatar	25
47	Bahreïn	120
50	Koweït	160
		12.585
55	*U. R. S. S.*	
59	Tatarstan	1.500
61	Bachkirie	1.500
63	Rép. Fédérées	400
64	Crimée	*x*
66	N. Caucase-Daghestan	1.500
70	Azerbaïdjan	2.300
73	Géorgie	400
75	Arménie	200
77	Kazakhstan	4.000
80	Turkménistan	1.000
82	Uzbékistan	6.000
86	Tadjikistan	1.400
88	Kirghizie	1.200
90	Mongolie Ext^{re}	20
		21.420
91	*CHINE*	10.000
96	(Sinkiang	3.000
100	Kan-Sou	1.770
102	Yun-Nan	200).
104	H. Kong, Formose, Corée	14
105	Japon	50 ?
		10.064
107	*PAYS MALAIS*	
109	Indonésie	70.000
119	Malaisie Britannique	3.000
123	Thaïland	700
124	Indochine	100
126	Philippines	800
		74.600
131	*CONTINENT INDIEN*	
139	Pakistan	66.000
146	Inde	40.000
		106.000
155	Ceylan	430
156	Birmanie	500
157	Afghanistan	12.000
163	Iran	15.000
175	Turquie	21.000
	PROCHE-ORIENT ARABE	
187	Iraq	4.500
197	Syrie	2.500
207	Liban	600
212	Jordanie	1.100
215	Israël	127
		8.827
	Total pour l'ASIE	282.426

Page	Notice	Nombre des Musulmans (en milliers)	Page	Notice	Nombre des Musulmans (en milliers)
	AFRIQUE		364	Rhodesia, Nyassal., U. S. F.	300
227	*MAGHREB*		366	Mozambique	250
229	Algérie	8.000	367	Madagascar (Comores et Réunion) ..	370
241	Tunisie	3.000	371	Maurice et Seychelles	70
250	Maroc français	8.000	372	Zanzibar	270
		19.000	374	Tanganyika	1.000
251	Maroc espagnol (et Tanger)	1.500	376	Ouganda et Kenya	500
264	A. O. E. (ifni-Sahara)	110			2.760
		1.610	379	Somalies	1.560
269	Egypte	20.000	386	Erithrée	450
280	Soudan égyptien ...	6.000	389	Ethiopie	1.800
287	Libye	1.000			3.810
		27.000		Total pour l'AFRIQUE ...	78.560
303	*AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE*		399	**EUROPE**	
307	Mauritanie	500	401	Albanie	700
311	Sénégal	1.400	407	Yougoslavie	1.750
316	Soudan	1.900	411	Bulgarie	800
321	Guinée	1.400	413	Grèce (et Chypre) ..	250
325	Côte-d'Ivoire	300	414	Roumanie	50
327	Hte-Volta	500	415	Hongrie - Pologne - Finlande	10
329	Dahomey	100		Total pour l'EUROPE	3.560
331	Niger	1.500	418	**DIASPORA***	450
		7.600	421	Nord - Africains en France	350
334	Gambie	130			800
335	Guinée Portugaise ..	100		TOTAL GÉNÉRAL .	365.346
336	Sierra Leone	500			
337	Liberia	300			
338	Gold Coast	120			
340	Togo	30			
343	Nigeria	14.000			
		15.180			
353	*AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE*				
355	Cameroun	500			
357	Oubangui-Chari	30			
359	Tchad	1.000			
363	Congo belge	70			
		1.600			

Soit 365 millions de Musulmans dans le monde.

* *Note :* dont 65.000 en Australie, en 1952 (« L'Islam en Australie et en Océanie », par I. H. OKDAY, dans *Le Monde de l'Islam*, III, 3-4, 1954).

TABLE DES MATIÈRES

1955. — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 23.631 IMP. N° 13.761